

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

Année 1934-1935

L'IMPOT SUR LE REVENU
DES FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS
ET DES
VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES
NON ABONNÉES

THÈSE

pour l'obtention du Diplôme de Docteur de l'Université de Paris
(Droit)

Présentée et soutenue le 29 juin 1935

PAR

Etienne VENRIES de LAGUILLAUMIE

JURY { MM. Gaston JÈZE, *Président.*
OUALID, *Agrégé.*
NOGARO, *Agrégé.*

IMPRIMERIE ALLAIN — ELBEUF

1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550425_0001

L'Impôt sur le Revenu
des Fonds d'Etats Etrangers
et des
Valeurs Mobilières Etrangères
non abonnées

N^o 77

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

Année 1934-1935

L'IMPOT SUR LE REVENU
DES FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS
ET DES
VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES
NON ABONNÉES

THÈSE

pour l'obtention du Diplôme de Docteur de l'Université de Paris
(Droit)

Présentée et soutenue le 29 juin 1935

PAR

Etienne VENRIES de LAGUILLAUMIE

JURY

} MM. Gaston JÈZE, *Président.*
OUALID, *Agrégé.*
NOGARO, *Agrégé.*

IMPRIMERIE ALLAIN — ELBEUF

1935

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

L'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 a établi une taxe annuelle et obligatoire dont la quotité, fixée à 1 0/0, avait été portée à 4 0/0 par la loi du 26 décembre 1890 : 1° sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature des sociétés, compagnies et entreprises quelconques financières, industrielles, commerciales ou civiles; 2° sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises ci-dessus désignées; 3° sur les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions.

Ce texte conçu en termes généraux n'est pas spécial aux valeurs françaises. Mais, conformément aux dispositions du décret du 6 décembre 1872, il ne s'applique aux sociétés étrangères, qu'autant que les titres émis par ces collectivités sont assujettis au régime de l'abonnement.

Or, et jusqu'au jour de la mise en vigueur de l'article 5 de la loi du 31 juillet 1929, étaient seules soumises à ce régime les sociétés étrangères qui procédaient personnellement à une action en France, soit parce qu'elles avaient pour objet des biens situés sur notre sol (décrets des 6 décembre 1872 et 10 août 1896, art. 2), soit parce que leurs titres étaient cotés, émis et négociés, mis en souscription, exposés en vente ou introduits sur notre territoire, y faisant l'objet d'annonces, de publications ou d'un service financier (l. du 23 juin 1857, art. 9; décret du 17 juillet 1857, art. 10, 11 et 12; l. des 30 mars 1872, art. 1^{er}, et 29 juin 1872, art. 4; décret du 6 décembre 1872, art. 3 et 4; l. du 13 mai 1890, art. 12).

Mais, en cet état de la législation, il restait à imposer les produits des titres étrangers, très nombreux sur notre marché, qui n'étaient pas assujettis au régime de l'abonnement.

Parmi ceux-ci, on trouvait tout d'abord les titres émis par des collectivités étrangères, à l'égard desquelles il n'avait jamais été relevé de faits personnels pouvant les rendre passibles des taxes françaises : telles étaient les valeurs recueillies à l'étranger à titre successoral par des particuliers ou par eux acquises sur des bourses étrangères. Il y avait, d'autre part, — et c'était le plus grand nombre — les titres qui, après avoir été introduits en France sous le couvert de l'abonnement, ne pouvaient plus être considérés comme abonnés à défaut de paiement régulier de l'impôt. En outre — et encore que la crainte des lourdes pénalités édictées contre les intermédiaires par la loi de 1898 rendit ce fait assez rare — certaines sociétés avaient réussi à écouler leurs titres sur le marché français sans avoir rempli les formalités de l'abonnement. Enfin, on trouvait le groupe très important des titres de rente, obligations et autres effets publics des gouvernements étrangers que le législateur, pour des raisons de haute convenance internationale et par respect de l'indépendance de la souveraineté réciproque des Etats, n'avait pas jugé opportun de soumettre au régime de l'abonnement.

Ces titres, qui entrent tous dans la catégorie des valeurs mobilières étrangères non abonnées, sont appelés à circuler, désormais, de plus en plus nombreux sur nos marchés. L'article 5 de la loi du 31 juillet 1929 a supprimé, en effet, le caractère obligatoire de l'abonnement : ces titres peuvent maintenant être introduits sur notre territoire, cotés dans nos bourses, émis et négociés sur notre sol sans donner lieu à l'abonnement.

Quoi qu'il en soit, toutes ces valeurs ont échappé jusqu'à 1914 à l'impôt sur le revenu et cette immunité était devenue, quelques années avant la guerre d'autant plus choquante, que ces titres à raison de l'importance des intérêts... promis et aussi de la pression des établissements de crédit, envahissaient notre marché, drainaient vers l'étranger le plus clair de nos ressources au détriment de nos valeurs nationales et menaçaient notre économie. Le bas de laine français devenait une corbeille à papiers.

Ce régime était trop préjudiciable à l'intérêt général, pour que, dans les années qui ont immédiatement précédé la grande

guerre, l'opinion publique ne demandât au Trésor de puiser, sur les produits de ces valeurs, quelques-unes des ressources que l'on était sur le point d'imposer à la Nation.

Aussi, lorsque le Parlement, rejetant les règles anciennes de notre fiscalité, eût entrepris la réforme d'ensemble de la législation financière en la basant désormais sur l'imposition des revenus effectifs, la taxation des produits des titres étrangers non abonnés et des fonds d'Etat était-elle déjà acceptée, sinon réclamée, par tous les esprits.

Il ne dépendait donc que du Gouvernement de faire aboutir la réforme en présentant au Parlement un projet susceptible d'assurer une exacte perception de l'impôt.

Instruite par le passé, l'Administration devait d'ailleurs préparer un texte qui répondait à ce but.

En matière de taxes dues par les sociétés françaises et par les sociétés étrangères abonnées, le recouvrement de l'impôt a toujours été assuré d'une manière satisfaisante, grâce à l'obligation, pour les sociétés, de faire l'avance de l'impôt. Ce procédé, en effet, permet de limiter le nombre des contribuables et de faciliter ainsi la surveillance de l'Administration; il évite les récriminations de la multitude des porteurs qu'énervent les soi-disant tracasseries du fisc; enfin, il garantit le paiement exact de la taxe en donnant au Trésor la possibilité de saisir les biens en France, de s'emparer du cautionnement déposé ou d'agir contre le représentant responsable.

L'application de cette méthode apparaissait d'autant plus indispensable, en matière d'impôt sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées, qu'à l'Administration ne possède aucune action contre les collectivités étrangères et que le recouvrement de l'impôt au delà des frontières se heurte à un obstacle absolu, conformément aux principes qui dominent le droit international et la souveraineté des Etats.

Le Gouvernement, dans ces conditions, a évité de réclamer le paiement de la taxe aux innombrables porteurs. Il a chargé du recouvrement de l'impôt un petit nombre de personnes — physiques ou morales — établies sur notre territoire, contre lesquel-

les le paiement peut être facilement et utilement poursuivi. Est assujetti quiconque fait profession ou commerce de recueillir, encaisser, payer, acheter ou négocier les coupons, chèques et tous autres instruments de crédit, créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou tous autres produits des titres dont il s'agit. L'assujetti est tenu de retenir l'impôt, ou même d'en faire l'avance, lorsque, en vertu des contrats existants, les collectivités ou les Etats étrangers ont pris la charge de la taxe: ils sont, d'ailleurs, rémunérés de leurs services, par une rétribution basée sur le montant des versements qu'ils effectuent au Trésor.

Mais, au début de 1914, il paraissait encore difficile de faire aboutir la réforme d'ensemble envisagée par le Gouvernement; l'imposition des revenus des créances, dépôts et cautionnements ne semblait pas susceptible d'être votée; le principe de la taxation du revenu global par un impôt de superposition, établi sur la déclaration, était contesté et on savait déjà que son adoption donnerait lieu à des débats passionnés.

La réforme était pourtant urgente : le Trésor avait un impérieux besoin de toutes les ressources de l'impôt pour faire face aux dépenses militaires, que nécessitait la réorganisation de l'armée, astreinte depuis peu au service de trois ans.

Pour aller plus vite, le Gouvernement proposa donc, et obtint, la disjonction des textes relatifs à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées et des fonds d'Etats étrangers. Puis, il en réclama, avec un facile succès, le vote immédiat laissant à plus tard le soin de poursuivre la réalisation de la réforme dans son intégralité. (Voir les déclarations de MM. Caillaux et Renoult, ministres des Finances, séances des 12 et 27 mars 1914, Déb. parl. pp. 356 et 2009).

Or, les projets relatifs à l'imposition des revenus étrangers répondaient trop aux désirs de la Nation pour n'être pas acceptés et, de fait, les deux chambres étant d'accord sur le principe de la taxe, les textes, préparés d'après les considérations et sur les bases ci-dessus exposées, ont été votés presque sans discussion. Ils font l'objet de la loi du 29 mars 1914, entrée en application le 1^{er} juillet 1914 (art. 48).

Cette date était toutefois trop proche de l'ouverture des hostilités pour que la législation nouvelle ne passât pas inaperçue.

Aussi bien et jusqu'à la date toute récente où l'opinion publique a été profondément émue par une grave affaire de fraude commise en cette matière, seuls les banquiers, les changeurs, les établissements de crédit, en un mot, seuls les assujettis connaissaient les dispositions de la loi du 29 mars 1914; la connaissance, qu'ils en ont, est si superficielle encore qu'après plus de vingt ans d'application, les erreurs d'interprétation restent nombreuses. Quant à la masse des porteurs de titres, quant à ceux qui, en définitive, supportent tout le poids de la nouvelle imposition, ils n'en connaissent que l'amertume de sentir leurs coupons écorchés dans des proportions toujours plus lourdes. Aucun — ou presque — ne se fait une idée, même lointaine, des règles qui président à l'assiette et à la perception du droit et tous sont réduits à se fier à la bonne foi des établissements de crédit.

Peut-on cependant rappeler aux porteurs que cette taxe si lourde à leurs budgets, a été pour eux d'une utilité vraiment inattendue. La plupart des banques s'étaient cru autorisées à payer les coupons étrangers en convertissant leur montant, libellé en monnaie étrangère, à un taux nettement inférieur au cours du change; les bases de la conversion variaient d'ailleurs suivant la condition et la personnalité des porteurs. L'Administration a mis fin à cette pratique, qui ressemblait fort à un abus de confiance vis-à-vis des clients et qui constituait une fraude à l'égard du Trésor. Les lourdes sanctions imposées et la menace de poursuites ont su ramener les établissements coupables à une plus exacte compréhension de leurs devoirs.

L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées est d'ailleurs devenu une des bêtes de somme du budget de notre pays. En règle générale, son rapport n'a jamais cessé de croître et encore est-il difficile de chiffrer exactement son produit, pendant la période de 1925 à 1932, puisque, pendant cet intervalle de temps, une partie de l'impôt a pu être acquittée par la voie d'apposition de timbres mobiles de la série unique,

Les produits officiels en ont été les suivants ;

Années	Fonds d'Etats étrangers	Valeurs mobilières étrangères non abonnées	Timbres mobiles	Totaux	Déclarations		Observations
					Nombre	Taxe perçue	
1914	13.175.807 21	2.716.569 73	94 48	15.872.462 42			
1915	41.620.194 18	9.968.896 68	101.525 33	51.690.916 19			
1916	44.909.039 58	12.817.294 21	36.135 61	57.762.489 40	4.675	6.222.108 30	
1917	49.052.911 74	13.816.456 72	75.248 05	62.944.616 51	4.822	4.711.873 14	
1918	40.331.897 83	12.413.639 15	120.694 34	53.466.231 32	4.382	5 235 361 08	
1919	51.316.916 38	16.969.454 06	7.963.864 44	76.250.234 88	3.566	3.822.871 25	
1920	78.682.489 74	25.845.243 96	114.510 42	104.642.244 12	4 232	7 431.582 82	
1921	99.321.649 86	35 005 132 35	885.413 55	135.412.195 78	3.846	17.182.000 35	
1922	103.912.717 11	38.835.509 33	77.698 09	142.825.921 53	3.558	24.503.848 03	
1923	95.935.239 22	37.786.783 95		133.722.023 17	3.784	26.280.256 04	
1924	132.029.216 05	54.373.195 64		186.402.411 69	3.925	37.518.839 78	
1925	152.113.754 35	67.533.973 97		219.647.728 32	3.963	44.689.439 52	
1926	334.984.219 52	142.244.225 25		477.228.444 72	3.796	55.375.884 71	
1927	359.258.837 90	152.114.880 67		511.373.718 57	3.553	119.307.594 50	
1928	333.639.195 35	151.960.479 61		485.599.674 96	3.741	124.706.692 36	
1929	340.950.612 85	152.666.572 55		493.617.185 40	4.145	127.628.856 38	
1930	135.126.082 47	67.195.766 79	418.739 44	222.740.638 70	4.421	126.803.880 »	Période du 14 janvier au 31 mars.
1930-31	309.900.376 69	137.128.296 20	3.913.726 98	450.942.399 87	4 487	117.422.833 06	Du 1 ^{er} avril 1930 au 31 mars 1931.
1931	222.241.632 14	108.923.737 69	2 873.484 43	334.038.844 26	5 235	74.524.275 93	Du 1 ^{er} avril au 31 décembre 1931.
1932	121.710.810 33	60.844.188 23	8 788.537 66	191.343.536 22	5.767	66.811.742 72	
1933	177.437.053 46	84.971.700 03	3.793.019 60	266.201.773 09	6.001	42.885.046 17	

Fixé à l'origine à 5 0/0, le taux de l'impôt a été successivement porté à 6 0/0, 12 0/0, 14,40 0/0, 18 0/0, 25 0/0, puis ramené à 18 0/0 pour être relevé à 20 0/0, taux actuel, c'est-à-dire, si l'on veut bien remarquer que la taxe est liquidée après déduction des impôts étrangers et sans qu'il soit tenu compte des agios, courages ou commissions prélevés par les intermédiaires, à plus du quart du revenu distribué par les sociétés étrangères. Nous sommes loin de la dîme ecclésiastique ou de la taille royale dont le Tiers se plaignait si vivement en 1789 ! Et, cependant, l'énormité de l'impôt peut, sans doute, être considérée comme un des grands facteurs de notre relèvement au lendemain des hostilités.

La taxe n'a pas seulement puissamment aidé au budget, elle a eu encore le plus heureux effet moral. Sur les grands marchés internationaux de valeurs mobilières, les courants qui se produisent et qui résultent du jeu de l'offre et de la demande sont surtout influencés par des considérations et par des mouvements d'un tout autre ordre que la législation financière. Au contraire, lorsque l'impôt devient plus lourd et, à plus forte raison, lorsque son poids est excessif, ces courants sont régis nettement, pour une grande part, par les questions d'impôt. Aussi bien, émus par les retenues de plus en plus lourdes que les banques faisaient subir à leurs coupons du fait d'une taxe qui prend l'allure d'une sanction, les capitalistes français ont souvent hésité à employer l'intégralité de leurs disponibilités à l'achat de valeurs étrangères et ont consenti à souscrire aux appels incessants des sociétés françaises.

Aujourd'hui, ils ne peuvent rien regretter, après les défaillances qui, plus encore qu'en France, se sont produites à l'étranger, après les restrictions de change et de transferts brusquement imposées par les pays d'Europe et de l'Amérique du Sud. Ainsi, l'impôt, par son poids, par ses tarifs prohibitifs, a-t-il permis à notre épargne de n'être point mortellement frappée par les crises financières de l'étranger.

On peut néanmoins soutenir que les revenus des valeurs mobilières étrangères non abonnées bénéficient d'un régime de faveur. Les coupons des collectivités françaises doivent, en effet, subir,

lors de leur paiement, la retenue de la taxe de transmission. Or, ce droit s'élève à plus de 3 0/0 du montant du coupon, si bien qu'en réalité, l'équilibre, apparemment en faveur des titres français, est, au contraire, rompu en faveur des titres étrangers. Cette différence est d'autant plus choquante qu'au cours des dernières années, le goût et la passion du jeu ont constamment attiré les capitaux de spéculation sur les titres étrangers, qui se prêtent plus facilement aux expériences des financiers peu scrupuleux.

Le régime actuel présente de nombreuses lacunes, qu'il ne serait possible de combler que par une modification profonde de la législation en cours.

D'une part, il est permis de penser que c'est en cette matière que s'exercent les plus graves évasions fiscales avec le minimum de risques. Ce n'est un secret pour personne que la loi est ainsi faite que la fraude est possible à tous, sauf au petit porteur qui conserve dans son portefeuille les titres étrangers qu'il détient et touche ses coupons dans un établissement de banque, qui retient régulièrement l'impôt.

La fraude présente, d'ailleurs, les degrés et les aspects les plus divers.

Sa forme la plus vulgaire consiste dans l'encaissement à l'étranger de coupons détachés de titres demeurés sur notre territoire. Il s'agit là d'un geste individuel de fraude bien conforme à notre esprit, geste regrettable, mais qui cependant ne saurait mettre en péril les ressources du budget.

Mais, le plus souvent, la fraude est sinon dirigée, du moins facilitée, par les établissements de crédit. Le plus communément, les titres sont déposés dans une banque étrangère, voire même une succursale d'une banque française, qui se charge, moyennant une honnête rétribution, de détacher les coupons à leur échéance et d'en faire parvenir le montant au bénéficiaire par les moyens les plus variés, lettres recommandées, mandats-poste, chèques non causés sur une banque qui, ignorant la nature véritable de l'instrument de crédit, ne peut prélever l'impôt. Certaines banques étrangères poussent même l'insolence jusqu'à venir procéder elles-mêmes au paiement en France, dans des bureaux

clandestins, où, à certains jours, se rendent, à cet effet, un ou plusieurs de leurs employés attitrés.

Enfin, depuis quelques années, est apparue une forme plus larvée, mais plus dangereuse pour le Trésor. Elle consiste dans la création, sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, de la Principauté de Monaco ou de Liechtenstein, ou, plus récemment, de la zone internationale de Tanger, de sociétés holding. Grâce à l'intermédiaire de la société, qui est un être moral distinct de chacun des associés, les coupons de valeurs mobilières étrangères non abonnées peuvent être encaissés, en France, en franchise d'impôt sur la seule production de l'affidavit. D'autre part, et du moment que les produits sont encaissés par la société holding étrangère et non par les associés, ces produits — encore qu'ils soient appropriés en fait pour le compte de ces derniers — ne peuvent être assujettis à l'impôt cédulaire. Enfin, il est rare que ces sociétés distribuent elles-mêmes, sous forme de dividendes, les revenus ainsi encaissés : ces revenus sont, le plus souvent, mis en réserve pour servir à l'achat de nouveaux titres qui accroissent le fonds social. Les produits ne sont appropriés par les associés que postérieurement, soit lors de la dissolution clandestine de la société, soit par aliénation des parts sociales : dans ce dernier cas, l'opération s'analyse, vis-à-vis de l'associé vendeur, en une cession portant sur le capital et la plus-value échappe au paiement de l'impôt.

Mais, la fraude la plus grave, car elle constitue, sinon en droit, du moins en fait, un véritable abus de confiance, réside dans les agissements délictueux de toute une catégorie de banquiers marions, de courtiers occultes, d'employés félons, qui opèrent régulièrement la retenue de l'impôt au moment où les coupons leur sont présentés au paiement, mais qui se gardent de le verser au Trésor.

D'un autre côté, et du seul point de vue de la technicité, la loi du 29 mars 1914 et les textes postérieurs soulèvent de graves difficultés, dont la source doit être recherchée dans cette circonstance que le législateur a cru pouvoir se référer, pour l'application de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères

non abonnées, aux règles, établies par la loi du 29 juin 1872, en matière de sociétés françaises, suffisamment anciennes pour être entrées dans nos mœurs, créant ainsi, sur un moule tout spécial, une imposition nouvelle dérivant de préoccupations entièrement différentes. C'est dans cette particularité qu'on doit rechercher la cause de solutions administratives qu'un premier examen fait paraître incohérentes et de difficultés qui sont loin d'être toutes résolues.

Cette étude vise plus particulièrement à exposer la doctrine administrative suivie jusqu'à aujourd'hui pour l'application de l'impôt. Toutes les solutions ne nous ont pas paru exactes, et nous ne manquerons pas de critiquer, au fur et à mesure qu'elles se présenteront, celles qui nous paraissent mal rendues.

Mais, d'ores et déjà, nous nous faisons un devoir agréable et affectueusement respectueux de rendre hommage aux hauts fonctionnaires de la Direction Générale de l'Enregistrement qui se sont succédés à la tête du service chargé d'interpréter la loi. Nous citerons notamment, et pour ne parler que de ceux qui ont quitté la Direction Générale, MM. Chaudun, Barret et Widiez, administrateurs; MM. Vomarne, Faugeroux, Vertier, Henniquau, chefs de bureau, qui ont toujours fait montre d'un esprit empreint de libéralisme et qui ont su, dans une hauteur de vue à laquelle nous sommes heureux de rendre hommage, concilier à la fois les intérêts légitimes du Trésor et l'équité envers les contribuables.

CHAPITRE I

Valeurs assujetties à la Taxe

1. GÉNÉRALITÉS. — Aux termes des articles 31 et 34 de la loi du 29 mars 1914, « l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers s'applique aux dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits: 1°....; 2° des actions, parts de fondateurs, parts d'intérêts, commandites, obligations et emprunts de toute nature des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger ; 3° des rentes, obligations et autres effets publics... des gouvernements étrangers ».

§ 1^{er}. — Sociétés et autres collectivités étrangères

I. — Sociétés étrangères non abonnées

2. INTÉRÊT DE LA DISTINCTION. — L'impôt sur le revenu, qui frappe les produits tant des valeurs mobilières françaises que des titres émis par les sociétés étrangères abonnées, est liquidé au tarif de 17 0/0. De plus, ces valeurs sont soumises au timbre par abonnement et à la taxe de transmission. Les titres des sociétés étrangères non abonnées et les effets publics des gouvernements étrangers échappent, au contraire, à la taxe de transmission. Mais, leurs produits sont plus sévèrement atteints, puisque l'impôt est au tarif actuel de 20 0/0. D'autre part, le droit de timbre au tarif de 2,50 0/0 est toujours perçu au comptant, lorsque vient à se produire l'un des faits générateurs prévus par l'art. 45 de la loi du 29 mars 1914 (négociation, exposition en vente, énonciation dans un acte ou écrit soit public, soit sous seing privé, remboursement et transfert).

Il y a donc un réel intérêt à distinguer, d'une part, entre les titres des sociétés françaises et les titres des sociétés étrangères; puis, cette distinction opérée, à déterminer si les titres étrangers sont ou non abonnés aux taxes françaises.

3. ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE L'EXTRANÉITÉ DES TITRES. — La nationalité des titres est nécessairement, au point de vue de la perception de l'impôt sur le revenu, celle des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces ou établissements qui les ont émis. Il n'y a pas à se préoccuper du lieu où les titres ont été matériellement créés, ni du lieu où ils circulent, ni, même, en général, de la législation sous l'empire de laquelle les circonstances de l'émission ont pu les placer. Les différents textes qui déterminent le régime fiscal des titres étrangers visent, en effet, non pas les « *titres étrangers* », mais « *les titres (actions, obligations, etc.) des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes et provinces étrangères* », montrant par là-même que c'est l'extranéité des collectivités, plutôt que celle des titres que la loi a eue en vue, quand elle a édicté les dispositions spéciales aux valeurs étrangères.

Les prescriptions de la législation fiscale sont applicables quelles que soient les conditions d'émission et d'existence des titres, par cela seul que les sociétés ou les établissements qui les ont émis sont étrangers (Sol. 20 sept. 1856). Toutefois, pour éviter la fraude, la jurisprudence a exigé encore « que le siège social effectif et sérieux n'ait pas été transporté à l'étranger d'une manière purement fictive, dans le dessein d'échapper aux règles d'ordre public édictées par la loi française pour la création et le fonctionnement des sociétés » (Cass. req. 22 déc. 1896, S. 97-1-94; D. P. 97-1-159; — D. E. 4^e éd., v^o Valeurs mobilières étrangères, n^o 31).

4. NATIONALITÉ DES SOCIÉTÉS. — *Doctrine.* — Les auteurs ne sont pas en complet accord sur les règles à suivre pour déterminer avec certitude le critérium auquel on doit s'attacher pour reconnaître si une société est française ou étrangère.

D'après Paul Pont, la nationalité d'une société est déterminée par le siège social ou par son siège principal si elle en a plusieurs (Tr. des Sociétés, II, n^o 1856; — dans le même sens, Vavas seur, Tr. des Soc., p. 25 et 42; Houpin, II, 1223; Thaller, n^o 625; Pic, D. P. 1904-1-1225; Bosvieux, J. des Soc. 1907, p. 485 et sv.; Wahl, Rég. fiscal des Sociétés, II, n^o 2686; Houpin et Bosvieux, Tr. des Soc. 1929, III, n^o 2205).

MM. Lyon-Caen et Renault et M. Weiss rattachent la nationalité des sociétés au lieu de leur principal établissement, en visant par

là non le siège social, mais le centre principal de leur exploitation (Lyon-Caen et Renault, Pr. de d. comm., I, n° 546; — dans ce sens, Gand 18 février 1888; Pas. belge, 88-2-303; Weiss, Manuel de d^t int. privé, 1914, p. 323). Ce système, consacré par la loi belge (LL. des 18 juillet 1873, art. 129, et 22 mai 1886) a été repoussé pendant longtemps par la jurisprudence des tribunaux français (Cass. 20 juin 1870, J. E. 18340-1, 18928; J. E. 14610; Contra R. p. 3167, Inst. 2405, § 5; Rev. not. 2905; S. 70-1-373, D. P. 70-1-146; — Lyon 13 février 1878, J. E. 20721; R. p. 4975; — Nevers 15 décembre 1891, J. dr. int. 92-1-1023; Seine, comm. 3 mai 1899, R. P. 2071; — C. d'Amiens, 9 nov. 1901, J. d^t int. 1903, 167; Lille 21 mai 1908, S. 1908-2-177, D. P. 1910-2-41).

M. Demazure (régime fiscal des soc. n° 179) se prononce pour un système un peu différent, qui a les préférences du dictionnaire des droits d'enregistrement (4^e éd. eod. v°, n° 351). « Comme c'est de la loi — dit cet auteur — que les sociétés tiennent leur personnalité, il y a d'abord lieu, pour savoir si une société est française ou étrangère, de rechercher, sous l'empire de quelle loi elle s'est formée. Ce n'est là toutefois qu'un élément très important d'une situation, qui doit être envisagée dans son ensemble. Le siège de la société, sa dénomination, la nationalité de ceux qui la composent peuvent servir à corroborer la solution (Cont. Rev. de d^t intern. privé, 1888, p. 652; Chavegrin, J. 88-2-89).

Enfin, pour M. Niboyet (Note sous Cass. req. 24 décembre 1928, S. 1929-1-128; et Note sous Cass. 12 mai 1931, S. 1932-1-57), la nationalité d'une société est déterminée par la nationalité des intérêts qui la contrôlent.

Jurisprudence. — Quoi qu'il en soit, la jurisprudence avant la guerre décidait que c'est surtout le *siège social*, « d'où part l'impulsion donnée à l'exploitation » (Wahl, op. cit. n° 2686), « lieu où se trouve le centre de direction et d'administration d'une société, où se réunit son conseil d'administration, bref à la fois le cerveau et le cœur de la société » (Niboyet, note sous Cass. 12 mai 1931, précité) « qui caractérise le plus nettement la nationalité de la société » (Cass. 17 avril 1866, S. 66-1-191; — 20 juin 1870; 21 juin 1880, J. E. 21373, R. p. 5558, Rev. not. 6178, Inst. 2643 § 4; S. 81-1-130, D. P. 80-1-465; — 22 décembre 1896; — 29 mars 1898, S. 1901-1-70; — 17 juil. 1899, S. 1900-1-339, D. P. 1904-1-225). « Il n'y a donc pas à se préoccuper si la société ne fait

d'affaires qu'avec d'autres pays que celui du siège social » (Cass. 22 décembre 1896; Lyon, 13 février 1878; Seine, comm. 3 mai 1899).

Aussi bien était-il reconnu qu'il importait peu que « les associés ou les gérants fussent en totalité ou en partie d'une autre nationalité » (C. Paris, 23 janvier 1889, S. 91-2-123; D. P. 90-2-1), que les titres, en vertu même des statuts, ne pussent pas circuler dans le pays du siège social (Nevers, 15 décembre 1891) ou que les statuts conférassent aux tribunaux d'un autre pays le soin de statuer sur les contestations entre associés (Del. 8 déc. 1857).

Mais, au cours de la dernière guerre, les inconvénients de ce système devaient apparaître. Les sociétés contrôlées par des ennemis ont été considérées comme étrangères, encore qu'elles eussent leur siège social en France, et leurs biens mis sous séquestre (Lyon, 30 mars 1915 et sur pourvoi Cass. req. 20 juillet 1915, S. 1916-1-148; Aix, 19 mai 1915; Paris, 27 février 1917; Trib. de la Seine, référés, 8 mai 1917; Cass. req. 27 mai 1921; Circ. du Garde des Sceaux, 29 février 1916; Tribunal mixte franco-allemand, 27 octobre 1923, S. 1924-2-25; Cass. civ. 17 juillet 1930, D. P. 1930-1-163; Conseil d'Etat, 24 juillet 1931, D. H. 1931, 543; Cass. civ. 25 juillet 1933, D. H. 1933-389). Cette jurisprudence paraît s'appliquer au domaine du droit public; mais, en l'état des décisions précitées, on ne peut dire si la Cour l'étendrait en matière d'impôt.

En droit privé, la jurisprudence est revenue après la guerre à ses décisions antérieures et paraissait fixée en ce sens que le critérium de la nationalité des sociétés résidait dans le siège social, lorsque, par deux arrêts des 24 décembre 1928 et 12 mai 1931, la Cour suprême, par un brusque revirement et sur les rapports de M. le Conseiller Bricout, paraît avoir posé ce principe que la nationalité des sociétés doit s'apprécier d'après *le centre principal d'exploitation* (S. 1929-1-121 ; 1932-1-57).

Nous partageons, en ce qui concerne ces décisions, l'avis remarquablement motivé de M. Niboyet. Le centre principal d'exploitation, qui est tout-à-fait distinct du siège social, ne nous apparaît pas comme constituant un critérium certain. D'une part, quelle sera la nationalité de sociétés qui exercent leur activité dans les pays les plus divers. D'autre part, toutes les sociétés françaises qui se sont constituées pour l'exploitation de nos richesses colo-

niales seront coloniales, alors que les capitaux seront français de même que leurs dirigeants, que leur siège sera en France, que c'est en France que se tiendront les réunions du conseil d'administration ou des actionnaires.

Avis de l'Administration. — Jusqu'à maintenant l'Administration s'en tient à la notion précise et certaine du siège social ; mais, à cette opinion, elle apporte néanmoins un tempérament. Elle estime que les sociétés, comme les individus, ne sont pas libres de se créer arbitrairement un domicile, et, dans son esprit, le siège social, tel qu'il est indiqué dans les statuts, ne doit être pris en considération qu'autant qu'il répond à la réalité des faits, qu'il est effectif et sérieux, et n'a pas été fixé d'une manière purement fictive en vue d'éluder les dispositions de la loi française (Seine, 23 avril 1932, J. E. 34465).

Notre avis. — Pour nous, nous estimons qu'en principe la théorie de M. Niboyet est la seule qui soit satisfaisante. Nous pensons donc qu'une société de capitaux est étrangère ou française, quels que soient son siège social et son siège d'exploitation, lorsqu'elle est contrôlée par des intérêts étrangers ou français ; une société de personnes aura la nationalité de ceux qui la dirigent. Ce système seul permettrait de mettre un terme à la fraude, qui résulte de la création à l'étranger de sociétés holdings, constituées au moyen de capitaux français. Mais, nous ne devons pas dissimuler qu'il s'agit là d'un critérium difficile à établir : rien n'est plus fuyant, plus international que les capitaux.

Aussi bien, en fait, sommes-nous partisans d'appliquer la théorie du siège social, sauf à faire intervenir les notions de nationalité des capitaux qui l'ont constituée, de personnes qui la dirigent, des intérêts qui la contrôlent et du siège où elle exerce sa profession. En d'autres termes, nous inclinons à penser que la nationalité d'une société ne peut être déterminée en principe d'une manière générale et que seuls les faits doivent, suivant les circonstances, être pris en considération.

5. SIÈGE SOCIAL EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER. — Quel que soit le critérium adopté, la nationalité d'une société est un fait indivisible.

Dès lors, une société en commandite simple, qui a un siège so-

cial en France et un autre siège social à l'étranger, doit, bien qu'ayant une comptabilité distincte à chacun de ses sièges, être considérée comme française, lorsque c'est sur notre sol que les commanditaires peuvent prendre connaissance des registres, lorsqu'en outre les statuts réservent la nomination du liquidateur, en cas de dissolution, ou, le cas échéant, d'un administrateur *ad hoc*, au Président du Tribunal du siège français (Seine, 27 mars 1896, J. E. 25010; R. P. 8873, R. E. 1166).

6. VILLES, PROVINCES, CORPORATIONS, ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ÉTRANGERS. — Les titres de ces collectivités sont entièrement assimilés à ceux des sociétés étrangères et non des Etats étrangers (Ll. des 30 mars 1872, art. 1^{er}, et 29 juin 1872). Ils peuvent donc être placés sous le régime de l'abonnement.

7. SOCIÉTÉS ET VILLES COLONIALES. — Aucune disposition légale n'a assimilé aux sociétés étrangères, les sociétés coloniales, qui sont placées, pour tous leurs titres, sous le régime spécial à la colonie, dans laquelle leur siège est établi.

Les produits des titres de cette nature échappent donc à l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères.

8. SOCIÉTÉS ET VILLES DES PAYS DE PROTECTORAT. — Il est de principe que, pour l'application des lois fiscales, les pays placés sous le protectorat de la France doivent être assimilés à des pays étrangers et non à des colonies françaises (D. M. F. 19 octobre et 13 décembre 1915; Sol. 16 août 1916; D. M. R. 5 novembre 1917).

Les produits des titres émis par les sociétés et collectivités, dont le siège est établi dans ces pays, tombent donc dans les prévisions de la loi du 29 mars 1914 et non de celle du 29 juin 1872.

L'application de ces principes ne paraît donner lieu à aucune critique en ce qui concerne la Tunisie et le Maroc, qui jouissent d'un statut spécial et demeurent sous l'autorité effective, soit du Bey, soit du Sultan, assisté d'un Résident général français.

Mais, il n'en est pas de même en ce qui concerne l'Annam, le Cambodge et le Laos. Sans doute, sur le terrain purement juridique, il ne semble pas que le caractère de ces trois pays se trouve modifié par le fait qu'ils sont réunis avec la Cochinchine et le

Tonkin, colonies françaises, pour former le territoire de l'Indo-Chine, soumis à l'autorité d'un gouverneur général unique, qui a, en matière d'impôt et pour toute l'étendue de ce territoire, les pouvoirs d'un gouverneur de colonie (D. M. F. 4 janvier 1909).

Aussi bien, la solution suivie par l'Administration paraît singulièrement rigoureuse. Les impôts payés par les sociétés dont la nationalité relève de l'Annam, du Cambodge et du Laos, sont intégrés dans le budget du Gouvernement général. On comprend donc difficilement que les titres émis par ces sociétés ne soient pas soumis au même régime que les valeurs des collectivités coloniales et, plus particulièrement, des collectivités cochinchinoises et tonkinoises.

L'assimilation des sociétés de protectorat ou des sociétés coloniales serait donc une mesure d'équité. Nous croyons savoir qu'on envisage une réforme dans ce sens.

9. La question a été posée de savoir si, par application des dispositions de l'article 17 de la loi du 29 décembre 1929, il n'y avait pas lieu d'exonérer les intérêts, arrérages et tous autres produits des emprunts contractés par les villes, provinces et établissements publics des pays de protectorats, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, du Crédit foncier, du Crédit national et des caisses d'épargne, soit par souscription publique.

La question a été résolue par la négative (Sol. 25 mars 1931).

Ce texte n'a eu d'autre but, en effet, que de permettre aux *seules collectivités de la métropole* d'emprunter à meilleur compte et de soulager ainsi les finances locales. D'autre part, alors que l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 vise, pour les soumettre à l'impôt, « les villes, provinces étrangères et autres établissements publics étrangers », l'art. 17 de la loi du 29 décembre 1929 désigne, comme bénéficiaires de l'exonération, « les départements, communes, syndicats de communes et établissements publics », c'est-à-dire les subdivisions administratives de pur droit français, dont l'équivalent ne se retrouve pas exactement dans les Etats étrangers. La différence de rédaction entre ces deux textes n'autorise donc pas les collectivités publiques étrangères à se prévaloir du régime de faveur réservé aux seules collectivités publiques françaises.

10. SOCIÉTÉS ET VILLES DES TERRITOIRES SOUS MANDAT. — Au regard de la loi fiscale, il est de principe que les territoires placés sous le mandat français doivent, de même que les pays de protectorat, être considérés comme des pays étrangers.

C'est d'ailleurs ce qu'a reconnu l'Administration, le 1^{er} juillet 1925, en ce qui concerne le Togo et le Cameroun.

D'après l'article 22 du pacte de la Société des Nations, « la tutelle des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes et faisant partie des anciennes colonies allemandes, doit être confiée aux nations qui sont le mieux à même d'assumer cette responsabilité »; celles-ci doivent exercer « cette tutelle en qualité de mandataires et au nom de la Société ».

Cette idée de mandat est, au reste, développée dans les alinéas suivants de l'article.

La renonciation de l'Allemagne à ses colonies est consacrée dans les art. 119 à 127 du Traité de Versailles. Rien ne préjuge de leur attribution définitive. La périphrase suivante est employée à cet effet : « Le gouvernement exerçant l'autorité sur ces territoires... »

On ne saurait tirer un argument contraire de la convention de Londres du 22 juillet 1922. L'art. 9 commence par reconnaître le mandat de la Société des Nations et, s'il décide que les contrées seront administrées par la puissance mandataire comme partie intégrante de son territoire, il ne s'agit là que du mode d'administration et non de la détermination du statut international des pays faisant l'objet de la convention.

La même règle est évidemment applicable à la Syrie et au Liban, anciennes possessions turques, que la France administre sous le contrôle de la Société des Nations et qui ont chacune leur budget particulier.

L'assimilation du Cameroun et du Togo à des pays étrangers soulève la difficulté signalée dans le paragraphe précédent en ce qui concerne l'Annam, le Cambodge et le Laos.

Nous nous bornerons enfin à faire remarquer que les dispositions de l'article 17 de la loi du 29 décembre 1929 ne sont pas applicables aux provinces, villes et établissements publics des pays placés sous mandat. (Voir ci-dessus, n° 9).

11. ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS EN CHINE ET SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE SUR CES TERRITOIRES. — Les concessions françaises en

Chine ne sont autres que des quartiers de ville ou du territoire chinois concédés aux Français par le Gouvernement de la Chine à la suite des traités internationaux des 25 septembre 1844, 12 et 22 janvier 1861. Les concessions exercent le droit de souveraineté au nom de la Chine qui leur a délégué tous pouvoirs à cet effet.

On devrait donc considérer ces territoires comme des pays étrangers et tenir pour étrangères les sociétés qui y ont leur siège.

L'Administration n'a pas cru devoir adopter cette solution trop rigoureuse. Ainsi pour la concession de Shangai, elle considère la concession française comme constituant, sinon une ville coloniale, du moins un établissement colonial français.

En effet, en vertu des traités ci-dessus, les Français peuvent seuls acquérir des biens dans les limites du territoire concédé et, si la concession est encore regardée comme un territoire chinois, ce n'est que théoriquement, puisque le Gouvernement chinois n'y exerce aucun droit de souveraineté. Seul, le Gouvernement français y possède ces attributs : perception des impôts, administration, droit d'expropriation, de police, de justice, organisation de la force armée et des services publics (Conf. Pand. franç., v^o Colonies, n^o 2; Sol. du 15 décembre 1903; D. m. f. 5 janvier 1904; Sol. 10 déc. 1907; Sol. 10 janv. 1923).

II. — Sociétés étrangères abonnées

12. DISTINCTION ENTRE LES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES ABONNÉES ET CELLES QUI NE LE SONT PAS. — La nationalité étrangère d'une société étant déterminée, il convient d'établir si cette société est, ou non, abonnée. La taxe de 20 0/0 n'atteint, en effet, que les produits des sociétés étrangères non abonnées à l'exclusion de ceux qui proviennent de valeurs abonnées. Celles-ci étant complètement assimilées aux valeurs françaises, supportent la taxe du revenu aux mêmes tarifs et dans les mêmes conditions que les titres français. Pour distinguer, le moyen est des plus simples, du moins théoriquement. La liste des valeurs abonnées est publiée, par ordre alphabétique, en annexe au *Journal officiel* des 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Entre temps, la liste est tenue au courant au moyen d'avis insérés également au *Journal officiel* : ces avis font connaître, non seulement les abonnements

nouvellement contractés, mais encore les désabonnements dont les valeurs précédemment abonnées ont pu faire l'objet.

13. ABONNEMENT PARTIEL. — Mais, une société étrangère peut n'avoir soumis à l'abonnement en France qu'une partie de ses titres, soit seulement ses actions, soit seulement ses obligations, soit même une partie de chacune ou de l'une quelconque de ces catégories. Dans cette hypothèse, les titres non compris dans l'abonnement restent assujettis à la loi du 29 mars 1914. Là, encore, aucune difficulté ne peut se produire. Les listes publiées au *Journal officiel* mentionnent, en effet, le nombre, la nature et le numéro des titres abonnés.

En résumé, un coupon d'action, d'obligation ou d'un titre quelconque est affranchi de l'impôt de 20 0/0 s'il porte un numéro compris dans la série publiée au *Journal officiel*, sans qu'il y ait à rechercher si, en fait, au moment de l'échéance des coupons, le titre se trouvait en France ou à l'Etranger (D. m. f. 11 avril 1916).

14. PRODUITS DE VALEURS ABONNÉES DISTRIBUÉES, SOIT AVANT LE COMMENCEMENT, SOIT APRÈS LA CESSATION DE L'ABONNEMENT. — Pour pouvoir être admises au bénéfice de l'abonnement, les sociétés étrangères doivent constituer une garantie destinée à assurer le paiement des taxes qui deviendront exigibles par l'effet du régime auquel elles déclarent se soumettre. Cette garantie peut consister, soit dans l'engagement personnel d'un représentant responsable, soit dans le versement à la caisse des dépôts et consignations d'un cautionnement en numéraire. Aussi, l'Administration fait-elle connaître, dans les relevés semestriels qui paraissent au *Journal officiel* des 15 janvier et 15 juillet de chaque année, la date à laquelle la garantie a été constituée et la date à laquelle l'abonnement a commencé à courir.

D'autre part, le fait générateur de la taxe due par les sociétés abonnées, comme par les sociétés françaises, réside dans la mise en paiement des produits. Ce fait générateur se produit donc en ce qui concerne les actions à la date où les produits ont été mis à la disposition des associés et, en ce qui concerne les obligations, et sauf le cas de prorogation légale ou conventionnelle, à la date d'échéance des coupons (Trib. des Ardennes du 20 février

1928, *R. E.* 8856, confirmé par Cass. 30 novembre 1931; *I. G.* 4131, § 6, *R. P.* 18039).

Au contraire, le fait générateur de la taxe due sur les produits des sociétés étrangères non abonnées et des fonds d'Etats étrangers se situe à la date de leur appropriation par les bénéficiaires.

De la combinaison de ces deux règles, il résulte : d'une part, que si la mise en paiement des coupons ou leur échéance a lieu avant le désabonnement, aucun impôt ne peut être retenu au porteur, parce que cet impôt est payé par la société émettrice au titre de l'abonnement;

d'autre part, que si la mise en paiement des produits ou leur échéance a lieu après le désabonnement, l'impôt doit être retenu aux porteurs dans les conditions fixées par la loi du 29 mars 1914 pour les titres étrangers non abonnés. (Sol. 29 mars 1928, Sol. 30 janv. 1932; Sol. 26 novembre 1934).

C'est, par application de ces principes, qu'il a été reconnu que les produits payés entre la date de la constitution de la garantie et celle de l'entrée en application du régime de l'abonnement sont passibles de la taxe de 20 0/0. (Sol. 26 avril 1917).

A la vérité, l'Administration soutenait, avant l'arrêt du 30 novembre 1931 précité de la Cour de Cassation, que le fait générateur de la taxe sur les produits des obligations résidait, non pas dans l'échéance des intérêts, mais bien dans leur paiement ou leur distribution réalisé d'une manière quelconque. Les solutions prises conformément à ce principe ne doivent plus être actuellement suivies. (Sol. 2 mai 1916, *D. m. f.* 26 sept. 1921, 30 mars 1923, 29 mars 1928; dans le nouveau sens : Sol. 26 novembre 1934).

Cette règle de perception aboutit, d'ailleurs, en ce qui touche aux dividendes d'actions à une superposition d'impôt rigoureuse, mais inévitable dans l'état actuel de la législation. Les sociétés étrangères, dont les actions sont abonnées, doivent acquitter provisoirement la taxe sur ces titres, avant le règlement de l'exercice social, sur la base des $\frac{4}{5}$ des dividendes répartis pour l'exercice précédent. Si le règlement de l'exercice a lieu après le désabonnement, les dividendes distribués doivent supporter la taxe de 20 0/0, sans imputation des versements provisoires qui ont été effectués par la société et qui d'ailleurs ne sont pas susceptibles d'être restitués.

Il en va de même pour les obligations. Bien que les coupons échus après le désabonnement soient atteints par la taxe de 20 0/0 s'ils sont payés en France ou touchés à l'étranger par des propriétaires domiciliés dans notre pays, la taxe de 17 0/0, liquidée forfaitairement conformément au décret du 6 décembre 1872 (art. 1^{er}, 10), n'en est pas moins exigible sur les coupons en cours jusqu'à la date de désabonnement (Sol. 23 juillet 1917).

15. SUPPRESSION DU CARACTÈRE OBLIGATOIRE DE L'ABONNEMENT. — Sous le régime antérieur à la loi du 31 juillet 1929, les collectivités étrangères, autres que les Etats, devaient obligatoirement se placer sous le régime de l'abonnement lorsque leurs titres étaient cotés, négociés, exposés en vente, émis, mis en souscription ou introduits en France, ou y faisaient l'objet d'un service financier (Ll. des 23 juin 1857, art. 9; 29 juin 1872, art. 4; 13 avril 1898, art. 12).

L'article 5 de la loi du 31 juillet 1929 laisse subsister le régime de l'abonnement; mais ce régime devient facultatif et les collectivités ne sont plus tenues de s'y soumettre quand se produisent les faits qui, précédemment, le rendaient obligatoire (R. p. 16410-III).

Signalons que l'article 5 de la loi n'enlève pas à l'abonnement, quand il a été contracté, son caractère irrévocable (D. m. f. 17 mai 1930) et que le nouveau régime n'a porté aucune atteinte aux formalités de publicité prescrites par l'art. 3 de la loi du 30 janvier 1907.

III. — Sociétés étrangères possédant des biens en France, mais dont les titres ne sont pas abonnés

16. — La loi du 29 juin 1872 frappe de la taxe du revenu les produits des sociétés étrangères qui possèdent des biens en France ou y exercent des opérations rentrant dans l'objet de leur entreprise. L'impôt est liquidé d'après la quotité imposable fixée par le Ministère des Finances dans la proportion où les biens situés en France concourent à l'activité sociale. Il atteint, suivant cette quotité, tous les produits distribués, quelles qu'en soient l'origine ou la nature, qu'ils proviennent des actions, des obligations, des parts, etc.

La question s'est posée de savoir si le paiement de cet impôt

un obstacle à la perception de la taxe sur les valeurs mobilières étrangères instituée par la loi du 29 mars 1914.

L'Administration l'a résolue par la négative (Sol. 17 avril 1919).

De la combinaison des articles 31, 34 et 42 de la loi du 29 mars 1914, il résulte, en effet, que la taxe de 20 0/0 doit atteindre toutes les valeurs étrangères, qui n'acquittent pas en France les trois taxes du timbre, de transmission et du revenu. Or, d'une part, les sociétés étrangères qui possèdent des biens en France acquittent seulement la taxe du revenu. D'autre part, les titres de ces collectivités ne sont pas soumis, par eux-mêmes, aux droits qui frappent les valeurs françaises : comme tels, ils échappent à la taxe d'abonnement au timbre et à la taxe de transmission. Ils ne remplissent donc pas les conditions prévues par la loi de 1914 pour que leurs coupons soient exempts de la taxe de 20 0/0.

L'exigibilité de la taxe de 20 0/0 sur les coupons payés dans les conditions prévues par la loi du 29 mars 1914 sur les actions non abonnées des sociétés étrangères qui exploitent des biens en France, ne s'oppose pas, au surplus, à ce que les sociétés retiennent à leurs actionnaires le montant de l'impôt de 18 0/0 dû par application de la loi du 29 juin 1872 et dont elles ont fait l'avance. Ce fait peut évidemment amener une superposition partielle des deux taxes. Mais, cette situation rigoureuse est la conséquence nécessaire de la juxtaposition des deux législations de 1872 et de 1914. En effet, la loi de 1914 atteint le revenu des valeurs étrangères non abonnées à raison de leur paiement en France ou à des personnes qui y sont domiciliées. Au contraire, la loi de 1872 impose les produits des sociétés étrangères qui font des opérations en France, à raison de l'exploitation à laquelle ces sociétés se livrent sur notre territoire.

Les deux systèmes partent de points de vue différents et cette circonstance peut entraîner une superposition d'impôts, sans doute critiquable, mais auquel seul le législateur pourrait mettre fin. (Voir nos 114 et 120).

IV. — Nature des titres

17. TITRES NON CRÉÉS MATÉRIELLEMENT. — L'Administration a toujours décidé que l'impôt doit être acquitté sur tous les pro-

duits distribués par les collectivités étrangères, même si les droits de l'associé, de l'obligataire ou du rentier ne sont pas représentés par un titre matériel.

Cette question, qui ne paraît plus être controversée, s'est posée tout d'abord et dès la mise en application de la loi du 29 mars 1914, au sujet de l'obligation imposée aux banquiers par les articles 35 et sv., de retenir ou d'avancer la taxe, puis, ultérieurement, au sujet des conditions d'application de l'article 37, qui soumet au paiement de l'impôt les personnes qui ont encaissé des produits à l'étranger.

Dans la première espèce, on prétendait que la taxe ne pouvait pas être exigée, étant donné que l'art. 42 vise par référence les paragr. 1^o et 2^o de l'article 5 de la loi du 28 décembre 1895 et on croyait pouvoir en conclure qu'étaient exempts d'impôt les produits de valeurs mobilières, non représentées par des titres matériels, puisque seuls ceux-ci peuvent être assujettis au droit de timbre au comptant.

Cette opinion n'a pas paru fondée.

Tout d'abord, l'article 42 de la loi dispose que la taxe supplémentaire de 1 0/0 (actuellement 3 0/0 : 20 0/0 — 17 0/0) « s'ajoute à l'impôt prévu par l'article 31 » et qu'elle « est perçue sur les mêmes bases et dans les mêmes conditions ». Il s'ensuit que cette taxe atteint les revenus de toutes les valeurs mobilières étrangères visées aux paragr. 2 et 3 de l'article 31, autres que les titres des sociétés abonnées, sans que l'on puisse admettre, au profit de certaines de ces valeurs, un traitement de faveur contraire à la volonté du législateur.

Si, en effet, l'article 33, qui fixe le sort des valeurs étrangères désignées au paragraphe 2 de l'article 31 « et qui sont soumises par les lois en vigueur à des droits et taxes équivalents à ceux qui sont établis sur les valeurs françaises », maintient au tarif ordinaire le taux de l'impôt, — par contre, l'article 34 place dans une seule et même catégorie les valeurs mobilières étrangères visées au même § 2 « qui ne sont pas soumises par les lois en vigueur à des droits et taxes équivalents à ceux qui sont établis sur les valeurs françaises ainsi que... les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers. » En ce qui concerne les valeurs de cette seconde catégorie, l'article 34 oblige uniformément les assujettis à opérer la retenue de

l'impôt lors du paiement des intérêts, arrérages ou tous autres produits.

Or, d'après le règlement d'administration publique du 21 juin 1914, la seule retenue à opérer en exécution de cette disposition est, sans distinction, celle de 5 0/0 (maintenant 20 0/0), qui comprend à la fois la taxe sur le revenu et la taxe supplémentaire. C'est ce qui résulte des articles 3 (7°), 4, 8 (7° et 10°), 10 et 20 du décret (v. ég. l'intitulé de la col. 7 du modèle de registre).

L'interprétation ainsi fixée par le décret du 21 juin 1914 permet de reconnaître que la référence de l'article 42 de la loi à l'article 5 de la loi du 28 décembre 1895 n'a d'autre objet que de laisser en dehors de l'application de la taxe supplémentaire les seuls titres de collectivités étrangères abonnées (Sol. 17 septembre 1914 et 25 juin 1928).

Dans la deuxième espèce, les parties faisaient valoir, à l'encontre de la manière de voir de l'Administration, que les dispositions de l'article 37 ne sauraient atteindre que les valeurs étrangères pour lesquelles le paiement de l'impôt peut être effectué au moyen de l'apposition de timbres mobiles, c'est-à-dire celles qui sont représentées par des titres.

Cette opinion n'a pas été adoptée.

L'article 31 de la loi du 29 mars 1914, par son paragraphe 2, assujettit, en effet, d'une manière générale à la taxe du revenu les produits des « actions, obligations et emprunts de toute nature des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes et provinces étrangères » sans distinguer suivant la nature ou la forme du titre qui les constate. L'impôt frappe donc, en principe, les produits, alors même qu'aucun titre n'aurait été remis au créancier.

Par l'article 37, le législateur s'est préoccupé d'assurer la perception de la taxe à l'égard de celles des valeurs énumérées dans l'art. 31, qui ne font pas l'objet de titres abonnées et dont les produits sont encaissés directement par l'ayant droit en dehors de toute intervention d'un assujetti.

Il résulte des dispositions de cet article 37 que l'impôt doit être acquitté sur les mêmes valeurs que celles qui y sont expressément soumises par l'art. 31. D'autre part, elles visent le propriétaire « de titres ou de valeurs étrangères », mettant ainsi sur le même rang, les titres, négociables ou non, émis par les so-

ciétés étrangères et les droits incorporels qu'ils représentent. D'autre part, l'énumération des revenus taxés, qui comprend « les dividendes, intérêts, arrérages ou tous autres produits », peut atteindre, dans sa généralité, des revenus non périodiques dont le paiement peut n'être pas effectué au moyen de coupons. Sans doute, prévoyant le cas le plus général où les valeurs étrangères sont constatées par des titres négociables munis de coupons, le législateur avait prescrit l'usage de timbres mobiles, comme le mode normal du paiement de l'impôt. Mais, il avait autorisé, en même temps, le paiement sur déclaration, dans le cas où il n'est pas fait usage de timbres, pour quelque motif que ce soit et ce mode de paiement est le seul qui soit autorisé depuis la loi du 16 février 1932. Ainsi, antérieurement à ce dernier texte, les parties avaient le choix entre les deux modes de perception de l'impôt alors organisés par la loi, en ce qui concerne les valeurs émises sous forme de titres; mais, lorsqu'elles n'avaient pas entre les mains des titres sur lesquels les timbres mobiles pouvaient être apposés, elles n'en étaient pas, pour cela, dispensées de la taxe; elles devaient alors obligatoirement recourir à la déclaration.

C'est en ce sens, conforme d'ailleurs à l'économie générale de la loi, qu'il convenait d'appliquer les dispositions de l'article 37. Rien dans le texte primitif n'était contraire à cette interprétation. Au contraire, si la loi n'avait eu en vue que les titres munis de coupons, à l'exclusion des capitaux mobiliers d'une nature différente, elle aurait pu s'abstenir de fixer un mode de paiement autre que celui résultant de l'emploi de timbres mobiles (Sol. 30 mars 1918, Inst. 3.581, § 38; Rép. du Min. à q. écrite de M. Couteaux, député, *J. off.* du 13 mars 1925, Déb. parl. Chambre, p. 1600).

Conformément à cette doctrine, il a été reconnu que la taxe est exigible sur les produits :

1° des avances verbalement consenties à une société (Sol. 30 mars 1918, Inst. 3581, § 38);

2° d'une commandite dans une société qui ne possède aucun bien en France (Rép. du Min. à M. Couteaux, député, *J. off.* du 13 mars 1925, Déb. parl. Ch., p. 1600);

3° des titres émis en remplacement de valeurs mobilières détruites (D. m. f. 15 avril 1926);

4° d'un prêt consenti par une société française à une société étrangère (Rép. du Min. à la quest. écrite de M. Molinié, député, *J. off.* du 30 mars 1927, p. 1084; Rev. fisc. des régions libérées, n° 1305; Sol. 7 mars 1934; Cf. Cass. Inst. 3413, § 13; Rép. du Min. à la q. éc. de M. Le Guen, député, *J. off.* du 17 avril 1923, Déb. p. 1744, R. E. 7898-vi; Sol. 13 mars 1923, 10 janvier 1922, 28 janv. 1931; — 28 septembre 1933; — 2 janvier 1935), alors même, depuis la mise en vigueur de la loi du 31 juillet 1929 qui a supprimé le caractère obligatoire de l'abonnement, que le prêt aurait été consenti sur le territoire français (et aurait fait l'objet de l'émission de titres négociables);

5° des trusts constitués à l'étranger (Sol. 28 février 1931; — 27 novembre 1932; — 24 nov. 1932; D. m. f. 17 mars 1933; Sol. 28 octobre 1933; D. m. f. 4 juin 1934; voir ci-dessous, n° 63).

6° des actions de stock qui existent lorsque le capital social n'est pas divisé en titres d'une valeur déterminée, individualisés et dont on puisse suivre les transmissions : pour le montant du capital fourni par le souscripteur, la société délivre un certificat nominal global qui représente entre les mains de l'associé la totalité de ses droits (Sol. 29 juillet 1919, 7 avril 1928).

§ II. — Fonds d'Etats

I. — Titres de fonds d'Etats étrangers

18. GÉNÉRALITÉS. — Ni la loi du 23 juin 1857, qui a assujéti aux taxes annuelles de timbre et de transmission les actions et obligations des sociétés, compagnies et entreprises étrangères, ni l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1872, qui a étendu la perception de ces taxes aux titres émis par « les villes, provinces, corporations et établissements publics étrangers », ni, enfin, la loi du 29 juin 1872, qui, par son article 4, a soumis à la taxe de 3 0/0 sur le revenu les actions, obligations et titres d'emprunts « des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères et établissements publics étrangers », n'ont compris dans leurs dispositions les titres de rente, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers.

« Il a paru difficile, disait M. Mathieu Bodet, au nom de la commission du budget, dans son rapport sur le projet qui est devenu la loi du 25 mai 1872, de fixer conventionnellement une taxe annuelle sur tout ou partie du capital représenté par les titres de rente d'un Etat, parce qu'il a semblé que le Trésor français ne pouvait pas entrer, pour l'acquittement de l'impôt, en relation directe avec le Gouvernement qui a émis ces rentes. »

En d'autres termes, il a semblé au législateur que ce serait, en quelque sorte, violer la souveraineté d'un pays étranger que de le soumettre au régime de l'abonnement, notamment en ce qu'il serait impossible, pour des raisons de haute convenance internationale, de l'astreindre à constituer un représentant responsable ou un cautionnement de garantie.

Ces raisons conservent encore toute leur valeur. Elles ont paru devoir exclure du régime de l'abonnement les titres émis par les Gouvernements étrangers, si bien que *tous les titres de cette nature sont assujétiés à l'impôt sur le revenu au taux de 20 0/0*. Le Trésor français peut ainsi soumettre à l'impôt les produits de ces valeurs en frappant les porteurs au moment où ils en sont appropriés, sans que les Gouvernements étrangers trouvent dans la perception du droit une atteinte à leur souveraineté.

19. TITRES DES PROVINCES ÉTRANGÈRES. — Si la loi du 30 mars 1872 a soumis au même régime que les titres des sociétés fran-

çaises, les titres émis par des provinces étrangères, du moins cette règle ne peut-elle s'appliquer aux territoires, appelés à tort des provinces, et qui constituent de véritables états particuliers réunis sous un lien fédéral.

Toute la question réside dans le point de savoir si ces collectivités exercent, ou non, une souveraineté propre. Dans l'affirmative, les titres constituent des effets publics de gouvernements étrangers : le régime de l'abonnement ne leur est pas applicable. Dans la négative, ce sont des titres de provinces et ils entrent dans la catégorie des valeurs qui peuvent être abonnées.

Cette solution est d'une importance toute particulière en ce qui concerne notamment l'application des règles spéciales édictées en matière de funding (voir n° 335).

Nous allons étudier cette question pour quelques pays.

20. ALLEMAGNE. — Sous l'empire de la constitution allemande de 1871, les pays qui, par leur réunion, composaient l'Empire allemand, constituaient des Etats fédérés, conservant leur gouvernement autonome, leur constitution propre, et on ne pouvait que leur reconnaître le caractère d'Etats étrangers. Toutefois, l'Administration avait décidé que les pays annexés à l'Empire allemand — les Reichland dont le principal était l'Alsace-Lorraine —, ne faisant pas partie des Etats confédérés, constituaient de simples provinces. Cette solution, critiquée par M. Wahl (n° 2963, note 7), nous apparaît contestable.

La question, très délicate si l'on s'en tient aux dispositions de la Constitution de Weimar entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1919 (dans le sens de l'autonomie : Stier; Somblo; Walter; Jellineck; Ardt; René Brunet, la Constitution de Weimar du 11 août 1919, 1921, pp. 90 et sq.) en sens contraire. Giese, Jacobi, Poetsch, Wenzel), nous paraît résolue en fait dans le sens de la disparition des Etats, depuis l'arrivée au pouvoir du régime centralisateur hitlérien.

21. RÉPUBLIQUE ARGENTINE. — La République ou Confédération Argentine est régie par la Constitution nationale du 25 mai 1853. Elle est gouvernée par un congrès, dont les pouvoirs sont limités aux intérêts généraux de la fédération. Elle se compose de quatorze provinces, dont chacune a conservé le droit d'administrer

ses propres affaires, possède une constitution provinciale particulière, une chambre légiférant sur tous les points dont la connaissance n'a pas été déléguée au congrès, enfin un gouverneur nommé par la chambre législative provinciale et entouré d'un conseil de Gouvernement. Si donc ces provinces n'exercent pas dans leur plénitude tous les droits de la souveraineté, leur autonomie et leur indépendance sous le lien fédératif sont certaines.

Aussi bien, a-t-on reconnu le caractère de fonds d'Etats aux titres émis par les provinces de Mendoza, Catamarca, Cordoba, Corrientes, Buenos-Ayres, Santa-Fé, Bucuman. La même solution doit être étendue aux titres de chacune des 14 provinces.

22. AUTRICHE-HONGRIE. — L'ancien empire austro-hongrois comprenait deux Etats bien distincts : l'Autriche et la Hongrie. Les titres d'emprunts émis soit par chacun d'eux, soit par l'Empire, constituaient donc de véritables effets publics des gouvernements étrangers.

Mais il n'en était pas de même des obligations émises par de simples provinces de l'Empire, qui ne possédaient pas de souveraineté propre. Il a été reconnu, notamment, que les obligations du Royaume de Galicie, qui, malgré son appellation, ne peut être considéré que comme une province, ainsi que celles de la province de Basse-Autriche et du Royaume de Bohême, constituaient seulement des valeurs de provinces étrangères (Sol. 30 oct. 1889, 21 décembre 1901, 24 juin 1911, 26 juin 1912, 7 novembre 1912).

La même décision a été prise en ce qui concerne les emprunts de Bosnie-Herzégovine, qui doit être assimilée à une province annexée à l'Empire (Sol. 6 déc. 1911).

23. BRÉSIL. — La situation pour la République du Brésil est la même que pour la République Argentine. La grande république sud-américaine se compose de provinces administrées par des chambres de district ou assemblées provinciales exerçant des pouvoirs législatifs et, notamment, celui d'autoriser des emprunts particuliers (Dareste, *Les Constitutions modernes*, t. II, p. 557).

Aussi bien a-t-on reconnu le caractère de fonds d'Etats aux titres émis par les provinces de Bahia (Sol. 12 oct. 1888), Minas-Géraès, Espirito-Santo, Pernambuco, Sao-Paulo.

Par contre, l'Administration a considéré, à juste titre, qu'on ne pouvait tenir pour des titres de gouvernement étranger les obligations émises par le district fédéral de Rio-de-Janéiro. Ce district, en effet, loin d'avoir une autonomie propre et de pouvoir être regardé comme une province confédérée, n'est, à proprement parler, qu'un municipe (Sol. 6 décembre 1911).

24. COLOMBIE. — De 1855 à 1857, les 36 provinces de la Nouvelle Grenade, ancienne colonie espagnole affranchie, se groupèrent successivement en Etats, qui, le 20 septembre 1861, se liguèrent sous le nom d'Etats-Unis de Colombie (Convention de Bogota). Une Convention nationale vota le 8 mai 1863, une constitution fédérale sur le modèle de celle des Etats-Unis d'Amérique du Nord. Neuf Etats formaient cette fédération : Antioquia, Bolivar, Bayaca, Canca, Cundinamarca, Magdalena, Panama, Santander, Polima.

La constitution de 1863 resta 23 ans en vigueur; elle disparut à la fin de 1884, à la suite d'un mouvement insurrectionnel. Un congrès constituant lui substitua la constitution du 5 août 1886, qui régit encore la Colombie.

La forme unitaire a remplacé la forme fédérative; la souveraineté des Etats a disparu par l'établissement d'un pouvoir central commun (Daresté, les Constitutions modernes, II, p. 502 à 504; Rép. D^e français, v^o Colombie, n^{os} 1 et 2).

D'après cette constitution, le Congrès, composé de deux chambres, vote, interprète et modifie les lois, dont l'autorité s'étend au pays tout entier (Rép. d^e franc., 39); il modifie les circonscriptions territoriales.

Le pouvoir exécutif est conféré au Président de la République, élu directement par tous les citoyens, assisté de ministres.

Le pays est divisé en départements sous l'autorité de gouverneurs, nommés par le gouvernement. Les assemblées départementales élues prennent des décisions dites « *ordonanzas* », qui doivent être sanctionnées par le Gouverneur, et peuvent être annulées par une Cour suprême ou par le Congrès. Leur exécution peut être suspendue par le gouverneur (Rép. d^e franç. 69).

Un acte législatif n^o 3 du 31 octobre 1910 a édicté diverses mesures de décentralisation. Les départements jouissent de l'autonomie financière, mais ils ne constituent pas des Etats souve-

raïns, dont la disparition est formellement confirmée par l'article 51 de l'acte législatif de 1910.

En résumé, la Colombie apparaît comme un Etat unitaire, dans lequel les départements jouissent, sans doute, d'une large liberté économique et financière, mais sont néanmoins étroitement rattachés au pouvoir central; ils restent sous la dépendance supérieure d'un gouvernement unique et n'exercent aucune fonction législative véritable. Ce sont donc de simples divisions administratives sans souveraineté propre, assimilables à des provinces (Dareste, p. 504; Sol. 6 décembre 1912, Antioquia).

25. COLONIES ANGLAISES. — Les grandes colonies anglaises du Canada, du Cap, de l'Inde, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande sont des colonies de « Self-gouvernement », dotées d'une autonomie complète, sauf en ce qui concerne la politique internationale. Ce sont donc des Etats souverains, admis à ce titre comme membres de la Société des Nations.

Leurs titres sont donc de véritables fonds d'Etats (D. M. F. 17 décembre 1879, Inde anglaise; Sol. 30 août 1892, Australie).

Il en est de même des emprunts des gouvernements particuliers qui font partie du dominion du Canada, c'est-à-dire de la Confédération des Colonies britanniques de l'Amérique du Nord, établie par l'act de 1867 (D. m. f. 17 déc. 1879, Québec), ainsi que de ceux émis par les Etats particuliers dont l'ensemble constitue l'Australie (Sol. 30 août 1892, Victoria. Cf. Dareste, op. cit., p. 634).

Mais, au contraire, les colonies anglaises dépendant de la Couronne ne peuvent pas être assimilées à des Etats souverains. Elles restent sous la dépendance étroite de l'Angleterre et ne jouissent pas de l'autonomie. Telles sont les colonies de Sainte-Hélène, du Niger, de la Trinité, dont les titres doivent être considérés comme émis par des provinces étrangères.

26. CONGO BELGE. — L'ancien état indépendant du Congo, devenu colonie belge, a conservé, malgré son annexion à la Belgique, son autonomie administrative. Les titres émis par cet Etat conservent donc leur caractère de fonds publics de gouvernement étranger.

Le service financier des emprunts incombe d'ailleurs à la colonie. Nous en tirerons une conclusion importante. (Voir n° 94).

27. ETATS-UNIS. — La constitution des Etats-Unis de l'Amérique du Nord est fixée par le congrès de Philadelphie, ratifiée le 1^{er} mars 1781 et modifiée par 15 amendements. Cette constitution se présente sous la forme de la Confédération perpétuelle des 13 Etats ci-après : New-Hampshire, Massachusetts-Bay, Rhode-Island, Connecticut, New-York, New-Jersey, Pensylvanie, Delaware, Maryland, Virginie, Caroline du Nord, Caroline du Sud et Georgie. A ces Etats sont venus s'ajouter par ordre chronologique : Vermont, Kentucky, Tennessee, Ohio, Louisiane, Indiana, Mississippi, Illinois, Alabama, Maine, Missouri, Arkansas, Michigan, Floride, Iowa, Texas, Wisconsin, Californie, Minesota, Oregon, Kansas, Virginie occidentale, Newada, Nébraska, Colorado, Dakota du Nord, Dakota du Sud, Montana, Washington, Idaho, Wyoning, Utah.

Aux termes de l'article 2 de cette constitution : « chaque Etat retient sa souveraineté, son indépendance et tout pouvoir, juridiction et droit que cette confédération ne délègue pas expressément aux Etats-Unis, réunis en congrès ». C'est-à-dire le droit de représentation à l'étranger, de contracter des alliances, de fixer les droits de douane, de faire la paix et la guerre, sauf en cas d'invasion.

Chacun des Etats a un gouvernement et une législation spéciaux. Ils ont une souveraineté propre, indépendante de la souveraineté de la confédération, avec laquelle ils sont souvent en lutte. Il s'agit donc bien d'Etats véritables (Sol. 22 juillet 1879).

Mais il n'en est pas de même des Etats en formation parmi les autres Etats. En effet, ceux-là, jusqu'au jour où ils sont élevés à la dignité d'Etats proprement dits, c'est-à-dire pendant un délai de quatre ans, sont trop étroitement rattachés au gouvernement central et jouissent de droits trop minimes pour être souverains. Ils constituent donc plutôt, temporairement d'ailleurs, des provinces ou des départements.

28. RUSSIE. — Si l'ancien empire russe formait un des pays où le pouvoir était le plus centralisé et reposait uniquement sur le Tsar et la Douma, il n'en est plus ainsi sous le régime bolchevik.

Fondée à Moscou le 31 janvier 1924, l'Union des républiques socialistes soviétiques (U. R. S. S.) comprend les Etats suivants : République socialiste fédérative de Russie (R. S. F. S. R.), République socialiste des soviets d'Ukraine (R. S. S. U.), République socialiste des soviets de Russie Blanche (R. S. S. R. B.: Belorousskaïa), République socialiste soviétique du Transcaucase (R. S. S. T. T., Azerbeïdjan, Georgie et Arménie) (art. 1^{er}).

Chacune des républiques fédérées garde le droit de sortir de l'Union (art. 4), peut introduire des modifications dans sa constitution (art. 5), possède un territoire qui ne peut être modifié sans son consentement.

Les seules fonctions dévolues à l'Union sont la constitution de l'armée, la conclusion des traités internationaux, la déclaration de guerre, le droit de faire la paix, la fabrication des monnaies, l'établissement du budget général de l'Etat, qui comporte les budgets des Républiques confédérées, sans cependant que ceux-ci paraissent pouvoir être modifiés. En dehors de ces limites, chaque république réalise son pouvoir d'Etat d'une manière indépendante (Stephan Yanet, La Constitution de l'U. R. S. S.).

En définitive, chaque république conserve son autonomie et constitue un Etat souverain.

29. SUISSE. — La Confédération Suisse est formée actuellement par la réunion de vingt-deux cantons : Appenzell ou Deux-Rhodes, Argovie, Bâle, Berne, Fribourg, Saint-Gall, Genève, Glaris, Grisons, Lucerne, Neuchâtel, Schaffouse, Schwytz, Soleure, Tessin, Thurgovie, Unterwalden, Uri, Valais, Vaud, Zug, Zurich.

Constituée par des cantons indépendants, la Suisse eut, en 1798, une formation unitaire, qui ne tarda pas à faire place, dès 1803, à une forme fédérale. Cet acte, modifié en 1815, fut remplacé par la Constitution du 12 septembre 1848, en vue de resserrer le lien fédératif de manière à prévenir les conflits entre les cantons.

Après le rejet en 1872 par les citoyens suisses d'une constitution trop unitaire, une nouvelle constitution fut votée par l'assemblée fédérale le 31 mars 1874, acceptée par le vote populaire le 29 mai suivant. Cette constitution porte une certaine atteinte à l'indépendance, jusque là presque absolue, de chaque canton en matière législative.

La confédération a la charge d'assurer l'indépendance de la patrie contre l'étranger (art. 2). Mais, en dehors de cette matière et des conclusions qu'elle impose, les cantons sont souverains. Le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif sont exercés par des membres élus. Les cantons fixent leurs impôts comme ils l'entendent. (Pand. franc. v^o Suisse). Ils ont donc la plus large autonomie et ils doivent être considérés comme des Etats souverains, au même titre que la Suisse elle-même (Sol. 19 janv. 1899).

II. — Titres d'emprunts des Colonies, Protectorats et Pays sous mandat

30. COLONIES. — Les titres de rente et d'emprunts, ainsi que les autres effets publics des Colonies françaises sont complètement assimilés aux valeurs françaises pour la perception de l'impôt sur le revenu, suivant la règle tracée par l'article 31-3^o de la loi du 29 mars 1914 (Rapp. de M. Dumesnil, député, annexe au *J. off.* du 27 mars 1914, p. 1992, 3^e col.; Déclarations de M. Renoult, Min., Ch. Déb. parlem., *J. off.* du 28 mars 1914, p. 2010, 2^e col.; Inst. 3410, p. 7).

Les revenus de ces titres ne sont donc pas passibles de la taxe de 20 0/0 et n'entrent pas dans le cadre de cette étude.

Faisons seulement remarquer qu'antérieurement à la loi du 29 mars 1914, ces revenus n'étaient pas imposables, et qu'ils ont été exonérés, par l'article 18 de la loi du 29 décembre 1929, en ce qui concerne les emprunts émis depuis la promulgation de ce texte.

31. PROTECTORATS ET PAYS SOUS MANDAT. — Les pays de protectorat — Tunisie, Maroc, Laos, Cambodge et Annam — ainsi que les pays sous mandat français — Togo, Cameroun, Syrie, Liban — constituent vis-à-vis de la France des Pays étrangers (voir n^{os} 8 et 9).

Par suite, les titres émis par ces collectivités revêtent, au point de vue fiscal, le caractère de fonds d'Etats étrangers et leurs revenus sont assujettis à l'impôt de 20 0/0.

Il en est ainsi, en principe, alors même qu'ils sont garantis par l'Etat français ou émis avec son concours (D. m. f. 19 octobre et 13 décembre 1915, Sol. 16 août 1916. D. m. f. 5 novembre 1927, 16 août 1916, Sol. 4 juin 1921, D. m. f. 25 juin 1921; D. m. f. 20 octobre 1926); — alors même que l'emprunt aurait, lors de

son émission, été affranchi de tout impôt, cette exonération ne pouvant s'appliquer qu'aux impôts perçus par le protectorat ou le pays émetteur (Sol. 4 oct. 1915).

Cette solution était trop rigoureuse et appelait une réforme législative.

La loi du 22 mars 1928 a exonéré de l'impôt, les tranches émises postérieurement à la promulgation de ce texte : 1° des emprunts *marocains* de 744.140.000 fr. et de 819.822.000 fr. autorisés par les lois des 18 juillet 1920 et 22 mars 1928; 2° de l'emprunt *tunisien* de 255.000.000 fr. autorisé par la loi du 19 août 1920 (Inst. 3992).

Enfin, l'article 18 de la loi du 29 décembre 1929 a affranchi complètement de l'impôt les intérêts, arrérages et tous autres produits des rentes, obligations et autres effets publics des pays de protectorat et des pays placés sous mandat français. Mais cette exonération ne s'applique qu'aux emprunts émis postérieurement à la loi (Inst. 4048, § 8).

III. — Titres de fonds d'Etats étrangers émis par l'intermédiaire d'une collectivité étrangère

32. ETAT EMPRUNTEUR. — S'il n'existe aucune difficulté pour reconnaître la qualité de fonds d'Etat aux valeurs qui sont émises par l'Etat étranger lui-même, il en va tout différemment lorsque les emprunts sont placés par l'intermédiaire d'une société, qui contracte elle-même vis-à-vis du prêteur un engagement personnel. Dans cette hypothèse, la difficulté à résoudre consiste à déterminer quel est le débiteur principal. En d'autres termes, il s'agit de rechercher si l'Etat étranger est le débiteur direct de l'emprunt, la société ne fournissant qu'un complément de garantie ou si, au contraire, c'est la société qui est débitrice ou bénéficiaire exclusive de l'emprunt, l'Etat étant un simple garant. Effets publics d'un gouvernement étranger dans la première hypothèse, les titres ne peuvent être considérés que comme des titres de société étrangère dans la seconde (Sol. 21 avril 1891, T. A. 2^e éd., v^o Valeurs mobilières étrangères, n^o 426; D. m. f. 18 novembre 1913; Sol. 13 décembre 1913).

Par application de ces principes, l'Administration a reconnu la qualité de fonds d'Etats aux titres suivants :

1° Obligations du chemin de fer australien dit « Victoria Railway » (Sol. 30 août 1892);

2° Titres de l'Etat Irlandais, dits « Guaranteed irish land stock » (Sol. 19 novembre 1925);

3° Titres de l'Etat Anglais, dits « Guaranteed british land stock » (Sol. 1^{er} février 1926);

4° Obligations de la C^{ie} des chemins de fer Victor-Emmanuel émises en 1863 (Sol. 8 février 1877 et 20 janv. 1886);

5° Obligations des chemins de fer des Abruzzes (Sol. 30 août 1892);

6° Obligations de la Baïra, pour le service personnel du Vice-Roi d'Egypte (D. m. f. 19 août 1874);

7° Obligations de l'emprunt de 250.000 £ émises, conformément au décret du 30 mars 1891, par la Société concessionnaire du Monopole des Tabacs (Sol. 29 avril 1891);

8° Obligations des chemins de fer italiens (C^{ie} de la Méditerranée, de la Sicile et des chemins de fer méridionaux et de la Sicile), portant la mention « I fondi per pagamenti degli interessi dello stato » (Sol. 28 juin 1898);

9° Obligations des chemins de fer fédéraux suisses (Sol. 25 avril 1910);

10° Obligations des chemins Curralinho-Diamantina et Goyaz.

Nous passons sous silence les très nombreuses solutions prises en ce qui concerne les fonds d'état de l'Empire de Russie et de l'Empire d'Autriche-Hongrie. Elles ne présentent maintenant aucun intérêt.

33. BANQUES FONCIÈRES ET HYPOTHÉCAIRES. — Les gouvernements se servent assez fréquemment, pour contracter certains emprunts spéciaux, de l'intermédiaire d'établissements publics, tels que les banques foncières ou hypothécaires, institués pour réaliser l'objet en vue duquel les emprunts sont contractés. Toutes les fois que l'établissement chargé de l'émission ne constitue et ne doit être considéré dans la réalité des faits, que comme une véritable administration publique, dont la personnalité s'absorbe dans l'Etat lui-même, les titres émis rentrent dans la catégorie des titres ou effets publics des gouvernements étrangers.

Sur ce point, dans chaque espèce particulière, il convient

d'examiner les statuts, l'acte constitutif ou la loi d'institution de l'établissement émetteur, les titres d'emprunts (T. A. ibid. n° 427).

Le caractère de fonds d'Etats a été reconnu aux obligations émises par les organismes suivants :

1° Banque hypothécaire d'Argentine (Sol. 7 juillet 1888 et 17 février 1890);

2° Crédit foncier d'Autriche, émission 1866 (Sol. 19 nov. 1884, 15 janv. 1885);

3° Banque hypothécaire pour la Province de Buenos-Ayres (Sol. 4 juil. 1883);

4° Banque hypothécaire de Norvège (Sol. 9 nov. 1899, 6 juil. 1900, 19 sept. 1903);

5° Banque hypothécaire de Danemarck (Sol. 27 nov. 1930);

6° Banque foncière de Danemarck (Sol. 26 février 1906);

7° Banque norvégienne « Den Worske arbeiderbank og bolig-bank » (Sol. 12 sept. 1902);

8° Crédit foncier du Royaume de Serbie (Sol. 7 juillet 1909);

9° Caisse hypothécaire du Canton de Berne (Sol. 1^{er} avril 1903);

10° Banque nationale bulgare;

11° Caisse hypothécaire des villes du Royaume de Suède;

12° Billets hypothécaires de Cuba (Sol. 11 août 1899).

Par contre, on doit ranger dans la catégorie des titres de sociétés étrangères, les obligations émises par les organismes suivants :

1° Banque royale hypothécaire de Suède (Sol. 30 juil. 1900, 6 août 1900, D. m. f. 2 février 1905);

2° Banque d'Etat de Fribourg (Sol. 30 août 1905);

3° Associations de crédit pour les Iles du Danemark et pour le Jutland, entre petits propriétaires fonciers (Sol. 31 mai 1901);

4° Banque du Royaume de Bohême (Sol. 26 juin 1912, D. m. f. 7 nov. 1912);

5° Bons hypothécaires du Chili (Sol. 26 juil. 1883), malgré un jugement contraire du Tribunal de Toul du 5 janvier 1886;

6° Chemins de fer italiens, l'Etat étant simple garant (Sol. 28 juin 1898);

7° Société financière de Roumanie (Sol. 2 avril 1873);

8° Délégations émises par le Gouvernement du Pérou sur la C^{ie} du Pacifique (Sol. avril 1881).

34. TITRES DE SOCIÉTÉS DEVENUS FONDS D'ETATS ÉTRANGERS. —

On doit considérer comme des fonds d'Etats étrangers, les titres émis par une société étrangère, mais qui, ultérieurement, sont frappés d'une estampille indiquant que l'Etat étranger est devenu débiteur direct des intérêts et se charge du service de l'amortissement (Sol. 30 mars 1897 et 14 décembre 1898, R. E. 1379 et 2275). Tels sont les obligations émises par les chemins de fer Goyaz et Curralinho Diamantina pris en charge par le Gouvernement du Brésil, les titres de l'emprunt 4 0/0 1911 de la ville de Budapest pris en charge par la Hongrie, les titres des emprunts de la Société du chemin de fer d'Anatolie pris en charge par le Gouvernement turc.

35. NATURE DES TITRES. — TITRES NE CONSTITUANT PAS DES VALEURS NÉGOCIABLES. — Alors que l'article 31 de la loi du 29 mars 1914 assujettit à l'impôt les produits des obligations et *emprunts de toute nature* des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces et autres établissements publics, soit français, soit étranger, ce même texte, dans son paragraphe 3, ne vise que les produits des rentes, obligations et autres effets publics des colonies françaises et des Gouvernements étrangers.

Cette disposition ne s'applique donc pas nommément aux emprunts contractés, sans création de titres négociables, par les Colonies françaises et les Gouvernements étrangers. Aussi, l'Administration a-t-elle décidé qu'un emprunt résultant d'un simple traité passé entre une colonie et son prêteur échappait à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (Sol. 5 septembre 1918).

Mais il n'a pas paru possible d'adopter la même interprétation à l'égard des emprunts des Gouvernements étrangers, en présence des termes formels de l'art. 34 de la même loi, d'après lequel « pour les valeurs mobilières étrangères visées au § 2 de l'art. 31, qui ne sont pas soumises par les lois en vigueur à des droits et taxes équivalents à ceux qui sont établis sur les valeurs françaises, ainsi que pour les titres de rentes, *emprunts*, et autres effets publics des gouvernements étrangers, la retenue de l'impôt est opérée par le banquier, changeur, etc... »

Cette disposition interdit d'établir une distinction pour l'application de l'impôt sur le revenu, entre les arrérages des fonds d'Etats étrangers représentés par des titres négociables et les em-

prunts non représentés par des titres de cette nature (Sol. 4 août 1932; Sol. 17 septembre 1914).

Par application de cette règle, il a été décidé que l'impôt de 20 0/0 frappe les produits :

1° d'un prêt consenti à un Gouvernement étranger aux termes d'un acte sous seing privé (Sol. 4 août 1932);

2° de rentes anglaises et hollandaises qui donnent lieu à la délivrance de certificats passibles, le cas échéant, du timbre de dimension (Sol. 17 sept. 1914);

3° de bons à court terme émis par les Etats étrangers (Sol. 30 août 1917; 2 octobre 1922).

§ III. — **Emprunts émis à l'étranger par les collectivités françaises, les Compagnies de chemin de fer, les Communes, les Départements et l'Etat français.**

36. Sous la pression des nécessités budgétaires nées de la guerre et pour reconstituer, après la signature de la paix, les richesses consommées pendant les hostilités, les collectivités françaises : Etat, départements, communes, compagnies de chemin de fer et collectivités de toute nature, se sont trouvées dans l'obligation de rechercher à l'Etranger les capitaux que notre marché était dans l'incapacité de fournir.

Ces emprunts, d'une importance toute particulière, sont l'objet d'une législation spéciale, dont l'étude fait l'objet de ce paragraphe (1).

I. — **Emprunts contractés par l'Etat**

37. Ces emprunts, contractés en vertu des autorisations spéciales données par les lois des 10 février et 8 octobre 1915, 16 février 1917 et 21 novembre 1924, sont les suivants :

- 1° Anglo french 4 0/0 émis à New-York le 15 octobre 1915;
- 2° Emprunt 5 1/2 0/0 1917 émis à New-York le 1^{er} avril 1917;
- 3° Emprunt 7 1/2 0/0 1921 émis à New-York le 1^{er} juin 1921;
- 4° Emprunt 7 0/0 1924 émis à New-York le 1^{er} décembre 1924.

Ces emprunts sont exempts de tous impôts présents et futurs. L'exonération accordée est formulée dans les mêmes termes que l'exemption d'impôts dont bénéficient les rentes émises par l'Etat depuis 1915 (Rapp. L. l. 16 novembre 1915, art. 1^{er}; 15 septembre 1916, art. 1^{er}; 26 octobre 1917, art. 1^{er}; 19 septembre 1918, art. 1^{er}; 30 décembre 1919, art. 1^{er}; 2 août 1920, art. 2).

Les intérêts et autres produits de ces titres sont donc exempts de la taxe sur le revenu.

II. — **Emprunts contractés par les Départements et les Villes**

38. Un décret du 21 septembre 1914 (*J. off.* du 22), ratifié par la loi du 17 mars 1915 (*J. off.* du 19), porte que les départements ou les villes pourront être autorisés, par décrets rendus en Conseil d'Etat, à émettre des bons départementaux ou municipaux.

(1) Voir l'étude parue sous le n° 16716 du R. p.

D'après l'article 11 de la loi du 28 septembre 1916 (*J. off.* du 29), les dispositions du décret du 21 septembre 1914 « sont applicables à l'émission par les départements ou par les villes, en France ou à l'Etranger, d'obligations remboursables dans un délai maximum de cinq ans ».

Enfin, la loi du 29 septembre 1919 (*J. off.* du 30) décide que « les départements ou les villes pourront être autorisés, par décrets rendus en Conseil d'Etat, à émettre à l'étranger des obligations dont la durée ne pourra dépasser 30 ans ».

Aux termes du deuxième alinéa de l'article 11 de la loi du 28 septembre 1916 et du troisième alinéa de l'article unique de la loi du 29 septembre 1919, les titres ainsi émis à l'étranger « et non négociables en France » sont exempts d'impôts.

L'exonération, formulée dans les mêmes termes que l'exemption dont profitent les rentes émises par l'Etat depuis 1915, est donc générale. Elle englobe les droits de timbre, de transmission et la taxe du revenu.

Par suite, quel que soit le lieu du paiement, quelle que soit la nationalité du bénéficiaire, les produits échappent à l'impôt de 17 0/0 (ou de 20 0/0).

Les emprunts contractés dans ces conditions et encore en circulation sont les suivants :

1° Emprunts contractés pour le compte de l'Etat par les villes de Bordeaux, Lyon et Marseille. Cet emprunt, 6 0/0, dit « French cities », a été émis à New-York le 14 octobre 1919;

2° Emprunt 7 0/0 contracté en 1922 à New-York et à Londres par le département de la Seine;

3° Emprunts contractés par la ville de Paris, le 1^{er} en 1920 au Canada, le deuxième en 1927 aux Pays-Bas;

4° Emprunt contracté au Canada le 14 novembre 1921 par la ville de Soissons.

On fera remarquer que, dans le cas où les titres en question seraient rendus négociables en France, ils rentreraient dans le droit commun et ne bénéficieraient plus, à moins d'une intervention législative spéciale, de l'exemption générale prononcée à leur profit (Sol. 28 mars 1930 et 1^{er} février 1932).

III. — Emprunts émis par les Compagnies françaises de chemin de fer

39. La loi du 27 mars 1920 (*J. off.* du 29), relative à l'émission à l'*Etranger* de séries spéciales d'obligations par les Compagnies de chemin de fer d'intérêt général et l'Administration des chemins de fer de l'Etat, a été prise en vue d'améliorer la position financière de la France et de déterminer une détente des changes en permettant aux organismes français de se constituer un stock de devises étrangères (D. m. f. 15 mai 1928). Cette loi dispose, d'une part (1^{er} al. de l'art. unique), que ces séries spéciales d'obligations sont soumises au même régime fiscal que les valeurs mobilières étrangères non abonnées et, d'autre part (2^e alinéa), que « les justifications à fournir à l'Administration de l'Enregistrement par les compagnies émettrices et les conditions de chaque émission partielle seront réglées par arrêtés pris par les Ministres des Finances et des Travaux publics ».

En exécution de cette disposition et à l'occasion d'une demande de la C^{ie} des chemins de fer du Midi tendant à obtenir l'autorisation d'émettre en Espagne 100.000 obligations 6 0/0 d'une valeur nominale de 500 pesetas, un arrêté des Ministres des Finances et des Travaux publics, en date du 11 septembre 1920, a déterminé les conditions auxquelles est subordonnée l'émission des obligations dont il s'agit.

Ces obligations s'élèvent actuellement à un montant nominal supérieur à 7 milliards et demi de francs.

40. RÉGIME FISCAL DES OBLIGATIONS. — Ces obligations présenteraient en principe et bien qu'é émises à l'étranger, le caractère de valeurs françaises et elles devraient, *a priori*, être soumises aux taxes exigibles sur les titres français.

Mais le législateur a pensé qu'il convenait de placer les obligations de l'espèce sous un régime de faveur et de les exonérer des taxes exigibles sur les titres français. Par contre, pour éviter que ces obligations ne pussent rentrer trop facilement en France, il importait que les immunités fiscales qu'on leur accordait ne produisissent leur effet que pour le temps où les titres resteraient à l'étranger. Il a semblé, dès lors, opportun de soumettre les obligations qui rentreraient en France au même régime que les valeurs mobilières étrangères non abonnées.

C'est dans ce but que la loi du 27 mars 1920 a soumis lesdites

obligations « au régime fiscal applicable aux titres émis par les « sociétés étrangères qui n'acquittent pas par abonnement les « taxes de timbre, de transmission et sur le revenu ».

Il s'ensuit, au regard de la loi fiscale, que les intérêts produits par ces obligations sont exempts de la taxe établie par la loi du 29 juin 1872 sur le revenu des valeurs mobilières françaises. Mais, si les coupons en sont payés en France à un français ou à une personne demeurant ou résidant en France par l'intermédiaire d'un banquier, ou s'ils sont encaissés à l'étranger par une personne domiciliée sur notre territoire, ils sont passibles de l'impôt de 20 0/0 sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées, dans les conditions prévues par les articles 35 ou 37 de la loi du 29 mars 1914.

41. DÉCLARATION A SOUSCRIRE. — D'après l'article 1^{er} de l'arrêté interministériel du 11 septembre 1920, les compagnies de chemins de fer qui veulent émettre à l'étranger des obligations bénéficiant de la loi du 27 mars 1920, doivent souscrire au bureau de l'enregistrement où elles acquittent les taxes de timbre, de transmission et du revenu exigibles sur leurs autres titres, une déclaration spéciale faisant connaître la date et les conditions de l'émission effectuée, ainsi que le nombre et les numéros des titres émis; cette déclaration doit être faite dans le mois de l'émission et signée par le représentant légal de la compagnie ou son mandataire dûment autorisé.

Ladite déclaration est souscrite sur le registre des actes sous signature privée ou, à défaut, sur le principal registre de recette du bureau.

D'un autre côté, si la déclaration est signée par un mandataire, ce dernier doit déposer au bureau un pouvoir rédigé sur papier timbré, mais non sujet à l'enregistrement (I. G. 3655).

42. FORMALITÉS INHÉRENTES AUX TITRES. — Aux termes de l'article 2 de l'arrêté du 11 septembre 1920, les titres émis à l'étranger sont assujettis aux formalités suivantes :

1° Ils doivent être détachés d'un registre à souche spécial;

2° Ils font l'objet d'une série particulière de numéros;

3° Ils contiennent la mention ci-après :

« Là présente obligation est soumise, en France, au régime

fiscal applicable aux titres émis par les sociétés étrangères qui n'acquittent pas par abonnement les taxes de timbre, de transmission et sur le revenu défini par les articles 34 à 39 de la loi du 29 mars 1914 et le décret du 21 juin 1914.

« Le paiement des coupons et le remboursement au pair de cette obligation effectués hors de France à des propriétaires ou usufruitiers domiciliés ou résidant hors de France auront lieu sans aucune retenue pour impôts français présents ou futurs. »

On remarquera toutefois que les titres ci-après émis par la Compagnie des chemins de fer P. L. M. ne portent pas, par suite d'une erreur commise par la collectivité, la mention ci-dessus.

Coupures émises en Angleterre le 22 février 1922 :

1.250 coupures n^{os} 1 à 1.250 de 1.000 £ chacune,

2.500 coupures n^{os} 1.251 à 3.750 de 500 £ chacune;

25.000 coupures n^{os} 3.751 à 28.750 de 100 £ chacune.

Coupures émises en Amérique les 18 et 20 mars 1922 :

38.000 coupures n^{os} M. 1 à M. 38.000 de 1.000 \$ chacune;

4.000 coupures n^{os} D. 1 à D. 4.000 de 500 \$ chacune.

Par une décision du 8 janvier 1927, le Ministre des Finances a reconnu que les titres ne pouvaient, du chef de cette erreur, perdre le bénéfice de la loi; mais, en vue d'éviter toute confusion, il a prescrit des mesures de publicité réalisées dans la presse française et étrangère.

43. FORMALITÉS INHÉRENTES AUX COUPONS. — L'arrêté interministériel du 4 août 1922 imposait aux compagnies émettrices l'obligation d'inscrire au recto de chacun des coupons une mention ainsi conçue : « Régime fiscal des valeurs étrangères non abonnées ». Cette obligation a été supprimée par l'arrêté du 20 novembre 1924 (*J. off.* du 28, I. G. 3842, § 1).

44. TRANSFERTS. — D'après l'article 3 de l'arrêté interministériel du 11 septembre 1920, « les transferts de titres nominatifs devront être établis sur un registre spécial distinct de celui où sont inscrits les transferts des autres titres émis par la compagnie ».

45. ETAT SPÉCIAL A FOURNIR CHAQUE ANNÉE PAR LA COMPAGNIE. — Enfin, suivant l'article 4 du même arrêté, la compagnie doit re-

mettre, dans les vingt premiers jours du mois de janvier de chaque année et au bureau de l'enregistrement désigné à l'article 1^{er}, « un état spécial pour les obligations émises à l'étranger, présentant le mouvement de ces titres pendant l'année précédente et la situation au 31 décembre ».

46. PUBLICITÉ. — En vue de distinguer les séries de titres admises à bénéficier du régime institué tant par la loi du 27 mars 1920 que par l'article 21 de la loi du 31 décembre 1921, l'arrêté interministériel du 14 mars 1922 a décidé que les émissions de cette nature feront l'objet d'avis insérés au *Journal officiel* par les soins de l'Administration.

A l'effet d'assurer cette publication, les receveurs doivent, dès qu'ils ont reçu d'une compagnie de chemins de fer la déclaration spéciale prévue par l'arrêté ministériel du 11 septembre 1920, adresser une copie de cette déclaration au Directeur, qui soumettra immédiatement à la Direction générale, sous le timbre du 4^e bureau de la 1^{re} division, un projet de l'avis à insérer au *Journal officiel*.

D'autre part, les titres émis sous le bénéfice de ce régime sont compris sous une rubrique spéciale en tête des relevés semestriels des valeurs étrangères abonnées, publiés au *J. off.* des 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Pour l'exécution de cette mesure, les Directeurs doivent adresser à la Direction Générale les 5 janvier et 5 juillet le relevé des titres de l'espèce (Inst. 3734, p. 3).

47. NATURE DES TITRES. — Les bons de caisse à court terme, émis à l'étranger par les compagnies de chemins de fer, ne peuvent bénéficier du régime de faveur édicté par la loi du 27 mars 1920.

Ce texte ne vise, en effet, que les séries spéciales d'obligations et ne saurait s'appliquer aux titres à court terme, à échéance variable et partant non négociables, qui sont, d'ailleurs, assimilés, au point de vue fiscal, à des effets de commerce (Sol. 27 octobre 1932, 27 février 1934 et 14 mai 1934).

IV. — Emprunts émis à l'étranger par les autres sociétés françaises

48. L'article 21 de la loi de finances du 31 décembre 1921 a été pris, tout comme la loi du 27 mars 1920, en vue d'améliorer

la position financière de la France en permettant aux sociétés de se constituer un stock de devises étrangères (D. m. f. 15 mai 1928). Cet article dispose que « les séries spéciales d'obligations émises à l'étranger par les sociétés, compagnies ou entreprises françaises pourront, sur autorisation du Ministre des Finances, être soumises, *pour toute leur durée*, au régime fiscal applicable aux titres émis par les sociétés étrangères » non abonnées (Inst. 3.655, R. E. 7.144).

Ce régime est celui des emprunts émis à l'étranger par les Compagnies de chemins de fer. Il en diffère cependant en ce qu'il n'a pas un caractère permanent. Il ne s'applique, en effet, qu'aux obligations émises à l'étranger, sur autorisation du Ministre, pendant la période du 11 novembre 1918 au 31 décembre 1932. Ce délai, qui devait venir à l'expiration le 31 décembre 1926, a été prorogé jusqu'au 31 décembre 1928 par l'art. 24 de la loi du 19 décembre 1926 et jusqu'au 31 décembre 1932 par l'art. 24 de la loi du 30 mars 1929 (Inst. 3937, § 8, et 4025, § 6).

Ce régime était réservé aux emprunts représentés par des obligations négociables à l'exclusion de tous autres (Rép. à la question écrite de M. Ch. Baron, député, *J. off.* 16 novembre 1932, Déb. parl. p. 3174). Il pourrait être invoqué par les sociétés coloniales, qui jouissent des avantages de la législation métropolitaine, à la condition que les dispositions de la loi du 29 mars 1914 sur les sociétés étrangères non abonnées aient été régulièrement étendues au pays où elles ont leur siège et alors même que le texte de l'art. 21 de la loi du 31 décembre 1921 n'aurait pas été promulgué dans la colonie (Sol. 1^{er} juin 1926).

49. CONDITIONS D'APPLICATION. — Les sociétés devaient, pour profiter des dispositions de l'art. 21 de la loi du 31 décembre 1921, être autorisées par le Ministre des Finances. Les conditions de l'autorisation ne présentent aucune importance aujourd'hui, mais il n'en est pas de même des autres mesures prévues par les décrets.

Les sociétés bénéficiaires doivent tenir un registre de transfert spécial et fournir chaque année à l'Administration de l'Enregistrement la situation des titres, dans les mêmes conditions que celles auxquelles sont soumises des compagnies de chemins de fer (voir n^{os} 44 et 45).

Les titres doivent être revêtus de la mention suivante fixée par le décret du 28 novembre 1924 (*J. off.* du 30) :

« En vertu de la loi française du 27 mars 1920, la présente obligation est soumise en France au régime fiscal des valeurs mobilières étrangères non abonnées, défini par les articles 34 à 39 de la loi du 29 mars 1914 et le décret du 21 juin 1914.

« Lorsque le paiement des coupons et le remboursement de cette obligation auront lieu hors de France, l'établissement payeur n'aura aucune retenue à opérer pour impôts français présents ou futurs. »

Ce même décret a supprimé, en ce qui concerne ces émissions, l'obligation d'extraire les titres d'un registre à souche et de les porter sous une série particulière de numéros, prévue par le décret du 24 mars 1922.

De même, aucune obligation n'est imposée en ce qui concerne les coupons; comme ceux des titres émis par les compagnies de chemins de fer, ces coupons n'ont à être revêtus d'aucune mention qui précise le régime fiscal auquel ils sont soumis.

Ces titres sont compris sous une rubrique spéciale en tête des valeurs dont le relevé est publié au *Journal officiel* des 15 janvier et 15 juillet de chaque année.

50. SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES ABONNÉES. — D'après le texte même de l'article 21 de la loi du 31 décembre 1921, le régime fiscal institué par cette disposition en faveur des emprunts faits à l'étranger par les sociétés ne peut être appliqué qu'aux sociétés françaises.

Ce texte est catégorique : il n'a pas paru, dès lors, possible de l'étendre aux emprunts contractés à l'étranger par des sociétés étrangères abonnées, le principe d'équivalence des droits ne pouvant s'appliquer en présence de dispositions exceptionnelles (Sol. 28 nov. 1922).

CHAPITRE II

Produits imposables

51. TERMES GÉNÉRAUX DE LA LOI. — L'article 31 de la loi du 29 mars 1914 est conçu dans les termes les plus larges et les plus généraux. Il atteint, d'une manière générale, les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions, des parts de fondateurs et des parts d'intérêt dans les sociétés, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que les intérêts des emprunts, obligations, rentes et effets publics de ces mêmes collectivités et des gouvernements étrangers.

En réunissant dans la même formule les diverses expressions par lesquelles on désigne ordinairement, soit les revenus dont bénéficient les associés, soit les sociétés qui les réalisent, le législateur a clairement exprimé son intention de frapper indistinctement et sans aucune exception toutes les sociétés et tous les produits.

§ 1^{er}. — Produits soumis à l'impôt

52. CONDITIONS D'EXIGIBILITÉ DE L'IMPÔT. — Comme pour l'impôt sur le revenu institué par la loi de 1872, la taxe établie par la loi de 1914 frappe non les bénéfices et produits de la société — ce qui d'ailleurs n'aurait pas été possible par suite du caractère territorial de la loi d'impôt —, mais les produits de l'action, de la part de fondateur, de la part d'intérêt, de la commandite, de l'obligation, de l'emprunt, de la rente ou de l'effet public.

C'est, en effet, le profit personnel du porteur que la loi a voulu atteindre.

Dès lors, l'exigibilité de l'impôt est subordonnée à l'accomplissement d'une double condition. Il faut : 1^o distribution, c'est-à-dire transmission par la société à l'actionnaire ou à l'obligataire d'une somme d'argent ou d'un équivalent; 2^o bénéfice ou produit de l'action ou de l'obligation.

I. — Distribution de produits

53. La distribution résulte de tout événement, qui fait passer du patrimoine de la société dans celui du porteur du titre, le dividende, l'intérêt, l'arrérage ou le produit de quelque nature auquel celui-ci peut prétendre en sa qualité de porteur.

Si, en fait, le plus souvent, cette distribution a lieu par la voie de paiement en numéraire, elle peut aussi résulter de toute opération par l'effet de laquelle les bénéfices, intérêts, arrérages ou produits quelconques sont, soit au cours de la société, soit au moment de sa dissolution, l'objet d'une appropriation individuelle.

Conformément à cette règle, il a été reconnu que la taxe est exigible :

1° sur des produits extraordinaires comme le boni de liquidation revenant aux associés en fin de société (Sol. 10 octobre 1922);

2° sur les actions gratuites, que distribue une collectivité à ses obligataires en représentation des coupons arriérés de leurs titres (Sol. 5 octobre et 6 nov. 1922. Voir à ce sujet, Req. 24 juillet 1899, S. 1900-1-145, D. P. 1900-1-185, Inst. 3004, § 6; Civ. 14 janvier 1913, Inst. 3370, § 11);

3° sur les produits distribués à une société française, qui non seulement contrôle la société étrangère distributrice, mais possède toutes les actions, s'il est établi que la collectivité étrangère conserve son individualité et sa personnalité (Union des pétroles de Oklahoma, Seine, 28 octobre 1922, J. E. 32203 et nombreuses solutions; voir n° 123);

4° sur les obligations productives d'intérêts, distribuées gratuitement en représentation de coupons arriérés ou au fur et à mesure de l'échéance des coupons. (Voir à ce sujet opérations de funding, nos 274 et sv.);

5° sur les attributions en espèces ou en titres, faites en cas de fusion aux membres des sociétés fusionnées, en sus de leurs apports originaires (Sol. 25 sept. 1930; voir à ce sujet Cass. req. 9 février 1887, D. 1887-1-439; — Civ. 8 janvier 1889, D. P. 89-1-131; — Civ. 13 mars 1895, D. P. 95-1-521).

54. Nul doute, d'ailleurs, en vertu du principe d'équivalence inscrit dans les articles 9 de la loi du 23 juin 1857 et 4 de la loi du 29 juin 1872, que la même solution s'imposerait dans tous

les cas que la Cour de Cassation a considéré comme constituant des distributions, c'est-à-dire, en résumé, lorsque les bénéfices sociaux ont été employés :

1° à l'extinction du passif grevant les apports des associés (Req. 21 avril 1879, S. 1879-1-327, D. P. 79-1-364; Inst. 3626, § 7);

2° à la libération des actions souscrites (Civ. 5 juillet 1883, J. E. 22293; Req. 28 octobre 1890, S. 91-1-180, D. P. 91-1-218);

3° à l'augmentation du capital social et à la création, au profit des associés, de nouvelles actions (Req. 2 arrêts, 7 juin 1880, S. 80-1-473 et 476, D. P. 80-1-467, Inst. 2643, §§ 1^{er} et 2; Req. 26 décembre 1887, S. 89-1-87, D. P. 88-1-265, Inst. 2750, § 4; Req. 3 avril 1911, D. P. 1912-1-489, 1^{re} espèce, Inst. 3322, § 4; Req. 24 juillet 1911, D. P. 1912-1-489, 2^e espèce, Inst. 3335, § 8).

II en serait ainsi alors même que la société se serait réservé, en ce qui concerne les actions nouvelles, un droit de contrôle absolu de leur cession (Cass. Req. 26 octobre 1931, Inst. 4131, § 7; Req. 26 juillet 1932, Inst. 4131, § 5);

4° à la reconstitution du capital amorti et à la création de nouvelles actions de capital remises aux actionnaires, détenteurs des actions de jouissance (Civ. 8 mars 1898, S. 98-1-532, D. P. 1900-1-388, Inst. 2967, § 5; Req. 22 février 1904, S. 1905-1-117, D. P. 1905-1-361, Inst. 3157, § 7).

5° à l'acquisition de titres d'une autre société pour les répartir entre les actionnaires (Req. 9 février 1887, S. 1888-1-177, D. P. 87-1-439, Inst. 2750, § 1^{er}; Civ. 8 janvier 1889, S. 1890-1-540; D. P. 89-1-131, Inst. 2768, § 3; Civ. 13 mars 1895, S. 95-1-513, D. P. 95-1-521, Inst. 2890, § 4);

6° à l'augmentation de capital, par élévation de la valeur nominale des actions et au moyen d'un prélèvement sur les réserves (Cass. req. 31 octobre 1927, Inst. 4030, § 11; Cass. civ. 11 avril 1927, Inst. 3978, § 9), alors même que cette augmentation succéderait à une réduction de capital de même importance (Cass. civ. 18 février 1931, Inst. 4106, § 5);

7° à l'affectation d'une partie des réserves à l'augmentation du capital social par la création d'actions réparties entre les actionnaires (Civ. 22 mars 1922, Inst. 3736, § 16);

8° à l'allocation de sommes aux titres qualifiés « délégations de bénéfices » attribuées à chaque action et ne faisant pas partie

intégrante du capital social (Req. 27 novembre 1901, Inst. 3080, § 29);

9° au rachat de parts bénéficiaires (Cass. req. 17 mai 1920, Inst. 3700, § 2).

55. IMPÔTS ACQUITTÉS PAR LA SOCIÉTÉ AUX LIEU ET PLACE DES ACTIONNAIRES ET OBLIGATAIRES. — En matière d'impôt sur le revenu des sociétés françaises, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître qu'il y a distribution indirecte lorsque la collectivité a pris à sa charge la taxe du revenu et n'exerce, de ce chef, aucune retenue sur les dividendes payés à ses actionnaires. Dans ce cas, en effet, le revenu réel de l'action est constitué non seulement par la somme touchée par l'associé, mais encore par la somme dont la société lui a fait remise. Cet accroissement de bénéfice distribué doit entrer en ligne de compte pour la liquidation de la taxe (Lyon, 31 mai 1877, R. p. 4734, J. E. 21113; Cass. 6 juillet 1880, S. 80-1-478, D. P. 80-1-393, I. G. 2643, § 3; Lyon, 27 déc. 1881; Laon, 14 juin 1884, R. p. 6452; Seine, 13 février 1885, J. E. 22421; Belfort, 13 août 1889, R. p. 7373; Sol. 25 février 1885, J. E. 22519; Sol. 3 juillet 1888, R. p. 7158, J. E. 23071; Lyon, 27 juillet 1893, R. E. 642; Req. 5 déc. 1899, S. 1900-1-465, D. P. 1900-1-545, Inst. 3011, § 4; T. A. 2^e éd., v^o Impôt sur le revenu, n^o 150).

Il n'est pas douteux qu'en vertu du principe d'équivalence la même règle ne soit applicable en matière d'impôt sur le revenu des sociétés étrangères non abonnées.

L'Administration estime toutefois que l'accroissement du revenu distribué du fait que la société prend les impôts à sa charge ne donne pas ouverture à l'impôt lorsqu'il s'agit d'intérêts ou arrérages d'obligations, de rentes ou d'effets publics.

Sous l'empire de la loi du 29 juin 1872, il a été décidé que ce texte n'ayant établi l'impôt que sur les intérêts annuels et non sur le produit intégral des obligations, il n'y avait pas lieu de tenir compte, pour la liquidation du droit, du paiement de l'impôt que les sociétés prennent à leur charge (D. m. f. 28 août 1878, J. E. 21980; — 24 septembre 1883, J. E. 22382; Cass. 15 mars 1893, Inst. 2872, § 2).

Ces règles continuent à être suivies, conformément à une solution du 22 juillet 1915, bien que l'article 31 de la loi du 29 mars

1914 énumère comme soumis à la taxe, pour les emprunts et obligations comme pour les actions, « les dividendes, intérêts, arrérages et *tous autres produits* ».

D'après la solution du 22 juillet 1915, on serait assurément fondé à tirer argument de la disposition prévoyant que l'impôt est applicable à tous les produits, si cette disposition était isolée dans la loi de 1914. Mais, il ne saurait y avoir lieu à interprétation, car l'article 32 de cette loi porte que « les intérêts, dividendes, arrérages et tous autres produits des valeurs désignées dans l'article 31... sont déterminés, pour le paiement de l'impôt sur le revenu, conformément aux dispositions de l'art. 2 de la loi du 29 juin 1872 ». L'article 33 ajoute, en outre, « l'impôt sur le revenu : 1° des valeurs mobilières françaises désignées au § 1^{er} de l'article 31... est assis et perçu sur les bases et dans les conditions fixées ou réglées par les lois des 29 juin 1872, 21 juin 1875 et les lois subséquentes. » Il s'ensuit que le revenu imposable reste déterminé, pour les obligations et emprunts, par l'intérêt et que la taxe doit continuer à être liquidée et perçue conformément aux règles précédemment suivies.

Cette solution s'applique directement à l'impôt qui frappe le revenu des valeurs mobilières étrangères à intérêt fixe et notamment aux fonds d'Etat (Sol. 13 mai 1916, 10 mars 1927, 20 décembre 1928 et 18 février 1931).

56. BÉNÉFICES ACQUIS A LA SUITE DE CESSIONS SUCCESSIVES DE TOUTES LES ACTIONS A UN ASSOCIÉ. — Lorsque les bénéfices sociaux sont entrés dans le patrimoine de l'associé à la suite de cessions successives de toutes les actions, on ne peut considérer qu'il y a eu distribution par la société. Dans cette hypothèse, en effet, si le cessionnaire est devenu propriétaire de tout l'actif social, du moins, cette appropriation s'est effectuée en dehors de la société et sans qu'elle y contribue d'une manière quelconque. On ne peut donc relever à la charge de la société aucun fait de distribution, car la distribution constitue un geste volontaire d'une société.

Au surplus, les cédants ne reçoivent rien de la société et ils sont dans la situation du capitaliste qui vend ses titres avec bénéfice. La plus-value qu'ils encaissent représente donc pour eux, non pas un bénéfice, mais une augmentation de capital. Elle leur est payée par le cessionnaire.

C'est, dans ce sens, qu'a statué la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation dans un arrêt du 14 avril 1930, approuvé par la doctrine (R. p. 16846, R. E. 9341; dans le même sens : Seine, 2 juillet 1926, R. E. 8497; Bordeaux, 10 juillet 1933, R. p. 18459; contra : Boulogne-sur-Mer, 9 juin 1928; Vr. Chalon-sur-Saône, 4 mai 1926, R. E. 8498; Req. 9 déc. 1929, R. E. 9173; Mulhouse, 29 mai 1934, R. E. 10258).

L'Administration a décidé de ne pas prendre pour règle de perception cette jurisprudence. La question sera bientôt soumise à l'appréciation de la Chambre civile.

II. — Produits du titre

57. La seconde condition nécessaire, c'est que la distribution soit faite aux associés ou obligataires à titre de produit de leurs actions, parts ou obligations. Cette condition se trouve remplie toutes les fois que les sommes ou avantages reçus directement ou indirectement constituent un bénéfice ou un produit de leurs titres. Tout ce que la loi exige pour que la taxe soit exigible, « c'est que le patrimoine des actionnaires subisse une augmentation; elle ne s'inquiète pas de la diminution corrélative du patrimoine social ».

Pour éviter les évasions fiscales, une exception a dû être apportée à cette règle. La loi frappe de l'impôt, dans certains cas, le remboursement de capital, encore que ce remboursement ne constitue pas un bénéfice produit par le titre.

58. ORIGINE DES PRODUITS. — Il n'y a pas à s'occuper, au point de vue de l'exigibilité de la taxe, de l'origine des produits distribués.

C'est ainsi qu'il a été reconnu que l'impôt est dû sur des coupons payés après le 30 juin 1914, bien que les bénéfices distribués aient été réalisés avant la date d'application de la loi du 29 mars 1914 (Sol. 17 mars 1906).

Cette règle est d'ailleurs celle qui a toujours été appliquée en matière de sociétés françaises. La Cour suprême a notamment jugé, dans une affaire où les actions d'une société étaient stipulées productives d'un intérêt fixe à prélever sur les bénéfices, que « si la société n'a pu effectuer le paiement des intérêts que grâce au don d'une somme considérable qui lui a été abandonnée par un

tiers, il n'en est pas moins vrai que cette somme est entrée dans la caisse sociale et qu'elle a dû figurer dans les comptes comme un bénéfice » (Req. 18 mars 1879, S. 79-1-278, D. P. 79-2-294, Inst. 2621, § 4; Rapp. Civ. 8 janv. 1889, S. 90-1-540, D. P. 89-1-131, Inst. 2768, § 3; 26 octobre 1892, S. 93-1-321, D. P. 93-1-258; — 17 décembre 1906, S. 1909-1-219, D. P. 07-1-353; Req. 3 avril 1911, D. P. 12-1-489; — 24 juillet 1911, S. 1914-1-398, D. P. 1912-1-489; Civ. 14 janv. 1913, Gaz. Trib. 1913, 1^{er} sem. 1-138).

De même, il importe peu que les produits mis en paiement soient payés par une collectivité autre que celle qui a émis les titres. Cette règle s'applique notamment aux intérêts payés par un Etat étranger aux lieu et place d'une société de chemin de fer rachetée par le gouvernement payeur (voir ci-dessus n° 34).

Nous verrons toutefois que la Cour de Cassation n'admet pas toujours cette règle, unanimement approuvée par la doctrine, et qu'en matière de rachat de parts de fondateurs elle exige que les sommes affectées à l'opération soient prélevées sur les bénéfices sociaux (voir ci-après n° 62).

59. NATURE DES PRODUITS DISTRIBUÉS. — Il importe peu, au point de vue de la perception de la taxe, que les biens distribués soient représentés par des immeubles (Nancy, 19 août 1884, R. p. 6424, J. E. 22422), des meubles corporels, des valeurs industrielles (Cass. civ. 29 avril 1884, Inst. 2700-3; — Nice, 20 juillet 1885, R. P. 6532; J. E. 22554; Lyon, 16 avril 1886 et sur pourvoi Cass. 8 janv. 1889, Inst. 2768, § 3), des créances à terme ou obligations (Avis du comité consultatif de contentieux du M. des Fin. 5 juillet 1917, voir ci-après 311), ou du numéraire (Sol. 26 mai 1886).

Dans tous les cas, l'impôt est exigible.

Par application de ces principes, il a été reconnu que la taxe n'est pas exigible :

1° lors du rachat par une société étrangère sans intérêt et sans prime de ces obligations, car il s'agit uniquement d'un remboursement de capital (Sol. 7 avril 1928);

2° lors du rachat des titres en capital et intérêts, moyennant un prix inférieur à la somme du capital et des produits. On a décidé, dans cette espèce, que l'article 1254 du C. c. sur l'imputation des paiements était inapplicable et que l'imputation, loin de s'opérer

d'abord sur les intérêts, serait effectuée proportionnellement au capital et aux intérêts (Cass. 27 octobre 1908, S. 1909-1-247; Sol. 5 septembre 1923, 30 mars 1927. Voir la discussion de cette question n° 103);

3° à l'occasion de la distribution aux associés, d'actions d'une société nouvelle, étant donné que ces actions représentaient exactement le montant de la réduction que venait de subir le capital de la société ancienne.

Une société étrangère établie au Mexique, ayant une filiale au Canada, avait décidé pour échapper aux impôts dus en vertu de la législation mexicaine, d'apporter à sa filiale canadienne tous ses biens situés hors du Mexique. Cette opération entraînait une double opération : d'abord une réduction du capital social et, par voie de conséquence, de la valeur nominale des actions de la société mexicaine; d'autre part, une augmentation corrélative du capital social de la société canadienne, et, par voie de conséquence, l'attribution aux associés canadiens d'actions nouvelles de la filiale, compensant exactement la perte subie par suite de la réduction de leurs actions anciennes. En d'autres termes pour les porteurs, la diminution de leurs droits dans la société ancienne était exactement contrebalancée par l'augmentation de leurs droits dans la société filiale.

On a estimé que l'opération ne se traduisait en définitive ni par une perte, ni par un profit et que dès lors elle ne pouvait donner ouverture à l'impôt (Sol. 29 septembre 1928);

4° à l'occasion de la distribution, à titre de rachat, d'une somme très inférieure au montant de la somme versée lors de la souscription (Sol. 8 septembre 1933, Lots turcs);

5° à l'occasion de la vente par le porteur des droits de souscription attachés à son titre, car dans ce cas il n'y a ni distribution, ni produits (Sol. 28 février 1931).

Nul doute, par contre, que la taxe soit exigible, dans les cas où il est reconnu, en matière de sociétés françaises, qu'il y a distribution.

Il en est ainsi, notamment :

1° sur la somme versée, en fin de société, aux actionnaires en excédent du capital versé, qu'il provienne de bénéfices réalisés par la société ou d'une simple plus value des biens (Cass. Req. 24

juillet 1893, D. P. 94-1-175, Inst. 3854, § 7; — Req. 15 avril 1902, S. 1903-1-289, D. P. 1903-1-441, Inst. 3095, § 20);

2° sur la valeur des sommes ou des titres distribués en excédent du capital versé, au cas de cession par une société de tout son actif à une autre collectivité (Cass. req. 9 février 1887, S. 88-1-177, D. P. 87-1-439, Inst. 2750, § 1^{er}; — Civ. 8 janvier 1889, S. 90-1-540, D. P. 89-1-131, Inst. 2768, § 3; — Civ. 13 mars 1895, S. 95-1-513, D. P. 95-1-521, Inst. 2890, § 4; Req. 24 juillet 1911, Inst. 3335, § 8);

2° au cas d'apport à une société nouvelle de sommes mises en réserve (Lyon, 17 nov. 1891, R. p. 7838);

4° au cas de distribution par la société d'actions ou d'obligations d'une autre société (Cass. req. 15 nov. 1899, R. E. 2253; Seine, 2 novembre 1899, R. E. 2263, et Cass. req. 27 novembre 1901, R. E. 2845; Seine, 9 juin 1905, R. E. 3975, R. p. 11137, J. E. 27121, Sol. 13 août 1934);

5° au cas où, à la suite d'une fusion de sociétés, les attributions en espèces ou en titres sont faites aux membres des sociétés fusionnées en sus de leurs apports originaires (Rapp. Cass. req. 9 février 1887, D. P. 1887-1-439; — Civ. 8 janvier 1889, D. P. 95-1-521; Sol. 25 septembre 1930; voir ci-après les conditions de fusion pour les sociétés des pays de protectorat, n° 84);

6° au cas où le capital social est amorti, puis immédiatement reconstitué sans nouveaux apports des associés (Cass. civ. 8 mars 1888, Inst. 2967, § 5);

7° au cas où le créancier et le débiteur d'un prêt d'argent consentent, le premier à ne pas poursuivre immédiatement le recouvrement des intérêts échus, le second à capitaliser ces intérêts et à les rendre productifs d'intérêts à leur tour. Dans ce cas, en effet, la capitalisation des intérêts échus, leur affectation volontaire à l'augmentation de la créance, opèrent novation et, par suite, libèrent l'emprunteur de sa dette d'intérêt comme l'eût fait un paiement effectif (Sol. 29 avril 1887, J. E. 22877; Cass. req. 13 juillet 1892, R. E. 207; Constantine, 27 mai 1896, R. E. 1208, J. E. 25067, R. p. 8969; Cas. civ. 3 déc. 1901, R. E. 2871; Seine, 28 janv. 1905, R. E. 3804, J. E. 26864; Limoges, 31 mars 1905, R. E. 3871; Avis du Comité consultatif du contentieux du Minist. des finances, 5 juillet 1915; Cass. civ. 3 décembre 1920; D. m. f. 26 février 1934).

Toutefois, ces opérations, dites *funding*, donnent lieu, lorsqu'elles sont réalisées par des Etats étrangers, à des règles particulières que nous étudierons dans un chapitre spécial (voir n^{os} 273 et sv.).

60. INTÉRÊTS ACCRUS. — Dans certaines bourses étrangères (Canada, Etats-Unis, Suisse), il est coutume, pour les valeurs à revenu fixe, de vendre le titre en capital. Les intérêts courus entre la dernière échéance et le jour de la vente, sont acquittés au vendeur, en dehors de la convention de vente, par l'acheteur.

Il a été reconnu que ces intérêts payés par l'acheteur et non par la Société, n'étaient pas passibles de l'impôt, dès lors qu'à défaut de répartition par l'émetteur, on ne pouvait soutenir qu'il y avait distribution (Sol. 25 février 1928, 18 octobre 1934).

Par contre, l'acheteur, au moment où il perçoit l'intérêt payé par la société doit l'impôt sur l'intégralité de la somme qu'il encaisse.

61. COMMISSIONS PERÇUES PAR LES BANQUES A L'OCCASION D'UN PRÊT. — A l'occasion de prêts qu'elles consentent à des sociétés étrangères ou à des Etats étrangers, sous la forme notamment d'escompte de bons, les banques ont pris l'habitude d'exiger non seulement un intérêt annuel, mais encore une commission variable, mais en général d'un montant élevé.

L'Administration considère que les commissions de cette nature constituent un supplément de rémunération du capital prêté, passible de la taxe de 20 0/0 (Sol. 26 février 1934).

62. RACHAT DE PARTS DE FONDATEUR. — La Cour de Cassation estime qu'il y a distribution de produits passible de l'impôt dans le cas de rachat de parts bénéficiaires (Cass. req. 17 mai 1920, Inst. 3700, § 2).

Aussi bien, doit-on considérer qu'il y a opération taxable au cas de rachat par une société de parts de fondateur : les produits imposables sont déterminés, dans cette hypothèse, par la différence entre leur valeur originaire et le prix du rachat (Sol. 25 sept. 1930; Req. 16 novembre 1904, S. 1906-1-49; Civ. 17 décembre 1906, S. 1909-1-219, D. P. 1907-1-353, Inst. 3210, § 2).

Mais la Cour suprême, pour admettre l'exigibilité de l'impôt,

exige que les sommes affectées à l'opération soient puisées dans les bénéfices réalisés par la société (Cass. civ. 19 nov. 1906, D. P. 1907-1-353, J. E. 27215; R. p. 11312, J. S. 07-159; Cass. civ. 7 novembre 1910, R. p. 12251, R. E. 5173; Req. 21 janv. 1920, Inst. 3670, § 4; Req. 7 mars 1921, R. p. 14144, Inst. 3720, § 6; Req. 21 décembre 1925, Inst. 3427, § 14; civ. 9 juil. 1928, R. E. 8933, Inst. 4030, § 13; Req. 13 février 1929, Inst. 4056, § 18; Angoulême, 18 juillet 1934, R. E. 10257).

Cette restriction paraît inconciliable avec les termes de la loi de 1872, d'après laquelle il suffit que les sommes distribuées constituent un bénéfice au regard de l'associé.

Malgré l'appui qu'elle trouvait dans la doctrine (R. E. 4246; R. p. 17927; D. E. 4^e éd., v^o Actions et oblig., n^o 772, 2^o; Binet, D. P. 1907-1-355; Rev. crit. 1907, p. 480; Wahl, Soc. et val. mob. 1909, 2209) et par de nombreux tribunaux (Seine, 7 avril 1900, J. E. 26047; Seine, 9 novembre 1900, S. 03-169, D. P. 03-1-441; Seine, 8 février 1901, R. E. 2661; Alger, 15 janvier 1932, R. p. 17927, et 15 juillet 1933, 2 espèces, R. p. 18266; Marseille, 8 février 1933, R. p. 18266), l'Administration a décidé de prendre pour règle la jurisprudence de la Cour de Cassation.

Par suite de la combinaison des articles 31 et 32 de la loi du 29 mars 1914, la même règle est applicable en ce qui concerne les rachats de parts de fondateurs réalisés par les sociétés étrangères non abonnées (Sol. 12 mai 1929, D. m. f. 12 octobre 1931).

Mais, il ne faut pas se dissimuler que la perception de l'impôt institué par la loi de 1914 se heurte à des difficultés particulières d'ordre pratique.

En premier lieu, l'Administration ne possède aucun élément d'information pour déterminer la valeur originale des parts rachetées et pour apprécier dans quelle mesure il y a profit taxable. Elle ne peut que s'en remettre à la déclaration des parties faisant connaître le montant des produits encaissés, ce qui peut avoir pour effet de diminuer sensiblement les bases de liquidation de l'impôt.

D'autre part, si, en matière de sociétés françaises et en usant du droit de communication, la Régie peut assez facilement découvrir les rachats opérés et poursuivre utilement le recouvrement des droits exigibles contre la société, elle ne dispose, en général, d'aucun moyen pour connaître les rachats de parts de fondateur effectués par les sociétés étrangères non abonnées.

De plus, il ne suffit pas qu'elle ait connaissance de ces rachats, elle doit établir, si les produits taxables de ces rachats sont encaissés à l'étranger, que le bénéficiaire est domicilié en France et tombe ainsi sous l'application de l'article 37 de la loi du 29 mars 1914.

En outre, le porteur de part domicilié en France a la possibilité, lorsque le rachat est sur le point d'être réalisé par la société, de vendre son titre. Dans ce cas, il profite indirectement de la valeur de rachat, mais comme le prix qu'il reçoit est versé par un tiers et non par la société, ce prix ne constitue en aucune manière un produit passible du droit. En fait, par ce moyen, l'intéressé échappe au paiement de l'impôt juridiquement dû (Sol. 10 mai 1929).

Enfin, l'Administration, sauf cas exceptionnels, se trouve dans l'impossibilité d'établir l'origine des produits distribués et de prouver que les sommes affectées à l'opération ont été prélevées sur les bénéfices sociaux.

63. PRODUITS DES TRUSTS. — Dans le droit anglo-saxon, l'institution d'un trust permet de mettre une personne « *en jouissance d'un patrimoine* », tout en la déchargeant de la responsabilité de l'administration de ce patrimoine. La charge et la responsabilité de l'administration du patrimoine retombent entièrement sur l'administrateur du trust « le trustee », qui, pendant le temps de son administration, est non seulement le représentant du bénéficiaire, mais aussi le « legal owner », le propriétaire spécial et légal du trust; le bénéficiaire n'a qu'un *droit d'équité* sur le trust et sur son exécution.

Plus exactement, le trust est l'obligation, en équité, pour une personne, « trustee », d'administrer un bien qui lui est remis, « trust », pour le compte d'un tiers « *beneficiary* », qui est en droit d'exiger l'accomplissement de cette obligation. Le fidéicommissaire est appelé « trustee », les biens constituant l'objet du trust « trust property », le bénéficiaire, « beneficiary » ou « celui que trust ».

Le droit de propriété légal et le droit de propriété bonitaire sur les mêmes biens sont donc séparés et appartiennent à des personnes différentes. Le premier est un « legal estate », le second n'est qu'un droit d'équité.

Le plus souvent, le trustee est chargé de faire des actes de disposition pour le compte du bénéficiaire et de passer des contrats : s'il est commis à l'exécution d'une tâche isolée et déterminée, il s'agit d'un « special trust », si le rôle du trustee consiste dans l'administration d'un patrimoine considérable, la conduite d'une entreprise, il s'agit d'un « discretionary trust ». Dans le premier cas, l'acte de nomination indique exactement au trustee comment il doit procéder; dans le second, le trustee agit tout à fait librement. Ses décisions sont sans recours, aussi longtemps qu'il est de bonne foi. *Le bénéfice net de l'administration du trust échoit au patrimoine et non au trustee.*

La confiance, qui préside à la désignation du trustee, oblige ce dernier à accomplir ses obligations *personnellement*, avec le plus grand soin. *Aussi bien, doit-il faire aux bénéficiaires ou à leurs représentants un rapport exact sur la situation du patrimoine.* **Il a l'obligation de rendre des comptes.** Le bénéficiaire peut demander au Tribunal de faire vérifier ces comptes lorsque le trustee néglige ses obligations.

Le trust confère au bénéficiaire la jouissance d'un patrimoine tout en lui enlevant l'administration et la disposition. Il a le droit, lorsque le trust prend fin par l'écoulement du temps prévu ou pour toute autre cause, de réclamer au trustee le transfert à son nom du patrimoine ou des actes de disposition conformes à ses instructions. Bien mieux, et tout au moins dans le droit anglais, pour protéger le bénéficiaire contre les pertes éventuelles, les tribunaux d'équité ont établi plusieurs règles qui, toutes, visent à permettre au bénéficiaire de recouvrer le patrimoine, même lorsqu'il est parvenu aux mains de tiers, ou à lui donner un privilège à l'égard des autres créanciers du trustee.

La situation juridique extrêmement complexe du contrat de trust, qui tient à la nature du droit anglo-saxon, à l'esprit anglo-américain et à la survivance en Angleterre de l'ancienne division de la propriété en domaine éminent et en domaine utile, est intraduisible en français. Mais, dans l'opinion qui prévaut, c'est-à-dire que le trust doit être considéré comme un usufruitier ayant chargé un mandataire d'exercer son droit d'usufruit et, notamment, le droit de percevoir, pour son propre compte, les revenus des biens et d'acquitter les charges pouvant les gréver. *Ainsi, les revenus des différents biens composant le trust ne perdent pas*

leur caractère propre et, par conséquent, ne représentent pas, dans les mains de « celui que trust », le revenu d'une créance possédée par celui-ci contre le trustee.

Pour l'application des impôts cédulaires, il est donc nécessaire de rechercher quelle est la nature des biens gérés par le trustee. Si ces biens sont des immeubles, le revenu du trust a, au regard de la loi fiscale française comme à celui du bénéficiaire, le caractère d'un revenu immobilier; si ces biens consistent en titres ou en créances, le revenu servi par le trustee constitue le revenu d'un capital mobilier. Par suite, l'exigibilité des impôts cédulaires sur les revenus d'un trust dépend, soit de la nationalité des biens gérés, soit de la résidence ou du domicile du bénéficiaire.

Si le trust est constitué d'immeubles situés en France ou de valeurs mobilières françaises, l'impôt est acquitté, quel que soit le domicile du bénéficiaire ou du trustee, par ce dernier qui en tient compte au premier par voie d'imputation sur le montant des sommes qu'il lui verse.

Lorsque le trust est composé de créances ou de valeurs étrangères non abonnées, l'impôt cédulaire n'est dû que si le bénéficiaire possède en France son domicile ou sa résidence; il est acquitté par le trustee si le revenu de ces créances et valeurs est obtenu en France; dans le cas contraire, le bénéficiaire doit le verser personnellement.

En définitive, les produits reçus par le bénéficiaire d'un trust domicilié ou résidant en France, en tant qu'ils représentent les produits de valeurs étrangères non abonnées, sont assujettis à la taxe de 20 0/0, malgré l'interposition du trustee qui les distribue (Sol. 28 février 1931, 24 novembre 1932, 27 novembre 1932; D. m. f. 17 mars 1933; Sol. 28 octobre 1933; D. m. f. 4 juin 1934; Sol. 9 mars 1935).

Au surplus, le « revenue act » du 2 juin 1924 des Etats-Unis prévoit que les revenus d'un trust, qu'ils soient distribués périodiquement ou accumulés en trust, doivent être compris dans le revenu net imposable du bénéficiaire (art. 219 de l'act). Il est vrai, par contre, que la Chambre des Lords, dans un arrêt de novembre-décembre 1930 (J. de d^t intern. juillet-octobre 1931, p. 1171), a décidé que les produits de cette nature ne sont pas passibles de l'income-tax. Cette dernière décision apparaît, d'ail-

leurs, inconciliable avec la loi française des impôts sur les revenus.

Ajoutons que, conformément aux dispositions des articles 3 et 8 du décret du 21 juin 1914, les produits des valeurs mobilières étrangères non abonnées comprises dans le trust doivent être assujettis à l'impôt dans leur intégralité et non pas seulement sur le montant qui en est versé par le trustee au bénéficiaire. Plus spécialement, la commission prélevée par le trustee n'est pas déductible (Voir ci-après, nos 94 et suiv.).

Bien entendu, c'est à l'Administration qu'il appartient d'établir que, parmi les sommes versées par le trustee au bénéficiaire, il en est qui représentent des revenus de valeurs étrangères non abonnées.

64. AUGMENTATION DE CAPITAL CONSÉCUTIVE A LA RÉÉVALUATION DE L'ACTIF, NÉCESSITÉE PAR LA CHUTE DES MONNAIES. — A la suite de la dévaluation des monnaies, les sociétés aussi bien françaises qu'étrangères, ont été amenées à procéder à la réévaluation de leur actif social et à l'incorporation au capital de la plus value résultant de cette réévaluation. Cette opération s'est traduite, à l'égard des associés, par des distributions gratuites d'actions. Dans certains pays, cette réévaluation a même été imposée par la loi.

La question a été posée de savoir si ces distributions étaient passibles de l'impôt, alors pourtant qu'elles ne correspondaient à aucun bénéfice, puisque le nouveau capital, dans sa valeur comparée à l'or, était inférieur à l'ancien.

Prenons un exemple : une société italienne a été constituée en 1913 au capital social de 165 millions de liras divisé en 330.000 actions de 500 liras chacune. Par une délibération du 26 novembre 1929, l'assemblée générale des actionnaires a décidé de transférer une somme de 82.500.000 liras, du compte provisoire pour « réajustement monétaire des installations », au capital social qui s'est ainsi trouvé porté à 247.500.000 liras, la valeur nominale des actions passant de 500 à 750 liras.

Les porteurs prétendaient que l'impôt n'était pas exigible. Ils faisaient valoir que l'opération n'entraînait pas une distribution de bénéfice, puisque la valeur nominale actuelle des actions était nettement inférieure à la valeur réelle, en or, de leur apport originaires.

Cette manière de voir n'a pas été admise.

En effet, lorsque, comme c'est le cas pour la France, la Belgique, la Tchécoslovaquie, l'Italie, la monnaie a été seulement stabilisée, soit en fait, soit légalement, lorsqu'elle conserve la même force libératoire, on ne peut que continuer, au point de vue fiscal, à s'en tenir à la fiction de l'unité de la monnaie, qui fait que le signe monétaire nouveau est l'équivalent de l'ancien, en faisant abstraction de la différence de valeur qui peut exister entre la monnaie stabilisée et la monnaie or (Sol. 10 décembre 1930 ; D. m. f. 31 janvier 1930 ; et Sol. 1^{er} février 1934).

A la vérité, une solution contraire a été prise dans une hypothèse qui ressemblait à celle ci-dessus en ce que l'augmentation du capital était aussi le résultat d'une réévaluation du bilan. Mais, comme il s'agissait d'une société autrichienne, celle-ci s'était trouvée dans l'obligation, en vertu de la loi fédérale autrichienne du 5 juin 1925, de substituer à son capital libellé en couronnes, un capital libellé en schillings. La réévaluation et la transformation du capital, rendues nécessaires par la création d'une monnaie nouvelle, ne pouvait s'effectuer qu'en prenant un terme de comparaison, par exemple le franc-or ; on a pu ainsi admettre que la perception de l'impôt manquait de base, dès lors que le nouveau capital, libellé en schillings, n'était pas supérieur à l'ancien par rapport au terme de comparaison employé pour réaliser la substitution imposée par la loi et que, par voie de conséquence, l'opération n'avait pas pour effet de transmettre une valeur quelconque aux actionnaires (D. m. f. 15 juillet 1926).

La même solution a été rendue par identité de motifs en ce qui concerne une société hongroise, qui s'est trouvée contrainte de modifier son capital social, d'abord libellé en couronnes, dans la nouvelle monnaie le pengo, alors que le capital social nouveau était très inférieur à l'ancien en valeur absolue (Sol. 21 juin 1927).

En définitive, les conséquences fiscales des opérations de cette nature sont différentes suivant qu'elles sont effectuées, soit dans un pays où une monnaie, en totalité dépréciée, s'est trouvée remplacée par une monnaie nouvelle, soit dans un pays où une monnaie, partiellement dévalorisée, s'est trouvée stabilisée en fait ou légalement.

III. — Remboursements de capital

65. En vue de mettre fin aux évasions fiscales qui consistaient, pour les sociétés, à distribuer leurs bénéfices ou leurs réserves sous forme d'amortissement ou de remboursement de leur capital, l'article 80 de la loi du 13 juillet 1925 (Instr. n^{os} 3859 et 3908) a soumis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers le montant des remboursements et amortissements totaux ou partiels que les sociétés ou collectivités effectuent sur le montant de leurs actions, parts d'intérêts ou commandites, avant leur dissolution ou leur mise en liquidation.

Toutefois, le 4^e alinéa de l'article 80 avait maintenu en dehors du champ d'application de l'impôt « les sociétés dont les statuts prévoient l'amortissement obligatoire des actions. »

Il en est résulté que, dans le dessein exclusif de bénéficier de cette exemption, de nombreuses sociétés, modifiant leurs statuts, y ont introduit une disposition stipulant l'amortissement obligatoire de leur capital.

Sans doute, l'Administration avait le droit de s'assurer que l'opération de remboursement ou d'amortissement, même quand elle était prévue par les statuts, n'était pas le résultat de combinaisons uniquement destinées à éluder l'impôt (Inst. n^o 3908). Mais l'Administration n'en avait pas moins la charge, parfois délicate, de rapporter la preuve que tel avait été le but exclusif de l'opération.

Pour couper court à toute difficulté à cet égard, l'article 21 de la loi de finances du 31 mars 1932, par une nouvelle rédaction du 4^e alinéa de l'article 80 de la loi du 13 juillet 1925, restreint la portée de l'exonération en la réservant exclusivement aux « sociétés dont les statuts ont prévu antérieurement à la promulgation de la loi du 13 juillet 1925 l'amortissement obligatoire des actions ».

Par application de cette disposition, les amortissements ou remboursements totaux ou partiels de capital effectués par les sociétés en exécution d'une clause obligatoire de leurs statuts sont, désormais, affranchis, en toute hypothèse, de l'impôt sur le revenu, si cette clause a été inscrite dans les statuts avant la promulgation de la loi du 13 juillet 1925.

Par contre, l'impôt est applicable aux amortissements procédant, soit d'une disposition obligatoire insérée postérieurement

à la promulgation de la loi du 13 juillet 1925 dans les statuts des sociétés constituées avant la date de cette promulgation, soit d'une clause obligatoire du pacte social, primitif ou modifié, des sociétés constituées depuis cette date.

L'article 21 de la loi nouvelle ne comporte pas d'effet rétroactif. Ainsi que l'a indiqué M. Abel Gardey, rapporteur de la Commission des Finances, à la tribune du Sénat (séance du 31 mars 1932; *J. off.* du 1^{er} avril, Sén. Déb. p. 773), les exonérations dont les sociétés ont régulièrement bénéficié depuis la loi du 13 juillet 1925, ne donnent pas lieu à répétition. En conséquence, pour la période antérieure à la loi mise en vigueur de la loi du 31 mars 1932, l'impôt n'est dû sur les remboursements ou amortissements effectués en vertu d'une clause statutaire obligatoire, que dans le cas où l'opération est le résultat de combinaisons uniquement destinées à éluder l'impôt.

Cette règle est applicable aux remboursements de capital effectués par les sociétés étrangères non abonnées (Sol. 25 sept. 1930). Toutefois, l'Administration, dans les rares espèces où elle a eu à se prononcer, a admis l'exemption à la seule condition qu'il ait été justifié que le remboursement avait entamé le capital, sans examiner si l'amortissement était obligatoire en vertu des statuts.

Nous approuvons cette solution très libérale : en matière de sociétés étrangères, le Trésor n'a pas à craindre les évasions fiscales, car il est bien certain que ces collectivités n'ont aucun intérêt à rechercher des combinaisons qui évitent le payement d'impôts français, non pas à elles-mêmes, mais à leurs actionnaires.

L'application de ces principes a conduit à prendre les décisions suivantes :

1^{re} espèce. — Au 30 juin 1932, le capital social souscrit de la société étrangère X se trouvait fixé à 14 millions de piastres-or, divisé en 280.000 actions de 50 \$ chacune.

En 1933, le 22 septembre, une assemblée extraordinaire des actionnaires a décidé, d'une part, de convertir en pesos-papier (\$ m/n) le capital, précédemment libellé en pesos or (\$ oro) et, d'autre part, d'« ajuster » le capital ainsi converti — qui eût été de 31.817.800 \$ m/n — à 28.000.000 \$ m/n, par voie de rem-

boursement aux actionnaires d'une soulte de 13,636 \$ m/n par action.

L'assemblée a, en outre, autorisé le Conseil d'administration à procéder ultérieurement à une deuxième opération consistant à réduire le capital social de la société au moyen de la remise, aux actionnaires, de titres d'une société immobilière en formation.

En définitive, au moment où les deux opérations envisagées doivent avoir pris fin, pour 3 actions anciennes représentant ensemble 50 \$ oro $\times 3 = 150$ p. oro et en peso m/n..... 340.91
les actionnaires auront reçu :

1° une soulte de 16,636 pesos m/n par action, soit	
pour 3 actions	40.91
2° 1 action nouvelle de la société X.....	100
3° 1 action de la société immobilière en formation..	100
4° 1 obligation de cette deuxième société.....	100
Total égal.....	340.91

La République Argentine est, en effet, soumise à un régime monétaire particulier comportant deux monnaies : le peso oro sellado (\$ oro) et le peso papier ou peso moneda nacional (\$ m/n), qui sont entr'elles dans un rapport invariable donnant au \$ oro la valeur de 2.2727 pesos m/n. Le peso oro ne circule pas : c'est une monnaie de compte; le \$ m/n, seul, constitue le signe monétaire employé pour les transactions à l'intérieur du territoire de la République Argentine.

La conversion en \$ m/n du capital de la société X, libellé en pesos oro, ne fait donc que constater une situation légale et n'entraîne ni novation, ni modification aux éléments essentiels du titre.

En définitive, la distribution opérée entame le capital (28 millions \$ m/n au lieu de 31.817.800) et elle s'accompagne d'une réduction corrélative de la valeur nominale des actions (100 \$ m/n au lieu de 113,638).

Les sommes distribuées n'ont, dès lors, pas paru passibles de la taxe sur le revenu (Sol. 23 février 1934).

2° *espèce*. — Il résultait des circonstances de l'affaire que la distribution gratuite des actions de la société Y ne comportait pas une modification du capital de la société X, distributrice.

L'impôt a été reconnu exigible (Sol. 30 nov. 1933).

Résumé. — En résumé, on peut poser ce principe que l'impôt de 20 0/0 atteint toute opération par laquelle une société répartit entre ses actionnaires, au cours de son existence, des sommes ou valeurs quelconques comprises dans son patrimoine. Ces valeurs, même lorsqu'elles proviennent d'une opération particulière, telle que la réalisation de l'actif social, constituent pour les bénéficiaires, un produit de leurs titres et cette circonstance suffit pour donner ouverture à l'impôt.

Il n'en est différemment que si la distribution d'un élément d'actif entame le capital social et si elle s'accompagne d'une réduction de la valeur nominale des actions (Sol. 30 nov. 1933).

§ II. — Primes de remboursement et lots

66. Sous le régime de la loi du 29 mars 1914, l'Administration a décidé de ne pas appliquer l'impôt sur le revenu aux lots et aux primes de remboursement des valeurs étrangères non abonnées et des fonds d'Etats étrangers, étant donné le doute qui pouvait résulter des diverses déclarations formulées au cours des travaux préparatoires de ce texte et de la circonstance que l'article 32 de cette loi se réfère uniquement pour la détermination des « intérêts, dividendes et tous autres produits » à l'article 2 de la loi du 29 juin 1872, sans viser l'article 5 de la loi du 21 juin 1875, qui a frappé de la taxe les lots et primes de remboursement (D. m. f. 22 août 1914, Inst. 3434, § 18; Sol. 3 juin 1919).

L'article 9 de la loi du 31 juillet 1929 a mis fin à cette situation, qui favorisait les titres étrangers contre nos valeurs et qui rompait le principe d'équivalence des charges.

Ce texte est ainsi conçu : « L'impôt... est applicable aux lots et primes de remboursement payés aux créanciers et obligataires des collectivités non abonnées, aux porteurs de fonds publics et fonds d'Etats étrangers. L'impôt est payé dans les conditions et sous les sanctions prévues par les articles 34 à 39 de la loi du 29 mars 1914. »

Ce texte n'a aucun caractère rétroactif : les primes et lots ne sont donc imposables que s'ils sont échus postérieurement à l'entrée en application de la loi (Inst. 4058, § 3).

I. — Primes de remboursement

67. NATURE DE LA PRIME DE REMBOURSEMENT. — En droit civil, la prime de remboursement présente le caractère d'un accroissement de capital. Aussi bien, la doctrine et la jurisprudence reconnaissent-elles que la prime appartient au nu propriétaire, l'usufruitier en ayant seulement la jouissance; de même, la prime ne tombe pas dans la communauté d'acquêts si les obligations sont propres à l'un des époux (Cass. 14 mars 1877. S. 78-1-1 et note Labbé; Aubry et Rau, § 230, note 21; Planiol, t. I, n° 2797 et t. III, n° 1006).

Pour MM. Colin et Capitant (t. I, p. 812, t. III, pp. 73 et 341), les primes suivent les règles ci-dessus; mais elles constituent né-

anmoins des produits extraordinaires et non un accroissement de capital.

D'autres auteurs considèrent les primes comme la représentation des portions d'intérêts dont chaque obligataire a consenti l'abandon à la société qui les capitalise et les distribue sous cette forme spéciale (V. Cass. 10 août 1863, S. 63-1-428 et 25 mai 1891, S. 91-1-350; Buchère, 497 et sv.; Vavasseur, 470; Deloison, Valeurs mob., t. I, n° 22). On s'était donc demandé si le cumul des intérêts et de la prime de remboursement ne tombait pas sous le coup des lois limitatives du taux de l'intérêt lorsque les obligataires se trouvent ainsi appelés à toucher, sur les sommes versées par eux, plus de 5 0/0 ou de 6 0/0. La jurisprudence ayant assimilé l'émission d'obligations à un contrat aléatoire a écarté en cette matière les règles restrictives de la loi de 1807 (Nantes, 26 mars 1883, J. S. 1883-709; Rennes, 14 mai 1884, J. S. 1888-614; Cass. 18 avril 1883, S. 83-1-381, D. 84-1-25; Houpin et Bosvieux, n° 586).

Mais, s'il est difficile de définir la nature juridique des primes, il n'en reste pas moins que, dans la réalité des faits, les primes ne sont que des revenus accumulés. La preuve en est que les compagnies qui empruntent, comptent la prime et la valeur des lots dans l'annuité d'intérêt. « Les primes et lots — lit-on dans le rapport présenté à l'assemblée nationale par M. Bertauld, rapporteur de la loi du 21 juin 1875 — représentent des intérêts et arrérages, qui auraient été distribués sous ce titre, s'ils n'avaient été réservés comme un appât, pour être versés, sous forme de capital, aux heureux titulaires, qui seraient les privilégiés du sort. »

Toutefois, en présence du caractère reconnu à la prime en matière civile, l'Administration a estimé qu'il n'était pas possible de la frapper de la taxe du revenu instituée par la loi de 1872 sur les produits annuels des emprunts et obligations, et c'est pour ce motif qu'elle a fait voter, pour l'atteindre, la loi du 21 juin 1875.

68. DÉTERMINATION DE LA PRIME IMPOSABLE. — D'après MM. Houpin et Bosvieux, la prime est constituée par « la différence entre le taux d'émission et le capital nominal. »

En matière fiscale et bien que l'article 9 de la loi du 31 juillet 1929 ne se réfère pas à l'article 5 de la loi du 21 juin 1875, on

peut considérer que la prime de remboursement est déterminée, suivant la définition donnée par cette dernière disposition, par « *la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts* ».

Dès lors, au regard de la loi d'impôt, *c'est au moment du remboursement* qu'il faut se placer, pour établir s'il y a une prime, et, dans l'affirmative, pour fixer son importance.

Mais, en fait, il est souvent difficile de connaître le taux d'émission. Les banquiers, changeurs et autres personnes qui effectuent en France le paiement des obligations appelées au remboursement et qui sont dans l'obligation de retenir ou d'avancer l'impôt en ignorent parfois le montant.

Pour éviter les difficultés soulevées en cette matière, l'Administration a estimé qu'il y avait lieu d'appliquer, par voie d'analogie, les solutions qui sont données par les articles 1 et 2 du décret du 15 décembre 1875 (D. m. f. 13 janvier 1930; Inst. 4056, § 15; D. m. f. 17 mai 1930).

En conséquence, si le taux d'émission connu a varié, ce taux est déterminé, pour chaque emprunt, par une moyenne établie en divisant, par le nombre de titres correspondant à cet emprunt, le montant brut de l'emprunt total, sous la seule déduction des arrérages courus au moment de chaque vente; à l'égard des emprunts, dont l'émission, faite à des taux variables, n'est pas terminée, la moyenne est établie d'après la situation de l'emprunt au 31 décembre de l'année qui a précédé celle du tirage (art. 1^{er} du décret).

Si le taux d'émission n'est pas connu et s'il ne peut être déterminé suivant la règle ci-dessus, ce taux est représenté par un capital formé de vingt fois l'intérêt annuel stipulé, lors de l'émission, au profit du porteur du titre; à défaut de stipulation d'intérêt, il est pourvu à la fixation du taux d'émission par une déclaration estimative, dans la forme tracée par l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII (art. 2 du décret).

Toutefois, et étant donné que, s'agissant d'emprunts contractés par des sociétés étrangères ou des Etats étrangers, l'Administration se trouve, le plus souvent, dans l'impossibilité de contrôler les affirmations qui lui sont opposées, il a été décidé que ce dernier mode de détermination ne serait appliqué que dans le cas où la partie justifie qu'elle a fait, en vain, soit auprès de la

collectivité étrangère, soit auprès de ses correspondants à l'étranger, toutes démarches utiles pour connaître le montant réel du taux d'émission.

Cette décision a été bien accueillie dans le monde des affaires, mais on a fait néanmoins remarquer que la condition négative imposée pour son application était des plus difficiles à fournir (Journal des Finances du 7 avril 1930).

Pour nous, et encore qu'en principe, nous estimons, avec M. Paul Esmein (s. Cass. réun. 9 mars 1927, 28 mai 1932 et 16 juin 1933, S. 1934-1-241), que l'interprétation d'un texte par voie d'analogie est strictement interdite en droit fiscal, du moins pensons-nous que cette solution, qui a pour effet de mettre un terme à des difficultés insolubles d'ordre pratique, doit être approuvée puisque, en définitive, elle interprète, à la faveur du contribuable, une disposition qui, dans le doute, doit lui profiter (Deman-te, Princ. de l'enregistrement, 4^e éd., t. I^{er}, n^o 9).

69. CAS OÙ IL Y A PRIME. — Il n'est pas douteux qu'il y a prime de remboursement imposable, dans le cas où le débiteur promet de rembourser et rembourse une somme supérieure à celle qu'il a reçu lors de l'emprunt.

Mais, même, au vu des contrats intervenus, il est parfois difficile de décider si l'opération de remboursement se traduit par le payement d'une prime.

Voici quelques-uns des cas qui ont été soumis à l'Administration.

Lors de la remise des obligations de consolidation des bons du Trésor de l'ancien empire ottoman 5 0/0 1928, en échange des bons du Trésor ottoman, émission 1912, il a été entendu que, pour tenir compte au porteur de la réduction à 5 0/0 des intérêts, précédemment fixés à 6 0/0, le montant des coupons et des titres remis par les porteurs seraient majorés de 7 0/0 (Convention du 13 juin 1928, art. 3, § 8).

Dans une première opinion, on soutenait que cette bonification, loin de représenter un remboursement ou une indemnité en capital, constituait au contraire un paiement anticipé des intérêts à échoir. On faisait valoir, en effet, que si le porteur reçoit en échange d'un bon produisant 6 0/0 un bon de 5 0/0, il bénéficie d'une bonification qui le dédommage de la perte d'intérêts

qu'il subira dans l'avenir. On en concluait que cette majoration constituait un produit actuel du titre et, comme telle, immédiatement passible de l'impôt.

L'Administration ne s'est pas arrêtée à cette solution, pourtant la plus favorable pour le Trésor. Elle a admis que la prime de 7 0/0 constituait, pour l'instant, une indemnité forfaitaire formant le prix de la renonciation des porteurs à une partie de leurs intérêts et elle a décidé, en conséquence, qu'elle présentait plutôt le caractère d'un avantage qui se traduirait par un remboursement à une somme supérieure à celle réellement versée — par voie d'échange — lors de l'émission; cette prime ne serait donc imposable qu'au moment où le porteur en serait réellement approprié, c'est-à-dire lors du remboursement effectif du titre (Sol. 20 décembre 1928).

L'Administration a précisé sa manière de voir à l'occasion de la réorganisation de la dette mexicaine. L'opération comportait la reprise de certains titres pour une valeur supérieure à leur capital originaire.

Cette majoration a paru constituer une prime de remboursement, passible de l'impôt; mais, il a été reconnu que la taxe n'était pas exigible au moment même de l'opération d'échange (dès lors que l'opération n'entraînait pas une novation des dettes originaires), mais bien au moment où le porteur recevrait dans l'avenir le montant de la prime, c'est-à-dire au jour futur où il obtiendrait le remboursement effectif de son titre (D. m. f. 18 décembre 1930).

70. CONVERSION D'EMPRUNT. — SOULTE EN NUMÉRAIRE. — Le Trésor britannique a procédé à la conversion du War Loan 5 0/0 1929-1947 en un emprunt, dont le taux a été fixé à 3 £ 10 sh. pour 100 £. Les porteurs de l'emprunt qui ont notifié, avant une date convenue, leur désir d'accepter la conversion, ont reçu un paiement de 1 £ par 100 £ d'emprunt. L'effet de ce paiement était, en définitive, de permettre aux personnes qui acceptaient la conversion avant cette date, de souscrire au nouvel emprunt, au taux de 99 au lieu de 100. Par contre, celles qui n'acceptaient la conversion qu'après cette date ne recevaient aucun paiement en espèces.

Il n'a pas paru que ce versement constituait un produit actuel du titre.

La conversion s'analyse, en effet, en un remboursement anticipé d'un premier emprunt suivi de l'émission d'un deuxième emprunt, souscrit en majeure partie par les mêmes prêteurs et comportant des modifications aux modalités antérieures, notamment au taux de l'intérêt. En l'espèce, le War Loan 5 0/0 1929 était, en réalité, remboursé au pair, alors que le nouvel emprunt, pour ceux qui avaient fait connaître leur désir de souscrire, était émis jusqu'à la date indiquée à 99 0/0. Tout se passait comme si le porteur de 100 £ de l'emprunt converti, souscrivant à l'emprunt de conversion, recevait 100 £ à titre de remboursement et reversait immédiatement 99 £ pour souscrire à ce dernier emprunt.

En d'autres termes, le paiement de la somme de 1 £ constituait un remboursement d'une partie de capital. Mais, par contre, l'émission du nouvel emprunt ayant eu lieu à 99 £ pour 100 £, faisait ressortir une prime de 1 £ par titre de 100 £, comme telle imposable dans le cas où le remboursement serait réalisé au-dessus du prix d'émission (Sol., D. m. f. 28 juillet 1932).

Il en serait autrement cependant si l'opération de conversion aboutissait au remboursement au pair d'un emprunt émis avec prime (Cass. 5 décembre 1899, Sol. 17 janvier 1935).

71. REMBOURSEMENT DE TITRES LIBELLÉS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES. — Une des premières difficultés d'application de l'art. 9 de la loi du 31 juillet 1929 a consisté dans le point de savoir comment devait s'apprécier la prime au cas de remboursement de titres libellés en monnaies étrangères.

Il s'agissait de déterminer si, pour une obligation émise en Belgique en 1913 au prix de 450 francs belges et remboursée en 1929 à 500 francs belges, la prime de 50 francs belges représentant au change de 0,709, 35 francs français 45, était imposable, bien que le porteur n'ait, dans la réalité des faits, reçu en francs français, qu'une somme de 354 fr. 50, inférieure à celle de 450 francs français qu'il a versée au jour de l'émission.

L'Union syndicale des banquiers de Paris estimait que, pour la liquidation de l'impôt, il y avait lieu de comparer les valeurs d'or d'émission et de remboursement et de ne taxer que la différence, de telle sorte que l'impôt n'était pas exigible au cas où la somme remboursée et exprimée en valeur-or était inférieure à la valeur-or du prix d'émission.

Cette manière de voir n'a pas paru devoir être adoptée et, dans une solution du 9 août 1929, l'Administration a décidé que la différence entre le prix d'émission et la somme remboursée, qui constitue la prime taxable, doit être appréciée en la monnaie dans laquelle sont exprimées ces deux valeurs. Ce montant une fois dégagé doit, pour la perception de l'impôt, être converti en monnaie française au jour du fait générateur. Il s'ensuit que si, pour le porteur du titre remboursé, il y a bénéfice de change par suite de la dévalorisation du franc par rapport à la monnaie étrangère envisagée, ce bénéfice se répartit proportionnellement entre le capital versé et la prime de remboursement et entre en compte pour le calcul de l'impôt dans la mesure où il s'applique à la prime.

Cette solution, critiquée par le Journal des Finances du 27 décembre 1929, nous apparaît absolument exacte.

Pour déterminer l'importance de la prime, il faut, sans aucun doute, comparer deux valeurs exprimées en une même monnaie. On ne comprendrait pas pourquoi une autre mesure telle que le franc-or serait nécessaire.

72. REMBOURSEMENT DE TITRES LIBELLÉS EN FRANCS-OR (1). — L'application de l'article 9 de la loi du 31 juillet 1929 a donné lieu, en ce qui concerne la perception de l'impôt sur les titres libellés en francs-or, à des solutions qui ont causé une vive émotion dans les milieux financiers et contre lesquelles s'est élevé M. Gaston Jèze, professeur de législation financière à la Faculté de droit de Paris (Journal des finances des 3 janvier, 7 février, 4 avril 1930).

La solution du 30 janvier 1930 est ainsi conçue :

« La prime de remboursement est constituée par la différence
« entre le *taux d'émission* et le *montant du remboursement stipulé au moment de l'émission*.

« Par application de cette règle, la prime de remboursement
« d'un titre exprimée en francs-or est représentée par la différence
« ce en francs-or entre le *taux d'émission* du titre et son *taux de*
« *remboursement*, et c'est ce montant, une fois dégagé, que,
« pour la perception de l'impôt, il convient de convertir en mon-

(1) Voir sur ce point l'étude parue dans le R. p. n° 18032.

« naie légale au jour du fait générateur. A cet effet, le montant
« en francs-or de la prime est multiplié par le coefficient de valo-
« risation qui a été donné en franc-or par rapport au franc-pa-
« pier, dans la convention de remboursement.

« Ainsi, pour une obligation émise à 490 francs, et rembour-
« sable à 500 francs-or, la prime de remboursement est de
« 10 francs-or. Si le remboursement est effectivement effectué en
« calculant la valeur du franc au pair de l'or (4,92), soit à 2.460
« francs, la prime imposable ressort à 49 fr. 20 $\left(\frac{2.460 \times 10}{500} \right)$
« Si la somme remboursée n'est que de 2.000 fr., la prime de
« 10 francs -or ne ressort qu'à 40 fr. $\left(\frac{2.000 \times 10}{500} \right)$ ».

Cette solution ne nous paraît pas exacte.

Elle s'appuie, en effet, sur un principe faux. D'après elle, la prime de remboursement serait déterminée, dès le contrat d'emprunt, par la différence entre la somme versée par le souscripteur et celle dont le remboursement est promis par l'emprunteur. Or, c'est là une erreur. L'article 5 de la loi du 21 juin 1875 est formel. La prime de remboursement est « *déterminée par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts* ». C'est donc au jour du remboursement, et non au jour de la souscription, qu'il faut se placer pour savoir si, et dans quelle mesure, il y a prime de remboursement. La prime existera si la collectivité rembourse une somme supérieure à celle qu'elle a reçue, alors même qu'elle n'aurait rien promis. Il n'y aura pas prime, au contraire, si la collectivité rembourse une somme égale ou inférieure à celle qu'elle a reçue, alors même qu'elle aurait promis davantage.

Pour prendre un exemple et en admettant que le franc-or vaille 4,92 fr. d'aujourd'hui, la société qui rembourserait 500 fr. après n'avoir reçu que 100 francs-or, soit 492 fr., distribuerait à ses créanciers une prime de 8 francs, imposable même si la prime n'a pas été prévue et promise. Par contre, la société qui, ayant reçu 90 francs-or et qui rembourserait 442 fr. 80, ne distribuerait aucune prime même si à l'émission elle avait promis 100 francs-or, soit 492 francs de notre monnaie.

Les faits sont pertinents : l'Administration ne saurait même

par un jeu de proportion trouver une prime imposable là où il n'y en a pas.

Devant les critiques dont cette solution, si visiblement entachée d'erreur, a été l'objet, l'Administration paraît avoir abandonné une partie de ses prétentions. Une solution du 22 mars 1930 marque un revirement certain, et nous voulons croire qu'elle cache une retraite honorable.

« Par votre lettre du 17 février 1930 — porte cette solution —
« vous estimez que le mode de calcul prévu par ma solution du
« 30 janvier dernier aboutit à faire considérer les emprunts libel-
« lés en francs-or comme comportant, dans tous les cas, une pri-
« me imposable, même lorsque le remboursement s'effectue par
« un nombre de francs inférieur à celui qui a été convenu lors
« du contrat d'émission.

« Je ne crois pas que pareille conséquence puisse s'inférer de
« ma lettre du 30 janvier dernier.

« Si lors du remboursement la collectivité emprunteuse paye, à
« leur cours légal d'appréciation, un nombre de francs-or qui
« n'excède pas celui qui a été stipulé au moment de l'émission du
« titre, il est évident que cette opération n'engendre aucune pri-
« me de remboursement et que, par conséquent, aucun impôt
« n'est exigible.

« Mais il n'en est pas de même quand, au contraire, le rem-
« boursement de l'obligation est effectué sur la base du contrat
« d'émission, en appliquant au nombre de francs-or *promis* un
« coefficient de valorisation inférieur à celui qui résulte de la loi
« monétaire du 25 juin 1928. Dans cette hypothèse, en effet, la
« prime ressort toujours pour son montant nominal; la perte que
« le créancier subit du fait que le remboursement est opéré sur
« une base inférieure à celle que comporte le franc-or, se répartit
« proportionnellement entre cette prime et le capital; l'impôt
« devient donc exigible dans la mesure où la somme effective-
« ment remboursée « s'applique à la prime ».

Enfin, cette solution a été précisée par une décision du Minis-
tre des Finances, du 10 octobre 1930, qui dispose qu'« en ce qui
« concerne les emprunts dont le remboursement doit être fait en
« francs-or de germinal, et pour lesquels les créanciers ont con-
« senti une *réduction en capital de la valeur de remboursement*.
« la prime est constituée par la différence entre le prix d'émis-

« sion, converti en francs de la loi du 25 juin 1928 et le montant « du remboursement, s'il lui est supérieur ». (Sol. 25 février 1931 et 16 novembre 1933).

Prenons un exemple qui fasse comprendre la manière de voir de l'Administration sous le régime tracé par ces solutions.

Un état étranger a émis, en 1906, des titres d'emprunt au capital de 500 francs-or chacun. Les souscripteurs n'ont versé que 490 francs-or. La prime promise ressort donc à 10 francs-or.

Actuellement, cet Etat se trouve dans l'impossibilité de rembourser les titres à leur valeur réelle ($500 \times 4,92$) 2.460, et il décide de se libérer par un versement pour solde de 1.230 fr. Dans ce cas, la réduction de la créance s'exerçant *en capital*, il n'existe pas de prime imposable.

Mais ce même Etat, au lieu de décider qu'il ne remboursera qu'une somme de 1.230 fr., peut, pour arriver au même but, faire connaître qu'il opérera le remboursement de la somme promise, mais sur la base de la moitié du franc-or, soit à raison de 2 fr. 46 pour 1 franc-or. Dans ce cas, au contraire, la perte subie par le porteur devra se répartir proportionnellement sur la somme versée et sur la prime promise. La prime de rembourse-

$10 \times 4,92$

ment ressortira à $\frac{\text{-----}}{2} = 24 \text{ fr. } 60$ et le capital remboursé à

$490 \times 4,92$

$\frac{\text{-----}}{2} = 1.205 \text{ fr. } 40$. Dans cette hypothèse, l'impôt sera exigible sur 24 fr. 60.

La solution du 22 mars 1930, complétée par la décision du Ministre, du 10 octobre suivant, pour être nettement plus libérale, ne nous paraît pas mieux fondée.

D'une part, cette solution, comme celle du 30 janvier 1930, est basée, dans son principe, par un raisonnement faux : Comme nous l'avons dit déjà, la prime doit, suivant la règle tracée par l'article 5 de la loi du 21 juin 1875, s'apprécier non du jour de l'émission, mais au jour du remboursement. Ce qu'il y a lieu de déterminer, ce n'est donc pas la somme *promise*, mais bien la *somme effectivement remboursée*.

D'autre part, on ne voit pas en vertu de quelle règle de droit on ferait une répartition proportionnelle, entre la prime promise

et le capital versé, de la somme donnée en remboursement par la collectivité emprunteuse. Ce n'est certes pas en vertu de l'article 1254 du Code civil, puisque ce texte, d'ailleurs inapplicable au cas de paiement pour solde comme un remboursement de titres, commanderait plutôt de tenir pour payée, dans son intégralité, la prime qui représente en réalité un supplément d'intérêt. Il convient donc de déterminer uniquement ce que le paiement effectué par la société a voulu éteindre : capital ou prime. Et, à cet égard, la solution n'est pas douteuse : dès lors que le capital versé n'est pas acquitté, on ne saurait prétendre que les parties aient voulu éteindre de préférence la prime qui constitue un supplément non payé de ce capital, et la réponse est moins douteuse encore si l'on veut bien se rappeler que leur intérêt doit obligatoirement les conduire, pour échapper au paiement de l'impôt, à ne considérer le remboursement que comme s'appliquant au capital.

On ne peut davantage s'appuyer sur la jurisprudence qui se dégage de l'arrêt rendu par la Cour de Cassation le 27 octobre 1908 (S. 1909-1-247; D. P. 1909-1-160). Dans cette décision, la Cour suprême décide qu'en matière de distribution par contribution, « l'article 1254 du C. c. cesse d'être applicable lorsque le payement exclut, par sa nature même, toute imputation particulière et emporte, au contraire, virtuellement, mais nécessairement, une application proportionnelle aux deux éléments constitutifs de la dette, le capital et les intérêts; que, tel est le cas dans l'espèce où s'agissant d'une distribution par contribution, le payement consiste dans un dividende de tant pour cent sur le chiffre total de la dette, en principal et intérêts ». Cette règle n'est, en effet, pas applicable au cas particulier, puisque la prime de remboursement ne constitue pas, au point de vue civil, un intérêt du titre, mais une plus-value du capital.

Enfin, une pareille solution ne constitue qu'une argutie, une subtilité sans fondement juridique, qui laisse la possibilité aux plus habiles de se tirer d'affaire, car il est évident que l'on peut échapper à l'impôt au moyen de stipulations appropriées. Une pareille conséquence ruine à elle seule le système soutenu par l'Administration.

L'application de l'article 9 de la loi du 31 juillet 1929 est cependant aisée si l'on veut bien chercher la solution dans le terre

à terre solide du bon sens, en se rappelant, d'une part, la définition qui est donnée de la prime par l'article 5 de la loi du 21 juin 1875, et, d'autre part, cette vérité jurisprudentielle que la monnaie or constitue une monnaie internationale à laquelle il convient d'appliquer, purement et simplement, les règles de conversion des monnaies étrangères.

Pour un titre émis avant la guerre à 450 fr. et remboursé, postérieurement à la loi du 25 juin 1928, à 500 francs-or, la prime imposable sera déterminée par la différence entre la somme remboursée convertie en monnaie française. $500 \times 4,924895$. 2.462 45 et la somme payée à l'émission convertie en francs de 1928, soit $450 \times 4,924895$ 2.216 20

. Elle s'élèvera à 246 25

Si la société étrangère, quelles que soient les modalités de calcul du montant du remboursement, acquitte une somme inférieure à 2.216 fr. 20, il n'y a pas de prime de remboursement, même si, lors de la souscription, une prime a été promise, et, à défaut d'élément imposable l'opération de remboursement ne saurait donner ouverture à l'impôt.

73. CAS où IL N'Y A PAS PRIME. — Pour compenser, dans une certaine mesure, la perte résultant pour ses créanciers de la dépréciation du mark, le Gouvernement allemand a décidé, par deux lois du 16 juillet 1925, de procéder à la revalorisation (Aufwertung) de certaines valeurs.

Pour les porteurs ayant acquis leurs titres antérieurement au 1^{er} juillet 1920, il a été remis un titre composé de deux feuilles, un titre non productif d'intérêt fixant la créance revalorisée (Schuldverschreibung) et un certificat d'amortissement (Auslösungsschein). Lors de l'amortissement, le porteur qui présente le certificat sorti au tirage et un titre de la dette de conversion, reçoit à la fois, à titre de remboursement, une somme égale à cinq fois le montant du titre de conversion et les intérêts de cette somme à 4,50 0/0 du 1^{er} juin 1926.

La question s'est posée de savoir si l'opération n'aboutissait pas au paiement d'une prime égale aux $4/5$ de la somme remboursée.

L'Administration s'est prononcée pour la négative. La créance

du porteur contre l'Etat allemand s'élève, en effet, dès le jour de la revalorisation, à la somme totale remboursée, puisque celle-ci porte intérêt dans son intégralité. D'autre part, la revalorisation aboutit, en fait, dans tous les cas, à une diminution des droits des porteurs qui, en définitive, reçoivent, au remboursement, une somme inférieure à celle versée à l'origine.

74. RACHAT EN BOURSE. — Il est reconnu par la jurisprudence que la taxe du revenu frappe, par application de la loi du 29 juin 1872, les primes de remboursement afférentes à des obligations émises par des collectivités françaises, alors même que le remboursement est réalisé par voie de rachat en bourse. Dans cette hypothèse, il importe peu que la société ignore la personne des vendeurs et se trouve ainsi dans l'impossibilité de récupérer la taxe dont elle est redevable. La raison en est que l'impôt est dû aussi bien par les sociétés que par les obligataires et qu'il constitue même, au premier chef, une dette directe de la société (Sol. des 27 février et 29 mars 1928; Cass. 19 novembre et 17 décembre 1906, D. P. 1907-1-354; Marseille, 10 décembre 1928; Béthune, 9 novembre 1932, R. E. 9861; Contra, Strasbourg, 17 juin 1934, R. E. 10259).

Le principe d'équivalence des charges des sociétés françaises et étrangères devrait donc commander la perception de la taxe du revenu sur les primes de remboursement des obligations, rentes ou autres effets publics émis par les sociétés et collectivités étrangères non abonnées au cas de rachat en bourse.

Mais, le régime légal de l'impôt paraît s'opposer à une pareille solution (Sol. du 12 juin 1933).

Sans doute, l'article 34 de la loi du 29 mars 1914¹ dispose que la retenue de l'impôt est opérée par le banquier ou toute autre personne qui effectue en France le *paiement* des intérêts ou autres produits, qui, depuis la loi de 1929, englobent les primes de remboursement. De même, l'article 35 de la loi de 1914 vise quiconque fait profession d'*acheter* des coupons, chèques ou autres instruments de crédit. Ces dispositions permettraient donc, en principe, d'imposer la retenue de la taxe à l'établissement de crédit qui, agissant au nom de la collectivité émettrice, achète des obligations sur le marché français, à un prix supérieur au taux d'émission.

Mais il convient d'observer que l'impôt institué sur les produits des valeurs mobilières étrangères non abonnées est un impôt essentiellement personnel dont le paiement ne peut être réclamé qu'aux porteurs; à la différence des collectivités françaises, les sociétés étrangères non abonnées ne peuvent être actionnées en paiement de l'impôt, dès l'instant où elles n'ont pas pris, vis-à-vis du Trésor français, l'engagement d'acquitter les taxes auxquelles donne ouverture la circulation, en France, de leurs titres. Aussi bien, l'article 35 précité dispose-t-il que l'impôt cédulaire est immédiatement retenu par l'établissement payeur, aux dépens de la personne qui demande le paiement des coupons, ou avancé par cet établissement « si, par suite des contrats existants, l'impôt est à la charge de l'émetteur du titre ». Il s'ensuit qu'en dehors de cette dernière hypothèse, le prélèvement ou le versement de l'impôt au Trésor ne peut être imposé à l'intermédiaire qui n'a pas la possibilité de le retenir sur le bénéficiaire des produits.

Tel est précisément le cas lorsque la prime de remboursement est payée à l'occasion d'un rachat en bourse. Le banquier vendeur ignore que l'opération aboutira au remboursement du titre; le banquier acheteur, de son côté, s'il agit au nom de l'émetteur et s'il sait ainsi que l'achat opère l'extinction de l'obligation ne connaît pas la contre-partie; aucun des deux n'a donc la possibilité de retenir l'impôt et de se conformer aux prescriptions des articles 35 et 36 de la loi du 29 mars 1914. L'Administration, elle-même, ne saurait être admise, par les moyens de contrôle dont elle dispose, à constater le rachat opéré et à demander l'impôt, puisque sa réclamation, en faisant connaître au vendeur la personnalité de l'acheteur, violerait le secret absolu des opérations de bourse. Une pareille réclamation heurterait enfin l'équité en aboutissant à faire payer un lourd tribut à un vendeur, alors que tel autre ayant réalisé la même valeur, au même prix et à la même date, n'aurait aucun impôt à acquitter dès lors que l'achat aurait été effectué par un autre que l'émetteur.

Mais, bien entendu, il n'en serait pas de même si l'impôt avait été contractuellement pris en charge par la collectivité émettrice; dans ce cas, il appartient au banquier acheteur, qui connaît bien la personnalité de l'émetteur pour lequel il opère, de faire l'avance de l'impôt pour le compte de ce dernier.

Au surplus, la question paraît manquer d'intérêt pratique. Il

est certain, en effet, que si l'on décidait d'assujettir à l'impôt cédulaire les collectivités étrangères qui rachètent leurs titres d'emprunts sur le marché français, celles-ci s'empresseraient de recourir à un intermédiaire étranger, laissant ainsi ignorer au Trésor et à l'établissement français chargé d'exécuter l'ordre d'achat, la destination des titres.

II. — Lots

75. DÉFINITION. — Le lot présente les mêmes caractères que la prime de remboursement. Comme elle, c'est un produit extraordinaire des titres, un accroissement en capital distribué par les sociétés, sur des revenus accumulés, aux porteurs favorisés par le sort.

Le lot se distingue, d'ailleurs, aisément de la prime. Alors que la prime constitue un bénéfice de remboursement d'une quotité uniforme pour tous les souscripteurs, bien que payable à des époques différentes suivant les résultats des tirages, le lot est un bénéfice d'une quotité variable généralement qui ne profite qu'à certains porteurs désignés par le sort. Ainsi que le fait remarquer M. Maguero (2^e éd., v^o Impôt sur le revenu, n^o 332), « l'identité de traitement pour toutes les obligations quant à la somme payée lors du remboursement, tel est le critérium exact qui fonde la distinction de la prime et du lot. »

La loi du 21 juin 1875 donne du lot la définition suivante : « la valeur du lot est constituée par le montant même du lot en monnaie française ».

Encore qu'aucune référence n'existe en ce qui concerne les lots, de la loi de 1929 à la loi de 1875, nous acceptons cette définition, qui, remarquons-le, à la différence de la prime, fait abstraction, pour la détermination de son montant, de la somme versée lors de l'émission.

Faisons immédiatement observer qu'en cette matière, les valeurs mobilières étrangères non abonnées jouissent d'un régime plus libéral que les valeurs françaises ou les valeurs étrangères abonnées, puisque le lot, en ce qui les concerne, est frappé d'un impôt de 20 0/0, alors que, pour les deuxièmes, l'impôt est de 36 0/0.

76. LOTERIES. — Par sa référence directe à la loi du 29 mars 1914 et indirecte à la loi du 29 juin 1872, l'article 9 de la loi du 31 juillet 1929, qui a assujéti les lots à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées, ne saurait atteindre que les lots payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations et tous autres titres d'emprunts visés par l'article 31 de la loi du 29 mars 1914.

La taxe ne peut donc frapper les lots échus dans les loteries étrangères aux numéros, bons et billets favorisés par le sort. Le lot, dans ce cas, n'est d'ailleurs qu'un accroissement de capital et il ne peut représenter des intérêts accumulés. (Sol. 21 septembre 1933).

§ III. — Tantièmes, jetons de présence et rémunérations diverses

I. — Administrateurs

77. L'article 12 de la loi du 13 juillet 1911, en ajoutant un 4^e paragraphe à l'article 1^{er} de la loi du 29 juillet 1872, a assujéti à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières les bénéfices qui, par suite de dispositions statutaires, sont distribués aux membres des conseils d'administration des sociétés, compagnies et entreprises désignées dans les paragraphes précédents.

Par sa référence à ces paragraphes, ce texte limitait donc l'application de l'impôt aux bénéfices distribués aux administrateurs de sociétés françaises, seules visées par les trois premiers paragraphes de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872. Il ne permettait pas d'atteindre les bénéfices distribués aux administrateurs des sociétés étrangères, qui ne sont soumises à une taxe équivalente à celle dont est frappé le revenu des valeurs françaises que par l'article 4 de la loi du 29 juin 1872.

L'article 12 de la loi du 30 décembre 1916 a, en partie, comblé cette lacune, en assujettissant à la taxe les bénéfices distribués, par suite de dispositions statutaires, aux administrateurs, domiciliés ou résidant en France, des sociétés étrangères abonnées, et en imposant à ces sociétés — comme aux sociétés françaises — l'obligation de faire l'avance de ladite taxe. Cette disposition prévoyait même qu'à défaut de paiement par les sociétés, le recouvrement de la taxe pourrait être poursuivi directement contre chacun des administrateurs domiciliés ou résidant en France.

Dès lors, sous l'empire de cette législation, l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers frappait tous les bénéfices distribués aux administrateurs des sociétés françaises et des sociétés étrangères abonnées; les bénéfices touchés par les administrateurs des sociétés étrangères non abonnées en restaient exempts.

Mais, par la suite, est intervenu l'article 17 de la loi du 29 avril 1926, ainsi conçu : « Les jetons de présence et rémunérations diverses des administrateurs des sociétés par actions sont soumis à l'impôt de 12 0/0, sans décimes, établi sur les tantièmes d'administrateurs par l'article 12 de la loi du 13 juillet 1911 et les lois postérieures ».

Par la généralité de ses termes, ce texte englobe toutes les sociétés par actions, qu'elles soient françaises ou étrangères, sans distinguer, parmi ces dernières, suivant qu'elles sont ou non soumises au régime de l'abonnement.

En définitive, dès cette époque, l'impôt atteignait : d'une part, les tantièmes des sociétés françaises et étrangères abonnées et, d'autre part, les rémunérations diverses et jetons de présence distribués par toutes les sociétés par actions, françaises ou étrangères même non abonnées.

Deux lacunes subsistaient encore, l'une ayant trait aux tantièmes des administrateurs de sociétés étrangères non abonnées et l'autre concernant le mode de recouvrement de l'impôt dû par ces mêmes administrateurs, la loi du 30 décembre 1916 ne visant que les sociétés abonnées; c'est pour les combler qu'est intervenu l'article 9, 2^e et 3^e alinéas, de la loi du 31 juillet 1929.

Ce texte est ainsi conçu : « L'impôt établi par les articles 12 « de la loi du 13 juillet 1911, 79 de la loi du 13 juillet 1925, 17 « de la loi du 29 avril 1926 et 4 de la loi du 19 décembre 1926, « est applicable aux bénéfices, jetons de présence et rémunéra- « tions des administrateurs et des membres des conseils d'admini- « strations des sociétés et compagnies étrangères non abonnées « qui sont domiciliés en France ou y résident. La taxe est ac- « quittée, dans les trois premiers mois de chaque année, sous « peine de l'amende prévue à l'article 37, dernier alinéa, de la loi « du 29 mars 1914, sur une déclaration souscrite par le bénéfici- « aire au bureau de l'enregistrement du lieu de son domicile « ou de sa résidence et faisant connaître le montant détaillé des « tantièmes, jetons de présence et rémunérations diverses. »

Il résulte de la combinaison de ces divers textes que les jetons de présence et rémunérations diverses perçus par les membres des conseils d'administration des sociétés étrangères non abonnées sont assujettis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers en vertu de la loi du 29 avril 1926 et que, en ce qui concerne ces revenus particuliers, la loi du 31 juillet 1929 n'a eu d'autre effet que de modifier le mode de paiement de l'impôt. Mais cette loi ne peut être considérée comme constituant le titre initial de l'imposition. (D. m. f. 28 février 1934; Inst. 4034, § 7; 3901, § 25).

Toutefois, en ce qui concerne les tantièmes perçus par les administrateurs de sociétés étrangères non abonnées, ils ne sont

frappés de la taxe qu'à compter de la mise en vigueur de l'art. 9 de la loi du 31 juillet 1929.

78. BASES DE LA LIQUIDATION DE L'IMPÔT. — L'impôt qui atteint les allocations des administrateurs des sociétés étrangères non abonnées *est le même que celui qui atteint les allocations des administrateurs des sociétés françaises* et non l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées.

De ce caractère, nous tirerons d'importantes conséquences en ce qui concerne le tarif, le fait générateur et l'incidence de l'impôt.

D'autre part, les allocations imposables sont, en principe, les mêmes que celles allouées aux membres des conseils d'administration des sociétés françaises. L'étude de cette question échappe évidemment au cadre de cet ouvrage. Nous nous bornerons donc à donner quelques renseignements d'ordre général.

L'administration d'une *société anonyme* appartient à des mandataires, appelés administrateurs ou, plus exactement, au conseil d'administration, organe collectif formé par la réunion des administrateurs délibérant en commun (Cf. Houpin et Bosvieux, *Traité des Sociétés*, 6^e édition, t. 2, n^{os} 1050, 1054, 1085 et 1087; Dalloz, *Rép. pr.*, v^o *Sociétés*, n^o 3029 et sv.).

Mais, comme le conseil ne saurait siéger en permanence, ni pourvoir à tous les détails de la gestion sociale journalière, une partie de ses pouvoirs, notamment en ce qui concerne la direction et l'expédition des affaires courantes, est, d'ordinaire, déléguée, soit par le pacte social, soit par l'assemblée générale, soit par le conseil lui-même, à un ou plusieurs « directeurs » (L. 24 juillet 1867, art. 22), mandataires substitués, qui, s'ils sont choisis dans le sein du conseil, prennent le titre d'administrateurs-délégués (Cf. Houpin et Bosvieux, n^{os} 1112 et 1113; Dalloz, n^{os} 3402; 3403, 3408 et 3426).

Par ailleurs, la surveillance et la direction, sous l'autorité du conseil, soit de l'exploitation industrielle ou commerciale de la société, soit des usines, ateliers et bureaux, sont, le plus souvent, confiés par les statuts, l'assemblée générale ou le conseil, à des employés supérieurs nommés « directeurs techniques » ou « directeurs commerciaux » et qui peuvent être pris parmi les administrateurs (Cf. Houpin et Bosvieux, 1121).

Ainsi, il arrive — et il est licite — que des membres d'un conseil d'administration cumulent, avec leur mandat d'administrateur proprement dit (qui consiste dans l'administration générale, collégiale et, en quelque sorte, intermittente de la société), les fonctions spéciales de directeur, au sens de la loi de 1867, c'est-à-dire d'administrateur délégué (chargé de la gestion courante) ou de directeur technique, commercial ou administratif (préposé au fonctionnement des rouages de l'entreprise), voire même ces deux fonctions à la fois (Cf. Houpin et Bosvieux, n° 1121).

C'est en considération de cette situation du droit commercial, que sont intervenus, dans le domaine fiscal, les articles 79 de la loi du 13 juillet 1925 (Inst. 3860 § 27), 17 de la loi du 29 avril 1926 (Inst. 3901, § 25) et 4 de la loi du 19 décembre 1926 (Inst. 3937, § 1^{er}), textes de la combinaison desquels se dégage la règle de taxation ci-après :

a) les rémunérations de toute nature, que les administrateurs perçoivent, *en tant que tels*, rentrent dans la cédule du revenu des valeurs mobilières;

b) les rémunérations, *de toute nature*, qu'ils perçoivent, le cas échéant, en qualité d'administrateurs-délégués ou d'administrateurs-directeurs, à titre de *rétribution du travail particulier qu'ils assument* de ce chef, sont cotisables à la cédule, moins onéreuse, des traitements et salaires.

Pour l'application de cette discrimination théorique, il convient de subordonner, dans chaque espèce, le classement dans la cédule des salaires, d'une somme quelconque touchée par un administrateur, à deux conditions nécessaires et suffisantes :

1° d'abord et surtout, qu'il existe dans les documents sociaux (statuts, résolutions de l'assemblée générale, délibérations du conseil) une clause nommant l'intéressé délégué ou directeur technique, directeur commercial, directeur administratif, avec pouvoirs *ad hoc*, et stipulant à son profit, de ce chef, la rémunération envisagée, car la qualité suppose un titre régulier de nomination;

2° Ensuite et subsidiairement, que lesdites nomination et rétribution correspondent à un rôle effectif de gestion permanente ou de direction quotidienne, car à défaut (soit que l'intéressé ne soit que nominalelement délégué ou directeur, soit encore que sa rémunération à ce titre apparaisse exagérée, ce qui serait le cas, no-

tamment, si son montant était fixé de manière à absorber les bénéfices et, par conséquent, à empêcher toute distribution), la clause susvisée serait, en tout ou en partie, entachée de fictivité ou de simulation, donc susceptible d'être discutée par l'Administration (Sol. 17 mars 1933).

Par application de ces principes, on doit considérer comme constituant des allocations imposables :

1° celles allouées, à titre personnel, à certains membres des conseils d'administration, en rémunération de services exceptionnels, car elles présentent le caractère de revenu d'apport d'industrie (Cass. civ. 13 novembre 1929, Inst. 4056, § 14);

2° celles allouées, sous le nom de jetons de présence, par prélèvement sur les bénéfices (Cass. req. 4 janv. 1932, Inst. 3736, § 7);

3° celles allouées aux administrateurs à titre de remboursement forfaitaire de leurs frais de mission (D. m. f. 11 janvier 1927, Inst. 4030, § 10);

4° celles attribuées annuellement et également à tous les administrateurs en rémunération des services accomplis dans l'exercice de leurs pouvoirs statutaires (Cass. req. 18 avril 1931, Inst. 4121, § 10);

5° celles allouées, en vertu des statuts, à titre de part de bénéfices, à l'administrateur délégué, directeur d'une société (Cass. 30 nov. 1921, Inst. 3736, § 5; 16 juillet 1925, Inst. 3896, § 3).

Au contraire, ne sont pas imposables, les allocations attribuées, à titre supplémentaire, à certains administrateurs pour les rémunérer du travail spécial assuré par eux comme administrateurs délégués (Cass. req. 18 avril 1931, Inst. 4121, § 10).

II. — Actionnaires

79. JETONS DE PRÉSENCE PAYÉS AUX ACTIONNAIRES A L'OCCASION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES. — L'article 31 de la loi du 29 mars 1914 soumet à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers « les dividendes, intérêts... et tous autres produits des actions... des sociétés ». La formule très générale employée par cette loi permet d'atteindre toutes les sommes perçues par l'actionnaire à un titre autre que celui d'une restitution de son apport. En conséquence, l'Administration soutenait qu'en vertu du texte précité,

les jetons de présence alloués aux actionnaires présents ou représentés aux assemblées générales des sociétés devaient être assujettis à l'impôt sur le revenu.

L'article 20 de la loi du 31 mars 1932, dû à l'initiative parlementaire, consacre, à cet égard, la doctrine administrative (Conf. Rapport de M. Abel Gardey, rapporteur général de la Commission des Finances du Sénat; Annexe n° 291, page 21, au procès-verbal de la 2^e séance du 8 mars 1932) en précisant que « l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers est applicable aux jetons de présence payés aux actionnaires à l'occasion des assemblées générales ».

Bien qu'il fasse rentrer expressément les jetons de présence dans la catégorie des « produits » de l'action, ce texte déroge, néanmoins, aux règles d'exigibilité et d'assiette de l'impôt sur le revenu qui, pour les dividendes comme pour les autres produits, atteint l'ensemble des sommes mises à la disposition des actionnaires, lors même que l'appropriation effective de ces revenus n'aurait pas été obtenue par tous les ayants droit.

L'article 20 dispose, en effet, que l'impôt sur le revenu est applicable « aux jetons de présence payés aux actionnaires ». Il en résulte que, sous cette application particulière, l'exigibilité de l'impôt est subordonnée au paiement effectif; l'impôt ne frappe donc pas le montant total des jetons que les sociétés auraient eu à verser si toutes les actions composant leur capital avaient été représentées à l'assemblée générale; non plus que les jetons dus par les sociétés pour rémunérer la représentation réelle des actions; il atteint seulement les jetons de présence effectivement payés aux actionnaires présents ou représentés.

Mais, dans cette mesure, les jetons de présence sont passibles de l'impôt, sans qu'il y ait à distinguer suivant qu'ils sont prélevés sur les bénéfices ou imputés sur les frais généraux de la société; d'autre part, c'est le montant nominal de ces allocations qui doit être pris pour base de la perception sans aucune déduction des frais que l'actionnaire a pu supporter en vue d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale.

Le texte nouveau, dans la généralité de ses termes, englobe toutes les sociétés par actions françaises ou étrangères, sans distinguer, parmi ces dernières, suivant qu'elles sont ou non soumises au régime de l'abonnement (Inst. 4117).

§ IV. — Produits exonérés

80. On peut, parmi les produits exonérés, distinguer :

- 1° ceux qui ne constituent pas un revenu de valeurs mobilières;
- 2° ceux qui sont exemptés par suite de la référence de la loi de 1914 à celle de 1872;
- 3° ceux qui sont spécialement exemptés par la loi;
- 4° ceux qui sont exemptés par suite de conventions diplomatiques.

I. — Produits qui ne constituent pas un revenu de valeurs mobilières

81. L'article 31 de la loi du 29 mars 1914 est conçu en termes généraux et compréhensifs. Le législateur a entendu ne laisser en dehors de la taxe aucun des revenus provenant des capitaux versés dans les sociétés ou prêtés aux collectivités, soit que ces capitaux aient été apportés et qu'ils soient soumis aux risques de l'entreprise, soit qu'ils présentent le caractère de prêts.

Mais, s'il est vrai que l'exigibilité de la taxe soit indépendante de la nature et de l'origine des produits distribués, il est non moins certain que l'impôt ne frappe que les bénéfices au sens juridique du mot, c'est-à-dire les sommes et valeurs allouées aux actionnaires, en leur qualité d'associés, pour les rémunérer de leur apport, ou aux obligataires en vertu des clauses du contrat de prêt.

Par application de cette règle, il a été reconnu qu'échappent à la taxe :

1° les émoluments distribués aux actionnaires ou à quelques-uns d'entre eux, en vertu d'un contrat distinct du pacte social. Ainsi la taxe n'est pas applicable à la portion des bénéfices que certains actionnaires touchent en tant que créanciers du prix des marchandises qu'ils ont fournies à la société (Cognac 26 janv. 1875, R. P. 4371; J. E. 20120; J. P. 75830);

2° la remise qu'une compagnie d'assurances consent à ses actionnaires sur les primes des contrats passés par eux avec la société. Il est, en effet, juridiquement impossible d'assimiler ces primes à des dividendes ou intérêts payés par la Compagnie, puisqu'elles ne sont qu'un sacrifice fait par elle pour faciliter le placement des actions et pour s'attirer des affaires (Cass. civ. 13 mai 1889, R. P. 7270);

3° les rentes qui sont servies à titre viager à la suite d'un versement de capital aliéné, car en l'espèce, il s'agit d'un titre obligatoire, qui n'est pas susceptible d'être assimilé, à aucun point de vue, aux titres de fonds d'Etats étrangers ou de sociétés étrangères (Sol. 7 mai 1883, 7 août 1883, 19 juin 1916; C. P. Seine 10 janv. 1933);

4° des sommes qui sont payées comme rémunérations de services rendus.

Mais, il n'en serait pas ainsi si ces rémunérations masquaient en réalité des dividendes.

L'Administration a eu à se prononcer dans une affaire toute spéciale.

D'après un contrat de nature commerciale, une société française recevait de sa filiale étrangère, d'une part, une commission dont le taux était prévu d'après la quantité de marchandise vendue, et en outre, en représentation de ses débours, « une somme forfaitaire déterminée d'année en année suivant proposition faite en temps utile ». Dès lors, si la Régie s'était trouvée liée par les termes du contrat, on aurait dû reconnaître que l'intégralité des sommes acquittées par la filiale à la société mère constituait, non pas des bénéfices, mais seulement la rémunération de services et le remboursement de frais. Ainsi définies, ces sommes échappaient, en raison de leur nature, à la taxe du revenu.

Mais l'Administration a pu, en vertu du droit qui lui est reconnu par la jurisprudence « de restituer aux actes la portée des stipulations qu'ils contiennent », reconnaître, en raison des circonstances de l'affaire (contrôle absolu exercé par la société mère possédant la totalité des actions, fixation avant bilan et à une somme supérieure aux bénéfices réalisés de la rémunération, impossibilité pour la filiale de rémunérer son capital), qu'une partie des rémunérations étaient de véritables dividendes et comme telles imposables (Sol. 16 et 27 mai 1933);

5° les intérêts d'un marché de fournitures ou d'un prix de vente, servis par un état étranger ou une société étrangère non abonnée (D. m. f. 3 novembre 1931; Sol. 5 décembre 1931; D. m. f. 9 mai 1932; Sol. 11 juin 1932; D. m. f. 2 juillet 1932; D. m. f. 18 juin 1934).

Alors même que la société aurait changé de créancier par l'effet d'un paiement avec subrogation, conformément à l'art. 1250,

n° 2, du C. C., car la subrogation n'emporte pas novation et laisse subsister la dette avec son caractère primitif (Sol. 21 mai 1873; 24 juillet 1882, R. P. 5990; 17 nov. 1882; 27 février 1884; 30 juillet 1885; 4 octobre 1887; 28 nov. 1888, J. E. 23140; Cass. 19 janv. 1858, Inst. 2118, § 8).

Mais il n'en est pas de même quand, à la suite d'une novation, la nature originaire du contrat générateur d'intérêts disparaît pour faire place à un véritable prêt.

En voici un exemple : Par deux lois des 7 septembre 1931 et 15 juillet 1932, l'Etat de l'Uruguay a prononcé un moratoire pour tous les règlements de créances commerciales possédées par des étrangers contre ses ressortissants. Ce moratoire, prévu pour une période qui devait prendre fin le 31 décembre 1933, s'est prolongé pour un temps indéterminé. Les créanciers, qui entendent être payés, sont donc obligés d'accepter, en paiement, des obligations or, 6 0/0, à 5 ans, émises par l'Etat de l'Uruguay, qui se charge du recouvrement contre ses ressortissants. En un mot, par un acte unilatéral, l'Etat de l'Uruguay s'est substitué aux débiteurs et a contraint les créanciers étrangers à subir un emprunt forcé.

On ne peut donc que reconnaître que les obligations or délivrées aux créanciers français, qui ont accepté l'opération proposée par le Gouvernement uruguayen, présentent tous les caractères d'effets publics d'un gouvernement étranger. Les produits de ces obligations sont, dès lors, passibles de la taxe sur le revenu de 20 0/0.

Il n'est pas possible d'admettre le contraire sous le prétexte que les produits dérivent d'une opération de nature commerciale, car l'opération réalisée par l'Etat étranger emporte novation.

D'une part, il y a novation par changement de la nature de la dette, qui, de commerciale qu'elle était à l'origine, devient civile. D'autre part, on se trouve en présence d'une novation par changement de la cause, puisque la créance qui procédait d'une vente dérive, à l'avenir, d'un prêt. Enfin, la novation résulte du changement de débiteur, puisque l'Etat de l'Uruguay se substitue, de son propre chef, d'ailleurs, aux ressortissants de ce pays, débiteurs originaires (Sol. 15 mars 1933; — 16 mars 1933; 30 sept. 1933; 20 avril 1934; D. m. f. 6 octobre 1933).

Cette solution, fondée en principe, entraîne néanmoins des

conséquences rigoureuses pour les commerçants importateurs français, conséquences qui viennent, par surcroît, s'ajouter à des pertes sensibles, dont nos nationaux ne sont pas responsables. L'opération se traduit, en effet, pour eux, en raison de la novation qu'ils sont, en fait, obligés d'accepter par une remise de papier difficilement négociable, qui alourdit leur trésorerie. De plus, l'intérêt de 6 0/0, versé par l'Etat étranger, est le plus souvent inférieur à celui qu'ils acquittent aux banques.

Aussi bien, croyons-nous savoir que l'on envisage une mesure législative d'exception pour mettre fin à cette situation.

II. — Produits exemptés à raison de la référence
de la loi de 1914 à celle de 1872

82. Si, l'article 31 de la loi du 29 mars 1914, après avoir énuméré, dans son paragraphe 1^{er}, par référence à l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872, les sociétés françaises dont les produits sont assujettis à la taxe du revenu, en excepte formellement les collectivités affranchies de l'impôt par les lois subséquentes, le paragraphe 2 du même article ne reproduit pas cette exception en ce qui concerne les sociétés étrangères.

Il aurait pu, dès lors apparaître nécessaire de décider que l'exonération formulée par la loi devait être restreinte aux titres des sociétés françaises et refusée aux valeurs étrangères. Cette manière de voir aurait, au surplus, été conforme aux dispositions de l'article 33 de la loi du 29 mars 1914, qui ne renvoie aux lois de 1872, 1875 et subséquentes qu'en matière d'impôt sur le revenu des valeurs émises par les sociétés françaises, les sociétés étrangères abonnées et les colonies.

L'Administration n'a pas cru devoir, néanmoins, s'arrêter à cette solution.

L'article 32 de la loi du 29 mars 1914 dispose, en effet, que le revenu imposable est déterminé, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 29 juin 1872. De cette référence, il résulte, nécessairement, que les exceptions admises, postérieurement à la loi de 1872, en faveur des sociétés françaises, s'étendent, *ipso facto*, aux collectivités étrangères.

D'ailleurs, le principe d'équivalence, qui, en cette matière, forme la base de la législation, s'opposerait à ce que l'on traitât d'une manière différente ces deux catégories de sociétés.

L'Administration met toutefois une condition au bénéfice de l'exemption : il faut que la société étrangère présente toutes les caractéristiques de la société française exonérée. Nous ne pouvons qu'approuver cette décision : la plupart des exonérations consenties par le législateur ont été édictées dans un but d'intérêt national et il serait illogique d'étendre ces immunités à des sociétés qui, ayant le siège de leur entreprise à l'étranger, ne sont aucunement indispensables à notre vie nationale et à notre économie.

Conformément à cette doctrine et sous cette condition, l'Administration a admis l'exemption en faveur :

1° des produits des parts d'intérêts touchés par des Français dans les sociétés étrangères en nom collectif (Rép. du Min. à la quest. écr. de M. Garat, député, *J. off.* 24 février 1928, Déb. Ch., p. 391, 1^{re} col.);

2° des produits des parts d'intérêts ou d'actions dans les sociétés coopératives étrangères de production (Sol. 17 mars 1916);

3° des produits des emprunts contractés par les sociétés étrangères en nom collectif, produits passibles de l'impôt sur le revenu des créances (Rép. du Min. à la quest. écr. de M. Le Guen, député, *J. off.* 17 avril 1923, Déb. parl. Ch., p. 1744, col. 2).

Par contre, l'exemption a été refusée aux produits touchés par les gérants français, dans une société « limited » anglaise, cette forme de société n'ayant pas les caractères de la société à responsabilité limitée de notre législation (D. m. f. 2 mai 1927).

Nul doute, de même, et bien que la question ne paraisse pas s'être posée, que l'Administration n'accorderait l'exonération aux sociétés exonérées par la loi française, sous la réserve bien entendu que la société étrangère présente les mêmes caractères de droit que la société française exemptée.

Il est bien certain que la plupart de ces exonérations sont subordonnées à des conditions telles qu'il est rare qu'elles puissent s'appliquer. Mais, il ne s'agit pas cependant d'une simple hypothèse, puisque nos lois sont quelquefois adoptées sans retouche par les pays de protectorat et les territoires sous mandat français.

Nous allons énumérer les exonérations en question :

1° les produits des parts d'intérêts dans les sociétés commerciales en nom collectif (L. 1^{er} déc. 1875, art. 1^{er});

2° les produits des sociétés en commandite, dont le capital n'est pas divisé par actions, et autres que ceux du montant de la commandite (L. 1^{er} décembre 1875, art. 1^{er});

3° les produits des parts revenant dans les sociétés à responsabilité limitée à deux associés gérants seulement et n'excédant pas 50.000 fr. pour chacun (L. 7 mars 1925, art. 42, modifié par loi 28 février 1933, art. 47);

4° les produits des emprunts contractés par les sociétés en nom collectif pures et simples (L. 28 avril 1893, art. 36);

5° les intérêts des sommes inscrites sur les livrets des caisses d'épargne (L. 31 juillet 1917, art. 39);

6° les produits des actions de travail des sociétés anonymes à participation ouvrière visées par la loi du 26 avril 1917, dans lesquelles le nombre de ces actions est égal au moins au quart du capital;

7° Les produits des parts formant le capital des sociétés de crédit maritime mutuel instituées par la loi du 4 décembre 1913;

8° les sociétés de caution mutuelle dont les statuts et le fonctionnement sont reconnus conformes aux dispositions de la loi du 13 mars 1917, ainsi que les banques populaires qui remplissent les conditions déterminées par ladite loi sont exemptes de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières; mais, au vu des rapports établis par l'inspection générale des finances ou par le service de l'inspection de la chambre syndicale des banques populaires, le ministre des finances a qualité pour retirer le bénéfice total ou partiel des exonérations accordées aux banques populaires par l'article 111 et le premier alinéa du présent article;

9° les sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives d'artisans visées dans la loi du 27 décembre 1923 (exonérées de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières);

10° les intérêts, arrérages et tous autres produits des ouvertures de crédit et des prêts consentis en exécution de la convention approuvée par la loi du 1^{er} août 1928 (exempts de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers);

11° les intérêts de tous les prêts consentis par les caisses de crédit maritime mutuel, constituées et fonctionnant conformément à la loi du 4 décembre 1913.

12° L'impôt sur le revenu ne s'applique :

1° ni aux parts d'intérêts, emprunts ou obligations des sociétés

de crédit mutuel et des sociétés coopératives visées dans la loi du 5 août 1920, ainsi que des sociétés d'intérêt collectif agricole ayant bénéficié d'avances de l'Etat;

2° ni aux intérêts des prêts consentis, même avant le 1^{er} janvier 1928, par les caisses de crédit agricole constituées et fonctionnant conformément à ladite loi;

3° ni aux intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes courants ouverts dans les établissements de crédit aux noms des caisses de crédit mutuel agricole.

L'exonération n'est pas étendue aux intérêts des dépôts effectués par les non-adhérents auxdites caisses;

13° Sont affranchies de l'impôt sur le revenu :

1° les actions et parts d'intérêts des sociétés d'habitations à bon marché et des sociétés de crédit immobilier telles qu'elles sont définies dans la loi du 5 décembre 1922, des sociétés de bains-douches et des sociétés de jardins ouvriers, ainsi que des sociétés fonctionnant pour l'application de l'article 46 de cette loi, pourvu qu'elles justifient de l'observation des prescriptions de ladite loi par tous les acquéreurs de jardins ou champs;

2° les obligations et emprunts des collectivités désignées au n° 1° qui précède, les emprunts contractés par les offices publics d'habitations à bon marché créés en vertu des articles 8 et suivants de la loi précitée, et par les unions de sociétés et les unions d'offices, en exécution de l'article 5 de la loi du 13 juillet 1928;

3° les prêts consentis ou les dépôts effectués tant par les collectivités désignées au n° 1° qui précède que par les offices publics et les fondations d'habitations à bon marché constitués et fonctionnant conformément à la loi du 5 décembre 1922 et par les associations reconnues d'utilité publique en vertu de l'article 32 de cette loi;

4° les prêts consentis aux particuliers par les caisses d'épargne en exécution de l'article 37 de ladite loi.

14° Les prêts consentis par les caisses départementales en exécution de la loi du 15 mars 1928, facilitant l'aménagement des lotissements défectueux, sont exonérés de l'impôt sur le revenu.

15° les arrérages, intérêts et autres produits des prêts consentis sous une forme quelconque par des sociétés françaises, constituées par actions qui émettent ou souscrivent en représentation de ces prêts des obligations ou autres titres d'emprunt soumis

eux-mêmes à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Les prêts exonérés ne pourront jamais excéder le montant des obligations et titres émis ou souscrits, et il devra en être justifié par la société.

16° les intérêts des créances hypothécaires ou privilégiées en représentation desquelles les sociétés ou compagnies autorisées par le Gouvernement à faire des opérations de crédit foncier ont émis des obligations, titres ou valeurs soumis eux-mêmes à l'impôt sur le revenu;

17° les parts d'intérêts, actions, emprunts ou obligations des sociétés de toute nature, dites de coopération, formées exclusivement entre ouvriers et artisans.

La même exception s'applique aux associations de toute nature, quels qu'en soient l'objet et la dénomination, formées exclusivement par ces sociétés coopératives.

18° les sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit, ainsi que les banques coopératives ouvrières visées par le titre II du livre III du code du travail et de la prévoyance sociale;

19° Lorsqu'une société française réunit, en vue d'assurer les droits des porteurs français, les actions ou obligations d'une ou plusieurs sociétés étrangères et qu'elle délivre, en représentation de ces actions ou obligations, des titres spéciaux émis par elle-même comportant l'indication précise des titres que chacun d'eux a pour but de remplacer, ces titres sont exemptés du droit de timbre proportionnel édicté par le titre 1^{er} (art. 1^{er} et 12) et les produits de ces titres seront, pour chaque exercice, exonérés de la taxe sur le revenu dans la mesure où il sera justifié qu'ils correspondent aux dividendes et intérêts distribués par la ou les sociétés étrangères pour le même exercice et que ces revenus ont acquitté l'impôt;

20° les intérêts, arrérages et tous autres produits des emprunts contractés par les sociétés et unions de sociétés de secours mutuels, ainsi que par les dispensaires publics et privés, dans les conditions prévues par les paragraphes 2 de l'article 8 et 1^{er} de l'article 9 de la loi du 15 avril 1916.

La même exemption s'applique aux emprunts contractés par les départements, communes et autres collectivités dans les conditions prévues par l'article 6 de la loi du 7 septembre 1919.

21° les intérêts, arrérages et tous autres produits des prêts consentis par les sociétés ou unions de sociétés de secours mutuels libres, approuvées ou reconnues d'utilité publique, aux organisations visées à l'article 20, 2° a) de la loi du 1^{er} avril 1898 modifiée, qui se proposent de réaliser, au bénéfice des adhérents desdites sociétés ou unions, les œuvres prévues à l'alinéa f) de l'article 8 de ladite loi.

III. — Produits exemptés en vertu de textes spéciaux

83. VALEURS DÉPOSÉES OBLIGATOIREMENT A L'ÉTRANGER PAR LES COMPAGNIES D'ASSURANCES. — Aux termes de l'article 77 de la loi du 13 juillet 1925, « sont dispensés de la taxe sur le revenu « établie par les art. 31, 34 et 42 de la loi du 29 mars 1914 sur « le revenu des valeurs mobilières étrangères qui ne sont pas « soumises au régime de l'abonnement, les dividendes, intérêts, « arrérages et tous autres produits de valeurs mobilières étran- « gères que les sociétés d'assurances et de réassurances françaises « sont obligatoirement tenues de déposer et de maintenir en dé- « pôt à l'étranger en vertu des lois locales pour constituer des « cautionnements, des réserves mathématiques et toutes autres « réserves pour sinistres à régler et pour risques en cours. — « Cette exonération est subordonnée à la justification des dépôts « ainsi constitués à l'étranger; elle cesse lorsque ces dépôts ne « sont plus obligatoires ».

Cette disposition a pour but d'alléger la surcharge fiscale qui pèse sur les sociétés dont il s'agit en raison des impôts qu'elles doivent supporter à l'étranger du chef de ces mêmes valeurs et de favoriser ainsi notre expansion à l'extérieur.

L'immunité est prononcée strictement par la loi et elle peut être étendue sous aucun prétexte aux produits des valeurs mobilières étrangères non abonnées que les compagnies d'assurances ne sont pas *obligatoirement* tenues, par les lois des pays où elles opèrent, de déposer à titre de cautionnement ou de réserves mathématiques ou autres. Elle cesse dès que les dépôts ne sont plus obligatoires.

Elle est en outre subordonnée à la condition que la justification de l'existence et du caractère obligatoire du dépôt soit fournie à l'Administration.

Signalons que l'exonération accordée par la loi du 13 juillet

1925 avait été formellement refusée antérieurement par l'Administration (D. m. f. 9 avril 1925), mais que, par une solution bienveillante du 28 avril 1927, il a été admis à titre exceptionnel que l'exemption s'appliquerait à tous les produits de valeurs étrangères en dépôt, encaissés à compter du 1^{er} janvier 1925.

84. FUSION DE SOCIÉTÉS. — SOCIÉTÉS DES PROTECTORATS. — Nous avons vu que l'impôt sur le revenu est dû sur le montant des attributions, en espèces ou en titres, faites aux membres des sociétés fusionnées en sus de leurs apports originaires (Rapp. Cass. req. 9 février 1887, Inst. 2750, § 1^{er}; Cass. civ. 8 janvier 1889, Inst. 2768, § 3; — Civ. 13 mars 1895, Inst. 2890, § 4. Voir ci-dessus n° 53).

L'article 25 de la loi du 19 mars 1928 a eu pour objet de diminuer temporairement l'importance des charges par suite de fusions de sociétés, afin de faciliter la concentration des entreprises et de favoriser le développement de la production nationale.

Aux termes de cet article, les fusions de sociétés bénéficient, sous certaines conditions, d'un sursis de paiement de l'impôt sur le revenu (Inst. 3989, § 2).

Cet impôt n'est pas immédiatement exigible à raison de la distribution de bénéfices provenant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires ou d'obligations. Dans ce cas, la perception de la taxe est reportée à la dissolution de la société absorbante ou de la société nouvelle. Mais le bénéfice du sursis ainsi accordé ne profite qu'aux distributions faites sous forme de titres d'actions, d'obligations ou de parts bénéficiaires; les distributions faites de toute autre manière, et notamment en espèces, restent soumises au droit commun.

L'application du nouveau texte est subordonnée aux conditions suivantes :

1° Les sociétés fusionnées ne peuvent être que des sociétés par actions, c'est-à-dire des sociétés anonymes ou des sociétés en commandite par actions, à l'exclusion de toutes autres;

2° Les sociétés fusionnées doivent exister à la date de la publication de la loi au *Journal officiel*, et par conséquent, avoir été constituées définitivement avant le 20 mars 1928. Cette date a d'ailleurs été reportée au 19 février 1932, par l'article 7 de la loi du 16 février 1932 (Inst. 4113, § 7). D'autre part, il a été pré-

cisé, au cours des débats parlementaires qui ont précédé le vote de l'article 7 de la loi du 16 février 1932, qu'il conviendrait de considérer comme « existant à la date de la publication de la loi au *Journal officiel* », les sociétés dissoutes à cette date, mais subsistant encore pour les besoins de leur liquidation (Déclar. de M. le Ministre du Budget à la séance du Sénat du 12 février 1932; *J. off.* du 13, Sénat, Déb., p. 141, col. 2). En conséquence, les fusions de sociétés par actions en liquidation au 19 février 1932, pourront, le cas échéant, bénéficier des dispositions de faveur prévues par l'article 7;

3° Toutes les sociétés anciennes ou nouvelles, doivent être de *nationalité française*; sont toutefois assimilées aux sociétés françaises, les sociétés constituées sous le régime de lois françaises, soit aux colonies, soit dans les pays de protectorat;

4° Enfin l'acte constatant la fusion ou l'absorption définitive doit être enregistré dans les trois ans de la publication de la loi au *Journal officiel*, c'est-à-dire le 20 mars 1931 au plus tard. Ce délai a été successivement prorogé au 20 mars 1934 (L. 16 février 1932, art. 7), au 1^{er} avril 1935 (L. du 28 février 1934, art. 12, Inst. 4167, § 3), au 1^{er} avril 1936 (L. 30 mars 1935, art. 1^{er}).

85. INTÉRÊTS DES OBLIGATIONS ET EMPRUNTS ÉMIS PAR LES PROTECTORATS ET LES PAYS SOUS MANDAT FRANÇAIS. — Ainsi que nous l'avons vu plus haut (n^{os} 8, 10 et 31), les pays de protectorat et les pays sous mandat français sont considérés, au point de vue fiscal, comme des pays étrangers. Il en résulte que, sous l'empire de la législation de 1914, les effets publics et les obligations émis par ces territoires sont assujettis au droit de timbre au comptant (art. 44 et 45 de la loi du 29 mars 1914) et leurs intérêts à la taxe du revenu de 20 0/0 .

La loi du 22 mars 1928 (*J. off.* du 23) a exonéré de ces impôts certains effets publics et obligations que le Maroc et la Tunisie ont été autorisés à émettre en France.

Les titres appelés à bénéficier de l'exonération sont ceux à émettre, savoir :

1° par le gouvernement marocain, en exécution des lois des 18 juillet 1920 et 22 mars 1922, l'autorisant à contracter des emprunts de 744.140.000 fr. et 819.822.000 fr.;

2° par le gouvernement tunisien, en exécution de la loi du 19

août 1920, l'autorisant à contracter un emprunt de 255.000.000 francs.

La loi du 22 mars 1928 n'ayant pas d'effet rétroactif, l'exonération qu'elle prévoit ne s'applique qu'aux titres émis après sa promulgation, pour la réalisation des emprunts autorisés par les lois précitées. Elle n'est, par suite, pas applicable aux titres émis en représentation des tranches déjà réalisées desdits emprunts.

L'article 18 de la loi du 31 décembre 1929 a étendu cette exonération. Ce texte est ainsi conçu : « Sont affranchis de l'impôt
« sur le revenu des capitaux mobiliers les intérêts, arrérages et
« tous autres produits des rentes, obligations et autres effets pu-
« blics émis, à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi,
« par l'Algérie, les colonies françaises, pays de protectorat et pays
« sous mandat français ».

Cette disposition, pour générale qu'elle soit, limite donc l'exonération d'impôt aux seuls emprunts à émettre à compter de son entrée en vigueur, c'est-à-dire à compter du 1^{er} janvier 1930.

Une interprétation étroite aurait pu conduire à décider que l'exemption ne s'applique qu'aux emprunts contractés par voie d'émission de titres négociables. Il en serait résulté que les intérêts des emprunts contractés, sous forme de simples contrats, seraient, le cas échéant, passibles de l'impôt sur le revenu.

Mais, une pareille interprétation est apparue contraire au vœu du législateur, qui a entendu accorder aux pays dépendant de notre empire d'outre-mer une exemption leur permettant d'emprunter, à des conditions moins onéreuses, les fonds nécessaires à la mise en valeur de notre domaine colonial. (Rapp. exposé des motifs du projet de budget de 1930, annexe n° 1585, p. 23).

En outre, l'expression « impôt sur le revenu des capitaux mobiliers », employée par l'article 18 de la loi du 29 décembre 1929 englobe, dans la terminologie fiscale, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et celui sur le revenu des créances.

Aussi bien, l'Administration a-t-elle reconnu que tous les emprunts émis à compter du 1^{er} janvier 1930 par les collectivités publiques visées dans l'art. 18 précité sont exempts de tout impôt sur le revenu, sans qu'il y ait à rechercher si ces emprunts doivent ou non être représentés par des titres négociables (Sol. 12 mai 1930).

86. PRODUITS DE L'EMPRUNT CONTRACTÉ PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE. — La Commission Européenne du Danube constitue un organisme international, souverain et autonome, géré par les délégués de plusieurs Etats, parmi lesquels figure la France; elle est chargée de garantir la liberté de la navigation sur le cours maritime du Danube.

Les titres d'emprunt que cet organisme peut être appelé à émettre ne paraissent donc pas susceptibles d'être abonnés, et leurs produits sont dès lors soumis, en principe, à l'impôt de 20 p. 100.

La loi du 18 décembre 1931 accorde la garantie de l'Etat français aux titres émis en représentation de la tranche française, montant à 10.455.000 fr. français, de l'emprunt de 8.500.000 fr. suisses, contracté par la Compagnie européenne du Danube.

L'article unique de cette loi dispense, en outre, de toutes les taxes qui frappent les valeurs mobilières, les titres ainsi garantis par l'Etat.

Cette exonération est aussi générale que possible; mais elle ne saurait bénéficier aux tranches autres que la tranche française de l'emprunt. Elle profite donc aux seuls titres libellés en monnaie française (R. p. 17954; J. E. 34447).

87. PRODUITS DES CRÉANCES DÉPENDANT DES SUCCURSALES A L'ÉTRANGER DE SOCIÉTÉS FRANÇAISES. — Aux termes des articles 31 et 37 de la loi du 29 mars 1914, la taxe de 20 0/0 atteint les revenus des prêts consentis aux sociétés et autres collectivités, dès lors que le créancier a son domicile ou sa résidence en France.

Par application de ces dispositions, tous les prêts consentis hors de France par des succursales ou agences des sociétés françaises installées à l'étranger, soit dans les colonies françaises, soit dans les pays sous protectorat ou sous mandat français, sont passibles de l'impôt sur le revenu des créances ou de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, par le seul fait que ces sociétés ont en France leur siège, c'est-à-dire leur domicile. C'est d'ailleurs ce qu'avait reconnu la jurisprudence (Seine, 28 janvier 1927; Cass. req. 11 février 1930, S. 1930-1-209).

Il en résultait que, dans le cas où la société française est constituée par actions, les mêmes intérêts supportent trois impôts sur le revenu, savoir :

1° L'impôt perçu par le pays dans lequel la succursale est établie;

2° L'impôt français sur le revenu des créances ou l'impôt français sur le revenu des capitaux mobiliers;

3° L'impôt français sur les dividendes distribués aux actionnaires.

Cette triple perception plaçait les sociétés françaises, qui exercent leur activité à l'étranger, dans un état d'infériorité vis-à-vis des sociétés étrangères concurrentes et nuisait à l'expansion économique de la France à l'extérieur.

L'article 1^{er} de la loi du 16 février 1932 a pour but de remédier à cette situation. Il est ainsi conçu :

« Les sociétés françaises constituées par actions sont exonérées « de l'impôt sur le revenu, établi par les articles 38 de la loi du « 31 juillet 1917 et 52 de la loi du 25 juin 1920, sur les intérêts, « arrérages et tous autres produits des créances, dépôts et cautionnements dépendant des succursales et agences de ces sociétés établies hors de France.

« Les sociétés visées à l'alinéa qui précède sont dispensées « sous les mêmes conditions de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers pour les intérêts, arrérages et tous autres produits des prêts consentis, autrement que par souscription publique et sans délivrance de titres négociables, aux collectivités « étrangères désignées par l'article 31, n° 2, de la loi du 29 mars « 1914. » (Inst. 4113, § 1^{er}).

Aussi bien, ce texte supprime-t-il la seconde des trois taxations qui frappaient les produits envisagés.

Cinq conditions sont nécessaires pour que l'exonération soit applicable :

1° La créance, le dépôt ou le cautionnement productifs d'intérêts doivent *dépendre* d'une succursale ou d'une agence.

Il appartiendra aux sociétés bénéficiaires de l'exemption de fournir à cet égard les justifications nécessaires à l'aide des moyens de preuve dont elles disposeront (actes, traités, ou lettres passés ou échangés entre les succursales et agences étrangères et leur clientèle, etc.);

2° La succursale ou agence doit être établie *hors de France*;

3° La société dont dépendent les succursales ou agences étran-

gères doit être *française* et constituée *par actions*, ce qui exclut les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés civiles à parts d'intérêts;

4° L'emprunteur, le dépositaire ou le détenteur du cautionnement doit être domicilié *hors de France*, ou, s'il est domicilié en France, il faut que sa dette dépende d'un établissement qu'il possède à l'étranger.

Cette condition est formellement exprimée, à l'égard des produits atteints par l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, en vertu de l'article 31-2° de la loi du 29 mars 1914, par le deuxième alinéa du nouveau texte, qui limite l'exonération aux « prêts consentis... aux collectivités étrangères... » Quant aux produits passibles de l'impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements, la même condition résulte, en ce qui les concerne, de l'esprit du texte, qui a pour but de favoriser notre expansion économique *à l'extérieur* (Exposé des motifs, annexe n° 4733 au p.-v. de la 2^e séance de la Chambre des députés du 7 mars 1931; Rapp. supplémentaire de M. Lamoureux, rapporteur général, Annexe n° 5470 au p.-v. de la 2^e séance de la Chambre des députés du 2 juillet 1931, page 4), et dont les deux alinéas visent, sous la seule réserve prévue en ce qui concerne les emprunts représentés par des titres négociables (V. ci-dessous, n° 5), à exonérer *dans la même mesure* les produits taxés respectivement dans l'une et l'autre des deux catégories de la cédule de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (V. rapp. de M. Gardey, rapporteur général, annexe n° 47 au p.-v. du Sénat du 28 janvier 1932);

5° En ce qui concerne les prêts consentis aux collectivités étrangères, l'exonération ne s'applique qu'à ceux d'entre eux qui sont réalisés « *autrement que par souscription publique et sans délivrance de titres négociables* » (2^e alinéa de l'article 1^{er} de la loi).

Par ailleurs, bien que le 2^e alinéa de l'article 1^{er} de la loi nouvelle ne vise que les prêts faits aux collectivités étrangères désignées par l'article 31, n° 2, de la loi du 29 mars 1914, et non ceux qui sont soumis à l'impôt par le n° 3 du même article, il convient d'accorder le bénéfice de l'exonération aux sociétés françaises par actions pour les prêts consentis par leurs succur-

sales ou agences à des Gouvernements étrangers, autrement que par souscription publique et sans délivrance de titres négociables (Conf. rapport précité de M. Abel Gardey, rapporteur général de la Commission des finances du Sénat) (Sol. 4 août 1932).

88. SUPERPOSITION DES IMPÔTS FRANÇAIS ET TUNISIENS. — Du fait que la Tunisie doit, au point de vue du droit public et du droit fiscal, être considérée comme un pays étranger, il résulte qu'une même matière imposable peut être frappée deux fois : une première fois en Tunisie, une deuxième fois en France.

La loi du 20 juillet 1932 a eu pour but de mettre fin à ce régime. (Inst. 4126).

L'article 1^{er}, alinéa n° 2, de cette loi exonère de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières les produits d'actions, d'obligations et d'emprunts des collectivités publiques ou privées qui ont leur siège dans la Régence.

Dès lors, pour les valeurs non abonnées et les fonds publics, il n'est rien perçu lors de l'encaissement des coupons de ces titres et les assujettis n'ont plus à se conformer, en ce qui concerne cette catégorie de coupons, aux dispositions de l'art. 35 de la loi du 29 mars 1914. Les produits touchés à l'étranger ne sont plus soumis aux dispositions de l'art. 37 de la même loi.

En raison de l'introduction des mesures de réciprocité dans la législation tunisienne (décret beylical du 26 juillet 1932), les dispositions prévues par la loi du 20 juillet 1932 sont entrées en application le 30 du même mois. Dès lors, les coupons de titres tunisiens payés depuis le 30 juillet 1932 n'ont plus à supporter la taxe de 20 0/0.

89. FONDS ET PLACEMENTS DE LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX. — L'article X des accords du 20 janvier 1930 renferme, dans son 1^{er} alinéa, une disposition ainsi conçue : « Les parties contractantes prendront sur leurs territoires respectifs les dispositions nécessaires afin que les fonds et placements de la banque des règlements internationaux, provenant des paiements de l'Allemagne, soient libérés de toute charge fiscale, nationale ou locale. »

Le texte de ces accords ayant été promulgué par décret, après avoir reçu l'approbation du Parlement français, la disposition

précitée a force de loi et les exonérations qu'elle prévoit se trouvent ainsi incorporées dans notre législation interne.

Il résulte des termes de l'article X que l'exemption ne s'applique aux fonds et placements de la banque des règlements internationaux, susceptibles d'exister en France, que s'ils proviennent des paiements de l'Allemagne. Les opérations faites en France, par la banque, à l'aide de fonds provenant d'une autre source, restent, par suite, placés sous le régime fiscal de droit commun (Inst. 4071).

90. ANNUITÉS ALLEMANDES ATTRIBUÉES A LA FRANCE EN VERTU DU TRAITÉ DE LA HAYE. — L'article 3 de la loi du 7 avril 1930 (*J. off.* du 8) est ainsi conçu : « Le Ministre des Finances est autorisé, « jusqu'au 31 mars 1931, à prendre toutes dispositions nécessaires en vue de la négociation des annuités allemandes attribuées « à la France, en exécution des accords du 20 janvier 1930. Les « titres émis à cet effet sur le marché français sont exempts du « droit de timbre et de l'impôt de 25 0/0 sur le revenu des valeurs étrangères. »

En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, l'immunité a une portée générale : elle s'applique, par suite, non seulement aux intérêts, mais aussi aux primes de remboursement et, le cas échéant, aux lots des titres visés par l'article 3 de la loi.

Mais, le bénéfice de l'exemption est subordonné, par le texte même de l'article, aux conditions suivantes :

1° les titres doivent être émis sur le marché français;

2° l'émission doit être faite en vue de la négociation des annuités allemandes attribuées à la France (Inst. 4071).

Dès lors, si les titres émis sur le marché français représentent pour partie, soit des annuités attribuées à un tiers pays, soit un emprunt dont le produit doit revenir à l'Allemagne, ils ne sont dispensés de l'impôt que jusqu'à concurrence de la seule fraction qui représente « les annuités allemandes attribuées à la France ».

Cette manière de voir, fondée du point de vue juridique, ne paraît pas pouvoir, dans la pratique, être appliquée. Il est, d'une part, impossible de déterminer, dans l'ensemble des titres à émettre sur le marché français, ceux qui seront, ou non, émis en représentation des annuités attribuées à la France. D'autre part,

on ne peut soumettre à un régime différent des titres compris dans une même émission (Sol. 24 avril et 30 mai 1930).

Le Ministre des Finances paraît avoir décidé en ce sens.

Quoi qu'il en soit, il a été reconnu, par application de l'art. 3 précité de la loi du 7 avril 1930, que l'exemption s'applique à la totalité des titres compris dans la tranche française de l'emprunt international 5 1/2 0/0 1930, dit *emprunt Young*; mais qu'elle ne pouvait être étendue aux titres du même emprunt émis sur les marchés étrangers (D. m. f. 10 et 12 juin 1930, Inst. 4071).

91. EMPRUNTS DES VILLES DE PROTECTORAT. — NON EXONÉRATION. — L'article 17 de la loi du 29 décembre 1929 n'a eu d'autre but que de permettre aux seules collectivités de la métropole d'emprunter à meilleur compte et de soulager ainsi les finances locales.

Le bénéfice de cette disposition ne saurait donc être étendu aux emprunts des collectivités étrangères, parmi lesquelles sont comprises, au point de vue fiscal, les villes et provinces des pays de protectorat.

Il n'est pas possible, au surplus, d'invoquer le principe d'équivalence inscrit dans la loi du 29 juin 1872, étant donné que l'article 17 de la loi du 29 décembre 1929 a formellement dérogé à cette règle. Alors que l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 vise, pour le soumettre à l'impôt, « les villes, provinces étrangères et tous autres établissements publics étrangers », l'article 17 de la loi du 29 décembre 1929 désigne comme bénéficiaires de l'exonération « les départements, communes, syndicats de communes et établissements publics », c'est-à-dire les subdivisions administratives de pur droit français, dont l'équivalent ne se retrouve pas exactement dans les Etats étrangers. La différence de rédaction entre ces deux textes n'autorise donc pas les collectivités publiques étrangères à se prévaloir du régime de faveur réservé aux seules collectivités françaises (Sol. 25 mars 1931).

IV. — Produits exemptés par suite de conventions diplomatiques

92. SUPERPOSITION D'IMPÔTS FRANÇAIS ET SARROIS. — Une convention, signée à Paris le 5 juillet 1922 entre la France et le territoire de la Sarre a eu pour but d'empêcher, autant que possible, la superposition des impôts français et sarrois; elle n'a donc

pas une portée générale et n'a été motivée au surplus qu'en raison de la situation exceptionnelle dans laquelle se trouvait momentanément placé le territoire de la Sarre en exécution des articles 45 à 60 du Traité de Versailles. Ses rédacteurs se sont bornés à régler les différents hypothèses dans lesquelles les doubles impositions apparaissent comme particulièrement choquantes.

La réforme porte notamment sur la taxe du revenu des valeurs mobilières étrangères et pose, en principe, l'abandon, en cette matière, de l'impôt qui frappe les valeurs mobilières sarroises circulant en France.

Dès lors, en ce qui concerne les produits distribués, soit par les sociétés sarroises non abonnées, soit par le Gouvernement sarrois au titre de ses effets publics, il n'est rien perçu en France lors de l'encaissement des coupons de ces titres. Les banquiers, changeurs, ou toute autre personne qui en effectuent le paiement en France n'auront plus à se conformer, en ce qui concerne cette catégorie de coupons, aux dispositions des articles 34 et suivants de la loi du 29 mars 1914 et du décret du 21 juin suivant (art. 6 de la convention).

Le bénéfice de cette immunité est toutefois réservé aux titres exprimés « en monnaie de la République française »; les titres libellés en toute autre monnaie s'en trouvent donc exclus. Mais, rien ne s'oppose à ce que des titres actuellement établis en monnaie étrangère, soient admis à profiter des avantages conférés par la convention, si leur valeur est ultérieurement convertie en monnaie française et s'il appert de cette transformation que cette monnaie sera seule utilisée désormais dans les rapports entre la collectivité et les porteurs de titres (Sol. 1^{er} mai 1928).

La loi du 17 juillet 1923, publiée au *J. off.* du 19, a autorisé la ratification et la mise à exécution de cette convention. Les ratifications en ont été échangées à Sarrebruck le 10 août 1923 (Décret du 4 sept. 1923, *J. off.* du 7).

Les dispositions de la convention, devenues exécutoires à compter du 1^{er} juillet 1923, ont cessé d'être applicables à compter du 1^{er} mars 1935, date à laquelle le territoire de la Sarre a été à nouveau rattaché à l'Allemagne.

93. SUPERPOSITION D'IMPÔTS FRANÇAIS ET ITALIENS. — La convention franco-italienne du 16 juin 1930, suivie d'un avenant du

16 novembre 1931, a pour but d'éviter les doubles impositions provenant du conflit des législations de chaque Etat et de régler certaines autres questions en matière fiscale. Elle n'a pas, cependant, une portée générale et ne tend à remédier aux superpositions que dans les hypothèses où les doubles impositions apparaissent comme particulièrement lourdes.

En ce qui concerne les règles d'application de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées, la convention décide que l'Etat, autre que celui de la source des revenus (en l'espèce l'Etat français), précomptera sur son impôt l'impôt qui sera payé dans l'autre Etat pour le même objet.

Cette disposition entraîne les conséquences suivantes :

Comme en Italie, les revenus des obligations émises avant le 30 septembre 1926 par les communes, provinces, institutions et sociétés commerciales, sont seuls assujettis à un impôt réel, dont le taux, de 20 0/0, est égal ou supérieur au taux de l'impôt français, les revenus de ces titres deviennent seuls exempts de l'impôt français de 20 0/0.

Par contre, les revenus des actions et autres titres d'associés dans les sociétés italiennes, les revenus des fonds de l'Etat italien et les revenus des obligations et emprunts émis depuis le 30 septembre 1926 par les communes, provinces, institutions et sociétés italiennes demeurent assujettis à l'impôt français de 20 0/0 si ces collectivités ne sont pas abonnées.

L'impôt de 20 0/0 continue d'être perçu suivant les règles actuelles. Comme par le passé, les personnes domiciliées en Italie peuvent obtenir, en franchise d'impôt, le paiement des coupons de valeurs italiennes, moyennant la production d'un affidavit.

Toutefois, le principe de l'imposition par l'Etat du domicile du bénéficiaire n'est pas étendu aux tantièmes, jetons de présence et rémunérations diverses alloués à leurs administrateurs par les sociétés par actions. Il s'ensuit que, par application de l'article 8 de la convention cessent d'être soumis à l'impôt sur le revenu en France les rémunérations de cette nature servies par les sociétés par actions italiennes, abonnées ou non abonnées, à ceux de leurs administrateurs qui ont dans notre pays leur domicile ou leur résidence.

L'article 1^{er} du décret du 24 novembre 1933 intervenu à la suite de la loi du 13 juillet 1933 portant ratification de la Conven-

tion du 16 juin 1930 a fixé au 1^{er} janvier 1934 l'entrée en vigueur de cet acte diplomatique.

94. SUPERPOSITION D'IMPÔTS FRANÇAIS ET BELGES. — La convention franco-belge du 16 mai 1931, comme la convention franco-italienne, a pour but d'éviter les doubles impositions provenant du conflit des législations de chaque Etat. Elle n'a pas, cependant, une portée générale et ne tend à remédier aux superpositions que dans les hypothèses où ces doubles impositions apparaissent comme particulièrement lourdes.

En ce qui concerne les règles d'application de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées, la Convention décide que l'Etat, autre que celui de la source des revenus (en l'espèce l'Etat français) précomptera, d'une manière forfaitaire l'impôt étranger, en réduisant de 12 le montant de l'impôt.

Cette disposition entraîne les conséquences suivantes :

L'impôt est réduit :

1° de 20 à 8 0/0 (20 — 12) pour les revenus des effets publics du Gouvernement belge et des autres valeurs belges non abonnées;

2° de 17 0/0 à 5 0/0 (17 — 12) pour les revenus de ces mêmes titres, lorsqu'ils sont déposés, contre remise d'un certificat nominatif, dans un des établissements de banque agréés par l'Administration (L. 31 juillet 1929, art. 7; voir ci-dessous n° 256 et sv.).

Il convient de remarquer, toutefois, que l'abattement ainsi prévu n'est susceptible de s'appliquer, du moins lorsqu'il s'agit de produits de valeurs belges non abonnées, que si le bénéficiaire possède en France son domicile fiscal, c'est-à-dire pour les personnes physiques, « le lieu de leur résidence normale entendue dans le sens de foyer permanent d'habitation », et pour les sociétés, « le lieu de leur siège social effectif ». Par suite, dans l'hypothèse où le produit est encaissé en France par une personne domiciliée à l'étranger, sans que soit déposé à l'appui l'affidavit prévu par l'article 11 du décret du 21 juin 1914, l'impôt doit être retenu au tarif normal de 20 0/0.

Au contraire, les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations attribués, en leur qualité, à leurs administrateurs do-

miciliés en France, par les sociétés belges par actions abonnées et non abonnées, échappent à l'impôt français.

L'article 1^{er} du décret du 10 août 1933, portant ratification de la convention franco-belge, a fixé l'entrée en vigueur de cette convention au 15 juillet 1933.

Nous faisons remarquer que les règles d'imposition qui résultent de la Convention ne peuvent profiter aux arrérages de tous les emprunts du Congo belge, dont la charge incombe, d'ailleurs, à la colonie (Sol. 27 nov. 1933; Inst. 4163, p. 30).

§ V. — Liquidation des produits imposables

95. RÈGLE GÉNÉRALE. — Les intérêts, arrérages, dividendes et tous autres produits imposables doivent, d'après l'article 32 de la loi du 29 mars 1914, être déterminés conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 29 juin 1872. Il suit de là, comme le Ministre l'a déclaré le 27 mars 1914 à la tribune de la Chambre des Députés (*J. off.* du 28, p. 2021, 2^e col.) que c'est la *valeur brute* des coupons payés en France, qui doit être prise pour base de perception de la taxe.

Les articles 3 et 8 du décret réglementaire du 21 juin 1914 ne font que préciser cette règle. D'après ces textes, le droit est assis sur la valeur du coupon « sans escompte, ni commission, en monnaie française, au cours du jour du paiement,... sous déduction seulement des impôts établis dans les pays étrangers où les titres ont été créés et dont le paiement incombe au porteur du coupon. »

En d'autres termes, *la valeur brute correspond, en définitive, à la somme pour laquelle le coupon est mis en paiement par la collectivité débitrice* (Inst. 3412; Inst. 4007, § 13; Cass. 27 décembre 1917, Inst. 3581, § 5).

Cette règle découle directement, d'ailleurs, du principe que nous avons exposé dans le paragraphe premier de ce chapitre, et suivant lequel le revenu imposable est égal à celui qui, distribué par la collectivité à son associé ou à son obligataire, constitue vis-à-vis de celui-ci un produit de ce titre.

Mais, la question, s'agissant de titres étrangers, devient plus complexe du fait, d'une part, que les produits acquittés par les collectivités étrangères en monnaies étrangères, doivent, nécessairement, pour la perception de l'impôt français, être convertis en monnaie française et, d'autre part, que les sommes effectivement touchées par les bénéficiaires sont différentes de celles réellement distribuées à l'origine, puisqu'elles ont subi des prélèvements successifs, soit par application des lois fiscales étrangères, soit en paiement des services rendus par les banques qui ont fait parvenir les produits jusqu'aux porteurs.

Ce paragraphe sera donc divisé en trois sections :

- 1° Détermination des sommes taxables;
- 2° Change;
- 3° Déductions.

I. — Détermination des produits taxables

96. GÉNÉRALITÉS. — Si, le plus souvent, les coupons ne sont détachés des titres à revenu fixe que quelques jours avant leur échéance et touchés, en ce qui concerne les titres à revenu variable, qu'après fixation du dividende, il arrive néanmoins que, pressé par des besoins d'argent, le porteur négocie ses coupons bien avant ces dates.

D'autre part, la valeur portée sur le coupon et qui correspond au revenu promis lors de la création du titre, peut, à la suite d'événements de toutes sortes, ne point correspondre à la somme qui, en réalité, est versée à l'obligataire ou au rentier.

De plus, les produits, qui, dans la majorité des cas, sont payés en numéraire, peuvent être acquittés au moyen d'un équivalent, tels que titres nouveaux d'actions ou obligations.

Enfin, dans ces dernières années, il s'est trouvé de nombreuses sociétés qui n'ont pu tenir leurs engagements et qui ont contraint leurs obligataires à accepter, en remboursement du capital versé et en libération de coupons échus et impayés, une somme fixe en espèces.

Chacun de ces cas soulève des difficultés de perception, que nous allons essayer de résoudre.

97. PRIX DE NÉGOCIATION DU COUPON. — Par application des dispositions du décret du 21 juin 1914, la taxe doit être assise sur la valeur brute du coupon et on ne saurait, en aucun cas, prendre pour base de la perception, la valeur de négociation des coupons, c'est-à-dire le prix qui en est payé au porteur par l'assujetti, quels que soient les accords qui aient pu intervenir entre eux au sujet de la détermination de ce prix.

Cette manière de voir, approuvée par les auteurs (D. E., supplément à la 4^e éd., v^o Valeurs mob. étr., n^{os} 371 et 372; T. A., 3^e éd., eod. v^o, n^{os} 574 et 575), adoptée par la Cour de Lyon le 3 juillet 1917, a été consacrée par la Cour de Cassation dans un arrêt du 27 décembre suivant (Inst. 3581, § 5). L'Administration en a fait une application stricte et n'a consenti, en cette matière, à aucune dérogation (Sol. 18 décembre 1915; — 16 mai 1916; — 26 mars 1917; — 20 janvier 1917; — 2 octobre 1922; — 3 juillet 1924; — 16 janvier 1925; — 3 décembre 1932; — 18 octobre 1934; Inst. 3581, § 5).

Par suite, lors des négociations de coupons intervenues avant leur échéance, la taxe doit être perçue sur la valeur brute des coupons, quelle que soit leur valeur réelle (Sol. 18 décembre 1915 et 26 mars 1917).

Une difficulté se présente, en outre, dans le cas où les coupons négociés avant leur échéance s'appliquent à des produits dont le montant est inconnu, tels que des dividendes d'actions. Il est admis que la perception doit être assise d'après la déclaration estimative des parties, sauf à l'Administration à réclamer postérieurement un supplément de droit, si la somme mise en paiement est supérieure à l'évaluation provisoirement fournie.

Cette dernière solution, qui fait une application rigoureusement exacte des règles de l'équité, ne découle cependant d'aucun texte, puisque la loi de 1914 ne s'est pas référée à la loi du 5 juin 1850, qui, dans son article 14, a prévu la déclaration estimative, mais bien à la loi du 29 juin 1872, qui, dans aucune de ses dispositions, n'a édicté une semblable mesure.

98. RÉDUCTION DES INTÉRÊTS. — Si la collectivité étrangère, à la suite d'un accord avec ses créanciers ou par sa volonté unilatérale, a réduit le taux d'intérêts de ses obligations, la taxe doit être calculée, non pas sur la valeur inscrite sur le coupon, mais bien sur la somme effectivement payée à l'obligataire, alors même que la diminution du revenu originaire n'aurait pas été mentionnée sur le certificat d'inscription délivré au créancier.

Cette règle est applicable, notamment pour le calcul de la taxe exigible sur les intérêts et arrérages des titres représentatifs de la dette égyptienne unifiée, dont l'émission a été autorisée par

les décrets du Khédivé des 7 mai et 18 novembre 1876. Une loi de liquidation du 17 juillet 1880 ayant ramené à 4 0/0 le taux de l'intérêt de l'emprunt, qui avait été fixé, tout d'abord, à 7 0/0, il importe peu que le contexte primitif des titres d'obligations n'ait pas été modifié. La réduction imposée par le gouvernement égyptien à ses créanciers n'en produit pas moins ses effets vis-à-vis de ces derniers. Aussi les banquiers et autres assujettis ne peuvent-ils refuser d'en tenir compte pour déterminer le chiffre du prélèvement à effectuer au profit du Trésor (Inst. 3412, p. 15).

De même, il a été reconnu que les produits des obligations 6,50 0/0

de l'Etat hongrois 1924 ne sont passibles de l'impôt que jusqu'à concurrence des 80 0/0 acquittés aux porteurs, le surplus réservé à la Caisse commune en vue de l'amortissement des titres ne pouvant être assujéti momentanément à la taxe (Sol. 28 février 1925).

La solution est la même en ce qui concerne le paiement des intérêts des obligations de la dette serbe d'avant guerre libellés en francs-or, dès lors que le service est effectué sur une base fixée par accord et inférieure à la somme qui régulièrement devrait être acquittée.

Il en est encore ainsi dans le cas où les produits sont consolidés, lorsque le titre d'obligation remis en échange des coupons est d'un capital nominal inférieur au montant total des coupons (Circ. aut. du 27 avril 1927; Voir ci-après n° 324).

99. VENTE DE TITRES. — INCIDENCE. — Sur quelle base doit-on liquider et percevoir l'impôt, lorsque par l'effet de la vente quelques jours avant le détachement du coupon, le propriétaire vendeur a, en fait, bénéficié d'une partie des intérêts sous la forme d'une augmentation de valeur des titres aliénés ? L'Administration a décidé que la taxe ne pouvait être calculée que sur la somme pour laquelle le coupon a été mis en paiement par la collectivité émettrice, sans qu'il y ait lieu de tenir compte du fait qu'une partie des intérêts ou dividendes a profité au vendeur du titre (Sol. 13 février 1928; D. m. f. 25 février 1928).

Il n'en peut être autrement, puisque, à défaut de distribution par la société, la somme reçue par le vendeur et qui, sans doute, représente la valeur des intérêts ou dividendes, n'en constitue pas moins pour lui une plus value de capital; plus value que notre législation se refuse à frapper.

La solution serait la même si, en fait, et suivant l'usage de certaines bourses étrangères en matière d'opérations sur des valeurs à revenu fixe, la vente se faisait en capital, l'acquéreur devant en sus de son prix délivrer à son vendeur le montant des intérêts que celui-ci a acquis pendant la durée de sa possession (Voir ci-dessus, 60).

100. DISTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS. — Il est de principe que l'impôt sur le revenu est dû sur la distribution à l'actionnaire, à

titre de produit de l'action, d'une somme d'argent ou d'un équivalent. La Cour de cassation a décidé, par de nombreux arrêts, que la distribution pouvait résulter, notamment, de l'emploi des bénéfices sociaux, soit à l'augmentation du capital social et à la création, au profit des associés, de nouvelles actions (Req. 7 juin 1880, 2 arrêts, S. 80-1-473 et 476; D. P. 80-1-467, Inst. 2643, §§ 1 et 2; Req. 26 décembre 1887, S. 89-1-87, D. P. 88-1-265, Inst. 2750, § 4; Req. 3 avril 1911, D. P. 1912-1-489; Inst. 3322, § 4; 24 juillet 1911, D. P. 1912-1-489, Inst. 3335, § 8; Civ. 6 mars 1922, Inst. 3736, § 6; Req. 8 juin 1926, Inst. 3927, § 15), soit à l'acquisition de titres d'une autre société pour les répartir entre les actionnaires (Req. 9 février 1887, S. 88-1-177, D. P. 87-1-489, Instr. 2750, § 1^{er}; Civ. 8 janvier 1889, S. 90-1-540, D. P. 89-1-131, Inst. 2768, § 3; Civ. 13 mars 1895, S. 95-1-513; D. P. 95-1-521, Inst. 2890, § 4).

Ce principe est applicable aussi bien en matière de sociétés étrangères non abonnées qu'en matière de sociétés françaises ou de sociétés étrangères abonnées.

Dans le cas de distribution de titres, la taxe doit être liquidée sur la valeur de ces titres au jour de leur remise aux ayants droit (Sol. 18 décembre 1912). Mais la valeur imposable est différente suivant qu'il s'agit d'actions nouvelles ou d'actions déjà existantes. Dans la première hypothèse, le droit est assis sur la valeur nominale, quelle que soit leur valeur de négociation (Sol. 21 mars 1927, 30 janvier 1932). Dans la deuxième hypothèse, le droit est assis sur la valeur réelle des titres et, par conséquent, sur leur valeur de négociation (Sol. 25 septembre 1930).

101. DISTRIBUTION GRATUITE D'OBLIGATIONS. — La solution est différente lorsque la distribution porte sur des obligations.

Dans cette hypothèse, il est reconnu qu'il y a novation : on perçoit, en conséquence, la taxe sur la valeur nominale de l'obligation (valeur qui représente la somme que la société s'engage à rembourser), lorsque cette valeur nominale est égale ou inférieure au montant des coupons consolidés. Dans le cas contraire, c'est la valeur brute totale des coupons qui doit être retenue (Voir à cet égard, n° 322), sous réserve de la perception ultérieure de l'impôt sur la prime de remboursement.

Il semble d'ailleurs que si une pareille distribution était faite

en paiement de coupons d'actions, ce serait nécessairement la valeur nominale du titre distribué qui devrait servir de base de liquidation, car, dans ce cas, la valeur réelle du coupon remis en échange, éminemment variable avant le paiement, correspond à la somme que la société s'engage à rembourser.

102. SOMMES VERSÉES PAR LES BÉNÉFICIAIRES LORS DES DISTRIBUTIONS GRATUITES DE TITRES. — Dans le cas où les coupons sont payés non pas en numéraire, mais par la remise gratuite d'un titre d'action ou d'obligation, on ne pourrait assujettir à l'impôt les sommes qui sont exigées du porteur pour tenir lieu des coupons non représentés. Dans cette espèce, le produit des coupons correspond, en effet, seulement à la valeur du titre remis après déduction des sommes versées par le porteur. Aussi bien, dans cette espèce, les banquiers n'ont à percevoir l'impôt que sur le produit réel ainsi déterminé (Sol. 6 novembre 1922).

103. IMPUTATION DES PAIEMENTS SUR LE CAPITAL ET LES INTÉRÊTS. — Il arrive très fréquemment que des sociétés étrangères proposent à leurs créanciers le remboursement de leurs dettes moyennant le versement, pour solde, d'une somme inférieure au montant cumulé du capital et des intérêts impayés. Le plus souvent, la somme proposée est même inférieure au capital de la dette.

La question se pose donc de savoir quelles sont les règles de répartition qui gouvernent ce paiement, de manière à déterminer la portion qui, dans la somme payée est passible de l'impôt.

Aux termes de l'article 1254 du C. C., « le débiteur d'une dette qui porte intérêt ne peut point, sans le consentement du créancier, imputer le paiement qu'il fait sur le capital par préférence aux arrérages ou intérêts; le paiement fait sur le capital et intérêts, mais qui n'est point intégral, s'impute d'abord sur les intérêts ».

Cette disposition, ainsi que l'indique l'intitulé du paragraphe qui la contient « imputation des paiements » (Titre III, chap. V, section I, § 3), a été prise pour déterminer, non seulement les dettes qui s'éteignent, mais plus encore les dettes qui subsistent, et on ne saurait, dès lors, en faire état, lorsque, comme au cas particulier, le paiement est fait pour solde.

D'autres motifs commandent, au surplus, d'écarter dans les cas de l'espèce, la règle tracée par cet article.

La doctrine reconnaît, en effet, que l'art. 1254 C. C. ne pose pas un principe d'ordre public et que cette disposition peut n'être pas suivie lorsque le créancier consent à ce que l'imputation se fasse d'abord sur le capital (Touillier, t. 7, n° 175; Rolland de Villargues, n° 10; Duranton, t. 2, n° 192; Larombière, sur l'art. 1254, n° 2; Demolombe, t. V, n° 16; Laurent, t. 17, n° 610; Pand. franç., v° Obligations, n° 3447). D'autre part, d'après la majorité des auteurs et aux termes d'une jurisprudence assez ferme, l'art. 1254 ne s'applique pas au cas de faillite : la question est toutefois controversée sur ce point.

Cette disposition paraît donc inapplicable, sauf conventions contraires, aux règlements dont il s'agit.

Il ne semble pas, au surplus, qu'il y ait lieu de procéder à une imputation proportionnelle entre le capital et les intérêts.

Sans doute, dans un arrêt du 27 octobre 1908 (D. P. 1909-1-246), la Cour de cassation a décidé que le dividende touché dans une distribution par contribution ne saurait, même quand la somme est inférieure aux intérêts dus, s'imputer exclusivement sur lesdits intérêts, mais doit s'imputer proportionnellement sur ceux-ci et sur le capital : « Attendu, en droit — porte cet arrêt — que l'article 1254 C. C. cesse d'être applicable, lorsque le paiement exclut par sa nature même toute imputation particulière et emporte, au contraire, virtuellement, mais nécessairement, une application proportionnelle aux deux éléments de la dette, le capital et les intérêts; que tel est le cas en l'espèce où, s'agissant d'une distribution par contribution, le paiement consiste dans un dividende de tant pour cent sur le chiffre total de la dette en principal et intérêts ».

Mais cette règle d'interprétation, qui avait été prise pour règle de perception (Sol. 5 sept. 1923 et 30 mars 1927), doit être restreinte au cas spécial où le paiement exclut *toute imputation particulière* et où, au contraire, en raison même d'attributions proportionnelles, l'imputation doit se faire dans les mêmes conditions. Cette jurisprudence ne saurait donc s'appliquer en dehors de l'hypothèse particulière prévue dans l'arrêt et doit même être écartée dans tous les cas où les circonstances démontrent que les parties ont pris partie pour une imputation différente.

Nos préférences vont vers la solution qui consiste à procéder à l'imputation d'abord sur le capital.

Cette solution est, d'une part, plus conforme à la nature même de la taxe du revenu.

L'exigibilité de l'impôt sur le revenu est subordonnée à l'accomplissement d'une double condition. Il faut d'abord une distribution, c'est-à-dire la transmission par la société à l'obligataire d'une somme d'argent ou d'un équivalent, et, en second lieu, que l'attribution de cette somme ou de cet équivalent constitue pour le porteur un bénéfice ou un produit de son titre. Cette dernière condition ne se trouve remplie que si les sommes ou avantages qu'il reçoit lui sont attribuées à un autre titre que celui de remboursement.

Dans les cas de l'espèce, il y a bien distribution, mais cette distribution ne constitue pas un produit du titre, puisque la somme dont le porteur est approprié est inférieure à celle versée à l'origine.

D'autre part, il est évident que les intérêts du créancier et du débiteur, loin d'être opposés, sont conformes pour que l'imputation soit faite sur le capital : le débiteur, parce que, en fait, il cherche à éteindre sa dette en capital; le créancier, parce que, dans l'obligation d'accepter un paiement pour solde, il évite le poids de la taxe du revenu.

En définitive et sauf disposition contraire, intervenue entre débiteurs et créanciers, nous estimons que le remboursement partiel fait pour solde doit s'imputer d'abord sur le capital, et, seulement, pour le surplus sur les intérêts.

C'est, d'ailleurs, cette opinion qui prévalait antérieurement à la mise en vigueur de l'art. 83 de la loi du 31 mai 1933, en matière d'impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements.

L'Administration paraît actuellement se conformer à cette solution en matière d'impôt sur le revenu des titres étrangers non abonnés.

Dans une solution du 25 février 1931, elle a admis, en effet, que l'impôt sur le revenu était exigible sur la partie qui, dans un paiement pour solde, était considérée par les parties comme afférente aux intérêts. Cette solution a été prise dans les circonstances suivantes : Aux termes d'un accord du 9 novembre 1928,

il avait été convenu que certaines obligations 4 0/0 libellées en or, seraient échangées une pour une, 7 coupons échus attachés, contre de nouvelles obligations d'une valeur de 1.000 fr. belges, remboursables avec une prime de 400 fr. belges. Les sept coupons échus qui seraient présentés sans les obligations afférentes, devaient être payés à Bruxelles à raison de 17,55 chacune. Quant aux obligations présentées à l'échange non munies des 7 coupons, elles ne devaient être échangées contre les titres nouveaux que moyennant le paiement préalable par le porteur, entre les mains de la société, de la somme de 17,55 pour chacun d'eux. Les parties demandaient que l'imputation fût faite uniquement sur le capital. Cette demande n'a pas été admise. — « Sans doute — porte cette solution — l'article 1254 du C. c. ne pose pas un principe d'ordre public et la disposition qu'il renferme peut, par suite, en vertu de son texte même n'être pas suivie, lorsque le créancier consent à ce que l'imputation se fasse d'abord sur le capital. Aussi bien, l'Administration a-t-elle admis que, dans le cas de distribution par voie d'ordre ou de contribution, le créancier peut demander l'imputation du paiement qu'il reçoit sur le capital de sa dette. Mais, au cas particulier, en fixant, dans l'accord du 9 novembre 1928, à 17 fr. 55 la part proportionnelle qui revient à chaque coupon dans la somme qu'il reçoit en paiement de sa créance, le créancier a pris définitivement parti sur ce point et on ne saurait, dès lors, l'autoriser à demander maintenant, dans un but fiscal, une imputation différente de celle qui résulte des conventions librement débattues et fixées par les parties. »

II. — Change

104. PRODUITS PAYÉS EN MONNAIE FRANÇAISE. — Lorsque les coupons sont mis en paiement en monnaie française, cas des plus fréquents puisque la plupart des obligations émises sur notre marché sont libellées dans notre devise, la détermination de la valeur imposable est aisée; la perception doit s'opérer sur le montant du coupon tel qu'il est indiqué dans cette monnaie.

105. PRODUITS LIBELLÉS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES. — Mais la question devient plus délicate lorsque les titres représentatifs des produits doivent être acquittés en monnaie étrangère.

L'article 8 du décret du 21 juin 1914 ne donne aucune préci-

sion à cet égard et porte uniquement que la valeur du coupon est déterminée « *en monnaie française au cours du jour du paiement.* »

Ce texte, dans sa concision, donne néanmoins une règle générale. Lorsque les coupons sont payables en monnaie étrangère, la valeur du coupon doit être convertie en monnaie française. Cette règle va d'ailleurs de soi : on ne comprendrait pas, en effet, qu'un impôt français, dont le tarif est déterminé par rapport à la monnaie nationale, fût appliqué à une autre monnaie. Toute autre interprétation serait illogique.

106. CHANGE FIXE. — La question ne présente pas de difficulté lorsque le coupon, libellé en monnaie étrangère, doit être acquitté d'après un change fixe. Ce change détermine la base de conversion de la monnaie étrangère et c'est lui seul qui doit être appliqué (Sol. 5 janvier 1917).

107. CHOIX DE LA MONNAIE. — Il n'en est plus ainsi aussitôt que le coupon est payable, sans indication de change, à un taux déterminé, soit en une monnaie étrangère, soit en plusieurs monnaies, au choix du porteur.

L'impôt, dans ce dernier cas, ne doit pas être obligatoirement liquidé d'après le change de la monnaie qui fait prime. Le porteur a, en effet, la faculté de demander que le paiement soit effectué dans la monnaie qu'il lui plaît et c'est sur cette monnaie que l'impôt doit être assis (Sol. 5 janvier 1917; Lyon, 3 juillet 1917 et Cass. 27 décembre 1917; Inst. 3581, § 5).

108. CONVERSION DE LA MONNAIE. — La monnaie de paiement, une fois déterminée, il y a lieu de convertir cette monnaie en devises françaises suivant « *le cours au jour du paiement* » (Lyon, 3 juillet 1917, R. E. 6772),

109. COURS A CONSIDÉRER. — Cette règle de conversion, suivant le *cours au jour du paiement*, était, en pratique, inapplicable, puisque, dans la plupart des cas, ce cours n'était pas connu au moment où les coupons sont recueillis. Aussi bien, par une décision du 30 août 1928, le Ministre des Finances a-t-il admis que le cours à considérer serait celui de la *veille du paiement*, tel qu'il est publié au *Journal Officiel* (Inst. 4007, § 13).

En aucun cas, il n'est au surplus possible de prendre le cours moyen des monnaies pendant le mois précédent (Sol. 17 mars 1916; — 5 janvier 1917).

Change non coté en France. — Aucun texte ne prévoit les règles de conversion dans le cas où les monnaies étrangères ne sont pas cotées en France.

Dans une pareille hypothèse et, à défaut de texte en la matière, l'Administration a décidé que la valeur des monnaies devait être fixée *d'après la déclaration estimative des parties*, sous réserve du droit de contrôle de l'Administration. C'est l'application par analogie de la règle tracée en matière de droits d'enregistrement par l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII et en matière de timbre des titres étrangers par l'article 6 de la loi du 30 janvier 1926. (Rép. du Min. à M. Piot, député, *J. off.* du 13 janvier 1934, Déb. parl. Chambre, p. 118, 1^{re} col.; Sol. 24 mars 1928).

C'est ce qui a été décidé, plus spécialement, en ce qui concerne le cours des monnaies des pays ennemis (Sol. 21 avril 1917).

Pour contrôler ces déclarations, l'Administration peut se baser sur le cours du change dans un pays où la monnaie est cotée, sauf à déduire ce qui peut représenter les frais et les risques du transport à l'étranger (même sol.).

Change des coupons touchés à l'étranger. — Dans le cas où les coupons sont touchés hors de France, le cours du change à appliquer est celui qui a été pratiqué *au jour* de l'encaissement et *au lieu* de l'encaissement. Ainsi les coupons de valeurs suisses exprimés en francs suisses doivent être évalués en francs français, d'après le cours du change du jour et du lieu du paiement. Si des coupons de sociétés d'autres nationalités, des coupons anglais par exemple, sont payés en Suisse en francs suisses, il convient pour obtenir leur valeur d'appliquer deux changes successifs, d'une part celui de la livre sterling en francs suisses, d'autre part celui du franc suisse en franc français (Sol. 5 janvier 1917; — 27 novembre 1917; — 15 avril 1920, Inst. 3720, § 13; — 15 février 1923; — 23 avril 1924; — 9 décembre 1926).

Pour les coupons étrangers encaissés, ce n'est donc pas à l'époque de la déclaration au service qu'il faut se placer pour opérer la conversion, mais bien au jour de l'encaissement. On ne saurait, sur ce point, tirer un argument contraire des dispositions de l'art.

37 de la loi de 1914 et de l'art. 11 du décret du 21 juin. Si, en effet, pour la perception de l'impôt par voie d'apposition de timbres mobiles, la valeur de la monnaie était déterminée au moment où ce mode de paiement était autorisé, par le cours du jour de l'apposition, et si, sur l'affidavit annuel autorisé pour les coupons de titres déposés en garde, la valeur de la monnaie est celle du jour de la rédaction de l'affidavit, ces règles ne sont que des expédients pratiques destinés à combler les lacunes du texte. Elles doivent donc ne plus être suivies quand les éléments de la perception sont exactement connus. Au surplus, la faculté de n'acquitter l'impôt que dans le premier trimestre de l'année suivante ne constitue qu'un délai de faveur sans influence sur la liquidation même de l'impôt. (Sol. 15 avril 1920).

110. DÉTERMINATION DE LA VALEUR DES COUPONS LIBELLÉS EN FRANCS-OR. — Pour le remboursement des titres ou pour le paiement des coupons contractés par les collectivités étrangères sur le marché français avant la loi du 25 juin 1928 portant réforme monétaire, et libellés en francs-or, les tribunaux décident que l'emprunteur doit s'acquitter en or ou dans une monnaie liquidée à la parité de l'or (Cour de Paris, 19 janvier 1928, D. H. 28-93; Seine, 8 février 1928, D. H. 28-192; C. de Paris, 7 mars 1929, D. H. 29-240 et Cass. civ. 14 janv. 1931, Rev. de d^t international privé 1931, p. 537, D. P. 1931-1-5, concl. de M. Paul Matter, rapporteur et Note de M. Savatier) .

Ces principes ont été consacrés par les tribunaux étrangers et internationaux (Cour d'Alexandrie, 1^{er} avril 1925, D. H. 25-319; Cour de just. intern. de La Haye, 12 juillet 1929, 2 arrêts, Rev. de d^t intern. privé, 1932, p. 25).

Dès lors, pour les coupons qui ont fait, depuis la promulgation de la loi du 25 juin 1928, ou qui feront l'objet de négociations, la valeur imposable est constituée par la valeur inscrite sur le coupon, multipliée par le coefficient de dévalorisation tel qu'il résulte de la nouvelle définition légale de notre monnaie

0.322
————— = 4,924.394 (Inst. 4028, annexe II).

En ce qui concerne les coupons en francs-or qui ont donné lieu à des négociations antérieurement à la promulgation de la

loi du 25 juin 1928, la valeur imposable est déterminée en appliquant à la valeur inscrite sur le coupon un cours basé sur celui du dollar, monnaie qui jusqu'à ces derniers temps était toujours restée à la parité de l'or. D'ailleurs, pour simplifier les calculs et en ce qui concerne les négociations intervenues pendant la période au cours de laquelle le franc a été stabilisé en fait, il suffit d'appliquer le coefficient de dévalorisation ci-dessus visé de 4,924.394 (Sol. du 3 décembre 1932).

Ce sont ces règles qui doivent être appliquées notamment aux coupons des emprunts des Etats-Unis du Brésil et de la Yougoslavie, ainsi qu'aux coupons de l'emprunt contracté à la fois en Belgique, en France et en Suisse, par la Caisse hypothécaire d'Egypte (Cour d'appel d'Alexandrie, 12 avril 1928, S. 1928-4-12).

Mais, bien entendu, et dès lors qu'en définitive, l'impôt ne peut être perçu que sur les sommes réellement versées par les sociétés et Etats étrangers, la perception devrait être révisée et le droit assis sur la somme réellement payée, dans le cas où, par suite d'accords entre les parties ou par le « fait du prince », les bénéficiaires devraient encaisser une somme moindre.

111. VILLE DE TOKIO, 5 0/0 1912. — Par un arrêt du 1^{er} décembre 1931, la Cour d'appel de Dijon (S. 1932-2-38), statuant renvoi en vertu de l'arrêt rendu par la Chambre civile de la Cour de Cassation du 14 janvier 1931 (S. 1931-1-125), a reconnu qu'en raison de l'émission réalisée dans divers pays, l'emprunt présente un caractère d'unité et que le service doit être effectué d'après le cours d'une seule monnaie, la livre sterling.

Par suite, l'impôt doit être liquidé non pas sur la valeur nominale des coupons en francs, mais sur le montant de cette valeur en francs calculés d'après le cours de la livre.

112. COURS DU COUPON. — MARGE DE TOLÉRANCE. — Par une solution du 5 janvier 1917, l'Administration a tout d'abord reconnu qu'il convenait de convertir, en monnaie française, d'après le cours du coupon, qui varie nettement du cours du change suivant les diverses places bancaires.

Cette solution est ainsi conçue :

D'après les articles 3 et 8 du décret du 21 juin 1914, la taxe de ⁵ 0/0

due sur les coupons des titres étrangers non abonnés doit être liquidée sur la valeur brute... en monnaie française au cours du jour du paiement...

Les vérifications auxquelles vous avez procédé ont permis de constater que l'impôt n'est pas calculé et retenu par les divers assujettis d'une manière uniforme et que, notamment, les mêmes coupons ou les titres en tenant lieu, présentés au paiement dans une même journée, sont soumis à la taxe sur des bases qui varient, non seulement avec les établissements, mais encore, dans un même établissement, avec l'importance des coupons et la personnalité des porteurs.

En procédant par épreuve à une nouvelle liquidation basée sur les cours du change sur Londres, New-York et la Suisse, constatés au bulletin de la cote officielle des agents de change de Paris, un employé supérieur a relevé à la charge de quinze assujettis des suppléments de droits et des pénalités.

Certains assujettis ont acquitté ces compléments de taxe, d'autres, au contraire, en contestent l'exigibilité et présentent les objections suivantes :

Les assujettis ne peuvent se trouver liés par le cours du change publié par les agents de change de Paris. Ce cours ne s'applique, en effet, qu'aux chèques, versements, « papier court ». Or, les coupons ont une valeur particulière, qui n'est pas celle des chèques. Cette valeur varie, d'ailleurs, d'une place à une autre et, dès lors, il ne paraît pas possible d'établir une base imposable uniforme pour toute la France.

Ces objections sont sérieuses.

D'après les articles précités du décret du 21 juin 1914, les coupons étrangers sont bien imposés sur leur « valeur en monnaie française au cours du jour du paiement », mais ce décret ne précise nullement que ce cours doit être nécessairement celui du change publié par les agents de change. Une pareille exigence se heurterait, au surplus, à une impossibilité d'application matérielle.

Les agents de change n'ont pas, en effet, pour mission de fixer par avance le cours du change ; leur rôle se borne à le constater (art. 76 du C. de comm.). La cote des cours, pour le change comme pour les valeurs, est arrêtée par les agents de change à chaque séance de la bourse ; elle est publiée immédiatement au Bulletin officiel (art. 77 et 78 Code de comm. ; décret du 7 octobre 1890) ; mais, il est évident que, dans ces conditions, ce bulletin ne peut être consulté que dans la soirée et ne peut, par conséquent, servir de base aux assujettis pour les paiements de coupons qu'ils ont à effectuer dans le courant de la journée.

D'autre part, les coupons ne sont pas négociés en bourse. Leur valeur est sensiblement différente de celle des chèques ou des effets de commerce ; par suite, le cours des chèques ne peut être appliqué d'office. Enfin, le taux de reprise des coupons varie également d'une place à l'autre. Or, le décret du 21 juin 1914 n'ayant pas visé le cours d'une place déterminée, ses dispositions doivent être interprétées dans ce

sens que la base de l'impôt est fournie par le prix du coupon généralement pratiqué au jour de l'opération sur la place où a lieu le paiement.

On est ainsi amené à tolérer une certaine latitude dans l'évaluation des coupons faite par les assujettis; cette évaluation est soumise toutefois au contrôle de l'Administration, qui peut user comme terme de comparaison du taux de reprise pratiqué le même jour par l'assujetti lui-même et par les mêmes assujettis de la même place, de celui qui est fourni périodiquement (généralement toutes les semaines) par les grands établissements de crédit et certaines banques, et enfin du cours officiel du change pratiqué par les agents de change.

En d'autres termes, il résulte de cette solution que le cours à prendre pour la détermination de la valeur imposable est non pas le cours du change, mais bien *le cours du coupon au jour de l'encaissement*.

Maintenue par une solution du 15 avril 1920 et dans une réponse du Ministre des Finances à M. Gallet, sénateur, cette décision, contraire aux termes du décret, ne devait pas tarder à être modifiée.

MM. Maguero et Tassain (suppl^t à la 2^e éd., v^o Valeurs mobilières étrangères, n^o 233) l'appréciaient en ces termes, auxquels nous nous rallions volontiers : « Comme les coupons ne sont pas négociés en bourse et qu'il n'y a pas de cours coté en ce qui les concerne, le système adopté aboutissait nécessairement à chercher la base de la perception dans la valeur négociable du coupon et non dans sa valeur nominale. Cette interprétation est absolument contraire au texte du décret du 21 juin 1914 et aux principes dont ce texte s'est inspiré. Il résulte, en effet, de l'article 32 de la loi du 29 mars 1914 que les produits à imposer à la taxe établie par cette loi sont déterminés conformément aux dispositions de la loi du 29 juin 1872, d'où il suit, comme le Ministre l'a déclaré à la tribune de la Chambre des Députés le 27 mars 1914 (*J. off.* du 28, p. 2021), que c'est la valeur brute des coupons payés en France, qui doit être prise pour base de la perception. Il n'est pas permis de diminuer le coupon d'aucune des commissions que l'assujetti peut prélever à raison de sa négociation. Or, ce sont précisément ces commissions qui influent, d'une place à l'autre, sur la valeur négociable du coupon ou ce que la solution précitée appelle son cours ».

Mais la solution du 5 janvier 1917 était entachée d'un défaut p'us grave encore. Certains établissements de crédit ont cru pou-

voir penser que cette solution les autorisait à retenir ou à avancer la taxe sur des sommes bien inférieures à la valeur réelle des coupons acquittés.

En fait, il a été constaté que certains banquiers ont prélevé sur le change un bénéfice exagéré. Quelques-uns ont pu même payer des coupons à la parité de la valeur nominale de la monnaie de leur libellé (25 fr. 20 pour la £, 1 fr. pour la peseta, 5 fr. 18 pour le dollar, etc.), alors qu'ils les négociaient ensuite au cours exact du change.

Ces errements, abusifs à l'égard des clients, causaient par ailleurs un grave préjudice au Trésor.

Aussi bien, par une décision du 22 juillet 1924, le Ministre a-t-il décidé que la conversion en monnaie française des produits mis en paiement doit être déterminée d'après le cours officiel du change de la devise étrangère au jour du paiement (Inst. 3839, § 20). Cette décision est basée sur ce fait qu'il n'y a pas lieu de déduire de la valeur brute du coupon, l'escompte ou la commission prélevée par le banquier et qui comprennent, notamment, la perte d'intérêts, les frais de port ou d'assurances, etc., le législateur ayant fait la plus complète abstraction de ces éléments pour l'assiette de l'impôt.

Toutefois, et en raison des fluctuations des changes, des risques courus de ce fait par les banques et en raison des difficultés qu'entraîne le calcul mathématique de la conversion par suite de la suppression du cours moyen du change, il a été décidé d'admettre une certaine tolérance tant que le cours des devises ne serait pas stabilisé. L'Administration n'a jamais voulu se lier les mains en fixant d'une manière fixe la marge autorisée (Sol. 31 octobre 1925): elle a laissé le soin de cette taxation aux banquiers, étant entendu que la marge ne devrait en aucun cas excéder celle qu'il est d'usage, dans la pratique bancaire, de réserver en période d'instabilité des cours pour se prémunir contre une baisse trop rapide du taux des devises.

Les abus, quoique moindres, s'étant poursuivis, l'Administration a pris l'initiative de demander au Ministre de fixer définitivement la marge de tolérance.

Le Ministre a accepté cette proposition et, dans une décision du 16 mai 1928, il a reconnu que, pour la période d'instabilité des cours des changes, c'est-à-dire jusqu'au mois d'août 1926, il

était possible d'admettre une marge de 6 0/0 calculée sur le cours exact du change. Pour la période postérieure et jusqu'en décembre 1926, cette marge était fixée à 2 0/0. Enfin, après le mois de décembre 1926, il était convenu d'appliquer strictement la règle résultant du décret du 21 juin 1914, c'est-à-dire de liquider l'impôt sur le montant brut du coupon transformé en monnaie française au cours du jour du paiement. Toutefois, si aucune marge de tolérance n'était admise pour le calcul des droits simples, les pénalités applicables aux insuffisances ne dépassant pas 1 0/0 devaient être considérées comme faisant, d'office, l'objet d'une remise gracieuse.

Les banquiers ont estimé la marge ainsi fixée insuffisante et ils ont fait valoir, à l'appui de leur prétention, les arguments suivants :

D'une part, il ne s'agit pas, en l'espèce, d'opérations de change proprement dites, mais bien d'opérations portant sur des coupons et il ne saurait, dès lors, être question d'appliquer automatiquement le cours du change, sans se préoccuper de la valeur proprement dite des coupons.

D'un autre côté, des délais atteignant plusieurs jours sont nécessaires pour que l'établissement payeur rentre dans les sommes qu'il a déboursées en effectuant le paiement des coupons. L'argument, selon lequel le change ne fléchit jamais d'un jour à l'autre dans une proportion supérieure à 6 0/0 n'est donc pas déterminant, car en raison des délais ce ne sont pas les fléchissements d'une journée, mais ceux cumulés de plusieurs journées qui doivent être pris en considération.

En outre, lors du paiement, rien ne permettait aux banquiers d'escompter une stabilité relative et de régler leur marge en conséquence.

Enfin, un changement brusque de doctrine ne doit pas entraîner de réclamation contre les banquiers qui ont agi de bonne foi.

Ces arguments étaient sans valeur.

Sans doute, les banques ne se font payer les coupons qu'ils ont recueilli qu'après un délai de plusieurs jours. Mais, même en tenant compte de ce délai, la marge de 6 0/0 était suffisante puisqu'elle s'élevait, au moment où la livre sterling était à 240, à 12 fr. 40 par unité de cette monnaie. Au reste au cas de hausse

des monnaies étrangères, ce qui a été le cas le plus fréquent, cette marge a servi à augmenter le bénéfice retiré de l'opération. La décision n'est donc pas rigoureuse dans son ensemble. D'ailleurs, l'Administration, usant du droit de tempérer les résultats excessifs de la loi, pouvait appliquer avec souplesse la décision lorsque la marge apparaissait insuffisante.

D'autre part, on ne peut soutenir que les coupons représentent une valeur toute différente des monnaies, car une pareille interprétation serait contraire aux dispositions du décret du 21 juin 1914. Enfin, le changement de doctrine ne pouvait s'opposer à ce que l'Administration procédât à une nouvelle liquidation de l'impôt en cas d'abus constatés. Admettre sans examen toutes les marges qu'il a plu aux établissements de crédit d'appliquer serait favoriser la fraude.

A la date du 30 août 1928, le Ministre des Finances a estimé devoir modifier la position prise par la décision du 16 mai précédent. En conséquence, il n'a rien été modifié en règle générale pour le passé (Inst. 4007, § 13).

Par suite, pour la période antérieure au 1^{er} septembre 1928, les prescriptions de la d. m. f. 22 juillet 1934 (Inst. 3839, § 20) doivent être suivies comme antérieurement, l'Administration conservant le pouvoir d'appréciation de fait que lui réservait expressément cette décision.

En ce qui concerne la période postérieure au 31 août 1928, une marge de 1 0/0 est admise, jusqu'à nouvel ordre, tant pour les droits simples que pour les pénalités.

Après le fléchissement de la livre sterling, les banquiers ont sollicité le rétablissement de la marge de tolérance, mais cette demande a été repoussée comme inutile (D. m. f. 7 avril 1932).

III. — Déductions

113. DÉDUCTIONS, AUTORISÉES PAR LA LOI, SUR LE MONTANT DES PRODUITS. — IMPÔTS ÉTRANGERS. — Les produits imposables doivent, d'après l'article 32 de la loi du 29 mars 1914, être déterminés conformément aux dispositions de l'art. 2 de la loi du 29 juin 1872, c'est-à-dire sur la valeur brute des coupons, sans qu'il y ait lieu de faire abstraction des centimes (Sol. 8 août 1914).

Mais ce principe comporte une exception.

Les articles 3 et 8 du décret du 21 juin 1914 autorisent la

distraktion, pour le calcul de la taxe, des *impôts établis dans les pays étrangers où les titres ont été créés et dont le paiement incombe au porteur du coupon*. Ces textes consacrent sur ce point une dérogation aux règles générales, qui gouvernent la liquidation de l'impôt sur le revenu et ils doivent, dès lors, comme tous les textes exceptionnels, être interprétés restrictivement. Les articles précités ayant uniquement pour objet d'assurer la perception de la taxe sur les intérêts, arrérages et produits des valeurs étrangères non abonnées et des fonds d'Etats étrangers, leurs dispositions ne sont pas applicables en ce qui concerne les autres valeurs mobilières, et notamment aux valeurs abonnées. Pour ces derniers titres, il convient donc de se conformer à la jurisprudence des arrêts de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 29 juillet 1912 (Inst. 3362, § 6), d'après lesquels les impôts étrangers incombant à l'actionnaire ou à l'obligataire, et dont l'établissement émetteur est chargé d'assurer le recouvrement, par voie de retenue, ne doivent pas être déduits du montant du revenu passible de la taxe ((Inst. 3411, pp. 11 et 12).

C'est pour ce motif que l'Administration refuse la déduction des impôts étrangers sur les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations perçus par les administrateurs de sociétés étrangères non abonnées résidant en France. L'impôt exigible sur ces produits est, en effet, en vertu des textes qui l'ont institué, non pas l'impôt créé par la loi de 1914, mais bien celui de la loi de 1872 (Sol. 8 octobre 1934).

Ajoutons d'ailleurs qu'on ne saurait déduire du montant des coupons les impôts étrangers qui s'appliquent non pas aux coupons eux-mêmes, mais plutôt aux porteurs : il en est ainsi notamment des impôts que réclame le Gouvernement suédois sur les dividendes payés aux porteurs français, dès lors que ces impôts s'appliquent à des périodes différentes de celles pour lesquelles le coupon a été mis en paiement (Sol. 19 mai 1932).

114. DÉDUCTIONS, AUTORISÉES PAR L'ADMINISTRATION, SUR LE MONTANT DES PRODUITS. — SUPERPOSITION D'IMPÔTS. — Usant du droit de modération, qui lui est reconnu par la jurisprudence, l'Administration a cependant accepté de tempérer la rigueur de cette règle, dans le cas notamment où son application conduisait à des superpositions choquantes d'impôts.

Au cas où des produits se trouvent imposables à l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées, par suite du désabonnement des titres, il a été reconnu qu'il y a lieu de déduire le montant du droit de timbre payé au titre de l'abonnement et qui se trouve *contractuellement* à la charge des porteurs (Sol. 4 mai 1917). Au contraire, on ne saurait distraire le montant de la taxe de transmission payée au titre de l'abonnement, la charge de cet impôt étant une dette propre à l'obligataire ou à l'actionnaire (même sol.).

De même, par analogie avec les mesures prises en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des créances, les sociétés ou particuliers sont admis à demander la déduction, sur l'impôt exigible de celui qu'ils ont pu acquitter au titre de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou au titre de l'impôt sur les salaires (Inst. 4106, § 4; Sol. 24 février 1933).

Par contre et en raison des difficultés pratiques de liquidation de l'impôt, il n'a pas paru possible d'autoriser la déduction des impôts acquittés par les sociétés étrangères abonnées en raison des biens qu'elles possèdent en France (Sol. 17 avril 1919; voir nos 16 et 120).

115. DÉDUCTIONS NON AUTORISÉES PAR LA LOI. — Toute autre déduction que celle des impôts étrangers est prohibée par la loi.

Les articles 3 et 8 interdisent notamment la distraction pour le calcul des sommes imposables de l'*escompte*, c'est-à-dire la somme retenue par le banquier ou la personne qui procède au paiement lorsque le coupon lui est présenté avant l'échéance, ou de la *commission*, c'est-à-dire la rémunération prélevée par cet intermédiaire (Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, t. IV, n^{os} 680 et 695; Inst. 3412, p. 11; Sol. 18 octobre 1934).

Il en est de même, dans le cas où la commission est perçue, non pas en vertu de conventions librement débattues entre les parties, mais conformément à des règlements spéciaux, par les agents de change, les agents diplomatiques ou consulaires français à l'étranger (Sol. 20 janvier 1917 et 18 octobre 1934).

116. COMMANDITES. — Nous avons vu que l'impôt est exigible même dans l'hypothèse où les intérêts, arrérages ou dividendes proviennent de valeurs non représentées par des titres. Dans son

économie générale, la loi frappe, en effet, tous les produits, quelle que soit la nature du titre obligatoire d'où ils proviennent (n° 17 ci-dessus). Il en est ainsi des produits des commandites dans les sociétés étrangères que l'article 31, 2°, de la loi du 29 mars 1914 a d'ailleurs tout spécialement visés.

Mais (1), une difficulté s'élève sur le point de savoir de quelle manière doit être acquitté l'impôt sur les produits de cette nature. Cette difficulté résulte, d'une part, de ce que l'article 32 de la loi du 29 mars 1914 se réfère à l'article 2 de celle du 29 juin 1872, en ce qui concerne le mode de détermination des produits taxés et de ce que, d'autre part, ce dernier texte dispose que les produits des parts d'intérêts et commandites doivent être taxés, non pas d'après le revenu réellement distribué, mais d'après une évaluation forfaitaire. Doit-on, dès lors, lorsque le produit d'une commandite est payé en France dans les conditions prévues par les articles 35 et 36 de la loi du 29 mars 1914, retenir la taxe sur le produit brut réellement payé ou sur le forfait prévu par la loi de 1872 ?

Sous l'empire de la législation antérieure à la loi du 22 mars 1924, la difficulté était insurmontable. Il est certain, en effet, que la référence à la loi de 1872 contenue dans l'article 32 de la loi de 1914 commandait le payement de la taxe sur le forfait. Mais, il est non moins certain que ce mode de liquidation est absolument incompatible avec la procédure organisée par la loi de 1914. Cette loi ne prévoit, en effet, qu'une seule base d'imposition, qui est le montant du produit payé et l'assujéti qui, en matière de commandite, ne connaît que le montant du produit dont le montant est requis et non le montant de la commandite sur lequel devrait, le cas échéant, être calculé le forfait, ne saurait y substituer la base forfaitaire, soit d'office, soit sur déclaration des parties.

Il y a donc, en cette matière, deux textes inconciliables. Suivant l'avis de M. Maguero, que nous partageons entièrement, c'est celui de la loi de 1914, qui doit l'emporter et il faut considérer que, malgré la référence, d'ailleurs toute de principe, à la loi de 1872 que renferme le nouveau texte, l'économie générale de la loi de 1914 comporte nécessairement, en ce qui concerne les commandites, une dérogation au régime du forfait.

(1) T. A. Supplément à la 2^e édition, v° Valeurs.

Mais, la difficulté ne semble plus de nature à se présenter sous le régime de la loi du 22 mars 1924. L'article 32 de cette loi dispose, en effet, à l'égard des parts d'intérêts et des commandites, que si la société n'est pas soumise au droit de communication la taxe doit être liquidée sur le forfait de 8 0/0 du capital de la commandite, à moins que l'Administration ou les contribuables ne soient en mesure d'établir le montant des bénéfices réellement distribués, auquel cas la taxe est liquidée d'après le revenu ainsi déterminé (Inst. 3810, § 17). Or, il en est ainsi des commandites étrangères dont les produits sont payés en France, puisque, d'une part, ces sociétés, à raison de leur extranéité, ne sont pas assujetties au droit de communication de l'Administration et que, d'autre part, par l'opération même de paiement à laquelle il est procédé en France, la preuve est faite du montant du bénéfice effectivement distribué.

La situation est un peu différente, lorsque le paiement des produits s'est produit à l'étranger. C'est, en principe, sur la base du forfait que l'impôt doit être liquidé, sous réserve de la preuve contraire, soit par l'Administration, soit par les parties. L'Administration trouvera la preuve réservée par la loi de 1924 dans la déclaration des dividendes faite par les bénéficiaires de produits à l'Administration des Contributions Directes par application de la législation sur les avoirs à l'étranger. Une pareille déclaration équivaut, en effet, à un véritable aveu. Mais, bien entendu, les parties ne pouvant se créer un titre à elles-mêmes, ne pourraient être admises à prouver que les produits ont été inférieurs au forfait en arguant seulement de leur déclaration au service des Contributions directes.

CHAPITRE III

Personnes soumises au paiement de l'impôt

117. GÉNÉRALITÉS. — Les règles de perception de l'impôt sont différentes suivant que les produits sont encaissés par des Français ou par des sujets étrangers. D'autre part, ces mêmes règles varient suivant que les bénéficiaires encaissent les produits en France ou à l'étranger.

Le plan de ce chapitre nous est donc tout tracé.

Toutefois, dans le paragraphe relatif aux étrangers, nous nous efforcerons notamment de mettre en lumière la situation, au regard de l'impôt, des étrangers non résidant ni domiciliés sur le territoire qui touchent en France leurs revenus et pour lesquels le règlement d'administration publique du 21 juin 1914, sortant du cadre de la loi du 29 mars 1914, a créé un système d'exonération tout particulier, le système de l'affidavit.

Enfin, dans un dernier paragraphe, nous examinerons la situation, eu égard à leur nationalité, des personnes qui perçoivent des tantièmes et rémunérations diverses d'administrateurs de sociétés étrangères non abonnées.

§ 1^{er}. — Français

118. PRINCIPES GÉNÉRAUX. — Les produits de valeurs étrangères non abonnées touchés par des Français sont assujettis à l'impôt :

- 1° s'ils sont touchés en France, en toute hypothèse;
- 2° s'ils sont touchés à l'étranger, à la condition que l'ayant droit soit domicilié sur notre territoire.

119. DOMICILE DES PORTEURS. — La question de savoir si une personne possède en France un domicile est une question d'espèce, au sujet de laquelle aucune règle absolue ne peut être formulée (Cass. 27 mai 1884, D. P. 84-1-437, S. 85-1-209; Cass. 20 nov. 1889, D. P. 90-1-171, S. 90-1-155).

A cet égard, il convient donc de se reporter aux principes tracés par la doctrine et la jurisprudence. Nous les résumerons brièvement.

Aux termes de l'art. 102 du C. c., « le domicile de tout Français est au lieu où il a son principal établissement. »

Pour l'application de cette formule, qui doit être entendue dans le plus large sens, on doit tout d'abord se régler sur le lieu d'habitation ordinaire. Le fait de l'habitation est, en effet, la notion première qui a servi à constituer la théorie. Le plus souvent, il n'y aura aucun doute : la plupart des gens ont une résidence unique, la maison ou l'appartement qu'ils occupent. Si la personne réside alternativement dans plusieurs endroits, il sera souvent facile de reconnaître, parmi ces résidences, celle qui est la principale (Cass. 15 mars 1909, S. 1909-1-369; Planiol, D^e civil, 8^e éd., n^o 567).

Lorsque l'habitation ne suffit pas pour déterminer le domicile, on doit se baser sur la considération des intérêts. On peut tenir compte des intérêts de tout genre, intérêts moraux et relations de famille, tout aussi bien qu'intérêts pécuniaires, exploitations industrielles ou commerciales. Le mot « établissement » employé par la loi est assez vaste pour comprendre tous ces genres d'intérêts. Mais, la situation des biens ou des relations de famille ne doit être examinée que subsidiairement, quand l'habitation ne présente pas un caractère suffisant pour fixer le domicile; ce n'est pas la situation des biens ou la demeure du parentage qui est la considération dominante. Ainsi, une personne, née à Paris et qui a toujours habité Paris ne peut être considérée comme domiciliée ailleurs, par cela seul qu'elle vit des revenus de propriétés situées dans les départements ou que les membres de sa famille habitent en province (Planiol, *ibid.* n^o 568).

Dans certains cas, la loi détermine d'office le lieu du domicile d'une personne, parce qu'elle estime que son principal établissement doit nécessairement se trouver dans le lieu qu'elle désigne. Les catégories des personnes qui ont ainsi un domicile légal sont en petit nombre, mais les individus qui y sont compris sont si nombreux qu'ils forment la majorité de la population. Ces personnes sont : 1^o les mineurs non émancipés, dont le domicile se trouve chez leur père, leur mère ou leur tuteur; 2^o les femmes mariées non séparées de corps, qui sont domiciliées chez leur

mari (art. 108 et 214); 3° les interdits qui sont domiciliés chez leur tuteur (art. 108); 4° les personnes, qui servent habituellement chez autrui, qui sont domiciliées chez leur maître; 5° les fonctionnaires publics nommés à vie, qui sont domiciliés au siège de leurs fonctions.

120. SOCIÉTÉS A SUCCURSALES. — SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES. — Le principe de l'unité du domicile, édicté par le Code civil et qui s'applique facilement aux particuliers, n'a pu être maintenu pour les personnes morales, comme les sociétés commerciales, dont l'activité peut s'étendre à un pays tout entier et même à plusieurs pays. Afin de faciliter la solution judiciaire de nombreuses difficultés soulevées par les multiples opérations auxquelles se livrent les grandes sociétés, la jurisprudence a dû écarter la règle de l'unité du domicile et admettre qu'elles ont autant de domiciles distincts, attributifs de juridictions, qu'elles ont d'établissements principaux ou de succursales jouissant d'une certaine autonomie (Rép. du d^r franc., v^{is} société commerciale, n° 1010; compétence civile et commerciale, n^{os} 367 et suivants; domicile, n^{os} 49 et sv.; Pandectes franç., v^o Société, n° 4833; Sol. 12 août 1914; Seine, 27 mars 1920; Sol. 30 juillet 1929; — 9 août 1932).

Cette pluralité de domiciles sociaux a été reconnue par la Cour Suprême (Req. 27 novembre 1923, R. E. 7965, Inst. 3839, § 2) à une société étrangère d'assurances, ayant des succursales en France, de telle sorte que cette société étant, en ce qui concerne ces succursales, domiciliée en France, tombe sous l'application de la loi du 29 mars 1914, au même titre que si elle était française. « Attendu — porte cet arrêt — que les dispositions spéciales des articles 7 et 12 de la loi du 17 mars 1905 et du décret des 26-28 juin 1906 imposent aux sociétés étrangères d'assurances, pour pouvoir fonctionner en France, l'obligation d'y avoir un établissement autonome, ce qui doit les faire considérer comme y étant domiciliées, notamment au point de vue de l'application du régime fiscal institué par la loi du 29 mars 1914... »

C'est ainsi que l'Administration a reconnu qu'une société étrangère d'assurances devait être considérée comme domiciliée en France, non seulement pour ses opérations sur notre territoire, mais aussi pour ses opérations en Tunisie, « puisque l'art. 2 du décret beylical du 2 mars 1928 impose à ces sociétés de rattacher

leurs opérations tunisiennes à leur portefeuille métropolitain » (Sol. 9 août 1932).

Nous n'approuvons pas ces décisions, qui, rigoureusement exactes si l'on se place au point de vue des lois civiles et fiscales, sont exorbitantes dans leurs conséquences. Elles aboutissent à consacrer une superposition d'impôt inopportune et contraire à l'équité.

En effet, et du moment que la société étrangère possède des biens en France, elle est assujétie au paiement des droits par abonnement à proportion de ces biens, qui comprennent notamment les valeurs françaises ou étrangères nécessaires au fonctionnement de la succursale. Or, ces mêmes valeurs sont encore soumises à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et la collectivité étrangère ne peut s'y soustraire par la production d'un affidavit.

Les valeurs nécessaires au fonctionnement de la succursale sont donc passibles à la fois de l'impôt sur le revenu institué par la loi de 1914 et de l'impôt sur le revenu créé par la loi de 1872 (Voir une même superposition, nos 16 et 114).

121. SOCIÉTÉS A SUCCURSALES. — SOCIÉTÉS FRANÇAISES. — L'interprétation littérale de l'arrêt de la Cour du 27 novembre 1923, visé ci-dessus aurait toutefois pu amener à soutenir qu'une société française ayant créé à l'étranger des succursales autonomes doit être considérée, pour l'application de la loi du 29 mars 1914, comme ayant des domiciles particuliers au siège de chacun de ces établissements. Il n'a pas paru néanmoins possible d'accepter cette opinion dans toutes ses conséquences. Il eût été, en effet, trop facile aux sociétés françaises de se soustraire au paiement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières qu'elles possèdent à l'étranger; il leur eût suffi d'en faire encaisser les produits hors de France, par des succursales plus ou moins autonomes. C'est cette fraude que paraît avoir voulu prévenir le législateur de 1914 en soumettant à la taxe, par des termes éminemment compréhensifs toutes les personnes, physiques et morales, domiciliées en France.

Aussi, l'Administration, pour se garantir contre ces évasions, a-t-elle décidé, par une solution du 20 septembre 1924, que la

société française doit acquitter l'impôt sur les produits des valeurs mobilières dépendant du portefeuille de ses succursales à l'étranger, par le seul fait que ces produits sont incorporés dans le bilan général établi au siège social, domicilié sur notre territoire (voir également Sol. des 8 juin 1915, R. p. 13355, et 7 mars 1917).

Cette manière de voir, admise par le Tribunal civil de la Seine du 28 janvier 1927, a été consacrée par la chambre des requêtes de la Cour de Cassation dans un arrêt du 11 février 1930. « Attendu — porte cet arrêt — qu'il résulte des constatations du jugement que la succursale de Gênes, quoiqu'elle ait une certaine autonomie, une comptabilité et un portefeuille particuliers, n'est cependant autre chose que l'intermédiaire dont se sert la société française pour encaisser à l'étranger les coupons des valeurs étrangères; que, notamment, par l'incorporation, poste pour poste, du bilan de la succursale de Gênes, dans celui de l'établissement parisien, ce dernier prend à son compte les profits et pertes de la succursale italienne; attendu, dès lors, que l'encaissement des coupons et intérêts étant fait, en réalité, au domicile en France de la Société du Crédit Commercial, donne ouverture à la taxe sur le revenu... » (S. 1930-1-209; R. p. 16734).

Cette manière de voir conduisait à des conséquences trop rigoureuses. Elle aboutissait, en effet, à ce résultat paradoxal que le soin de déterminer à quel domicile doivent être rattachés les produits appartenait exclusivement à la Régie et il était à craindre, dès lors, que l'Administration, envisageant uniquement les intérêts du Trésor, ne prît pas en considération les circonstances de fait justifiant une solution toujours favorable à l'imposition.

D'autre part, une pareille règle de perception ne pouvait que nuire à notre expansion à l'étranger, puisque les maisons françaises supportaient ainsi la charge non seulement, comme leurs concurrentes, des taxes étrangères, mais encore des impôts français.

Cette situation a pris fin. L'article 1^{er} de la loi du 16 février 1932 a exempté de l'impôt sur le revenu, sous certaines conditions, les prêts consentis hors de France par des succursales de sociétés françaises par actions installées à l'étranger (voir à ce sujet n^{os} 87 et 223).

122. PERSONNALITÉ DU PORTEUR. — Si les produits sont encaissés en France par un Français ou s'ils sont encaissés à l'étranger par un Français domicilié sur notre territoire, l'impôt est dû, quelle que soit la personnalité du bénéficiaire — personne physique ou morale — qui les perçoit, quelle que soit la destination qu'ils pourront recevoir.

C'est ainsi que l'Administration a reconnu que l'impôt frappe les produits encaissés directement à l'étranger :

par une commune (Sol du 11 avril 1925);

par une société anonyme française (voir le numéro ci-dessus, Sol. 3 déc. 1925;

par les membres français de la commission centrale du Rhin (D. m. f. 9 mai 1928);

par les membres français des missions diplomatiques étrangères, quelles que soient les fonctions qu'ils remplissent (Sol. 25 mars 1933);

aux fonctionnaires français de la Société des Nations (Sol. 28 janvier 1933);

aux membres français et au personnel français de l'office international du vin (D. m. f. 3 février 1929);

aux membres français de l'institut international de coopération intellectuelle (Sol. 28 janvier 1933).

aux ambassadeurs français à l'étranger qui, pendant la durée de leur mission, conservent leur domicile en France.

123. SOCIÉTÉ FRANÇAISE POSSÉDANT TOUTES LES ACTIONS D'UNE SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE. — L'impôt est dû sur les dividendes de la filiale étrangère dans les conditions du droit commun et on ne saurait pour soutenir le contraire faire valoir que la filiale est purement fictive et n'a pas d'existence réelle.

En matière fiscale, il est de principe, en effet, que la perception des droits doit être réglée d'après les stipulations des actes régulièrement portés à la connaissance du service et suivant l'effet légal que la loi leur attribue (Cass. req. 5 août 1840; — civ. 22 avril 1850, Inst. 1634, § 10, et 1875, § 9).

En outre, étant un tiers pour le recouvrement de l'impôt (Cass. civ. 11 juillet 1814; Dalloz, v° enreg., n° 2512; — req. 23 février 1875, Inst. 2516, § 2), l'Administration ne peut tenir compte des intentions secrètes des parties, ni des dissimulations auxquelles elles ont cru devoir recourir.

C'est une règle affirmée par de nombreux arrêts (Cass. req. 26 mai 1836; — Civ. 1^{er} février 1859, Inst. 1528, § 12, et 2160, § 3) et dont la chambre civile a fait l'application dans un arrêt du 22 novembre 1875 : « L'Administration — porte cet arrêt — ne peut asseoir la perception des droits que sur les stipulations des actes présentés à la formalité, sans égard aux conventions verbales, qui modifieraient la situation légale des parties, telle qu'elle résulte de ces actes » (Inst. 2542, § 1^{er}). Cette jurisprudence a été confirmée par l'arrêt de la Chambre civile du 11 avril 1877, qui pose le principe que « l'impôt est perçu d'après la propriété apparente » (Inst. 2575, § 2, p. 32).

Par application de ces principes, une société constituée en dehors des formes requises par la loi ou renfermant une cause de nullité quelconque, ne saurait se prévaloir de l'irrégularité dont elle est entachée, pour repousser la réclamation de la taxe. Conformément à l'adage suivant lequel « *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans* », les nullités qui peuvent affecter les sociétés, ne sont pas opposables aux tiers par les associés (Code de comm., art. 42), ni, par conséquent, à l'Administration lorsque son rôle consiste à poursuivre le recouvrement de l'impôt.

C'est ce qu'a spécialement reconnu la Cour suprême en matière de taxe de transmission, par un arrêt du 23 février 1875 (Inst. 2516, § 2), dont la doctrine fondée sur les principes du droit commun, s'applique, sans contredit, à la taxe sur le revenu et à l'impôt du timbre édicté par la loi du 5 juin 1850 (Conf. Maguero, T. A. 3^e éd., v^o impôt sur le revenu, n^o 114; op. cit., v^o titres négociables, n^{os} 188 et 341).

En conséquence, aussi longtemps qu'une société n'a pas été reconnue juridiquement nulle, rien ne s'oppose à la perception des taxes dues au Trésor, même si l'existence de la collectivité se trouve entachée d'une irrégularité susceptible d'entraîner la nullité (Sol. 11 juin 1931 et 28 mars 1933).

Cette manière de voir a été consacrée par le tribunal de la Seine dans un jugement du 18 octobre 1922 (Union des Pétroles d'Oklahoma). Cette juridiction paraît devoir être appelée à se prononcer de nouveau dans un bref délai sur le même point.

On remarquera d'ailleurs que les législations anglaise et américaine considèrent comme régulièrement existantes les sociétés dont toutes les actions appartiennent à une autre société.

Enfin, les sociétés françaises qui ont à l'étranger des filiales de cette nature sont admises à déduire des dividendes passibles de l'impôt de la loi de 1872, les dividendes qu'ils ont perçus de l'étranger et qui ont été soumis à l'impôt de la loi de 1914 (art. 27 de la loi du 31 juillet 1920).

124. ETAT. — La règle suivant laquelle les Français ne peuvent échapper à l'impôt qu'autant que, domiciliés à l'étranger, ils encaissent à l'étranger leurs coupons, avait reçu une dérogation importante.

On considérait que, l'Etat ne se payant pas d'impôts à lui-même (Instr. 2601, p. 2; — 3554, p. 37, *in fine*; Sol. 12 mars 1925), les intérêts produits par les valeurs étrangères non abonnées comprises dans le portefeuille, soit de l'Etat (Sol. 3 février 1928; — 15 février 1928; — 13 décembre 1930), soit des établissements publics nationaux pourvus de l'autonomie financière tels que l'office national des mutilés et réformés de la guerre (D. m. f. 21 juillet 1920, R. E. 8040; Sol. 14 juin 1930), la Caisse générale de garantie des assurances sociales (Sol. 13 décembre 1930), soit des Administrations publiques (Sol. 18 février 1928), devaient être payés sans retenue de l'impôt.

L'Administration est revenue sur cette manière de voir. Elle décide, en effet, que, du moment où, en fait, l'Etat se paie des impôts à lui-même, il convient de soumettre les intérêts de ses titres étrangers à la taxe de la loi de 1914 conformément au droit commun (D. m. f. 3 août 1931; Sol. 26 février 1934).

Les revenus étrangers sont donc désormais imposables comme les revenus des sociétés françaises appartenant à l'Etat.

Toutefois, il a été décidé, par mesure de tolérance, qu'il ne serait pas revenu sur les exonérations accordées jusqu'à la décision ministérielle du 3 août 1931 (Sol. 26 mai 1934).

125. PRODUITS DE TITRES DÉPOSÉS EN GARANTIE A L'ÉTRANGER. — La circonstance que les titres étrangers sont déposés à l'étranger en garantie d'opérations civiles et commerciales, même lorsqu'en fait ces produits sont affectés au paiement par imputation des intérêts ou du capital de dettes dont il est justifié, n'affranchit pas le Français domicilié en France du paiement de la taxe sur le revenu (Sol. 24 novembre 1931).

§ II. — Etrangers

126. GÉNÉRALITÉS. — Le régime fiscal des étrangers est différent suivant que les revenus des valeurs mobilières étrangères sont encaissés en France par l'intermédiaire d'un banquier ou que les propriétaires s'en font envoyer le montant ou l'encaissent hors de France, soit directement, soit par un intermédiaire (Sol. 1^{er} mai 1916; — 17 avril 1916; — 23 juillet 1914).

I. — Produits touchés en France

127. RÈGLE GÉNÉRALE. — D'après l'article 34 de la loi du 29 mars 1914, la retenue ou l'avance de l'impôt est opérée par le banquier, changeur ou toute autre personne *qui effectue en France* le paiement des intérêts, arrérages et tous autres produits. L'article 36 porte également que la retenue ou l'avance doit être effectuée à l'occasion de toute opération quelconque par laquelle « *toute personne demande en France* » le paiement des coupons, chèques et instruments de crédit créés pour le règlement de ces intérêts, arrérages et produits.

128. RÉGIME DES ÉTRANGERS NON DOMICILIÉS, NI RÉSIDANT EN FRANCE. — Bien que ces dispositions soient conçues en termes généraux, il a paru qu'elles ne pouvaient avoir pour effet d'assujettir les particuliers habitant en pays étrangers, qui demandent en France le paiement de leurs coupons, aux mêmes obligations fiscales que les personnes domiciliées sur notre territoire.

Dans un but d'équité et dans l'intérêt même des banquiers français, le règlement d'administration publique du 21 juin 1914, rendu pour l'exécution de la loi du 29 mars, autorise dans cette hypothèse, sur la production d'une déclaration spéciale ou « *affidavit* », le paiement des coupons sans retenue de l'impôt.

Cette autorisation, toutefois, est subordonnée par l'article 11 du décret à une double condition. Il faut, tout d'abord, que l'étranger qui réclame le bénéfice de l'affidavit ait, à l'étranger, tout à la fois, son domicile et sa résidence, d'où il suit que la dispense ne profite pas aux étrangers qui ont, dans notre pays, soit leur domicile, soit leur résidence. Il est nécessaire, d'autre part, que le porteur du coupon ne fasse ni profession, ni commerce de recueillir, encaisser, payer ou négocier les coupons de

titres ou de valeurs mobilières. S'il exerce cette profession ou ce commerce, il ne bénéficie de l'immunité que pour les produits des titres remis en France en nantissement d'opérations civiles ou commerciales.

129. DIVISION. — En définitive, lorsque les produits sont touchés en France par des étrangers, il y a lieu de distinguer suivant :

1° que l'Etranger est domicilié ou résidant en France, et, dans ce cas, l'impôt est toujours exigible (D. m. f. 21 septembre 1915, 20 janvier 1916, 4 avril 1916, 12 avril 1916; Sol. 1^{er} mai 1916, 14 juin 1916, 24 juin 1916, 31 mars 1927, 6 avril 1927; D. m. f. 19 avril 1929; Sol. 21 janvier 1933);

2° que l'Etranger n'est ni domicilié, ni résidant en France, et dans ce cas l'impôt n'est pas dû, mais sous production de l'affidavit (Sol. 23 juillet 1914; 17 avril 1916; 1^{er} mai 1916; 31 mars 1927; Sol. 11 février 1928; D. m. f. 19 avril 1929);

3° que l'Etranger n'est ni domicilié, ni résidant en France, mais exerce la profession de banquier et, dans ce cas, l'impôt est exigible, sauf s'il est justifié que les titres ont été remis en France en nantissement.

Reprenons chacune de ces propositions.

A. — L'étranger est domicilié ou résidant en France

130. DOMICILE DE FAIT ET DOMICILE DE DROIT. — La jurisprudence, se basant sur les dispositions tant de l'article 13 du Code civil, aux termes duquel tout étranger qui voulait établir son domicile en France était astreint à l'autorisation du Gouvernement, que de l'article 102 du Code civil, qui dispose que « le domicile de tout Français, quant à l'exercice du droit civil, est au lieu de son principal établissement », se refusait à voir dans la résidence de l'étranger non autorisé, si longue, si persistante qu'elle soit, un véritable domicile.

Toutefois, frappés des inconvénients de ce système, les rares auteurs qui le défendaient, ainsi que de nombreux arrêts, admettaient qu'à défaut de domicile légal, l'étranger pouvait avoir un domicile de fait, produisant, notamment, au point de vue de la compétence des Tribunaux, de la signification des actes et de

l'ouverture de la succession, les mêmes effets qui sont attachés par la loi au domicile des Français (Cass. 28 juillet 1902, Journ. de d^t intern. privé, 1903, p. 325; Weiss, Manuel de droit intern. privé, 7^e éd., p. 305).

La question s'est donc posée, dès l'entrée en vigueur de la loi de 1914, de savoir si, en matière d'impôt sur le revenu, le domicile visé par ce texte était le domicile de droit accordé à l'Etranger par décret, conformément aux dispositions de la loi du 26 juin 1889, ou le domicile de fait de l'Etranger, qui s'est établi, sans autorisation, sur notre territoire.

L'Administration a reconnu que le domicile de fait suffisait et on ne peut qu'approuver cette décision (Sol. 4 avril 1916; 17 avril 1916; 1^{er} mai 1916; 31 mars 1927; 30 août 1927; Inst. 3412, p. 30).

La loi du 10 août 1927 a modifié cette situation en abrogeant l'article 13 du C. c. et en supprimant l'admission à domicile, institution inutile et qui peut être remplacée, pour la naturalisation, par le domicile de fait. Il semble donc que, désormais, et nonobstant la jurisprudence antérieure, l'Etranger possède le droit à un domicile (Rép. de droit international, v^o Admission à domicile, n^{os} 64 et 65; C. de Besançon, 10 avril 1933, Chr. Sirey 27 juill. 1933).

Quoi qu'il en soit, le problème soulevé par le domicile doit être résolu suivant les circonstances (voir ci-dessus, n^o 119). La solution varie suivant les faits et aucune règle générale ne peut être formulée. L'Administration a reconnu que l'on devait considérer comme domiciliés en France :

le Français, récemment naturalisé sujet Suisse, mais qui a définitivement quitté ce pays pour venir s'installer en France, encore qu'il ait conservé de très importants intérêts à l'Etranger (Sol. 31 mars 1927);

l'Etranger qui a habité la France pendant toute la durée de la guerre et qui n'était pas imposé dans son pays d'origine aux impôts qui s'attachent au domicile (Sol. 6 avril 1927).

131. DOMICILE DES PERSONNES MORALES ÉTRANGÈRES. — Pour les personnes morales étrangères, on doit poser en principe qu'à la différence des personnes physiques qui ne peuvent avoir qu'un domicile, les sociétés possèdent autant de domiciles que de suc-

curiales, d'agences ou d'établissements jouissant d'une certaine autonomie (voir à ce chapitre, n° 120).

Dès lors, une société étrangère, qui a une succursale sur notre territoire, doit être considérée comme ayant un domicile dans notre pays; elle ne peut par conséquent être dispensée du paiement de l'impôt (Sol. 12 août 1914, 30 juillet 1929, 9 août 1932; Seine, 27 mars 1920; Sol. 30 juillet 1929).

C'est ce qui a été reconnu spécialement pour les sociétés étrangères d'assurances possédant une agence sur notre territoire, en ce qui touche aux coupons de titres étrangers déposés obligatoirement à la Caisse des Dépôts et Consignations, conformément à la loi du 17 mars 1906 et au décret du 14 juin 1906, en garantie de leurs opérations en France (Seine, 27 mars 1920 et Cass. req. 27 novembre 1923, R. E. 7965, Inst. 3839, § 2).

Il en est de même, ainsi que nous l'avons exposé au parag. 1^{er} de ce chapitre, pour la société italienne d'assurances, des sommes déposées par elle en France en garantie de ses opérations en Tunisie, dès lors que l'art. 2 du décret beylical du 2 mars 1928 impose à ces sociétés de rattacher « leurs opérations tunisiennes à leur portefeuille métropolitain » (Sol. 9 août 1932).

Dans ces hypothèses, l'exigibilité du droit est basée sur cette idée que les titres dépendent, conformément aux dispositions générales du régime des assurances, non point tant de la société proprement dite que de l'agence française. La solution serait, bien entendu, opposée si les coupons, même touchés en France, étaient affectés au fonctionnement d'une agence étrangère de cette même société et pouvaient, dès lors, être regardés comme dépendant de cette agence (Sol. 12 août 1914).

132. RÉSIDENCE. — Sous le régime des textes qui régissent la perception de l'impôt, la simple résidence, abstraction faite de tout domicile de droit ou de fait, suffit pour rendre passibles de la taxe les produits touchés en France par les Etrangers.

En cette matière comme en matière de domicile, la question de savoir si un sujet étranger possède une résidence en France doit être résolue suivant les circonstances (D. m. f. 12 avril 1916).

Toutefois, à notre avis, la résidence, visée par le décret du 21 juin 1914, doit s'entendre du fait matériel, et non de droit, qui s'attache à la présence physique d'une personne dans un endroit

donné, d'une manière non permanente et définitive, mais suffisamment longue pour que l'individu puisse y avoir des intérêts moraux ou matériels. En d'autres termes, la résidence n'est autre chose qu'une habitation prolongée et une personne réside en France dès lors qu'elle y a son habitation principale (Inst. 3493, p. 9, et 4034, p. 14). D'autre part, la notion de résidence à un endroit donné n'implique pas l'abandon du domicile, car, si une personne n'a, et ne peut avoir, qu'un domicile, elle peut avoir plusieurs résidences : aussi bien, lorsque l'Administration soutient qu'une personne a sa résidence en France, elle n'a pas à fournir la preuve que cette personne a changé de domicile (Rép. du droit français, Fuzier-Herman, v^o Domicile, n^{os} 42, 93 et 147; Sol. 9 février 1928).

Ainsi, on a considéré comme possédant une résidence en France, un étranger qui a conservé son domicile légal et politique en Suisse, mais qui a exercé un commerce dans notre pays, qui y est administrateur de sociétés et qui habite sur notre sol la plus grande partie de l'année, ne résidant que trois mois dans sa propriété sise en Suisse (Sol. 4 avril 1916 et 17 avril 1916).

De même, de l'étranger, qui est installé en France depuis 1912, date à laquelle il est devenu propriétaire de la maison qu'il occupe, qui est imposé à la contribution personnelle mobilière et qui ne se rend qu'une fois par mois en Belgique, alors qu'il possède dans ce dernier pays des immeubles dont le revenu est supérieur à celui de ses immeubles en France, qu'il est membre de l'Académie royale belge de langue française et membre de droit du jury de commissions littéraires à Bruxelles, et qu'il tire ses principales ressources de conférences en Belgique (Sol. 9 février 1928).

De même, l'Etranger qui a eu son habitation principale à Paris de 1924 à 1932, alors que le centre de ses occupations se trouvait à Paris où il était président du conseil d'administration d'une société de banque (Sol. 6 septembre 1933).

De même de l'Etranger qui possède en France un château, des fermes et qui est vice-président du conseil d'administration d'une société française (Sol. 23 mai 1916).

De même pour un Mexicain venu habiter Paris depuis trois ans à cause d'événements politiques au Mexique, où il a la plus grande partie de sa fortune (Sol. 24 juin 1916).

133. ETRANGERS DE PASSAGE. — Par contre, on admet que ne possèdent ni leur domicile, ni leur résidence en France, les Etrangers de passage, qui habitent notre pays en touristes ou qui même demeurent une partie de l'année sur notre littoral ou dans les villes d'eaux (Sol. 1^{er} mai 1916).

Il en est de même, de l'Etranger qui ne tient en location un appartement à Paris que pour les études de ses enfants, alors que lui-même, domicilié en Belgique, n'a aucun centre d'intérêts sur notre territoire (Sol. 3 novembre 1933).

134. PERSONNES JOUISSANT DU PRIVILEGE D'EXTERRITORIALITE. — La règle de l'exigibilité de l'impôt sur les coupons payés en France à des étrangers domiciliés en France est générale et absolue.

Le décret du 21 juin 1914 n'a apporté de dérogation à cette règle qu'en faveur des agents diplomatiques jouissant du privilège de l'exterritorialité (art. 11 du décret, dernier alinéa).

Il n'en pouvait être autrement d'ailleurs puisque, en vertu d'une fiction du droit international public, les agents diplomatiques doivent être regardés comme résidant toujours dans le pays d'où il sont venus et, par conséquent, hors de la Nation où ils ont été envoyés, quoi qu'ils y soient matériellement (Pradier-Fodéré, Cours de droit diplomatique, II, 41).

D'autre part, il n'a pas paru possible de contester aux Etats (Fonds d'amortissement d'un Etat étranger) et aux Souverains étrangers, qui peuvent avoir des titres en dépôt en France, la qualité de personnes étrangères. Des raisons de haute convenance internationale interdisent, en effet, d'imposer sur notre sol à ces personnes des obligations fiscales de quelque nature qu'elles soient (D. m. f. 27 juin 1931, T. A. supp^t, v^o Valeurs mob. étr., n^o 154).

La dispense accordée aux agents diplomatiques qui jouissent du privilège d'exterritorialité s'applique, non seulement aux ambassadeurs eux-mêmes, mais d'une façon générale à tout le personnel formant leur suite, à tous les gens, en un mot, dont la présence leur est nécessaire pour leur permettre de représenter dignement leur pays et d'accomplir complètement et utilement leur mission (Seine, 31 juillet 1878; Paris, 29 juin 1931; Niboyet et G. de la Pradelle, Rép. de d^t intern., v^o Agent diplomatique, n^{os} 92, 94, 96, 184, 207 et 208).

La dispense est donc applicable aux ambassadeurs, ministres plénipotentiaires et chefs de mission (Inst. 3440, p. 4; D. m. f. 28 juil. 1917), aux attachés militaires (Sol. 7 avril 1915, Inst. 3440, p. 4), aux fonctionnaires de la Société des Nations résidant en France pour l'exercice d'un mandat officiel (Sol. 28 janvier 1933), aux femmes de ces agents étrangers (D. m. f. 13 mars 1916 et Sol. 20 janvier 1917, Inst. 3440), ainsi qu'aux membres de leur famille (Sol. 28 janvier 1933 et 25 mars 1933), c'est-à-dire, d'après la doctrine, la femme de l'agent diplomatique, les descendants et ascendants demeurant avec lui, mais non les parents en ligne collatérale (Pradier Fodéré, t. II, p. 185; Niboyet, op. cit. n° 96).

Elle doit être étendue aux autres membres du personnel officiel de la mission (D. m. f. 11 juin 1919), tels que les chargés d'affaires, conseillers, secrétaires, attachés autres que les attachés militaires, ainsi qu'aux fonctionnaires nommés par leur gouvernement, tels que l'aumônier, le médecin, le conseiller légiste, le chef de la chancellerie, les secrétaires, les dactylographes, le drogman, les archivistes, ainsi qu'au personnel non officiel, tels que les précepteurs, gouvernantes, maîtres d'hôtel, domestiques, etc. (Sol. 25 mars 1933).

L'immunité a, au surplus, été accordée aux militaires des armées alliées en opérations dans notre pays (Sol. 10 décembre 1917), aux membres de la Conférence de la Paix, aux membres étrangers de la Commission des Réparations jouissant du privilège d'extraterritorialité (délégués, délégués adjoints, secrétaire général interallié et secrétaires généraux de délégation; Sol. 3 décembre 1920), aux membres étrangers des commissions internationales appelées à fonctionner en France en vertu du Traité de Paix, telles que la Commission centrale du Rhin (D. m. f. 28 mars 1924 et 9 mai 1928), l'office international du vin (D. m. f. 3 février 1929), l'Institut international de coopération intellectuelle (Sol. 28 janvier 1933), aux fonctionnaires de la Société des Nations résidant à Paris pour l'exercice d'un mandat officiel (Sol. 28 janvier 1933).

L'exonération ne saurait, d'ailleurs, en aucun cas, profiter aux sujets français, quelles que soient les fonctions qu'ils remplissent dans la mission étrangère (cf. Pand. franc., v° citato, n° 161; Sol. 28 janvier 1933; Sol. 25 mars 1933; D. m. f. 3 février

1929; elle n'est applicable qu'aux membres étrangers, eux seuls jouissant du privilège de l'exterritorialité.

Mais, bien entendu, la dispense ne bénéficie pas aux ambassadeurs accrédités auprès de gouvernements étrangers et qui habiteraient en France, puisqu'ils ne jouissent pas sur notre sol du privilège (Sol. 16 mars 1917).

Pour bénéficier de l'exonération, les étrangers soumis au régime spécial, doivent toutefois produire un affidavit d'une forme particulière constatant que les titres étrangers leur appartiennent (voir n° 150). L'immunité dont il s'agit ne peut, au surplus, valoir que pour les produits de valeurs mobilières étrangères non abonnées. Elle ne peut être étendue aux titres de valeurs abonnées, en raison du mode particulier de paiement de l'impôt acquitté non par les bénéficiaires, mais par les sociétés elles-mêmes (Sol. 14 mai 1924).

Enfin, on remarquera que le Département des Finances ne peut en cette matière que se borner, en raison de la qualité des intéressés, à accepter les affidavits qui sont présentés, sauf, dans le cas d'abus constatés, à saisir le Département des Affaires Etrangères, qui aurait alors à prendre, vis-à-vis des contrevenants, les mesures individuelles qu'il jugerait opportunes (Sol. 25 mars 1933, Inst. 3440, p. 2).

135. FONCTIONNAIRES OU AGENTS ÉTRANGERS NE JOUISSANT PAS DU PRIVILÈGE D'EXTERRITORIALITÉ. — La jouissance du privilège d'exterritorialité est une condition indispensable de la dispense.

Aussi bien, l'exonération a été refusée :

1° aux agents consulaires étrangers en France (D. m. f. 27 février 1915, Inst. 3440, p. 4; Sol. 27 novembre 1915, — 10 mars 1916, — 24 juillet 1922;

2° aux membres des ambassades étrangères accrédités auprès des gouvernements étrangers (Sol. 16 mars 1917, voir ci-dessus);

3° aux membres de chambres de commerce étrangères (Sol. 16 mars 1915);

4° aux membres français des ambassades ou missions étrangères (D. m. f. 3 février 1929; Sol. 28 janvier 1933; Sol. 25 mars 1933; voir ci-dessus).

B. — *L'étranger n'est ni domicilié, ni résidant en France*

136. RÉGIME DE L'AFFIDAVIT. — Par le bénéfice des dispositions de faveur prononcées par le décret du 21 juin 1914, l'étranger non domicilié ni résidant en France, est dispensé du paiement de l'impôt sur les coupons qu'il encaisse sur notre territoire, à condition qu'il produise à l'intermédiaire auquel il s'adresse, une déclaration spéciale, souscrite sur papier non timbré, appelée *affidavit*.

137. ÉTABLISSEMENT DE L'AFFIDAVIT. — Aux termes de l'article 11 du règlement d'administration publique du 21 juin 1914, l'affidavit doit constater :

1° que la personne dont il émane n'est pas de nationalité française;

2° qu'elle est domiciliée à l'étranger;

3° qu'elle y réside;

4° qu'elle ne fait ni profession, ni commerce de recueillir, encaisser, payer ou négocier des coupons de titres ou valeurs mobilières ou que, si elle exerce ce commerce ou cette profession, l'affidavit se rapporte à des titres qu'elle a remis en France en nantissement d'opérations commerciales ou civiles;

5° qu'elle est propriétaire ou usufruitière des titres dont les coupons ont été détachés;

6° la nature, le nombre et la valeur des coupons.

Enfin, la personne dont il émane doit dater et signer la déclaration.

Il est d'ailleurs reconnu que ces indications sont toutes de rigueur : à défaut de l'une d'entr'elles, l'affidavit serait inopérant (D. m. f. 21 juillet 1914; Sol. 22 juin 1916; — 4 mai 1920; — 1^{er} février 1921).

138. ÉTRANGERS PROPRIÉTAIRES DES COUPONS, SANS ÊTRE PROPRIÉTAIRES DES TITRES. — Pour que les sujets étrangers puissent être admis au régime de l'affidavit, il faut non seulement qu'ils soient propriétaires des coupons, mais encore propriétaires ou usufruitiers des titres. « L'affidavit — porte l'article 11 — porte que l'étranger est propriétaire ou usufruitier des titres dont les coupons ont été détachés ». Les Consuls et agents diplomatiques ont d'ailleurs reçu des instructions spéciales pour qu'ils exigent toutes justifications sur ce droit de propriété.

L'affidavit qui ne porterait pas de mention à cet égard serait irrégulier et inopérant.

Aucune dérogation n'a été apportée à cette règle (D. m. f. 19 janvier 1916; — 18 juin 1918; — 21 juillet 1932).

139. PORTEURS ÉTRANGERS DE CERTIFICATS REPRÉSENTATIFS DE TITRES ÉTRANGERS NON ABONNÉS. — La loi du 16 février 1932, art. 4, a autorisé l'émission en France par les établissements de crédit agréés de certificats représentatifs de titres étrangers non abonnés. La forme des certificats et les obligations des banques émettrices ont été fixées par le décret du 3 janvier 1933, qui dispose notamment les conditions dans lesquelles doit être versée au Trésor la taxe du revenu exigible sur les produits des titres étrangers (voir n^{os} 263 et sv.).

Il a été décidé que le nouveau mode de paiement de l'impôt sur ces produits exclut la possibilité, d'une part, pour les établissements de crédit de déduire, en vue du calcul de l'impôt, les produits devant revenir aux porteurs de ces certificats qu'ils sauraient de nationalité étrangère et domiciliés et résidant hors de France, d'autre part, pour ces porteurs, d'obtenir le paiement des coupons de leurs certificats en franchise d'impôt, *même en produisant un affidavit* (Inst. n^o 4149, p. 12).

140. SUJETS DE PAYS AYANT PASSÉ DES CONVENTIONS DIPLOMATIQUES AVEC LA FRANCE POUR ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS. — Les conventions diplomatiques passées avec la France par divers pays étrangers — Belgique, Italie — n'ont pas eu pour effet de modifier le régime des étrangers.

Par suite, les étrangers, sujets de ces nations, doivent pour éviter le paiement des impôts qui frappent encore les produits des sociétés de leur pays, produire un affidavit dans la forme ordinaire (Inst. 4163, p. 7 et 25). A son défaut, les ressortissants étrangers, quels que soient leur nationalité et le lieu de leur domicile ou de leur résidence devraient acquitter, tout au moins, pour les sociétés belges non abonnées, l'impôt au plein tarif (Inst. 4163, p. 25; Sol. 21 juin 1934).

141. CERTIFICATION DE L'AFFIDAVIT. — L'affidavit établi par le déclarant doit être présenté à l'agent diplomatique ou consulaire français dans la circonscription duquel réside l'intéressé.

Cet agent doit certifier les énonciations relatives à la nationalité, au domicile et à la résidence du déclarant, de même que celles relatives à la propriété des coupons à mentionner sur l'affidavit; il peut, en vue de la vérification de ces dernières mentions, exiger la production des titres ou du certificat de dépôt en banque (D. m. f. 19 janvier 1916, D. m. f. 18 juin 1918; — 21 juillet 1932).

A la suite de fraudes importantes commises à raison de la délivrance d'affidavits sur justification fausse ou insuffisante, le Ministre des Affaires étrangères, par une circulaire du 6 juillet 1928, a appelé l'attention des agents diplomatiques et consulaires sur l'intérêt que présente l'observation stricte des prescriptions réglementaires.

En conséquence, il a été prescrit aux agents français à l'étranger, en ce qui concerne la personne même du déclarant, de ne délivrer l'affidavit que sur production d'une pièce établissant d'une façon certaine, l'identité, la nationalité, le domicile et la résidence du déclarant, la valeur de cette pièce étant appréciée par le représentant du gouvernement français. Ces justifications peuvent être valablement constituées par une déclaration de nationalité, domicile et résidence signée par l'intéressé, certifiée et légalisée par l'autorité locale, formulée soit sur l'affidavit lui-même, soit sur une pièce séparée destinée à être annexée à l'affidavit, après visa du consul, et libellée en langue française ou dans la langue du pays où elle a été établie (D. m. f. 15 octobre 1928). Mais il est bien entendu qu'on ne saurait mettre les autorités locales étrangères dans l'obligation de certifier ces déclarations et, dans le cas où elles s'y refuseraient, il appartiendrait au consul de certifier lui-même, sous sa responsabilité, les déclarations, en s'entourant, au préalable, de tous renseignements nécessaires. (D. m. f. 21 juillet 1932).

Sur ce point, nous ferons observer à toutes fins utiles que la Cour de Paris, par un arrêt du 18 juillet 1933, a cru devoir remarquer qu'« il est impossible à l'agent consulaire ou diplomatique qui reçoit l'affidavit de contrôler la sincérité de toutes les énonciations qu'il contient ». Nous ne partageons pas cette manière de voir: les indications portées sur l'affidavit sont toutes indispensables pour garantir les intérêts du Trésor et il appartient aux agents français à l'étranger de contrôler avec soin les déclara-

rations ou de refuser de les viser dans le cas où ce contrôle lui est impossible.

En ce qui concerne la propriété des titres dont les coupons sont mentionnés sur l'affidavit, les agents français doivent exiger la production, soit des titres eux-mêmes, soit du récépissé de dépôt en banque ou de toute autre pièce justificative de propriété et non pas seulement la production des coupons eux-mêmes. Rien ne prouve, en effet, que ceux-ci n'aient pas été remis ou cédés au déclarant par le propriétaire des titres correspondants — celui-ci ressortissant français — dans le but d'obtenir frauduleusement la délivrance d'un affidavit destiné à éluder le paiement de l'impôt.

Il a paru essentiel que les justifications produites par le déclarant fussent énumérées sur l'affidavit lui-même par l'agent diplomatique ou consulaire, qui doit, en conséquence, en même temps qu'il certifie les avoir examinées et trouvées régulières, mentionner, en toutes lettres, le nombre total des coupons à exempter de l'impôt français.

D'ailleurs, à l'occasion de cette dernière mention, qui n'est pas explicitement formulée par le décret du 21 juin 1914, l'Administration a soutenu qu'elle dérivait de l'obligation imposée aux consuls de certifier toutes les mentions formulées dans l'affidavit. Elle présente, en effet, une importance de premier plan. En son absence, il est à craindre que le bénéficiaire de l'affidavit n'inscrive après coup des coupons appartenant à des tiers et passibles de la taxe, ou encore des coupons échus ultérieurement à l'époque où il aurait perdu tout droit à l'exonération.

142. MODÈLE DE L'AFFIDAVIT. — L'Administration des Finances, après avoir décidé que le soin de fournir les formules n'incombait ni à elle-même, ni aux consuls (Sol. 12 avril 1926), a estimé qu'il était de son intérêt d'en prendre la charge (D. m. f. 15 oct. 1928); mais il a été formellement stipulé que l'emploi de ces formules n'était pas obligatoire et que les consuls devaient accepter les certificats qui leur seraient présentés, lorsqu'ils contiendraient toutes les mentions prévues par le décret du 21 juin 1914 (même D. m. f.).

Le modèle d'affidavit joint à la circulaire adressée le 6 juillet 1928 par le ministre des Affaires étrangères est le suivant :

RECTO

AFFIDAVIT POUR L'ENCAISSEMENT
EN FRANCHISE DE L'IMPOT
DES COUPONS Y MENTIONNÉS
(Décret du 21 juin 1914, art. 11)

Je, soussigné, ..., déclare être de nationalité, être domicilié à et résider à et être propriétaire (ou usufruitier) des titres dont les coupons sont mentionnés au verso (1).

(1) Rayer la formule inutile.

Je déclare ne faire ni profession, ni commerce de recueillir, encaisser, payer ou négocier des coupons de titres de valeurs mobilières.

ou Je déclare faire profession ou commerce de recueillir, encaisser, payer ou négocier des coupons de titres ou valeurs mobilières, mais ne souscrire la présente déclaration que pour des coupons appartenant à des titres remis en France en nantissement d'opérations commerciales ou civiles.

Date

Signature

Je, soussigné, ... certifie l'exactitude des énonciations ci-dessus, relatives à la nationalité, au domicile et à la résidence du déclarant.

Date

Signature (2)

(2) Signature du représentant de l'autorité locale.

La présente déclaration mentionnant coupons a été reçue par moi, ..., qui certifie l'exactitude de ces énonciations.

N° d'ordre du
présent affidavit.

Les justifications suivantes de nationalité, domicile, résidence, profession et de propriété des titres m'ont été présentées et ont été jugées par moi régulières et suffisantes :

Date

Signature (3)

(3) Signature de l'agent diplomatique ou consulaire.

Sceau

143. REGISTRE DES AFFIDAVITS. — Enfin, pour permettre à l'Administration de vérifier ultérieurement la sincérité des affidavits présentés dans les banques, les agents consulaires ou diplomatiques doivent tenir un registre où sont analysées les différentes mentions consignées sur ceux-ci et où sont énumérées les justifications produites par les déclarants. Le numéro d'ordre de chaque inscription à ce registre doit, dans ce but, être reproduit sur l'affidavit correspondant.

144. RÉDACTION PAR L'INTÉRESSÉ. — L'affidavit est établi par le propriétaire des titres lui-même, qui doit signer de sa main la déclaration et se présenter en personne devant l'agent diplomatique et consulaire. La banque, qui garde les titres en dépôt ne peut donc établir pour ses clients des affidavits individuels ou collectifs (D. m. f. 8 août et 8 septembre 1914, Inst. 3439, § 19, R. E. 6270; Sol. 1^{er} février 1921; D. m. f. 4 mars 1921; Dép. du Min. des Affaires étrangères, 28 octobre 1932; D. m. f. 29 octobre 1932).

145. TAXE DE CHANCELLERIE. — La certification des affidavits est soumise à la perception d'une taxe fixée par la voie législative. Le tarif de cette taxe a été fixé à 100 fr. par la loi du 22 mars 1934 (Sol. 9 décembre 1914; D. m. f. 29 oct. 1932).

146. AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR CERTIFIER L'AFFIDAVIT. — Aucun autre fonctionnaire que les agents diplomatiques ou consulaires français n'a qualité pour recevoir les affidavits et les parties ne peuvent être autorisées à faire certifier leurs déclarations par d'autres autorités françaises, et, à plus forte raison, étrangères, quelles que soient les difficultés qu'elles éprouvent, en pratique, à se mettre en rapport avec le consulat dans la circonscription duquel elles sont domiciliées (Sol. 4 mars 1915; D. m. f. 17 avril 1916; Sol. 31 mars 1917; — 4 mai 1920; — 1^{er} février 1921).

A cet égard, nous croyons néanmoins devoir faire remarquer que des dispositions spéciales ont été prises pendant les hostilités en ce qui concerne les étrangers domiciliés dans des pays étrangers envahis par l'ennemi et sur le territoire desquels il n'existait plus d'agents consulaires français (D. m. f. 26 décembre 1914 et 31 août 1915).

147. MAROC ET TUNISIE. — Tous les étrangers domiciliés et résidant hors de France peuvent bénéficier de la dispense d'impôts et il en est ainsi, bien entendu, de ceux qui ont leur domicile et leur résidence dans les pays de protectorat, puisque ces territoires doivent être considérés comme des pays étrangers. Mais, sur ces territoires et, notamment, au Maroc et en Tunisie, il n'existe pas d'agents diplomatiques et consulaires. Aussi, le Ministre des Affaires étrangères a-t-il décidé le 8 avril 1924 que les affidavits seraient reçus, dans ces pays, par les contrôleurs civils : la signature de ces fonctionnaires doit être légalisée par le Résident Général, puis par le Département des Affaires Etrangères (Inst. 3839, § 19; R. E. 8201).

148. COLONIES. — Les étrangers domiciliés dans nos colonies ne peuvent bénéficier du régime de l'affidavit. L'article 11 du décret du 21 juin 1914 réserve, en effet, cette faveur aux étrangers résidant et domiciliés à l'étranger. Or, on ne peut assimiler les colonies à l'étranger.

Aussi bien, est-il reconnu que le fait par une banque française de recueillir les coupons de titres déposés dans ses caisses pour des clients domiciliés en Algérie motive la retenue de l'impôt (Sol. 6 mars 1931).

149. AFFIDAVITS SPÉCIAUX. — RAISON D'ÊTRE. — Dans certains cas tout spéciaux, et pour certaines personnes déterminées, l'Administration s'est trouvée dans l'obligation de prendre, pour des motifs de haute convenance internationale, des mesures de faveur en ce qui concerne les affidavits produits aux intermédiaires.

150. AGENTS DIPLOMATIQUES. — Une décision du 29 janvier-13 février 1915, prise conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 11 du décret du 21 juin 1914 et concertée entre le Ministre des Finances et son collègue des Affaires Etrangères (Inst. 3440, R. E. 6272) a soumis les affidavits, émanant des agents diplomatiques accrédités auprès du Gouvernement français, aux conditions suivantes. Il faut :

1° qu'ils soient datés et signés, la signature étant appuyée des légalisations nécessaires pour que le document ait force obligatoire en France;

2° qu'ils mentionnent que l'agent diplomatique est propriétaire ou usufruitier des titres dont les coupons ont été détachés;

3° qu'ils mentionnent la nature, le nombre et la valeur des coupons;

4° qu'ils soient revêtus du visa de l'ambassadeur, ministre plénipotentiaire ou chef de mission, lorsque le déclarant est placé sous l'autorité de ce dernier;

5° qu'ils soient revêtus de la légalisation du Ministre des Affaires Etrangères.

Aucune autre condition n'est exigée. Notamment, les intéressés n'ont pas à justifier de la réalité des mentions contenues dans ces documents. Si des abus venaient à être constatés, l'Administration devrait se borner à les signaler au Ministre des Affaires étrangères (I. G. 3440 et Sol. 25 mars 1933).

Ces mesures s'appliquent aux membres des commissions internationales assimilées aux Ambassades (Sol. 28 janvier 1933).

Lorsque l'affidavit émane de la femme d'un agent diplomatique, il doit être signé par l'intéressée et non par son mari. Il doit, d'ailleurs, être revêtu des mêmes légalisation et visa que celles des agents diplomatiques.

151. ETATS ÉTRANGERS. — Les affidavits intéressant les gouvernements étrangers sont établis par le chef de la mission diplomatique représentant ces gouvernements en France (D. m. f., 8 mars 1915). Il en est ainsi des titres appartenant au fonds d'amortissement d'un Etat étranger (D. m. f., 27 juin 1931).

A remarquer qu'au cours des hostilités, on a admis que pour les titres appartenant à un gouvernement ennemi (Empire ottoman) et affectés à la garantie de dettes contractées en France, les affidavits seraient signés par le représentant des créanciers français du gouvernement débiteur et contresignés par l'Ambassadeur de France auprès de cet Etat (D. m. f., 25 avril 1916).

152. SOUVERAINS ÉTRANGERS. — Par une décision concertée entre les Ministres des Finances et des Affaires Etrangères des 25 février-22 mars 1915, on a admis que les affidavits afférents aux titres appartenant, sur notre territoire, à des Souverains étrangers, seraient signés, soit par les agents diplomatiques qui les représentent en France, soit par les fonctionnaires chargés de la

gestion des intérêts privés de ces Souverains. Mais, dans cette dernière hypothèse, ces écrits doivent être revêtus du visa des agents diplomatiques étrangers ou des représentants français auprès de l'Etat étranger.

153. SUJETS BELGES ET SERBES RÉFUGIÉS EN FRANCE PENDANT LA GUERRE.— Par une décision interministérielle des 21 et 31 janvier 1915, il a été admis que les affidavits, présentés par les réfugiés belges, seraient certifiés, soit par le chancelier de la légation de France près le gouvernement belge établi au Havre, soit au premier bureau de la sous-direction des chancelleries du Ministère des Affaires étrangères par l'un des titulaires des consulats de France en Belgique (Circ. autog. du 16 février 1915).

Des mesures semblables ont été prises, par une solution du 12 mars 1918, en faveur des réfugiés serbes.

Signalons, encore, que les sujets belges, restés en Belgique pendant l'occupation, ont été autorisés à présenter, en ce qui concerne les produits des titres déposés en France, un affidavit spécial.

154. MILITAIRES DES ARMÉES ALLIÉES OPÉRANT EN FRANCE. — L'affidavit spécial ne devait porter que les renseignements contenus dans les certificats émanant des agents diplomatiques étrangers. Il devait être visé par le chef du corps qui atteste la nationalité, la qualité de militaire et certifier que l'intéressé n'avait, avant son entrée sous les drapeaux, ni domicile, ni résidence en France (D. m. f., 10 décembre 1917).

155. CONSEIL DE LA DETTE RÉPARTIE DE L'ANCIEN EMPIRE OTTOMAN. — Le Conseil de la dette répartie de l'ancien empire ottoman, bien qu'ayant, en apparence, une personnalité propre, n'est que l'administrateur des biens appartenant, d'une part, aux porteurs, d'autre part aux Etats débiteurs.

Les diverses opérations qu'il réalise sont toujours faites dans l'intérêt et pour le compte de l'une de ces parties, sinon en leur nom.

Par suite, la taxation de ces opérations retomberait, en définitive, partie sur des Etats ou porteurs étrangers qui, normalement, ne seraient pas assujettis à l'impôt, partie sur les porteurs fran-

çais, qui verraient s'aggraver encore le préjudice qu'ils subissent déjà.

L'Administration a décidé en conséquence d'accorder, à titre tout à fait exceptionnel, à cet organisme, l'exemption de l'impôt (D. m. f., 9 novembre 1931).

Cette exonération est limitée, bien entendu, aux seules opérations réalisées dans l'intérêt commun des porteurs ou des Etats débiteurs, à l'exclusion des opérations faites, dans leur propre intérêt, par les membres de l'organisme.

Les justifications nécessaires à l'exemption sont produites sous la forme d'affidavits délivrés par le président du Conseil de la dette et mentionnant la nature, le nombre et la valeur des coupons présentés au paiement.

156. DÉLAI DE VALIDITÉ. — « L'affidavit n'est valable que pour les coupons échus depuis un an au plus au jour de sa date » (art. 11, 3^e alinéa, du décret du 21 juin 1914).

On a toutefois admis que l'affidavit est valable pour des coupons échus depuis plus d'un an, lorsque le retard apporté à la présentation de ces certificats provient d'un cas de force majeure, créé par la guerre. Dans ce cas, l'Administration exige néanmoins la production d'un deuxième affidavit faisant connaître, outre les indications de droit commun, les causes précises qui ont retardé l'encaissement des coupons (Sol. 8 nov. 1917, Circul. aut. du 16 janvier 1919).

L'Administration s'est d'ailleurs refusée à admettre toute autre dérogation à cette règle. Elle n'admet pas l'application du bénéfice de l'affidavit, lorsque le retard provient, pour quelque cause que ce soit, du fait du propriétaire des titres ou des coupons. C'est ainsi que la Régie n'a pas tenu pour valables des affidavits concernant des coupons échus depuis plus d'un an, lorsque le retard provenait d'une instance liée au sujet de la monnaie de paiement des produits. Elle a estimé, à juste titre selon nous, que les titres avaient pu être acquis par des étrangers après le délai d'un an prévu par le décret et qu'elle pouvait, de ce fait, redouter des évasions fiscales (Sol. 7 novembre 1928; D. m. f. 28 juin 1930; — 2 juillet 1932; Sol. 31 décembre 1930; Sol. 23 juin 1931; Sol. 4 janvier 1934; Seine, trib. correct. 20 janvier 1932).

Mais, contrairement à la manière de voir de l'Administration

(Sol. 4 janvier 1934), nous estimons que dans le cas, où par suite d'une loi étrangère, d'une décision unilatérale prise par un Etat débiteur ou d'un accord contractuel, l'échéance des coupons de titres à revenu fixe a été reportée à une date postérieure, à celle originairement prévue, c'est de cette date nouvelle que doit courir le délai. C'est là l'application pure et simple de la jurisprudence de l'arrêt rendu par la Cour de Cassation le 30 novembre 1931 (I. G. 4131, § 6), d'après laquelle cette dernière date doit être considérée comme constituant l'échéance des produits des obligations (Voir n° 14).

157. COUPONS A ÉCHOIR. — Peut-il être délivré un affidavit pour des coupons à échoir ? L'Administration s'est prononcée pour la négative en se basant sur les dispositions de l'article 11 aux termes duquel l'affidavit doit mentionner que l'auteur de la déclaration est propriétaire des titres « *dont les coupons ont été détachés* » (D. m. f., 26 décembre 1923).

La Revue de l'Enregistrement (R. E. 7802-IV) estime, au contraire, que l'affidavit peut valablement porter sur des coupons à échoir. Les coupons peuvent, à son avis, être présentés à la négociation avant leur échéance et l'Administration admet que, dans cette hypothèse, la négociation donne ouverture par elle-même au droit. Enfin, le texte de l'article 11 semblerait l'autoriser puisqu'il vise les coupons *détachés* et non pas *échus*.

En ce qui nous concerne, nous approuvons l'opinion de l'Administration. Il n'en peut être autrement, dès lors qu'il a fallu un texte spécial pour autoriser, en ce qui concerne les titres déposés en France, la création d'affidavits applicables aux coupons à échoir. Nous pensons que le mot « *détaché* » a visé seulement le cas où, suivant l'usage bancaire, le détachement du coupon aurait lieu dans le mois qui précède la date d'échéance. Nous voulons croire que, dans cette hypothèse, l'Administration consentirait à tenir l'affidavit pour valable.

158. COUPONS DE TITRES DÉPOSÉS EN GARDE. — Mais, le principe selon lequel l'affidavit n'est valable que pour les coupons en vue desquels il a été déposé comporte une exception. « Pour les titres déposés en garde ou donnés en nantissement en France et appartenant aux étrangers, qui continuent d'avoir leur domicile et leur résidence à l'étranger, l'affidavit est valable pour un an de sa date » (art. 11, 5° alinéa).

Dans ce cas, l'affidavit est valable non pas seulement pour les coupons échus, mais aussi pour ceux à échoir. Dès lors et à la condition que le dépôt ou le nantissement se continue sans interruption, il peut être utilisé pendant deux ans, savoir : un an pour les coupons échus, un an pour ceux à échoir (Sol. 16 septembre 1914; D. m. f. 26 décembre 1923).

Le délai d'un an doit d'ailleurs s'entendre, non pas de la date à laquelle il a été signé par l'intéressé, mais de la date à laquelle il est devenu valable par la certification de l'agent diplomatique ou consulaire. Sans doute, l'article 11 du décret ne parle pas du jour de la certification, mais a il paru opportun de prendre cette date pour point de départ, d'abord en raison des difficultés et des longueurs de temps qu'éprouvent souvent les étrangers à obtenir cette certification et, aussi, parce que l'écrit ne devient valable qu'au moment où cette formalité lui est donnée (Sol. 14 décembre 1922, Inst. 3764, § 15).

Il semble, d'ailleurs, que l'on puisse considérer comme déposés en France les titres qui, en réalité, se trouvent à l'étranger, lorsqu'ils sont sous le dossier d'une banque française, puisque, au point de vue fiscal, les titres sont, dans cette hypothèse, censés fictivement se trouver en France (Voir dans ce sens : Instr. minist. du 12 août 1925, *J. Off.* du 13, en matière d'exportation de capitaux; Instr. min. du 15 novembre 1925, en matière de Contributions directes; Instr. du 31 janvier 1928, n° 332; Rép. du Min. des Fin. à la question écrite de M. Poitou-Duplessy, *J. Off.* 29 août 1926, Déb. Ch. p. 3290, col. 1 et 2; R. E. 8469-II).

On remarquera, d'autre part, que pendant la guerre, on a considéré comme déposés en garde en France les titres prêtés à l'Etat en vue de l'amélioration du change (Sol. 28 septembre 1916, Circ. autog. du 27 mars 1917).

L'établissement de l'affidavit applicable aux coupons à échoir a soulevé diverses difficultés, sur le point de savoir : 1° comment doivent être évalués sur l'affidavit les dividendes à échoir dont le montant est variable et ne peut être prévu six mois ou un an à l'avance; 2° comment doit être indiqué et totalisé en France le montant des coupons échus ou à échoir, les variations du change pouvant faire que les indications portées au moment de la signature ou de la certification de l'affidavit ne soient plus exactes au moment du paiement.

Par une décision du 16 septembre 1914 (Inst. 3434, § 20), le

Ministre a reconnu, d'une part, que, conformément aux dispositions formelles du décret, tout affidavit doit contenir l'indication de la valeur des coupons qu'il est appelé à couvrir et, d'autre part, qu'aucune disposition spéciale ne prévoit le mode d'évaluation, dans les affidavits valables pour un an, du montant des coupons à toucher au cours de l'année.

Dans ces conditions, il a semblé, par analogie avec les règles tracées par l'article 37 de la loi du 29 mars 1914 pour le paiement de la taxe sur déclaration, et par l'article 14 du décret pour le paiement au moyen de l'apposition de timbres mobiles — (mode actuellement supprimé) — qu'il y avait lieu de décider de porter sur les affidavits, en ce qui concerne les valeurs dont le revenu n'est pas connu, le montant des dividendes, intérêts, arrérages ou produits encaissés au cours de l'année précédente.

Quant au cours du change à adopter pour l'évaluation en monnaie française des coupons, on a admis que ce serait celui du jour où l'affidavit a été souscrit.

En définitive, cette solution reconnaît que l'indication de ces renseignements n'a, sur l'affidavit, qu'une valeur documentaire, sans autre importance que celle d'obéir aux prescriptions impératives du décret.

159. NOMBRE D'AFFIDAVITS. — Pour bénéficier de la dispense d'impôt, les étrangers doivent produire un affidavit pour chaque demande de paiement (Sol. 19 mars 1918; D. m. f. 11 octobre 1930) et pour chacun des établissements qui sont chargés d'acquitter les produits (Sol. 23 février 1915; D. m. f. 8 août 1914; — 8 septembre 1914; — 26 janvier 1920).

D'autre part, il n'est pas possible à plusieurs personnes de se réunir pour établir un affidavit (D. m. f. 8 août 1914; — 8 septembre 1914; — 26 janvier 1920; — 29 octobre 1932). Les banques étrangères sont, à plusieurs reprises, intervenues auprès du Gouvernement français pour obtenir le droit de dresser pour les petits porteurs des affidavits collectifs; elles ont notamment fait valoir qu'il s'agissait le plus souvent de valeurs étrangères dont le service financier était assuré uniquement sur notre territoire. Leurs demandes n'ont pas été admises (Sol. ci-dessus).

Toutefois, il avait paru qu'en exigeant un affidavit pour chacun des établissements chargés du paiement, on aboutissait souvent à grever le paiement de coupons de frais relativement hors

de proportion avec la valeur des coupons à toucher. Pour limiter cet inconvénient et éviter la superposition de droits de chancellerie, l'Administration estimait qu'il conviendrait de rédiger un affidavit collectif, ne donnant lieu qu'à un droit unique et dont l'agent consulaire délivrerait autant d'extraits qu'il existe d'établissements payeurs (Sol. 19 janvier 1915). Mais cette suggestion n'a pu être retenue en raison de ce que le tarif des chancelleries s'oppose à ce qu'il soit, gratuitement, délivré des extraits d'un affidavit collectif (Dép. du Min. des Affaires étrangères du 7 février 1915).

Des instructions ont été adressées par le Ministre des Affaires étrangères, le 28 octobre 1933, aux agents français à l'étranger pour leur interdire de certifier les affidavits collectifs.

Nous ferons observer que, dans un jugement du 20 janvier 1932, le tribunal correctionnel de la Seine avait décidé que le décret du 21 juin 1914 n'interdit pas, à différents propriétaires, de se grouper pour produire un même affidavit; mais cette opinion a été réformée dans un arrêt du 18 juillet 1933 de la Cour d'Appel de Paris.

160. VALEURS INDIVISES. — Quand plusieurs personnes étrangères sont copropriétaires ou usufruitières indivises de valeurs étrangères, rien ne s'oppose à ce qu'elles soient désignées individuellement dans un même affidavit, puisque, dans ce cas, ces personnes ne constituent qu'un seul porteur (Sol. 8 septembre 1914; Sol. 19 mars 1918; D. in. f. 8 août 1914 et 11 octobre 1930).

161. PRODUCTION DE L'AFFIDAVIT. — Il ressort formellement de l'article 11 du décret que la rédaction de l'affidavit doit être antérieure à l'encaissement des coupons, puisque l'agent diplomatique ou consulaire est tenu de certifier que la personne étrangère dont émane la déclaration en est propriétaire ou usufruitière. Il est évident que cette attestation ne peut être fournie après le paiement des coupons, le titre ayant pu être cédé ou vendu depuis ce paiement par un porteur français à un étranger.

Dans ce cas, en effet, il eut été facile au cédant d'obtenir le remboursement de la taxe dont il était personnellement et définitivement redevable en faisant produire par son cessionnaire étranger une attestation postérieure au fait générateur de l'impôt.

C'est pour éviter cette collusion frauduleuse que l'article pres-

crit de déposer l'affidavit « à l'appui du bordereau » que les intéressés ont à produire, c'est-à-dire au moment même où le montant des coupons, chèques et autres instruments de crédit leur est payé.

La même disposition exige, dans le même ordre d'idées, que l'assujetti, qui effectue le paiement, inscrive sur un registre spécial la date de l'affidavit, le nom de la personne dont il émane et la désignation de l'autorité qui l'a reçu. Il doit également reproduire le numéro du registre spécial, sous lequel figure l'affidavit, tant sur le bordereau correspondant que sur le registre où se trouve mentionné le paiement des coupons.

Au surplus, la production de l'affidavit au moment même du paiement des coupons se justifie d'autant mieux que le bordereau déposé par l'assujetti en vue du paiement des coupons ne porte ni le nom, ni la signature, ni l'adresse du requérant (art. 26 de la loi du 29 mars 1914). Par suite, dans le cas de production tardive d'un affidavit, il est matériellement impossible de s'assurer que la personne désignée dans cette pièce est bien celle qui a requis le paiement des coupons et dressé le bordereau. Une semblable justification ne doit pas être tenue pour suffisante, puisqu'on ne peut pas établir en un tel cas, si celui qui produit l'affidavit est bien celui qui a encaissé les coupons.

Enfin, le sens grammatical de l'expression à l'appui est très net; l'image qu'elle éveille dans l'esprit suffit à la définir. L'affidavit et le bordereau doivent être produits simultanément, car ces documents sont intimement liés l'un à l'autre. Si le premier vient à faire défaut, le second manque de base, de soutien, d'appui, en ce sens qu'il ne justifie pas à lui seul l'exonération de l'impôt.

Sans doute, on a prétendu que le droit perçu devient restituable au cas d'affidavit postérieur, puisque la perception est rétroactivement viciée dans son principe en raison de l'accomplissement de la condition.

Mais, cette opinion a été écartée comme reposant sur une confusion. La taxe du revenu est un impôt dont le fait générateur réside dans le paiement des produits, et seuls les étrangers peuvent s'en exonérer, mais en se conformant aux prescriptions légales et précises et, notamment, en produisant l'affidavit, en même temps que les coupons.

En définitive, la production de l'affidavit et la demande de paiement des coupons doivent être simultanés.

Cette opinion a été consacrée par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris, du 18 juillet 1933, qui a reconnu que « seule la simultanéité de production du bordereau et de l'affidavit corrobore l'exactitude de la situation attestée par ce dernier document et justifie la dispense de retenue de l'impôt à la date même du paiement du coupon ».

L'Administration, en conséquence, s'est refusée, en principe, à restituer la taxe perçue lorsque l'affidavit n'a été produit que postérieurement au paiement (Sol. 22 juin 1915, Inst. 3449, § 15; — 28 juin 1915; — 4 juin 1919; — 5 août 1919; — 7 décembre 1920; — 19 septembre 1924; — 23 mars 1927).

Elle n'a, sur ce point, admis que les exceptions que commandaient soit les événements de guerre, soit des motifs de haute convenance internationale (D. m. f. 21 mai 1915; Sol. 1^{er} juin 1915; D. m. f. 26 octobre 1915; Sol. 4 novembre 1915; Sol. 13 avril 1916; — 20 avril 1917; — 13 septembre 1917; — 8 janvier 1918; — 4 mai 1920; — 7 avril 1921; — 6 octobre 1921; D. m. f. 26 novembre 1925; — 21 juillet 1933).

162. AFFIDAVIT NON UTILISÉ. — Dans l'hypothèse où la partie a présenté l'affidavit en même temps que les coupons, mais où la banque, involontairement, n'en a pas tenu compte et a retenu l'impôt, l'Administration accepte d'opérer la restitution des droits, à la condition que la bonne foi de la banque soit établie (Sol. 4 octobre 1915; — 9 novembre 1916).

163. AFFIDAVIT INOPÉRANT. — **EXIGIBILITÉ DE L'IMPÔT.** — Dès lors que l'affidavit n'est pas *absolument régulier*, l'impôt doit être retenu. Dans ce cas, l'affidavit est inopérant (Sol. 23 février 1915; Inst. 3449, § 15; Sol. 22 juin 1916; Trib. correct. de la Seine, 20 janvier 1932). De même l'affidavit serait inopérant si entre la date de sa certification et celle de son emploi, le bénéficiaire avait transporté son domicile ou sa résidence en France (Sol. 31 mars 1927).

C. — *Titres appartenant à un banquier et remis
en nantissement en France*

164. Le décret du 21 juin 1914 a exclu du bénéfice de l'affi-

davit, les étrangers, personnes physiques ou morales, lorsqu'ils font profession ou commerce de recueillir, encaisser, payer ou négocier les coupons de valeurs mobilières (Sol. 22 juillet 1914).

L'exonération aurait permis, en effet, à des français ou à des étrangers domiciliés ou résidant en France d'échapper à la taxe à laquelle ils sont soumis. C'est pour éviter ces collusions que cette règle a dû être édictée. Toutefois, comme cette fraude n'était pas à craindre, en ce qui concerne les coupons détachés de titres remis en France en nantissement d'opérations civiles ou commerciales, il a paru possible d'étendre l'exonération à ces produits. A leur égard, un affidavit spécial doit être présenté qui mentionne expressément la qualité des propriétaires et les circonstances du nantissement (D. m. f., 21 juillet 1914; Sol. 22 juin 1916). Cet affidavit est valable pour les coupons échus depuis moins d'un an du jour de sa date et aussi pour les coupons à échoir pendant une année. (A cet égard, voir ci-dessus n° 156).

On signale que les sociétés holding constituant, à proprement parler, des banques, il importe d'examiner à l'occasion de la délivrance des affidavits, si elles ne font pas profession ou commerce d'encaisser, payer ou négocier des coupons de valeurs mobilières (D. m. f., 21 juillet 1932).

II. — Produits touchés à l'étranger

165. CONDITION. — DOMICILE EN FRANCE. — Les étrangers ne sont assujettis au paiement de l'impôt sur les produits qu'ils encaissent à l'étranger, qu'autant qu'ils ont leur domicile en France. La simple résidence, serait-elle prolongée, n'est pas suffisante (Sol. 21 septembre 1915; D. m. f. 20 janvier 1916; — 12 avril 1916; Sol. 1^{er} mai 1916; — 24 juin 1916; D. m. f. 14 juin 1916; Sol. 29 mars 1926; Sol. 9 février 1928).

Nous ne pouvons que nous référer aux explications fournies dans les paragraphes précédents (n^{os} 130 et 132) pour toutes les questions relatives au domicile ou à la résidence.

§ III. — Administrateurs de Sociétés étrangères non abonnées

166. L'impôt établi par l'article 9 de la loi du 31 juillet 1929 sur les jetons de présence, tantièmes et rémunérations diverses perçus par les administrateurs de sociétés étrangères non abonnées ne fait aucune distinction suivant la nationalité des bénéficiaires.

Pour que l'impôt soit exigible, il faut et il suffit que l'ayant-droit — qu'il soit Français ou étranger — soit domicilié ou résidant en France.

Nous ne pouvons donc que demander la permission de nous référer sur les questions que soulève l'appréciation du domicile et de la résidence aux développements qui précèdent.

Remarquons toutefois que, par l'effet des conventions diplomatiques passées avec la France pour éviter les superpositions d'impôts, les administrateurs de sociétés belges et italiennes, quels que soient leur nationalité, leur domicile ou leur résidence, sont exempts de l'impôt français sur les rémunérations qu'ils perçoivent en cette qualité (Inst. 4163, p. 7 et 25, Voir ci-dessus pour ces conventions n^{os} 93 et 94).

CHAPITRE IV

Fait générateur

167. GÉNÉRALITÉS. — Les faits qui donnent ouverture à l'impôt sont déterminés, soit par les articles 34 et 35 de la loi du 29 mars 1914, soit par l'article 37 de la même loi, suivant que les produits sont encaissés, en France, par l'intermédiaire d'un établissement de crédit, ou à l'étranger directement ou indirectement.

Les articles 34 et 35 disposent que la retenue (ou l'avance) de l'impôt est opérée par le banquier, changeur ou toute autre personne qui *recueille, encaisse, paye, achète ou négocie* en France les coupons ou tous autres instruments de crédit créés pour le paiement des produits des valeurs mobilières étrangères non abonnées ou des fonds d'Etats étrangers.

D'autre part, aux termes de l'article 37, le propriétaire ou usufruitier de titres « domicilié en France, qui se fera envoyer ou encaissera à l'étranger soit directement, soit par un intermédiaire quelconque » les produits sera tenu au paiement de l'impôt.

La loi a donc envisagé deux situations bien différentes : le fait générateur de la taxe varie, par suite, suivant que les coupons sont encaissés en France ou qu'ils sont perçus à l'étranger.

Enfin, en ce qui concerne les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations des administrateurs de sociétés étrangères non abonnées, la loi du 31 juillet 1929, par sa référence à la loi de 1872, a constitué pour ces produits spéciaux un fait générateur tout particulier.

Le plan de ce chapitre est donc tout tracé.

Dans un premier paragraphe, nous étudierons le fait générateur de l'impôt lorsque les produits sont encaissés en France.

Dans un deuxième paragraphe, nous rechercherons les faits qui donnent ouverture au droit lorsque les produits sont encaissés à l'étranger.

Puis nous examinerons la question au cas où les produits représentent des jetons de présence, tantièmes ou autres rémunérations des administrateurs.

Enfin, nous ferons connaître les tarifs successifs et actuels de l'impôt.

§ I^{er}. — Produits encaissés en France

168. RÈGLE GÉNÉRALE. — En matière de taxes dues par les sociétés françaises et par les sociétés étrangères abonnées, le recouvrement de l'impôt a toujours été assuré d'une manière satisfaisante, grâce à l'obligation pour les sociétés de faire l'avance de l'impôt. Ce procédé, en chargeant du paiement de l'impôt une personne, qui n'est pas définitivement tenue d'en supporter le poids, évite des fraudes; il permet de limiter le nombre des contribuables et facilite ainsi la surveillance de l'Administration; il supprime les récriminations de la multitude des porteurs et garantit l'exact recouvrement en donnant au Trésor la possibilité de saisir les biens en France, de s'emparer du cautionnement ou d'agir contre le représentant responsable.

L'application de cette méthode apparaissait d'autant plus indispensable en matière d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées que le Trésor ne possède aucune action contre les collectivités étrangères et que le recouvrement de l'impôt au-delà des frontières se heurte à un obstacle absolu, conformément aux principes qui dominent le droit international et à la règle de la souveraineté des Etats.

Le législateur instruit par l'expérience a donc évité, autant qu'il l'a pu, de réclamer le paiement de la taxe aux innombrables porteurs. Pour tous les paiements de produits effectués en France, l'article 34 de la loi du 29 mars 1914 dispose que « *la retenue de l'impôt est opérée par le banquier, changeur ou toute autre personne qui effectue* » les paiements dont il s'agit.

Dès lors, dans cette hypothèse, le fait générateur de l'impôt doit être recherché non pas du point de vue du porteur, mais bien du point de vue de la personne qui procède au paiement.

Ce fait générateur réside, conformément à la règle tracée par l'article 35 de la même loi, dans le fait « *de recueillir, encaisser, payer, acheter ou négocier les coupons, chèques ou autres instruments de crédit, créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques* » des valeurs mobilières étrangères non abonnées ou des fonds d'Etats étrangers.

169. PRODUITS DES TITRES ABONNÉS. — Bien entendu, l'intermédiaire ne saurait opérer la retenue de l'impôt si les produits proviennent de titres abonnées, pour lesquels la mise en paiement

donne ouverture à la taxe au titre de l'abonnement et qui sont, dès lors, exempts de la taxe spéciale étudiée dans ce travail en vertu de la règle *non bis in idem* (Cour de Lyon, 3 juillet 1917, R. E. 6772).

170. SENS DES EXPRESSIONS RECUEILLIR, ENCAISSER, PAYER, ACHETER ET NÉGOCIER. — Chacune des expressions employées par l'article 35 est éminemment compréhensif. Toutefois, l'expression *recueillir* veut dire non seulement grouper, mais encore *prendre à l'encaissement*. L'expression *encaisser* signifie non seulement recueillir dans ses caisses, mais encore acheter. L'expression *négocié* désigne tout trafic portant sur les coupons.

Mais, de ces termes, ce qu'il faut surtout retenir c'est leur sens large. Leur énumération n'a d'autre but que de viser tous les faits qui ont — ou pourront avoir — pour conséquence d'approprier en France une personne du montant des produits de ces titres (Sol. 20 avril 1917; — 8 juin 1915; I. G. 3449, § 14).

C'est pour ce motif qu'il a été décidé que la prise à l'encaissement de coupons motivait la retenue ou l'avance de l'impôt, même si les coupons, loin d'être payés sur-le-champ, ne doivent être acquittés entre les mains des clients qui les ont remis, qu'après avoir été encaissés par la banque auprès de la collectivité étrangère ou des établissements qui la représentent. Le cas échéant, il appartiendrait à l'intermédiaire de se pourvoir en restitution si, en fait, les coupons n'étaient pas touchés effectivement (Sol. 20 mars 1915; — 16 juillet 1914; — 12 février 1917; — 9 février 1917; — Loches, 9 mars 1917; — Lyon, 3 février 1916; R. P. 13552; R. E. 6724; D. m. f. 16 octobre 1928; — 10 novembre 1928; Sol. 21 mars 1933, D. m. f. 12 avril 1933).

Le système de l'Administration oblige, il est vrai, l'assujetti à faire l'avance de l'impôt sur tous les coupons pris à l'encaissement, encore que cette avance ne soit prescrite que dans le cas, limitativement prévu, où, par suite des contrats existants, l'impôt est à la charge de l'émetteur du titre. Mais, on ne saurait, des termes de la loi, conclure que l'avance de l'impôt se trouve limitée à ce cas particulier, en dehors duquel elle ne pourrait être exigée. Non seulement le texte de l'article 35 de la loi du 29 mars 1914 n'autorise pas cette interprétation restrictive; mais, en assimilant, au point de vue de l'exigibilité de l'impôt, le fait de recueillir les coupons à celui de les payer, et en lui donnant

la même portée, la loi a nécessairement rendu obligatoire pour l'assujetti l'avance de l'impôt sur les coupons recueillis. Bien que cette obligation n'ait pas été expressément formulée par le texte, on doit néanmoins l'accepter comme la conséquence forcée du caractère du fait générateur de l'impôt, que la loi attribue à l'action de recueillir les coupons, et comme la seule manière possible pour l'assujetti de prendre l'impôt en charge (Sol. 31 août 1917).

Ajoutons que, dans le cas où le banquier qui a pris à l'encaissement les coupons sans retenir l'impôt, les a transmis à un correspondant français qui a fait une exacte application de la loi, l'Administration, tout en relevant contre lui les pénalités prévues, admet l'imputation des droits simples. Mais, dans ce cas, il appartient au premier intermédiaire de justifier du paiement de la taxe par son correspondant, l'Administration n'ayant en aucune hypothèse à faire elle-même des recherches à cet égard (Sol. 24 juin 1933, ci-dessous, n° 385; Toulouse, 7 septembre 1934).

171. FAUT-IL QU'IL Y AIT PRODUIT VIS-A-VIS DE LA PERSONNE QUI PRÉSENTE LES COUPONS ? — Dans son économie générale, la loi du 29 mars 1914 a entendu frapper de l'impôt les personnes qui jouissent de revenus de titres étrangers non abonnés. Le législateur a donc eu en vue les bénéficiaires plutôt que les écrits qui représentent les produits. C'est pour ce motif que l'article 37 n'atteint que « le propriétaire ou usufruitier de titres ou valeurs mobilières étrangères, domicilié en France ».

Mais, il n'en est cependant pas ainsi lorsque les coupons sont acquittés sur notre territoire. La taxe perd son caractère de personnalité : elle devient, sauf en ce qui concerne les étrangers ni domiciliés ni résidant en France, une sorte d'impôt réel qui frappe le coupon ou l'écrit créé pour parvenir au paiement des produits.

Aussi bien, l'article 34 prévoit-il la retenue par toute personne qui effectue en France le paiement des intérêts, arrérages ou tous autres produits. L'article 35 place le fait générateur de l'impôt au moment où le professionnel recueille, encaisse, paye, achète ou négocie « les coupons, chèques ou autres instruments de crédit, créés pour le paiement » des produits de toute nature. Enfin, l'article 36 oblige la personne qui demande le paiement

de « ces coupons, chèques ou instruments de crédit », à déposer, à l'appui, un bordereau spécial.

De cette règle, il résulte que le particulier qui a acquis à l'étranger des coupons de valeurs étrangères non abonnées et qui en demande le paiement en France doit supporter la charge de l'impôt, encore que ces coupons ne représentent pas pour lui des produits de titres étrangers, mais seulement un capital.

Il en est de même, à notre avis, du banquier, qui a acquis à l'étranger des coupons et qui les fait transiter sur notre territoire avant de les aliéner sur une place étrangère, puisque dans ce cas il y a en France un trafic de papier bancable, et, par conséquent, une négociation. L'Administration a cependant pris parti en sens contraire. Elle admet, à tort, selon nous, l'exemption, à la condition que le banquier justifie de l'achat des coupons à l'étranger et de leur revente à l'étranger (Sol. 18 mai 1935).

172. COUPONS NON ENCORE ÉCHUS. — Il n'y a pas lieu non plus d'examiner si les coupons, remis aux intermédiaires, sont — ou non — arrivés à échéance. Il suffit, en effet, que les coupons fassent l'objet d'un des faits prévus par l'art. 35 de la loi (Sol. 26 mars 1917). Il en est de même des coupons qui sont normalement arrivés à échéance, mais dont le paiement est suspendu en vertu d'un moratoire (Sol. 26 mars 1917 précité). Cette solution résulte d'ailleurs implicitement des articles 3 et 8 du décret du 21 juin 1914, qui prescrivent de percevoir l'impôt sur la valeur du coupon sans commission, ni escompte. Or, l'escompte suppose nécessairement un paiement avant l'échéance. M. Wall s'élève, à tort, contre cette opinion (Revue politique et parlementaire 1934). Elle ressort, en effet, implicitement des articles 35 et 36 de la loi du 29 mars 1914 et formellement du décret dont ce savant paraît avoir oublier les termes. Rappelons, à cet égard, que la taxe est liquidée non pas sur le prix de la négociation, mais bien sur la valeur nominale du coupon (Voir ci-dessus).

173. TITRES CONFIÉS A UN INTERMÉDIAIRE EN VUE DE LA VENTE COUPONS ÉCHUS ATTACHÉS. — L'opération, même si elle ne donne pas lieu au paiement ou à l'encaissement immédiat des coupons, entre dans les prévisions de l'article 35, puisque, vis-à-vis de l'intermédiaire, cette opération se traduit par le fait de recueillir

les coupons dont il s'agit et que, vis-à-vis du porteur, elle doit aboutir à l'appropriation des produits (Lyon, 3 juillet 1917; Cass. 27 décembre 1917; R. E. 6772; Sol. 17 octobre 1934).

174. INCIDENCE DE L'IMPÔT. — La doctrine de l'Administration, en ce qui concerne les coupons non échus, n'a pas manqué de soulever des difficultés, quant à l'incidence de l'impôt lors de la négociation des titres dont les coupons avaient été négociés avant l'échéance.

En vue d'assurer sans aucun retard l'encaissement des coupons des titres dont ils sont dépositaires, les établissements de crédit se trouvent dans l'obligation de commencer le détachement du coupon un mois environ avant la date du paiement et de le présenter au guichet payeur plusieurs jours avant l'échéance. Par suite de cette pratique, les titres déposés, qui font l'objet de négociations en bourse dans le mois qui précède l'échéance du coupon, sont livrés aux agents de change sans être munis du premier coupon à échoir.

La solution des difficultés auxquelles donnent lieu les livraisons de titres effectuées dans ces conditions sont prévues par les articles 34 et 35 du Règlement particulier de la Compagnie des Agents de change de Paris.

L'article 34, relatif aux valeurs françaises, est ainsi conçu : « Si dans une livraison de valeurs françaises, le premier coupon à échoir a été détaché, il peut être, mais seulement pendant le mois qui précède l'échéance, remplacé par sa valeur en espèces, sous réserve du droit éventuel de l'acheteur, à une indemnité, dans le cas où il justifierait que ce mode de règlement a pu lui occasionner un préjudice ».

L'article 35, qui a trait aux valeurs étrangères, dispose, au contraire, que les titres de cette catégorie « peuvent être refusés s'ils ne sont pas munis de leurs coupons en nature ».

Malgré la différence de rédaction de ces deux articles, les difficultés qui se sont élevées ont toujours été, dans la pratique, résolues de la même façon. L'acheteur de valeurs étrangères, comme l'acquéreur de valeurs françaises, qui acceptait la livraison de titres démunis du premier coupon à échoir, ne formulait de réclamation que s'il subissait un préjudice résultant de ce que le coupon détaché était payable sur une autre place que la nôtre avec un bénéfice de change. Mais, en pareil cas, les banques in-

demnisaient l'acheteur en lui versant le montant du coupon calculé au change le plus favorable.

Dès la mise en vigueur de la loi du 29 mars 1914, une autre difficulté a surgi.

En effet, les établissements de crédit qui remettent à un agent de change un titre étranger dépourvu du premier coupon à échoir, entendent retenir sur la somme dont ils doivent compte à l'acquéreur le montant de l'impôt payé conformément aux dispositions de la loi du 29 mars 1914. Mais cette prétention est repoussée par l'agent de change qui, en vertu de l'article 35 du règlement précité, a le droit d'exiger un titre muni du premier coupon à échoir, afin que l'acquéreur, qui d'ailleurs peut comme étranger se trouver exempt de l'impôt, encaisse ce coupon où et comme il l'entendra.

Le Ministre des Finances consulté a refusé de prendre parti sur la difficulté (D. m. f. 24 décembre 1915).

En fait, on procède de la manière suivante : Pour les coupons de valeurs étrangères non abonnées, dont le service est exclusivement assuré en France et en francs français (emprunt du Tonkin), le coupon est payé net à l'acquéreur, c'est-à-dire après déduction de l'impôt. Toutefois, s'il est justifié que l'acquéreur est étranger, il lui est payé la valeur brute du coupon, sans déduction de la taxe.

Dans tous les autres cas, le coupon est restitué d'après sa valeur brute, danc sans déduction de l'impôt. Le montant de cet impôt, retenu au vendeur, constitue une sorte de pénalisation, destinée à sanctionner le fait que le titre a été mis en vente alors que le coupon non échu avait été détaché à tort.

175. TITRES CONFIÉS A UN INTERMÉDIAIRE EN VUE DE LEUR ENVOI A L'ÉTRANGER AUX FINS D'ENCAISSEMENT DES COUPONS NON ÉCHUS ATTACHÉS. — L'Administration, dans cette hypothèse, estime qu'elle est en droit de réclamer l'impôt aux intermédiaires dans tous les cas où elle est en mesure de prouver que ceux-ci ont reçu le mandat d'expédier les titres en vue de l'encaissement à l'étranger des coupons à leur échéance. Elle voit dans cette opération le fait de recueillir prévu par l'article 35 (Sol. implicite, 17 octobre 1934).

Nous partageons cette manière de voir. Sans doute, tant que le coupon, avant son échéance, n'est pas détaché du titre, il s'in-

tègre au capital et on pourrait soutenir qu'il n'y a pas matière à impôt, puisqu'il n'y a pas encore revenu ou produit distribué. Mais ce raisonnement est contredit par l'économie générale de la loi, qui taxe toutes les opérations effectuées en France sur les coupons ou autres instruments créés pour le paiement des revenus, sans qu'il y ait à examiner si, à l'égard du porteur, il y a un produit distribué par la société. Or, la volonté manifestée par le porteur dans le cas particulier ci-dessus indique bien que l'intermédiaire n'a prêté ses services que dans le but de transmettre à l'étranger non pas tant le titre lui-même, que les coupons représentatifs des produits taxables.

176. COUPONS DÉJÀ PRIS A L'ENCAISSEMENT, MAIS PRÉSENTÉS A NOUVEAU AU PAYEMENT. — Sans doute, et du moment que l'impôt a dû être perçu lors du premier encaissement, il n'y a pas lieu, en principe, de percevoir sur une même valeur une deuxième fois la taxe.

Mais il appartient au banquier qui procède au deuxième règlement de se rendre compte si l'impôt a bien été déjà acquitté. Son rôle est facile à cet égard. Si le coupon est accompagné d'un bordereau de négociation régulier et s'il lui est présenté par un assujetti, le banquier n'a pas à prélever l'impôt; mais, dans le cas contraire, le nouvel encaissement doit donner lieu à la retenue (Cour de Paris, 18 juillet 1933).

177. NATURE DES TITRES REPRÉSENTATIFS DES PRODUITS. — Dès lors que les coupons sont payés, négociés, achetés ou recueillis, c'est-à-dire dès lors que le fait générateur vient à se produire, la taxe est exigible quels que soient la nature des titres représentatifs des produits, le mode de paiement ou le lieu où ils sont recueillis.

Sur ce point, les dispositions de la loi sont générales et absolues. Il suffit, pour qu'il y ait matière à perception, que les produits soient appropriés par l'intermédiaire d'une des personnes visées par l'article 35 de la loi du 29 mars 1914 (Sol. 17 septembre 1917; — 8 juin 1915, Inst. 3449, § 14; — 20 avril 1917).

La loi du 29 mars 1914 est formelle à cet égard.

D'après les articles 34 et 35 de cette loi, il est interdit à « quiconque fait profession ou commerce de recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons, chèques ou autres instruments de cré-

dit, créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques » de valeurs mobilières étrangères non abonnées d'effectuer l'une de ces opérations « sans opérer immédiatement la retenue de l'impôt ».

L'expression « chèques ou autres instruments de crédit » établit une assimilation complète entre les écrits qui revêtent, comme les chèques ou les ordres de virement, le caractère de simples instruments de paiement et ceux qui constituent des instruments de crédit proprement dits (lettres de change, billets à ordre, etc.).

De même, il n'est pas douteux que le mot « *paiement* », employé dans l'expression « *créés pour le paiement* », désigne toute opération, telle que, par exemple, l'inscription de la valeur des coupons, chèques ou instruments de crédit à l'actif du compte du porteur, qui fait entrer les produits dans le patrimoine individuel des propriétaires ou des détenteurs de titres.

Enfin, l'article 36 de la loi précise la situation, en disposant que, pour permettre la retenue de la taxe, « toute personne qui demandera en France le paiement de ces coupons, chèques ou instruments de crédit, devra déposer en même temps et à l'appui un bordereau... ».

Il résulte nettement de ces textes que la taxe doit être retenue à l'occasion du paiement en France, non seulement des coupons eux-mêmes, mais aussi des chèques et instruments de crédit, établis lors de l'encaissement des coupons en quelque lieu qu'il ait été effectué (Sol. 8 juin 1915, Inst. 3449, § 14).

En d'autres termes, pour qu'il y ait matière à la perception du droit, il faut et il suffit qu'il y ait paiement de produits. Il importe peu que ces produits soient représentés par des coupons, des chèques, des ordres de virement, des effets de commerce : un instrument de crédit établi à cet effet est suffisant pour que l'intermédiaire soit obligé de retenir ou d'avancer l'impôt (Sol. 17 septembre 1917; — Toulouse, 7 septembre 1934).

178. SITUATION DU PORTEUR ET DE L'ASSUJETTI LORSQUE L'INSTRUMENT DE CRÉDIT NE PERMET PAS DE SE RENDRE COMPTE QU'IL S'AGIT DE PRODUITS IMPOSABLES. — Dès lors que le mot *coupon* désigne à la fois les dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques, ainsi que les instruments juridiques qui les représentent, il englobe aussi bien les revenus des titres nominatifs payés sur

la présentation du certificat d'inscription que les produits quelconques distribués sous la forme d'échange ou de délivrance de titres de toute nature.

Mais nous estimons cependant que si le titre présenté au paiement ne permet pas de déterminer avec certitude la nature de la créance qu'il constate, l'assujetti, en le payant de bonne foi, ne tomberait pas dans le champ d'application de la loi et échapperait, à ce titre, aux sanctions qu'elle prononce (Sol. 31 juillet 1930).

C'est d'ailleurs ce qu'a reconnu la jurisprudence.

Dans un arrêt du 22 juin 1932, la Cour d'Appel de Paris a décidé, en effet, que si l'art. 35 de la loi du 29 mars 1914 oblige les professionnels à retenir l'impôt sur les instruments de crédit créés pour le paiement des produits de titres étrangers non abonnés, du moins cette disposition ne doit-elle s'appliquer qu'autant que les établissements payeurs connaissent la cause des instruments qui leur sont présentés, soit parce que le texte le précise, soit parce que la même précision leur est donnée par le porteur, soit parce que la société émettrice ou un correspondant étranger l'a déclaré. Mais la loi ne leur impose l'obligation, ni de procéder à une enquête même rapide pour déterminer la cause du paiement, ni même de se livrer à des déductions.

Il n'en pourrait être autrement que si des présomptions graves, précises et concordantes démontraient que le professionnel savait que les instruments ont été créés en vue du paiement de produits imposables, dans le cas notamment où l'établissement payeur sur notre territoire est la succursale de la société étrangère qui a émis les chèques et où il résulte de renseignements contenus dans des enveloppes fermées que les chèques représentent des produits (Seine, 12 avril 1930).

Bien mieux, dans le cas le plus général où l'Administration ne possède que des présomptions insuffisantes, pour être fondée à réclamer à l'assujetti le paiement des droits simples, la Régie devrait, semble-t-il, rapporter la preuve que le chèque se rapporte à des produits passibles de l'impôt (Rép. du Min. des Finances à la question écrite de M. Gaudin de Villaine, sénateur, *J. Off.*, Déb. parl. Sénat, 3 juin 1914, p. 691).

Tel serait le cas d'un chèque émis en paiement de dividendes et dont la cause serait soit inconnue, soit *a fortiori* dissimulée. Dans cette hypothèse, la situation du bénéficiaire serait assimi-

lée à celle du propriétaire ou usufruitier qui se fait envoyer de l'étranger ou y encaisse indirectement des produits. La taxe serait dans ce cas acquittée dans les conditions prévues par l'article 37 de la loi du 29 mars 1914 (Sol. 31 juillet 1930). Mais, à notre avis, il n'en serait pas de même si le chèque était transmis par une même société d'une succursale étrangère à une succursale française : dans cette hypothèse, la société qui se place pour cette dernière succursale sous la protection des lois françaises doit mettre tout en œuvre pour lui permettre de remplir ses obligations légales et elle serait coupable si elle usait de moyens qui établissent qu'en réalité elle s'est gardée de donner les renseignements utiles pour permettre l'exacte perception du droit et a ainsi sciemment favorisé ou organisé la fraude.

179. DISTRIBUTION DE PRODUITS SOUS FORME D'ÉCHANGE OU DE DÉLIVRANCE DE TITRES. — Plus spécialement, l'Administration estime que l'impôt doit être retenu par les banques toutes les fois que le titre délivré en échange représente pour le tout ou pour partie un produit du titre remis par le déposant en vue de cet échange (Sol. 15 juin 1934).

Nous partageons entièrement cette manière de voir. Le plus souvent d'ailleurs, les banques possèdent des éléments particuliers d'information sur la cause et le mécanisme des opérations d'échange de titres auxquelles elles participent. Elles sont donc généralement en mesure d'en apprécier la répercussion au point de vue fiscal, tant en ce qui touche à l'exigibilité de l'impôt qu'en ce qui concerne les bases de sa liquidation.

L'Administration tient compte des difficultés que rencontrent les établissements de crédit en vue de satisfaire, en cette matière, aux prescriptions de la loi, et elle se montre très libérale dans l'appréciation de la responsabilité encourue par les banquiers en cas d'insuffisance de perception (Sol. 15 juin 1934).

Nous croyons d'ailleurs savoir que, dans cette hypothèse, la Régie serait assez disposée à considérer que le fait générateur de l'impôt se place non pas au moment où l'assujetti reçoit le titre destiné à être échangé, mais bien au moment où il remet à l'ayant-droit le titre nouveau après l'échange. Si le bénéficiaire reçoit le titre nouveau par un intermédiaire autre que celui à qui il a remis le titre ancien à échanger et si l'échange s'est produit à l'étranger, le fait générateur se situerait à l'étranger,

et il appartiendrait au porteur d'acquitter l'impôt dans les conditions prévues par l'article 37 de la loi du 29 mars 1914.

Mais, bien entendu, cette règle ne serait pas applicable dans le cas où l'intermédiaire a eu connaissance que la remise du titre lui a été faite en vue de l'opération d'échange. Dans cette hypothèse, le fait générateur se situerait au jour même de cette remise et l'impôt serait exigible dès cette date.

Ajoutons que lorsque les produits sont encaissés à l'étranger, le fait générateur ne se place pas au moment fixé pour la remise des titres nouveaux, mais bien à celui où l'ayant-droit obtient effectivement la remise de l'avantage concédé (Sol. 25 septembre 1930; — 21 décembre 1932; — 7 janvier 1933; D. m. f. 2 mars 1933; Voir ci-dessous 191).

180. MODE DE PAYEMENT DES PRODUITS. — D'autre part, la loi ne distingue pas suivant le mode de payement : elle a entendu que la taxe devienne exigible aussitôt qu'il y a appropriation par le porteur du montant des produits. Le droit est dû, par conséquent, que l'appropriation résulte d'un paiement en numéraire, par chèque, par virement ou au moyen d'un écrit quelconque, si cet écrit est destiné à l'extinction de la créance de produits (Sol. 8 juin 1915, Inst. 3449, § 14; Sol. 20 avril 1917; — 17 décembre 1927).

Nous approuvons donc les décisions prises par l'Administration qui a notamment reconnu comme donnant ouverture à l'impôt :

1° le fait par la succursale parisienne d'une banque étrangère de porter à l'actif des comptes de ses clients le montant des coupons dont elle est elle-même créditée par ces correspondants étrangers, ce fait entraînant une appropriation privative équivalente à un payement en France (Sol. 20 avril 1917; — 8 juin 1915, Inst. 3449, § 14; — 17 septembre 1927);

2° le virement au compte du propriétaire dans la succursale d'une banque à Paris, de la valeur de coupons présentés au payement dans une banque située à l'étranger (Sol. 8 juin 1915; — 20 avril 1917);

3° la délivrance d'une traite payable à Madrid par l'agence à Paris d'une banque espagnole (D. m. f. 25 janvier 1916).

4° l'endossement par une banque au profit d'un propriétaire

de titres d'un chèque émis à l'ordre de cette banque en représentation de coupons (Sol. 26 novembre 1925);

5° le fait pour une banque d'affecter le montant d'un chèque représentatif de dividendes à l'extinction partielle d'une dette (D. m. f. 24 novembre 1931).

181. COUPONS REPRÉSENTATIFS DE REVENUS QUI NE POURRONT FAIRE L'OBJET D'UN VIREMENT EN FRANCE PAR SUITE DE RESTRICTIONS DE CHANGE. — CRÉDITS GELÉS. — La circonstance que, par suite de restrictions de change imposées par les Gouvernements étrangers, les revenus ne pourront faire l'objet d'un virement en France, reste sans influence sur le fait générateur de l'impôt et, par conséquent, sur son exigibilité.

Dès lors, que les coupons représentant ces revenus gelés soient pris à l'encaissement pour être postérieurement acquittés, qu'ils soient achetés ou payés, la banque est tenue d'avancer ou de retenir l'impôt (Sol. 21 mars 1933; Circ. autog. du 10 décembre 1933).

Nous approuvons entièrement cette solution, qui fait une application peut-être rigoureuse, mais exacte de la loi. Ajoutons, cependant, que l'Administration des Contributions directes a décidé « en raison de l'impossibilité pour un contribuable de prélever sur ces revenus bloqués le montant, parfois important, de l'impôt correspondant, et des difficultés que présente l'évaluation de ces revenus en monnaie française, d'admettre que leur montant pourrait, provisoirement, ne pas être compris dans le revenu global imposable des intéressés, le droit de l'Administration étant réservé en ce qui concerne l'imposition ultérieure » (Dep. du 17 janvier 1935).

182. DÉBITEUR DES PRODUITS. — La taxe est exigible, même si les produits sont acquittés par une personne autre que celle qui en est débitrice en vertu des contrats d'émission ou de prêts (Voir n° 34).

Aussi bien, a-t-il été reconnu que le remboursement par une Compagnie d'assurances de coupons coulés en mer pendant la guerre constituait, vis-à-vis du porteur, une appropriation donnant ouverture à l'impôt. Mais, bien entendu, il a été admis que si les coupons venaient plus tard à être retrouvés, les produits qu'ils représentent seraient exempts du droit par application de la règle *non bis in idem* (Sol. 16 août 1917).

183. LIEU DE PAIEMENT. — Le droit est dû pareillement dans le cas où l'intermédiaire acquitte les coupons non pas dans le lieu où il exerce habituellement son commerce, mais par exemple dans le cabinet d'une tierce personne (Cass., 27 décembre 1917, Inst. 3581, § 5), ou aux environs d'une bourse de valeurs.

184. TITRES DÉPOSÉS A L'ÉTRANGER SOUS LE DOSSIER D'UNE BANQUE FRANÇAISE. — Pour l'application des diverses lois d'impôts et plus spécialement de l'article 21 de la loi du 13 juillet 1925 relative aux avoirs à l'étranger, ainsi que pour l'application des lois qui, pendant de nombreuses années, ont interdit ou réglementé l'exportation des capitaux, le Département des Finances a toujours admis que l'on devait considérer comme se trouvant fictivement en France les titres et avoirs de toute nature déposés à l'étranger sous le dossier d'une banque française.

Par application de cette règle, l'Administration a décidé que le fait, pour la banque française, de recueillir, d'encaisser, de payer, ou de négocier les coupons des titres ainsi déposés donnait ouverture à l'impôt dans les mêmes conditions que si ce fait se produisait réellement sur notre territoire (Rép. du Min. à M. Poitou-Duplessy, *J. Off.* 29 août 1926, Ch. Déb., p. 3290, col. 1 et 2; R. E. 8469-II).

Aussi bien, il a été reconnu que l'inscription au compte tenu, à l'étranger, au nom du propriétaire du montant des coupons, de même que la remise de ces coupons à une tierce personne, entrait dans les prévisions des articles 34 et 35 de la loi du 29 mars 1914 (mêmes solutions).

§ II. — Produits encaissés à l'étranger

185. RÈGLE GÉNÉRALE. — Nous avons vu dans les chapitres qui précèdent que les Français et les Étrangers domiciliés en France étaient assujettis au paiement de l'impôt en vertu de l'article 37 de la loi du 29 mars 1914 qui frappe du droit les produits que « *le propriétaire ou usufruitier de titres ou valeurs mobilières étrangères, domicilié en France, se fera envoyer ou encaissera à l'étranger, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque* ».

Dans cette hypothèse, le fait générateur de la taxe réside dans l'appropriation des produits.

186. TAUX DE L'IMPÔT. — Par application de cette disposition, il a été décidé que le taux de l'impôt exigible sur les produits encaissés directement à l'étranger est celui du jour où les produits ont été encaissés et non pas celui en vigueur à la date de la déclaration passée pour la perception de l'impôt (Sol. 15 avril 1920, Inst. 3720, § 13; R. E. 7537; J. E. 31906, § 13; Voir n° 109).

On doit également reconnaître que la date à retenir pour le calcul de l'impôt n'est pas celle où les produits ont été mis à la disposition des bénéficiaires, mais bien où ils ont été privativement appropriés (Sol. 25 septembre 1930; — 21 décembre 1932; — 7 janvier 1933, D. m. f. 2 mars 1933; voir ci-dessus n° 168). Dès lors, et contrairement à ce qui se produit pour l'impôt général sur le revenu, l'intéressé n'est pas débiteur de l'impôt, dans le cas où, bien que les revenus soient payables, il laisse, attachés aux titres, les coupons arrivés à échéance (D. m. f. 12 juin 1930; Sol. 26 janvier 1926; — 16 mars 1927; — 5 avril 1930).

187. PERSONNALITÉ DE L'IMPÔT. — Mais, à l'inverse de l'impôt, qui est exigible sur les produits encaissés sur notre territoire et qui, sous le régime de la loi, frappe les coupons quelle que soit la personnalité du bénéficiaire, la taxe qui atteint les produits perçus à l'étranger n'est due que sous la double condition, d'une part, que l'ayant-droit soit propriétaire ou usufruitier des titres et, d'autre part, qu'il soit domicilié en France. Il s'agit donc, en l'espèce, d'un impôt personnel et non plus d'un impôt réel (Seine, corr., 6 juillet 1934).

188. COUPONS ACQUIS A L'ÉTRANGER ET ENCASSÉS A L'ÉTRANGER.

— De cette règle, il résulte que la personne, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'un banquier qui, dans un but généralement quelconque, acquiert à l'étranger des coupons qu'il encaisse également à l'étranger, n'est pas tenu au paiement de l'impôt (Sol. 18 mai 1935).

189. DOMICILE. — La seconde condition est remplie dès lors que le bénéficiaire des produits a son domicile en France au jour de l'appropriation. Il a été reconnu, en conséquence, que les revenus perçus à l'étranger par une personne domiciliée à l'étranger au jour de l'encaissement sont exempts de l'impôt, alors même que le bénéficiaire viendrait installer son domicile en France avant la fin de l'année de l'appropriation (Rép. du Min. à la quest. écrite de M. Albertin, député; *J. Off.* 31 août 1928, Déb. parl. Ch., p. 2485, 3^e col. Pour le domicile, voir n^{os} 119 et suiv.).

190. FAITS D'APPROPRIATION. — Mais, cette double condition remplie, le fait générateur de la taxe réside dans tout fait qui entraîne appropriation des produits.

Point n'est besoin, par conséquent, que les produits encaissés à l'étranger pénètrent sur notre territoire; il suffit qu'ils entrent dans le patrimoine de l'ayant-droit. Il en est ainsi lorsqu'ils font l'objet de l'inscription au crédit du compte ouvert à l'étranger au nom du bénéficiaire (Sol. 16 avril 1919; — 21 janvier 1933; D. m. f. 20 mars 1933; Sol. 1^{er} mai 1933).

L'impôt serait également dû si les coupons loin d'être matériellement encaissés ont été affectés au paiement d'intérêts dus par suite de crédits ouverts à l'étranger (Sol. 18 mai 1934), ou s'ils ne pouvaient faire l'objet d'un virement en France par suite de restrictions de change imposées par l'Etat étranger (D. m. f. 20 mars 1933, Inst. 4148, § 9; — 12 avril 1933; — 15 décembre 1933; Rép. du Ministre à M. J. Piot, député, *J. Off.* du 13 janvier 1934, Ch. Déb. parl., p. 118, 1^{re} col.; Circ. aut. 10 décembre 1933, Bulletin Officiel de l'Administration, de décembre 1933. Voir ci-dessus n^o 181).

La solution est la même :

lorsque les coupons après avoir été inscrits au compte tenu à l'étranger au nom du bénéficiaire sont virés à son compte tenu

dans la succursale de la banque étrangère en France (Sol. 8 juin 1915; — 20 avril 1917; — 17 avril 1934);

lorsque, s'agissant d'un bonus de liquidation, en fin de société, la distribution résulte de l'état d'indivision dans lequel se trouvent les biens composant l'actif social; le fait générateur se situe, dans cette hypothèse, au jour où la société est arrivée à son terme et où le droit mobilier résultant de l'action a fait place à une quote-part dans l'indivision.

191. INSTRUMENTS DE CRÉDIT ENCAISSÉS EN FRANCE SANS QUE LA BANQUE, A DÉFAUT D'INDICATION, AIT PU SAVOIR QU'IL S'AGISSAIT DE PRODUITS. — Dans le cas où, à défaut d'indication sur l'instrument de crédit, la banque n'a pu percevoir l'impôt, il appartient au bénéficiaire d'acquitter l'impôt par la voie de la déclaration (Voir ci-dessus 178 et 179).

Aussi bien, a-t-il été admis, dans l'hypothèse où les revenus étrangers ont été encaissés en France pour le compte d'un client par un notaire qui a omis d'indiquer à l'établissement payeur qu'il s'agissait de produits imposables, qu'il lui appartenait, comme mandataire du client, de souscrire la déclaration prévue par l'article 37 de la loi de 1914 (Sol. 31 juillet 1930).

192. COUPONS TOUCHÉS A L'ÉTRANGER LORSQUE L'IMPÔT EST A LA CHARGE DE L'ÉMETTEUR DU TITRE. — La circonstance que les impôts qui frappent les revenus ont été pris en charge par les émetteurs ne met pas obstacle au paiement de l'impôt par la personne qui, domiciliée en France, a touché, à l'étranger, les revenus imposables.

L'Administration, qui est un tiers pour le recouvrement de l'impôt, n'a pas à connaître, en principe, les accords qui ont pu intervenir entre les souscripteurs et les émetteurs en ce qui concerne la charge des impôts. Il s'agit là pour elle d'une « res inter alios actæ ». Et, si le législateur, pour éviter des comptes inutiles, a jugé bon de prescrire aux banques françaises d'avancer, dans cette hypothèse, l'impôt exigible des porteurs, cette mesure, exorbitante du droit commun, doit rester limitée aux seuls cas prévus par la loi, c'est-à-dire aux paiements qui sont effectués sur notre territoire. La règle générale, suivant laquelle l'impôt est dû par le porteur reprend son empire, dès lors que les produits sont encaissés à l'étranger, et l'Administration ne

saurait, en aucun cas, s'adresser à la collectivité étrangère pour obtenir le paiement. C'est pour ce motif que la règle inscrite dans l'article 35 n'a pas été reproduite dans l'article 37 de la loi.

193. PRODUITS ENCAISSÉS DANS LES COLONIES. — Par une solution du 30 janvier 1917, l'Administration avait reconnu qu'il n'y avait pas lieu d'assujettir à l'impôt les négociations de coupons réalisées en France, lorsque ces écrits, payés dans une colonie et assujettis au droit au tarif colonial, sont accompagnés d'un bordereau de paiement équivalent à celui prévu par l'article 36, § 3, de la loi du 29 mars 1914. (Dans le même sens, Rép. du Min. à la question écrite de M. Roux-Fressineng, *J. Off.* 2 août 1921, Déb. Ch., p. 3491, R. E. 7402, VII et VIII).

Il s'agissait de coupons encaissés en Algérie et déjà soumis à l'impôt de 9 0/0. Cette solution était de nature à permettre des évasions fiscales considérables, puisqu'il suffisait que les personnes domiciliées en France encaissent dans la colonie leurs coupons pour bénéficier d'une différence de tarif qui s'est élevée jusqu'à 16 0/0 (25 0/0 — 9 0/0). Bien mieux, en transmettant dans les colonies qui n'appliquent pas l'impôt, les coupons de leurs valeurs, les bénéficiaires pouvaient soutenir n'être assujettis à aucun impôt, à raison de l'adage « exemption équivaut à paiement ».

L'Administration ne pouvait pas ne pas revenir sur cette solution.

Aussi bien, à la date du 9 mai 1930, elle décidait que l'impôt français était exigible pour ce motif que le mot « *étranger* » contenu dans l'article 37 de la loi de 1914 visait tous les pays *hors de notre territoire* métropolitain. A l'appui de son opinion, elle invoquait les déclarations des plus générales faites au Sénat par le Ministre des Finances à la séance du 16 mars 1914 (*J. Off.* du 17, p. 396, 2^e col. *in fine*) et faisait valoir qu'au moment du vote de la loi, on ne savait pas si les dispositions en seraient étendues, ou non, aux colonies. Elle en concluait qu'il ne serait donc pas conforme à l'intention du législateur d'entendre le mot « *étranger* », au sens habituel de territoires ne faisant pas partie de la métropole, ni de la France coloniale (dans le même sens : Sol. 9 avril 1931).

Mais, comme cette interprétation devait conduire, dans la rigueur des principes, à décider que les produits étaient passibles

en France de l'impôt à son tarif ordinaire, elle admettait, par mesure d'équité, que la réclamation serait limitée au complément de taxe simple résultant de la différence des tarifs, sauf au bénéficiaire à établir, au préalable, par des documents réguliers, la réalité de la perception du droit colonial.

Nous estimons cette manière de voir fondée, mais pour d'autres motifs. On ne peut soutenir, en effet, que le mot *étranger* contenu dans l'article 37 vise tous les territoires hors de la métropole. Les colonies ne sont, en effet, aucunement des pays étrangers; elles font partie de l'empire français et, seuls, les territoires qui se trouvent hors de cet empire sont étrangers.

La véritable raison de l'exigibilité du droit se trouve ailleurs.

Dans l'état actuel de la législation, tous les revenus, à l'exclusion de ceux formellement exonérés par un texte formel, sont assujettis à l'impôt cédulaire. Les revenus étrangers ne sauraient échapper à cette règle. Aussi bien la loi de 1914 vise-t-elle tous les produits de titres étrangers non abonnés, qu'ils soient touchés en France ou à l'étranger. L'article 37 de la loi frappe de l'impôt les revenus que le propriétaire ou usufruitier des titres, domicilié en France, « se fait envoyer ou encaisse à l'étranger, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque ». Or, il en est bien ainsi des produits encaissés dans les colonies, puisque, en définitive, ils sont encaissés à l'étranger par l'intermédiaire de l'établissement de crédit colonial.

C'est ce qui vient d'être reconnu par le Tribunal civil de la Seine par un jugement du 1^{er} décembre 1934.

« Attendu, porte cette décision, que si les coupons de valeurs mobilières étrangères non abonnées sont touchés par l'intermédiaire d'un banquier établi en Algérie, celui-ci retient non pas l'impôt institué par la loi du 29 mars 1914, laquelle n'est applicable qu'en territoire métropolitain, mais bien la taxe prévue par la législation algérienne; que, dans ces conditions, il y a lieu à application de l'art. 37 de ladite loi; qu'il s'agit, en effet, de revenus encaissés à l'étranger par un intermédiaire quelconque, non établi en France métropolitaine et par suite non assujetti aux obligations prévues par les articles 34 et 35; que l'expression « l'étranger » contenue dans l'article 37 doit s'entendre de pays qui n'ont aucun lien avec la France et où se trouve le siège des collectivités émettrices des titres dont les revenus sont soumis à l'impôt; que toutefois cette considération est sans conséquence,

le texte précité visant en dehors de l'encaissement direct de coupons à l'étranger leur encaissement par un intermédiaire; qu'il n'est pas prévu que cet intermédiaire doive lui-même résider à l'étranger et qu'il suffit dans l'économie de la loi qu'il ne tombe pas sous l'application des articles 34 et 35; que cette condition est remplie quand l'intermédiaire est un banquier établi en Algérie ».

194. COMMANDITES. — FAIT GÉNÉRATEUR LORSQUE LES PRODUITS IMPOSABLES SONT DÉTERMINÉS SUR LA BASE DU FORFAIT DE 8 0/0. — En règle générale, la taxe devient exigible au moment où les produits imposables sont appropriés. Toutefois, en matière de commandites, les produits taxables sont fixés, pour les sociétés étrangères non abonnées qui, par principe, ne sont pas soumises au droit de communication, à 8 0/0 du montant de la commandite, sauf aux parties ou à l'Administration à établir que les produits réels ont été inférieurs ou supérieurs à ce chiffre (Voir n° 116).

L'impôt est donc subordonné aux résultats de chaque exercice; il ne peut prendre naissance que lorsque ces résultats sont acquis. Mais il s'ouvre au moment même où les résultats sont fixés, où le bénéfice de l'année est *obtenu*, au moment même de la clôture de l'exercice, au dernier instant du 31 décembre, puisque la perception a lieu par année civile.

Et cette dernière observation est vraie, soit que l'on ignore si la taxe sera due sur le revenu réel ou bien sur le forfait : la taxe étant annuelle et devant être liquidée, au cas de forfait, d'après la valeur de la commandite, c'est, même dans cette hypothèse, au dernier instant de l'année que les faits imposables se trouvent fixés, et que, simultanément, *ipso facto*, l'impôt se trouve acquis au Trésor.

En définitive, le fait générateur de l'impôt se place à l'expiration de chaque année civile d'imposition (Sol. 3 février 1891; Inst. 3702, p. 34; Inst. 3810, § 17, p. 36).

§ III. — Tantièmes, jetons de présence
et autres rémunérations des administrateurs

195. RÈGLE GÉNÉRALE. — Bien qu'il soit perçu dans les conditions, dans les formes et sous les sanctions prévues par la loi du 29 mars 1914, l'impôt qui frappe les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations des administrateurs, est un prolongement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières françaises, institué par la loi du 29 juin 1872 (Inst. 4034, § 7, p. 15).

Aussi bien, et suivant la jurisprudence constante de la Cour de Cassation, on doit reconnaître que « le fait générateur ne réside, ni dans le payement effectif des dividendes, ni dans la délibération de l'assemblée qui en fixe le montant; il consiste essentiellement *dans leur mise en distribution*, laquelle s'opère à l'époque où, devenus exigibles, ils se trouvent transmis de la caisse sociale dans le patrimoine privé des bénéficiaires, quand bien même, pour quelque cause que ce soit, leur encaissement réel aurait lieu plus tard » (Cass. req. 22 juin 1931, Inst. 4106, § 7; — 17 février 1930, Inst. 4056, § 7).

En d'autres termes, l'impôt est dû à partir du moment où les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations mis en paiement, sont *mis à la disposition* des administrateurs bénéficiaires.

§ IV. — Tarifs

196. GÉNÉRALITÉS. — Le taux de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées et des fonds d'Etats étrangers a été souvent modifié. Il est d'ailleurs différent suivant la nature des produits. Le tarif ordinaire s'applique à tous les revenus de titres non abonnés, autres que ceux déposés sous certaines conditions dans les banques françaises agréées. Ces derniers titres bénéficient d'un tarif réduit. Enfin, les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations des administrateurs de sociétés étrangères non abonnées sont soumis à un impôt égal à celui qui frappe les allocations de même nature perçues par les administrateurs de sociétés françaises.

Enfin, la loi ou l'Administration, pour des causes diverses, ont fixé pour certains produits des tarifs spéciaux.

I. — Tarif ordinaire

197. RÈGLE GÉNÉRALE. — Ce tarif, toujours applicable sauf dispositions spéciales de la loi, a toujours été supérieur à celui de l'impôt qui frappe les revenus des valeurs mobilières françaises, la différence étant destinée à tenir compte de la taxe de transmission, que les valeurs étrangères non abonnées n'ont pas à supporter.

Les taux, qui ont souvent varié, sont les suivants :

Antérieurement au 1 ^{er} juillet 1914.....	néant	I. 3412
L. 29 mars 1914, art. 33 et 42, du 1 ^{er} juillet 1914 au 31 décembre 1916.....	5 0/0	3412
L. 30 déc. 1916, art. 11, du 1 ^{er} janvier 1917 à la date de mise en vigueur de la loi du 25 juin 1920	6 0/0	3493
L. 25 juin 1920, art. 50, de la date de mise en vi- gueur de la loi du 25 juin 1920 au 22 mars 1924	12 0/0	3626
L. 22 mars 1924, art. 3, du 23 mars 1924 au 1 ^{er} juillet 1925	14,40 0/0	3810
L. 13 juillet 1925, art. 77, du 2 juillet 1925 au 31 décembre 1925	18 0/0	3860
L. 4 décembre 1925, art. 3; L. 3 août 1926, art. 16 : du 1 ^{er} janvier 1926 au jour de la mise en vi- gueur de la loi du 26 avril 1930.....	25 0/0	3877 3911

L. 26 avril 1930, art. 8, du jour de la mise en vigueur de la loi du 26 avril 1930 à la date de mise en vigueur de la loi du 15 juillet 1932.	18 0/0	4058
L. 15 juillet 1932, art. 7, depuis lors.....	20 0/0	4125

Ces tarifs s'appliquent non seulement aux dividendes, intérêts et aux produits annuels, mais encore aux lots et primes de remboursement.

198. TARIF AU JOUR DU FAIT GÉNÉRATEUR. Nous avons vu que le fait générateur de la taxe résidait, en ce qui concerne les produits touchés en France, dans le fait de recueillir, payer, encaisser ou acheter les coupons ou tous autres instruments de crédit, et, en ce qui concerne les produits encaissés à l'étranger, dans l'appropriation de ces produits.

C'est donc, en principe, le tarif en vigueur à la date de ce fait générateur qui est seul applicable (Inst. 4058, p. 8).

Mais, par une interprétation bienveillante, l'Administration a admis, à l'occasion des diverses augmentations que les tarifs majorés ne seraient applicables qu'aux coupons dont l'échéance se plaçait postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi prononçant ces majorations (Inst. 3410, p. 14; — 3495, p. 5; — 3626, p. 45, et 3877, p. 7).

Cette règle de tolérance a dû être abandonnée lors de la réduction du taux de l'impôt édictée par l'art. 8 de la loi du 26 avril 1930, puisque son application aurait abouti à faire supporter aux coupons échus avant, mais payés après la mise en vigueur de cette loi, un tarif supérieur à celui qui était en vigueur à l'époque du fait générateur de l'impôt.

L'Administration toutefois admet que l'impôt doit être liquidé aux tarifs du jour de l'échéance pour tous les coupons échus avant le 1^{er} janvier 1926 (Inst. 4125, § 1^{er}; D. m. f. 23 août 1932; — 14 octobre 1932; Sol. 9 mars 1933).

Pour l'application de cette dernière règle, nous croyons devoir rappeler que l'échéance se place, quand il s'agit d'intérêts d'obligations et sauf le cas de prorogation légale ou conventionnelle, au jour fixé par les contrats pour le paiement, et, quand il s'agit de dividendes au jour de leur mise à la disposition des actionnaires, notamment par le dépôt dans une banque de la somme nécessaire au paiement (Sol. 10 octobre 1928; — Rép. du Min. à M. Fortin, sénateur, *J. off.* du 9 mars 1927, Déb. parl. Sénat, p. 202, 3^e col.).

II. — Titres déposés contre certificats nominatifs

199. Les intérêts des titres déposés dans les banques agréées contre récépissés nominatifs, dans les conditions fixées par l'article 7 de la loi du 31 juillet 1929 (voir ci-dessous n° 256 et suiv.) sont soumis au tarif du droit commun applicable aux intérêts des valeurs françaises.

Ce tarif, fixé à 18 0/0 par l'art. 16 de la loi du 3 août 1926, a été réduit à 16 0/0 par l'article 7 de la loi du 26 avril 1930, puis porté à 17 0/0 par l'article 19 de la loi du 23 décembre.

Les dispositions du décret-loi du 11 juillet 1934, qui a réduit à 12 0/0 le tarif applicable aux revenus des valeurs nominatives, ne sont pas applicables aux intérêts des titres déposés (Inst. 4173, § 2, p. 10, *in fine*).

III. — Tantièmes, jetons de présence et rémunérations diverses
des administrateurs

200. L'impôt qui frappe les tantièmes, jetons de présence et rémunérations diverses des administrateurs des sociétés étrangères non abonnées est le même que celui qui atteint les allocations de même nature attribuées aux administrateurs de sociétés françaises.

Son tarif, fixé à 12 0/0 par la loi du 29 avril 1926, art. 17, a été porté à 18 0/0 par la loi du 31 juillet 1929, art. 9. Depuis lors, il n'a pas été modifié (Inst. 4173, § 2, p. 11).

IV. — Tarifs spéciaux

201. BANQUE DE FRANCE. — L'art. 4 de la convention du 26 octobre 1917 passée entre l'Etat et la Banque de France porte que « la redevance et la redevance supplémentaire (que la Banque doit verser à l'Etat) sont perçues sans préjudice des impôts dus par la Banque, tels qu'ils sont déterminés par les lois existantes. Toute majoration de ces impôts ou toute création d'impôts qui atteindraient les opérations déjà frappées par les redevances seront compensées avec le montant de ces redevances, l'excédent étant perçu en sus le cas échéant. »

Cette clause est interprétée en ce sens que la compensation doit se traduire par une limitation des sommes payées à titre d'impôt et non de celles versées à titre de redevances. Il en ré-

sulte que tout impôt venant à frapper les sommes soumises à la redevance doit être compensé avec ladite redevance, soit en totalité si l'impôt n'existait pas au 1^{er} janvier 1918, date où la convention du 26 octobre 1917 est entrée en vigueur, soit à concurrence de la majoration de son taux, s'il s'agit d'un impôt existant à cette date, mais dont le tarif a été augmenté depuis lors (D. m. f. 11 août 1921).

L'application de cette règle aux revenus des valeurs mobilières étrangères non abonnées, possédées par la banque, conduit à décider que l'impôt au tarif actuel de 20 0/0 est imputé sur la redevance à concurrence de 14 0/0 et versé au Trésor à concurrence de 6 0/0, en vigueur au 1^{er} janvier 1918 (Sol. 4 novembre 1930).

202. ITALIE. — Par application des dispositions de la convention franco-italienne du 16 juin 1930, les revenus des obligations émises avant le 30 septembre 1926 par les communes, provinces, institutions et sociétés commerciales sont exemptes de l'impôt. Il en est ainsi des rémunérations de toute nature perçues par les administrateurs de sociétés italiennes. Quant aux autres revenus, ils subissent l'impôt au plein tarif (Voir ci-dessus n° 93).

203. BELGIQUE. — Par application des dispositions de la convention franco-belge du 16 mai 1931 (voir ci-dessus, 94), l'impôt est réduit :

1° de 20 0/0 à 8 0/0 pour les revenus des effets publics du Gouvernement belge et des autres valeurs belges non abonnées;

2° de 17 0/0 à 5 0/0 pour les revenus de ces mêmes titres, lorsqu'ils sont déposés, contre remise d'un certificat nominatif, dans un des établissements de banque agréés par l'Administration.

Enfin, les rémunérations de toute nature des administrateurs de sociétés belges sont exemptes de tous droits.

204. BRÉSIL. — A l'occasion de l'opération de funding réalisée par les Etats-Unis du Brésil, il avait été décidé antérieurement au vote de la loi du 15 juillet 1932 que l'impôt serait uniformément appliqué au tarif de 18 0/0. Il n'a pas paru possible, pour des raisons d'ordre pratique, de modifier cette décision.

En conséquence, lors de leur première négociation ou — à défaut de négociation — lors de leur amortissement, les obli-

gations, dites « obligations de consolidation 1932 5 0/0 des Etats-Unis du Brésil », sont passibles de la taxe au tarif de 18 0/0 liquidée sur leur valeur nominale. Par contre, les intérêts de ces titres sont soumis à l'impôt dans les conditions ordinaires (D. m. f. 23 juillet 1932).

205. TITRES DE FUNDING. — Nous étudierons dans un chapitre spécial les règles applicables aux opérations de funding (voir ci-après chap. VI). Toutefois, nous signalerons qu'en raison de difficultés d'ordre pratique résultant de ce que la consolidation en un même titre a englobé des coupons venus à échéance à des dates diverses, du capital et des intérêts, des titres ou des produits d'emprunts divers, l'Administration s'est trouvée dans l'obligation de fixer d'une manière forfaitaire l'impôt applicable à certains titres.

Diverses décisions (D. m. f. 13 juil. 1926; — 29 juillet 1927; — 6 janvier 1928; — 5 novembre 1930; Sol. 28 octobre 1933) ont fixé les tarifs applicables comme il suit :

Il est dû sur les titres suivants :

Funding de l'Etat de Bahia 5 0/0 1915.....	11.15 par titre
Funding de l'Etat de Bahia 6 0/0 1918.....	16.94 »
Funding de la Province de Buenos-Ayres 5 0/0 1915	10.96 »
Funding de l'Etat de Parana.....	14.24 »
Funding de l'Etat de Minas-Géraès.....	12.75 »
Funding de l'Etat de l'Amazonie.....	14.25 »
Obligations funding 5 0/0 de la République d'Autriche 1923	5.50 0/0 de la valeur nominale.
Obligations funding 5 0/0 de la République d'Autriche 1925.....	5.56 0/0
Obligations funding 5 0/0 de la République d'Autriche 1926	6 0/0
Bons du Trésor de consolidation 6 0/0 1922 du Gouvernement royal de Hongrie.....	5.50 0/0
Obligations funding 6 0/0 du Royaume de Hongrie 1925	9 0/0

Obligations funding 6 0/0 de l'Etat hongrois
1924, émises en représentation des coupons im-
payés de l'emprunt 4 0/0 1911 de la ville de Bu-
dapest 6.26 0/0

Inscriptions nominatives des dettes de l'ancien
empire austro-hongrois libellés en monnaie ar-
gent ou papier 5 0/0 sur le
montant brut des sommes versées par la Rouma-
nie en représentation de sa quote-part.

Coupon 88 de la rente hongroise 4 0/0 or.... 16.20 0/0
Coupon 49 de la rente autrichienne 4 0/0 or.. 16.20 0/0
Coupon 24 de la rente hongroise 4 1/2 0/0 1913 16.20 0/0
Coupon 22 de la rente hongroise 4 1/2 0/0 1914 16.20 0/0
Coupon 23 des mandats du Trésor autrichien
4 1/2 0/0 1914..... 16.20 0/0

Obligations des Etats bulgare, hongrois et rou-
main remises aux créanciers français des ressor-
tissants de ces Etats..... 12 0/0

CHAPITRE V

Païement de l'impôt

206. GÉNÉRALITÉS. — Les règles de paiement de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées sont différentes suivant que les produits sont encaissés en France ou à l'étranger.

Ainsi que nous l'avons exposé dans le chapitre qui précède, le législateur, en ce qui concerne les produits perçus sur notre territoire n'a pas laissé au bénéficiaire le soin d'acquitter l'impôt; il a préféré confier ce soin à la personne qui paie les produits : celle-ci est chargée de retenir ou d'avancer la taxe; elle est responsable de son paiement régulier et elle est tenue d'en verser le montant au Trésor. Ce collecteur d'impôt, c'est l'assujetti.

Mais il n'en pouvait être de même en ce qui concerne les produits encaissés à l'étranger. Le législateur s'est trouvé dans l'obligation de laisser le paiement de l'impôt à la charge du bénéficiaire des produits.

Deux modes bien distincts de payement coexistent donc :

Au cas où le payement des produits est effectué en France, les obligations des personnes chargées du paiement de l'impôt sont fixées par les articles 34, 35 et 36 de la loi du 29 mars 1914.

C'est l'article 37 qui règle la matière lorsque les produits sont encaissés à l'étranger.

207. FIXATION DE L'IMPÔT A UNE SOMME FORFAITAIRE. — A l'occasion de la conversion d'un emprunt, un Etat étranger avait demandé que l'Administration fixât d'une manière forfaitaire le montant de l'impôt qui devrait être acquitté sur les intérêts de l'emprunt nouveau.

Cette proposition n'a pas paru susceptible d'être acceptée.

D'une part, la fixation forfaitaire à une somme déterminée, *ne varietur*, se heurte à ce principe essentiel de la législation fiscale que la perception de l'impôt étant d'ordre public, doit être effectuée uniquement et intégralement sur les bases fixées par la loi :

en d'autres termes, entre l'Administration chargée du recouvrement d'un impôt et les redevables, il ne saurait intervenir d'accord contractuel pour modifier les bases de liquidation de cet impôt (Sol. 26 novembre 1934).

208. PAIEMENT ANTICIPÉ SOUS DÉDUCTION D'UN ESCOMPTE. — Pour les mêmes motifs, il ne saurait être question de faire bénéficier les redevables d'un escompte à raison du paiement anticipé de l'impôt qu'ils pourraient proposer. Une pareille mesure aurait pour effet de modifier le tarif fixé par le législateur et elle aboutirait à l'octroi d'une réduction ou d'une remise d'impôt que la législation interdit d'une manière formelle (D. m. f. 10 octobre 1933; D. m. f. 22 septembre 1933; Sol. 9 mars 1933; — 17 mars 1933; Sol. 26 novembre 1934).

Au surplus, le paiement anticipé ne peut lui-même être autorisé, car il serait en contradiction avec la règle essentielle de l'annuité des recettes budgétaires.

Enfin, une perception par anticipation peut parvenir, au cas de changement des tarifs, à une diminution ou à une augmentation illégale de la taxe.

209. PAIEMENT EN NUMÉRAIRE. — Pour le paiement de l'income-tax due sur une opération funding, le Gouvernement britannique avait accepté la remise de titres de consolidation nouvellement émis. Le Gouvernement étranger avait, en conséquence, demandé à l'Administration française d'accepter un pareil paiement.

Cette proposition n'a pas paru pouvoir être acceptée, dès lors que la législation financière de notre pays exige que les impôts soient acquittés en numéraire (Déc. 23 nov. 1^{er} décembre 1790, art. 5; LL. 6 fructidor an IV, art. 32; — 18 prairial an V, art. 2; — 3 frimaire an VIII, art. 1^{er}; C. d'Etat, 25 juin 1880; — 2 juillet 1880; — 10 janvier 1890; — 5 avril 1895; — Cass. civ. 6 mars 1906, Inst. Gén. 3199, § 3, p. 23; Pand. franc., v^o impôts, n^{os} 877 et sv.; Sol. 9 mars 1933).

§ 1^{er}. — Produits encaissés en France

210. RÈGLE GÉNÉRALE. — Sous le régime de la loi du 13 avril 1898, art. 12, une société étrangère ne pouvait avoir, en France, un représentant chargé du service financier, sans, par cela même, se trouver assujettie au régime de l'abonnement.

Par suite, le porteur de valeurs mobilières étrangères non abonnées, qui voulait encaisser en France des produits de quelque nature qu'ils fussent, ne pouvait en demander le paiement sur notre sol, soit à la collectivité, soit à un représentant de celle-ci. Il ne pouvait que s'adresser à un intermédiaire, qui agissait, ensuite, auprès de la société pour se faire rembourser les produits acquittés.

Cette situation a été modifiée par l'article 5 de la loi du 31 juillet 1929, aux termes duquel « les valeurs mobilières peuvent, sans être soumises au régime de l'abonnement, être cotées, négociées, exposées en vente, émises, mises en souscription, introduites sur le marché ou faire l'objet d'un service financier ». (Voir ci-dessus, 15).

Actuellement, par conséquent, les produits des valeurs mobilières étrangères non abonnées peuvent être encaissés en France, soit par un intermédiaire professionnel ou occasionnel, soit directement auprès de la société étrangère ou de ses représentants. Mais, quel que soit le mode utilisé par le bénéficiaire des produits, l'impôt est exigible et il appartient à la personne qui procède au paiement de retenir l'impôt. L'article 34 de la loi du 29 mars 1914 est formel sur ce point. « Pour les valeurs étrangères (non abonnées), ainsi que pour les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, la retenue de l'impôt est opérée par le banquier, changeur ou *toute autre personne* qui effectue en France le paiement des intérêts, arrérages ou tous autres produits. »

I. — Les assujettis

211. LES ASSUJETTIS. — Si l'article 34 fait obligation à toute personne de retenir l'impôt et, obligation corollaire, de le verser au Trésor, celles qui « font commerce ou profession de recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons, chèques ou tous autres instruments de crédit, créés pour le paiement des dividendes,

intérêts, arrérages ou produits quelconques » sont soumises à un régime spécial : ce sont les assujettis.

L'article 35 les oblige à faire la déclaration de ce commerce ou de cette profession au bureau de l'enregistrement de leur résidence et à retenir ou à avancer l'impôt.

Enfin, d'après l'article 36, ces mêmes personnes sont tenues de se conformer à toutes les prescriptions de ce texte, et, notamment, d'inscrire, sur des registres spéciaux, leurs opérations de paiement ou de négociation de coupons, chèques et instruments de crédit.

En présence des termes généraux de ces dispositions, il suffit, pour qu'une personne soit assujettie aux prescriptions de la loi, qu'elle fasse profession ou commerce de recueillir, encaisser, payer ou acheter, soit des coupons de valeurs étrangères non abonnées ou de fonds d'Etats étrangers, soit des titres ou écrits créés en vue d'assurer le paiement des revenus ou produits quelconques de ces valeurs. Les articles 34, 35 et 36 n'établissent aucune distinction entre les personnes qui exercent une profession ou un commerce de cette nature et ils les atteignent toutes, quelle que soit leur qualité ou leur dénomination. Ils s'appliquent, en particulier, aux escompteurs aussi bien qu'aux banquiers et aux changeurs, qui sont expressément visés par l'article 34 (Sol. 10 mars 1915; 4 septembre 1926).

212. NATURE DES OBLIGATIONS QUI LIENT L'ASSUJETTI A L'ETAT. —

La nature du contrat qui lie l'assujetti à l'Etat pour la perception de l'impôt et son versement dans les caisses du Trésor, est des plus délicates à définir.

Tout d'abord, il ne peut s'agir d'un mandat.

Le *mandat* est, en effet, ou *conventionnel* (expres ou tacite) ou *légal*.

Or, il ne peut s'agir ni de l'un ni de l'autre.

Les porteurs de titres étrangers, qui, en définitive, supportent définitivement le poids de l'impôt, ne donnent point à cet égard un mandat conventionnel aux banquiers et, s'ils en avaient le pouvoir, ils se refuseraient évidemment à un prélèvement sans intérêt pour eux.

Quant au mandat légal, à la base duquel il y a la fiction d'un mandat conventionnel, il n'en saurait non plus être question,

puisqu'un pareil contrat n'a d'autre objet que de dispenser de la formation d'une convention qui est dans les usages : la femme mariée est, pour les choses du ménage, la mandataire légale de son mari; le tuteur est, dans l'administration des biens, le mandataire légal du mineur.

D'ailleurs, pourrait-on accepter que les porteurs exigeassent une reddition de compte du banquier ou que celui-ci pût se voir retirer son mandat en cas de mauvaise exécution de sa part ?

Il ne peut non plus y avoir *dépôt*. Le dépôt régulier suppose, en effet, la restitution au déposant de la chose même reçue de lui. Le banquier, qui opère une retenue sur le montant des coupons qui lui sont présentés à l'encaissement, n'a rien à restituer au porteur; il n'y a donc pas identité de personnes entre celui qui déposerait et celui à qui serait fait la restitution.

Le mécanisme est tout autre : Le législateur, pour assurer l'exact payement de l'impôt, ne s'adresse pas à celui qui le doit, mais à l'intermédiaire. Jusqu'à la loi du 16 avril 1930, la loi ne connaissait pas le porteur. Ce n'est donc pas en vertu d'un contrat, réel ou supposé, que le banquier paie l'impôt dû par celui-ci : c'est en vertu d'une obligation légale, que le législateur lui a imposée directement et personnellement, en sa qualité de banquier, et à laquelle il ne peut se soustraire, tant qu'il garde cette qualité, mais qu'on ne peut aussi lui enlever aussi longtemps qu'il a ce caractère.

Par la volonté de la loi, il s'opère un transport de dettes, une substitution du banquier dans l'obligation de contribution que la loi a mise à la charge du bénéficiaire des produits imposables (Voir à ce sujet, en matière d'assurances sociales, Cass. crim. 3 mars 1934, S. 1934-1-353, et la note remarquable de M. J.-A. Roux).

En réalité, le contrat qui lie le banquier au Trésor est donc une convention *sui generis*, d'ailleurs rétribuée, qui ne peut être assimilée à aucun autre contrat, tel que le mandat et le dépôt. Nous en tirerons plus loin cette conséquence que la dissipation de l'impôt versé ne présente pas le caractère d'abus de confiance (Voir n° 383).

213. COMMERCE ACCIDENTEL. — L'Administration soutient que les diverses obligations et formalités édictées par la loi incombent, non seulement aux personnes qui se livrent, d'une manière

normale et continue, aux opérations prévues par l'article 35, mais encore à celles qui y procèdent d'une façon purement accidentelle. A l'appui de son opinion, elle fait valoir que le texte présenté par la commission des finances visait, en effet, ceux qui ont pour profession ou commerce *habituel* d'accomplir ces opérations, mais que le mot *habituel* a été supprimé au cours de la discussion (séance du 16 mars 1914, Sénat, Débats, p. 398, 3^e col., Inst. 3412).

Cette manière de voir a été adoptée par le Tribunal correctionnel de la Seine dans un jugement du 6 juillet 1934.

« Attendu qu'en l'espèce » — porte cette décision — « B... doit être considéré comme ayant fait commerce de recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons, conformément à l'article 35 de la loi du 29 mars 1914, le seul fait de ne pas encaisser pour son compte personnel ou pour le compte personnel de tiers à titre de mandataire constituant le *commerce* aux termes de ce texte, sans qu'il soit besoin d'une habitude, le mot *habituellement* ayant été supprimé du texte original lors des travaux préparatoires et que le texte s'applique même à ceux qui occasionnellement font acte de commerce en recueillant, payant ou encaissant lesdits coupons par opposition à *profession*, c'est-à-dire commerce habituel de ce genre d'opérations. »

Cette opinion ne nous paraît pas fondée.

En assujettissant à certaines obligations, dont l'accomplissement est d'ailleurs lourdement sanctionné, les personnes qui font profession ou commerce de recueillir les coupons, le législateur a entendu uniquement viser les personnes qui font, sur les coupons, des opérations répétées et fréquentes, c'est-à-dire habituelles. C'est là l'application pure et simple des dispositions de l'article 1^{er} du Code de commerce, aux termes duquel « sont commerçants, ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle ». Il n'y a donc, et il ne peut y avoir commerce lorsque les actes, même commerciaux par leur nature (art. 632 C. comm.) sont purement occasionnels; mais, dès lors que ces actes sont occasionnels, il ne peut y avoir, faute de la condition d'habitude, la profession visée par l'article 35 de la loi de 1914.

C'est pour ce motif que le Parlement a supprimé le mot habituel, qui, ne constituant qu'un pléonisme, une redondance, de-

venait une expression inutile. Vouloir, comme le fait l'Administration, tirer de cette suppression une conséquence quelconque, ne peut qu'aboutir à modifier le texte et à en étendre illégalement la portée.

Quant à l'argument que pense trouver le jugement du 6 juillet 1934 dans la présence des deux mots « profession ou commerce », il est sans portée. Le Tribunal fait, en effet, une confusion inadmissible entre l'acte de commerce, prévu par l'article 632 du Code de commerce, et le commerce proprement dit, qui, d'après l'article 1^{er} de ce même Code, est constitué précisément par l'habitude des actes commerciaux.

Mais, si les personnes qui, occasionnellement, se livrent au trafic des coupons, ne sont pas des assujettis, tenus à se conformer aux diverses prescriptions des articles 35 et 36 de la loi de 1914, il n'en reste pas moins qu'elles sont obligées, en vertu de l'article 34, d'opérer la retenue de l'impôt et de verser au Trésor la taxe ainsi recueillie. Aucune peine ne sanctionne ces obligations, sans doute; mais c'est là un défaut de la loi et il n'appartient pas à l'Administration, sous prétexte d'interprétation, d'y suppléer.

214. SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE PAYANT DIRECTEMENT LES COUPONS DES TITRES QU'ELLE A ÉMIS. — La société qui, suivant la règle tracée par l'article 5 de la loi du 31 juillet 1929, procède, sans être soumise au régime de l'abonnement, au service financier de ses titres, ne peut, ce faisant, être considérée comme exerçant la profession ou le commerce de payer des coupons. En l'espèce, elle acquitte uniquement ses dettes.

Sa situation est donc la même, à notre avis, que celle de la personne qui procède à des opérations purement accidentelles sur les coupons étrangers.

215. INTERMÉDIAIRE GRATUIT. — La loi ne disposant qu'en ce qui concerne les personnes qui font le commerce ou profession, il n'est pas possible d'assujettir celui qui se charge gratuitement et à titre de simple service d'encaisser des coupons à l'étranger pour le compte de tiers.

C'est ce qu'a décidé l'Administration :

pour la personne qui s'est rendue à l'étranger, gratuitement,

afin d'encaisser des coupons ne lui appartenant point (Sol. 19 juillet 1917);

pour celle qui touche dans les mêmes conditions des revenus en vertu d'un mandat qui lui a été confié par testament (Sol. 31 août 1914);

pour la société qui touche à l'étranger des coupons détachés de titres qu'elle a vendus, mais dont elle s'est chargée d'encaisser les revenus en vertu de l'acte même de vente (Sol. 5 janv. 1928).

216. AGENTS DE CHANGE. — Il a été reconnu qu'il n'y avait pas lieu de soumettre aux obligations légales les agents de change (Inst. 3412, p. 6).

En effet, l'article 85 du Code de comm. dispose qu'un agent de change ne peut, dans aucun cas et sous aucun prétexte, faire des opérations de commerce ou de banque pour son compte. Il interdit, par là même, à cet officier ministériel d'exercer la profession ou le commerce de recueillir, encaisser... des coupons de valeurs mobilières. Il en résulte que les agents de change ne sont pas, en principe, soumis aux formalités imposées par la loi. Mais, bien entendu, ils y seraient astreints si, nonobstant les prescriptions de l'article 85 précité du Code de commerce, ils accomplissaient les diverses opérations prévues par la loi et, notamment, s'ils procédaient au paiement des coupons sans en avoir reçu préalablement le montant d'un banquier installé en France ou de tout autre assujetti qui aurait effectué la retenue de la taxe (Sol. 1^{er} juillet 1914, Inst. 3412, p. 6; Sol. 30 mars 1934; Toulouse, 7 septembre 1934; Cour de Toulouse, 27 décembre 1934).

C'est pour ne pas contraindre les agents de change aux obligations légales qu'un régime tout spécial a dû être organisé en matière de titres funding (voir chap. VI).

Par exception, ces officiers publics ont dû être considérés comme assujettis lors de la centralisation des coupons de titres allemands détenus par des Français et destinés à bénéficier des dispositions de l'article 296 du Traité de Versailles (Sol. 9 août 1922).

217. OPÉRATIONS BANCAIRES SANS QU'IL Y AIT COMMERCE DE COUPONS. — L'Administration a reconnu qu'on ne saurait assujettir

aux obligations édictées par la loi de 1914, une société, qui, occasionnellement, a touché des commissions bancaires, dès lors que ces opérations n'ont pas eu pour but la vente, l'encaissement, le paiement ou l'achat de coupons, mais seulement la vente ou l'achat de titres étrangers (Sol. 21 avril 1928).

218. BANQUES DE DÉPÔTS. — De même, et bien que les articles 34 et 35 de la loi astreignent toutes les personnes, qui effectuent, en France, le paiement des produits dont il s'agit, à opérer la retenue de l'impôt, il n'a pas semblé que les prescriptions de la loi nouvelle fussent applicables aux banquiers, qui ont des titres en dépôt dans leurs caisses et qui inscrivent le montant des coupons de ces titres au crédit du compte du déposant *après les avoir présentés au paiement dans un autre établissement installé sur notre territoire*. Ces banquiers sont de simples mandataires de leurs clients et ils ne sont tenus, comme tels, que de produire, à l'appui de leur demande en règlement des coupons, chèques ou instruments de crédit, le bordereau visé par le 1^{er} paragraphe de l'article 36 (Sol. 8 août 1914; D. m. f. 26 janvier 1915; Inst. 3412, p. 4).

Mais, il ne s'agit là que d'une tolérance (Sol. 8 août 1914) et si cette interprétation libérale devait avoir pour conséquence d'entraîner des abus et de faciliter la fraude, l'Administration n'hésiterait sans doute pas à appliquer strictement la loi et n'admettrait aucune exception à la règle générale formulée dans les articles 34, 35 et 36 (Inst. 3412, p. 5).

Il convient d'ailleurs de remarquer, à cet égard, que le seul fait par la banque, soit de procéder à une opération directe de paiement des revenus imposables (Inst. 3412), soit de détacher des coupons des titres pour les encaisser à l'étranger, c'est-à-dire de prendre des coupons à l'encaissement (Sol. 20 avril 1917), suffit à entraîner pour l'établissement ou l'agence, l'obligation de se conformer à toutes les prescriptions légales, non seulement sur les coupons ou instruments de crédit que cet établissement ou cette agence acquitte immédiatement entre les mains des porteurs, mais encore sur ceux dont elle règle le montant après encaissement et comme simple mandataire (Inst. 3412).

219. BANQUES POPULAIRES. — Sous le régime de l'article 10 de la loi du 13 mai 1917, « Les banques populaires ne peuvent faire

d'opérations qu'avec des commerçants, industriels, fabricants, artisans ou sociétés commerciales pour l'exercice normal de leurs industries, de leurs commerces ou de leurs métiers. Toutefois, elles peuvent recevoir des sommes en dépôt de toutes personnes ou sociétés (*J. Off.* du 20).

Il a été reconnu que, sans qu'il y ait lieu à examiner si les opérations étaient régulières au regard de la loi, ces banques étaient soumises aux dispositions de la loi de 1914, dès l'instant qu'elles se livraient au trafic des coupons étrangers.

220. SERVICE DES COFFRES-FORTS. — La mesure prise à l'égard des banques de dépôts ne doit pas être étendue aux établissements qui ont un service de coffres-forts et qui effectuent le paiement des coupons de valeurs mobilières étrangères déposées dans les coffres, soit au moment même de leur présentation par les locataires, soit après les avoir encaissés chez un autre assujetti. Ces établissements doivent donc retenir ou avancer la taxe, dans les conditions ordinaires.

Exception est faite cependant pour les comptoirs de la Banque de France (Sol. 8 août 1914).

221. AGENCES ET SUCCURSALES AUTONOMES. — L'article 36 de la loi du 29 mars 1914 dispose que « toute personne qui demandera en France le paiement des coupons... devra déposer, en même temps et à l'appui, un bordereau daté, *dont elle pourra exiger un récépissé* ».

D'autre part, l'article 1^{er} du décret du 21 juin 1914¹ porte que la déclaration d'existence doit être faite « tant au bureau de l'enregistrement du siège de l'établissement principal qu'au bureau du siège de chacune des agences et succursales qu'ils possèdent. »

L'Administration, interprétant libéralement ces textes, a, tout d'abord, estimé que les agences et succursales devaient, pour être soumises aux prescriptions de la loi, jouir d'une certaine autonomie.

Il en est ainsi :

de la succursale qui fonctionne avec un personnel distinct et des fonds spéciaux, alors même qu'elle dépend d'une autre agence au point de vue de la comptabilité (Sol. 1^{er} août 1914; — 31 mars 1917; — 13 mai 1925; — 30 mars 1926);

des bureaux auxiliaires recueillant simplement les coupons pour les transmettre à la succursale, au bureau principal ou au siège d'une banque ou d'un établissement de crédit sans tenir de comptabilité (Sol. 1^{er} mai 1914; — 31 mars 1917);

de l'agence, possédant une autonomie certaine, mais qui cependant se borne à recueillir les coupons, pour les transmettre au siège social, et ne les payer qu'après encaissement (Sol. 12 février 1917).

Au contraire, on ne doit pas considérer comme succursales autonomes :

les bureaux intermittents fonctionnant à certains jours avec un personnel détaché d'un autre bureau et rentrant le soir même à ce bureau (Sol. 23 juillet 1914);

les agences de banlieue et bureaux de quartiers, qui fonctionnent avec une personne détachée tous les jours du siège central et avec des fonds et valeurs adressés chaque matin de ce siège, à qui ils sont renvoyés tous les soirs (Sol. 10 janvier 1916).

Sans revenir sur les décisions prises jusqu'à maintenant, l'Administration a modifié, sur ce point, sa manière de voir, de façon à porter aux établissements de crédit, le moindre préjudice possible.

Dans l'état actuel de son opinion, on doit distinguer :

ou bien la succursale se borne à prendre les coupons à l'encaissement, et, dans ces conditions, elle est dispensée des obligations de la loi de 1914, sous la seule condition que le siège ou l'agence encaisse le montant des coupons chez ses correspondants, crédite le compte des clients et adresse directement à ceux-ci le décompte des opérations;

ou bien la succursale ne se borne pas à prendre les coupons à l'encaissement, mais dans certains cas les paie, les achète ou les négocie.

Dans le premier cas elle échappe aux obligations; dans le deuxième elle est tenue de s'y conformer (Sol. 29 octobre 1932; 20 octobre 1933).

222. BANQUES ÉTRANGÈRES. — Les succursales en France des établissements de crédit étrangers sont soumis aux mêmes obligations que les banques françaises (Sol. 12 août 1914).

223. SUCCURSALES A L'ÉTRANGER DES BANQUES FRANÇAISES. — Ainsi que nous l'avons vu dans un chapitre précédent (n° 121), tous les prêts consentis hors de France par des succursales ou agences des sociétés françaises installées à l'étranger étaient passibles de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, par le seul fait que ces sociétés avaient en France leur siège, c'est-à-dire leur domicile (Seine, 28 janvier 1927; Cass. 11 février 1930). Il s'ensuivait que ces succursales ou agences devaient, pour la perception de l'impôt, observer les obligations de la loi de 1914.

Cette situation a pris fin, sous la condition que les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 16 février 1932 soient remplies. (Voir n° 121).

224. AUXILIAIRES DES BANQUES. — La loi atteint, au même titre que les banquiers eux-mêmes, les auxiliaires des banques, c'est-à-dire les personnes qui recueillent et payent des coupons pour le compte d'un tiers banquier ou d'un établissement de crédit. Il n'en pouvait être autrement en présence des termes de la loi, qui vise non seulement ceux qui paient des coupons, mais encore ceux qui les recueillent (Sol. 22 juillet 1914; Lyon, 27 mai 1916; Sol. 8 février 1917).

225. CAISSE COMMUNE DES PORTEURS DES DETTES PUBLIQUES AUTRIENNE ET HONGROISE ÉMISES AVANT LA GUERRE. — La caisse commune, constituée sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901, centralise toutes les opérations afférentes au service des emprunts austro-hongrois d'avant guerre, pris en charge par les Etats successeurs ou cessionnaires de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Son siège est à Paris, boulevard de Courcelles, n° 22.

La caisse centralise l'exercice et la représentation des droits et intérêts attachés aux titres dont elle assure le service et qui présentent tous le caractère de fonds d'Etats étrangers. Elle utilise pour le service de ces titres l'entremise des établissements précédemment chargés du service financier en vertu des contrats d'émission ou des arrangements négociés ultérieurement, sauf décision exceptionnelle à cet égard du conseil d'administration de la caisse désignant de nouveaux guichets ou en substituant de nouveaux à ceux qui ont disparu.

Cet organisme se comporte, à l'égard des porteurs, tant sous le rapport du service financier que des relations juridiques, comme

l'ancienne monarchie austro-hongroise, dans la mesure où les prestations dues par les Etats successeurs ou cessionnaires de l'ancienne monarchie auront été exactement effectuées.

La Caisse se borne donc à procéder aux mouvements de fonds que comportent, d'une part, la perception des annuités versées par les Etats successeurs ou cessionnaires de l'ancienne monarchie austro-hongroise, d'autre part, les constitutions de provisions sur les différentes places de paiement.

Dans ces conditions, il a été décidé que les dispositions de la loi de 1914 ne lui sont pas applicables, la retenue de la taxe incombant aux établissements aux guichets desquels les coupons sont présentés et payés. Mais, si la Caisse payait directement ces coupons ou les prenait à l'encaissement, elle serait assujettie aux dispositions de la loi de 1914 (Sol. 19 décembre 1923).

226. ORGANISME CHARGÉ DE DISTRIBUER ENTRE LES BANQUES LE MONTANT DES INTÉRÊTS PAYÉS PAR UN ETAT ÉTRANGER. — Si l'organisme chargé de distribuer entre les banques le montant des intérêts dus par un Etat étranger se borne à répartir les traites créées à cet effet entre les banques chargées de les payer, sans faire lui-même d'opérations de paiement, cet organisme n'est soumis à aucune obligation spéciale et il incombe aux établissements payeurs d'assurer la perception de l'impôt (D. m. f. 18 juin 1934).

Si, au contraire, cet organisme acquitte les coupons entre les mains des porteurs, il doit être considéré comme assujetti (même D. m. f.).

227. LISTE DES ASSUJETTIS. — D'après l'article 2 du décret du 21 juin 1914, les Directeurs de l'Enregistrement doivent, dans chaque département, dresser la liste des assujettis ayant fait une déclaration d'existence et en donner communication, dans leurs bureaux, à toute personne qui en fait la demande. Dès lors, les Receveurs ont dû adresser à ces chefs de service, dès le mois d'août 1914, un relevé des déclarations qu'ils ont reçues et, par la suite, ils doivent les aviser des nouvelles déclarations passées par les assujettis au fur et à mesure qu'elles interviennent (Inst. 3412, p. 15).

II. — Obligations des assujettis

A. — *Déclaration d'existence ou de cessation*

228. Aux termes de l'article 35 de la loi du 29 mars 1914, qui-conque fait profession ou commerce de recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons doit en faire la déclaration au bureau de l'enregistrement de sa résidence.

L'article 1^{er} du décret du 21 juin 1914 ajoute : « Les déclarations sont faites sur un registre spécial, tant au bureau de l'enregistrement du siège de l'établissement principal des assujettis qu'au bureau du siège de chacune des agences et succursales qu'ils possèdent. » Dans les villes où se trouvent plusieurs bureaux de l'enregistrement, la déclaration est reçue dans n'importe quel bureau ayant dans ses attributions la perception des taxes sur les titres étrangers (Sol. 19 avril 1916).

« Ces déclarations sont signées, soit par l'assujetti lui-même justifiant de son identité, soit par son mandataire en vertu d'une procuration, soit, enfin, s'il s'agit d'une société, par ses représentants légaux ou leurs mandataires. » Dans ce dernier cas, le mandataire d'une société ne peut souscrire la déclaration qu'en vertu d'un pouvoir spécial (Sol. 10 juin 1916).

« Elles font connaître, s'il y a lieu, les noms des associés solidairement responsables et rappellent le titre constitutif de la société. Elles contiennent la désignation de chacune des agences et succursales. »

« Les déclarations qui sont faites au siège des agences et succursales contiennent la désignation de l'établissement principal.

« En cas de changement de résidence ou de siège, soit de l'établissement principal, soit d'une agence ou succursale, de même qu'en cas de création d'une agence ou succursale nouvelle, il en est fait déclaration préalable par les assujettis aux bureaux et dans la forme ci-dessus déterminée.

« Une déclaration doit être faite dans les mêmes conditions si l'assujetti cesse de se livrer aux opérations ou d'y affecter des agences ou succursales ci-dessus visées. »

Les assujettis qui exerçaient leur profession au moment de la mise en application de la loi ont dû accomplir immédiatement cette formalité.

Ceux qui entreprennent ce commerce doivent y procéder avant toute opération.

Une liste des assujettis qui ont fait la déclaration est dressée dans chaque direction départementale de l'Enregistrement. Communication en est donnée, dans les bureaux de la Direction, à toute personne, qui en fait la demande (art. 2 du décret).

B. — *Retenue ou avance de la taxe*

229. RETENUE OU AVANCE DE LA TAXE. — Les assujettis, lors du paiement, de l'encaissement ou de la négociation des coupons, doivent, si l'impôt n'a pas été déjà retenu par un autre assujetti, retenir l'impôt ou en faire l'avance, si, par suite de contrats existants, l'impôt est à la charge de l'émetteur du titre.

En prescrivant de retenir l'impôt, le législateur a entendu simplement viser le cas le plus général, celui où le montant du coupon est payé au porteur. Mais, l'intermédiaire ne devrait pas moins exiger le versement du droit, dans le cas où le coupon ne serait que pris à l'encaissement, c'est-à-dire pris pour être présenté au paiement dans une autre banque, puis, ce paiement effectué, pour en faire tenir le montant à l'ayant droit (Voir n° 170).

Mais, ce prélèvement par l'assujetti ne peut être imposé au porteur que si celui-ci doit définitivement supporter le poids de la taxe; si, en vertu des contrats d'émission, la société s'était chargée de l'impôt, l'assujetti devrait en avancer lui-même le montant, c'est-à-dire inscrire ce montant sur ses registres n° 1 et le verser au Trésor dans les délais déterminés.

230. BORDEREAU DE PAIEMENT. — L'assujetti ne peut procéder au paiement sans avoir reçu, du déposant, en même temps que les coupons et à l'appui, un bordereau daté dont le porteur peut exiger un récépissé (art. 36, 1^{er} alinéa, L. 29 mars 1914).

Aux termes de l'article 3 du décret réglementaire, ce bordereau indique les nom et prénoms ou la raison sociale et le domicile de l'assujetti qui effectue le paiement. Il porte la date du jour où il est déposé et présente, dans des colonnes distinctes, les énonciations ci-après :

1^o Numéro d'inscription au registre n° 1 de l'assujetti qui effectue le paiement;

2^o Nature des coupons, chèques ou instruments de crédit dont le paiement est demandé;

3° Nombre des coupons, chèques ou instruments de crédit;

4° Valeur par unité, sans escompte ni commission, en monnaie française, au cours du jour du paiement, de chaque catégorie de coupons, chèques ou instruments de crédit, sous déduction seulement des impôts établis dans les pays étrangers où les titres ont été créés, et dont le paiement incombe au porteur du coupon;

5° Valeur totale de chaque catégorie de coupons;

6° Montant total des sommes soumises à l'impôt;

7° Montant de l'impôt de 5 0/0 retenu ou avancé sur l'ensemble des coupons;

8° Dans le cas de production de la déclaration ou *affidavit*, dont la forme est déterminée à l'article 11, date et numéro d'ordre de cet *affidavit*, tenant lieu des indications prévues sous les numéros 4, 5, 6 et 7.

L'article 36 de la loi, pour assurer le secret des opérations, dispose que ce bordereau ne portera, ni la signature, ni l'adresse de celui qui le déposera. Mais rien n'empêcherait, semble-t-il, les parties de renoncer à cette prescription uniquement conçue dans leur intérêt.

Le bordereau peut, d'ailleurs, être établi soit par la personne qui procède au paiement, soit par la partie elle-même. Dans ce dernier cas, c'est à l'assujetti qu'il appartient d'inscrire les indications prévues sous les n^{os} 1, 7 et 8. La seconde de ces trois indications, qui est relative au montant de l'impôt retenu ou avancé, doit, en tout état de cause, être apposée immédiatement (art. 36, § 2, de la loi; Inst. 3412, p. 16).

231. RÉCÉPISSÉS. — Quant au récépissé, délivré, sur sa réquisition, à celui qui demande le paiement des coupons, chèques et instruments de crédit visés par la loi, il contient l'indication des nom et prénoms ou de la raison sociale et du domicile de l'assujetti qui effectue le paiement. Il est signé et rappelle le nombre et la nature des coupons, chèques ou instruments de crédit, leur valeur totale, telle qu'elle figure au bordereau sous le n^o 6, la date de leur paiement, le montant de l'impôt de 5 0/0 retenu, et le numéro sous lequel l'impôt a été pris en charge au registre n^o 1. Dans le cas de production d'un *affidavit* par la personne qui a demandé le paiement, ces deux dernières indications sont rempla-

cées par celle de la date et du numéro d'ordre de l'affidavit (art. 4 du décret).

Il convient de remarquer que l'assujetti n'est tenu d'énoncer dans le récépissé le montant de la taxe afférente aux coupons payés par ses soins que dans le cas seulement où il en a effectué le prélèvement sur le montant de ces coupons. Aucune mention de cette nature ne lui est imposée lorsque le versement de la taxe incombe, en vertu de contrats existants, à l'établissement ou à l'Etat émetteur du titre et qu'il est astreint, dès lors, à faire l'avance de la somme due au Trésor.

Enfin, le récépissé constitue un reçu d'objet rentrant dans les prévisions de l'article 18, n° 1, de la loi du 23 août 1871 et il doit, comme tel, avant sa remise à la partie prenante, être revêtu du timbre de 0 fr. 50, quelle que soit la valeur des coupons, chèques et instruments de crédit présentés à l'encaissement.

232. BORDEREAUX COLLECTIFS. — Il résulte de l'article 36 de la loi du 29 mars 1914 et de l'article 3 du décret qu'à chaque remise de coupons doit correspondre un bordereau de paiement distinct.

Par dérogation à ces dispositions, l'Administration a admis, en raison de la pénurie du personnel, que, pendant la guerre 1914-1918, les établissements de crédit pourraient inscrire sur un même bordereau tous les coupons payés à des clients différents dans une même journée, à la condition qu'il s'agisse de coupons d'une même catégorie de valeurs et que le porteur n'ait pas manifesté l'intention de rédiger lui-même ce document (D. m. f. 23 mai 1917).

Cette tolérance, qui était refusée aux opérations bénéficiant de l'exonération par la production de l'affidavit (même D. m. f.), n'est plus admise actuellement.

233. RECOURS DU TRÉSOR CONTRE LE PORTEUR AU CAS DE DÉFAILLANCE DE L'INTERMÉDIAIRE. — Par de nombreuses solutions l'Administration a décidé qu'elle peut agir, non seulement contre l'assujetti, créancier de l'impôt, mais encore contre les bénéficiaires des produits dans tous les cas où, ceux-ci étant encaissés en France, la taxe n'a pas été retenue ou avancée par l'intermédiaire professionnel (D. m. f. 28 février 1934).

A l'appui de sa manière de voir, elle fait valoir, d'une part, que la taxe constitue, en définitive, une dette des bénéficiaires des

produits puisque les assujettis n'ont qu'à en opérer la retenue ou à en faire l'avance, et, d'autre part, que la jurisprudence s'est rangée à cette opinion en ce qui concerne l'application de l'impôt institué par la loi de 1872, impôt qui présente la même nature et les mêmes caractères que celui créé par la loi de 1914.

Nous ne pouvons nous ranger à cette doctrine.

Si, en effet, les bénéficiaires des produits doivent supporter la charge de la taxe, il n'en est pas moins vrai que lorsqu'ils touchent leurs produits en France, la loi n'a voulu ni les connaître, ni les soumettre au paiement et a chargé uniquement de la perception les intermédiaires qui se livrent au commerce des coupons. Suivant l'expression de la Cour de Cassation dans son arrêt du 3 mars 1934 (ci-dessus, n° 212), le banquier est substitué aux porteurs dans l'obligation de contribution. Comment l'Administration posséderait-elle une action contre quelqu'un qui lui est inconnu ?

Il n'est pas possible, d'autre part, d'invoquer la jurisprudence applicable en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des sociétés françaises. Cette jurisprudence s'appuie, en effet, sur les termes de l'article 3 de la loi du 29 juin 1872 qui dispose que le montant de l'impôt « est avancé, *sauf leur recours*, par les sociétés... ». Or, ce texte est inapplicable en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées, puisque la loi de 1914 ne l'a pas reproduit et qu'elle s'est bornée à se référer à l'article 2 de la loi de 1872, relatif à la détermination des produits imposables.

Et cela est si vrai que l'Administration s'est toujours refusée à restituer aux parties l'impôt indûment perçu, alors même qu'il lui était justifié que son montant avait été retenu par les intermédiaires.

Enfin, il convient de bien préciser que les porteurs, qui encaissent les produits en France, n'ont à subir aucun prélèvement du chef des impôts français, lorsque ceux-ci sont à la charge de l'émetteur du titre, et que l'obligation de les avancer incombe à l'intermédiaire et à lui seul.

C. — *Négociation des coupons ayant donné lieu
à la retenue de l'impôt*

234. RÈGLE « NON BIS IDEM ». — Un principe domine toute la lé-

gislation fiscale. Une même valeur ne peut être assujettie par deux fois à un même droit, conformément à l'adage *non bis in idem*.

Le législateur n'a donc pas voulu qu'un même coupon fût soumis plusieurs fois à l'impôt et il a pris, à cet effet, les mesures nécessaires pour que, dans leurs transmissions successives entre les mains des assujettis, les opérations suivant la première, taxée, fussent exonérées de l'impôt.

235. BORDEREAU DE NÉGOCIATION. — L'article 36, 3^e alinéa, dispose, en conséquence, que les assujettis, qui négocient en France des coupons, chèques ou autres instruments de crédit sur lesquels l'impôt a été déjà retenu, soit par eux-mêmes, soit par un précédent intermédiaire, doivent joindre, à l'appui de chaque transmission, un bordereau daté et signé.

Aux termes de l'article 5 du décret du 21 juin 1914, ces bordereaux sont établis suivant une série unique de numéros. Ils contiennent, indépendamment de la date et de la signature exigées par la loi, la désignation des nom et prénoms ou de la raison sociale et du domicile de l'assujetti et celle de la date et du lieu de sa déclaration d'existence. Ils présentent, en outre, dans des colonnes distinctes, les indications ci-après :

1^o Numéro du registre n° 2 de l'assujetti auquel la transmission est faite;

2^o Nom, prénoms ou raison sociale et domicile de cet assujetti;

3^o Nature des coupons, chèques ou instruments de crédit;

4^o Nombre des coupons, chèques ou instruments de crédit.

On remarquera d'ailleurs que, du moment où l'assujetti est obligé d'établir les bordereaux sous une série unique de numéros, il doit tenir un registre ou carnet, qui n'est prévu spécialement ni par la loi ni par le décret. D'autre part, les coupons transmis doivent obligatoirement être inscrits sur le registre n° 1 ou sur le registre n° 2, car pour les avoir en sa possession, ou il les tient du porteur lui-même et alors il a dû les inscrire sur le registre n° 1 pour justifier de la retenue de la taxe, ou il les tient d'un autre intermédiaire qui a versé la taxe et alors il a dû les faire figurer au registre n° 2 avec le bordereau de négociation précédent.

Aussi, en vue de permettre à l'Administration de s'assurer que l'impôt a bien été retenu ou avancé, l'article 6 du décret du 21 juin 1914 oblige le banquier ou la personne qui a effectué la transmission et créé le bordereau, à justifier, à toute réquisition des

agents de l'Enregistrement, de la régulière inscription, sur l'un ou l'autre de ses registres, des coupons mentionnés sur ce bordereau.

236. NÉGOCIATIONS COUVERTES PAR UN AFFIDAVIT. — Le nombre de négociations des coupons à l'occasion desquels l'impôt a été perçu n'est donc pas limité; il suffit qu'à chaque remise, le remettant établisse le bordereau de négociation.

Toutefois, l'article 8 du décret du 21 juin 1914 (15° al.) prévoit que les coupons, qui ont donné lieu à la production d'un affidavit doivent être transmis à l'établissement chargé du service financier des titres auxquels ils se rapportent. Il en résulte qu'une seule négociation peut être faite et que, par suite, si les coupons faisaient l'objet de transmissions plus nombreuses, une d'entre elles devrait obligatoirement donner lieu au paiement de l'impôt.

Cette règle n'est pourtant pas applicable aux titres funding délivrés en représentation de coupons couverts par un affidavit. L'Administration a admis que les titres délivrés dans ces conditions ne seraient pas susceptibles de donner lieu à la perception de l'impôt lors de la première négociation ou lors de son remboursement. (Voir n° 320).

237. BORDEREAU DE NÉGOCIATION PRÉSENTÉ, NON PAR UN ASSUJETTI, MAIS PAR UN PARTICULIER. — **BORDEREAU INOPÉRANT.** — Sans doute, d'après les articles 36 de la loi du 29 mars 1914 et 5 du décret du 21 juin suivant, les banques n'ont pas à retenir ou à avancer la taxe du revenu, à l'occasion des opérations qu'elles effectuent sur des coupons de valeurs non abonnées, quand ces écrits ont déjà donné lieu à la perception de l'impôt lors d'une opération précédente et s'il en est justifié par la production de négociation.

Mais, en vertu de ces mêmes textes, seules sont exemptes d'impôt les transmissions successives de coupons faites entre professionnels, sous le couvert d'un bordereau de négociation; par suite, les négociations faites par un particulier non assujetti aux obligations prévues par l'article 35 de la loi du 29 mars 1914, donnent, dans tous les cas, ouverture de l'impôt.

La double perception n'est donc pas contraire aux dispositions légales ou réglementaires (Sol. 7 février 1920; — 23 mars 1934). S'il n'en était pas ainsi, la porte serait entièrement ouverte à la fraude.

D. — *Griffe*

238. Les assujettis peuvent, avec l'agrément de l'Administration, faire usage d'une griffe, apposée à l'encre grasse, tant sur les bordereaux de négociation que sur les récépissés délivrés aux personnes qui demandent le paiement des coupons, et faisant connaître leurs nom et prénoms ou leur raison sociale et leur domicile, ainsi que la date à laquelle la griffe est apposée. Cette apposition tient lieu de signature (art. 7 du décret).

Comme il importe que la griffe contienne toutes les mentions prescrites, l'article 7 du décret dispose que les intéressés devront, préalablement à tout usage, soumettre à l'Administration le modèle de cette griffe. Si le modèle est agréé, ils seront tenus d'en déposer une empreinte au bureau de l'Enregistrement où leur déclaration d'existence aura été souscrite.

Les directeurs statuent sur les demandes qui sont présentées à cet égard. Les receveurs délivrent (sur papier timbré) après autorisation du directeur, les récépissés qui leur ont été réclamés par les assujettis, et ils conservent soigneusement les empreintes déposées. Les directeurs font mention, sur un registre spécial, des autorisations qu'ils ont accordées.

Les demandes d'agrément de griffes comme les récépissés délivrés doivent être assujetties au timbre (Sol. 4 juillet 1914).

E. — *Les registres*

239. Les assujettis sont astreints par l'article 36, § 4, de la loi du 29 mars 1914, à la tenue de deux registres, en papier non timbré, sur lesquels ils doivent relever, jour par jour, sans blanc ni interligne, toutes leurs opérations de paiement ou de négociation de coupons, chèques ou autres instruments de crédit sujets à la retenue de l'impôt.

Lorsqu'il existe, indépendamment de l'établissement principal, une ou plusieurs agences ou succursales, des registres semblables sont ouverts dans chacune de ces agences ou succursales et reçoivent l'inscription des opérations prévues par la loi et le décret, qui y ont été effectuées (art. 12 du décret).

Les deux registres, dont les modèles sont annexés au décret du 21 juin 1914, sont cotés et paraphés dans les conditions établies par l'article 11 du code de commerce, c'est-à-dire soit par un des juges des tribunaux de commerce, soit par le maire ou un adjoint,

dans la forme ordinaire et sans frais, et ils contiennent une suite ininterrompue de numéros (art. 8 du décret).

Chacun d'eux' pourra être divisé en plusieurs volumes, à la condition, toutefois, que les volumes soient clairement identifiés par une marque spéciale ou une lettre distincte de l'alphabet, et que cette marque ou cette lettre soit reproduite sur les bordereaux de paiement ou de négociation reçus ou établis par les assujettis.

240. REGISTRE N° 1. — Ce registre reçoit l'inscription des opérations de paiement, lorsque ces opérations ont donné lieu, de la part de l'assujetti, à une retenue ou à une avance de l'impôt, ou que la personne qui a demandé le paiement a produit à cet assujetti l'affidavit.

Ce registre est conforme au modèle ci-après : page 225.

Chaque opération, c'est-à-dire chaque bordereau de paiement délivré à l'assujetti, donne lieu à un seul numéro d'ordre; puis, cette opération est divisée ensuite entre les divers coupons réunis par catégorie.

Certains tempéraments ont été apportés aux règles de tenue du registre n° 1 pour faciliter les opérations d'ensemble en vue du règlement des coupons arriérés des valeurs émises par les pays ennemis. Ces règlements, aboutissant pour chaque titre à un paiement identique, on a autorisé les banques à ne procéder qu'à un seul décompte et à inscrire ensuite, en une seule ligne, chaque opération de paiement en indiquant seulement le nombre de titres dont les coupons ont été acquittés (Sol. 17 juillet 1923; — 15 février 1924).

De plus, pour n'avoir pas à répéter la nature des coupons et à reprendre l'énonciation des valeurs au cas où l'impôt serait majoré, on a autorisé les banques à adapter aux registres un onglet, disposé en trois colonnes, spécialement réservées à l'indication des droits perçus aux anciens tarifs (Sol. 30 janvier 1917).

241. REGISTRE N° 2. — Le deuxième registre est destiné aux annotations relatives aux coupons, qui ont fait l'objet précédemment du bordereau de négociation, lorsqu'un assujetti a procédé à la retenue ou à l'avance de la taxe.

Ce registre doit être conforme au modèle ci-après : page 226.

DATE	NU- MÉRO	NATURE des coupons, chèques ou instruments	NOMBRE des coupons chèques ou instru- ments	VALEUR par unité, sans escompte, ni commission en monnaie française au cours du jour du paiement de chaque catégorie de coupons chèques ou instru- ments de crédit, sous déduction des impôts et des droits établis dans les pays étrangers ou les titres ont été créés et dont le paiement incombe au porteur du coupon	VALEUR totale de chaque catégorie de coupons	TOTAL des sommes soumises à l'impôt	MONTANT		Désignation détaillée de la nature et de la valeur en monnaie française des coupons dont l'assujetti n'a pu récupérer le montant sur l'émetteur ou son représen- tant et dont il a obtenu honnêtement le rem- boursement des personnes qui en a reçu précé- demment le paiement	S'IL Y A LIEU			OBSER- VATIONS
							de l'impôt de 5 p. 100 retenu ou avancé	de l'ensemble des coupons		MONTANT de l'impôt de 5 p. 100 retenu ou avancé	DATE	Dans le cas de production d'un affidavit, date et numéro d'ordre de cet affidavit tenant lieu des indications prévues aux colonnes 4, 5, 6 et 7	
			3	4 fr. c.	5 fr. c.	6 fr. c.	7 fr. c.	8	9	10 fr.	11 c.	12	

DATE de l'opération 1	NUMÉRO d'ordre 2	NUMÉRO du bordereau de négociation 3	NOM, PRÉNOMS ou raison sociale et domicile de l'assujéti qui a fait la transmission 4	NATURE des coupons, chèques ou instruments de crédit 5	NOMBRE des coupons, chèques ou instruments de crédit 6	OBSERVATIONS

Seules, les opérations d'*achat* de coupons, chèques ou instruments de crédit doivent figurer sur le registre n° 2. Les opérations de *vente* donnent lieu uniquement à la rédaction d'un bordereau qui est joint par l'assujetti aux coupons par lui négociés. D'autre part, il résulte des termes mêmes de l'article 8 du règlement d'administration publique que les coupons, chèques ou instruments de crédit payés par un précédent intermédiaire sur la production d'un affidavit ne peuvent être mentionnés sur le registre n° 2 que tout autant qu'ils sont transmis à l'établissement chargé du service financier. Si les coupons étaient cédés à tout autre assujetti, ils devraient être mentionnés au registre n° 1 et faire l'objet d'une retenue effective ou d'une avance de l'impôt.

Certains tempéraments ont été apportés en ce qui concerne la tenue de ce registre pour les bordereaux de négociation transmis au siège par les agences ou succursales des établissements de crédit à succursales multiples, celles-ci se trouvant dans une situation toute spéciale à l'égard de celui-ci. On a admis que le siège n'aurait pas à reproduire toutes les indications portées sur le bordereau de négociation et que seules seraient servies les trois premières colonnes du registre, ainsi que la désignation de la succursale et le nombre total des coupons compris dans chaque bordereau (Sol. 10 juin 1920).

242. REGISTRE SPÉCIAL DES AFFIDAVITS. — Enfin les assujettis doivent, en vertu de l'article 11 du décret, tenir un troisième registre, spécialement réservé aux affidavits qui leur sont produits pour couvrir les paiements de coupons exempts du droit.

Ce registre comporte les indications suivantes :

- 1° numéro d'ordre de l'affidavit;
- 2° date de la certification de l'affidavit par l'agent diplomatique ou consulaire;
- 3° nom du titulaire;
- 4° désignation de l'autorité qui l'a reçu.

Le numéro d'ordre de ce registre est rappelé sur l'affidavit, ainsi que sur le bordereau de paiement et le registre n° 1 qui reçoivent, en outre, mention de la date de paiement.

L'assujetti doit s'assurer que l'affidavit est régulier vis-à-vis du décret du 21 juin 1914 (Seine, 20 janvier 1932), car si le paiement a été effectué sur une production irrégulière, il serait tenu à ac-

quitter les droits simples et il encourrait les pénalités, comme s'il avait procédé à un paiement ordinaire sans retenue ou avance de l'impôt.

F. — *Dépôt des extraits. — Paiement des droits*

243. D'après l'article 9 du règlement d'administration publique, des extraits tant du registre n° 1 que du registre n° 2 sont établis à la date du dernier jour de chaque mois. Ils sont certifiés par les assujettis ou revêtus par eux de l'empreinte de la griffe prévue par l'article 7 et comprennent, dans l'ordre des numéros, *toutes* les opérations effectuées du premier au dernier jour du mois.

L'extrait du registre n° 1 est totalisé (même art.).

Les extraits sont déposés, dans les dix premiers jours de chaque mois, au bureau de l'enregistrement où la déclaration d'existence a été souscrite.

Si le dernier jour du délai fixé par l'article 10 tombe un dimanche ou un jour férié, le dépôt des extraits peut être effectué, contrairement, d'ailleurs, aux prescriptions de l'instruction 3412, p. 22, le lendemain de ce dimanche ou jour férié, par application des dispositions formelles du décret du 23 novembre 1926 (Inst. 3926; Sol. 21 avril 1928).

Lorsqu'aucune opération ne figure sur l'un des deux registres, l'extrait de ce registre, qui doit être remis au bureau de l'enregistrement, porte la mention « Néant » (art. 10).

Le registre n° 2 étant réservé à l'inscription des transmissions de coupons sur lesquels l'impôt a déjà été prélevé ou avancé par un précédent intermédiaire, l'extrait qui s'y rapporte est simplement destiné à permettre à l'Administration d'exercer ultérieurement son contrôle, et il ne donne lieu à aucune perception au profit du Trésor. Il n'en est pas de même de l'extrait du registre n° 1, qui doit être accompagné du versement de la taxe de 5 0/0 applicable à chacune des opérations qui y sont relatées.

Toutefois, d'après le deuxième paragraphe de l'article 10 du décret, ne sont pas soumises à l'impôt :

1° Les opérations qui, ayant été effectuées pendant le mois pour lequel l'extrait a été établi, se rapportent aux coupons mentionnés dans la colonne 8 du registre n° 1, dont l'assujetti s'est fait

postérieurement rembourser le montant par la personne qui en avait reçu le paiement (Voir ci-après, 405).

2° Les opérations de paiement des coupons, chèques ou instruments de crédit qui ont donné lieu à la production de l'affidavit dont la forme est déterminée par l'article 11.

244. CONFECTION MATÉRIELLE DES EXTRAITS. — L'attention des agents a été particulièrement appelée sur ce point qu'il convient d'accorder aux assujettis les plus grandes facilités pour la confection matérielle de leurs extraits. C'est ainsi notamment que l'Administration s'est refusée à obliger les banques à reproduire sur un imprimé spécial les mentions figurant sur les registres (Sol. 29 mai 1926), ou à leur imposer un procédé uniforme qui pourrait ne pas se trouver en harmonie avec les méthodes de travail employées (Sol. 16 mai 1920).

Actuellement, les relevés consistent, la plupart du temps, dans la copie intégrale des registres, obtenue à l'aide de procédés mécaniques; mais, rien ne les empêcherait notamment d'interposer, entre la page ouverte de leurs registres et la feuille destinée à l'Administration, une pellicule colorante au moyen de laquelle les mentions se trouvent instantanément reproduites en double au fur et à mesure de leur inscription.

Les extraits doivent être certifiés par les banquiers ou être revêtus par eux de la griffe autorisée à l'article 7 du décret. Il est recommandé de veiller à ce que ceux qui se rapportent au registre n° 1 soient régulièrement totalisés.

Ces extraits doivent bien entendu être parfaitement lisibles. S'ils ne l'étaient, les banquiers seraient passibles d'amende.

G. — *Remises des assujettis*

245. Afin d'indemniser les assujettis des frais qu'ils ont à exposer pour se conformer à ces obligations fiscales, le dernier paragraphe de l'article 36 de la loi du 29 mars 1914 prévoit l'allocation à ces intermédiaires de remises spéciales.

Il résulte de l'article 13 du décret du 21 juin 1914 que ces remises sont calculées séparément pour chaque établissement, agence ou succursale et qu'elles sont liquidées, à l'expiration de chaque année, d'après le montant d'impôts qui y auront été effectués au

cours de l'année précédente, déduction faite du montant des taxes restituées au cours de ladite année.

Le décret du 31 décembre 1933 (*J. Off.* du 13 janvier 1934) détermine ainsi le taux de ces allocations :

Sur les premiers 100.000 fr. : 0.30 0/0 (précédemment 1 0/0, décret du 21 juin 1914, puis 0.50 0/0, décret du 14 décembre 1920);

Sur la partie de l'impôt excédant 100.000 fr. : 0.225 0/0 (précédemment 0.75 0/0, puis 0.375 0/0).

Les assujettis n'ont aucune demande à formuler pour obtenir l'attribution de leurs remises. C'est à l'Administration qu'il appartient de prendre d'office toutes les mesures nécessaires en vue de leur liquidation et de leur paiement.

H. — *Conservation des documents et communication*

246. Les registres et les bordereaux doivent être conservés par les assujettis pendant deux ans et représentés à toute réquisition aux agents de l'enregistrement (art. 36, § 5). Il en est de même, d'après le paragraphe 4 de l'article 11 du décret, des affidavits déposés à l'appui des demandes en paiement des coupons, chèques ou autres instruments de crédit créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques des valeurs étrangères non abonnées.

Nous estimons, au surplus, que, pour tous les banquiers qui ne sont pas admis au bénéfice du forfait pour la taxe sur le chiffre d'affaires, le délai de conservation des documents a été porté par l'article 32 de la loi du 31 juillet 1920 à un temps égal à la durée de la prescription, c'est-à-dire, en la matière, à 5 ans. Il s'agit bien, en effet, de pièces de recette et de dépense prévues par ce texte.

§ II. — Encaissement des coupons à l'étranger

247. RÈGLE GÉNÉRALE. — L'article 37 soumet au paiement de l'impôt, les propriétaires ou usufruitiers domiciliés en France, qui se font envoyer ou encaissent hors de France, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, les produits de valeurs mobilières étrangères non abonnées (Sol. 11 juillet 1928).

Cette disposition vise toutes les personnes qui sont domiciliées dans notre pays, sans qu'il y ait à distinguer suivant la nationalité du bénéficiaire.

248. ANCIEN RÉGIME DE PAYEMENT. — Les propriétaires ou usufruitiers qui encaissaient leurs revenus à l'étranger avaient, sous le régime de la loi de 1914, une faculté d'option pour le versement de l'impôt. Ils pouvaient acquitter l'impôt, en apposant annuellement sur chaque titre des timbres mobiles d'une valeur égale à l'impôt exigible pour l'année entière. Ils pouvaient, en deuxième lieu, souscrire, au bureau de l'Enregistrement, une déclaration dans les trois premiers mois de l'année suivant celle de l'encaissement, et acquitter d'après cette déclaration la taxe dont ils étaient débiteurs.

Timbres mobiles. — Les timbres mobiles étaient apposés, chaque année, sur les titres eux-mêmes et annulés par l'inscription transversale, à l'encre noire, de la date de l'oblitération (art. 15 du décret). L'apposition avait lieu au moment de détacher le premier coupon annuel et les timbres devaient représenter le montant de la taxe pour l'année entière.

Dans le cas où lors du détachement du premier coupon le chiffre du revenu annuel n'était pas connu, l'impôt était calculé sur le revenu de l'année précédente (art. 14 du décret). Il s'agissait là d'un forfait, qui ne comportait de revision en faveur ni de l'Administration, ni du bénéficiaire des produits (Sol. 31 août 1914).

Que le revenu ait été, ou non, connu, la conversion des monnaies étrangères en monnaie française devait être effectuée d'après le cours du jour où le premier coupon était détaché (Sol. 15 avril 1920).

L'impôt payé au début au moyen de timbres spéciaux (art. 15 du décret du 21 juin 1914 et 6 du décret du 13 janvier 1922,

I. G. 3731) était acquitté, depuis le décret du 9 juillet 1925, avec le timbre fiscal unique.

Déclarations. — Ces déclarations devaient être souscrites dans le cas où l'impôt n'avait pas été acquitté par apposition de timbres mobiles.

Dans le silence de la loi, elles pouvaient être passées verbalement, soit au bureau de l'Enregistrement de la résidence, soit dans tout autre bureau ayant dans ses attributions la perception de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières étrangères (art. 16 du décret; Sol. 25 avril 1922). En tout état, elles étaient accompagnées du paiement des droits.

Inscrites sur un registre à souche, il leur était donné un numéro d'ordre reproduit sur la souche et sur le volant. Elles mentionnaient :

1° le bureau qui avait reçu la déclaration;

2° la date de la déclaration;

3° la nature des titres;

4° le nombre et le numéro des titres (l'Administration n'insistait pas sur l'indication du numéro des titres; R. E. 6392-V);

5° la valeur par unité, sans escompte, ni commission, en monnaie française, au cours du jour, sous déduction des impôts établis dans les pays étrangers où les titres ont été créés et dont le paiement incombe au porteur de coupons;

6° le montant total des arrérages perçus;

7° le montant de la taxe.

Les déclarants n'étaient pas tenus de se faire connaître; mais s'ils le demandaient, leurs nom, prénoms et domiciles étaient inscrits sur le registre (art. 17 *in fine* du décret; Sol. 25 avril 1922).

Si le déclarant avait commis une erreur dans sa déclaration, l'Administration l'admettait à souscrire une déclaration rectificative. Les droits étaient liquidés en conséquence et aucune pénalité n'était relevée à la charge du redevable (Sol. 28 mars et 28 mai 1917).

249. RÉSULTATS DU DOUBLE MODE D'ACQUITTEMENT DE L'IMPÔT. — En créant un double mode d'acquittement de l'impôt et en décidant que le paiement en serait anonyme (art. 36 de la loi, 1^{er} alinéa, et 17 du décret du 21 juin 1914, avant-dernier alinéa); le

législateur avait fait dans la législation une fissure grave, par laquelle menaçait de s'évader l'intégralité de la taxe.

Pour justifier sa réclamation, l'Administration devait, en effet, administrer la preuve que l'impôt n'avait pas été acquitté. Or, à raison des conditions spéciales de paiement du droit, il ne lui était pas possible de mettre en doute les allégations qui lui ont été opposées. Notamment, lorsque le bénéficiaire des produits affirmait s'être libéré par la voie d'apposition de timbres mobiles, l'Administration ne pouvait exiger la représentation des titres : ce droit, elle ne le possédait pas et, d'ailleurs, les titres avaient pu être vendus.

La Régie ne pouvait donc pas poursuivre le recouvrement de l'impôt, dans tous les cas où les intéressés soutenaient s'être libérés. C'est dans ce sens qu'il fallait, d'ailleurs, entendre l'Instruction 3927, § 29, relative aux renvois d'avoirs à l'étranger, qui invitait les agents à s'assurer, *dans la mesure du possible*, du paiement de l'impôt (Sol. 16 février 1928; Sol. 25 octobre 1928).

Devant l'ampleur des fraudes commises en la matière, l'Administration a décidé qu'il incombait, au contribuable qui se prétend libéré, de justifier de sa libération, lorsqu'il est établi, par des présomptions graves précises et concordantes, que l'impôt n'a pas été payé (Rép. à MM. Potie et Desbons, *J. Off.* 15 janvier 1932, Sénat, p. 13, 3^e col., et 26 avril 1932, Ch., p. 2085, 3^e col.). Elle estime qu'il est invraisemblable, notamment, qu'un capitaliste ayant déposé ses titres dans une banque à l'étranger ait apposé sur les titres les timbres représentatifs de l'impôt cédulaire, dès l'instant que ceux-ci n'étaient pas en sa possession au moment de détacher le premier coupon. Elle pense aussi pouvoir trouver la preuve du non paiement dans la circonstance que le montant de l'impôt n'a pas figuré parmi les sommes dont la déduction a été demandée en vue de l'assiette de l'impôt général (Sol. 20 avril 1934).

Nous ne pouvons admettre cette manière de voir.

Sans doute, d'après la règle tracée par l'art. 1315 du Code civil, dès lors que l'Administration a apporté la preuve qu'une personne a perçu à l'étranger des coupons imposables, il appartiendrait au bénéficiaire d'établir qu'il a acquitté l'impôt (Seine, 28 avril 1933, R. p. 18490, en matière d'impôt sur le revenu des créances); mais cette règle est inapplicable en ce qui concerne

l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, car adopter une pareille solution, serait-ce pour éviter les fraudes, aboutirait à supprimer, en fait, le système de l'anonymat adopté par le législateur de 1914 (Sol. 31 juillet 1929; — 3 août 1929; — 19 février 1931; — 6 février 1932; — 18 mars 1933; — 22 août 1934).

En définitive, nous estimons que pour la période antérieure au 16 février 1932, l'Administration ne peut, en aucun cas, réclamer le paiement de l'impôt, toutes les fois que les bénéficiaires autres que les sociétés affirment l'avoir acquitté.

Pour les sociétés, au contraire, qui sont soumises à un droit général de communication, nous pensons que l'Administration, par la vérification de la comptabilité, peut établir que l'impôt n'a pas été payé (Sol. 20 avril 1934).

250. NOUVEAU RÉGIME DE PAIEMENT. — Cette situation était trop préjudiciable aux intérêts du Trésor pour qu'il n'y soit porté remède.

Il faut bien reconnaître, au surplus, que le versement de l'impôt sous la forme anonyme, s'il pouvait se concevoir à l'époque où, en règle générale, le contribuable restait entièrement étranger aux opérations d'assiette et de liquidations diverses des contributions directes, apparaissait comme une survivance d'un système fiscal révolu. Depuis, les lois du 15 juillet 1914 et 31 juillet 1917, qui ont établi l'impôt général et les impôts cédulaires sur le revenu, la déclaration nominative des sommes destinées à servir de base à l'impôt est entrée dans nos mœurs. En outre, l'article 21, 2^e alinéa, de la loi du 13 juillet 1925, impose à toute personne de nationalité française, domiciliée ou résidant habituellement en France et possédant à l'étranger des biens immobiliers ou mobiliers, l'obligation de fournir, dans les deux premiers mois de chaque année, au contrôleur des Contributions directes, une déclaration détaillée, faite sous la foi du serment, décrivant la nature, la valeur et le revenu de ces biens (R. P. 17681).

Les motifs qui avaient déterminé le législateur de 1914 à admettre le paiement anonyme n'existant plus, il ne subsistait aucune raison de maintenir un mode de libération qui, d'ailleurs, ne présentait aucun avantage pour les contribuables de bonne foi.

L'article 6 de la loi du 16 février 1932 est ainsi conçu :

Le premier alinéa de l'article 37 de la loi du 29 mars 1914 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le propriétaire ou usufruitier de titres ou valeurs mobilières étrangères, domicilié en France, qui se fera envoyer ou encaissera à l'étranger, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, les dividendes, intérêts, arrérages ou tous autres produits de ces valeurs, devra, dans les trois premiers mois de l'année, souscrire au bureau de l'Enregistrement de son domicile la déclaration nominative du montant total de ces dividendes, intérêts, arrérages ou produits encaissés au cours de l'année précédente et acquitter la taxe sur ce total » (Inst. 4113, § 6).

Ce texte réalise une double réforme.

D'une part, il supprime purement et simplement le paiement par voie d'apposition de timbres.

D'autre part, il précise que la déclaration qui comprendra comme précédemment le montant total des dividendes, intérêts ou produits des valeurs mobilières étrangères encaissés à l'étranger au cours de l'année précédente, devra être souscrite, *nominativement*, dans les trois premiers mois de l'année qui suit celle de l'encaissement, *au bureau de l'Enregistrement du domicile du déclarant*.

A défaut de précisions dans le texte, la déclaration peut être écrite ou verbale. Mais, en toute hypothèse, elle doit comprendre les nom, prénoms et adresse du redevable et la description détaillée des dividendes et produits encaissés à l'étranger, dans la forme prévue par l'article 17 du décret du 21 juin 1914 (Voir ci-dessus n° 248). En outre, même en cas de déclaration verbale, le receveur est en droit d'exiger la signature du déclarant, qui, seule, donne à la déclaration son caractère d'authenticité. Cette signature peut être apposée soit sur le registre, soit sur l'une des formules spécialement créées à cet effet par la Régie.

La déclaration peut, d'ailleurs, être faite par mandataire, si celui-ci justifie d'un pouvoir régulier qui restera déposé au bureau.

Désormais, il appartiendra seulement à l'Administration de faire la preuve que les revenus ont été effectivement encaissés.

Un système de renvoi de renseignements et de contrôle a été institué par les instructions 3927, § 29-I, 4113, § 6 et 4131, § 15. On remarquera toutefois que si la déclaration des avoirs à l'étranger, prévue par l'article 21 de la loi du 13 juillet 1925, est suffi-

sante pour permettre à l'Administration des Contributions directes d'asseoir l'impôt général sur le revenu, qui est liquidé sur les revenus dont les contribuables ont eu la disposition pendant l'année précédente, cette déclaration est inopérante en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées, dont le fait générateur réside dans l'appropriation des revenus par le bénéficiaire. Or, la preuve que les revenus ont été appropriés sera généralement très difficile à faire.

La loi du 16 février 1932 est devenue exécutoire dans les délais fixés par le décret du 5 novembre 1870. Elle ne comporte aucun effet rétroactif.

Il en résulte que, pour les produits encaissés à l'étranger au cours de l'année 1931, le nouveau mode de paiement de l'impôt n'est pas obligatoirement applicable. Il en est de même en ce qui concerne le versement de l'impôt afférent au revenu des titres dont le premier coupon annuel a été encaissé, en 1932, entre le 1^{er} janvier 1932 et le jour de la mise en vigueur de la loi nouvelle. Le paiement de l'impôt a pu régulièrement être effectué, pour l'ensemble des revenus de l'année, par l'apposition de timbres mobiles (R. P. 17681-VI; Sol. 15 mars 1933).

251. BUREAU COMPÉTENT POUR RECEVOIR LA DÉCLARATION. — Le bureau compétent pour recevoir la déclaration est celui du domicile au jour de la déclaration faite dans les délais, et au cas de déclaration tardive celui du domicile au 31 mars de l'année qui suit celle de l'encaissement des produits (plus. solutions).

Si le 31 mars tombe un dimanche ou un jour férié, le délai est d'ailleurs prorogé jusqu'au lendemain, par application des dispositions du décret du 23 novembre 1926 (Sol. 21 avril 1928).

252. CHANGE. — Le but de la loi du 29 mars 1914 a été d'atteindre l'avantage procuré, en monnaie française, par l'encaissement du coupon, c'est-à-dire l'équivalent, en francs français, de la somme effectivement touchée par le porteur en monnaie étrangère (Inst. 3720, § 13).

Le fait générateur réside, au surplus, exclusivement dans le paiement ou la négociation du coupon. Dès que le redevable encaisse la valeur d'un coupon, il est tenu au paiement de l'impôt sur cette valeur et la faculté de ne l'acquitter que dans le

premier trimestre de l'année suivante ne constitue qu'un délai de faveur sans influence sur la liquidation même.

En conséquence, le cours du change à appliquer, pour déterminer la valeur en monnaie française des coupons touchés à l'étranger, n'est pas celui du jour de la déclaration, mais celui qui était pratiqué lors de l'encaissement, au lieu où le paiement a été effectué (Sol. 15 avril 1920, Inst. 3720, § 13).

253. TARIF. — Du moment où a faculté de ne payer l'impôt que dans le premier trimestre de l'année suivante, constitue uniquement un délai de faveur, sans influence sur le fait générateur du droit, le tarif applicable reste celui du jour où le propriétaire ou usufruitier a été approprié des produits. En d'autres termes, c'est le tarif en vigueur au jour de l'encaissement et non celui du jour de la déclaration (Sol. 20 juillet 1918).

254. DATE DU DOMICILE EN FRANCE. — En vertu de la règle suivant laquelle le fait générateur de l'impôt réside dans l'appropriation, il est reconnu que la personne domiciliée à l'étranger au jour de l'appropriation n'est pas redevable de l'impôt, encore bien qu'elle se trouverait domiciliée en France à la fin de l'année d'encaissement des produits (Sol. 3 août 1928; — 13 juin 1929).

255. RÉMUNÉRATIONS DES ADMINISTRATEURS. — La déclaration est souscrite par le bénéficiaire des allocations au bureau de l'Enregistrement du lieu de son domicile ou de sa résidence. Elle fait connaître le montant détaillé des tantièmes, jetons de présence et rémunérations diverses pour lequel le fait générateur (mise en paiement) se sera produit au cours de l'année précédente. Cette déclaration n'est assujettie à aucune condition de forme; il suffit qu'elle contienne les renseignements exigés par la loi.

§ III. — Valeurs mobilières déposées dans les banques
contre remise d'un récépissé nominatif

256. RÈGLE GÉNÉRALE. — Le régime des valeurs non abonnées étant appelé à devenir, pour les titres étrangers, le régime de droit commun, par suite de la suppression du caractère obligatoire de l'abonnement, réalisée par l'article 5 de la loi du 31 juillet 1929, le législateur a estimé qu'il convenait d'affranchir ces titres de la majoration d'impôt sur le revenu (actuellement 3 0/0, lors de la loi 7 0/0), destinée à remplacer la taxe de transmission dans le cas où l'Administration serait mise en mesure de surveiller leur circulation.

A cet égard, l'article 7 de la loi du 31 juillet 1929 assimile dans une certaine mesure, aux titres nominatifs français, les valeurs étrangères non abonnées déposées, contre un récépissé nominatif, dans un des établissements de banque agréés par l'Administration.

Cet article est ainsi conçu :

L'impôt sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées est réduit à 18 0/0 (actuellement 17 0/0) pour les titres étrangers déposés, contre récépissé nominatif, dans un des établissements de banque agréés par l'Administration.

Lesdits établissements auront seuls qualité pour recevoir en dépôt les titres étrangers et pour délivrer en contre-partie les récépissés nominatifs.

La restitution des titres étrangers contre remise desdits récépissés donnera lieu au paiement, sur la valeur des titres, au jour du retrait, du droit de conversion fixé à 0,80 0/0 par l'article 22 de la loi du 17 décembre 1926.

Dans son économie générale, l'article 7 réduit le taux de la taxe du revenu au tarif applicable au revenu des valeurs mobilières françaises; mais, par contre, il établit sur ces mêmes titres un droit de conversion perçu lors de la restitution des titres contre remise des récépissés nominatifs. Il s'agit d'un droit de conversion spécial, au tarif actuel de 0,65 0/0 (art. 19 de la loi du 23 décembre 1933) ce droit n'a pas été abrogé par l'article 2 du décret-loi du 11 juillet 1934 (Inst. 4173, § 2, p. 15).

En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, le seul qui soit à examiner dans cette étude, la réforme n'a eu d'autre objet que

d'en réduire le tarif; elle n'apporte aucune modification aux règles d'exigibilité et de recouvrement de l'impôt.

257. CONDITIONS D'APPLICATION DU TARIF MINORÉ. — Ainsi, la réduction que prononce le texte de l'article 7 est de nature à profiter à tous les produits (dividendes, intérêts, arrérages, lots et primes de remboursement) que procurent à leurs porteurs les titres des collectivités étrangères non abonnées et des Gouvernements étrangers.

Mais le bénéfice du tarif de faveur n'est acquis que si les conditions suivantes sont remplies :

1° Il faut que les titres se trouvent, au moment du paiement de leurs revenus, en dépôt dans un établissement de banque;

2° Il est nécessaire que l'établissement de banque dépositaire ait été agréé par l'Administration;

3° Le dépôt doit avoir été fait contre remise d'un récépissé nominatif dans les formes prévues par l'article 5 du décret.

Ces conditions sont de rigueur et l'inaccomplissement de l'une d'elles s'oppose à ce que les revenus des titres étrangers puissent profiter du tarif de 17 0/0.

Mais, il convient de remarquer que les contraventions qui pourraient être commises par les établissements de banque agréés, aux différentes obligations que le décret leur impose, ne peuvent avoir pour résultat de priver les déposants du bénéfice de la réduction d'impôt. Ces contraventions n'engagent que la responsabilité des établissements dépositaires.

258. AGRÉMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE BANQUE. — Avant de recevoir en dépôt des titres étrangers non abonnés dans les conditions et aux fins prévues par l'article 7 de la loi du 31 juillet 1929 et le décret du 20 février 1930, les établissements de banque doivent être agréés par le Ministre des Finances.

En principe, l'agrément est susceptible d'être accordé à toutes personnes ou sociétés qui accomplissent, à titre principal, des opérations de banque; aucune distinction n'est à établir suivant la nationalité de l'établissement, ni, s'il s'agit d'une société, suivant la forme sous laquelle elle a été constituée (Inst. 4053). Il n'y a pas, d'autre part, à examiner son importance (Sol. 15 juillet 1930).

Il convient toutefois que la banque soit apte à recevoir en dépôt n'importe quelle catégorie de titres étrangers appartenant à n'importe quel particulier et qu'elle ne limite pas, comme le font les holdings, ses opérations de banque à tel objet déterminé, comme la fondation, la prise de participations et le financement d'entreprises industrielles et commerciales (D. m. f. 27 octobre 1930).

Il faut encore que ces établissements reçoivent eux-mêmes les titres en dépôt (D. m. f. 27 octobre 1930) et qu'ils acquittent eux-mêmes les coupons. Ne peuvent donc être agréées les banques de dépôts qui inscrivent le montant des coupons des titres déposés au crédit du compte des déposants, *après les avoir présentés au paiement dans un autre établissement* (Sol. 15 mars 1930; — 16 mai 1930; — 8 décembre 1930; — 10 janvier 1931).

Quant aux établissements étrangers, le Ministre se réserve le droit d'examiner, au préalable, si, dans leur pays d'origine, les banques françaises ne sont pas traitées avec défaveur (D. m. f. 5 mars 1930).

D'après l'article 1^{er} du décret, les établissements de banque adressent une demande d'agrément au Ministre des Finances. Cette requête doit être établie sur timbre.

L'agrément est donné par le Ministre des Finances au vu des propositions que le Directeur général de l'Enregistrement lui soumet, après avoir pris l'avis du Directeur du Mouvement général des Fonds (art. 1^{er}, al. 2 du décret).

Cet agrément est révocable (art. 1^{er}, dern. al. du décret).

Il résulte des dispositions de la loi et du décret qu'en ce qui concerne les agréments des établissements de banque, le Ministre des Finances jouit d'un pouvoir souverain d'appréciation; sa décision refusant d'agréer un établissement de banque ou retirant un agrément n'a pas besoin d'être motivée et n'est susceptible d'aucun recours (Sol. 17 décembre 1930).

L'article 7, 2^e alinéa, de la loi stipule que les établissements agréés auront seuls qualité pour recevoir en dépôt les titres étrangers et pour délivrer en contre-partie les récépissés nominatifs; cette disposition doit être entendue en ce sens que le tarif réduit de 17 0/0 n'est applicable aux revenus des titres déposés en banque que si l'établissement a reçu préalablement l'agrément ministériel; cet agrément ne confère donc pas au bénéficiaire le privilège exclusif de recevoir en dépôt les titres d'une

ou de plusieurs collectivités étrangères déterminées. Enfin, il est à peine besoin d'ajouter que les établissements non agréés conservent la faculté de recevoir en garde tous dépôts de titres étrangers non abonnés sauf à retenir, le cas échéant, l'impôt au taux de 20 0/0 sur le revenu de ces titres.

L'agrément vaut tant pour le siège principal de l'établissement que pour toutes ses agences ou succursales (art. 1^{er}, 3^e al. du décret); par suite, un établissement n'a pas à solliciter un agrément particulier pour ses agences et succursales actuellement ouvertes ni pour celles qui pouvant être créées ultérieurement, recevraient en dépôt des titres étrangers non abonnés dans les conditions fixées par la loi et par le décret.

259. DÉCLARATION PRÉALABLE. — L'article 2 du décret impose aux établissements agréés l'obligation de souscrire une déclaration préalablement au commencement de leurs opérations.

Cette formalité est remplie :

1° Par le siège principal, si ce siège est appelé à recevoir lui-même des titres étrangers en dépôt et à délivrer des récépissés nominatifs en contre-partie;

2° Par chacune des succursales ou agences « effectuant lesdites opérations »; par suite, sont seules astreintes à l'obligation de souscrire la déclaration préalable les succursales ou agences qui sont effectivement dépositaires des titres et qui ont reçu de leur siège les pouvoirs suffisants pour délivrer en contre-partie des récépissés nominatifs; au contraire, en sont affranchies toutes les autres succursales ou agences dont le rôle consiste à recevoir les titres de leur clientèle pour les adresser, en vue de leur conservation, à une autre agence ou au siège, et à remettre les récépissés nominatifs délivrés par cette agence ou par le siège (Sol. 15 mars 1930).

La déclaration est souscrite par le siège principal au bureau de l'Enregistrement de sa situation; elle est signée soit par le chef de l'établissement justifiant de sa qualité, soit par son mandataire en vertu de sa procuration ou s'il s'agit d'une société, par ses représentants légaux (art. 3 du décret).

La déclaration passée par les agences ou succursales est souscrite au bureau de l'enregistrement de la localité où sont installées lesdites agences ou succursales; cette déclaration est signée par les personnes qualifiées pour signer la déclaration émanant

du siège principal; elle contient la désignation du siège principal (art. 3).

La déclaration souscrite par le siège et par les succursales ou agences fait connaître, s'il y a lieu, les noms des associés solidairement responsables et rappelle le titre constitutif de la société.

Elle indique la date à partir de laquelle le siège ou la succursale doit commencer à recevoir les titres en dépôt et à délivrer les récépissés nominatifs (art. 2); elle est accompagnée d'une copie de la lettre d'agrément certifiée par les représentants légaux de l'établissement (même article).

Des déclarations doivent également être faites dans les mêmes formes en cas de changement du siège principal ou du siège d'une agence ou succursale, de même qu'en cas de création d'une agence ou succursale nouvelle susceptible de recevoir des titres en dépôt contre remise d'un récépissé nominatif (art. 3, al. 3 du décret).

Enfin, une déclaration doit être obligatoirement souscrite en cas de cessation des opérations de dépôt soit du siège principal, soit de l'une de ses succursales ou agences (art. 3, 4^e al. du décret); cette déclaration pourra être souscrite en même temps que la déclaration des transferts prévue à l'article 15 du décret ou lors du dernier paiement de l'impôt sur le revenu et du droit de conversion (V. *infra*, § VII-4^e).

260. RÉCÉPISSÉS NOMINATIFS. — Les récépissés nominatifs constatent le dépôt des titres dans l'établissement de banque agréé; ils ont notamment pour objet d'établir que le titulaire a droit, au moment de l'encaissement des dividendes, intérêts, arrérages et autres produits, à l'application du tarif réduit de 17 0/0.

1. *Forme.* — L'article 5 du décret détermine la forme des récépissés. Ces documents sont extraits d'un registre à souche; ils portent un numéro d'ordre; ils mentionnent les nom, prénoms, domicile ou résidence des déposants, la nature, le nombre, la série, les numéros des titres déposés. *Ils contiennent, en outre, la mention qu'ils sont établis et délivrés en exécution de l'article 7 de la loi du 31 juillet 1929.*

2. *Annotations.* — Indépendamment des mentions ci-dessus, les récépissés reçoivent le numéro d'inscription des titres dépo-

sés au registre des dépôts dont il est question *infra* (art. 5, 1^{er} al. du décret).

Lors de leur remise contre restitution des titres déposés, les récépissés sont annotés du numéro d'inscription de ces titres au registre des retraits (art. 5, 2^e al. du décret).

3. *Retrait partiel des titres déposés.* — L'application stricte du principe suivant lequel aucun retrait de titres ne peut être opéré sans la restitution du récépissé nominatif aurait, en cas de reprise d'une partie des titres déposés, obligé le déposant à remettre son récépissé global et l'établissement de banque à délivrer un nouveau récépissé destiné à remplacer, pour les titres déposés, le récépissé originaire.

Pour éviter cet inconvénient, le 3^e alinéa de l'article 5 du décret prévoit que le retrait d'une partie des titres déposés est constaté par un reçu dont la remise produit, pour les titres retirés, les mêmes effets que produirait la remise du récépissé nominatif en cas de retrait total des titres.

Par conséquent, en cas de retrait partiel des titres déposés, le déposant conservera le récépissé nominatif originaire; il délivrera à l'établissement dépositaire un reçu comportant toutes les mentions nécessaires pour que les titres retirés puissent être nettement identifiés; l'établissement dépositaire conservera entre ses mains ce reçu qui lui servira, de la même manière que le récépissé nominatif, à justifier le retrait des titres; enfin, l'établissement annotera le reçu du numéro du récépissé qu'il représente partiellement et du numéro d'inscription des titres retirés au registre des retraits.

4. *Régime fiscal des récépissés et reçus.* — Les récépissés nominatifs doivent être établis sur timbre.

Il en est de même des récépissés délivrés par le nouvel établissement de banque dépositaire à la suite du transfert opéré, conformément à l'article 15, 2^e alinéa, du décret, par l'établissement auquel l'agrément a été retiré ou qui a décidé de ne plus recevoir, ni conserver des titres en dépôt dans les conditions fixées par la loi; en décidant que le transfert serait opéré « sans frais », l'article 15, 2^e alinéa, du décret n'a dispensé l'opération que du droit de conversion auquel elle devrait normalement donner ouverture.

En aucune hypothèse, les récépissés nominatifs ne peuvent,

notamment en cas de retrait partiel des titres, être modifiés en vue de les mettre en concordance avec la situation du dépôt. De telles modifications constitueraient, en effet, une contravention à l'article 23 de la loi du 13 brumaire an VII et rendraient exigibles l'amende de 50 francs, en principal, ainsi qu'un nouveau droit simple.

D'autre part, l'énonciation des titres dans le récépissé de dépôt constitue, en principe, un fait générateur de l'exigibilité du droit de timbre au comptant (actuellement 2.50 0/0). Mais, par analogie avec la mesure de tempérament admise en matière de dépôts en garde (Instr. n° 2445, p. 6), il a été décidé que le droit de timbre au comptant ne serait pas exigé par le seul fait de l'énonciation de titres non timbrés dans les récépissés nominatifs et les reçus prévus par la loi ou le décret (D. m. f. 17 décembre 1929).

Enfin, il est sans difficulté que les reçus doivent être timbrés au droit fixé à 0 fr. 25 par l'article 55 de la loi du 25 juin 1920 (actuellement 0.50).

261. REGISTRE DES DÉPÔTS ET REGISTRE DES RETRAITS. — Les établissements de banque agréés sont astreints, par les articles 6 à 8 du décret, à la tenue de deux registres sur papier libre destinés à recevoir, jour par jour, sans blanc ni interligne, l'inscription l'un des dépôts de titres étrangers non abonnés, l'autre des retraits de ces titres.

Ces deux registres sont cotés et paraphés dans les conditions établies par l'article 11 du Code de commerce, c'est-à-dire soit par un des juges des tribunaux de commerce, soit par le maire ou un adjoint, dans la forme ordinaire et sans frais.

Chacun d'eux peut être divisé en plusieurs volumes, à la condition, toutefois, que les volumes soient clairement identifiés (art. 6 du décret).

1. Registre des dépôts. — Aux termes de l'article 7 du décret, l'un des registres, dit registre des dépôts, reçoit l'inscription de tous les dépôts de titres étrangers non abonnés, qui donnent lieu à la délivrance du récépissé nominatif prévu par l'article 7 de la loi du 31 juillet 1929 et l'article 5 du décret.

Il présente, dans des colonnes distinctes et pour chaque opération, les énonciations ci-après :

1° Numéro d'ordre;

2° Date du dépôt;

3° Nom, prénoms, nationalité, domicile ou résidence du déposant;

4° Nombre et désignation des titres déposés (avec l'indication des séries et numéros),

5° Numéro du récépissé nominatif délivré.

Enfin, la 6° et dernière colonne est annotée, au moment de la restitution des titres déposés, du numéro sous lequel cette opération figure au registre des retraits.

Ce registre comporte, en outre, une colonne « observations ». Cette colonne reçoit, notamment, l'indication du nouvel établissement dépositaire auquel, conformément aux ordres du déposant, les titres déposés ont été transférés par l'établissement dont l'agrément a été révoqué ou qui a décidé de ne plus recevoir, ni conserver des titres étrangers en dépôt dans les conditions fixées par la loi et le décret (art. 15, al. 2 du décret).

2. *Registre des retraits.* — Le deuxième registre, dit registre des retraits, est réservé, d'après l'article 8 du décret, à l'inscription des opérations de retrait de titres déposés contre remise du récépissé nominatif.

Il contient, dans des colonnes distinctes et pour chaque opération, les indications suivantes :

1° Numéro d'ordre;

2° Date du retrait;

3° Nom, prénoms, nationalité, domicile ou résidence du déposant;

4° Nombre et désignation des titres retirés, avec l'indication des séries et numéros;

5° Numéro du récépissé nominatif remis contre restitution des titres déposés. (En cas de retrait partiel des titres déposés, mention est faite dans cette colonne, ou, le cas échéant, dans la colonne « observations », que le retrait a donné lieu à l'établissement du reçu prévu au dernier alinéa de l'article 5 du décret.

6° Numéro sous lequel les titres retirés ont figuré au registre des dépôts;

7° Valeur des titres, en monnaie française, au jour du retrait, déterminée de la manière indiquée *supra*.

8° Montant du droit de conversion perçu pour le compte du Trésor à l'occasion du retrait des titres.

Ce registre peut comporter, en outre, une colonne « observations ».

La colonne n° 8 énonçant le montant du droit de conversion perçu pour le compte du Trésor est totalisée au dernier jour de chaque mois (art. 8, dern. al. du décret).

3. *Nature des titres.* — Seuls les titres créés matériellement et qui sont la représentation juridique des droits du porteur sont de nature à bénéficier du régime de faveur institué par la loi de 1929.

On ne saurait assimiler à un titre matériel de cette nature le titre de propriété qui serait délivré seulement à certains actionnaires, alors surtout que l'Administration n'aurait pas la possibilité de contrôler les mutations réelles des actions faisant l'objet de certificats qui se bornent à attester l'existence des droits du porteur sans en constituer le titre juridique.

Dès lors, en ce qui concerne notamment les certificats nominatifs provisoires délivrés par certaines sociétés étrangères, il convient de distinguer : si le certificat constitue un titre matériel, délivré conformément aux statuts, relatant d'une manière définitive les engagements de la société émettrice envers chacun de ses actionnaires, quel qu'il soit, la réduction de tarif est applicable aux dividendes attribués aux actions comprises dans ce certificat; si, au contraire, le document envisagé ne constitue qu'un certificat de propriété délivré aux seuls actionnaires français en vue d'attester l'existence de leurs droits incorporels et d'effectuer un dépôt en banque, la question doit être résolue par la négative (D. m. f. 9 juin 1933).

4. *Titres étrangers appartenant à des Français et placés à l'étranger sous le dossier d'une banque française.* — Dès lors que les conditions prévues par l'article 7 de la loi du 31 juillet 1929 et du décret sont remplies, les titres déposés à l'étranger et placés sous le dossier d'une banque française peuvent profiter du tarif minoré. Ils sont censés se trouver fictivement en France (Inst. min. du 15 novembre 1925, *J. Off.* du même jour; D. m. f. 21 juillet 1930).

262. PERCEPTION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU. — Dès lors que le tarif réduit est réservé aux produits des titres déposés dans

un établissement de banque agréé, ce tarif ne peut recevoir son application que si le paiement des revenus des titres déposés est effectué par l'établissement dépositaire. 4

Par application de cette règle, le titulaire d'un titre nominatif étranger qui, le plus souvent, reçoit directement de la société étrangère le montant de ses revenus au moyen d'un chèque, perd le bénéfice du tarif de 17 0/0 s'il présente le chèque à l'encaissement au guichet d'un établissement, même agréé, autre que celui qui a reçu son titre en dépôt dans les conditions fixées par la loi et par le décret.

1. *Registre de paiement.* — L'article 10, 2^e alinéa, du décret impose aux établissements de banque agréés l'obligation de tenir un registre en papier non timbré, coté et paraphé, et exclusivement destiné à recevoir l'inscription de toutes les opérations de paiement et de négociation de coupons, chèques ou autres instruments de crédit créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages, lots, primes de remboursement et autres produits des valeurs étrangères déposées.

Ce registre est destiné à tenir lieu, pour les produits de ces valeurs, du registre n° 1 prévu par les articles 36 de la loi du 29 mars 1914 et 8 du décret du 21 juin 1914 (Instr. n° 3412, p. 20). Par conséquent, conformément aux prescriptions du 3^e alinéa de l'article 10, à dater de l'ouverture du registre des paiements, la retenue de l'impôt exigible sur le revenu des titres qu'ils ont reçus en dépôt cesse d'être constatée par les établissements agréés sur le registre n° 1, pour être effectuée sur le registre créé par le nouveau décret. Inversement, en aucune hypothèse, les opérations afférentes aux coupons passibles de l'impôt au taux normal de 20 0/0 ne peuvent être inscrites à ce dernier registre.

D'après le 2^e alinéa de l'article 10 du décret, le registre des paiements présente, dans les colonnes distinctes par nature de valeurs et pour chaque opération, les inscriptions figurant au registre n° 1 établi par la loi du 29 mars 1914; il comporte en outre une colonne supplémentaire, pour recevoir l'indication du numéro sous lequel sont inscrits, au registre des dépôts, les titres productifs du revenu soumis à l'impôt de 17 p. 100. Enfin, les opérations donnant ouverture à cet impôt sont portées sur le registre jour par jour, sans blanc, ni interligne.

2. *Application de la réglementation tracée par la loi du 29 mars 1914 et le décret du 21 juin 1914.* — Le décret du 20 février 1930 n'apporte par ailleurs aucune modification à la réglementation fixée par la loi du 29 mars 1914 et le décret du 21 juin 1914.

Les opérations donnent lieu à la rédaction de bordereaux de payement, de récépissés, de bordereaux de négociation.

Le payement de l'impôt est effectué au vu des extraits du registre des payements et du registre des retraits, établis au dernier jour de chaque mois et déposés au bureau de l'Enregistrement, en même temps que les droits, dans les dix premiers jours du mois suivant (Sol. 10 janvier 1931).

Enfin, pour les coupons non recouvrés, l'impôt est imputé sur les versements ultérieurs ou remboursé (décret du 10 février 1926).

Les agences et succursales sont assujetties aux mêmes obligations. Des remises sont allouées aux assujettis, dont la liste est dressée dans chaque département.

La réglementation spéciale aux titres funding est applicable en la matière (Sol. 15 mars 1934; — 4 avril 1934).

§ IV. — **Certificats représentatifs de titres étrangers non abonnés émis en France par des établissements de banque**

263. RÈGLES GÉNÉRALES. — Certains établissements procèdent à l'introduction de titres sur les marchés autres que ceux du pays d'origine de ces titres, par l'émission de certificats représentatifs. A cet effet, ils achètent un certain nombre de titres, les déposent soit dans leurs caisses, soit entre les mains d'un tiers et établissent en représentation des certificats comportant l'indication des titres représentés.

Ces certificats ont un caractère transmissible, qui permet à leurs détenteurs de les négocier comme ils le feraient s'ils avaient les titres eux-mêmes en leur possession.

Ils donnent droit aux produits des titres étrangers représentés. Les revenus sont encaissés dans le pays d'origine des titres par les établissements émetteurs, qui les répartissent ensuite aux porteurs des certificats sous déduction d'une commission.

Enfin, les porteurs des certificats peuvent, à tout moment et contre remise du certificat, obtenir la délivrance d'un nombre de titres représentés correspondant au nombre indiqué sur le certificat.

Ces certificats ne constituent pas des valeurs mobilières. Ils forment simplement le titre des conventions particulières qui interviennent entre l'établissement émetteur et les porteurs, par le seul fait de l'acquisition des certificats.

La situation fiscale des écrits et des banques émettrices a été fixée par l'art. 4 de la loi du 16 février 1932 et le décret du 3 janvier 1933.

L'article 4 de la loi du 16 février 1932 est ainsi conçu :

« Sont exonérés du droit de timbre de dimension, les certificats émis, en France, par des établissements de banque en représentation de titres étrangers non abonnés.

« L'impôt sur le revenu des titres est avancé par les sociétés ou établissements, sauf leur recours contre les porteurs de certificats, et versé au Trésor, sous les peines édictées par le 2^e alinéa de l'article 38 de la loi du 29 mars 1914, dans les dix jours qui suivent l'encaissement par lesdits établissements des produits de titres représentés par les certificats. Les porteurs des certificats sont dis-

pensés des obligations prévues par l'article 37 de la loi du 29 mars 1914.

« Les conditions auxquelles devront satisfaire les certificats représentatifs, les documents que les émetteurs devront établir pour permettre le contrôle du paiement de l'impôt sur le revenu, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires à l'exécution du présent article, seront déterminées par un décret.

« Les dispositions de la loi du 31 mai 1916, modifiée par l'article 32 de la loi du 31 décembre 1920, sont applicables aux certificats visés au 1^{er} alinéa du présent article. »

Ce texte a pour but, d'une part, d'exonérer les certificats du timbre de dimension et, d'autre part, d'instituer un nouveau mode de paiement de l'impôt sur le revenu des titres représentés par les certificats. Il n'est applicable que si les certificats ont pour objet des titres étrangers non abonnés, s'ils sont émis en France et si leur émission est faite par des établissements de banque.

264. SURVEILLANCE DES OPÉRATIONS D'ÉMISSION. — Aux termes de l'art. 1^{er} du décret, l'émission en France des certificats représentatifs de titres étrangers non abonnés est subordonnée, comme toute émission en France, à l'autorisation préalable du Ministre des Finances.

L'article 2 du décret impose, d'autre part, aux établissements de banque l'obligation de souscrire au bureau de l'enregistrement de leur siège, une déclaration avant chaque émission de certificats. Cette déclaration, après avoir rappelé l'autorisation ministérielle, fait connaître le nombre, la nature et, s'il y a lieu, la valeur nominale des titres étrangers qui doivent être représentés par les certificats, la désignation de la collectivité qui a émis les titres et le nombre des certificats que l'établissement de banque se propose d'émettre.

De plus, d'après l'art. 4 du décret, les établissements de banque doivent déposer, à l'appui de leur déclaration préalable, les copies ci-après certifiées, et en langue française; savoir :

1° Si les titres étrangers sont des actions, des parts de fondateurs ou autres titres d'associés, la copie des statuts de la société émettrice de ces titres;

2° Si les titres étrangers sont des obligations ou autres titres d'emprunt :

a. La copie de l'acte en vertu duquel ils ont été créés dans leur pays d'origine, ainsi que des actes ultérieurs qui ont modifié les stipulations de l'acte originaire;

b. Lorsque la collectivité émettrice des obligations ou emprunts est une société, la copie des statuts de cette société.

Les copies de ces divers documents peuvent être remplacées par un exemplaire du Bulletin des annonces légales obligatoires dans lequel lesdits statuts ou lesdits actes ont été publiés.

Enfin, les banques doivent souscrire des déclarations complémentaires en cas de changement de siège de l'établissement émetteur ou au cas de cessation de leurs opérations.

265. CERTIFICATS REPRÉSENTATIFS. — *Forme.* — L'article 5 du décret détermine la forme des certificats représentatifs.

Ces certificats sont extraits d'un registre à souche.

Chacun d'eux porte : un numéro d'ordre; la désignation de l'établissement de banque émetteur du certificat; la désignation de la collectivité émettrice des titres étrangers représentés; la nature, la valeur nominale, s'il y a lieu, et le nombre des titres étrangers représentés par le certificat.

Le certificat reproduit, en outre, les stipulations qui régissent les droits et obligations des porteurs de certificats et de l'établissement de banque, ainsi que les mentions, traduites en langue française, du titre représenté, indiquant les engagements pris par la collectivité émettrice envers les porteurs de titres.

Régime fiscal. — Affranchis du droit de timbre de dimension, les certificats représentatifs ne peuvent être remis aux souscripteurs sans avoir préalablement acquitté le droit de timbre au comptant de 2.50 p. 100. Mais, les établissements de banque sont dispensés de faire la déclaration prévue, en vue de la perception de ce droit par les articles 44 de la loi du 29 mars 1914 (Instr. n° 3410, p. 20 et 21) et 5 de la loi du 16 février 1932 (Instr. n° 4113, § 5), dès lors qu'ils ont souscrit la déclaration préalable exigée par l'article 2 du décret du 3 janvier 1933 (Rapp. dern. al. de cet article) .

Registre spécial. — L'article 6 du décret astreint les établissements de banque à la tenue d'un registre spécial destiné à constater les émissions des certificats représentatifs et les opérations d'échange de ces certificats contre les titres qu'ils représentent.

Ce registre qui est établi sur papier libre et peut être divisé en plusieurs volumes, à la condition, toutefois, que les volumes soient clairement identifiés, comprend *deux parties*, qui reçoivent, jour par jour, sans blanc ni interligne, l'inscription, l'une, des opérations d'émission, l'autre, des opérations d'échange.

La première partie présente, dans des colonnes distinctes et pour chaque opération, les énonciations ci-après :

- 1° Numéro d'ordre;
- 2° Date de l'opération;
- 3° Nombre et numéros des certificats émis en représentation de titres étrangers;
- 4° Nombre de titres étrangers faisant l'objet des certificats émis.

La deuxième partie contient, dans des colonnes distinctes, et pour chaque opération, les indications suivantes :

- 1° Numéro d'ordre;
- 2° Date de l'opération;
- 3° Nombre et numéros des certificats échangés;
- 4° Nombre des titres étrangers remis en échange des certificats.

Chacune de ces deux parties peut, en outre, comprendre une colonne : Observations.

Enfin, pour permettre de déterminer exactement le montant des sommes sujettes à l'impôt de 20 p. 100, que les établissements doivent verser au Trésor, pour le compte des porteurs des certificats, le dernier alinéa de l'article 6 du décret, prescrit aux établissements de banque :

1° D'arrêter le registre au jour de chaque mise en paiement de dividendes, intérêts et tous autres produits par la collectivité émettrice de titres étrangers;

2° D'établir, à la même date, une situation récapitulative, destinée à faire apparaître le nombre des titres représentés par les certificats restant en circulation.

266. PERCEPTION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU. — L'article 4, 2° alinéa, de la loi, dispose que l'impôt sur le revenu des titres étrangers représentés par les certificats, est avancé par les établissements de banque et versé par eux au Trésor, sauf leur recours contre les porteurs de certificats.

Délai. Bureau compétent. — Ce versement doit être effectué au

bureau de l'enregistrement qui a reçu la déclaration d'émission (art. 7, 1^{er} al. du décret), dans les dix jours qui suivent l'encaissement, par les établissements de banque, des produits des titres représentés (art. 4, al. 2, de la loi).

Documents à déposer à l'appui des versements. — Pour permettre aux receveurs de liquider l'impôt exigible et de vérifier si l'intégralité des droits a été acquittée, l'article 7 du décret impose aux établissements de banque l'obligation de déposer, à l'appui de leurs versements, les documents ci-après :

1° Un état faisant connaître :

a. La date d'encaissement par l'établissement de banque des produits des titres représentés;

b. Le nombre des titres représentés par les certificats, à la date de la mise en paiement de ces produits;

c. La valeur, sans escompte ni commission, en monnaie française, au cours du change du jour de l'encaissement, des dividendes, intérêts et tous autres produits revenant à chaque titre représenté, sous déduction seulement des impôts établis dans le pays étranger où les titres ont été créés et dont le paiement incombe au porteur du coupon;

d. Le montant total des sommes soumises à l'impôt;

e. Le montant de l'impôt de 20 0/0 calculé sur ces sommes.

2° Une copie de la situation récapitulative établie au registre spécial au jour de la mise en paiement des dividendes, intérêts et tous autres produits, par la collectivité étrangère émettrice des titres.

3° Enfin, lorsque les titres représentés sont des actions, des parts de fondateurs ou autres titres d'associés, une copie, en langue française, du bilan du dernier exercice, ainsi que du compte rendu des délibérations des organes sociaux de la collectivité étrangère ou tous autres documents relatifs aux résultats de l'exercice et décidant la distribution de dividendes ou tous autres produits.

Ces divers documents doivent être déposés en même temps qu'est versé l'impôt exigible sur les produits des titres représentés par les certificats, c'est-à-dire dans les dix jours de l'encaissement de ces produits par les établissements de banque. Toutefois, le dernier alinéa de l'article 7 du décret accorde aux éta-

blissements de banque qui, au moment du paiement de l'impôt, ne sont pas en possession des documents relatifs à la mise en distribution des dividendes ou autres produits d'actions, un délai supplémentaire de trente jours, pour en effectuer le dépôt. Ce délai supplémentaire court à compter du jour du versement de l'impôt.

L'application de l'impôt de 20 0/0 aux revenus des titres étrangers représentés par des certificats ne comporte pas, par elle-même, d'observation particulière.

Il y a lieu de remarquer, toutefois, que le nouveau mode de paiement de l'impôt sur les produits de ces titres exclut la possibilité, d'une part, pour les établissements de banque, de déduire, en vue du calcul de l'impôt, les produits devant revenir aux porteurs des certificats qu'ils sauraient de nationalité étrangère et domiciliés ou résidant hors de France; d'autre part, pour ces porteurs, d'obtenir le paiement des coupons de leurs certificats en franchise d'impôt, même en produisant un affidavit.

267. CONTRAVENTIONS ET SANCTIONS. — L'article 4 de la loi du 16 février 1932 dispose que les peines édictées par le 2^e alinéa de l'article 38 de la loi du 29 mars 1914, modifié par l'article 36 de la loi du 16 avril 1930 (Inst. n° 4057, § 24) s'appliquent au défaut de paiement, dans le délai prescrit, de l'impôt sur le revenu des titres étrangers.

Ces peines sanctionnent non seulement les contraventions pour versement de l'impôt hors délai, mais aussi toutes les irrégularités commises dans la tenue du registre spécial, lorsqu'elles auront entraîné l'omission d'une partie de l'impôt exigible.

Elles donnent, enfin, un moyen indirect de coercition pour contraindre les établissements émetteurs à se conformer aux dispositions des articles 6 et 7 du décret. Si les versements ne sont pas, en effet, accompagnés des documents prescrits et, spécialement, de la situation récapitulative établie au registre institué par l'article 6, les receveurs seront fondés à les refuser comme irréguliers et, dès lors, si ces documents ne leur sont pas déposés dans le délai légal de dix jours, à relever à la charge des établissements les pénalités précitées.

Par ailleurs, dès lors que les établissements de banque se trouvent astreints par les articles 44 de la loi du 29 mars 1914 et 5 de la loi du 16 février 1932 (Rapp. *supra*, III, § 3) à souscrire la

déclaration d'émission des certificats, les receveurs pourront exiger, à peine de rejet, la souscription de cette déclaration dans les formes prévues par les articles 2 et 3 du décret et le dépôt des pièces visées par l'article 4; et si, les certificats ont été émis avant que la déclaration régulière d'émission ait été souscrite, ces agents seront fondés à réclamer l'amende proportionnelle établie par l'article 46 de la loi du 29 mars 1914.

§ V. — Règles spéciales à certaines catégories de valeurs (1)

268. COUPONS DE VALEURS ALLEMANDES. — Les coupons de valeurs allemandes détenues par des sujets français ou par des ressortissants, résidant en France, des puissances alliées et restés impayés pendant la guerre, doivent être acquittés par l'intermédiaire de l'office des biens et intérêts privés au moyen de répartitions successives. A cet effet, les intéressés ont dû déposer leurs coupons dans l'un des établissements de crédit agréés par l'office et chargés du paiement des sommes à répartir aux ayants-droit. Ces établissements dressent, pour chaque déposant, un bordereau récapitulatif des coupons à payer. Ce bordereau est arrêté par l'office et conservé par l'établissement dépositaire jusqu'à la dernière répartition à la suite de laquelle il est rendu à l'office.

Les mesures suivantes ont été prises en vue d'assurer le paiement de la taxe exigible sur ceux de ces coupons provenant de valeurs non abonnées (Sol. 4 janvier 1922).

Les porteurs ont été dispensés de produire les bordereaux de paiement visés à l'article 36, § 1^{er}, de la loi du 29 mars 1914. D'autre part, les établissements payeurs n'ont pas à porter sur leur registre n° 1 les opérations de paiement dont il s'agit. Toutefois, ils doivent tenir un registre spécial destiné à recevoir l'inscription des bordereaux récapitulatifs ci-dessus visés, qui intéressent les personnes non dispensées de la taxe à raison de leur nationalité. Ce registre mentionne, pour chaque bordereau récapitulatif : 1° un numéro d'ordre; 2° le numéro d'enregistrement du bordereau à l'établissement dépositaire; 3° la nature des coupons; 4° leur nombre et l'indication de la date de leur échéance, en distinguant suivant le taux de l'impôt applicable; 5° leur valeur par unité en francs; 6° leur valeur globale; 7° le montant de l'impôt en distinguant les taux.

L'impôt est versé dans les dix jours du mois suivant chaque répartition. Le premier paiement est appuyé d'un extrait reproduisant littéralement les énonciations du registre; les suivants

(1) Les solutions rapportées ci-dessous n'ont pu être retrouvées. Nous nous bornons donc à reproduire le T. A. (Suppl., v° Valeurs mobilières étrangères, n°s 226, 227 et 228). Nous demanderons à M. Maguéro de vouloir bien nous excuser de cet emprunt et d'agréer, avec nos remerciements et nos excuses, l'expression de nos sentiments respectueux.

sont accompagnés d'un extrait contenant une simple référence à l'extrait antérieur.

L'impôt afférent à des répartitions annulées comme correspondant à des titres amortis est imputé sur les versements ultérieurs et cette imputation est justifiée par la production des avis transmis par l'office des biens et intérêts privés aux banques intéressées.

Tous les bordereaux étant centralisés à Paris, le registre spécial n'est tenu et la taxe versée que par le siège à Paris de l'établissement qui les a centralisés, alors même que les paiements auraient été effectués aux ayants-droit par l'intermédiaire d'une succursale de province de cet établissement.

Nous devons ajouter qu'un arrêté du Ministre des Affaires étrangères a autorisé les agents de change à payer concurremment avec les établissements de crédit les coupons de valeurs allemandes. Une solution du 9 août 1922 a admis que les opérations faites en cette matière par les Agents de change de Paris seraient centralisées par leur chambre syndicale, laquelle aurait seule à accomplir les formalités ci-dessus prévues.

269. EMPRUNTS DES PAYS DE PROTECTORAT. — Les comptables du Trésor sont autorisés à payer les coupons des titres des emprunts des pays de protectorat garantis par l'Etat français ou émis avec son concours.

En ce qui concerne les opérations qu'ils peuvent être appelés à effectuer de ce chef, et pour les emprunts dont les intérêts sont passibles de l'impôt, ces comptables sont soumis à toutes les obligations que la loi du 29 mars 1914 a imposées aux assujettis. Toutefois, à raison de leurs fonctions, ils ont été dispensés de la déclaration d'existence. D'autre part, ils n'ont pas à tenir le registre des affidavits, si leurs opérations sont limitées au paiement des coupons appartenant à des Français (D. m. f. 8 août 1914).

270. RENTES ITALIENNES IMMATRICULÉES AU NOM D'HABITANTS DES ANCIENS PAYS SARDES. — Des mesures spéciales ont été prises pour le paiement des rentes nominatives italiennes appartenant à des habitants ou établissements des anciens pays sardes. Aux termes du traité de 1860, qui a cédé à la France le territoire formant les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-

Maritimes, ces rentes doivent être payées par l'intermédiaire du Gouvernement français, à la caisse des Trésoriers-payeurs généraux des trois départements dont il s'agit.

Ce paiement donne lieu aux formalités suivantes :

Préalablement à tout paiement, les titulaires des rentes souscrivent une quittance des intérêts à échoir et la remettent aux Trésoriers-payeurs généraux ou receveurs des finances, qui leur en délivrent un reçu sur une souche détachée de ladite quittance. Tous les mois, les Trésoriers-payeurs généraux adressent à la Direction de la Comptabilité publique les quittances dont il s'agit, qui sont transmises au Ministre du Trésor italien. Les Trésoriers-payeurs généraux joignent à ces quittances un bordereau détaillé, indiquant les numéros des certificats d'inscription, les noms des rentiers, la désignation du semestre ou du trimestre à toucher, le montant brut et le montant net du coupon à payer par le Gouvernement italien, ainsi que la somme à retenir pour la perception de l'impôt français des valeurs mobilières.

Après vérification, le Trésor italien fait admettre le montant des quittances admises et adresse à l'Administration française des finances une délégation de crédit de pareille somme payable chez un banquier désigné. Il lui en est accusé réception et la délégation est envoyée à la Caisse centrale du Trésor public, qui en fait toucher le montant et en crédite chaque Trésorier-payeur général dans la proportion des quittances provenant de son département et admises par l'Italie. Le Trésorier-payeur général est admis alors à payer le montant de la rente.

La taxe exigible sur les arrérages ainsi payés est prélevée par la Caisse centrale du Trésor public après encaissement de la délégation reçue du Gouvernement italien. Elle est transmise au Receveur, à Paris, qui reçoit en même temps de la Caisse, ratifiés le cas échéant suivant les résultats de la vérification opérée par le Trésor italien, les bordereaux détaillés fournis par les Trésoriers-payeurs généraux, lors de l'envoi des quittances à la Direction de la Comptabilité publique.

La transmission du montant de la taxe au Receveur de l'Enregistrement a lieu comme suit : La Caisse centrale du Trésor public inscrit le montant de la taxe prélevée au crédit du compte « Versements des receveurs de l'Enregistrement » et délivre un récépissé de versement qui est transmis au receveur avec les

bordereaux détaillés. Le receveur fait simultanément dépense de la valeur du récépissé et recette de la taxe sur le revenu.

271. EMPRUNT BRITANNIQUE DE 5 MILLIARDS 4,25 0/0 1931. — Pour cet emprunt, émis en totalité en France, intérêts en dedans, le 10 septembre 1931, il a été décidé que l'impôt sur le revenu, pris en charge par le Gouvernement anglais, serait versé en bloc par le Trésor britannique en un chèque sur la Banque de France. Les personnes désignées par l'article 35 de la loi du 29 mars 1914, qui ont concouru au placement ou au remboursement des effets publics, n'ont donc pas à faire l'avance de l'impôt, ni à exiger des porteurs la remise de bordereaux et à faire figurer ces opérations sur leurs registres spéciaux (D. m. f. 2 septembre 1931).

272. EMPRUNT BELGE DE 500 MILLIONS DE FRANCS FRANÇAIS 5 1/2 0/0 1932. — Pour cet emprunt à court terme, réalisé par l'Etat belge au taux de 95,50, les mêmes règles de perception de l'impôt, semblables à celles adoptées pour l'emprunt britannique 4,25 0/0 1931, ont été admises.

CHAPITRE VI

Opérations funding

273. GÉNÉRALITÉS. — Certains Etats étrangers s'étant trouvés, par suite des circonstances, dans l'impossibilité de payer les intérêts des emprunts qu'ils avaient émis ou prévoyant qu'ils ne pourraient faire face aux échéances à venir ont procédé, depuis 1915, à des opérations, dites de « funding », consistant à remettre aux porteurs de leurs titres, non pas des espèces comme il avait été prévu dans le contrat d'emprunt, mais des bons de consolidation représentant les intérêts impayés (Sol. 9 mars 1933).

Ces bons de consolidation, remboursables par voie d'amortissement, sont, eux-mêmes, productifs d'intérêts. L'opération transforme donc la dette de revenus en une dette de capital et, à ce titre, elle emporte novation.

Dans la rigueur des principes, une opération de cette nature donne ouverture à l'impôt sur le revenu.

L'impôt institué par la loi de 1914 est dû, en effet, sur tous les produits, quels qu'ils soient, des valeurs mobilières étrangères non abonnées, sous la seule condition qu'ils soient appropriés par les propriétaires ou usufruitiers. Les modalités de cette appropriation restent sans effet sur l'exigibilité de l'impôt et on doit, par suite, reconnaître que la taxe est due lorsque le porteur au lieu de recevoir le montant de ses coupons en numéraire, reçoit en paiement un titre produisant lui-même intérêt (Cass. req., 13 juillet 1892; Cass. civ., 3 décembre 1920, Voir ci-dessus n° 59).

Dès lors, la remise d'un titre funding au propriétaire des coupons donne ouverture à la taxe, cette remise devant être assimilée au paiement des coupons. De plus, lorsque l'opération a lieu par l'intermédiaire d'un établissement de banque assujetti aux obligations de la loi du 29 mars 1914, la taxe doit être perçue avant même la remise du titre funding, au moment où les coupons destinés à être consolidés sont déposés par les porteurs à la banque.

Ce sont là, d'ailleurs, les règles de perception qui ont été appliquées à l'origine et qui restent applicables aux funding réalisées par les sociétés, compagnies, villes et provinces étrangères.

Mais, en ce qui concerne les opérations de funding effectuées par les Etats étrangers, de pareilles règles eussent été particulièrement rigoureuses pour des créanciers déjà privés de leurs revenus et qui eussent été obligés, par suite du *fait du prince*, d'acquitter l'impôt avant d'encaisser effectivement le montant de leurs créances. Bien mieux, à la suite des augmentations successives d'impôt, les porteurs se seraient, fréquemment, trouvés dans cette situation paradoxale d'avoir à verser au Trésor un impôt plus élevé que la valeur réelle de négociation du titre qu'ils recevaient. La fiscalité risquait donc de spolier les porteurs, voire même de permettre aux Etats étrangers de se libérer de leurs dettes sans bourse délier, puisque nos nationaux auraient sans doute préféré abandonner définitivement les intérêts dont ils étaient créanciers.

Des mesures spéciales, qui évidemment sortent du cadre de la loi, ont dû être prises pour atténuer des conséquences aussi fâcheuses. Ces mesures résultent de l'avis du Comité consultatif du Contentieux du Ministère des Finances en date du 5 juillet 1915 et de deux décisions ministérielles des 9 juillet et 7 septembre 1915.

Ce chapitre est réservé à l'étude de la question des funding.

Après avoir dans un premier paragraphe exposé les diverses et très nombreuses opérations funding qui, à notre connaissance, ont été réalisées par les Etats étrangers, nous examinerons successivement :

le fait générateur de l'impôt, tel qu'il a été fixé par le Ministre des Finances à la suite d'une longue controverse;

les conséquences qui découlent, pour la liquidation de l'impôt, de cette décision;

les opérations qui n'entrent pas dans les prévisions de cette décision.

§ 1^{er}. — Des différentes opérations de funding

I. — Funding des Etats de l'Amérique du Sud

274. PREMIÈRE OPÉRATION. — La première opération de ce genre paraît avoir été conçue par le gouvernement Argentin ou à son profit. En vertu d'une loi argentine promulguée le 22 décembre 1893, les porteurs de coupons ne devaient recevoir qu'une partie des intérêts en espèces; pour le surplus, il leur était délivré un récépissé constatant qu'une partie seulement du coupon avait été payée.

275. EXEMPLE TYPE. — BRÉSIL 1896. — Le Brésil suivit cet exemple, mais il perfectionna la combinaison primitive et imagina une formule qui fit fortune et à laquelle le gouvernement fédéral et d'autres Etats eurent par la suite fréquemment recours, trop fréquemment même, au gré des capitalistes européens (Etude de M. Maguéro, R. E. 6534).

Le premier funding brésilien fut autorisé jusqu'à concurrence de 10 millions de livres sterling en vertu des lois n^{os} 401 du 11 septembre 1896, 427 et 428 des 9 et 10 décembre 1896 et 489 du 15 décembre 1897. Il était destiné à la consolidation des intérêts courus du 1^{er} juillet 1898 au 30 juin 1901 sur les titres de la dette extérieure, ainsi que sur les emprunts intérieurs 4 et 4 1/2 0/0 1879, et des annuités dues à diverses compagnies de chemin de fer. Il fut émis jusqu'à concurrence de 8.613.700 livres sterling en obligations 5 0/0 de 20, 100, 500 et 1.000 £ remboursables à partir du 1^{er} juillet 1911 par rachats ou tirages. Gagé sur les revenus des douanes, il fut admis à la cote à la Bourse de Paris le 1^{er} février 1899 (Méliot, Dict. fin. intern., 4^e éd. 1912, V^o funding).

Suivant M. Maguéro, dont nous approuvons entièrement sur ce point la manière de voir (R. E. 6534), la légitimité d'une pareille opération basée sur la transformation des intérêts arriérés en un capital productif lui-même d'intérêts n'est pas douteuse. Celui qui s'est engagé à payer les intérêts d'un capital à une certaine échéance est en faute s'il n'exécute pas son engagement. De là, découle cette conséquence que les intérêts échus d'un capital sont, à défaut de paiement, susceptibles, dans les conditions précisées par la loi, de prendre eux-mêmes la forme d'un

capital et de produire de nouveaux intérêts (C. civ., art. 1147, 1154; Aubry et Rau, D. civ., 5^e éd., IV, § 308, p. 149 et suiv.). La convention destinée à faire produire des intérêts aux intérêts d'un capital peut même être valablement conclue avant l'échéance de ces derniers (Aubry et Rau, *ib.*, texte et notes 55 *ter* à 58). C'est ce résultat, que la langue juridique française désigne sous le nom d'anatocisme, et qui peut être sanctionné par toutes les législations.

Le funding brésilien avait un double but : d'une part, alléger les charges du budget et, d'autre part, améliorer le change en dispensant pendant plusieurs années le gouvernement brésilien de rechercher du papier sur les places européennes pour solder les intérêts de ces emprunts (Paul Leroy-Beaulieu, *Economiste français* du 11 juin 1898).

Ce dernier résultat fut parfaitement atteint. Le cours du change du milreis s'éleva de 7 pence 1/2 en juillet 1898 à 12 pence fin juin 1901 et à 16 pence quelques années plus tard. Le cours du 5 0/0 funding suivit une marche parallèle; introduit au cours de 70, il cotait 79 en octobre 1898, 96 en 1901, le pair en 1902, et en 1910 il dépassait le pair de 5 unités.

Il a baissé depuis lors, notamment sous la pression de la crise financière qui s'est abattue sur le Brésil à la veille de la guerre. Ce pays, jeune encore, n'a pas su modérer son ambition de croissance. Il s'est lancé dans des dépenses exagérées, a contracté des dettes au-dessus de ses forces, de sorte qu'il a été le premier à souffrir du malaise qui pesait sur le monde au début des hostilités.

276. BRÉSIL 1914. — Lorsque la guerre éclata, la crise entra dans une phase aiguë et presque tous les Etats du Brésil furent amenés à examiner des projets d'arrangements en vue de la consolidation des coupons de leurs emprunts extérieurs.

La raison en est dans un double motif : d'abord, la baisse considérable du change, qui, de 16 pence en 1912, tombait à 11 1/2 en 1916, et qui obligeait les Etats brésiliens à payer sur la base de l'or, une prime d'environ 30 0/0; d'autre part, la réduction sensible dans le rendement des impôts consécutive à une diminution considérable des exportations.

Aussi bien, pour alléger ses charges financières, le Gouvernement fédéral décida-t-il, à la fin de 1914, de consolider pour 3

ans, du 1^{er} août 1914 au 31 juillet 1917, les intérêts de douze emprunts de sa dette extérieure et d'en suspendre l'amortissement pendant 13 ans. Il émit à cet effet un capital de 15 millions de £, 5 0/0, en obligations de consolidation spécialement garanties par une deuxième hypothèque sur les recettes des douanes. Les obligations étaient toutes au porteur, en coupures de 20, 100, 500 et 1.000 £ de capital nominal, l'intérêt à 5 0/0 étant payable trimestriellement les 1^{er} novembre, 1^{er} février, 1^{er} mai, 1^{er} août, à Londres en £, et à Paris, Amsterdam et Bruxelles au change du jour sur Londres.

L'amortissement du nouvel emprunt doit avoir lieu au moyen d'un fond d'amortissement cumulatif de 1/2 0/0 par an, employé semestriellement à l'achat d'obligations quand le cours de celles-ci est au-dessous du pair et au remboursement par voie de tirage au sort dans le cas contraire.

Cet amortissement n'a commencé à fonctionner qu'au 31 décembre 1927, le gouvernement brésilien s'étant réservé le droit de rembourser l'emprunt au pair à toute époque.

Pour obtenir la consolidation, les porteurs ont dû présenter leurs coupons au fur et à mesure des échéances jusqu'au 31 juillet 1917, inclusivement. En échange de leurs coupons, il leur a été délivré un reçu du montant des coupons déposés. Ces reçus doivent être présentés ultérieurement pour une somme minimum de 20 £ afin d'être échangés contre des titres définitifs. La plus petite coupure d'obligation étant de 20 £ des certificats fractionnaires sont délivrés pour les quantités moindres. Ces certificats fractionnaires peuvent être ultérieurement échangés contre des scripts ou certificats provisoires pour des montants d'un minimum de 20 £.

277. BRÉSIL 1931. — A la date du 19 octobre 1931, le Gouvernement fédéral a fait connaître que les répercussions de la crise économique sur le change brésilien le plaçaient dans l'impossibilité d'assurer, en monnaie étrangère, le service de ses emprunts extérieurs à l'exception des emprunts funding 5 0/0 1898 et 5 0/0 1914, ainsi que de l'emprunt 7 1/2 0/0 1922 (emprunt du café), dont le service continuerait à être effectué en espèces, en raison de l'origine de ces emprunts ou des gages particuliers qui leur ont été affectés.

Il décidait en conséquence de procéder à la consolidation, en

titres amortissables en 20 ou 40 ans, dits obligations 5 0/0 1931, des arriérés antérieurs à octobre 1931, ainsi que des coupons à échoir d'octobre 1931 à octobre 1934.

I. *Règlement des arriérés.* — Ce règlement porte sur les arriérés suivants :

1° arriérés échus avant le 1^{er} janvier 1930 des emprunts 5 0/0 or 1909 (Port de Pernambuco) et 4 0/0 or 1910;

2° arriérés échus avant le 1^{er} octobre 1931 de l'emprunt 4 0/0 or 1911;

3° arriérés échus avant le 1^{er} octobre 1931 des emprunts 5 0/0 or 1906-1909 (Chemin de fer de Goyaz) et 5 0/0 or 1910 (Chemin de fer de Curralinho-Diamantina).

1° En ce qui concerne les emprunts 5 0/0 or 1909 et 4 0/0 or 1910, il a été payé un acompte en espèces de 1 fr. français (de la loi du 25 juin 1928) pour 1 franc-or (de la loi de germinal). Le surplus a donné lieu à la délivrance de « certificats représentatifs des arriérés » non productifs d'intérêts dont le montant est décompté sur la base de frs français 3,925 pour 1 franc-or. Ces certificats ont été remboursés en 3 versements, à raison de 25 0/0 le 5 janvier 1933, 37,50 0/0 le 5 avril 1934 et 37,50 0/0 le 5 octobre 1934;

2° En ce qui concerne l'emprunt 4 0/0 or 1911, les arriérés échus avant le 1^{er} janvier 1930 sont acquittés par la remise de certificats représentatifs des arriérés, non productifs d'intérêts, dont le montant est décompté sur la base de francs français 4,925 pour 1 fr. or. Ces certificats ont été remboursés en trois versements, à raison de 20 0/0 le 5 janvier 1933, 40 0/0 le 5 avril 1934 et 40 0/0 le 5 octobre 1934.

Quant aux arriérés échus les 1^{er} janvier 1930, 1^{er} juillet 1930 et 1^{er} janvier 1931, ils sont consolidés, sur la base de 5 fr. français pour 1 fr. or, en obligations de 5 0/0 1931, productives d'intérêts à compter du 1^{er} octobre 1931, et amortissables en vingt ans au plus tard.

3° En ce qui concerne les emprunts 5 0/0 or 1906-1909 et 5 0/0 or 1910, les arriérés échus avant le 1^{er} mars 1931 pour le premier emprunt, avant le 1^{er} octobre 1931 pour le deuxième, ont reçu un acompte en espèces sur la base de 1 fr. français pour 1 fr. or, et le solde sur la base de 4 fr. français pour 1 fr. or,

en obligations de consolidation 1931, productives d'intérêts à 5 0/0 et amortissables en vingt ans au plus tard.

Quant aux coupons échus les 1^{er} mars et 1^{er} septembre 1931 et aux obligations sorties au tirage pendant la même période, de l'emprunt 5 0/0 or 1906-1909, ils sont consolidés sur la base de 5 fr. français pour 1 fr. or, en obligations 5 0/0 1931, productives d'intérêts à compter du 1^{er} octobre 1931 et amortissables en vingt ans au plus tard.

II. *Consolidation des coupons échus d'octobre 1931 à octobre 1934.* — La consolidation s'applique à tous les coupons des emprunts libellés en francs français, en francs or ou en livres sterling.

Ils sont consolidés en obligations 5 0/0 1931, libellées, suivant le cas, en francs français ou en livres sterling. Les obligations de consolidation des emprunts 5 0/0 1903 et 6 1/2 0/0 1927 libellés en livres sterling et 5 0/0 or 1909 libellé en francs or sont remboursables en vingt ans au plus tard. Les obligations de consolidation des coupons des autres emprunts seront remboursées en quarante ans au plus tard.

La consolidation s'est effectuée :

Sur la base du montant nominal en francs français pour l'emprunt 5 0/0 1908-1909;

Sur la base de 5 fr. français pour 1 fr. or pour les emprunts 5 0/0 or 1909, 4 0/0 or 1910, 4 0/0 or 1911, 5 0/0 or 1906-1909 et 5 0/0 or 1910;

Sur la base du montant nominal en livres sterling pour les emprunts libellés dans cette monnaie.

Le maximum des obligations de consolidation à émettre a été fixé pour les obligations amortissables en 20 ans à 66 millions de francs, pour celles amortissables en 40 ans à 135 millions de francs.

Un fonds d'amortissement cumulatif a été prévu et le gouvernement s'est engagé à acquitter par priorité le service financier de cet emprunt funding.

278. ETAT DE BAHIA 1915. — Le funding décidé, au cours du deuxième semestre de 1915, par l'Etat brésilien de Bahia, a porté sur les coupons semestriels échus ou à échoir, en ce qui concerne l'emprunt 5 0/0 1888, du 1^{er} décembre 1914 au 1^{er} juin 1917 in-

clusivement et, en ce qui concerne l'emprunt 5 0/0 1910, du 1^{er} janvier 1915 au 1^{er} juillet 1917. En représentation des intérêts ajournés, les créanciers ont reçu des obligations au porteur portant elles-mêmes intérêts au taux de 5 0/0 avec coupons à échéances semestrielles et remboursement par un fonds d'amortissement cumulatif de 2 0/0 par an. Le service de ces obligations est garanti par une première hypothèque sur les taxes intérieures de l'Etat, appelées « Collectorias ». Les titres funding ont été offerts au porteur sur la base de 120 fr. pour 100 fr., valeur nominale des coupons impayés. Toutes les obligations sont d'un capital nominal de 252 fr., représentant, par suite, des coupons à concurrence de 210 fr. et une prime de remboursement de 42 fr. Des récépissés fractionnaires ont été délivrés en échange des coupons présentés pour une somme inférieure à ce minimum et il a été bonifié aux porteurs de ces récépissés un intérêt de 6 0/0 lors de la transformation de ces récépissés en obligations funding.

L'opération a porté sur 20.000 titres de l'emprunt 1888 et sur 88.000 titres de l'emprunt 1910, soit sur une valeur totale de 54 millions de francs.

279. ETAT DE BAHIA 1918. — Les sacrifices consentis par les porteurs ne devaient pourtant pas paraître suffisants.

L'Etat de Bahia devait se retrouver bientôt dans une situation difficile. La rareté du frêt amena une réduction sensible des exportations et, plus spécialement, de l'exportation du cacao. Le gouvernement n'a pu, en conséquence, reprendre, à la date fixée, le service de ses emprunts 1888 et 1910.

La consolidation décidée, dans ces conditions, s'est appliquée aux coupons venus semestriellement à échéance du 1^{er} décembre 1917 au 1^{er} juin 1920 en ce qui concerne l'emprunt 5 0/0 1888, du 1^{er} janvier 1918 au 1^{er} juillet 1920, en ce qui concerne l'emprunt 5 0/0 1910.

Pour les coupons des 1^{er} décembre 1917, 1^{er} juin et 1^{er} décembre 1918, 1^{er} juin 1919 de l'emprunt 1888, ainsi que pour ceux des 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1918, 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1919 de l'emprunt 1910, montant à 12 fr. 50 par coupon, il a été payé 40 0/0 en espèces, soit 5 fr.; le surplus, soit 7 fr. 50, a été consolidé.

Les coupons postérieurs ont été réglés en espèces pour partie, soit à raison de 6 fr. 25 par coupon, le surplus étant consolidé.

Ces obligations ont été émises sans bonification au nominal de 252 fr., pour une durée de 5 ans et portent intérêt à 6 0/0.

L'opération, comme pour le funding de 1915, a porté sur 20.000 titres de l'emprunt de 1888 et 88.000 titres de l'emprunt 1910. Les droits de timbre ont été acquittés par l'Etat de Bahia.

280. BUENOS-AYRES 1915. — L'opération funding, décidée par la loi du 24 décembre 1914, a été réalisée en raison de l'insuffisance des rentrées budgétaires et de l'impossibilité pour l'Etat de Buenos-Ayres d'obtenir des appuis financiers étrangers escomptés avant les hostilités européennes.

La consolidation concerne les coupons à échoir en 1915 et 1916 des emprunts suivants émis partiellement ou en totalité sur le marché de Paris :

1° Emprunt 5 0/0 1908 (drainage), 37.500 titres français;

2° Emprunt extérieur 4 1/2 0/0 1909 (chemins de fer), 83.333 titres;

3° Emprunt extérieur 4 1/2 0/0 1910 (travaux publics);

4° Emprunt extérieur 4 1/2 0/0 1911 (Rambla);

5° Emprunt extérieur 4 1/2 0/0 1912 (chemins de fer);

6° Emprunt extérieur 5 0/0 1913 (pavage de la Plata).

La tranche destinée à la consolidation des emprunts émis en France s'est élevée à 820.100 £ ou 20.666.520 francs-or.

Les obligations, dites de l'emprunt de consolidation 5 0/0 or, 1915, de la province de Buenos-Ayres, sont productives d'un intérêt de 5 0/0. Chaque titre est d'un montant nominal de 10 £ ou 252 fr., représentant une valeur nominale de 219 fr. 13 de coupons, acceptés avec une bonification de 15 0/0. Les coupons sont payables les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet à raison à Londres de 5 shillings ou à Paris de 6 fr. 30, au choix des porteurs. L'amortissement par voie de rachat en bourse ou par tirage se fait au moyen d'un fonds cumulatif de 2 0/0. L'emprunt est garanti par le produit des impôts de la province de Buenos-Ayres grevant les boissons alcooliques, le tabac et les cartes à jouer, ainsi que par le produit de taxes sur le commerce et l'industrie. Le produit de ces impôts s'est élevé en 1914 à 5.500.000 pesos papier, soit 12.100.000 francs de la loi de germinal, alors que le service total de l'emprunt n'exige que 7.056.000 fr. L'obligation générale, datée de la Plata

le 22 février 1915, est entre les mains de la London County and Westminster bank à Londres.

Les coupons ont été échangés d'abord contre des « reçus-coupons », puis contre des obligations funding aussitôt que le porteur ayant réuni 219 fr. 13 de coupons a pu recevoir un titre de 252 francs. Des certificats fractionnaires étaient remis pour le surplus de reçus-coupons, bonifiés de 5 0/0 par an.

281. BUENOS-AYRES 1933. — Aux termes d'un accord du 11 mai 1933, la Province de Buenos-Ayres, qui avait suspendu l'amortissement de ses emprunts pendant la période du 1^{er} janvier 1933 au 31 décembre 1935, s'est engagée à régler les coupons d'intérêts venant à échéance pendant cette période : a) partie en espèces dont le montant est périodiquement déterminé, b) et pour le surplus par la remise d'un certificat, payable à certaines dates, avec intérêts moratoires à 5 0/0 l'an.

Pour réaliser l'opération, la Province de Buenos-Ayres a échangé la partie de la feuille de coupons correspondant aux trois années de moratoire contre une nouvelle feuille, comportant des coupons semestriels, divisés en deux parties : la première se réfère à la valeur nominale du coupon primitif et porte au verso les conditions du moratoire, la seconde se réfère à la valeur qui reste due.

Lors des échéances normales, les porteurs présentent à l'encaissement le double coupon. La première reste entre les mains des banquiers payeurs. La deuxième, dite « coupon complémentaire », est restituée aux porteurs après inscription du montant impayé. Elle est signée à l'avance par le Ministre des Finances de la Province de Buenos-Ayres et datée par les banquiers du jour du paiement partiel.

Cette opération n'a pas paru constituer un funding.

D'une part, elle n'opère pas novation : il s'agit seulement d'une prorogation d'échéance pour une partie des intérêts restés dus. D'autre part, elle porte sur des intérêts à échoir et sur des coupons isolés; il n'y a donc pas blocage des coupons en une masse homogène. Enfin, les coupons nouveaux continuent à suivre les règles applicables aux anciens coupons, en ce qui concerne la prescription.

Quant aux intérêts moratoires, qui ne sont pas acquittés en

vertu du contrat originaire, ils échappent à la taxe du revenu de la loi de 1914 et sont assujettis à l'impôt sur le revenu des créances institué par la loi du 31 juillet 1917 (Sol. 17 janvier 1934).

282. AMAZONE. — Décidée par les lois 788 du 27 juillet 1915 et 792 du 12 août suivant, l'opération a porté sur les coupons semestriels de l'emprunt 5 0/0, 1906, échus de novembre 1915 à mai 1920 inclusivement.

Les obligations, au capital nominal de 250 fr., ont été émises au pair, c'est-à-dire contre une même valeur de coupons impayés. Elles sont productives d'intérêts à 5 0/0 or, payables les 1^{er} mai et 1^{er} novembre.

L'amortissement, soit par rachat en bourse, soit par tirages, est assuré au moyen d'un fonds cumulatif de 1/2 0/0 par an, qui fonctionne depuis 1925. Le service financier de l'emprunt est garanti par l'affectation d'une partie des droits d'exportation.

Cet emprunt, montant à 20.500.000 francs or, a été réalisé, dans son intégralité, en France.

283. PARANA. — Autorisé par la loi du congrès n° 1466 du 5 mars 1915, l'emprunt, d'un montant total de 267.860 £ ou 6.763.465 francs or (de germinal), est représenté par des obligations au porteur du capital de 10 £ ou 252 fr. 50, délivrées sans bonification.

La consolidation, qui s'applique aux deux emprunts 5 0/0 1905 et 5 0/0 1913, a été réalisée dans les conditions suivantes :

1° Emprunt 1905 : les coupons des 1^{er} avril et 1^{er} octobre 1916 ont été consolidés en entier; ceux des 1^{er} avril et 1^{er} octobre 1917 ont été consolidés pour 3/4, le surplus 1/4 étant payé en espèces; ceux des 1^{er} avril et 1^{er} octobre 1918 ont été consolidés pour moitié et pour le surplus payés en espèces.

2° Emprunt 1913 : les coupons des 1^{er} avril 1916, 1^{er} octobre 1916, 1^{er} avril 1917 et 1^{er} octobre 1917 ont été consolidés dans leur intégralité; ceux des 1^{er} avril et 1^{er} octobre 1918 ont été consolidés pour 3/4, le surplus étant payé en espèces.

Les obligations de l'emprunt de consolidation 1916 sont productives d'un intérêt de 6 0/0, payable les 1^{er} avril et 1^{er} octobre.

A la garantie du service de cet emprunt sont affectés : 1° les

gages déjà affectés aux emprunts 1905 et 1913 à un rang immédiatement inférieur et par antériorité à tous autres emprunts extérieurs; 2° les excédents de l'impôt d'exportation provenant du paiement en or des droits sur l' « herma-mate », de l'élévation des taxes d'exportation sur le bétail, le café et le bois; 3° depuis le 1^{er} octobre 1925, en premier rang, le produit de l'impôt des industries et professions et de l'impôt sur les spiritueux.

L'emprunt est remboursable, soit par voie de rachat, soit par tirages au sort, dans un délai de 30 ans. Les titres sont exempts de tous impôts présents et futurs de l'Etat de Parana et du Gouvernement du Brésil.

284. MINAS GÉRAËS. — Cet emprunt, autorisé par la loi n° 664 du 18 septembre 1915, comporte 83.916 obligations au porteur, au capital nominal de 250 fr. chacune. L'intérêt de 5,50 0/0 est payable en deux coupons semestriels les 15 juin et 15 décembre. L'emprunt est remboursable en 25 années, au pair, par quotités égales de 3.357 titres et par voie de tirages au sort. Cet amortissement a commencé le 15 décembre 1918.

La consolidation a porté sur les coupons échus du 1^{er} juillet 1915 exclus au 1^{er} juillet 1918 inclus, ainsi que sur les titres amortis pendant la même période, des emprunts 5 0/0 1917, 4 1/2 0/0 1910 et 4 1/2 0/0 1911. Elle a été réalisée dans les conditions suivantes, savoir : les coupons échus et les titres amortis du 2 juillet 1915 au 1^{er} juillet 1916 ont été consolidés dans leur intégralité; ceux échus ou amortis du 2 juillet 1916 au 1^{er} juillet 1917 ont été consolidés pour 3/4, le surplus étant payé en espèces; ceux échus ou amortis du 2 juillet 1917 au 1^{er} juillet 1918 ont été consolidés pour moitié, le surplus étant payé en espèces.

Les titres ont été délivrés avec une bonification de 9 0/0 sur le montant des coupons consolidés, c'est-à-dire à raison d'une obligation pour 229 fr. 35 de coupons.

Le service financier de l'emprunt est garanti par le droit d'exportation sur le café.

Les obligations sont exemptes de tous emprunts brésiliens présents et futurs, l'Etat de Minas Géraès prenant à sa charge ceux des Etats-Unis du Brésil. L'Etat de Minas Géraès s'est chargé aussi d'acquitter le droit de timbre.

II. — Funding des Etats européens

A. — République d'Autriche

285. Les opérations de funding réalisées par la République d'Autriche ont eu pour but de payer aux créanciers ressortissants des pays alliés, le montant des dettes que l'empire austro-hongrois n'avait pas acquittées pendant la durée des hostilités et pour lesquelles le Traité de Saint-Germain ordonnait la reprise des paiements.

Conformément aux stipulations de la convention franco-autrichienne du 3 août 1920, les accords relatifs à ces dettes ont été conclus par l'association nationale des porteurs français de valeurs mobilières.

Ces accords sont de deux ordres : les uns des 27 avril 1922 et 15 mars 1924 portent sur la dette non gagée, l'autre du 15 mars 1924 porte sur la dette gagée. Si deux accords ont été nécessaires pour la dette non gagée, cela tient à ce que, lors du 1^{er} accord, la Commission des Réparations n'avait pas encore fixé la date à partir de laquelle les Etats successeurs de l'Autriche devraient assurer, pour la quote-part qui leur incombe, le service des anciens emprunts autrichiens. La délégation autrichienne avait demandé que l'on prit provisoirement pour base, la date de l'armistice, le 3 novembre 1918.

286. DETTE PUBLIQUE AUTRICHIENNE NON GAGÉE. — PREMIER FUNDING. — L'opération, dont les modalités ont été fixées par la convention du 27 avril 1922, porta sur les emprunts suivants :

A. Emprunts émis en France :

Lots 5 0/0 1860, libellés en florins;

Rente unifiée convertie de l'Etat autrichien 5 0/0 1868, libellée en florins, payable en billets à échéances des 1^{er} février et 1^{er} août;

Rente unifiée convertie de l'Etat autrichien 5 0/0 1868, libellée en florins, payable en argent, à échéances des 1^{er} avril et 1^{er} octobre;

Rente or 4 0/0 toutes émissions, libellée en florins-or;

Rente unifiée 4 0/0 1903, libellée en couronnes et émise en remplacement de la Noten rente 1868 et Silberrente 1868.

B. Emprunts émis hors de France :

Lots 1864, sans intérêts;

Rente 3 1/2 0/0 1897;

Rente 4 0/0 couronnes toutes émissions.

Bons du Trésor 4 1/2 0/0 1914.

Cette liste n'est, d'ailleurs, pas limitative.

D'autre part, la convention n'était pas obligatoire pour les porteurs : ceux-ci avaient, en effet, la faculté de poursuivre le recouvrement de leurs créances par l'entremise des offices de compensation.

La consolidation a été réalisée sur les bases ci-après :

1° sont considérés comme prescrits, les coupons venus à échéance plus de six ans avant le 2 août 1914, les titres amortis plus de trente ans avant cette date. Ils ne sont pas consolidés;

2° les coupons arriérés de titres libellés en florins-or ont été consolidés en bons du Trésor autrichien, libellés en francs français, sur la base de franc-papier 2.50 pour 1 florin-or. Ces bons portent intérêt à compter du 1^{er} janvier 1922;

3° les coupons arriérés des titres libellés en florins-papier ou argent, en couronnes ou en marks allemands, ont été consolidés en bons du Trésor autrichien libellés en francs français sur la base de 0.60 fr. français pour un florin papier ou argent, 0 fr. 30 pour une couronne et 0.36 pour un mark allemand;

4° les titres sortis au tirage ont été également consolidés sur les bases ci-dessus, en bons du Trésor, augmentés de l'intérêt à 5 0/0 depuis la date à laquelle ils ont été appelés au remboursement jusqu'au jour de jouissance des bons de consolidation;

5° les coupons arriérés et titres amortis d'emprunts autres que ceux ci-dessus ont été consolidés en francs français sur la base du pair de la monnaie du libellé de ces titres;

6° exceptionnellement, les coupons d'échéances antérieures au plus de 3 mois au 11 août 1914 (12 mai 1914), ainsi que les titres sortis aux tirages pendant la même période ont été payés en espèces au taux ci-dessus de valorisation à la condition qu'ils appartenissent à des emprunts cotés en France.

L'intérêt des bons est payé semestriellement et par anticipation au taux de 5 0/0. L'amortissement est fixé à 20 ans et a commencé le 1^{er} juillet 1927. Ils ont été émis à 500 fr. et à 1.000 fr., mais il a été délivré des coupures de 100 fr. pour les montants inférieurs à 500 fr.

Lors de l'opération, pour les sommes inférieures à 100 fr., il a

été remis des certificats fractionnaires au minimum de 5 francs qui pouvaient être eux-mêmes échangés contre des bons. Les sommes inférieures à 5 fr. ont été acquittées en espèces.

Pour être admis au bénéfice de la convention, les porteurs devaient, quel que soit le lieu du dépôt de leurs titres, être de nationalité française ou avoir acquis cette nationalité en vertu du Traité de Versailles. La preuve de la nationalité devait être rapportée dans des conditions spéciales prévues dans l'accord.

287. DETTE PUBLIQUE NON GAGÉE. — DEUXIÈME FUNDING. — La convention du 15 mars 1924 a eu pour but le règlement des coupons échus et des titres amortis du 4 novembre 1918, date de l'armistice, au 16 juillet 1920, date de la mise en application du Traité de Saint-Germain.

Les conditions de la consolidation sont les mêmes qu'en ce qui concerne la première opération, sous la double réserve ci-après : d'une part, la valeur de consolidation des monnaies a été fixée à fr. français (de germinal) 0.28 pour un florin papier ou argent, 0.14 pour une couronne, 0.17 pour un mark allemand. D'autre part, diverses modifications ont été apportées dans les règles de preuve de la nationalité.

Mais, comme pour le règlement des arriérés de 1922, il a été délivré des bons du Trésor dénommés « Obligations 5 0/0 de la République d'Autriche 1926 », d'un capital nominal de 1.000 fr., 500 fr. ou 100 fr.

288. DETTE PUBLIQUE GAGÉE. — La convention du 15 mars 1924 a eu pour but le règlement des coupons échus et des titres amortis jusqu'au 30 juin 1919 inclus, sous réserve des arriérés prescrits avant le 2 août 1914, c'est-à-dire pour les coupons par un délai de 6 ans et pour le capital par un délai de 30 ans.

La consolidation a porté sur tous les titres de la dette autrichienne gagée (notamment oblig. 3 0/0 et 4 0/0 de la Société autrichienne hongroise privilégiée des chemins de fer de l'Etat). Elle a été réalisée dans les mêmes conditions que la consolidation des arriérés de la dette non gagée; mais, les bons délivrés au porteur sont amortissables dans un délai de dix ans, en vue de tenir compte des garanties spéciales dont bénéficiaient ces emprunts.

B. — *Royaume de Hongrie*

289. Le règlement des arriérés de la dette hongroise a fait l'objet de deux conventions des 3 septembre 1921 et 27 juin 1925.

La première a eu pour objet le règlement des coupons impayés et des titres amortis jusqu'au 31 décembre 1918; la deuxième le règlement des coupons échus et des titres amortis du 1^{er} janvier 1919 au 30 juin suivant en ce qui concerne la dette gagée et du 1^{er} janvier 1919 au 25 juillet 1921 en ce qui concerne la dette non gagée.

Les emprunts dont il s'agit sont les suivants :

1° Emprunts gagés :

émis en France :

Emprunt 3 0/0 1895 (Emprunt des Portes de fer);

Emprunt 3 1/2 0/0 couronnes 1897;

émis hors de France :

Emprunt à lots 1870;

Emprunt à lots 1880 (Régularisation de la Thisza);

Emprunt privilégié 4 0/0 (Ch. de fer Buda-Pest-Décs.);

Emprunt 4 0/0 1910 (couronnes, marks, francs, £);

2° Emprunts non gagés :

émis en France :

Emprunt 4 0/0 or (toutes émissions);

Emprunt 4 0/0 en couronnes (toutes émissions);

émis hors de France :

Emprunt 4 1/2 0/0 1913 (couronnes, marks, francs, £);

Emprunt amortissable 4 1/2 0/0 1914;

Emprunt 4 0/0 1889 (florins, libération des terres);

Bons du Trésor 4 1/2 0/0 couronnes (12 mars et 1^{er} octobre 1913);

Bons du Trésor 4 1/2 0/0 marks (1^{er} octobre 1913).

290. 1° CONVENTION DU 3 SEPTEMBRE 1921. — La consolidation, qui porte sur tous les titres quels qu'ils soient, est réalisée sur les bases suivantes :

a) les coupons arriérés de titres libellés en francs ou en monnaies autres que la couronne et le mark sont consolidés pour leur

montant nominal, en francs au pair, en bons du Trésor libellés en francs français;

b) les coupons arriérés de titres libellés en couronnes ou en marks sont consolidés en bons du Trésor hongrois, libellés en francs papier, sur la base de la parité de 0 fr. 40 pour une couronne et de 0 fr. 46 pour un mark;

c) les titres sortis aux tirages et qui devaient être remboursés du 12 août 1914 au 31 décembre 1918 sont consolidés dans les mêmes conditions et augmentés du montant de l'intérêt à 5 0/0 depuis la date où il aurait dû être procédé à leur remboursement jusqu'au 31 juillet 1921 (art. 2).

Tous les arriérés sont consolidés à l'exclusion toutefois du capital des émissions provisoires effectuées en vertu des lois IV de l'année 1910 et V de l'année 1912, dont le sort n'est pas encore fixé par la Commission des Réparations. Les intérêts de ces bons sont néanmoins consolidés.

Les bons, dits « Bons du Trésor de Consolidation 6 0/0 1922 du Gouvernement royal hongrois », sont productifs d'un intérêt de 6 0/0 payable par anticipation à compter du 1^{er} août 1921 (art. 4), et amortissables dans le délai de 10 ans à compter du 1^{er} juillet 1927.

291. 2° ACCORD DU 27 JUIN 1925. — Les conditions de cet accord sont sensiblement les mêmes que celles stipulées dans la convention du 3 septembre 1921.

Toutefois, le taux de reprise pour les titres appartenant aux Alsaciens-Lorrains a été fixé à 0 fr. 14 pour une couronne et à 0 fr. 17 pour un mark.

Il a été, d'autre part, spécifié que l'intérêt des bons, dits « Obligations 6 0/0 du Royaume de Hongrie 1925 » serait exempt de tous droits en Hongrie et que l'amortissement aurait lieu en 15 années, la première à échéance du 1^{er} juillet 1932.

Enfin, les conditions imposées aux porteurs pour être admis au bénéfice de l'accord sont les mêmes que celles fixées dans la convention avec l'Autriche du 15 mars 1924.

292. FUNDING DES OBLIGATIONS 4 0/0 1911 DE LA VILLE DE BUDAPEST. — Il s'agit d'un funding tout spécial, qui, bien que concernant un emprunt contracté par une ville, constitue un funding de fonds d'Etat.

Les négociations engagées depuis 1922 en faveur des porteurs d'obligations 4 0/0, 1911, de la Ville de Budapest ont eu, à la fois, pour objet d'assurer le recouvrement des coupons échus ou des titres remboursables avant la mise en vigueur du Traité de Trianon (26 juillet 1921) et d'organiser la reprise du service courant des titres à partir de la mise en vigueur du Traité.

Les conditions du règlement des arriérés échus avant le 26 juillet 1921 sont fixées par l'article 231 du Traité de Trianon et par la convention franco-hongroise du 31 janvier 1921. Aux termes de l'article 6 de cette convention, les arriérés sont considérés, non seulement comme une dette de la ville de Budapest, mais encore comme une dette de l'Etat hongrois envers l'office de compensation français, intervenant au nom des créanciers français intéressés.

Bien que l'article 2 de la convention du 31 janvier 1921 ait réservé aux débiteurs hongrois la possibilité de conclure avec leurs créanciers français des accords amiables en vue du règlement direct de leurs dettes, la Ville de Budapest n'a pas cru devoir user de cette faculté. Il a donc été décidé dans une réunion tenue à Bâle, en avril 1923, que les créances des obligataires français, belges et britanniques de la Ville de Budapest, échues avant le 26 juillet 1921, seraient réglées par l'entremise des offices de compensation.

Postérieurement et par une convention du 21 décembre 1923, il a été accordé un moratoire pour le règlement des créances, qui seraient notifiées aux offices de compensation.

Enfin, la Conférence d'Ostende a abouti, le 14 août 1925, à la conclusion d'une convention fixant, d'une manière définitive, les conditions de la reprise du service des trois emprunts extérieurs de la ville (Emprunts 4 0/0 1910, 4 0/0 1911 et 4 1/2 0/0 1914).

La convention conclue le 31 décembre 1923, dont les dispositions ont été incorporées dans le plan d'assainissement financier de la Hongrie établi sous les auspices de la Société des Nations, prévoit la consolidation des arriérés échus jusqu'au 26 juillet 1921 en obligations de l'Etat hongrois libellées en francs français et productives d'intérêts au taux de 6 1/2 0/0 à partir du 15 janvier 1924 (obligations de la 1^{re} tranche) ou à partir du 15 juillet 1924 (obligations de la 2^e tranche). Les obligations de la 1^{re} tranche sont délivrées en représentation du capital des titres amortis et

des intérêts courus sur ces titres depuis la date de leur appel au remboursement. Ces obligations sont établies en coupures de 100 et de 500 fr.

Une société civile, dite « Société civile des porteurs d'obligations 6 1/2 0/0 de l'Etat hongrois 1924 », a été constituée suivant acte passé devant M^e Faroux, notaire à Paris, le 18 janvier 1924, en vue de pourvoir à la sauvegarde des droits des porteurs. Son siège est à Paris, 11, avenue de l'Opéra.

Consolidation. — La consolidation des créances, afférentes aux obligations 4 0/0 1911 et échues avant le 26 juillet 1921, s'effectue sur la base de leur montant nominal en francs. Les coupons échus avant le 12 août 1914 sont compris dans l'opération.

Le montant des coupons est augmenté d'un intérêt de 5 0/0 pour la période du 1^{er} avril 1923, date du fonctionnement des offices de compensation français et hongrois, au 15 janvier 1924, point de départ des obligations 6 1/2 0/0 1924 de la première tranche. Le capital des titres amortis est augmenté d'un intérêt de 3 0/0 par an depuis la date de l'amortissement jusqu'au 31 janvier 1921, date de la signature de la convention franco-hongroise, et de 5 0/0 par an de cette date jusqu'au 15 juillet 1924, jour de départ de la jouissance des obligations de la 2^e tranche. L'intérêt de 3 0/0 est capitalisé à la fin de chacune des années, tandis que l'intérêt de 5 0/0 est calculé sans capitalisation.

Amortissement. — Les obligations 6 1/2 0/0 1924 ne sont délivrées que pour un montant égal à 80 0/0 du montant des créances ainsi décomptées. Les obligations correspondant au solde de 20 0/0, qui n'est pas réparti entre les intéressés, sont conservées par la Société civile et l'intérêt de ces titres est affecté à l'accélération de l'amortissement, qui, de cette manière, s'effectuera en 34 ans, à compter du 15 juillet 1925.

D'autre part, « lorsqu'il ne restera plus en circulation de titres portant d'autres numéros que les numéros des titres correspondant à la partie prélevée » — les titres de cette série (correspondant au solde de 20 0/0) « seront restitués aux créanciers du gouvernement hongrois, qui percevront, par les soins de la société civile, les intérêts y afférents. En outre, ces titres seront amortis par tirages semestriels jusqu'à concurrence du montant net de la provision constituée par l'annuité prévue pour la totalité des cou-

pons de l'émission, et ce, jusqu'à épuisement desdites obligations (avenant au contrat du 21 décembre 1923, art. 3).

C. — *Turquie*

293. I. SCRIPTS OTTOMANS. — Au cours de l'année 1921, l'Etat turc a remis, aux porteurs des titres de certains emprunts, en représentation des coupons, dont le service était interrompu depuis le début des hostilités de 1914, un écrit, dit *script*. Ces scripts, non productifs d'intérêts, ne contenaient, de la part du gouvernement étranger, aucun engagement de payer à une date déterminée : leur remise n'emportait, dès lors, ni capitalisation, ni novation. L'opération ne constituait donc pas un funding.

Aussi bien a-t-il été reconnu que l'impôt sur le revenu ne pouvait devenir exigible que lors des paiements qui seraient faits par le Gouvernement turc ou lors de la négociation des scripts, réalisée, avant ces paiements, par l'intermédiaire des assujettis. Dans cette dernière hypothèse et conformément à la règle générale, la taxe devait être liquidée sur le montant nominal des coupons impayés et non sur le prix de la négociation (Sol. 14 août 1925).

D'autre part, il a été décidé que les agents de change n'étant pas, en principe, assujettis, la vente aux enchères des scripts, effectuée après bourse par leurs soins et en leur qualité d'officiers ministériels, ne donnait pas ouverture à l'impôt, à condition que l'acheteur ne soit pas lui-même assujetti (Sol. 3 janvier 1923).

294. II. BONS DE LIQUIDATION DES ANNUITÉS ARRIÉRÉES DE LA DETTE PUBLIQUE OTTOMANE. — En exécution d'un accord intervenu entre les représentants des porteurs et du gouvernement turc, ce dernier s'est décidé à procéder au retrait des scripts, ainsi que des coupons arriérés échus antérieurement au 6 août 1914. Ce retrait a eu lieu contre la remise aux porteurs de certificats dénommés « Bons de liquidation des annuités arriérées de la Dette publique ottomane ».

Ces bons, divisés, suivant les monnaies d'émission, en trois séries A, B et C, ne sont pas productifs d'intérêts. Constitué par un titre unitaire se présentant avec un talon indiquant les raisons de l'opération, ainsi que les droits conférés aux détenteurs et portant 29 coupons d'amortissement, ces bons sont remboursables en 30 annuités dont le Gouvernement turc se réserve

de fixer le chiffre; à l'échéance de la trentième année, le titre sera retiré des mains du porteur.

Il a été admis, à titre de tempérament, que l'impôt sur le revenu ne serait exigé qu'au moment où le porteur encaisserait le montant de chaque coupon après sa mise en paiement par le Gouvernement turc : la négociation en bourse ne constitue donc pas le fait générateur de l'impôt (D. m. f. 4 avril 1928).

D'autre part, étant donné que ces bons représentent à la fois des coupons échus à des dates diverses, ainsi que le montant de titres amortis, le tarif de l'impôt applicable a été fixé forfaitairement aux chiffres suivants (D. m. f. 27 juillet 1928) :

Titres de la série A : 11,03 0/0 des sommes distribuées.

Titres de la série B : 7,97 0/0 des sommes distribués.

Titres de la série C : 4,95 0/0 des sommes distribuées.

Remarquons, que la dette d'intérêts n'étant pas, par l'effet de l'opération, transformée en dette de capital produisant elle-même intérêt, il n'y a pas funding.

Une opération semblable a été réalisée par le Gouvernement turc, à la suite d'un accord du 10 décembre 1928, portant paiement différé des intérêts impayés et des obligations amorties et non remboursées de la Société du Chemin de fer d'Anatolie, dont le réseau avait été préalablement racheté par la République turque.

L'opération a porté sur la totalité du capital, les intérêts n'étant pris en charge qu'à concurrence de moitié. En représentation des dettes ainsi fixées, il a été délivré des titres représentatifs des coupons arriérés, d'une valeur uniforme de 450 fr. suisses, non productifs d'intérêt, amortissables, pour le compte de la Société émettrice, en 25 annuités de 18 fr. suisses chacune, à compter du 1^{er} juillet 1933.

Dès lors que le Gouvernement turc, loin de se substituer à la collectivité, prenait des engagements nouveaux qui s'ajoutaient à ceux déjà souscrits par celle-ci, il a été reconnu qu'il n'y avait pas novation par changement de débiteur et que, par conséquent, l'opération ne constituait pas une opération funding.

295. III. OBLIGATIONS DE CONSOLIDATION DES BONS DU TRÉSOR DE L'ANCIEN EMPIRE OTTOMAN 5 0/0 1928. — En exécution d'un accord intervenu le 13 juin 1928 entre le Gouvernement de la Ré-

publique Turque et les représentants des porteurs de la Dette ottomane, les Bons du Trésor ottoman, dont les arriérés s'élevaient à 4.785.946 £ tqs (part de la Turquie : £ tqs 3.521.926), ont été échangés contre des « obligations de consolidation des Bons du Trésor de l'ancien empire ottoman 5 0/0 1928 ».

Ces obligations, émises par le Conseil de la Dette publique répartie de l'ancien empire ottoman, indiquent la part contributive de chacun des Etats successeurs, c'est-à-dire :

Turquie, à concurrence de.....	83.27 0/0
Grèce	7.25
Syrie, Grand Liban	0.62
Yougoslavie	4.10
Irak	0.46
Palestine	0.23
Bulgarie	2.29
Albanie	1.34
Hedjaz	0.10
Yémen	0.08
Transjordanie	0.05
Assyr	—
Italie	0.19
Nedj	0.01
Caza de Maan.....	0.01

Elles sont chacune d'un montant nominal de £tq. 22, ou £ 20 ou frs français 500 et productives d'un intérêt de Ps turques 55, ou sh. 10 ou frs frs 12.50, payable dans la monnaie fixée, à chaque échéance, par le Conseil de la Dette.

L'échange a été réalisé sur les bases suivantes :

1° pour les Bons du Trésor des émissions 1911 et 1913, à raison de 99 0/0 du montant nominal des anciens bons, augmenté du montant des coupons d'intérêts restés en souffrance;

2° pour les Bons du Trésor de l'émission 1912, à raison de 107 0/0 du montant nominal des anciens bons (augmenté du montant des coupons d'intérêts restés en souffrance), afin de tenir compte de la réduction de 6 0/0 à 5 0/0 du taux d'intérêt des Bons de cette émission.

Cette opération a été considérée comme une opération de funding; mais, sur la demande des porteurs qui ont déclaré renoncer au bénéfice des dispositions de faveur prises par l'Adminis-

tration en la matière, l'impôt a été acquitté au moment même où les coupons ont été recueillis (Sol. 23 février 1929). Les titres ne sont donc pas revêtue de l'empreinte, dont l'apposition est exigée d'habitude (Sol. 29 mars 1929).

Remarquons, au surplus, que l'impôt n'a pas paru pouvoir être exigé sur la bonification de 7 0/0 attribuée aux porteurs de bons de l'émission 1912, la législation ne permettant pas alors de frapper les primes de remboursement (Sol. 20 décembre 1928).

296. IV. OBLIGATIONS 7 1/2 0/0 1933. — Afin de régler définitivement les questions relatives à la détermination de la quote-part incombant à la Turquie dans la dette publique répartie de l'ancien empire ottoman, le Gouvernement de la République Turque a conclu, le 22 avril 1933, avec les représentants des porteurs de la Dette ottomane, un accord réalisé dans les conditions prévues par l'article 49 du Traité de Paix signé à Lausanne le 24 juillet 1923.

Conformément aux dispositions de cet accord, tous les titres, à la seule exception des *lots turcs*, représentant les divers emprunts émis par l'Empire ottoman ont été remplacés par des obligations 7 1/2 0/0 1933, qui constatent la part du Gouvernement turc dans l'ensemble de la Dette ottomane, c'est-à-dire d'après le tableau de répartition contenu à l'article 7, § 1^{er}, du contrat annexe du 22 avril 1933.

Désignation des anciens emprunts	Montant nominal des nouvelles obligations revenant à chaque ancien emprunt	Tranche
Dette unifiée	236.257.000	1 ^{re}
Osmanîé 1890	7.774.000	1 ^{re}
Priorité Tombac	2.135.000	1 ^{re}
Chemins de fer orientaux (40.000.000 fr.)	6.850.000	1 ^{re}
3 0/0 1896	15.579.500	1 ^{re}
Douanes 1902	43.233.500	1 ^{re}
4 0/0 1903 Pêcheries	9.521.500	2 ^e
Bagdad, Série 1	15.403.000	2 ^e
4 0/0 1904	14.127.000	1 ^{re}
4 0/0 1901-1905	27.114.500	1 ^{re}
Tedjhisat, Askérié	15.376.500	2 ^e

Désignation des anciens emprunts	Montant nominal des nouvelles obligations revenant à chaque ancien emprunt	Tranche
Bagdad, Série II	31.076.000	2 ^e
Bagdad, Série III	34.249.500	2 ^e
4 0/0 1908	24.676.500	1 ^{re}
4 0/0 1909	36.035.000	1 ^{re}
Sonda-Panderma	7.346.500	1 ^{re}
Hodeida-Sanaa	4.083.500	1 ^{re}
Douanes 1911	41.114.500	2 ^e
Irrigation plaine de Konia.....	4.594.500	1 ^{re}
5 0/0 1914	180.324.500	1 ^{re}
5 0/0 1928 Consolidation Bons du Trésor.	38.020.500	1 ^{re}
Bons d'arriérés, Série A.....	65.040.000	3 ^e
Bons d'arriérés, Série B.....	9.825.000	3 ^e
Bons d'arriérés, Série C.....	25.678.000	3 ^e
Total.....	895.436.000	

Les anciens titres ont été retirés de la circulation, revêtus d'une estampille constatant la libération de la Turquie, et conservés par le Conseil de la Dette publique répartie de l'ancien empire ottoman. Ils sont devenus, par suite, sans valeur à l'égard de la Turquie, mais ils continuent à représenter le seul titre de créance des porteurs contre les autres Etats successeurs de l'Empire ottoman.

Toutefois, pour des motifs d'ordre pratique, le Conseil de la Dette a remis aux porteurs, afin de constater leurs droits en attendant qu'un accord soit intervenu avec ces différents Etats, des récépissés provisoires indiquant la part restant due par chacun des gouvernements.

Par ailleurs, en vue de faciliter l'opération d'échange des anciens titres contre les nouvelles obligations d'une valeur nominative de 500 fr. chacune, le contrat du 22 avril 1933 a prévu la délivrance, au nom du Conseil de la Dette publique répartie, par les établissements chargés de l'échange, de reçus fractionnaires imprimés de 100 fr. et de reçus manuscrits, pour les fractions inférieures à 100 francs. Ces reçus ont été échangés contre les nouvelles obligations, groupés par les porteurs, afin de ne

présenter à l'échange que les valeurs nominales rondes de 500 francs.

L'accord du 22 avril 1933 comporte, au surplus, la détermination de la quote-part incombant à la Turquie, non seulement dans le capital des dettes de l'ancien empire ottoman, mais encore dans les intérêts impayés, échus antérieurement au 6 août 1924, date d'application du Traité de Lausanne.

La délivrance des obligations 7 1/2 0/0 1933 aboutit donc, notamment, à une consolidation d'intérêts et, par suite, elle donne dans certains cas, ouverture à la perception de la taxe du revenu des valeurs mobilières dans les conditions fixées pour les opérations de funding.

Pour permettre au Service d'assurer le recouvrement régulier de cet impôt, il a été décidé que les obligations 7 1/2 0/0 1933 seraient émises en trois tranches, la troisième seule représentant des intérêts arriérés. Cette troisième tranche n'englobe, d'ailleurs, que les bons de liquidation, délivrés en 1928, dans les conditions prévues au paragraphe précédent, en représentation de tous les arriérés impayés (titres sortis aux tirages et intérêts) de la dette ottomane.

Toutefois, comme les bons de liquidation, échangés contre les obligations de la troisième tranche, ont été émis en représentation, d'une part, d'intérêts venus à échéance à des dates diverses, toutes antérieures au 1^{er} janvier 1926, pour lesquels les tarifs applicables sont variables (Instr. 4125, § 1^{er}), et, d'autre part, de capital, il a été admis, pour éviter les difficultés de liquidation, qu'il y avait lieu d'en fixer forfaitairement le tarif à 9,18 0/0 de la valeur nominale des obligations nouvelles (D. n. f. 24 mars 1933 et 10 octobre 1933).

Bien entendu, les intérêts de toutes les obligations nouvelles sont passibles de l'impôt dans les conditions du droit commun (Circ. du 2 novembre 1933).

D. — Roumanie

297. ROUMANIE 1922. — En vue de procéder au règlement des bons du Trésor à court terme qu'il avait successivement émis, pour la plupart, en paiement de fournitures commerciales, et qui étaient libellés en diverses monnaies étrangères, le Gouvernement roumain a décidé, au cours de l'année 1922, de créer un

emprunt de consolidation en £ et en \$ d'un montant nominal n'excédant pas 35.000.000 £ ou 175.000.000 \$, destiné à porter intérêt à 4 0/0 à compter du 1^{er} octobre 1922 et dont les titres pouvaient être cotés en bourse.

Les cours du change appliqués ont été, pour une £, de 50 fr. français; 53 francs belges, 88 livres, 25,50 pesetas, 16,50 couronnes suédoises, 60 escudos.

D'autre part, des intérêts arriérés, au taux de 6 0/0, ont été alloués aux porteurs des bons échus et ces intérêts ont été acquittés par la remise de titres du nouvel emprunt.

L'amortissement devait être réalisé par rachats en bourse ou par tirages au sort semestriels au pair. De plus, à partir du 1^{er} avril 1928, des paiements semestriels de 2,50345 0/0 devaient être effectués pour couvrir les intérêts et les amortissements, de manière à amortir la totalité de l'emprunt au plus tard le 1^{er} avril 1968.

Cette opération a été considérée comme constituant un funding et il a été décidé d'appliquer les règles spéciales fixées en la matière (Sol. 2 octobre 1922).

298. ROUMANIE 1934. — A la date du 24 juillet 1934, les représentants du Gouvernement roumain et des associations de porteurs se sont mis d'accord pour procéder :

1^o au règlement du solde, resté impayé, des coupons, échus entre le 1^{er} octobre 1933 et le 31 mars 1934, des rentes unifiées 4 0/0 et 5 0/0 régies par l'accord de Paris du 31 mai 1928, — de la rente 4 1/2 0/0 1913 régie par l'accord de Paris du 31 mai 1928 et par l'accord de Londres du 4 juillet 1928, — de l'emprunt 4 0/0 1922 de consolidation (libellé en £), — de l'emprunt 4 0/0 1922 extérieur, — et de l'emprunt 6 0/0 1925, libellé en lires italiennes;

2^o au règlement de la totalité ou de la quote-part du capital et des coupons, qui incombe à la Roumanie dans divers autres emprunts extérieurs qui seront visés ci-après.

I. — Le premier règlement, qui a pour objet le solde des coupons échus pendant le premier semestre du 1^{er} octobre 1933 au 31 mars 1934 sera effectué par la remise, à partir du mois de novembre 1934, d'obligations de consolidation (funding) 4 1/2 0/0 1934 du Royaume de Roumanie, sur la base :

1° du montant nominal en francs-français, soit 15 fr. 88 par coupon de la rente unifiée 4 0/0 et 19,85 frs par coupon de rente unifiée 5 0/0;

2° de 4 frs frs pour un shilling, en ce qui concerne : a) l'emprunt 4 1/2 0/0 1913 (montant nominal du solde pour chaque coupon £ 0,6,6); b) la tranche libellée en £ de l'emprunt funding 4 0/0 1922 (montant nominal du solde de chaque coupon £ 0,3,0); c) l'emprunt extérieur 4 0/0 1922 (montant nominal de chaque coupon £ 0,4,0);

3° de 1,35 frs frs par lire en ce qui concerne l'emprunt 6 0/0 1925 (montant du solde de chaque coupon 2.25 livres).

Les obligations de consolidation 4 1/2 0/0 1934 seront libellées en francs français et en léis. Elles porteront jouissance à compter du 1^{er} novembre 1934 et seront émises en coupures d'un montant nominal de 100, 200 et 1.000 frs frs (ou 665, 1.310 et 6.550 léis). Des certificats fractionnaires non productifs d'intérêts, d'un montant nominal de frs frs 2.50, 5, 20 et 50, doivent être créés en vue du règlement des montants inférieurs à 100 fr. et, après groupement, seront échangeables contre des obligations de consolidation jusqu'au 31 octobre 1939.

L'amortissement des obligations de consolidation sera effectué, au choix du Gouvernement roumain, par rachat ou par tirages au sort, sur la base d'un tableau à établir.

II. — Le deuxième règlement, qui a pour objet la totalité ou la quote-part incombant à la Roumanie du capital et des coupons impayés de divers autres emprunts, porte sur :

1° la quote-part du capital et des intérêts échus postérieurement au 2 janvier 1919 et antérieurement au 1^{er} janvier 1935, mise à la charge de la Roumanie par les traités de paix, dans les trois emprunts suivants : a) emprunt 4 0/0 1897 Temes Begathal-Wasserregulierungs-Gesellschaft (54.257 0/0);

b) rente hongroise 3 1/2 0/0 1897 (64,29167 0/0);

c) emprunt 4 0/0 1884 (3^e émission chemin de fer Lemberg-Cernauti-Iosi, 36,094 0/0);

2° le capital des obligations de l'emprunt 4 1/2 0/0 1913 de la Société du chemin de fer d'Akkerman et les coupons échus sur ces obligations du 1^{er} avril 1918 au 1^{er} octobre 1934 inclus;

3° le capital des obligations de l'emprunt 5 0/0 1909 de la Société du chemin de fer Buzau-Nehoiăsi et les coupons, non pres-

crits au 1^{er} novembre 1916, échus, sur ces obligations, jusqu'au 1^{er} novembre 1934, inclus.

Le Gouvernement roumain s'engage à régler le capital et les intérêts échus lui incombant dans lesdits emprunts par la voie de remise d'obligations de consolidation 4 1/2 0/0 1934, jouissance 1^{er} novembre 1934.

Les taux d'échange sont les suivants :

— emprunt 4 0/0 1897, 12.90 frs suisses pour 100 couronnes de capital, et 8,60 frs suisses pour 100 couronnes d'intérêts;

— rente hongroise 3 1/2 0/0 1897 : 9 frs suisses pour 100 couronnes de capital, et 4 frs suisses pour 100 couronnes d'intérêts;

— emprunt 4 0/0 1894 : 9 frs suisses pour 100 couronnes de capital et 6 frs suisses pour 100 couronnes d'intérêts;

— emprunts des autres sociétés : 100 frs frs de la loi du 25 juin 1928 pour 100 frs de capital, 50 frs frs contre 100 frs d'intérêts.

Les titres des emprunts des Sociétés d'Akkerman et Buzau-Nehoiasi seront remis définitivement au gouvernement roumain; les titres des autres emprunts déposés seront rendus aux déposants après avoir été perforés pour constater le règlement de la quote-part incombant à la Roumanie.

E. — *Yougoslavie*

299. Le gouvernement royal yougoslave s'est trouvé contraint, par suite des circonstances économiques, d'interrompre pendant une période de trois ans, du 14 octobre 1932 au 13 octobre 1935, le service à l'étranger de ses emprunts et, notamment, des emprunts ci-après, émis ou négociables en France, savoir :

Emprunts serbes or des monopoles, 4 0/0 1895, 5 0/0 1902, 4 1/2 0/0 1906, 4 1/2 0/0 1909 et 5 0/0 1913;

Emprunts or de l'Ouprava Fondova, 4 1/2 0/0 1910 et 4 1/2 0/0 1911;

Emprunt or de la société serbe de la Croix-Rouge;

Emprunt international or 7 0/0 1931 du royaume de Yougoslavie.

Par un accord du 26 juillet 1933, intervenu entre le comité de défense des porteurs français des emprunts serbes et yougoslaves, d'une part, et le gouvernement yougoslave, d'autre part, il a été convenu d'apporter certaines modifications temporaires au service financier des emprunts ci-dessus.

A la suite de cet accord, le service financier sera effectué de la manière suivante :

L'amortissement des emprunts précités est suspendu pour toute la durée du moratoire de trois ans, sauf en ce qui concerne l'emprunt de la Croix-Rouge serbe (art. 1^{er}), qui sera toutefois réglé par la remise d'obligations nouvelles.

Quant au paiement des intérêts, il pourra être effectué à l'intérieur du royaume en dinars, mais sous réserve de sévères restrictions de change et de transfert (art. 3 et 4). Hors du royaume de Yougoslavie, les porteurs recevront, en paiement des coupons venus à échéance entre le 14 octobre 1932 et le 13 octobre 1935, des titres funding accompagnés d'une soulte en espèces (art. 5 et 6), représentant ensemble le montant des coupons échus au cours de l'année écoulée et l'intérêt à 5 0/0 de ces coupons depuis la date d'échéance jusqu'au 14 octobre suivant.

Les titres funding porteront intérêt à 5 0/0 payable par semestre, les 14 avril et 14 octobre de chaque année. Ils sont amortissables en vingt-cinq ans au maximum, soit par voie de tirages au sort, soit par voie de rachat en bourse (art. 10).

Ces titres seront de deux catégories : les obligations de consolidation, d'une part, et les certificats fractionnaires, d'autre part.

Les obligations de consolidation serviront tant à l'amortissement des titres de l'emprunt de la Croix-Rouge serbe qu'au règlement des coupons échus des autres titres d'emprunts supérieurs à 250 fr. Elles seront établies au nominal de 250, 500 et 1.000 fr. français or de la loi monétaire française du 25 juin 1928 (art. 11 et 12) et seront signées par le Ministre des Finances du royaume de Yougoslavie, munies de coupons et négociables en bourse.

Les certificats fractionnaires serviront, au contraire, au règlement des coupons échus inférieurs à 250 fr. Ils seront au nominal de 5 fr. et de 50 fr. et signés par le Ministre des Finances de Yougoslavie. Ils ne seront pas munis de coupons.

Par ailleurs, la soulte en espèces prévue ci-dessus comprendra : 1^o une répartition de 10 0/0 sur le montant nominal des coupons échus au cours de l'année; 2^o la fraction qui, dans le groupe des coupons échus dans l'année pour chaque titre, dépasse un multiple de 5 fr., après déduction des 10 0/0 ci-dessus et addition des intérêts de retard à 5 0/0 courus de la date de l'échéance au 14 octobre suivant (art. 15).

Il est enfin stipulé que le gouvernement royal yougoslave prend à sa charge tous les impôts du timbre sur les titres funding et les certificats fractionnaires, ainsi qu'un montant de 10 0/0 sur le nominal de chaque titre funding, pour faire face, jusqu'à due concurrence, à l'impôt français sur le revenu (art. 20).

F. — *Allemagne*

300. Le premier alinéa du paragraphe 1^{er} de la loi allemande du 9 juin 1933 « sur les engagements envers l'étranger » dispose que « les intérêts, dividendes, annuités, loyers, fermages, ainsi que tous paiements réguliers relatifs à des avoirs, crédits, prêts, hypothèques, participations dont le créancier est un étranger, devront être versés à l'échéance, par le débiteur, à la Caisse de Conversion des dettes allemandes envers l'étranger prévue au § 2 ».

D'après le 2^e alinéa du même § 1^{er}, « le débiteur qui a effectué un versement à la Caisse de conversion est libéré de sa dette ». L'engagement de la Caisse à l'égard du créancier est réglé par le paragr. 3 de la loi qui est ainsi conçu : « Les sommes versées à la Caisse sont inscrites au compte des créanciers étrangers. Les droits des créanciers sur leurs avoirs sont fixés par les statuts. La Reichsbank fixera la date à laquelle les paiements pourront être faits sur leurs avoirs ».

Le décret du Reichsbank-Directorium, pris pour l'exécution de la loi du 9 juillet 1933, contient, notamment, les dispositions suivantes : 1^o pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 1934, il n'y a pas de transfert en espèces; 2^o en revanche, tout porteur de coupons d'intérêts peut obtenir, contre remise de ses coupons échus, un montant nominal égal, libellé dans la même monnaie, de titres d'un funding de la caisse de conversion des dettes extérieures allemandes. Les titres de funding seront à échéance du 1^{er} janvier 1945; ils porteront intérêt à 3 0/0 l'an, à partir du jour d'échéance du coupon, et seront amortis annuellement par rachats ou tirages, en utilisant une somme égale à 3 0/0 du montant en circulation à cette époque. Le capital, les intérêts et les amortissements de ces titres jouissent de la garantie du Reich; 3^o pour répondre aux désirs de porteurs de coupons d'intérêts, qui préfèrent un paiement en espèces, la Reichsbank prend l'engagement de racheter à 40 0/0 de leur montant nominal et sur

la base du montant en reichsmarks versés à la Caisse de conversion, les coupons d'intérêts ou les titres funding déjà remis contre des coupons ».

Dès lors que l'opération aboutit à la consolidation des produits en un titre nouveau produisant lui-même intérêt et que la Caisse de Conversion, qui constitue aux termes du § 2, 1^{er} alinéa, de la loi du 9 juin 1933, « une institution de droit public », c'est-à-dire un organisme de l'Etat allemand, se substitue à chacun des débiteurs pour le règlement tant du capital que des intérêts, il a été admis que l'opération constituait un véritable funding de fonds d'Etat (Sol. 26 janvier 1935).

III. — Chine

301. FUNDING CHINOIS. — Le gouvernement chinois, lors de son entrée en guerre aux côtés des alliés, avait, pour ne pas faire face à ses engagements vis-à-vis des sujets ennemis, suspendu le paiement des intérêts et des amortissements des emprunts ci-après :

Emprunt 6 0/0 émis les 14 février et 15 avril 1912, 5 mars, 11 septembre, 24 octobre et 10 septembre 1913, 27 avril 1914 pour une valeur nominale de 4.750.000 £.

Emprunt 8 0/0 émis le 17 décembre 1915 pour une valeur nominale de 1.233.000 £.

A la suite du règlement intervenu avec la banque chargée du service financier de ces emprunts, le Gouvernement chinois a décidé de remettre à chaque porteur d'un titre ancien, un titre de pareille valeur représentant le capital de celui échangé et un deuxième titre d'une valeur moitié moindre représentant les intérêts impayés depuis le 1^{er} janvier 1917, portant intérêt à 8 0/0 à compter du 1^{er} janvier 1925.

Toutefois, il a pu être remis, dans de très rares cas, un titre comprenant à la fois la valeur du capital du titre échangé et des coupons consolidés. Ces titres sont émargés, tout spécialement, de mentions très apparentes.

§ II. — Fait générateur de l'impôt

I. — Exigibilité de l'impôt

302. GÉNÉRALITÉS. — Les emprunts « funding » soulèvent au point de vue fiscal des difficultés toutes particulières. La question de savoir si l'impôt est exigible et, dans l'affirmative, le mode de perception et les conditions de paiement de la taxe, ont donné lieu à des controverses qui sont susceptibles de renaître.

L'Administration, saisie à l'occasion de l'opération de consolidation de la dette extérieure du Brésil, décida que l'impôt était dû lors de la remise du titre de consolidation et qu'il devait être liquidé sur le montant du titre (Sol. 30 janvier 1915).

Cette décision devait soulever des protestations.

303. OPINION DES REPRÉSENTANTS DES PORTEURS FRANÇAIS. — Les représentants des porteurs français n'ont pas cru devoir se ranger à cette manière de voir lors des opérations de funding des provinces de Bahia et de Buénos-Ayres. Ils estimaient que l'opération funding ne pouvait entraîner l'exigibilité de l'impôt.

Leur raisonnement peut être résumé comme suit :

D'une part, la loi, dont les dispositions, absolument nouvelles et spéciales, doivent se suffire à elles-mêmes, implique, de même que le décret réglementaire du 21 juin 1914, la nécessité d'un paiement effectif des coupons pour qu'il y ait lieu à perception de l'impôt. C'est ce qui se déduit des termes de l'article 34 de la loi : « la retenue est opérée par le banquier... qui effectue le *payement des intérêts* » et des expressions employées parfois au cours des travaux préparatoires où il est question de *prélèvement* de l'impôt au moment du *payement*.

D'autre part, la taxe sur les intérêts différés ne pourrait être perçue suivant aucun des modes prévus par la loi de 1914, ni par voie de retenue, puisqu'il n'y a pas paiement en espèces, ni par voie d'avance dès lors que l'impôt n'est pas à la charge de l'émetteur du titre.

En résumé, les porteurs estimaient qu'il serait conforme à la loi et à l'équité de ne percevoir l'impôt que lors du remboursement des bons de consolidation.

304. OPINION DE LA REVUE DE L'ENREGISTREMENT. — Telle était aussi la manière de voir de M. Maguéro (R. E. 6534).

Pour ce savant auteur, l'impôt ne pouvait pas être exigé lors de la remise des obligations de consolidation.

A son avis, l'opération emportant novation de la dette d'intérêts et capitalisation de ceux-ci ne peut donner ouverture au droit qu'autant « qu'elle n'est que le résultat d'un arrangement entre le débiteur insolvable et son créancier, une sorte d'atermolement ».

« S'il est un principe de droit fiscal bien établi », — écrit-il — « c'est que l'impôt n'est dû que s'il y a un fait imposable. Or, d'après le texte des lois de 1872 et de 1914, le fait imposable est le paiement des intérêts. La taxe sur le revenu n'est due que si les intérêts sont effectivement versés dans la caisse du créancier. Dans le cas de capitalisation sur lequel a statué la Cour de Cassation, l'opération réalisée par le créancier équivalait à l'encaissement des intérêts immédiat suivi de leur placement.

« Dans le cas qui nous occupe, l'engagement primitif de payer, représenté par le coupon, est annulé et un autre engagement, contracté pour un terme plus éloigné, y est substitué.

« La situation des obligataires, qui reçoivent, au lieu d'espèces, des titres funding, est bien différente de celle des prêteurs qui thésaurisent; on ne leur laisse pas le choix entre le paiement en espèces et la capitalisation; ils optent naturellement pour ce dernier parti, faute de mieux; mais il serait d'une ironie cruelle de prétendre qu'ils sont payés par la remise du bon; ce titre constate, au contraire, que les parties sont d'accord pour surseoir au paiement des intérêts.

« L'argument fondé sur la capitalisation de ceux-ci ne peut donc être invoqué ».

305. OPINION DE L'ADMINISTRATION. — L'Administration n'a cru pouvoir adopter aucune de ces deux manières de voir (Sol. 13 mars 1915).

Son argumentation était la suivante :

L'article 32 de la loi du 29 mars 1914 porte : « les intérêts, dividendes, arrérages ou tous autres produits des valeurs désignées dans l'article 31 (dont l'énumération comprend notamment les effets publics des gouvernements étrangers) sont déterminés, pour le paiement de l'impôt sur le revenu, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 29 juin 1872 ».

Or, en matière de sociétés, il est reconnu qu'il y a distribu-

tion passible de la taxe, lorsque les actionnaires reçoivent en représentation des intérêts statutaires, des obligations ou bons différés négociables, remboursables par voie de tirage au sort dans un délai déterminé (Cass. req., 24 juillet 1899 R. E. 2145; Seine, 26 février 1898, R. E. 1683). De même, la jurisprudence de la Cour de Cassation est fixée en ce sens que la taxe est due sur les intérêts, qui, au lieu d'être versés au prêteur, sont capitalisés à son profit et lui sont payés dans cette forme (Cass. civ., 3 décembre 1901, Inst. 3080, § 28; S. 1902-1-294).

D'autre part, dans la combinaison du funding, les porteurs sont appelés à retirer, en représentation des arrérages consolidés, des obligations remboursables, elles-mêmes productives d'intérêts.

Dès lors, la délivrance des obligations au profit des porteurs, auxquels appartient la faculté de les négocier, constitue le fait générateur de l'impôt. Peu importe d'ailleurs que cette dation en paiement ne s'effectue pas au moyen de la remise de numéraire et que l'Etat étranger se refuse à prendre à sa charge l'impôt sur le revenu.

En prévoyant la perception par voie de retenue lors du paiement, la loi a prétendu viser le cas le plus général et ne pas supprimer, par sous-entendu, un des faits générateurs de la taxe qu'elle a expressément désignée par deux fois et en termes identiques dans le texte du même article. Cette interprétation paraît d'autant plus certaine que, d'après le 1^{er} alinéa de l'article 35, celui qui ne ferait commerce que de recueillir les coupons serait à n'en pas douter, tenu d'en faire la déclaration au bureau de l'Enregistrement de sa résidence et que cette obligation ne se concevrait pas si ce genre d'opérations ne devait pas donner ouverture à l'impôt.

Les indications de la loi, quant au mode de perception par voie de retenue ou d'avance par l'assujetti, ne sont donc pas exclusives de tout autre mode de recouvrement et notamment du paiement par le porteur du coupon.

306. CRITIQUE PAR LES PORTEURS DE CETTE THÈSE. — Cette thèse n'a pas paru convaincante aux porteurs qui, reprenant les arguments de M. Maguéro, ont fait remarquer, d'une part, que, dans l'opération funding, contrairement aux cas tranchés par la jurisprudence, il n'y a pas consentement de l'obligataire; que, d'au-

tre part, l'opération loin de s'analyser en un paiement constituait, au contraire, une suspension de paiement; et qu'enfin, le funding s'appliquant à des coupons non échus, on ne pouvait percevoir un impôt qui, sans l'opération funding, n'aurait pas été exigible.

307. RÉPLIQUE DE L'ADMINISTRATION. — Ces arguments n'ont pas paru convaincants (Sol. 16 avril 1915).

En ce qui concerne les deux premières objections, l'Administration a fait remarquer que si, en fait, les porteurs de titres sont contraints ou de recevoir le titre funding ou de ne rien toucher du tout, cette circonstance est sans influence sur l'exigibilité du droit. Dans le cas de funding, il y a, en effet, distribution par l'Etat débiteur et distribution d'un produit du titre primitif dans le sens des articles 31 et 32 de la loi de 1914. Le titre funding représente, en effet, les intérêts de ce titre : il constitue entre les mains du porteur une valeur parfaitement distincte du titre originaire, négociable dès qu'elle lui est remise, donc susceptible de réalisation à la volonté du porteur. Celui-ci reçoit donc une valeur en paiement au même chef que l'actionnaire à qui il est remis un bon de coupons ou l'obligataire au profit duquel les intérêts sont capitalisés.

Sur le deuxième point, on a répondu que la délivrance des titres de consolidation, qui constituent un nouveau capital, équivaut à un paiement. Dès lors que leur attribution n'est pas subordonnée à l'échéance du coupon, ce paiement est anticipé. Il n'y a donc aucune corrélation à établir entre les dates primitivement fixées pour ces échéances ou celle de l'amortissement des bons et l'époque d'exigibilité de l'impôt.

308. NOTRE AVIS. — Pour nous, sans méconnaître la valeur des objections soulevées tant par M. Maguéro que par les représentants des porteurs, nous soutenons que la manière de voir de l'Administration était, sur le terrain juridique, la seule exacte.

Pour la perception de l'impôt institué par la loi de 1914, les revenus imposables sont déterminés conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 29 juin 1872. Or, en matière de sociétés françaises, la jurisprudence est formelle : les bons de capitalisation d'intérêts sont des produits du titre originaire et

comme tels, ils sont passibles de la taxe. La même solution s'imposait donc en ce qui concerne les funding.

De plus, il existait un autre motif pour justifier l'exigibilité du droit; il ne semble pas que l'Administration l'ait invoqué.

D'après l'article 35 de la loi du 29 mars 1914, ce n'est pas seulement le paiement du coupon qui donne ouverture au droit, mais aussi le fait de recueillir les coupons. L'assujetti ne peut donc recueillir les coupons en vue de parvenir à l'opération funding, sans, par cela même, retenir ou avancer la taxe; il importe peu à cet égard que les coupons soient, ou non, échus; la solution reste la même, l'impôt est dû.

309. QUESTION AU POINT DE VUE DE L'ÉQUITÉ. — Mais une pareille solution était contraire à l'équité : de plus, elle pouvait entraîner de pénibles conséquences économiques.

C'est ce que fait remarquablement ressortir M. Maguéro.

« Il convient d'observer que l'Etat a un double intérêt économique et financier, à ce que l'application de l'impôt soit faite avec modération et équité à une situation spéciale qu'aucun texte n'a prévue.

« Au point de vue économique, il serait déplorable que les prétentions excessives du fisc missent obstacle au règlement partiel des créances françaises depuis trop longtemps en souffrance, eussent pour effet d'écarter du marché français, par des mesures prohibitives, de nouvelles valeurs qui, à la différence des emprunts étrangers ordinaires, doivent déterminer l'importation de numéraire bien loin d'en faire sortir du pays...

Au point de vue financier, le Trésor n'a pas moins d'avantages, ...puisque l'opération lui donne l'occasion de percevoir de nombreux droits... » (timbre, taxe du revenu sur les intérêts, impôt sur les opérations de bourse).

« C'est au moment de l'exode de nos capitaux que le Trésor eût pu se montrer plus pointilleux sans inconvénients. Maintenant qu'il s'agit d'en assurer la rentrée dans la mesure du possible, il ne faut pas seulement entrebailer les portes, il faut les ouvrir toutes grandes ».

II. — Avis du Comité consultatif du Contentieux du Ministère des Finances

310. Dans cette situation, il n'a pas paru possible au Ministre des Finances de trancher par lui-même le différend et, dans une

dépêche du 6 mai 1915, il faisait connaître qu'en raison de l'importance de l'affaire, il avait décidé de la soumettre au Comité consultatif du contentieux du Ministère des Finances.

Cet organisme a donné son avis le 5 juillet 1915.

Cet avis est ainsi conçu :

Le Comité...

Vu...

En ce qui concerne, d'une manière générale, l'exigibilité de la taxe sur le revenu, sur le montant de bons émis en représentation de coupons à échoir :

Considérant que la question posée doit être envisagée à un double point de vue et qu'il importe de distinguer, d'une part, *si les bons émis sont passibles de la taxe et, d'autre part, à quel moment ils le sont*, c'est-à-dire, d'une part, *si la taxe est exigible* ; d'autre part, *quel est le fait qui lui donne ouverture*.

Sur le premier point :

Considérant qu'au point de vue de la détermination de la matière imposable, les art. 31 et 32 de la loi du 29 mars 1914 créent une assimilation complète entre les valeurs que cette loi avait spécialement en vue, à savoir les valeurs de sociétés étrangères non abonnées et les fonds d'Etat étrangers, et les valeurs déjà frappées par la loi du 29 juin 1872, valeurs françaises et valeurs des sociétés étrangères abonnées ;

Considérant qu'en ce qui concerne les valeurs à revenu fixe, la loi du 29 juin 1872 frappe les intérêts afférents à ces valeurs, c'est-à-dire toute somme payée par le débiteur à son porteur et qui ne correspond pas à un remboursement de capital, à l'exclusion, toutefois, des lots et primes, lesquels ont été assujettis à une taxe spéciale par une loi ultérieure ;

Attendu que les bons de consolidation représentent bien une somme qui sera payée par le débiteur au prêteur et qui ne correspond pas à un remboursement de capital, qu'ils ne sauraient d'ailleurs rentrer dans la catégorie des lots et primes, les lots et primes étant exigibles au moment même du remboursement du capital, condition qui ne se trouve pas réalisée en l'espèce ;

Attendu, au surplus, que le caractère de ces bons résulte suffisamment du fait qu'ils sont émis pour tenir lieu des intérêts annuels dont le paiement se trouve simplement différé ;

Est d'avis que les bons de consolidation faisant l'objet d'une opération de funding, sont passibles de la taxe de 5 % établie par la loi du 29 mars 1914, comme ils le seraient éventuellement de la taxe de 4 % établie par la loi du 29 juin 1872 ; mention étant faite au surplus que les intérêts attachés à ces bons et qui correspondent comme ces bons eux-mêmes à une somme payée par le débiteur au prêteur, seront passibles, au même titre que les bons eux-mêmes, de la taxe sur le revenu ;

Sur le deuxième point :

Considérant qu'en vertu de la jurisprudence le fait générateur de la taxe de 4 % pour les valeurs françaises et les valeurs des sociétés étrangères abonnées est le fait de la mise en paiement par le débiteur des intérêts, que c'est uniquement au moment de la mise en paiement que la taxe devient exigible, indépendamment du moment où interviendra le paiement effectif au porteur du titre, et sans qu'il y ait lieu de se préoccuper si ce paiement effectif a lieu sous forme d'escompte avant l'échéance, ou si, par la négligence de l'ayant droit, il n'interviendra jamais;

Considérant, au contraire, qu'au regard des titres d'Etat étranger et des valeurs des sociétés étrangères non abonnées, le fait générateur de l'impôt est non le fait de la mise en paiement, mais le fait pour les porteurs de toucher les intérêts; qu'à l'inverse de ce qui précède, le Trésor ignore ainsi le débiteur pour ne connaître que le porteur, que cette interprétation est seule compatible avec les art. 34, 35 et 36 de la loi; que l'instruction du 1^{er} juin 1914 (p. 14) paraît, il est vrai, y faire échec en prévoyant que, bien que la taxe soit applicable à partir du 1^{er} juillet 1914, les coupons échus antérieurement à cette date, mais payés en France postérieurement, n'y seront pas assujettis, mais qu'elle a soin d'ajouter qu'il s'agit, en l'espèce, d'une interprétation bienveillante de la loi et qu'elle oppose ainsi l'application qu'elle fait des textes par mesure gracieuse à l'application qu'elle aurait été conduite à faire en droit;

Considérant dès lors que, pour apprécier si la remise des bons de consolidation rend la taxe exigible, il importe de rechercher si cette remise :

a) Au point de vue de la taxe de 4 % sur les valeurs françaises et les valeurs des sociétés étrangères abonnées constitue une mise en paiement du montant des bons;

b) Au point de vue de la taxe de 5 % sur les valeurs étrangères non abonnées et les fonds d'Etat étranger, doit être assimilée à un paiement effectif de ce même montant;

Attendu que dans les arrêts de la Cour de Cassation auxquels l'Administration se réfère, pour conclure par l'affirmative, il s'agissait d'intérêts échus et partant exigibles, que ces intérêts au lieu d'être reversés au prêteur avaient été laissés par lui, en vertu d'une convention nouvelle, entre les mains de l'emprunteur, à titre de capital productif lui-même d'intérêts; que, dans ces conditions, l'emprunteur débiteur des intérêts en vertu de la convention originaire était censé les verser à son créancier, et que celui-ci, de son côté, était réputé les lui remettre ensuite à titre de prêt, qu'il y avait ainsi deux opérations distinctes, la première correspondant fictivement à la mise en paiement aussi bien qu'au paiement effectif des intérêts dus en vertu de la convention originaire, que c'est donc à juste titre que la taxe de 4 % a été déclarée et que la taxe de 5 % aurait été déclarée exigible sur ces intérêts;

Mais considérant que, dans l'espèce soumise au Comité, il s'agit, non pas d'intérêts échus mais à échoir, et qu'on ne saurait voir dans la

combinaison adoptée la mise à la disposition fictive entre les mains du créancier, d'intérêts auxquels celui-ci n'a aucun droit acquis; qu'on ne saurait prétendre que l'acte originaire du prêt ayant produit ses effets, un acte nouveau est intervenu pour remettre à la disposition du débiteur les sommes que celui-ci était tenu de verser; qu'il n'y a pas extinction d'une dette ancienne provenant du paiement des coupons, et création d'une dette nouvelle provenant du reversement du montant desdits coupons entre les mains du débiteur; qu'à l'égard des coupons auxquels les bons de consolidation se trouvent substitués, l'engagement tel qu'il avait été contracté originairement par l'emprunteur est, par la volonté seule de celui-ci, purement et simplement annulé et remplacé par un engagement nouveau modifiant à la fois l'échéance à laquelle les intérêts seront payés et la forme dans laquelle ils le seront; que la situation est, dès lors, la même que si, à l'origine, les bons de consolidation avaient été créés aux lieu et place des coupons supprimés;

Emet l'avis que la remise aux porteurs, en remplacement d'un certain nombre de coupons à échoir, des bons de consolidation, ne saurait, par elle-même, être considérée ni comme une mise en paiement, ni comme un paiement effectif des coupons considérés et que les bons de consolidation sont seulement passibles de la taxe sur le revenu au même titre et dans les mêmes conditions que les coupons auxquels ils sont substitués, c'est-à-dire :

a) S'il s'agissait de valeurs françaises ou de valeurs étrangères abonnées, au moment où ils seront mis en remboursement;

b) Comme il s'agit de fonds d'Etat étranger, au moment où ils seront pour la première fois réalisés en bourse, soit sous forme de négociation, soit sous forme d'amortissement, mention étant faite au surplus que les intérêts attachés à ces bons demeurent également passibles de la taxe de 5 % dans les conditions prévues par la loi du 29 mars 1914;

En ce qui concerne la proposition contenue dans la note du 12 juin 1915 :

Considérant que la proposition ainsi présentée revient à subordonner l'exigibilité de la taxe, non à la réalisation des bons par le porteur, mais seulement à leur amortissement par l'emprunteur, qu'elle revient à appliquer aux valeurs qui en sont l'objet le régime qui serait applicable à des sociétés étrangères abonnées, c'est-à-dire à étendre le régime des sociétés étrangères abonnées à un cas pour lequel la loi a édicté un ensemble de dispositions absolument différentes; qu'on ne saurait créer une assimilation que la loi écarte formellement;

Pour ces motifs, estime que la proposition, telle qu'elle est présentée, n'est pas susceptible d'être accueillie.

311. CONDITIONS D'EXIGIBILITÉ DU DROIT. — En résumé, le Comité reconnaît que, conformément aux dispositions combinées des lois du 29 juin 1872 et 29 mars 1914, les bons de consolidation sont passibles de la taxe du revenu.

Mais, il décide que cet impôt n'est pas exigible au moment de la remise du titre funding à l'ayant-droit et *il reporte le fait générateur de la taxe à la date où le porteur pourra en monnayer la valeur, soit par la voie de la négociation en bourse, soit, si aucune négociation n'est intervenue auparavant, au moment de l'amortissement opéré par l'état débiteur.*

312. CRITIQUE DE L'AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF. — Si cet avis fut approuvé par l'Administration en ce qui concerne le premier point, il n'en fut pas de même du deuxième, qui a été vivement critiqué.

Dans l'opinion de l'Administration, cet avis est, à sa base, entaché d'erreur.

Le Comité a considéré que les titres funding étaient émis en représentation d'intérêts à échoir et il en a déduit que la remise ne pouvait être regardée comme un paiement effectif de coupons. Or, il n'en était pas ainsi, dès lors que les coupons n'étaient déposés qu'au fur et à mesure de leur échéance. L'opération représentait donc bien une distribution de produits.

D'autre part, l'opinion du comité est de nature à faire tenir comme donnant ouverture à l'impôt la négociation d'une valeur de bourse. Or, on chercherait vainement ce fait générateur dans le texte de la loi. Cette perception nécessiterait l'intervention des agents de change, qui cependant, d'après la loi de 1914, ne sont tenus à aucune obligation.

313. DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 7 SEPTEMBRE 1915. — Le Ministre a approuvé l'avis du comité consultatif par une décision du 7 septembre 1915.

Cette décision est basée sur la nature de l'opération.

L'opération funding n'est, en effet, en rien assimilable aux opérations de consolidation visées par les arrêts de Cassation. Dans les espèces soumises à la Cour Suprême, les intérêts sont censés versés au créancier, puis remis par lui à titre de nouveau prêt. On ne rencontre rien de pareil dans le cas de funding. Il n'y a pas extinction d'une dette ancienne et création d'une dette nouvelle : l'engagement, tel qu'il avait été contracté originellement par l'emprunteur est, par la volonté seule de celui-ci, purement et simplement annulé et remplacé par un engagement nouveau.

La suppression des coupons et la délivrance ultérieure des titres funding ne sont pas le résultat d'une convention bilatérale, d'un contrat synallagmatique. *Elles sont le fait du Prince*, qui, annulant purement et simplement un engagement antérieur, lui substitue un engagement tout différent.

Alors disparaissent les notions de coupons, d'encaissement de coupons, échus ou à échoir. Le coupon est supprimé, la dette originaire étant éteinte, et l'on comprend, dès lors, que l'impôt ne devienne exigible que le jour où l'opération se traduira, pour le créancier, par un paiement effectif entre ses mains, à la suite d'une négociation ou d'un amortissement.

Cette décision est maintenant prise pour règle de perception.

314. CONSÉQUENCES DE CETTE DÉCISION. — Il est évident que cette décision a su adoucir la rigueur d'une loi qui, à la vérité, n'a pas prévu de pareilles hypothèses. Elle permet, en tout cas, au porteur de recevoir, sans bourse délier, un papier, dans lequel il ne peut avoir qu'une confiance **limitée**.

Mais, il n'en reste pas moins que cette décision entraîne de graves inconvénients.

Tout en faisant de la négociation le fait générateur de la taxe, il a obligé l'Administration à prendre des mesures qui sortent nettement du cadre de la loi de 1914 et du décret pris pour son exécution.

D'autre part, en reportant le fait générateur à la date de la première négociation ou de l'amortissement, il a donné assurément un effet rétroactif à la loi qui, maintenant, vient frapper de la taxe les titres funding antérieurs au 1^{er} juillet 1914, lorsque cette négociation ou cet amortissement est postérieur à cette date.

De plus, si les tribunaux venaient à consacrer la doctrine de l'Administration contre celle émise par le comité consultatif du contentieux, il s'ensuivrait que faute d'avoir perçu les droits lors de la remise des titres ou au jour où les coupons ont été recueillis, la Régie serait souvent dans l'impossibilité d'en poursuivre le recouvrement par l'effet de la prescription (Sol. 17 mars 1932).

§ III. — Paiement de l'impôt

I. — Liquidation de l'impôt

315. MESURES PRÉALABLES A LA REMISE DES TITRES FUNDING. — Pour parvenir à la remise des titres funding, diverses mesures sont prises en général par les états étrangers ou les banques chargées de participer à l'opération.

D'une part, dès lors que les titres sont émis par tranches de titres présentant une valeur nominale uniforme, susceptibles d'être cotés à la bourse, il est délivré pour les sommes inférieures au montant du titre des certificats, dits généralement *certificats fractionnaires* ou *rompus*. Ces certificats sont échangeables contre les obligations funding et il appartient aux porteurs de les grouper, afin de ne présenter à l'échange que des valeurs nominales rondes égales au capital nominal de l'obligation funding.

Si l'opération prévue s'applique à des coupons à échoir, il est, presque toujours délivré des certificats provisoires d'obligations portant intérêts, qui, l'opération terminée, feront place à des titres définitifs.

Enfin, très souvent, les certificats fractionnaires ne sont délivrés que pour des sommes dont le minimum est fixé, le montant des coupons inférieurs à ce minimum étant réglé en espèces.

316. SOULTES EN NUMÉRAIRE. — Les soultes qui, à l'occasion des opérations funding, sont acquittées en numéraire constituent, en fait, de véritables intérêts. L'impôt est donc exigible à l'occasion de leur paiement dans les conditions de droit commun (D. m. f. 28 juin 1930; Circ. autog. 18 novembre 1932; — D. m. f. 31 octobre 1933; Circ. autog. 10 décembre 1933).

317. CERTIFICATS FRACTIONNAIRES. — Il est bien évident que les reçus fractionnaires représentent des coupons impayés, en sorte que, dans la rigueur des principes, l'impôt institué par la loi de 1914 devait, conformément aux dispositions de l'article 35 de cette loi, et par application de la règle tracée par le comité consultatif, être perçu par les assujettis au moment de leur négociation.

Pourtant, en fait, ces certificats, dont la création ne répond qu'à une opération d'attente, à une mesure d'ordre, sont destinés à se confondre avec, les obligations funding issues de ces écrits.

Or, les obligations funding sont appelées à subir l'impôt lors de leur négociation ou de leur amortissement. Par suite, l'impôt qui serait réclamé lors de la négociation des certificats fractionnaires, ferait double emploi avec la taxe payée lors de la négociation des titres funding et, cela, sans qu'il soit possible d'en opérer la compensation, car les deux paiements sont effectués par des personnes différentes.

Afin d'éviter ce résultat, l'Administration a toujours décidé qu'il ne serait pas insisté sur la taxe que pouvait rendre exigible la négociation par un assujetti des certificats dont il s'agit (D. m. f. 31 août 1923; — 23 juin 1932; — 10 octobre 1933; — Sol. 7 décembre 1933; — 22 février 1935).

318. NÉGOCIATION DE COUPONS, COMPRIS DANS L'OPÉRATION FUNDING, MAIS NON ENCORE ÉCHUS. — Le plus souvent, l'opération funding porte non seulement sur des coupons échus, mais aussi sur des coupons à échoir, qui ne doivent être consolidés qu'au fur et à mesure de leur échéance (opérations de Bahia, Brésil 1931, etc.).

Dès lors, pour les coupons à échoir, l'opération funding ne commence qu'à compter du jour de leur échéance.

Dans cette situation, l'Administration a reconnu que ce n'est qu'à partir de cette date que les coupons pouvaient bénéficier du régime spécial des opérations funding. Les négociations, intervenues en ce qui les concerne avant l'échéance, restent donc soumises au droit commun et donnent lieu à la perception immédiate de l'impôt, liquidé sur leur valeur nominale (Sol. 3 décembre 1932; — 8 juillet 1933; Circ. autog. 10 décembre 1933; voir ci-dessus, n° 97).

319. COUPONS COMPRIS DANS LA CONSOLIDATION, QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE NÉGOCIATIONS. — Pour les coupons qui, avant leur échéance et, par conséquent, avant de pouvoir bénéficier des mesures de faveur prises pour les opérations funding, ont fait l'objet de négociations, qui ont donné ouverture à l'impôt dans les conditions fixées par la loi de 1914, il a été décidé que la production du bordereau de négociation prévu par l'article 36 de cette loi, était de nature, lorsqu'il était présenté par un assujetti, à dispenser le porteur d'avoir à acquitter à nouveau l'impôt lors de la négociation ou de l'amortissement du titre de consolidation (D. m.

f. 2 juillet 1932; Sol. 9 juillet 1932; Circ. 18 novembre 1932; Sol. 8 janvier 1934).

Des mesures ont été prises pour que les titres portent en eux-mêmes la preuve de ce payement.

320. AFFIDAVITS. — En matière d'opérations funding, comme en matière de droit commun, il faut pour que la taxe soit exigible que la personne qui encaisse le montant des coupons consolidés soit elle-même astreinte au paiement de l'impôt. Les étrangers, non domiciliés, ni résidant en France sont exonérés s'ils produisent l'affidavit.

Mais, à quel moment doit-on se placer pour savoir si le porteur peut recevoir le montant de ses coupons en franchise ?

Dans une première opinion, on peut estimer que la situation du porteur doit être envisagée au moment où le fait générateur de l'impôt vient à se produire, c'est-à-dire au moment de la première négociation ou du remboursement du titre funding. Cette manière de voir, adoptée d'abord par l'Administration, est, évidemment, celle qui répond le mieux à la lettre de l'avis du comité consultatif du Ministère des Finances (Sol. 22 février 1917; — 13 mai 1921). Pour assurer son application, on agissait de la manière suivante : L'Agent de change qui devait procéder à la négociation délivrait au porteur, avant que celui-ci ne lui ait remis le titre, un duplicata du bordereau de vente; le titre, le bordereau et l'affidavit étaient présentés au Receveur qui conservait les deux dernières pièces et indiquait sur le titre que le droit n'était pas exigible.

Toutefois, comme les titres funding font, hors bourse, l'objet de négociations d'autant plus nombreuses que les porteurs échappent ainsi, en fraude, au paiement de l'impôt et qu'à la suite de ces mutations les titres parvenaient entre les mains d'étrangers, qui excipaient de cette qualité pour négocier en bourse, en franchise de l'impôt, les titres ainsi acquis, l'Administration a abandonné cette solution. Désormais, la situation du porteur des coupons est examinée au moment où les coupons sont recueillis par les banques. En échange des coupons accompagnés de l'affidavit, il est remis un titre funding, sur lequel la formule d'acquit de l'impôt est remplacée par une mention constatant que le titre n'est pas passible du droit lors de sa première négociation ou de son amortissement. Seuls, les titres revêtus de cette mention sont

exonérés: Tous les autres sont passibles de l'impôt, quelle que soit la nationalité du porteur (D. m. f. 23 juin 1932; — 31 octobre 1933).

Ce régime, qui s'appuie à la fois, sur les principes de droit commun de perception de l'impôt et sur les règles qui se dégagent de l'avis du comité consultatif, est beaucoup plus rationnel et il évite les évasions fiscales déjà si nombreuses en la matière.

Ajoutons que l'affidavit n'est valable qu'autant qu'il est produit à l'appui de coupons remontant à moins d'un an de sa date. L'Administration s'est toujours refusée à déroger à cette règle (D. m. f. 28 juin 1930; — 2 juillet 1932; — Sol. 8 janvier 1934; voir ci-dessus, 156).

321. DÉTERMINATION DE LA VALEUR DE LA MONNAIE. — Le fait générateur de l'impôt en matière de funding réside, nous l'avons vu, dans la première négociation du titre, ou (à défaut de négociation) dans son amortissement.

Dès lors, l'impôt doit être liquidé sur la valeur imposable du titre, déterminée d'après les règles qui précèdent, convertie en monnaie française à la date de ce fait générateur (Sol. 19 juin 1923; — 16 janvier 1925), sous déduction, bien entendu, du montant des impôts étrangers à la charge du porteur, conformément aux dispositions des articles 3 et 8 du décret du 21 juin 1914 (Sol. 3 juillet 1924; Circ. 27 avril 1927).

322. L'IMPÔT EST LIQUIDÉ SUR LE MONTANT NOMINAL DU TITRE FUNDING. — En principe, l'impôt doit être liquidé, en matière de funding, non pas sur la valeur de négociation du titre, mais sur son capital nominal (Sol. 16 mai 1916; — 3 juillet 1924; — 16 janvier 1925).

C'est là l'application pure et simple des dispositions des articles 3 et 8 du décret du 21 juin 1914 (voir ci-dessus, n° 97).

323. QUID LORSQUE LE MONTANT DU TITRE EST SUPÉRIEUR AU MONTANT DES COUPONS CONSOLIDÉS. — Ce cas s'est présenté notamment lors du funding réalisé par la province de Buenos-Ayres. Dans cette espèce, les porteurs d'obligations ont touché un titre de consolidation représentant indépendamment des coupons impayés une bonification de 15 0/0, en sorte que, pour des coupons montant à

219 fr. 13, les porteurs ont reçu un titre d'un capital nominal de 252 fr. (Voir ci-dessus, n° 280).

Il a été admis que cette majoration ne constituait pas un produit des obligations dont les coupons étaient consolidés, mais qu'elle représentait plutôt, au profit des obligataires, une véritable indemnité payée à raison du préjudice causé par la mesure qui leur était imposée par la Province. Il a été reconnu, en conséquence, qu'elle échappait aux prévisions de la loi de 1914, qui ne frappe que les produits de valeurs mobilières. (Sol. 13 mai 1916, — 10 mars 1927; Circ. 27 avril 1927; voir ci-dessus à cet égard n° 55).

Nous estimons toutefois que cette majoration, qui constitue, à proprement parler, une prime de remboursement, puisque la somme remboursée sera supérieure au montant des coupons représentant le prix d'émission d'une valeur égale à cette majoration, est imposable, lors du remboursement, par application de l'article 9 de la loi du 31 juillet 1929, dans les conditions fixées au chapitre II, § 2 (Sol. 9 mars 1933; voir ci-dessus n° 69).

324. CAPITAL NOMINAL DU TITRE INFÉRIEUR AU MONTANT DES COUPONS CONSOLIDÉS. — Mais, que décider lorsque, au contraire, la valeur nominale du titre est inférieure au montant des coupons ?

Cette difficulté soulève deux questions distinctes.

D'une part, il n'est pas douteux que l'impôt doit être liquidé sur le montant nominal du titre, dès lors qu'en principe l'impôt n'est exigible qu'à concurrence des revenus effectivement distribués et touchés (Inst. 3412, p. 15; Sol. 2 octobre 1922; — 16 janvier 1925; — 28 janvier 1925; Circ. aut. 27 avril 1927).

Mais, dans cette situation et pour les coupons échus antérieurement au 1^{er} janvier 1926, quel est le mode de répartition des intérêts consolidés entre les divers coupons compris dans l'opération funding ?

L'Administration a décidé que la répartition devait être opérée suivant une règle proportionnelle (Sol. 5 septembre 1923; — 30 mars 1927). Nous nous rallions volontiers à cette solution, puisque, d'une part, la réduction porte uniquement sur des intérêts et que, d'autre part, dans l'intention des parties, la diminution du paiement s'applique évidemment, d'une même manière, à tous les coupons impayés, qui, présentés séparément par les porteurs, sont repris pour une valeur uniforme, quelle que soit la date d'échéance.

325. LIQUIDATION DU DROIT SUR CERTAINS TITRES. — L'application de la décision ministérielle du 8 mars 1927, qui a décidé que l'impôt serait liquidé d'après le tarif du jour de l'échéance des coupons consolidés, devait soulever dans la pratique des difficultés telles que le calcul exact en était rendu impossible. D'une part, les titres déjà détenus par de très nombreux particuliers ne comportaient aucun des éléments nécessaires à la liquidation du droit. De plus, les établissements de crédit et les Etats étrangers eux-mêmes se déclaraient dans l'impossibilité matérielle de fournir les éléments indispensables à l'assiette de l'impôt.

Cette situation provient de ce que les Etats étrangers, qui, jusqu'à ce jour, ont procédé à des opérations de funding, ont indifféremment consolidé en un même « instrumentum », non seulement des coupons échus à des dates différentes, mais encore des coupons appartenant à plusieurs emprunts. Pour ne prendre, à titre d'exemple, qu'un des cas les plus simples de ces opérations, on citera le funding 5 0/0 réalisé en 1915 par l'Etat de Bahia. Ce funding a porté sur les coupons des titres des deux emprunts 5 0/0 1888 et 5 0/0 1910, titres qui, au moment de la consolidation, circulaient en France au nombre approximatif de 20.000 pour le premier emprunt et de 88.000 pour le second. Dans cette espèce, un titre de funding d'une valeur nominale de 252 fr. a été délivré en échange de coupons pris parmi les douze venus à échéance du 1^{er} décembre 1914 au 1^{er} juillet 1917, sous la seule condition que leur montant s'élève à la somme de 210 fr. Le titre remis aux détenteurs des coupons peut, par suite, englober sans qu'il soit possible d'opérer une distinction quelconque, soit uniquement des coupons taxables à 5 0/0 avant le 31 décembre 1916, soit uniquement des coupons passibles de l'impôt au tarif de 6 0/0, en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1917, soit des coupons assujettis dans des proportions diverses à l'un ou l'autre de ces tarifs.

En raison de ces difficultés, le Président du Conseil a décidé, à la date du 6 janvier 1928, qu'il y avait lieu, pour les titres indiqués ci-après, de liquider l'impôt sur le revenu sur une base forfaitaire établie en tenant compte des éléments suivants : nombre, montant et dates d'échéances des coupons consolidés, nombre et montant des titres des différents emprunts en circulation au moment où l'opération de funding a été réalisée.

Ladite décision fixe aux sommes suivantes l'impôt sur le revenu dû pour *chacun des titres* de funding des Etats de l'Amérique du Sud :

- 1° Funding de l'Etat de Bahia 5 0/0 1915, 11 fr. 15 par titre;
- 2° Funding de l'Etat de Bahia 6 0/0 1918, 16 fr. 94 par titre;
- 3° Funding de la Province de Buenos-Ayres 5 0/0 1915, 10 fr. 96 par titre;
- 4° Funding de l'Etat de Parana 6 0/0 or 1916, 14 fr. 24 par titre;
- 5° Funding de l'Etat de Minas Géraès, 5 1/2 0/0 1916, 12 fr. 75 par titre;
- 6° Funding de l'Etat de l'Amazone 5 0/0 or 1915, 14 fr. 25 par titre.

Les difficultés de liquidation sont encore plus grandes en ce qui concerne les fundings des Etats de l'Europe Centrale. Non seulement les titres délivrés n'indiquent pas le détail des coupons qu'ils représentent, mais ils s'appliquent à plusieurs emprunts et à des opérations de consolidation diverses, les mêmes titres ayant été émis à l'occasion de différents fundings.

Pour ces titres, d'après la même décision, l'impôt sur le revenu doit être calculé aux tarifs ci-après sur la *valeur nominale* de chaque titre, savoir :

- 1° Obligations funding 5 0/0 de la République d'Autriche 1923, 5,50 0/0;
- 2° Obligations funding 5 0/0 de la République d'Autriche 1925, 5,56 0/0;
- 3° Obligations funding 5 0/0 de la République d'Autriche 1926, 6 0/0;
- 4° Bons du Trésor de consolidation 6 0/0 1922 du Gouvernement royal hongrois, 5,50 0/0;
- 5° Obligations funding 6 0/0 du Royaume de Hongrie 1925, 9 0/0;
- 6° Obligations funding 6 1/2 0/0 de l'Etat hongrois 1924, émises en représentation des coupons impayés de l'emprunt 4 0/0 1911 de la Ville de Budapest, 6,26 0/0.

Il convient de signaler que les titres délivrés par la *République d'Autriche*, qui portent tous un entête identique, ainsi conçu : Obligation au porteur de la République d'Autriche de x... francs français portant intérêt à 5 0/0 par an, se distinguent entre eux par les caractéristiques suivantes :

1° *Obligations funding 5 0/0 de la République d'Autriche 1923* :

Ces titres portent dans leur libellé, rédigé en langue française : La présente obligation fait partie des obligations émises en vertu de la loi du 21 décembre 1921 B. L. n° 726 et en exécution de la convention passée le 27 avril 1922...

Le coupon de ces titres porte au verso la mention suivante, rédigée en français : *Obligation 5 0/0 de la République d'Autriche 1923*.

2° *Obligations funding 5 0/0 de la République d'Autriche 1925* :

Ces titres portent dans leur libellé en langue française : La présente obligation fait partie des obligations émises en vertu de la loi du 24 mars 1925, B. L. n° 111 et en exécution de la convention passée le 15 mars 1924...

Le coupon de ces titres porte, au verso, la mention suivante, rédigée en français : *Obligation 5 0/0 de la République d'Autriche 1925*.

3° *Obligations funding 5 0/0 de la République d'Autriche 1926* :

Ces titres portent dans leur libellé, en langue française : La présente obligation fait partie des obligations émises en vertu de la loi du 19 décembre 1925 B. L. n° 443, et en exécution de l'accord passé le 15 mars 1924...

Le coupon de ces titres porte, au verso, la mention suivante, rédigée en français : *Obligation 5 0/0 de la République d'Autriche 1926*.

Il en est ainsi de la 3° tranche des obligations 7 1/2 0/0 1933 de la République turque délivrées en représentation de capital et d'intérêts et qui sont assujetties à un impôt, liquidé forfaitairement à 9,18 0/0.

De même, la décision prise par le Ministre des Finances pour fixer le régime fiscal des obligations de consolidation 5 0/0 1931 des Etats-Unis du Brésil étant intervenue le 2 juillet 1932, c'est-à-dire avant la mise en vigueur de la loi du 15 du même mois qui a élevé le taux de l'impôt, il a été décidé que le tarif applicable aux titres funding serait celui de l'échéance des coupons avec maximum de 18 0/0 (Circ. 18 novembre 1932; Sol. 15 mars 1934).

Le système de calcul forfaitaire de l'impôt, indispensable pour permettre la perception de l'impôt, heurte néanmoins l'équité. Il aboutit, en effet, à une répartition injuste de la taxe, qui retombe sur des créanciers de capital, lorsque, l'opération s'analysant en un simple échange de titres de capital, ils ne perçoivent aucun produit imposable.

326. TAUX DE L'IMPÔT. — Le fait générateur se situant à la première négociation du titre ou à son amortissement, l'Administration a décidé, tout d'abord, que l'impôt devait être liquidé d'après le tarif à cette date (Sol. 1^{er} avril 1922; 17 janvier 1917; 30 novembre 1925; 22 novembre 1925).

Mais, à la suite des augmentations successives du taux de l'impôt, on arrivait à cette situation inattendue que les titres fundings se trouvaient de ce chef plus lourdement frappés par l'impôt que les coupons payés en numéraire, pour lesquels l'Administration avait décidé, par mesure de bienveillance, que la taxe serait perçue au tarif du jour de l'échéance quelle que soit la date du paiement effectif. Ainsi, l'avis du comité se retournait contre les porteurs : un titre funding consolidant des coupons venus à échéance en 1915 et négocié en 1927 acquittait l'impôt à 25 0/0, alors que si la taxe avait été perçue régulièrement, le taux eût été de 5 0/0.

Une pareille conséquence devait émouvoir les porteurs et, sur leur demande, le comité consultatif exprimait, le 10 janvier 1927, l'avis « qu'il serait juridiquement *équitable* de calculer l'impôt au jour de l'échéance des coupons ».

L'Administration ayant acquiescé à cet avis, le Ministre, à la date du 8 mars 1927, a décidé que, par mesure d'équité, « l'impôt serait désormais liquidé « au taux du jour de l'échéance des coupons en remplacement desquels les titres fundings) ont été émis ».

Mais, la mesure de tolérance prise par l'Administration ayant été abandonnée lors de la mise en vigueur de la loi du 15 juillet 1932 (Inst. 4125), l'impôt est désormais liquidé suivant le tarif applicable au jour de leur première négociation, ou (à défaut de négociation) de leur amortissement, à la seule exception des titres funding émis en représentation de coupons échus avant le 1^{er} janvier 1926, titres qui restent passibles de l'impôt d'après les

tarifs en vigueur aux dates d'échéance des coupons qu'ils consolident (Sol. 9 mars 1933; D. M. B. 31 octobre 1933; Sol. 22 février 1935);

D'ailleurs, même pour les coupons dont l'échéance est antérieure au 1^{er} janvier 1926, les porteurs peuvent être admis, pour éviter des difficultés tant pour la perception de la taxe que pour la négociation des obligations, à renoncer à la mesure de tolérance *subsiste* et à demander que l'impôt soit uniformément liquidé sur un tarif du jour du fait générateur (Sol. 22 février 1935, D. m. f. 22 avril 1935).

327. TITRES DÉPOSÉS DANS LES CONDITIONS FIXÉES PAR L'ART. 7 DE LA LOI DU 31 JUILLET 1929. — Les dispositions de l'article 7 de la loi du 31 juillet 1929 étant d'ordre général, il a été décidé que la taxe exigible lors du remboursement des titres funding déposés, dans des banques agréées, contre récépissés nominatifs, devait être liquidée au tarif prévu par ce texte (17 0/0, voir ci-dessus n^{os} 256 et sv.).

Par contre, la négociation de ces titres impliquant la remise du récépissé et la fin du dépôt, l'opération ne peut pas bénéficier du tarif de faveur prévu par ce texte; elle donne lieu à la perception de l'impôt au tarif de droit commun, 20 0/0 (Sol. 15 mars 1934; 4 avril 1934; 22 février 1935).

328. PERCEPTION SCINDÉE DE L'IMPÔT. — Au cours des négociations entreprises entre le Gouvernement brésilien et les représentants des porteurs français de valeurs mobilières, l'Etat étranger a accepté de prendre forfaitairement en charge 5/18 de l'impôt sur le revenu dû à l'occasion de l'opération de consolidation des intérêts des tranches françaises, à l'exclusion des intérêts des titres dépendant des tranches étrangères.

Le système qui a été proposé pour mettre en pratique cet engagement avait pour résultat, en cas de négociation des titres, de scinder la perception de l'impôt : une partie était acquittée par le porteur lors de la première négociation du titre funding; l'autre devait être versée par l'Etat débiteur au moment de l'amortissement.

Ce système s'écartait nettement des règles d'exigibilité de l'impôt perçu sur les titres funding.

Toutefois, comme les titres funding sont, en général, l'objet

d'une dépréciation sensible, qui s'ajoute encore au préjudice subi par le porteur, et que la perception intégrale de l'impôt lors de la première négociation constitue une lourde charge susceptible d'entraver leur négociation, la proposition a été acceptée par le Ministre dans une décision du 1^{er} avril 1932.

L'octroi de ce tempérament a été subordonné aux conditions suivantes :

1° Certains établissements de crédit, agréés par le Ministre, ont été chargés de centraliser les opérations d'annulation des titres rachetés en bourse ou remboursés;

2° L'Administration des Finances doit être informée des numéros des titres funding émis en France et des titres rachetés en bourse, ainsi que des tableaux d'amortissement établis par l'Etat débiteur;

3° Les titres funding ont dû être revêtus d'une mention à l'encre rouge, indiquant les conditions de paiement de l'impôt du revenu. (Voir cette mention, n° 334).

Des propositions semblables, faites à l'occasion des opérations funding réalisées par la Yougoslavie en 1933 et par la Roumanie en 1934, ont été acceptées par des décisions ministérielles des 31 octobre 1933 et 22 avril 1935.

Ces deux dernières opérations diffèrent très légèrement de celle réalisée par le Brésil sur les points suivants :

1° le Gouvernement yougoslave a pris en charge l'impôt à concurrence de 10 0/0 du montant nominal des titres funding;

2° le Gouvernement roumain a pris en charge la fraction d'impôt, qui dépasserait, au jour du fait générateur, le taux de 10 0/0, étant entendu que l'Etat étranger se réservait de récupérer, sur le porteur, lors de l'amortissement au pair, après tirage, la fraction d'impôt ainsi acquittée par ses soins.

329. INTÉRÊTS DES TITRES FUNDING. — Les intérêts produits par les titres funding sont soumis à l'impôt dans les conditions du droit commun. C'est d'ailleurs ce qu'a reconnu le comité consultatif dans son avis du 5 juillet 1915 (voir ci-dessus, n° 310; Circ. aut. 27 avril 1927; D. m. f. 24 mars 1933 et circ. aut. 3 novembre 1933; D. m. f. 13 avril 1934).

Mais, bien entendu, si les titres funding sont déposés dans les conditions prévues par l'art. 7 de la loi du 31 juillet 1929, les in-

térêts de ces titres peuvent bénéficier du tarif réduit de 17 0/0 (Sol. 15 mars 1934).

330. PAIEMENT, PAR LA VOIE D'OPÉRATION FUNDING, DES PRIMES DE REMBOURSEMENT. — Ainsi que nous l'avons exposé ci-dessus (n° 273), le funding est l'opération par laquelle un Etat remet en échange des *coupons d'intérêts* qu'il ne peut payer, non pas des espèces, ainsi qu'il avait été stipulé dans le contrat d'emprunt, mais un titre de consolidation produisant lui-même intérêt. La dette de revenus est, dans cette hypothèse, transformée, par une novation, en dette de capital.

Tout autre est le cas, lorsque le paiement indirect concerne, non pas un intérêt, mais une prime de remboursement, puisque la prime de remboursement faisant partie intégrante du capital (Collin et Capitant, D^e civil, I, p. 812), ne peut être assimilée à un intérêt.

Dans cette situation, tout-à-fait différente, on ne peut soutenir qu'un paiement de cette nature entre dans les prévisions des décisions ministérielles des 9 juillet et 7 septembre 1915, puisque, dérogeant au droit commun, ces décisions doivent être appliquées strictement, sans qu'il soit possible d'en étendre la portée.

En d'autres termes, lorsque l'opération funding aboutit au paiement indirect d'une prime de remboursement, le seul fait de recueillir les titres amortis, en vue de leur échange contre des obligations de consolidation, entre dans les prévisions de l'article 35 de la loi du 29 mars 1914.

L'Administration avait admis le contraire à l'occasion du funding réalisé en 1931 par les Etats-Unis du Brésil : elle avait même fixé forfaitairement à 21.44 0/00 le taux de l'impôt exigible de ce chef lors de la première négociation ou de l'amortissement du titre (D. m. f. 2 avril 1932; Circ. 18 novembre 1932, Sol. 7 avril 1934). Mais elle a abandonné cette manière de voir et adopté la solution que nous préconisons (D. m. f. 31 octobre 1933; Circ. 10 décembre 1933).

331. NÉGOCIATION HORS BOURSE. — Si, en présence des termes de l'avis du comité consultatif, il n'est pas douteux que la négociation en bourse des titres funding constitue le fait générateur de l'impôt, peut-on soutenir qu'il en est de même de la négociation

hors bourse par l'intermédiaire de banquiers ou entre particuliers.

La question doit être résolue par l'affirmative.

C'est ce qu'a décidé le Ministre à la date du 7 septembre 1915. La décision est sur ce point précise; contrairement aux termes de l'avis du comité, elle vise, en effet, d'une manière générale, *la négociation*. Il n'en pouvait être autrement, puisque la négociation aboutit, en tout état de cause, à approprier le porteur du montant de ses coupons, et qu'elle se traduit par un paiement effectif entre ses mains.

II. — Mesures prises pour assurer le paiement

332. NÉCESSITÉ DE MESURES PARTICULIÈRES. — Dès lors que le fait générateur de l'impôt réside, en matière de funding, non dans la remise des titres (ou dans le fait pour les banques de recueillir les coupons), mais dans sa négociation ou son amortissement, l'Administration a dû prendre, en dehors du cadre prévu par la loi, toutes mesures utiles, pour assurer l'exacte perception de l'impôt et aussi pour faire connaître aux porteurs l'obligation dans laquelle ils se trouvent d'acquitter le droit, soit préalablement à la négociation, soit au moment de l'amortissement.

D'autre part, il a fallu prévoir des conditions spéciales d'acquiescement de l'impôt au cas de négociation, puisque aucune obligation ne pouvait être imposée aux agents de change, qui ne sont pas compris au nombre des assujettis.

Les mesures prises assurent le recouvrement de l'impôt dans toute la mesure du possible; mais, nous avons l'impression qu'il est commis en la matière des évasions fiscales très importantes, contre lesquelles l'Administration reste, dans la plupart des cas, désarmée.

333. OBLIGATIONS DES ETATS DÉBITEURS. — Pour être admis au bénéfice des mesures prévues en faveur des titres funding, les Etats qui procèdent à de pareilles opérations doivent informer les établissements chargés du service de l'amortissement et du remboursement que les titres ne peuvent être rachetés que s'ils portent la quittance attestant que l'impôt a été versé au Trésor. En vue du contrôle du paiement, les tableaux d'amortissement sont communiqués à l'Administration.

En exécution de ces mesures, le porteur d'un titre funding ne peut être admis à le remettre à un banquier en vue de sa première négociation ou de son remboursement qu'après avoir acquitté l'impôt, ainsi que doit en faire foi la quittance apposée sur le titre (Sol. 20 septembre 1915).

334. MENTIONS APPOSÉES SUR LES TITRES. — Il a été décidé, en premier lieu, que la taxe serait payée préalablement à la négociation. Les titres sont donc revêtus de mentions imprimées, d'une manière très apparente, à l'encre rouge, faisant connaître leur situation fiscale.

La formule habituelle est ainsi conçue :

FORMULE HABITUELLE

I. *Le présent titre ne pourra être négocié, ni remboursé (ou amorti) sans que l'impôt de 5 % (L. du 29 mars 1914) ait été préalablement acquitté.*

II. *Reçu la somme de fr....., montant de l'impôt sur le revenu (L. 29 mars 1914).*

Le.....

Le Receveur de l'Enregistrement,

Titres des Etats-Unis du Brésil. — Funding 1931. — En raison de l'engagement pris par le gouvernement brésilien d'acquitter une partie de l'impôt, la formule apposée sur les titres funding délivrés en consolidation des intérêts des obligations dépendant des tranches françaises, a été modifiée ainsi qu'il suit :

(A) en rouge : *Le présent titre représente des coupons des emprunts fédéraux brésiliens consolidés en exécution du décret N° 21113 du Gouvernement fédéral Brésilien en date du 2 mars 1932. Il ne pourra être négocié par le porteur, ni amorti, ou racheté en bourse par l'Etat Brésilien sans que l'impôt sur le revenu (loi du 29 mars 1914) ait été préalablement payé, selon les modalités suivantes : A - si le présent titre ne fait au cours de son existence l'objet d'aucune négociation, l'impôt liquidé sur sa valeur nominale sera acquitté lors de son remboursement savoir : à concurrence de 5 % de ladite valeur nominale, par l'Etat Brésilien et à concurrence de 13 % par le porteur. B - si le présent titre fait l'objet d'une ou plusieurs négociations, l'impôt liquidé sur sa valeur nominale sera acquitté : 1° par le porteur avant la première négociation à concurrence de 13 %, 2° par l'Etat Brésilien lors de l'amortissement ou du rachat en bourse à concurrence de 5 %.*

Reçu la somme de Fr....., montant de l'impôt.

....., le (date) 19....

*Le Receveur de l'Enregistrement,
(signature).*

Obligations funding or 5 0/0 1933 du Royaume de Yougoslavie.
— En raison de l'engagement pris par le Gouvernement yougoslave de prendre en charge une partie de l'impôt, la formule habituelle a été modifiée dans le sens de celle apposée sur les obligations des Etats-Unis du Brésil. Si le texte n'en est cependant pas identique, la raison en est que dans le funding brésilien, il a été décidé que le tarif de 18 0/0 serait appliqué quelle que soit la date de la première négociation ou de l'amortissement, alors que pour l'opération réalisée par la Yougoslavie le tarif reste celui du fait générateur.

La mention est ainsi conçue :

Le présent titre représente des coupons consolidés en exécution de l'accord intervenu le 26 juillet 1933 entre le gouvernement royal yougoslave et le Comité de défense des porteurs français des emprunts serbes et yougoslave, constitué auprès de l'Association Nationale des Porteurs français de Valeurs mobilières. Il ne pourra être négocié par le porteur ni amorti ou racheté en Bourse par l'Etat yougoslave, sans que l'impôt sur le revenu (L. 29 mars 1914) ait été préalablement payé selon les modalités suivantes :

A. Si le présent titre ne fait, au cours de son existence, l'objet d'aucune négociation, l'impôt liquidé sur sa valeur nominale et au tarif en vigueur au jour du remboursement effectif du titre sera, lors de son remboursement, acquitté, savoir : à concurrence de 10 %, par l'Etat yougoslave et, pour le surplus, par le porteur.

B. Si le présent titre fait l'objet d'une ou plusieurs négociations, l'impôt liquidé sur sa valeur nominale et au tarif en vigueur au jour de l'opération, sera acquitté :

1^o par le porteur, avant la première négociation, dans la mesure où le tarif applicable excédera 10 % ;

2^o par l'Etat yougoslave, lors de l'amortissement ou du rachat en Bourse, à concurrence de 10 %.

Reçu la somme de fr. montant de l'impôt dû par le porteur (L. 29 mars 1914).

....., le 19....

Le Receveur de l'Enregistrement,

Obligations de consolidation 4 1/2 0/0 1934 du Royaume de Roumanie. — La mention apposée sur ces titres diffère des précédentes, pour le double motif, d'une part, que l'Etat roumain a pris en charge l'impôt dans la mesure où le tarif excédera 10 0/0, et, d'autre part, que le Gouvernement roumain se réserve de récupérer, sur le porteur, lors de l'amortissement au pair après tirage, la fraction de l'impôt ainsi acquittée.

Cette mention est ainsi conçue :

La présente obligation représente des coupons consolidés.

Elle ne pourra être négociée en France par le porteur, ni rachetée ou amortie par l'Etat roumain, sans que l'impôt français sur le revenu (L. du 29 mars 1914) ait été préalablement payé selon les modalités suivantes :

A. Si le présent titre, ne fait, au cours de son existence, l'objet d'aucune négociation, l'impôt liquidé sur sa valeur nominale et au tarif en vigueur au jour du remboursement du titre sera acquitté, savoir : à concurrence de 10 % par le porteur, et, pour le surplus, par le Gouvernement roumain :

B. Si le présent titre fait l'objet d'une ou plusieurs négociations, l'impôt, liquidé sur sa valeur nominale et au tarif en vigueur au jour de l'opération, sera acquitté : 1° par le porteur, avant la première négociation à concurrence de 10 % ; 2° par l'Etat roumain, lors de l'amortissement ou du rachat, dans la mesure où le tarif applicable excédera 10 %.

Dans le cas d'un remboursement au pair après tirage, la fraction de l'impôt avancée par l'Etat roumain pour le compte du porteur sera récupérée par l'Etat roumain et déduite du montant nominal de l'obligation appelée au remboursement, quels que soient la nationalité du porteur et le lieu du remboursement.

II. Reçu la somme de fr., montant de l'impôt dû par le porteur (L. 29 mars 1914).

....., le..... 19....

Le Receveur de l'Enregistrement,

Obligations de consolidation remises en représentation du capital de certaines dettes. — Les opérations de consolidation portent le plus souvent à la fois sur des intérêts restés impayés, et sur des titres amortis, mais non remboursés.

Il va de soi que les obligations remises en représentation de capital sont exemptes de l'impôt sur le revenu; il suffirait donc que ces obligations ne portent pas la mention exigée sur les titres funding; toutefois, pour éviter toute erreur sur ce point, les représentants des porteurs font généralement apposer, à l'encre verte, une estampille, qui, pour les titres de consolidation 5 0/0 1931 des Etats-Unis du Brésil est la suivante :

Le présent titre représente un capital amorti des emprunts fédéraux brésiliens consolidés en exécution du décret numéro 21113 du Gouvernement fédéral brésilien en date du 2 mars 1932 et non passible en France de l'impôt sur la prime de remboursement.

Obligations de consolidation délivrées en représentation de coupons ayant déjà acquitté l'impôt lors de précédentes négociations.

— Les obligations de consolidation qui sont délivrées à des banquiers en règlement de coupons ayant fait l'objet de négociation avant la présentation au règlement sont exonérées de l'impôt sur le revenu sur production du bordereau de négociation prévu par l'article 36 de la loi du 29 mars 1914.

Ces obligations doivent néanmoins être revêtues de l'estampille prévue pour les titres funding. Mais les établissements français chargés de l'opération remplacent la formule d'acquit de l'impôt par une mention constatant le paiement préalable de la taxe. Cette mention doit être datée et signée par l'établissement qui procède à l'opération et complétée par l'indication très lisible du nom de l'établissement signataire (avec précision de l'agence ou de la succursale) et du numéro sous lequel l'opération a été inscrite au registre n° 1, dont la tenue est prescrite par l'article 36 de la loi de 1914 (Sol. 4 janvier 1934; — 22 février 1935).

Obligations de consolidation délivrées en représentation de coupons couverts par l'affidavit. — Les obligations de consolidation délivrées, en règlement de coupons, à des étrangers non domiciliés, ni résidant en France, sur la production de l'affidavit prévu par l'article 11 du décret du 21 juin 1914, sont exonérées de l'impôt, à la condition que l'affidavit se réfère à des coupons échus depuis moins d'un an à partir de sa date (Sol. 4 janvier 1934; — 22 février 1935).

Dans ce cas, la formule d'acquit de l'impôt est remplacée par la mention ci-dessus visée.

Pour être complet sur ce point, nous croyons devoir faire remarquer que l'apposition sur les titres des mentions imposées par l'Administration sont quelquefois un obstacle à la négociation des titres. Certaines bourses étrangères refusent, en effet, à cause d'elles, la cotation et la négociation des titres dont il s'agit.

§ IV. — **Opérations auxquelles ne s'appliquent pas les mesures spéciales prises en faveur des funding**

335. Il existe certaines opérations de consolidation auxquelles on ne peut appliquer les mesures spéciales prises en faveur des opérations funding.

Ce sont :

1° les opérations de funding réalisées par des collectivités autres que des Etats étrangers;

2° les opérations pour lesquelles la consolidation des intérêts n'aboutit pas à une novation, mais seulement à un paiement différé;

3° les opérations pour lesquelles les Etats prennent l'impôt à leur charge et renoncent au bénéfice des décisions de faveur.

I. — Funding de sociétés ou de villes étrangères

336. Les décisions ministérielles, prises les 9 juillet et 7 septembre 1915 sur l'avis exprimé par le Comité consultatif, ne visent que le cas de funding de fonds d'Etat. Il s'ensuit, par conséquent, que si une opération de même nature est effectuée par une ville, une province, une société étrangère, la règle générale reprend son empire et l'impôt est dû dans les conditions du droit commun (Circ. du 27 avril 1927).

Dans ce cas, en effet, l'ajournement du paiement des coupons n'est pas imposé aux créanciers par la volonté unilatérale d'une puissance souveraine, par « le fait du prince »; il dérive forcément d'un accord entre les porteurs et les débiteurs. Ce caractère contractuel et synallagmatique de la convention qui donne naissance au funding ne se trouverait d'ailleurs pas modifié par le fait que ladite convention serait décidée ou simplement homologuée par l'autorité judiciaire à la suite d'une demande de règlement transactionnel formulée en application de la loi du 2 juillet 1919 (Sol. 12 mai 1923).

Par application de ces principes, le paiement immédiat de la taxe a été exigé lors du funding réalisé, à la suite de la guerre, par la ville de Vienne, pour les coupons de l'emprunt émis en France en 1904 (Sol. 18 octobre 1916; — 26 mars 1917 et 11 septembre 1923). Une décision de même nature a été prise lors

de l'opération réalisée en 1934 par la ville de Varsovie en ce qui concerne les obligations de l'emprunt 4,50 0/0 1903 (Sol. 6 juin 1934).

Si cette règle n'a pas été appliquée au funding des coupons de l'emprunt émis en France en 1911 par la ville de Budapest, c'est que, dans cette espèce particulière, la créance avait été transportée, conformément au Traité de Trianon, à la charge du Royaume de Hongrie et que, de ce fait, on a dû considérer que le funding concernait des fonds d'Etat (Voir ci-dessus n° 292).

Ajoutons qu'antérieurement à la loi du 31 juillet 1929. (n° 16), qui a supprimé le caractère obligatoire de l'abonnement, l'échange des coupons constituait un service financier des anciens titres et une émission de titres funding, obligeant la collectivité étrangère à soumettre à l'abonnement l'une et l'autre des deux catégories de titres (Sol. 18 octobre 1916 et 26 mars 1917).

II. — Opérations aboutissant seulement au paiement différé

337. Par principe, l'opération funding est caractérisée par la novation de la dette d'intérêts, qui est transformée en dette de capital produisant elle-même intérêts. On ne peut donc tenir pour une opération funding l'opération qui consiste uniquement à proroger l'échéance des coupons impayés.

Telles sont de nombreuses opérations pratiquées par divers Etats à la suite de la guerre de 1914-1918.

338. NICARAGUA. — Aux termes d'une loi du Congrès du Nicaragua du 6 mars 1915, le coupon de 10 sh. échu le 1^{er} janvier 1915 de l'emprunt 1909 n'a été payé qu'à concurrence de 4/5^e, le paiement du surplus étant ajourné à une époque indéterminée. En vue du paiement partiel, les porteurs français ont déposé leurs coupons à une banque établie en France, laquelle en a délivré un reçu au nom du « Council of Foreign bondholders », qui a rempli, dans l'opération, le rôle d'intermédiaire entre l'Etat de Nicaragua et les obligataires.

Quant au coupon du 1^{er} juillet 1915, le paiement en a été purement et simplement ajourné.

Ce funding diffère donc nettement des opérations funding ordinaires. La République du Nicaragua n'a, en effet, délivré aucun titre particulier en représentation de la portion des intérêts res-

tés impayés. L'Etat a simplement ajourné le versement d'une partie de sa dette et le reçu délivré au porteur ne constitue qu'un certificat de dépôt tenant lieu, entre les mains des intéressés, des coupons eux-mêmes en vue du paiement du solde dont l'échéance se trouve retardée.

Dans ces conditions, il a été décidé que la présentation en vue du paiement effectif constituant le fait générateur de l'impôt, la taxe ne pouvait être réclamée, sur le coupon du 1^{er} janvier 1915, que sur les 4/5^e dont le reçu constate le versement en acompte. La taxe, au contraire, ne devait devenir exigible sur le surplus qu'au moment où, l'Etat de Nicaragua, ayant fixé l'époque du paiement du solde, le reçu serait présenté à la banque française en vue du dernier paiement. Quant au coupon du 1^{er} juillet 1915, la taxe ne pouvait devenir exigible que lors du paiement qui en serait fait (D. m. f. 22 septembre 1915).

339. ETAT DE CÉARA. — Les coupons de l'emprunt de Céara 5 0/0 or 1910 du 1^{er} novembre 1914 et du 1^{er} mai 1915 n'ayant pas été payés à leur échéance, il a été décidé que le règlement des coupons arriérés serait effectué en cinq ans, à partir du 1^{er} novembre 1916. A chaque échéance semestrielle, les porteurs devaient toucher, en plus du montant du coupon échu, un dixième de sa valeur, jusqu'à amortissement des deux coupons arriérés.

Ce règlement a d'ailleurs été garanti par un prélèvement de 45 0/0 des droits de douane, déposé mensuellement dans une banque désignée par l'Etat étranger.

Pour parvenir au règlement, les porteurs ont déposé, en même temps que les coupons n^o 10 à échéance du 1^{er} novembre 1915, les coupons 8 et 9 à régler en cinq ans. En échange, la banque dépositaire a délivré un reçu de coupons.

Comme pour l'opération réalisée par le Nicaragua, il a été décidé que du moment où, d'une part, aucun titre particulier n'était délivré en représentation des coupons impayés et où, d'autre part, l'accord prévoyait uniquement l'ajournement du paiement des intérêts, l'impôt ne deviendrait exigible que lors des paiements effectifs et échelonnés des coupons (Sol. 28 avril 1916).

340. ETAT DE CORRIENTÈS. — La province de Corrientès n'ayant pu acquitter, à leur échéance, les coupons n^{os} 18 à 27 de l'em-

prunt extérieur 6 0/0 or 1910, montant chacun à 12 shillings ou 15 fr. 12, venus à échéance du 1^{er} août 1919 au 1^{er} février 1924, a fait remettre aux porteurs de cette série de coupons un certificat global constatant la remise des coupons dont il s'agit.

D'après l'accord intervenu entre l'Etat et les porteurs français, le montant nominal de chaque coupon a été réduit de 25 0/0, en sorte que le certificat global ne constatait, à la charge du gouvernement étranger qu'une dette, pour chaque titre, de 113 fr. 40 au lieu de 151 fr. 20. La Province, par contre, devait mettre à la disposition de ses banquiers en Europe, dans un délai de cinq ans à partir du 1^{er} janvier 1925, cinq annuités égales, destinées au retrait des scripts et, par conséquent, au paiement des coupons impayés.

L'Administration a considéré que l'opération n'aboutissait pas à un funding, mais uniquement en un paiement différé, et que, par suite, il y avait lieu d'appliquer les règles générales de la loi de 1914 (Sol. 3 juillet 1924).

341. MEXIQUE. — L'opération réalisée par le Mexique s'est présentée sous des modalités nettement différentes.

D'après l'accord intervenu entre l'Etat, d'une part, et les porteurs étrangers, d'autre part, les intérêts échus de 1914 à 1923 n'ont pas été capitalisés. Les coupons ont été détachés des titres et remis à un dépositaire américain, qui a délivré en échange un reçu d'un montant nominal égal. Ces reçus doivent être rachetés à partir de 1928 par le Gouvernement Mexicain ou réglés par voie de tirage au sort. Si l'Etat étranger manque à ce règlement, les porteurs seront fondés à se faire restituer les coupons, en vue d'exercer les droits y attachés par le contrat initial d'émission.

Quant aux intérêts à échoir de 1923 à 1928, le Gouvernement Mexicain s'est engagé à les acquitter en totalité ou en partie suivant les émissions. Les coupons les représentant ont été immédiatement détachés des titres et remis au dépositaire américain en échange d'une feuille nouvelle ou chaque coupon est matériellement fractionné, une partie étant destinée à être payée à date fixe, l'autre devant rester entre les mains des porteurs pour être convertie en 1928 en titres funding.

Il a été reconnu que, pour les intérêts à échoir de 1923 à 1928, la feuille nouvelle constitue un coupon global n'emportant pas

capitalisation des intérêts et que, par suite, l'impôt serait exigible lors du paiement à effectuer par le Gouvernement Mexicain, ou, en cas de négociation avant l'échéance, par l'entremise d'un assujetti. De même le caractère de funding a été refusé aux intérêts arriérés consolidés à raison de ce que les titres étaient délivrés par un intermédiaire qui n'a pas qualité pour engager l'Etat Mexicain : il a été admis, en conséquence, que la taxe serait due suivant le régime du droit commun, c'est-à-dire lors du paiement par l'Etat étranger ou, au cas de négociation préalable au paiement, lors de sa remise à un intermédiaire assujetti (Sol 26 décembre 1922 et 18 juin 1923).

342. ETAT DE SANTA-FÉ. — Suivant accord du 27 décembre 1934, la province de Santa-Fé s'est engagée à régler sur les bases suivantes les arriérés impayés de l'emprunt extérieur 5 0/0 or 1910.

Les quatre coupons du 15 septembre 1932 au 15 mars 1934 sont réglés par la remise de « certificats représentatifs des arriérés », sur la base d'un montant nominal de 100 frs français par chaque obligation munie des quatre coupons dont il s'agit. Ces certificats sont remboursables en huit fractions annuelles du 15 juin 1935 au 15 juin 1942, à raison de 5 0/0 de leur montant pendant les trois premières années, de 17 0/0 de leur montant pendant les cinq années suivantes. Les certificats sont munis, à cet effet, de sept coupons d'amortissement, le certificat lui-même devant être retiré contre le versement de la huitième tranche annuelle.

L'opération n'apparaît pas constituer un funding; elle s'analyse seulement en un ajournement de payement et, par conséquent, la perception de l'impôt doit être assurée dans les conditions de droit commun.

343. AUTRES OPÉRATIONS. — Il en est de même des scripts de coupons remis par l'Etat Yougoslave lors de l'opération réalisée en 1931 (n° 299), des scripts ottomans (n° 293), des bons de liquidation des annuités arriérées de la Dette publique ottomane (n° 294), de l'opération réalisée par la Province de Buénos-Ayres en 1933 (n° 281), des certificats représentatifs des arriérés des Etats-Unis du Brésil (n° 277).

III. — Renonciation aux règles spéciales des funding

344. Les décisions ministérielles des 9 juillet et 7 septembre 1915 constituent, en fait, des mesures de faveur exorbitantes du droit commun.

Aussi bien, est-il admis que les Etats étrangers peuvent y renoncer dans tous les cas où ils prennent à leur charge l'impôt auquel l'opération donne ouverture (Sol. 3 février 1918; — 29 mars 1929; — 18 mars 1931; — 9 mars 1933).

CHAPITRE VII

Pénalités

345. Les contraventions commises en matière d'impôt sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées donnent lieu à des pénalités d'ordres divers.

Tout d'abord, les contraventions aux articles 34, 35, 36 et 37 de la loi de 1914 sont punies des peines édictées par les articles 37 et 38 de cette même loi, peines qui peuvent être prononcées par les tribunaux civils ou par les tribunaux correctionnels. Ces dernières sanctions sont de beaucoup les plus importantes dans cette étude.

Mais des textes plus récents sont encore venus frapper de nouvelles sanctions les contraventions commises, dans une intention frauduleuse, à l'occasion de la perception de nombreux impôts. Souvent, ces textes s'appliquent en la matière; aussi bien, convient-il de les étudier, succinctement, d'ailleurs pour compléter ce chapitre.

Aussi bien, après avoir examiné, dans un premier paragraphe, la nature des pénalités prononcées par la loi du 29 mars 1914, modifiée sur ce point par l'article 36 de la loi du 16 avril 1930, nous étudierons, toujours dans le cadre de la loi de 1914, les peines du ressort des tribunaux civils, puis celles du ressort des tribunaux correctionnels, et nous terminerons par l'examen des articles 112 de la loi du 25 juin 1920, 52, 53 et 54 de la loi du 22 mars 1924.

§ I^{er}. — Généralités

346. DEUX MODES DE CONTRAVENTIONS. — L'article 38 de la loi du 29 mars 1914, modifié par l'article 36 de la loi du 16 avril 1930, a prévu deux ordres de contraventions bien distinctes.

Les unes sont relatives aux articles 36 et 37 et au règlement d'administration publique intervenu pour leur application, c'est-à-dire, d'une part, à la rédaction des bordereaux ou des récépissés, à la tenue des registres et au dépôt des extraits et, d'autre

part, aux obligations fiscales incombant aux propriétaires et usufruitiers de titres ou valeurs mobilières étrangères, domiciliés en France, qui se font envoyer ou encaissent à l'étranger, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, les dividendes, intérêts, arrérages ou tous autres produits. Ces contraventions, qui sont punies, soit d'une amende de 100 à 1.000 fr., soit de cette même amende et de la quintuple taxe, sont constatées et suivies comme en matière d'impôts sur les opérations de bourse. Il s'ensuit notamment que les instances auxquelles elles donnent lieu doivent être jugées par les tribunaux civils dans les formes tracées par les lois des 22 frimaire an VII (art. 65) et 27 ventôse an IX (art. 17).

Les autres contraventions se rapportent à l'article 35 de la loi du 29 mars 1914 (défaut de déclaration d'existence; interdiction de recueillir, encaisser, payer, acheter ou négocier des coupons sans retenue ou sans avance de l'impôt; défaut de versement de la taxe au Trésor; complicité ou profit), ainsi qu'au décret du 21 juin suivant, rendu pour l'exécution de cet article. Les poursuites qu'elles motivent sont engagées à la requête de l'Administration de l'Enregistrement et elles sont portées devant les tribunaux correctionnels. En thèse générale, elles sont punies d'une amende, dont la quotité fixée par la loi de 1914, de 100 fr. à 1.000 fr., a été portée en 1930 de 1.000 fr. à 10.000 fr., indépendamment du quintuple droit sur les coupons, qui auraient été payés sans retenue de l'impôt. Toutefois, lorsqu'une personne, opérant tant pour son propre compte que pour le compte de tiers, n'a pas d'établissement en France, le défaut de déclaration d'existence la rend passible, indépendamment de l'amende, d'une peine d'emprisonnement.

Mais, pour que les sanctions, quelles soient du ressort de la juridiction civile ou des tribunaux correctionnels, puissent être appliquées, il faut que les contraventions soient certaines et entièrement établies. De simples présomptions ne suffiraient à motiver la condamnation (Auch, 20 juin 1918, R. E. 6770; Seine, 12 avril 1930).

347. CARACTÈRE DES AMENDES. — Le caractère des amendes fiscales est des plus controversé et si, actuellement, la jurisprudence paraît sur ce point bien assise, il n'en est pas de même de la doctrine, qui reste divisée.

Dans un premier système, qui a été soutenu avec une compétence toute particulière par MM. Mangin (v^o Amende), Chauveau et Faustin-Hélie (Théorie du Code pénal, n^o 130, p. 226); Haus (principes généraux du droit pénal belge, n^o 773, note 40); Trolley (Traité de la hiérarchie administrative), Fabien Thibault, l'amende, même en matière fiscale, reste purement et simplement une peine. « Elle flétrit la désobéissance aux lois; elle *punit* la fraude ».

A l'inverse, pour M. le Conseiller Pilon (principe et technique des droits d'enregistrement, 1929, n^o 1207), les amendes, en matière de droits d'enregistrement, sont uniquement des réparations civiles dont le montant a été fixé par la loi. D'après lui, alors que « l'amende pénale punit un individu coupable d'infractions à la loi pénale, afin de garantir l'ordre social, infractions qui, non pas toujours, mais souvent, présentent un caractère infamant », l'amende fiscale a seulement « pour but de prévenir ou de réparer le préjudice causé au Trésor par les fraudes à la loi fiscale ».

La Cour de Cassation n'a accepté aucune de ces opinions extrêmes; une solution moyenne lui a paru préférable.

D'après la Cour suprême, les amendes fiscales présentent un caractère mixte. Elles sont, tout à la fois, une pénalité prononcée contre le délinquant et une indemnité en faveur du Trésor public, en réparation du dommage réel ou légalement présumé, éprouvé par le Trésor et causé par la fraude ou la tentative de fraude, par suite de l'appauvrissement des ressources qui alimentent le budget de l'Etat. « L'amende fiscale — pour employer les termes des conclusions de l'avocat général Beaudouin (Cass. crim., 19 novembre 1891, D. P. 92-1-109) — à la différence de l'amende de droit commun, peine et rien que peine, est plutôt une réparation civile du préjudice causé au fisc, une de ces indemnités dont, suivant l'article 51 du Code pénal, la détermination est réglée par la loi elle-même » (Cass. 6 juin 1811, S. et P. chr.; — 8 octobre 1812, S. et P. chr.; — 30 mai 1828, S. et P. chr.; — 7 décembre 1831, S. 32-1-272; — 5 octobre 1832, S. 32-1-737; — 11 décembre 1863, S. 64-1-301; — 2 décembre 1875, S. 76-1-88; — Cass. crim., 16 juin et 16 juillet 1927, D. P. 28-1-77 et note de M. Henry; — crim., 18 mai 1933, Bul. Cont. Ind., n^o 13, p. 431):

Comme M. Trotabas l'a fort bien démontré dans ses études

récentes (Note au D. P. 1927-3-25 et les rapports du droit fiscal et du droit privé, D. H. 1926, Chr., p. 29), le droit fiscal tend de plus en plus à s'ériger en discipline particulière. L'amende fiscale est bien une pénalité vis-à-vis du contrevenant, mais elle est surtout une réparation et une indemnité au profit du Trésor; en d'autres termes, si elle sanctionne la fraude, elle s'efforce surtout d'en réparer les conséquences. Cette opinion, qui était celle de M. Labbé (amende pénale et amende fiscale, thèse Paris, 1894) est adoptée par M. Henry (note précitée) qui estime que « la pénalité infligée aux délinquants a principalement pour but l'indemnisation et la réparation du préjudice causé au Trésor public ».

Ces amendes gardent ce caractère, qu'elles soient prononcées par des tribunaux civils ou par des tribunaux correctionnels. Il importe peu, à cet égard, qu'elles sanctionnent une contravention ou un véritable délit fiscal (Seine, 12 juin 1917, R. E. 6788).

348. CUMUL. — De ce caractère, il découle cette première conséquence que les pénalités peuvent se cumuler et qu'on ne saurait faire application, en cette matière, de l'article 365 du Code d'instruction criminelle, suivant lequel, au cas de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte est seule prononcée (Cass. crim., 26 mars 1825; — 26 août 1826; — 17 décembre 1831; — 4 décembre 1863; — 28 janvier 1876, D. P. 76-1-329; — 22 décembre 1876, D. P. 78-1-144; — 11 février 1887, D. P. 87-1-459; — 22 décembre 1893, D. P. 97-1-302; — 19 octobre 1894, D. P. 98-1-402, 2^e espèce; — 13 décembre 1895, D. P. 99-5-510; — 1^{er} mars 1900, Bull. crim. n° 93; — 27 janvier 1912, *ibid.* n° 56; — 6 juin 1913, Bull. Contributions indirectes, 1913, n° 14; — 25 juillet 1928; — 16 avril 1932; et plus spécialement en ce qui concerne l'application de l'article 38 de la loi du 29 mars 1914 : Lyon, 3 février 1916, R. E. 6566; — Lyon, 17 mai 1916 et Cour d'Appel de Lyon, 6 juillet 1916, R. E. 6724; — Trib. Marseille, 4 juin 1917 et 17 juin 1918; — Cour d'Aix, 31 octobre 1918 et 1^{er} février 1919; — Cass. crim., 25 mars 1920, Inst. 3700, § 3; — Loches, 9 mars 1917; — Seine, 12 janvier 1917, R. E. 6768; — 22 octobre 1917; — Toulouse, 10 janvier 1935; — 7 septembre 1934; — Cour de Toulouse, 27 décembre 1934; — Marseille, 10 janvier 1935; — Lyon, 15 juillet 1930 et Cour de Lyon, 9 décem-

bre 1930; — Seine, 12 avril 1930; — 20 janvier 1932; — Seine, 6 juillet 1934; *Contra*, Seine, 23 mars 1917).

L'Administration a reconnu, par suite, qu'il est dû autant d'amendes et, le cas échéant, de quintuples droits, qu'il y a de contraventions distinctes ou successives aux prescriptions des articles 35, 36 et 37 de la loi de 1914 et au règlement du 21 juin 1914 (Sol. 24 janvier 1916; — 25 juillet 1923; — 4 novembre 1927; — 10 avril 1929).

Nous nous bornerons à faire remarquer que la Cour de Paris, dans deux arrêts des 22 mai 1933 et 18 juillet 1933, a décidé que les amendes variables, édictées pour sanctionner des délits et qui ne peuvent être prononcées que par les tribunaux répressifs, doivent être considérées comme présentant un caractère purement pénal. La Cour en tire cette conséquence que ces amendes ne peuvent se cumuler. Nous estimons que cette manière de voir n'est pas fondée. D'une part, nous pensons que l'amende variable ne diffère aucunement par sa nature de la quintuple taxe et que le législateur n'a pas eu d'autre but en l'instituant que de permettre au juge de fixer pour chaque contravention une sanction en rapport avec la gravité de la faute (Voir ci-dessous n° 359). D'autre part, le principe du cumul des amendes variables a été consacré par tous les tribunaux et par toutes les Cours qui ont eu à statuer sur ce point, et notamment par la Cour de Cassation dans ses arrêts des 27 décembre 1917 et 25 mars 1920 (Inst. 3581, § 5, et 3700, § 3).

349. BONNE FOI. — Deuxième conséquence, les amendes sont dues par le seul fait que la contravention est établie, sans qu'il y ait à examiner si le contrevenant a agi avec intention de fraude (Cass. 2 nivôse an VII; — 23 novembre 1807; — 23 mai 1808; — 3 septembre 1810; — 11 novembre 1812 et 26 mars 1825, S. chr.; — Cass. 30 janvier 1867, Inst. 2357, § 3; — 18 novembre 1878, Inst. 2619, § 2; — Cass. civ., 15 mai 1907, R. E. 4359 et mémoire de la Direction Générale; — Vannes, 18 février 1897, R. P. 10533; — Cass. req. 5 janvier 1909, R. E. 4747; — Cass. crim., 25 mars 1920, Inst. 3700, § 3, R. E. 7182-II; — Seine, 12 avril 1930; — Cass. crim., 7 juin 1934, Bull. Cont. ind. 1934, p. 198; — Sol. 14 mars 1927; Le Poittevin, *op. cit.*, v° Cont. Indirectes, n° 12; et en matière d'impôt sur le revenu des titres

étrangers : Bordeaux, 21 juin 1917, R. E. 6789; — Toulouse, 10 janvier 1935; — Marseille, 10 janvier 1935).

350. RECouvreMENT DES AMENDES ET PÉNALITÉS. — Dès lors que les amendes et pénalités prononcées par les articles 37 et 38 de la loi du 29 mars 1914 présentent, *sans exception*, un caractère très net de réparations civiles, elles doivent être recouvrées par les agents de l'Enregistrement : les percepteurs sont incompétents à cet égard (Sol. 24 janvier 1916).

351. SURSIS. — Lorsqu'un individu n'a pas encore été condamné, soit à la prison, soit à une peine afflictive ou infamante, et qu'il est prononcé contre lui une condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, la Cour ou le Tribunal peut, par sa décision, le dispenser de subir cette peine. Dans ce cas, si, pendant un délai de cinq ans, il n'encourt aucune autre condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave, la première sera comme non avenue; si, au contraire, il est, dans ce même délai, condamné à une peine autre que l'amende, la première peine, à l'exécution de laquelle le jugement avait ordonné de surseoir, sera d'abord exécutée, sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde (L. 26 mars 1891, art. 1 à 4). Ce n'est pas un droit que crée la loi au profit de certains condamnés; c'est une pure faculté donnée au juge qui reste libre d'en user ou non sur les circonstances de la cause (Cass. 3 août 1894, D. P. 99-1-238; Le Poittevin, *op. cit.*, v^o Peines, n^o 15).

Mais, pour que le sursis puisse être accordé par le juge, il faut que l'emprisonnement et l'amende aient le caractère de peines. Aucune difficulté ne peut exister en ce qui concerne l'emprisonnement; même, en matière fiscale, il constitue une véritable peine et, par suite, le sursis peut lui être appliqué (Cass., 22 décembre 1892, J. des parq. 92-2-168, S. 93-1-104, D. P. 93-1-157; — Lyon, 19 novembre 1891, D. P. 92-2-63; — Douai, 12 janvier 1892, D. P. 92-2-286; — Besançon, 29 janvier 1892, D. P. 92-2-61; — 19 mai 1897, D. P. 97-2-408; et en matière d'impôt sur le revenu des titres étrangers non abonnés : Trib. Lyon correct., 15 juillet 1930, confirmé par la Cour de Lyon, le 9 décembre 1930; — Toulouse, 19 décembre 1934).

Quant aux amendes prononcées par la loi de 1914, dès lors qu'elles présentent le caractère de réparations civiles, de dom-

mages-intérêts, il ne peut être accordé le sursis (Cass. 19 novembre 1891, J. des parq. 91-2-207; S. 92-1-107, D. P. 92-1-109; — 22 décembre 1892, S. 93-1-104, D. P. 93-1-157; — Rennes, 30 décembre 1898, J. des Parquets 99-2-15; Cf. impl^e Toulouse, 19 décembre 1934, et notamment du mot *seulement* dans le dispositif; — Cass. cr. 7 avril 1933, Bull. Cont. ind., n° 13, p. 204).

352. CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — Dans son ancienne rédaction (décret du 27 novembre 1870), l'article 463 du Code pénal, relatif aux circonstances atténuantes et à leurs effets, n'était applicable que lorsqu'il s'agissait de délits prévus, soit par le Code pénal, soit par des lois spéciales qui donnaient *expressément* au juge le droit d'y recourir (Cass. 4 janvier 1861, S. 61-1-391, D. P. 61-1-185; — 24 septembre 1868, S. 70-1-142, D. P. 69-1-438; — 10 mai 1872, S. 72-1-311; — 12 septembre 1873, B. cr. n° 307; — 10 mars 1876, D. P. 77-1-464; — 11 janvier 1895, B. cr., n° 22; — 23 mars 1907, D. P. 1909-5-40).

Par suite et à défaut de dispositions expresses dans le texte de l'article 38 de la loi du 29 mars 1914, les juges ne pouvaient, eu égard aux circonstances, abaisser la peine au-dessous du minimum prévu par cette disposition. Le seul droit laissé aux juges était d'appliquer la peine entre le minimum et le maximum fixé par la loi.

Mais, la question est plus délicate depuis la mise en vigueur de la loi du 29 décembre 1928 (*J. Off.* 3 janvier 1929, D. P. 1929-4-127) qui a modifié l'article 463 du Code pénal. Désormais, en matière correctionnelle, « sauf disposition contraire expresse, dans tous les cas où la peine est celle de l'emprisonnement ou de l'amende, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de 6 jours et l'amende même au-dessous de 16 fr. ». Il résulte, d'ailleurs, des travaux préparatoires de la loi, et plus spécialement du rapport de M. Chéron, sénateur, que le législateur a eu en vue toutes les amendes, quelle que soit leur nature, et, tout spécialement, les amendes fiscales.

En ce qui nous concerne, nous estimons que, pour l'interprétation de ce texte, il y a lieu, en matière de peines prononcées par les lois fiscales, de distinguer suivant les textes et suivant les peines.

Tout d'abord, si le texte qui prononce la peine est purement fiscal et que l'amende édictée participe plutôt du caractère d'une réparation civile que d'une peine, nous estimons que le nouveau texte est inapplicable. L'amende représente, en effet, suivant l'expression de l'avocat général Beaudouin (Cass. 19 novembre 1891, D. P. 92-1-109) des dommages-intérêts, dont, suivant l'article 51 du C. P., la détermination est fixée par la loi elle-même. Or, on ne saurait évidemment, et quelles que soient les circonstances, atténuer le montant de pareils dommages-intérêts.

Au contraire, si l'amende prévue, prononcée par un texte fiscal, apparaît plutôt comme une peine qu'une réparation civile, l'article 463 nous paraît applicable.

En d'autres termes, les amendes, ainsi que la quintuple taxe, édictées par la loi de 1914, ne peuvent être réduites au-dessous du minimum fixé par ce texte. Par contre, les amendes prononcées par les articles 112 de la loi du 25 juin 1920, 52, 53 et 54 de la loi du 22 mars 1924 peuvent faire l'objet, de la part des juges, de la réduction prévue par l'article 463 nouveau.

Nous ne pouvons donc approuver le jugement rendu le 10 janvier 1935 par le tribunal de Marseille, qui, contrairement aux termes impératifs de l'article 38 de la loi de 1914, a fixé à 18 fr. chacune des amendes encourues par un professionnel à l'occasion du paiement irrégulier de coupons étrangers non abonnés. Cette décision nous satisfait d'autant moins qu'elle a réduit les amendes variables seules, et non la quintuple taxe, alors cependant que, les unes et les autres de ces pénalités procédant du même caractère, le tribunal eût dû leur appliquer un régime identique. On ne saurait d'ailleurs, pour soutenir le contraire, invoquer la qualification de sanctions pénales donnée aux amendes par la Cour de Cassation dans son arrêt du 25 mars 1920 (Inst. 3700, § 3); il s'agit là d'un terme improprement donné par la Cour et dont la signification est singulièrement réduite par le contexte de l'arrêt qui admet le cumul des amendes et reconnaît qu'elles sont applicables par le seul fait matériel de l'infraction, sans qu'il y ait à rechercher l'intention coupable.

Par contre, si, indépendamment de l'amende, la loi édicte une peine d'emprisonnement, les juges peuvent en toute hypothèse, même s'il s'agit d'un texte fiscal, remplacer celle-ci par une peine pécuniaire. L'emprisonnement constitue toujours une peine et rien qu'une peine; elle ne présente, en aucun cas, le carac-

tère de dommages-intérêts ou de réparations civiles. Le tribunal a donc tout pouvoir, en vertu de l'art. 463 nouveau, pour substituer à la prison une amende, serait-elle d'un franc.

353. RESPONSABILITÉ CIVILE. — Autre conséquence, et c'est là un point très important, les amendes peuvent être prononcées non seulement contre ceux qui ont participé à l'infraction, mais encore contre les personnes que l'article 1384 rend civilement responsables (Le Poittevin, dict^{re} des parquets, v^o Amendes, n^o 3).

La jurisprudence a fait des applications intéressantes de ce principe, en matière d'impôt sur le revenu des titres étrangers :

Par deux jugements des 27 novembre 1930 et 20 janvier 1932, confirmé par la Cour de Paris dans un arrêt du 18 juillet 1933, le Tribunal correctionnel de la Seine a reconnu civilement responsable, en ce qui concerne tant les droits simples que les pénalités, une banque à l'occasion des agissements délictueux non seulement de son administrateur délégué, mais même d'un simple administrateur, qui était en fait le maître de l'affaire. « S'il en « était autrement » — ajoute le jugement du 27 novembre 1930 — « les prescriptions de la loi seraient lettre morte, puisqu'il « suffirait à une société, pour conserver ses gains illicites, ne se- « rait-ce que par accroissement de sa clientèle, de se livrer à ces « opérations délictuelles sous le couvert d'un administrateur non « salarié en apparence et, d'ailleurs, insolvable. » La Cour a fait remarquer, en outre, que la banque, en admettant même qu'elle ne soit pas responsable en vertu de l'article 1384 C. c., le serait en vertu des dispositions de l'art. 1998 C. c., qui rend le mandant responsable du fait de son mandataire.

354. RESPONSABILITÉ DES BANQUES. — Dans le cas, d'ailleurs assez fréquent, où les employés d'une banque abusent de leurs fonctions pour procéder à des fraudes sur coupons et tirent seuls profit de leurs opérations irrégulières, l'Administration est-elle fondée à poursuivre la banque, à titre de civilement responsable, pour le paiement tant des droits simples que des pénalités ?

Il semble bien que l'affirmative doive prévaloir.

L'article 1384 du C. c. dispose : « On est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde... § 3. Les

maîtres ou commettants (sont responsables) du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. »

D'après la jurisprudence, ce texte, rédigé en termes des plus étendus, doit être appliqué de la manière la plus large.

La Cour de Cassation reconnaît, notamment, que les maîtres ou commettants sont responsables, non seulement du dommage causé par leurs domestiques ou préposés par l'exercice normal et régulier des fonctions auxquelles ils sont employés, mais encore de celui qui résulte de l'abus de ces fonctions (Cass. 12 décembre 1903, S. 1906-1-150, D. P. 1904-1-71; — 23 mars 1907, D. P. 1907-1-351).

Il a été jugé notamment qu'une société financière est, à bon droit, déclarée responsable du dommage causé, tant par le fait de son préposé que par un défaut de surveillance et une imprudence imputables à la société elle-même, lorsque ce préposé a commis un faux et qu'il est constaté que la cause unique du dommage éprouvé par les tiers est l'abus que ledit préposé a fait des fonctions à lui confiées par la société et sans l'exercice desquelles il n'eût pu commettre l'acte dommageable.

Enfin, dans un tout récent arrêt (Capital, 27 août 1934), la Cour de Cassation a reconnu que la responsabilité d'une banque s'étend au dommage causé par l'abus de fonctions du préposé, dès l'instant que l'usage abusif est intervenu au cours ou à l'occasion de l'accomplissement de ces fonctions, alors même que les agissements coupables seraient interdits par les règlements de cet établissement.

Dès lors, toutes les fois que les actes délictueux sont commis par un employé de banque à l'occasion de ses fonctions, l'Administration peut poursuivre le recouvrement des droits et des pénalités contre l'établissement de crédit (Sol. 3 novembre 1933).

355. CASIER JUDICIAIRE. — Par une circulaire de la chancellerie du 22 janvier 1900, il avait été décidé que les condamnations aux amendes fiscales prononcées par les tribunaux correctionnels, quel qu'en soit le chiffre, serait-il supérieur à 1.000 fr., ne seraient pas inscrites sur le casier judiciaire.

Mais, cette décision ayant été vivement critiquée a été rapportée. Une nouvelle circulaire du 20 décembre 1904 a prescrit d'é-

tablir le bulletin n° 1, même quand il s'agit de contraventions fiscales, pourvu qu'elles soient de la compétence des tribunaux correctionnels.

La condamnation, qui figure toujours sur l'extrait n° 2, n'est pas mentionnée sur l'extrait n° 3, à moins de condamnation ultérieure. La condamnation cesse dans tous les cas d'être inscrite dans les délais prévus par l'art. 8 de la loi du 5 août 1899, modifié par les lois des 11 juillet 1900 et 23 mars 1908.

356. DÉCIMES. — Enfin, nous approuvons l'opinion de l'Administration qui décide que les pénalités de la loi de 1914 doivent être majorées, non pas des 65 décimes qui s'ajoutent au montant des amendes pénales prononcées par les cours et tribunaux (L. 27 décembre 1927, art. 34; Inst. 3967, § 4), mais des décimes qui sont édictés, le cas échéant, par les lois de finances. Les Tribunaux ont adopté unanimement cette manière de voir et nous ne pouvons, dès lors, que tenir pour inexacte la théorie professée par les juriscenseurs (v° Société, impôt sur le revenu, n° 334).

Dès lors, pour les contraventions commises postérieurement au 23 mars 1924 et antérieurement au jour de la mise en vigueur du décret-loi du 20 juillet 1934 (Inst. 4174, § 1^{er}), les amendes variables sont passibles des huit décimes prononcés par les lois des 6 prairial an VII (art. 1^{er}), 23 août 1871 (art. 1^{er}), 30 décembre 1873 (art. 3), 25 juin 1920 (art. 110) et 22 mars 1924 (art. 2); la quintuple taxe qui, suivant les époques, a supporté — ou non — le double décime de la loi du 22 mars 1914, doit être seulement majorée du double décime et demi de l'art. 110 de la loi du 25 juin 1920 (Sol. 11 février 1926; — 14 et 29 juin 1928; — Inst. 2846-vi).

Quant aux contraventions postérieures à la date de la mise en application du décret-loi du 20 juillet 1934, les pénalités qui les sanctionnent échappent à tous décimes, suivant la règle tracée par l'article 1^{er} de ce décret.

Ce sont, d'ailleurs, les décimes en vigueur au jour de l'infraction et non ceux en vigueur au jour de la condamnation, qui sont applicables (Cass. 11 déc. 1863; — 9 novembre 1888; Labbé, op. citato, 135).

Ajoutons que la condamnation à l'amende entraîne, de plein droit, s'il y a lieu, l'obligation de payer les décimes. Cette règle

s'applique d'une manière générale en matière de pénalités recouvrées par l'Administration de l'Enregistrement; il en est autrement seulement en matière de contributions indirectes, de douanes et d'octroi, en raison de textes spéciaux et formels à cet égard (Loi 30 mars 1902, R. E. 2933, Sol. 10 juin 1916).

357. PERSONNALITÉ DES PEINES. — Mais, si l'amende fiscale a pour but principal l'indemnisation et la réparation du préjudice causé par la fraude au Trésor public, elle participe néanmoins du caractère de peine. Aussi bien, l'Administration estime-t-elle que les pénalités prononcées par la loi de 1914 s'éteignent par le décès du contrevenant (D. m. f. 1^{er} septembre 1807, Inst. 340, § 4; Cass. 9 décembre 1813, sur les conclusions de Merlin; — crim. 30 mai 1828; — 5 septembre 1828; — 11 octobre 1834; — ch. réunies, 10 janvier 1840; — crim. 18 janvier 1861; — 4 décembre 1863; — 11 décembre 1863; — 16 mai 1867; — civ. 10 novembre 1874, Inst. 2509, § 2, S. 75-1-132; Seine, 29 mars 1878, J. E. 20732; Nancy, 20 mai 1884, J. E. 22535; Cass. crim. 19 novembre 1891, Concl. de l'avocat général Beaudouin; Figeac, 22 décembre 1898, R. p. 9698; Cass. civ. 16 décembre 1907, R. E. 4530; Demante, Principes, 4^e éd., n° 808; Sol. 21 mars 1882, J. E. 21819; Sol. 13 janvier 1918; — 30 avril 1925; — 29 octobre 1928; — 9 janvier 1929; — 15 janvier 1929; — 24 juillet 1931; D. m. f. 4 septembre 1933; contra Wahl, D^t fiscal, II, n° 754; Pilon, op. cit°, 1207).

Ce principe s'applique, d'ailleurs, en toute hypothèse que les pénalités soient du ressort de la juridiction civile ou correctionnelle, sauf dans le cas où les pénalités ont été prononcées par un jugement passé en force de chose jugée. Dans cette hypothèse, il ne s'agit plus de pénalités à proprement parler, mais bien du montant d'une condamnation définitive. Mais, seul un jugement de condamnation a pour effet de rendre les pénalités exigibles contre les héritiers de la personne condamnée; un engagement de payer, une pétition de remise, une soumission ne seraient pas suffisants pour permettre d'en poursuivre le recouvrement en cas de décès du contrevenant.

L'Administration va même plus loin — trop loin, selon nous — dans l'application de cette règle. Elle estime, lorsque les pénalités sont à la charge d'une société, que ces pénalités sont

éteintes par la disparition de l'être moral (Sol. 17 novembre 1932, Société civile immobilière; Sol. 22 juin 1931; — 16 octobre 1931 et 2 février 1933, société anonyme). Mais, nous pensons qu'elle se refuserait à admettre au bénéfice de cette règle la société, qui très rapidement entrerait en dissolution et serait liquidée, lorsque la liquidation aurait précisément pour but d'éviter le paiement de sanctions fiscales.

358. LA QUINTUPLE TAXE. — La quintuple taxe présente, pour la totalité de son montant, le caractère d'une pénalité. Elle ne comprend donc pas la taxe simple et elle doit être réclamée en sus de cette taxe (Sol. 16 mars 1917; — 22 mars 1917; — 20 août 1917; — Marseille, 4 juin 1917 et 17 juin 1918; C. d'Aix, 31 octobre 1918 et 1^{er} février 1919; Cass. crim. 25 mars 1920, Inst. 3700, § 3).

D'autre part, elle est liquidée, non pas sur le prix payé aux porteurs de coupons, mais sur la valeur nominale de ces coupons, convertie s'il y a lieu en monnaie française, d'après le cours de la veille du paiement (Cour de Lyon, 3 juillet 1917; Cass. crim. 27 décembre 1917; R. E. 6772; Seine, 22 octobre 1917, observ. R. E. 6771).

Enfin, aux termes de l'article 37, qui la prononce, elle n'est due, en ce qui concerne le défaut de paiement de l'impôt sur les produits encaissés à l'étranger, que pour les années antérieures à celle de la découverte de l'infraction. Aussi bien, depuis la mise en vigueur de la loi du 16 février 1932 qui a permis le contrôle du paiement de l'impôt sur les produits encaissés à l'étranger en obligeant les bénéficiaires à souscrire une déclaration nominative au bureau du lieu de leur domicile, doit-on reconnaître que la quintuple taxe n'est pas exigible lorsque l'Administration a été en mesure de découvrir la contravention au cours de l'année même où elle a été commise (Sol. 9 février 1921, Inst. 3700, § 24-1). Ainsi, seule l'amende variable est due au cas où la contravention est portée à la connaissance de l'Administration par un acte soumis à la formalité de l'enregistrement. Il en est de même, selon nous, dans le cas fréquent où la contravention est révélée par un renvoi des Contributions Directes à la suite de la déclaration d'avoir à l'étranger souscrite à ce service.

359. AMENDE VARIABLE. — « Voilà un individu qui fait la fraude de sur une grande échelle, un entrepreneur de fraude. Il s'enrichit dans des proportions considérables. La régie le sait, elle voit cet individu jouir d'une opulence acquise aux dépens de l'Administration; mais, elle n'a aucun moyen de lui ravir ce gain illicite, gênée qu'elle est par la règle rigide qui exige d'elle une preuve parfois impossible. Elle réussit enfin; elle dresse son procès-verbal, et ainsi, *démontrant expressément* un fait de fraude particulier, elle *prouve moralement* que le contrevenant n'a recueilli sa grande fortune qu'au détriment de l'Administration. Ne serait-ce pas ridicule que tout cela n'aboutisse qu'à forcer le contrevenant à dédommager l'Administration du préjudice causé par l'unique fait de fraude *expressément* prouvé ? » (Labbé, de l'amende pénale et de l'amende fiscale, p. 127).

C'est pour donner, à cet égard, une arme à l'Administration que le législateur a institué les amendes variables. Ainsi, les Tribunaux, dans leur appréciation souveraine des faits et des circonstances, peuvent, mieux que l'Administration elle-même, trop souvent tentée de recouvrer le maximum, proportionner la sanction à la gravité de la faute et réparer, dans la mesure du possible, le préjudice *réellement* subi par le Trésor.

360. DROIT DE REMISE. — Comme pour toutes les pénalités recouvrées par l'Administration de l'Enregistrement, celles prononcées par la loi du 29 mars 1914 sont susceptibles de remise gracieuse. Il en est ainsi, que ces pénalités soient de la compétence des tribunaux civils ou des tribunaux correctionnels, qu'elles aient — ou non — fait l'objet de condamnations judiciaires passées en force de chose jugée (voir à ce sujet et en ce qui concerne les pénalités fiscales recouvrées par l'Administration des Contributions Indirectes, Le Poittevin, *opere cit.*, v^o Contributions Indirectes, n^o 10; D. m. f. 13 juillet 1918; — 5 mars 1934). Toutefois, le Chef de l'Etat pourrait seul, par voie de grâce, remettre l'emprisonnement ou en faire remise au condamné (Garraud, *ibid.*, p. 206).

L'Administration recommande même à ses agents (Inst. 3467) de se dispenser le plus souvent de rédiger un procès-verbal et les invite à faire souscrire une pétition qui reconnaît suffisamment à elle seule la contravention commise.

Le droit de remise appartient en principe au Ministre. Mais il a été délégué au Directeur Général de l'Enregistrement en ce qui concerne les pénalités dont le montant est égal ou inférieur à 120.000 fr., et aux Directeurs départementaux lorsque ce montant est égal ou inférieur à 40.000 fr. (Décret du 19 août 1934, *J. off.* du 18 septembre, Inst. 4179).

Toutefois, pour les pénalités qui sont du ressort des Tribunaux correctionnels, les pétitions doivent être soumises à l'examen du Directeur Général, la règle tracée à cet égard par l'inst. 3467 n'ayant pas été rapportée (Sol. 4 septembre 1925; → 8 février 1926).

361. RECHERCHE PAR ÉPREUVES DES CONTRAVENTIONS. — Les agents, qui exercent le contrôle de l'impôt chez les assujettis peuvent d'ailleurs se dispenser de relever toutes les contraventions commises et non couvertes par la prescription. En raison du travail considérable qu'occasionne ce contrôle, l'Administration admet que la vérification ne porte que sur un délai plus réduit, par exemple sur une période de trois mois et qu'au moyen des résultats ainsi obtenus, on procède à l'évaluation forfaitaire du préjudice subi par le Trésor. Dans le cas où cependant, les vérifications établiraient une fraude grave, il y aurait lieu de procéder à un examen complet de la comptabilité, de manière à soumettre au Tribunal des données aussi précises que possible pour lui permettre de fixer plus exactement le montant des amendes variables.

Enfin, en matière d'insuffisance du cours du change, les pétitions doivent toujours indiquer le taux moyen des insuffisances constatées par rapport au montant total des coupons acquittés et le taux de la marge de garantie admise à déduction (Circ. aut. du 3 novembre 1926, Division centrale, 1^{er} Bureau).

362. RÉPARTITION DES AMENDES DE RÉPARTITION. — Conformément aux dispositions de l'article 38 de la loi du 29 mars 1914 un décret du 10 août suivant a déterminé le mode de répartition des amendes édictées par l'article précité.

Aux termes de l'article 1^{er} de ce décret, il était attribué aux auteurs de la découverte des contraventions un quart des amendes payées par les contrevenants. L'attribution ne portait d'ail-

leurs que sur le montant des amendes variables recouvrées à l'exclusion de la quintuple taxe (D. m. f. 31 juillet 1926; Sol. 12 décembre 1927), après prélèvement sur ces sommes d'un forfait de 8 0/0 à titre de frais de régie, et déduction des décimes (Sol. 2 mai 1924; — 14 août 1926; — 9 décembre 1926).

Ce régime a été entièrement modifié par l'article 19 du décret-loi du 20 juillet 1934, qui a supprimé les allocations individuelles, qui pouvaient prêter à des abus, pour établir une allocation collective aux agents de l'Administration. Ce texte a décidé la répartition du dixième de toutes les pénalités recouvrées par l'Administration de l'Enregistrement dans les conditions qui restent à déterminer par un décret non encore intervenu (Inst. 4174, § 15).

363. AMNISTIE. — L'article 21 de la loi du 13 juillet 1925 a prononcé une amnistie générale pour tous les impôts que pouvaient rendre exigibles les avoirs à l'étranger, à la condition que ces avoirs soient déclarés à l'Administration des Contributions Directes, d'une façon exacte et sincère, avant le 1^{er} mars 1926.

Cette amnistie couvre, tout à la fois les droits simples et les pénalités dues en vertu de l'article 37 de la loi du 29 mars 1914 (Inst. 3860, § 17). Mais elle ne saurait être étendue au défaut de déclaration de produits encaissés à l'étranger au cours de l'année 1925, la déclaration devant être faite le 31 mars 1926.

Depuis lors, deux nouveaux textes, les articles 79 de la loi du 31 mai 1933 et 7 de la loi du 23 décembre 1933, ont accordé une amnistie en ce qui concerne les infractions fiscales de toute nature, encourues antérieurement à la promulgation de ces textes et qui ont été réparées complètement et spontanément, c'est-à-dire avant l'ouverture de toute procédure administrative ou judiciaire (Inst. 4145, § 1^{er}, et 4160-1).

L'amnistie décidée par ces derniers textes est à la fois plus large que celle prononcée par la loi du 13 juillet 1925 en ce sens qu'elle s'applique à tous les impôts, alors que la première ne couvrait que les infractions en matière d'avoirs à l'étranger, et plus restreinte en ce sens qu'elle exonère des seules pénalités alors que la première exemptait du paiement à la fois des pénalités et des droits simples.

§ II. — Contraventions du ressort des tribunaux civils

364. Les contraventions du ressort des tribunaux civils sont celles qui sont afférentes aux art. 36 et 37 de la loi du 29 mars 1914 et au décret du 21 juin suivant en tant qu'il est relatif à ces articles.

I. — Article 36

365. RÈGLE GÉNÉRALE. — Les contraventions à l'article 36 de la loi du 29 mars 1914 se rapportent aux obligations imposées tant aux porteurs qu'aux assujettis en vue de la perception de l'impôt pour le compte du Trésor et de son versement dans les caisses de l'Etat. Elles sont punies d'une amende variable de 100 à 10.000 fr.

Le défaut de versement de la taxe au Trésor est actuellement assimilé aux contraventions à l'article 35 de la loi du 29 mars 1914 (art. 36 de la loi du 16 avril 1930).

366. OPÉRATION DE PAIEMENT. — L'Administration a reconnu que l'amende variable est applicable à chaque opération de paiement irrégulièrement effectuée. Par suite, il ne peut être réclamé d'amende spéciale pour chaque coupon ou chaque catégorie de coupons faisant l'objet d'un même paiement (Sol. 25 juillet 1923).

367. BORDEREAUX DE PAIEMENT. — Si le porteur de coupons n'a pas déposé le bordereau de paiement édicté par l'article 36, 1^{er} alinéa, il n'encourt pas d'amende, à raison de l'anonymat prévu par cette disposition (contra Lyon, corr. 15 juillet 1930, R. E. 9404). Par contre, l'assujetti à qui la loi impose l'obligation d'exiger ou de rédiger lui-même ce document est passible de la pénalité (Sol. 16 mars 1917; — 22 mars 1917).

Si le bordereau ne contient pas les mentions que l'assujetti doit, conformément aux prescriptions de l'article 3, dernier alinéa, du décret du 21 juin 1914, obligatoirement apposer (n° d'inscription au registre n° 1, montant de l'impôt, affidavit), il est dû par celui-ci une amende par bordereau, quel que soit le nombre des irrégularités commises dans cet écrit. Si les mentions manquantes doivent être inscrites, soit par l'assujetti, soit

par le porteur (nature des coupons, nombre, valeur par unité, valeur totale de chaque catégorie, montant total des sommes imposables), l'Administration ne réclame aucune pénalité (Sol. 21 mai 1927).

Mais, de ce qu'aucune pénalité n'est exigible par suite de l'omission sur le bordereau de ces dernières mentions, il ne s'ensuit pas que l'omission de ces mêmes mentions sur le registre n° 1 ne constitue pas une contravention donnant lieu à l'amende (Sol. 10 avril 1919).

368. TENUE DES REGISTRES. — Le fait de ne tenir aucun des registres prévus par la loi ne constitue qu'une seule contravention. La disposition de l'article 36, 4^e alinéa, doit, en effet, être considérée comme une prescription d'ensemble, qui ne saurait être scindée (Sol. 16 mars et 22 mars 1917, précitées).

Pour les mêmes motifs, une seule amende est exigible au cas d'omission de la même opération tant sur le registre n° 1 que sur l'extrait de ce registre, ou sur le registre n° 2 et sur l'extrait de ce registre. La deuxième omission est, en effet, la conséquence de la première (Sol. 18 décembre 1917).

Mais, pour que le défaut involontaire d'inscription des opérations, par les assujettis qui tiennent les répertoires, ne soit pas davantage puni, dans certains cas, que le défaut de tenue des répertoires, l'Administration décide que, même dans l'hypothèse où aucun répertoire n'est tenu, l'amende pour défaut d'inscription des répertoires est exigible pour chacune des opérations non inscrites.

Aussi bien, au cas de tenue irrégulière ou de défaut de tenue des répertoires, il est dû autant d'amendes qu'il y a de contraventions distinctes ou successives (Inst. 3467, p. 4; Sol. 25 juillet 1923).

Ainsi, dans le cas où la banque se borne à inscrire chaque jour, en bloc, le montant de l'impôt exigible, les contraventions sont sanctionnées par une double série d'amendes, savoir : 1° pour n'avoir pas exigé les bordereaux prescrits; 2° pour n'avoir pas porté au registre n° 1 en détail chacune des opérations.

Quant aux inscriptions tardives au répertoire, chacune d'entre elles motive la réclamation d'une amende.

369. EXTRAITS DES RÉPERTOIRES. — L'omission sur l'extrait d'une opération omise sur le registre ne donne ouverture qu'à une amende (Sol. 18 décembre 1917 précitée).

Au surplus, il est dû une amende pour chaque extrait mensuel, non déposé au bureau, même si les registres ne sont pas tenus. Cette solution a été prise pour ne point favoriser ceux qui ne tiennent pas les registres, par rapport aux assujettis plus consciencieux qui ont simplement omis de déposer les extraits (Inst. 3467).

Enfin, si l'Administration accorde aux assujettis les plus grandes facilités pour la confection matérielle des extraits, encore faut-il que ces documents soient lisibles de manière à permettre à la Régie d'exercer son contrôle. Le dépôt d'extraits illisibles constitue donc une contravention au décret du 21 juin 1914 et motive, par conséquent, la réclamation de l'amende variable (Sol. 29 juin 1926; 6 novembre 1926; 13 octobre 1931).

II. — Article 37

370. RÈGLE GÉNÉRALE. — La combinaison des articles 37 et 38 conduit à reconnaître que toute contravention commise à l'occasion du paiement de l'impôt dû sur des coupons encaissés à l'Etranger par une personne domiciliée en France est sanctionné :

Si elle a pour effet de priver le Trésor de tout ou partie de l'impôt, à la fois par la quintuple taxe et l'amende de 100 à 10.000 fr. (Sol. 5 février 1917; 12 juin 1919);

Si elle ne motive pas un complément de droit, de la seule amende variable.

371. NATURE DES PRODUITS. — Le défaut de paiement de l'impôt donne ouverture aux pénalités fixées par la loi, sans qu'il y ait à examiner la nature des produits, ou la forme suivant laquelle ils sont distribués. Peu importe, notamment, que les produits soient répartis en numéraire ou par la voie de remise d'actions nouvelles (D. m. f. 16 février 1926).

372. TAUX DES PÉNALITÉS. — Pour établir la liquidation des pénalités, il faut se placer, non pas au jour où les coupons ont été encaissés, mais au jour où la contravention a été commise.

Ainsi, le redevable qui n'aura pas déclaré des revenus touchés au cours de l'année 1934, antérieurement au décret-loi du 20 juillet 1934, encourra au 31 mars 1935, la pénalité du quintuple droit et de l'amende variable, sans adjonction des décimes.

373. ANNÉE DE LA DÉCOUVERTE DE L'INFRACTION. — La disposition contenue dans le 2^e alinéa de l'article 37, savoir : « En cas d'infraction aux prescriptions contenues dans l'alinéa précédent, le contrevenant sera puni d'une amende égale au quintuple des sommes dont le Trésor a été privé *pour chacune des années antérieures à celle de la découverte de l'infraction*, sans toutefois que le droit de répétition puisse s'étendre à plus de dix années », doit s'entendre en ce sens, d'une part, que la quintuple taxe ne peut être réclamée que si le droit simple est devenu exigible au cours des dix années antérieures à la découverte de l'infraction et, d'autre part, que, si la découverte de l'infraction a eu lieu dans l'année même où la taxe est devenue exigible, la quintuple taxe ne peut pas être réclamée.

X..., par exemple, a encaissé à l'Etranger, au cours des années 1932, 1933 et 1934, des produits imposables. Il aurait dû passer sa déclaration dans les trois premiers mois des années 1933, 1934 et 1935. L'infraction est découverte en 1935. La quintuple taxe est due uniquement sur les revenus encaissés en 1932 et 1933, tandis que trois amendes sont exigibles.

L'année prévue par le texte est, d'ailleurs, l'année civile, courant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

374. RECTIFICATION DE LA DÉCLARATION. — Il est de règle que, tant que le délai légal pour payer les droits n'est pas expiré, les parties peuvent compléter ou rectifier la déclaration qu'elles ont souscrite, sans être tenues d'aucune pénalité et cela quand même l'omission ou l'insuffisance aurait été reconnue et aurait donné lieu à la signification d'une contrainte (Inst. 338; Dijon 16 février 1864, J. E. 17937; R. P. 2037; D. E., v^o Succession, n^o 2594; Sol. 22 décembre 1928).

Ce principe est général; il s'applique à tous les impôts et notamment à la taxe des revenus mobiliers.

Mais, ce délai expiré, il n'est pas douteux, sous le régime de la loi du 16 février 1932, qui impose aux bénéficiaires de coupons encaissés à l'Etranger la déclaration nominative, que la

déclaration rectificative donne ouverture, soit à l'amende variable et à la quintuple taxe, soit à l'amende variable seulement, suivant que cette déclaration rectificative motive ou non un complément de droits.

375. PRODUITS DÉJÀ TAXÉS A L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX OU A L'IMPÔT SUR LES SALAIRES. — Lors-que des produits passibles de la taxe du revenu ont été, par erreur, taxés par le service des Contributions Directes à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou à l'impôt sur les salaires, l'Administration admet qu'il y a lieu d'imputer sur l'impôt légalement dû les sommes déjà acquittées indûment (voir ci-dessus, n° 114).

Comme conséquence, il a été décidé que la quintuple taxe serait elle-même liquidée, non pas sur le montant total de l'impôt, mais seulement sur le complément d'impôt exigible après l'imputation ci-dessus.

376. TANTIÈMES, JETONS DE PRÉSENCE ET RÉMUNÉRATIONS DIVERSES DES ADMINISTRATEURS. — A raison de sa référence à la loi du 29 juin 1872, la loi du 29 avril 1926, qui a institué l'impôt sur les jetons de présence distribués aux administrateurs de sociétés étrangères non abonnées constituées par actions, ne permettait pas, au cas de défaut de paiement de la taxe, de réclamer aux bénéficiaires autre chose que les droits simples. Aucune pénalité n'était encourue de ce chef.

Mais la situation a été modifiée par l'article 9 de la loi du 31 juillet 1929, qui soumet à l'impôt, obligatoirement acquitté par la voie de la déclaration nominative, les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations des administrateurs, « sous peine de l'amende prévue par l'art. 37, dernier alinéa, de la loi du 29 mars 1914 ».

Or, l'article 37, dernier alinéa, de la loi du 29 mars 1914 prévoit uniquement la quintuple taxe, à l'exclusion de l'amende variable prononcée par l'article 38.

Aussi bien, est-il reconnu que le défaut de paiement de la taxe due sur ces allocations donne seulement ouverture au quintuple droit pour les années antérieures à celle de l'infraction (Sol. 6 février 1934; Bulletin officiel de l'Administration, mars 1934; Inst. 4171, § 13, II; R. E. 10270, I).

§ III. — Contraventions du ressort des tribunaux correctionnels

377. RÈGLE GÉNÉRALE. — Les contraventions, qui sont du ressort des tribunaux correctionnels, sont prévues et punies par l'article 38 de la loi du 29 mars 1914, modifié par l'article 36 de la loi du 16 avril 1930.

En ce qui les concerne, ce texte est ainsi conçu :

« Les contraventions aux prescriptions contenues dans l'article 35 et au règlement à intervenir pour l'exécution de cet article, ainsi que le défaut de versement du montant de l'impôt retenu ou avancé conformément aux dispositions dudit article, seront constatés au moyen de procès-verbaux dressés par les agents de l'enregistrement, les officiers de la police judiciaire, les agents de la force publique, ceux des contributions directes, des contributions indirectes et des douanes.

« Elles donneront lieu à des poursuites correctionnelles engagées à la requête de l'administration de l'enregistrement et seront punies d'une amende de mille à dix mille francs (1.000 à 10.000 francs), indépendamment d'une amende égale au quintuple des sommes dont le Trésor aura été privé. Les articles 59 et 60 du code pénal sont applicables.

« Les peines prévues à l'alinéa précédent sont applicables à quiconque aura tiré ou tenté de tirer un profit quelconque de la contravention commise.

.....

« Les contraventions aux prescriptions contenues dans le premier paragraphe de l'article 35, si le contrevenant opérant, tant pour son propre compte que pour le compte de tiers, n'a pas d'établissement en France, seront l'objet de poursuites correctionnelles et passibles d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de 1.000 à 10.000 fr. et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de un à deux ans et d'une amende de 10.000 à 25.000 fr. »

I. — Infractions visées par ce texte

378. Les infractions visées par ce texte sont celles afférentes à l'article 35 de la loi du 29 mars 1914, aux dispositions prises par le décret du 21 juin 1914 pour l'exécution de cet article et au défaut de versement de l'impôt retenu ou avancé.

Elles ont donc trait :

au défaut de déclaration d'existence;

au défaut de déclaration de cessation de commerce ou de profession;

au défaut de retenue ou d'avance de l'impôt;

au défaut de versement au Trésor de l'impôt retenu ou avancé;
et aux irrégularités commises à l'occasion de ces formalités.

Les Tribunaux correctionnels n'ont, au surplus, aucune compétence pour statuer sur les contraventions aux articles 36 et 37 de la loi du 29 mars 1914 (Auch, 11 octobre 1917, R. E. 6770).

379. DÉFAUT DE DÉCLARATION D'EXISTENCE OU DE CESSATION. —

Le défaut de déclaration d'existence, aussi bien en ce qui concerne l'établissement principal que les agences ou succursales, donne ouverture à l'amende de 1.000 à 10.000 fr.

Il en est de même du défaut de déclaration de cessation. Toutefois, l'Administration admet, qu'au cas de suppression d'une succursale, non suivie de la déclaration de cessation, seule l'amende de 1.000 à 10.000 fr. est exigible et que cette réclamation interdit celle des amendes pour défaut de continuation du dépôt des extraits des répertoires (Sol. 27 juin 1917; — 28 août 1919).

L'obligation de la déclaration d'existence est absolue : elle s'applique dans tous les cas où la personne se livre au trafic de coupons, en toute autre qualité que celle de préposé d'un professionnel (Cass. crim. 27 décembre 1917; Toulouse, 19 décembre 1917) et alors même que les opérations seraient réalisées dans le bureau d'un tiers (Cass. crim. 27 décembre 1917).

380. OPÉRATION DE PAIEMENT. — Ces pénalités, comme celles qui ont fait l'objet du paragraphe précédent, sont dues, non pas pour chaque coupon ou chaque catégorie de coupons, mais bien pour chaque opération de paiement (Sol. précitée du 25 juillet 1923).

381. SENS DE L'EXPRESSION : « IMPÔT AVANCÉ ». — Dans le cas où, par suite de contrats existants, l'impôt est à la charge de l'émetteur du titre, l'impôt doit, aux termes de l'article 35 de la loi du 29 mars 1914, être *avancé* par le banquier.

D'autre part, l'impôt doit, d'après la règle tracée par l'article 10 du décret du 21 juin 1914, être versé au Trésor dans les dix premiers jours du mois suivant celui de l'encaissement.

Par suite, dans la réalité des faits, l'assujetti n'avance pas l'impôt au moment où il procède au paiement des coupons, mais bien dans les dix premiers jours du mois suivant.

Serait-il, dans ces conditions, possible de soutenir que l'infraction est encourue seulement à partir du moment où l'impôt aurait dû être versé dans les caisses de l'Administration ?

Il ne semble pas.

L'assujetti, dès le moment où il procède à une opération de paiement de coupons est débiteur du Trésor, il est en compte avec lui; la contravention ne consiste donc pas dans le fait qu'il n'a pas versé les droits, mais bien dans le fait que, dans ses écritures, il n'a pas inscrit, dès le moment du règlement des coupons, sa dette d'impôt.

Dès lors, le mot avancé doit être pris dans cette acception spéciale de défaut d'inscription immédiate sur le registre n° 1 de l'impôt devenu exigible par suite de l'opération de paiement des coupons.

382. COUPONS A CHANGE. — RETENUE INSUFFISANTE. — Au cas où, par suite de l'application inexacte du change au jour du paiement, l'assujetti commet une insuffisance dans la retenue de la taxe, il est reconnu qu'il y a lieu de réclamer pour chaque opération de paiement l'amende variable et la quintuple taxe liquidée sur la portion d'impôt dont le Trésor a été privé de ce chef (Sol. 6 octobre 1924; — 5 octobre 1925; 31 octobre 1925; — 15 décembre 1926).

M. Maguéro n'approuve pas cette solution (T. A. suppl^t à la 2^e éd., v° val. mob. étr., n° 270): « Aux termes de l'article 38 de la loi du 29 mars 1914 » — dit le savant auteur — « ces pénalités ne punissent que les contraventions à l'article 35, c'est-à-dire à celles consistant pour les assujettis à procéder aux opérations énumérées dans ce texte, sans opérer immédiatement la retenue de l'impôt ou sans en faire l'avance. Or, l'assujetti, qui omet de tenir compte du change pour calculer l'impôt qu'il retient à ses clients, ou qui en fait une application inexacte, satisfait, en opérant une retenue qu'il croit légale, aux prescriptions de l'article 35. Il ne contrevient qu'aux dispositions

de l'article 8 du décret relatives aux indications à porter sur le registre n° 1 en ce qui concerne la valeur des coupons soumis à l'impôt et ces dispositions tendent à l'exécution de l'article 36 de la loi et non de l'article 35. Il en résulte, à notre avis, que les infractions dont il s'agit sont sanctionnées par l'amende de 100 à 10.000 fr. édictée par l'article 38, 4^e alinéa, en ce qui concerne les contraventions aux articles 36 et 37 et non pas les pénalités prévues pour les contraventions à l'article 35 ».

Ces motifs ne nous paraissent pas déterminants et nous estimons, au contraire, que la manière de voir de l'Administration est seule exacte.

Sans doute, l'insuffisance de retenue de l'impôt n'est prévue spécialement par aucun texte. Mais, il n'en reste pas moins qu'en disposant dans l'article 35 que les assujettis ne pourront payer les coupons sans opérer immédiatement la retenue de l'impôt, le législateur a évidemment voulu prescrire la retenue intégrale de la taxe exigible. Si celle-ci n'a été retenue qu'en partie, il y a bien, pour le surplus, violation de l'article 35, entraînant l'application des pénalités édictées par le 2^e alinéa de l'article 38. Il s'agit, d'ailleurs, en l'espèce, de la répression d'errements abusifs, qui, non seulement portent un grave préjudice au Trésor, mais qui constituent, sinon en droit, du moins en fait, à l'égard des porteurs, de véritables abus de confiance, auxquels il est juste, par suite, d'appliquer de lourdes peines relevant de la justice répressive.

383. IMPÔT RETENU, MAIS NON VERSÉ AU TRÉSOR. — Sous le régime de la loi de 1914, antérieurement à la mise en vigueur de l'article 36 de la loi du 16 avril 1930, il était reconnu que l'assujetti, qui, après avoir régulièrement retenu l'impôt à ses clients, ne le versait pas au Trésor, ne contrevenait pas aux dispositions de l'article 35 de la loi de 1914. Il n'encourait, ni l'amende variable, ni la quintuple taxe (Auch, 20 juin 1918, R. E. 6814). Il n'était possible de lui réclamer que les amendes de 100 à 10.000 francs, dues, le cas échéant, pour défaut de tenue des registres réglementaires et défaut de versement de l'impôt (Inst. 4027, § 24).

Et cependant, il s'agissait là d'une des formes les plus graves de la fraude. L'Administration n'avait, d'ailleurs, pas la possibilité de réprimer de pareils agissements en se fondant sur les dis-

positions du Code pénal, puisque ces faits ne constituent pas l'abus de confiance visé par l'art. 408, dès lors que les sommes détournées n'ont pas été remises à l'assujetti en vertu de l'un des contrats limitativement énumérés par ce texte (louage de choses, dépôt, mandat, nantissement, prêt à usage, louage de services, d'ouvrage ou d'industrie). L'obligation de retenir l'impôt imposée par le législateur ne saurait, notamment, être assimilée au mandat, qui, en vertu de l'article 1984 du C. c. exige l'acceptation du mandataire, ni à aucun des autres contrats, en l'absence de consentement de la part de l'assujetti (voir ci-dessus, n° 212). C'est d'ailleurs ce qu'a reconnu la Cour de Cassation, dans un arrêt récent (Cass. crim. 3 mars 1934, D. H. 1934-195).

Par cet arrêt, la Cour Suprême a décidé, en effet, en matière d'assurances sociales, que l'employeur qui ne verse pas au Trésor le montant des sommes qu'il a prélevées sur les salaires de ses ouvriers et employés, ne commet pas un abus de confiance, dès lors qu'il n'est investi d'aucun mandat légal ou conventionnel de l'Etat, du salarié ou des caisses et qu'il est seulement le débiteur des organismes institués par la loi, en ce qui concerne tant la cotisation de ses ouvriers que de la sienne propre.

Cette décision, qui met fin à une controverse qui avait divisé les Tribunaux et les Cours (Not. Seine, correct., 24 mai 1933, D. H. 1933-423; C. de Lyon, 24 mars 1932, S. 1932-2-103), s'applique par identité de motifs à la matière de l'impôt sur le revenu des titres étrangers non abonnés.

L'article 36 de la loi du 16 avril 1930 n'a pas attendu la décision de la Cour pour sanctionner une fraude qui menaçait les intérêts du Trésor. Désormais, le défaut de versement du montant de l'impôt perçu par l'assujetti, lors du paiement des coupons de valeurs étrangères non abonnées est passible des mêmes poursuites et puni des mêmes peines que le défaut de déclaration d'existence ou l'absence de retenue de l'impôt (Inst. 4057, § 24).

384. COUPONS PRIS A L'ENCAISSEMENT SANS RETENUE DE L'IMPÔT.—

Le fait que le premier assujetti a seulement pris les coupons à l'encaissement et que les droits simples ont été régulièrement perçus par le deuxième assujetti, cessionnaire, est sans effet sur l'exigibilité des amendes à la charge du premier d'entr'eux. La quintuple taxe est, en effet, exigible alors même que l'impôt se trouve

ultérieurement versé par un autre intermédiaire (Bordeaux, 21 juin 1917, R. p. 13852 ; Loches, 9 mars 1917, R. p. 13651-m ; Auch, 11 octobre 1917, R. E. 6770 ; Toulouse, 7 septembre 1934).

Mais, dans ce cas, la taxe simple n'est pas réclamée, à la condition que l'assujetti justifie de son versement (T. A. supp^o à la 2^e éd., v^o Val. mob. étr., n^o 268 ; Sol. 9 juin 1928). Toutefois, comme il s'agit là d'une dérogation aux dispositions de l'article 35 de la loi du 29 mars 1914, prise par mesure de tempérament, l'Administration ne saurait être obligée à procéder elle-même aux recherches et il appartient aux assujettis de produire toutes justifications utiles à cet égard (Sol. 24 juin 1923 ; Toulouse, 7 septembre 1934 ; voir ci-dessus, n^o 170).

385. AFFIDAVITS IRRÉGULIERS. — Il appartient aux assujettis de s'assurer que les affidavits qui leur sont présentés sont réguliers dans la forme et qu'ils répondent à toutes les conditions imposées par l'article 11 du décret du 21 juin 1914. Aussi bien, le fait de payer, encaisser, acheter, négocier ou recueillir, sans retenue ou sans avance de la taxe, des coupons, à l'appui desquels est déposé un affidavit inopérant est-il assimilé à un défaut pur et simple de retenue ou d'avance de la taxe. Ce fait motive l'application tant de l'amende de 1.000 à 10.000 fr. que de la quintuple taxe. Au surplus, l'assujetti est tenu pour responsable des droits simples (D. m. f. 16 février 1926 ; Seine, 20 janvier 1932, et Cour de Paris, 18 juillet 1933).

II. — Personnes passibles des amendes

386. Le texte de l'article 38 de la loi du 29 mars 1914, modifié par l'article 36 de la loi du 16 avril 1930, frappe, des sanctions qu'il prononce, les auteurs et co-auteurs des délits, les complices (art. 59 et 60 du C. P.) et toutes personnes qui ont tiré ou tenté de tirer profit de la contravention commise.

387. AUTEURS ET CO-AUTEURS. — Les auteurs et co-auteurs du délit sont toutes personnes qui, faisant profession ou commerce du trafic des coupons ont commis une des infractions visées par la loi. Au surplus, et dans l'opinion soutenue par l'Administration, il en est de même de ceux qui, occasionnellement, ont réalisé une ou plusieurs opérations de paiement,

achat, négociation des coupons dont il s'agit (voir ci-dessus n° 213).

Sur ce point, le texte n'appelle aucune observation particulière.

Nous signalons toutefois que les pénalités sont encourues alors même que l'auteur des opérations incriminées les a accomplies dans le bureau d'une tierce personne dont il n'est, d'ailleurs, pas l'employé (Cass. crim. 27 décembre 1917, I. G. 3581, § 5).

D'autre part, le texte punit l'infraction et seulement celle-là, par conséquent, la tentative d'infraction reste en dehors des prévisions du texte de l'article 38.

388. DÉLIT DE COMPLICITÉ. — La Cour de Cassation a posé ce principe que, suivant la règle tracée par l'article 1^{er} du Code Pénal, l'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles, c'est-à-dire d'une amende supérieure à 5 fr. ou d'un emprisonnement de plus de cinq jours, constitue un *délit*, encore bien que l'intention coupable n'en soit pas un élément essentiel. Elle en tire cette conséquence que les règles générales de la complicité s'appliquent à ces délits, dans les conditions du droit commun (Cass. 23 février 1884, S. 86-1-233, D. P. 86-1-427, — 28 février 1885, S. 87-1-41; — 22 avril 1887, S. 88-1-397; — 20 avril 1888, S. 90-1-425; — 21 mars 1890, S. 91-1-185; — 21 juin 1895, S. 95-1-528; — 13 mars 1897, D. P. 97-1-593; — 4 février 1898, D. P. 99-1-369; Le Poittevin, *opere citato*, v° Complicité, n° 1).

Cette règle, à défaut de dispositions contraires, s'applique évidemment en matière des pénalités prévues par l'article 38 de la loi du 29 mars 1914.

C'est d'ailleurs ce qu'a reconnu formellement le Tribunal correctionnel de Toulouse, dans son jugement du 19 décembre 1934.

Pour qu'aucune difficulté ne puisse exister sur ce point, le législateur de 1930, en modifiant l'article 38 de la loi du 29 mars 1914, a formellement visé les articles 59 et 60 du Code pénal, relatifs aux complices.

Pour que la complicité existe, il faut tout d'abord qu'il y ait : coopération à une infraction commise à la loi par un assujetti à l'occasion d'une des opérations prévues par l'article 35 de la loi ou à l'occasion du défaut de versement de l'impôt.

Il faut, en outre : 1° que cette coopération résulte d'un fait positif; — 2° qu'elle soit volontaire et consciente; — 3° qu'elle ait été réalisée par l'un des modes imitatifs déterminés par la loi.

Les différents modes de complicité prévus par les articles 59 et 60 du C. P. sont les suivants :

La provocation à l'action coupable, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité, même morale, ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables. Par suite, ne tombe pas sous le coup de la complicité, le simple conseil donné à un individu ou l'exhortation à lui faite de commettre le délit;

Les instructions données pour commettre l'infraction;

Le fait d'avoir procuré des armes, instruments ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir : l'expression instruments doit être prise dans son acception la plus large.

Le fait d'avoir, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les circonstances qui l'ont préparée ou facilitée ou dans ceux qui l'ont consommée.

389. PERSONNES QUI ONT TIRÉ OU TENTÉ DE TIRER UN PROFIT QUELCONQUE DE LA CONTRAVENTION. — Les personnes qui ont tiré ou tenté de tirer un profit quelconque de la contravention sont passibles des peines prévues à l'article 38.

Mais, quelles sont ces personnes ?

Dans une première opinion, on soutient que les porteurs de coupons n'entrent pas dans le champ d'application de la loi, puisque le texte de l'article 35, qui est spécial aux banquiers, et, plus généralement, aux intermédiaires, ne peut viser les bénéficiaires de produits qui, touchant en France, leurs coupons, ne sont pas soumis au paiement de l'impôt. A l'appui de cette manière de voir, on invoque les travaux préparatoires de la loi et, plus spécialement, l'exposé des motifs, qui paraissent inspirés uniquement du souci de réprimer les fraudes commises par certains assujettis, qui s'approprient l'impôt retenu à leurs clients et chargent un tiers, moyennant la ristourne d'une partie de cet impôt, d'encaisser à l'étranger les coupons qu'ils ont payés en France.

Cette opinion, qui paraît avoir triomphé devant la Chambre

des mises en accusation de la Cour de Paris, dans trois arrêts du 27 avril 1933, rendus à l'occasion des affaires, dites de la Banque commerciale de Bâle, n'est pas exacte.

Un des buts poursuivis par la loi du 16 avril 1930 a été de frapper tous ceux qui participent à la fraude commise par le banquier et, en présence des termes clairs et compréhensifs de ce texte qui, par deux fois, emploie les mots « *quiconque* » et « *quelconque* », on doit reconnaître qu'il s'applique à toute personne qui tire parti de la fraude commise et notamment au porteur de coupons, puisqu'elle lui assure, le plus souvent, la plus grande partie du bénéfice de cette fraude. Au surplus, il n'y a pas lieu de recourir aux travaux préparatoires de la loi, d'ailleurs des plus sommaires, en présence de la volonté fort clairement exprimée par le législateur qui n'a pu raisonnablement légiférer sur une hypothèse toute spéciale en employant la formule la plus large que puisse comporter une loi répressive.

D'ailleurs, la Cour de Cassation, à la censure de laquelle ces arrêts ont été soumis, s'est refusée à prendre parti sur la question.

En définitive, nous estimons, avec l'Administration, que, tombe sous le coup de l'article 38, toute personne qui tire un profit quelconque de la fraude, sans qu'il y ait à examiner si elle est bénéficiaire des produits, intermédiaire habituel ou occasionnel. Dans ce cas, les porteurs doivent, d'ailleurs, être poursuivis non comme complices des intermédiaires, mais comme auteurs principaux du délit qui consiste à tirer parti de la fraude commise (Sol. 16 janvier 1933).

Il en est de même de toute personne qui a tenté de tirer profit de la contravention. Pour qu'il y ait tentative punissable, il faut : 1° que la volonté de commettre le délit se soit manifestée par des actes constituant un commencement d'exécution; 2° que cette tentative n'ait été suspendue ou n'ait manqué son effet que par suite de circonstances indépendantes de la volonté de son auteur (Le Poittevin, *ibid.*, v° Tentative, n° 1).

Le mot « profit » doit, d'ailleurs, être lui-même entendu dans son sens le plus large. Il peut être direct, lorsque l'assujetti partage avec le porteur le produit de la fraude, ou indirect, lorsque

l'assujetti ristourne une partie de son gain à un autre intermédiaire qui lui a adressé le porteur.

Mais, il faut qu'il y ait profit. C'est ainsi que l'Administration ne pourrait poursuivre en vertu de ce texte, celui qui justifie que l'impôt lui a été régulièrement retenu : à ce dernier, il n'appartient pas d'examiner si le banquier a rempli régulièrement les obligations qui lui sont imposées par la loi (Sol. 8 décembre 1934).

Enfin, pour que celui qui a tiré ou tenté de tirer profit de la fraude soit punissable, il faut que la contravention ait été commise. La personne qui aurait tenté de tirer profit d'une tentative de fraude ne serait pas passible des peines prévues par l'article 38.

III. — Peines encourues

390. AMENDES. — Les auteurs, co-auteurs et complices des contraventions visées à l'article 38, ainsi que les personnes qui ont tiré ou tenté de tirer profit des contraventions commises, sont passibles, pour chaque opération délictuelle, d'une amende variable de 1.000 à 10.000 fr., ainsi que de la quintuple taxe.

Ce texte n'appelle sur ce point aucune observation particulière. On remarquera toutefois que, contrairement à ce qui a lieu pour les contraventions à l'art. 37, les infractions aux dispositions de l'article 35 et celles relatives au défaut de versement de l'impôt sont passibles du quintuple droit, même si elles ont été commises pendant l'année au cours de laquelle elles ont été découvertes (Sol. 11 février 1926; — 16 janvier 1933).

La tentative est punie des mêmes peines que la contravention principale. (Inst. 4057, § 24).

Les peines sont dues à la fois par l'auteur de l'infraction et par le complice (Cour de Toulouse, 27 décembre 1934).

391. PEINES CORPORELLES. — L'article 38 punit tout à la fois d'une amende de 1.000 à 10.000 fr. et d'un emprisonnement de 6 mois à un an, les contraventions aux dispositions de l'article 35 et le défaut de versement de l'impôt commis par une personne qui, opérant tant pour son propre compte que pour le compte d'autrui, n'a pas d'établissement en France.

Ce texte, dû à l'initiative de M. Perchot, sénateur, répond à

une double préoccupation. D'une part, il a pour but d'éviter que les banques étrangères n'envoient des représentants (démarcheurs) en France pour acheter en monnaie française, au domicile des porteurs, les coupons de valeurs étrangères. D'autre part, il vise à prémunir contre la fraude connue sous le nom de groupage, et qui consiste à réunir les coupons de plusieurs porteurs entre les mains d'un seul, qui se charge d'en faire l'encaissement, directement ou indirectement, en général à l'étranger, pour le compte de tiers (*J. off. Sénat, Déb.* 16 mars 1914, pp. 400, 3^e col., et 401, 1^{re} et 2^e col.).

Le mot « *établissement* » ne doit pas être pris dans le sens de domicile (art. 102 du C. c.), mais dans le sens d'« établissement financier régulièrement organisé en France » (Bordeaux, 21 juin 1917). La peine d'emprisonnement est donc applicable au Français, qui, domicilié sur notre sol, sans avoir une banque ou un bureau ouvert au public, connu de tous, et soumis à la patente, se livrerait au trafic des coupons.

Elle ne saurait, au contraire, être prononcée :

contre la personne qui, en dehors de son appartement occupé par sa famille, possède un bureau, qui est inscrite au rôle de la patente comme agent d'affaires, et qui, en outre, était établie dans une localité voisine dans un local ayant, avant elle, servi à un banquier pour un usage analogue (Auch, 20 juin 1918, R. E. 6770);

contre la personne qui possède un établissement financier pour lequel elle a fait de la publicité dans les journaux (Lyon, 3 février 1916).

En définitive, suivant les termes du jugement du Tribunal d'Auch du 20 juin 1918, « *la circonstance aggravante atteint uniquement ceux qui agissent, avec clandestinité, ... pour ne pas laisser trace de leur passage... et nullement ceux qui font appel à la publicité, donnant ainsi toute facilité pour que leurs opérations soient contrôlées* ».

Mais, ce point acquis, la peine d'emprisonnement atteint toutes les personnes qui se livrent clandestinement au paiement frauduleux des coupons sans qu'il y ait à examiner si ceux qui s'y livrent, n'étant ni banquiers, ni courtiers, ni remisiers, « ne sont pas en situation d'avoir un établissement en France, ni

ailleurs » (Lyon, 15 juillet 1930, confirmé par Cour de Lyon, le 9 décembre 1930, R. E. 9404).

Nous croyons devoir, en outre, faire remarquer que le groupage effectué par une personne qui ne possède aucun établissement en France, visé par M. Perchot, ne saurait donner lieu à aucune pénalité, de quelque nature qu'elle fût, si l'opération était réalisée par un mandataire gratuit, qui ne pourrait entrer dans le champ d'application de l'article 38 parce que non assujetti (voir ci-dessus, n° 215; Toulouse, 19 déc. 1934).

Enfin, en cas de récidive, les peines sont portées à l'emprisonnement de un à deux ans et à l'amende de 10.000 à 25.000 francs.

Pour qu'il y ait récidive, au sens du dernier paragraphe de l'article 38 de la loi du 29 mars 1914, il faut : 1° que la seconde contravention ait été commise dans un délai de 5 ans après l'exécution de la première peine ou sa prescription (art. 58 C. pénal); 2° que les deux infractions soient identiques (art. 58, § 2, du même Code). Cette condition est d'ailleurs remplie lorsque la contravention a été suivie de transaction avant la perpétration de la seconde ou si les amendes, encourues à raison de la première contravention, ont fait l'objet soit d'une contrainte non suivie d'opposition, soit, en cas d'opposition à contrainte, de condamnation définitive prononcée par la juridiction contentieuse (Cass. crim. 7 mars 1924, Dalloz hebdomadaire 1924, p. 283), 3° que la première contravention ait été suivie d'une condamnation définitive (Inst. 3467).

L'amende prononcée par ce texte est seulement destinée à se substituer à l'amende prononcée par le 1^{er} alinéa du même article et qui s'applique au défaut de déclaration d'existence : elle présente donc le même caractère de réparation civile (Sol. 24 janvier 1916; contra, impl. Toulouse, 19 décembre 1934).

392. CAS D'APPLICATION DES PÉNALITÉS.

I. *Inobservation par un banquier de toutes ses obligations :*

- 1° Défaut de déclaration d'existence :
1 amende (correctionnelle) de 1.000 à 10.000 fr.;
- 2° Défaut de tenue des deux registres (n°s 1 et 2) :
1 amende (civile) de 100 à 10.000 fr.;
- 3° Défaut de retenue de l'impôt :

- 1 amende (correctionnelle) de 1.000 à 10.000 fr. par opération, et quintuple taxe;
- 4° Paiement de coupons sans bordereau :
 - 1 amende (civile) de 100 à 10.000 fr. par opération;
- 5° Défaut d'inscription des opérations sur les registres :
 - 1 amende (civile) de 100 à 10.000 fr. par opération;
- 6° Défaut de dépôt des extraits des registres n^{os} 1 et 2 :
 - 1 amende (civile) de 100 à 10.000 fr. par mois.

II. *Défaut de retenue de l'impôt sur quelques opérations seulement :*

- 1° Défaut de retenue de l'impôt :
 - 1 amende (correctionnelle) de 1.000 à 10.000 fr. par opération et quintuple taxe;
- 2° Paiement de coupons sans bordereau :
 - 1 amende (civile) de 100 à 10.000 fr. par opération;
- 3° Omission des opérations sur le registre n^o 1 :
 - 1 amende (civile) de 100 à 10.000 fr.;
- 4° L'omission de ces mêmes opérations sur les extraits constitue une contravention unique avec l'omission correspondante sur le registre. Dans le cas cependant où l'extrait devenu, par suite des omissions, négatif, n'aurait pas été déposé, il serait dû une amende (civile) de 100 à 10.000 fr. pour chacun des extraits mensuels non souscrits.

Il ne s'agit d'ailleurs ici que d'une insuffisance dans le versement et cette insuffisance ne paraît pas donner ouverture à l'amende.

III. *Défaut de versement de l'impôt retenu aux porteurs. Inobservation par le banquier de toutes ses obligations :*

- 1° Défaut de déclaration d'existence :
 - 1 amende (correctionnelle) de 1.000 à 10.000 fr.;
- 2° Défaut de tenue des deux registres (n^{os} 1 et 2) :
 - 1 amende (civile) de 100 à 10.000 fr.;
- 3° Paiement de l'impôt sans bordereau (le cas échéant) :
 - 1 amende (civile) de 100 à 10.000 fr.;
- 4° Défaut d'inscription des opérations sur les registres :
 - 1 amende (civile) de 100 à 10.000 fr.;
- 5° ou bien, si des opérations ont été effectuées, défaut de versement :

- 1 amende (correctionnelle de 1.000 à 10.000 fr. pour chaque mois; et quintuple taxe; .
ou bien, si aucune opération n'a été effectuée, défaut de dépôt d'extrait négatif :
- 1 amende (civile) de 100 à 10.000 fr. pour chaque mois.

IV. *Défaut de versement de l'impôt retenu en ce qui concerne quelques opérations seulement :*

- 1° Paiement de coupons sans bordereau (le cas échéant):
 - 1 amende (civile) de 100 à 10.000 fr. par opération;
- 2° Omission sur les registres :
 - 1 amende (civile) de 100 à 10.000 fr. par opération;
- 3° Défaut de versement de l'impôt :
 - 1 amende (correctionnelle) de 1.000 à 10.000 fr. par mois et quintuple taxe.

L'omission dans les extraits mensuels ne donne lieu à aucune pénalité. Il en serait autrement, toutefois, si l'extrait devenait, par suite des omissions, négatif et n'était pas déposé.

§ IV. — Textes d'ordre général

393. En vue d'assurer une plus exemplaire répression des fraudes fiscales, le législateur a édicté diverses peines correctionnelles, indépendantes de celles prononcées par la loi de 1914.

Les unes, dont l'application est prévue par l'article 112 de la loi du 25 juin 1920, sont destinées à punir les *manœuvres frauduleuses* commises en vue d'échapper à l'un quelconque des impôts établis au profit de l'Etat.

Les autres, qui sont fixées par l'article 52 de la loi du 22 mars 1924, s'appliquent aux omissions et insuffisances de déclaration commises dans *une intention de fraude*.

Les mêmes peines sont étendues, par l'article 53 de la dernière loi aux complices des délinquants et, par l'article 54, aux personnes qui s'entremettent pour l'encaissement de revenus à l'étranger en vue de les faire échapper à l'impôt.

I. — Article 112 de la loi du 25 juin 1920

(Art. 182 des lois codifiées)

394. Ce texte est ainsi conçu :

« Quiconque s'est frauduleusement soustrait ou a tenté de se soustraire frauduleusement au paiement total ou partiel des impôts établis par les lois au profit du Trésor public, est puni d'une amende de 1.000 fr. au moins et de 5.000 fr. au plus, sans préjudice des droits du Trésor.

En cas de récidive dans un délai de cinq ans, il est puni, en outre, d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus et peut être privé en tout ou en partie, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits civiques énumérés par l'article 42 du Code pénal.

Le tribunal peut, de plus, ordonner que le jugement soit publié intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il aura désignés et qu'il soit affiché dans les lieux indiqués par lui, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de la publication et de l'affichage puissent dépasser 5.000 fr.

Les dispositions des six derniers alinéas de l'article 7 de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans les ventes de marchandises et de la falsification des denrées alimentaires et des produits agricoles sont applicables.

L'article 463 du Code pénal peut être appliqué.

Les poursuites sont engagées à la requête de l'administration compétente et portées devant le tribunal correctionnel dans le ressort duquel l'impôt aurait dû être acquitté ».

Les sanctions prononcées par ce texte s'appliquent à tous les contribuables, qu'ils agissent soit comme tenus personnellement au paiement de l'impôt, soit comme collecteurs de droits, et à l'occasion du paiement de tous les impôts établis *par les lois au profit du Trésor public*. Dès lors, en matière d'impôt sur le revenu des titres étrangers, cette disposition peut frapper aussi bien le porteur encaissant ses coupons en France ou à l'étranger, que l'assujetti.

Toutefois, les infractions qu'elle est destinée à réprimer doivent être *frauduleuses* : il faut donc que ces infractions soient entourées d'une présentation de faits matériels inexacts, destinée à tromper l'Administration. Il en est ainsi au cas d'emploi par un assujetti, soit d'affidavits irréguliers établis en vue du paiement en franchise de coupons (Seine, 20 janvier 1932; Cour de Paris, 22 mai 1932 et 18 juillet 1933), soit de faux bordereaux de négociation (Sol. 26 février 1935), soit de *subterfuges divers* employés pour échapper aux poursuites du Trésor (Cass. crim. 17 déc. 1927, Bull. Contrib. Directes, n° 306, p. 595).

Sans doute, il résulte des travaux préparatoires que, dans l'esprit du législateur, cet article avait pour but de punir les contraventions aux lois fiscales, dans tous les cas où elles ne sont pas déjà frappées par la législation en vigueur de peines correctionnelles. L'Administration estimait donc à l'origine qu'il ne s'appliquait pas en matière d'impôt sur le revenu des titres étrangers (Inst. 3626, § 21).

Mais, la Cour de Paris n'a pas cru devoir suivre cette opinion. Elle a reconnu, dans son arrêt du 18 juillet 1933, qu'une pareille distinction n'était pas fondée.

« Considérant — porte cette décision — que le recours aux travaux préparatoires ne se justifie que lorsque le texte d'une loi est obscur et ambigu; que la loi de 1920, dont les termes comme le sens sont très nets et excluent toute interprétation, vise, d'une manière générale, toute fraude ou tentative de fraude, sous quelque forme qu'elle se dissimule, ayant directement et exclusivement pour but et devant avoir nécessairement pour résultat d'é-

luder le paiement de tout impôt établi par une loi fiscale; que cette fraude peut notamment consister dans la production malicieuse d'affidavits revêtus par leur présentateur de fausses signatures; que non seulement la loi de 1920 frappe cette fraude d'une peine pécuniaire élevée, mais qu'elle édicte, en outre, en cas de nouvelle infraction dans le délai ordinaire de la récidive correctionnelle, une peine corporelle... »

L'Administration de l'Enregistrement paraît s'être rangée à cet avis. Mais, il n'en est pas de même de l'Administration des Contributions Indirectes qui n'invoque jamais ce texte, si ce n'est en matière de fraudes sur les jeux, la loi spéciale aux infractions de cette nature étant formelle à cet égard.

L'amende prononcée par cet article paraît présenter, au surplus, le caractère de peine.

D'une part, la condamnation ne peut être prononcée qu'autant que l'infraction a été commise dans une intention coupable. D'autre part, si on rapproche de ce texte les dispositions de l'article 52 de la loi du 22 mars 1914, qui a pour but de le compléter, on remarque que ces diverses dispositions opposent les amendes fiscales à l'amende qu'ils prononcent. De plus, la nature des autres sanctions, toutes d'ordre pénal, démontre que l'amende présente le même caractère. Enfin, l'application possible de l'article 463 du C. P. établit qu'il ne peut s'agir d'une réparation civile, de dommages-intérêts.

C'est d'ailleurs dans ce sens que se sont formellement prononcés le Tribunal correctionnel de la Seine et la Cour de Paris dans leurs décisions des 20 janvier 1932 et 18 juillet 1933; ces juridictions en tirent cette conséquence que si l'amende pénale se cumule avec les amendes fiscales, du moins une seule amende pénale peut être prononcée.

L'Administration des Contributions directes a adopté la même opinion et elle décide que l'amende est passible non pas des décimes fiscaux, mais bien des décimes pénaux fixés par l'art. 34 de la loi du 27 décembre 1927 (Inst. générale du 31 janvier 1928, n° 383, p. 293, note 1, et n° 386, p. 294, note 2).

Le service de l'Enregistrement a pris parti en sens contraire. Il s'est, en effet, pourvu en cassation contre l'arrêt précité de la Cour de Paris du 18 juillet 1933, en tant que cette décision a reconnu applicables les dispositions de l'art. 365 du code instr. crim. sur le cumul des peines.

Signalons, à titre d'information, que certains tribunaux correctionnels qui ont eu à appliquer ce texte en matière de fraudes sur les jeux ont décidé que l'amende devait être majorée des seuls décimes fiscaux (Avesnes, 11 avril 1933; Marseille, 5 décembre 1933).

Les peines prononcées sont des plus graves.

Pour une première infraction, le contrevenant est passible d'une amende de 1.000 fr. au moins et de 5.000 fr. au plus, sans préjudice des droits dus au Trésor.

En cas de récidive dans le délai de cinq ans, c'est-à-dire dans le délai de récidive en matière correctionnelle, l'intéressé est puni, en outre, d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus et peut être privé, en tout ou en partie, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits civiques énumérés à l'article 42 du Code Pénal.

Le Tribunal peut, d'autre part, ordonner la publication et l'affichage du jugement aux frais du condamné, sans que, toutefois, les frais de la publication et de l'affichage puissent dépasser 5.000 fr.

L'article 463 du C. P., sur l'admission des circonstances atténuantes, peut être appliqué, soit au délinquant primaire, soit au récidiviste.

II. — Article 52 de la loi du 22 mars 1924, modifié
par les art. 6 de la loi du 4 avril 1926 et 20 du décret du 20 juillet 1934

(Art. 183 des lois codifiées)

395. Ce texte est ainsi conçu :

« S'il est établi que le contribuable a agi dans le but de se soustraire frauduleusement au paiement total ou partiel des impôts, soit qu'il ait volontairement omis de faire sa déclaration dans les délais prescrits par la loi concernant l'impôt général sur le revenu, les impôts cédulaires et l'impôt de mutation par décès, soit qu'il ait volontairement dissimulé une part des sommes sujettes à l'impôt, il sera passible, indépendamment des sanctions fiscales établies par les lois en vigueur, d'une amende de 1.000 à 5.000 francs, à la condition, en cas de dissimulation, que l'insuffisance atteigne au moins 10 0/0.

« Le tribunal pourra, dans tous les cas, ordonner que le jugement sera publié intégralement ou par extraits dans les jour-

« naux qu'il désignera et qu'il sera affiché dans les lieux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de la publication et de l'affichage puissent dépasser 5.000 francs. Les dispositions des six derniers alinéas de l'article 7 de la loi du 1^{er} août 1905 seront applicables.

« En cas de récidive dans le délai de cinq ans, le contribuable est puni d'une amende de 1.000 à 100.000 fr. et d'un emprisonnement d'un mois à six mois. L'affichage et la publicité du jugement peuvent être ordonnés dans les conditions du 2^e alinéa du présent article.

« L'article 463 du Code pénal peut être appliqué. »

Les sanctions prononcées par ce texte s'appliquent uniquement aux impôts qui sont perçus par la voie de la déclaration; en matière d'impôt sur le revenu, il peut donc être invoqué par l'Administration à l'encontre du propriétaire ou usufruitier des titres, qui encaisse ses coupons à l'étranger et qui, *depuis la loi du 16 février 1932*, est tenu au paiement de l'impôt par la voie de la déclaration, mais non à l'encontre des assujettis, qui ne sont pas des contribuables, mais des collecteurs d'impôts. La déclaration d'existence n'entre pas dans les prévisions de ce texte, dès lors qu'elle ne doit pas servir de base et d'assiette à la perception de l'impôt (Ch. des mises en accusation de la Cour de Paris, 23 juin 1933, et Cass. crim. 15 février 1934, R. p. 18424).

L'amende encourue par les délinquants primaires est de 1.000 à 5.000 fr., mais elle n'est prononcée que si l'insuffisance est de 10 0/0 au moins. Le Tribunal *peut*, en outre, ordonner la publication et l'insertion du jugement aux frais des condamnés, sans toutefois que les frais puissent dépasser 5.000 fr. Les six derniers alinéas de l'art. 7 de la loi du 1^{er} août 1905, auxquels se réfère l'article 52 de la loi du 22 mars 1924, règlent les conditions de l'affichage des jugements et fixent les peines applicables à ceux qui suppriment, dissimulent ou lacèrent les affiches, ainsi qu'aux récidivistes de ces derniers délits de suppression, de dissimulation ou de lacération des affiches.

En cas de récidive dans le délai de 5 ans, le contribuable est puni d'une amende de 1.000 à 100.000 fr. et d'un emprisonnement d'un mois à six mois. La publication et l'affichage du jugement *peuvent* être ordonnés dans les conditions ci-dessus.

L'application de ces diverses sanctions n'est pas subordonnée,

comme celles prévues à l'article 112 de la loi du 25 juin 1920, à la mise en œuvre de moyens frauduleux. Elle peut avoir lieu dès l'instant que l'omission ou l'insuffisance de déclaration *a été volontaire*.

Cette condition ne saurait, bien entendu, être considérée comme remplie du seul fait que le contribuable n'a pas déposé sa déclaration dans le délai légal ou qu'il a produit une déclaration insuffisante; pour que l'application de la peine puisse être demandée, il faut, en outre, que l'Administration soit en mesure d'établir que le contribuable a agi dans l'intention de frauder le Trésor.

Les omissions ou insuffisances de déclarations résultant, soit d'une connaissance imparfaite des textes législatifs ou réglementaires, et, d'une manière générale, toute irrégularité commise de bonne foi, échappent donc à l'application des sanctions prononcées par ce texte.

Le texte original prévoyait un préliminaire obligatoire de conciliation. Mais, cette procédure s'était révélée de nature à paralyser, à l'encontre de la volonté du législateur, la répression de la fraude fiscale, en fournissant aux contrevenants un moyen facile d'éluder l'action pénale ou d'en faire ajourner la mise en œuvre (Cour de Paris, 27 avril 1933, — 19 mai 1933, R. E. 9944, R. T. 3888, R. p. 18423, et Cass. crim. 2 février 1934, 3 arrêts).

Pour remédier à cette situation, l'art. 20 du décret-loi du 20 juillet 1934 a purement et simplement supprimé cette procédure « en ce qui concerne les impôts perçus par l'Administration de l'Enregistrement » (Inst. 4174, § 16).

La question demeure néanmoins de savoir si la procédure prévue par l'article 52, avant cette modification, ne reste pas applicable aux contraventions commises avant la mise en vigueur du décret du 20 juillet 1934. Nous inclinons pour l'affirmative. Si, en principe, les règles de procédure s'appliquent immédiatement et en toutes hypothèses, encore faut-il que les nouvelles règles ne soient pas susceptibles de diminuer les droits de ceux qui auraient été appelés à en profiter. Or, tel est le cas en l'espèce.

Nous rappelons que la procédure préalable prévue par l'article 2 ne s'applique pas aux banquiers, qui, en matière d'impôt sur le revenu des titres étrangers non abonnés, ne sont pas des contribuables, mais des collecteurs d'impôts (Cass. crim. 15 février 1934, R. p. 18424; Seine, 7 juillet 1934).

Pour terminer, faisons remarquer que, selon nous, l'amende prononcée présente le caractère d'une peine et non d'une réparation civile. Le texte paraît formel sur ce point, dès lors qu'il oppose les amendes qu'il prononce aux amendes fiscales et que ces amendes ne sont dues que dans le cas où l'intention frauduleuse est établie.

III. — Article 53 de la loi du 22 mars 1924

(Art. 184 des lois codifiées)

396. Ce texte est ainsi conçu :

« Les complices des délits ci-dessus spécifiés seront punis des mêmes peines, sous les distinctions prévues au paragraphe 1^{er} de l'article 52, sans préjudice des sanctions disciplinaires s'ils sont officiers publics ou ministériels ».

Cette disposition a pour but de réprimer les faits de complicité aux infractions visées par l'article 52 de la loi du 22 mars 1924. En vertu de cet article, les sanctions pénales prévues par l'article 52 s'appliquent, indépendamment des sanctions disciplinaires susceptibles de leur être infligées s'ils sont officiers publics ou ministériels, aux complices des délits définis par l'article 52.

Les complices des délinquants ne peuvent d'ailleurs, comme les délinquants eux-mêmes, faire l'objet de poursuites qu'autant que les dissimulations ou insuffisances, relevées à la charge de ces derniers, atteignent 10 0/0 au moins.

Si ce n'est en ce qui concerne les sanctions disciplinaires prévues contre les officiers publics ou ministériels, ce texte peut paraître superflu, dès lors que suivant la règle tracée par l'article 1^{er} du C. P., les règles de la complicité s'appliquent à toute infraction punie d'une amende supérieure à 15 fr., même si l'intention coupable n'est pas un élément constitutif du délit (voir ci-dessus n° 388).

IV. — Article 54 de la loi du 22 mars 1924

(Art. 185 des lois codifiées)

397. Ce texte est ainsi conçu :

« Sera puni des peines prévues par l'article 52 le contribuable assujetti à l'impôt général sur le revenu qui, encaissant directement ou indirectement des revenus à l'étranger, aura volontaire-

ment soit omis de faire sa déclaration, soit omis d'y inscrire la mention spéciale exigée par le paragraphe 4 de l'article 16 de la loi du 15 juillet 1914, complété par l'article 65 de la présente loi, soit dissimulé une partie des revenus susvisés.

Sera puni des mêmes peines quiconque, en vue de faire échapper à l'impôt tout ou partie de la fortune d'autrui, s'entremet, soit en favorisant les dépôts de titres à l'étranger, soit en y encaissant ou y faisant encaisser, en y négociant ou y faisant négocier des coupons, soit en émettant ou en encaissant des chèques ou tous autres instruments créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques des valeurs mobilières ».

Le premier alinéa de cette disposition vise uniquement des infractions commises en matière d'impôt général sur le revenu.

Au contraire, le deuxième alinéa est applicable à tous les impôts qui frappent les valeurs mobilières et, notamment à l'impôt sur le revenu des titres étrangers non abonnés. Il a pour but la répression des faits d'entremise pour l'encaissement de revenus à l'étranger en vue de les soustraire à l'impôt.

Ce texte est clair. Il permet d'atteindre notamment les personnes qui adressent des circulaires dans lesquelles elles énumèrent les impôts auxquels les particuliers peuvent échapper en déposant leurs titres à l'étranger, ainsi que les maisons de banque qui ont établi, à l'étranger, des succursales et qui usent de celles-ci pour permettre à leurs clients d'éluder le paiement des droits sur les revenus des valeurs étrangères.

CHAPITRE VIII

Restitution et imputation

§ 1^{er}. — Restitution

398. RÈGLE GÉNÉRALE. — La loi du 29 mars 1914 ne renferme aucune disposition relative à la restitution de la taxe et on ne peut étendre, à la matière, les règles spéciales édictées par la loi du 18 janvier 1914, qui sont particulières aux droits d'enregistrement.

Le droit commun doit donc seul être appliqué. Par suite, les principes généraux sont fixés par l'article 1235 du Code civil, suivant lequel tout paiement supposant une dette, ce qui a été payé sans être dû est sujet à répétition.

399. DOUBLE EMPLOI. — Aussi bien, l'Administration a-t-elle toujours restitué les sommes acquittées au Trésor par double emploi (nombreuses solutions et notamment 5 mai 1915; — 7 mai 1915 et 16 janvier 1925) ou à la suite d'erreurs matérielles (Sol. 31 mars 1916; — 9 novembre 1916; — 4 mai 1917; — 13 décembre 1918; — 20 mars 1919; — 12 juin 1919; — 1^{er} décembre 1919).

Cette règle a été, notamment, appliquée à la restitution de droits acquittés sur un chèque-dividende payé à une personne qui n'y avait pas droit (Sol. 16 novembre 1921), ainsi qu'à l'impôt indûment perçu par suite de l'application d'un tarif supérieur à celui en vigueur (Sol. 8 juillet 1927).

400. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR. — Il est admis que l'événement postérieur, qui vient vicier, dans son principe même, la liquidation, annule rétroactivement la perception effectuée et motive le droit à remboursement. On ne saurait prétendre, en effet, que le décret du 21 juin 1914 ayant seulement autorisé l'imputation dans certains cas, a interdit la restitution à raison d'événements postérieurs; ce texte n'a eu d'autre effet que de créer un mode

spécial de restitution plus rapide et n'a pu aboutir à restreindre le champ d'application du droit à restitution tel qu'il résulte du droit commun.

En vertu de ces principes, une solution du 29 mars 1928 a reconnu que les droits perçus sur des coupons de valeurs étrangères seraient restituables à raison du réabonnement rétroactif des valeurs dont il s'agit, ce réabonnement venant vicier ultérieurement la perception effectuée.

401. CAS OU LA RESTITUTION NE PEUT ÊTRE AUTORISÉE. — Mais, l'Administration, malgré ses tendances libérales, ne peut restituer la taxe dans certains cas particuliers :

Vente d'un titre dont le coupon détaché a été assujetti à l'impôt. — L'Administration a décidé que si, suivant la pratique bancaire, le coupon a été détaché d'un titre un mois avant son échéance et que ce titre ex-coupon a été négocié dans le délai d'un mois, l'acheteur, qui exige la remise d'un coupon de même nature et de même valeur, doit acquitter sur ce coupon la taxe, encore bien que le coupon détaché du titre acquis l'ait déjà supportée.

Affidavit postérieur. — De même, par de nombreuses solutions, la Régie a refusé de procéder à la restitution de la taxe perçue sur des coupons présentés par des étrangers sans production de l'affidavit. La production ultérieure de l'affidavit est inopérante, étant donné que le décret du 21 juin 1914 a spécialement spécifié que cette déclaration devait être jointe « à l'appui du bordereau » (Voir ci-dessus n° 161).

L'Administration a tempéré toutefois cette règle et accordé la restitution si l'assujetti justifie que l'affidavit lui a été produit régulièrement, mais qu'elle a omis de l'utiliser lors du paiement des produits (Sol. 4 octobre 1915 et 9 novembre 1915). Elle a aussi admis le remboursement dans certains cas particuliers, à raison de circonstances exceptionnelles, telles que des considérations de haute convenance internationale, de la qualité des étrangers, membres du corps diplomatique près le gouvernement français, des événements de guerre (Sol. 22 juin 1915, Inst. 3449, § 15; R. E. 6349; D. m. f. 18 avril 1916; D. m. f. 28 novembre 1925; — 26 novembre 1926).

402. AYANTS-DROIT A LA RESTITUTION. — Les règles de la comptabilité interdisent qu'une somme puisse être restituée à un autre que le véritable ayant-droit. Par application de ce principe, l'Administration a refusé d'ordonner la restitution de droits indûment perçus au profit de personnes qui, usant des dispositions de l'article 36 de la loi du 29 mars 1914, n'ont fait connaître ni leur nom, ni leur domicile sur le bordereau déposé avec les coupons dont ils demandaient le payement (Sol. 21 juin 1916; — 13 novembre 1916). Allant plus loin dans cette voie, la Régie a refusé de rembourser à un receveur, la somme qu'il avait cru pouvoir payer de ces deniers pour restituer à un anonyme le montant de droits irrégulièrement retenus (Sol. 21 juin 1916).

Nous pensons toutefois avec M. Maguéro (T. A. Suppl. à la 2^e éd. *vo cit*^o, n° 303) qu'il y aurait eu lieu d'opérer le remboursement si l'auteur de la déclaration anonyme avait établi par des documents probants qu'il était le propriétaire des titres dont les coupons ont supporté l'indue perception et que la taxe avait bien été acquittée par lui.

403. REMBOURSEMENT AUX ASSUJETTIS. — La taxe étant retenue ou avancée par l'assujetti, puis versée au Trésor, l'Administration refuse de restituer en d'autres mains que celles de ce dernier. Les particuliers doivent donc s'adresser à l'établissement de crédit pour parvenir au remboursement (Solutions nombreuses).

404. DROITS PERÇUS PAR L'ENNEMI. — Nous signalons, enfin, que l'Administration n'a pas consenti à rembourser le montant des droits irrégulièrement perçus par l'ennemi, agissant en qualité d'occupant du pays et conformément aux conventions de la Haye (Sol. 19 novembre 1920).

§ II. — **Restitution des sommes acquittées à l'occasion du paiement de coupons dont la collectivité émettrice refuse ensuite le paiement.**

405. RÈGLE GÉNÉRALE. — Il arrive fréquemment qu'après avoir réglé, entre les mains d'un particulier, le montant des coupons que ce dernier lui a présentés, le banquier se trouve dans l'impossibilité de récupérer son avance auprès de la société, de l'établissement ou de l'Etat émetteur du titre ou de son représentant. C'est ce qui a lieu, notamment, lorsque les coupons ne sont pas échus, qu'ils sont mutilés, détachés de titres reconnus faux, amortis ou frappés d'opposition et non payables, ou lorsque l'établissement émetteur ne dispose pas, à l'échéance, d'une somme lui permettant de faire face au service des dividendes, intérêts ou arrérages dont il est débiteur. Dans ce cas, le banquier demande à la partie prenante le remboursement de la somme qu'il lui a versée, et ce remboursement a pour effet d'annuler l'opération primitive de paiement. Il n'est pas douteux que l'impôt retenu par l'assujetti, lors de cette opération, se trouve perçu sans cause et que la partie ne saurait en assumer la charge.

L'article 10 du décret dispense, en conséquence, le banquier de tenir compte à l'Administration de la retenue ou de l'avance à laquelle il avait tout d'abord procédé et qui se trouve sans objet. Mais il subordonne expressément cette dispense à la condition que le paiement du coupon et son reversement par la personne qui l'a présenté à l'encaissement aient été effectués *dans le courant du même mois*.

Sous l'empire du décret du 21 juin 1914 l'assujetti n'était donc pas autorisé à retenir par voie d'imputation sur ses versements, le montant de l'impôt qu'il avait acquitté, dans les dix premiers jours d'un mois antérieur, sur les coupons payés, puis remboursés au cours de deux mois différents, et il devait, pour obtenir la restitution de cet impôt, formuler une demande spéciale, dont l'instruction et les suites (ordre de restitution, demande et délégation de crédits, mandatement) nécessitait un surcroît de travail et un assez long laps de temps.

L'expérience a démontré les imperfections de ce système. Il est rare, en effet, surtout pour les coupons à change, que le premier banquier, qui a retenu l'impôt présente lui-même le cou-

pon à l'encaissement à la société étrangère débitrice, les coupons de l'espèce faisant généralement l'objet de cessions successives. Il s'ensuivait que les opérations de paiement du coupon par le banquier et de reversement par la personne qui l'avait présenté à l'encaissement ne pouvait très souvent s'effectuer dans le courant du même mois, de sorte que l'assujetti était ensuite obligé de se pourvoir en restitution par les voies ordinaires.

En vue de remédier à ces inconvénients, qui avaient revêtu, au cours de la guerre et même depuis la cessation des hostilités, une acuité particulière, l'Administration s'était trouvée dans la nécessité d'admettre certains tempéraments et, notamment des imputations d'impôt dérogatoires à l'article 10 du décret du 21 juin 1914 (Circ. des 30 avril 1915, 11 octobre 1920 et 12 novembre 1921).

Il a paru indispensable de régulariser ces mesures d'exception et de les confirmer, en tant que de besoin au moyen d'une disposition réglementaire expresse.

En conséquence, les décrets des 21 mars 1922 et 10 février 1926 (*J. Off.* des 8 avril 1922 et 19 février 1926, Inst. nos 3730 et 3889) ont complété l'article 10 du décret réglementaire précité par une disposition additionnelle qui a réalisé les simplifications reconnues nécessaires aussi bien dans l'intérêt des redevables que dans celui du Trésor.

A cet effet, les décrets nouveaux permettent d'imputer sur chaque versement mensuel l'impôt antérieurement acquitté à raison des coupons qui n'ont pu être recouvrés sur l'émetteur. Cette imputation est seulement subordonnée à la double condition :

1° Que ces coupons aient figuré sur les extraits afférents à l'un des douze mois précédents (trois mois sous le régime du décret du 21 mars 1922), c'est-à-dire à l'un des douze mois antérieurs à celui au cours duquel ont été effectuées les opérations que concerne le versement sur lequel l'imputation est demandée;

2° Que le montant desdits coupons ait été remboursé à l'assujetti par les intéressés.

L'opération doit être constatée dans la colonne 12 (observations) du registre n° 1 et faire l'objet d'un relevé détaillé indiquant, pour chacun des coupons non payés par l'émetteur du titre :

1° Le numéro sous lequel figure ce coupon sur l'extrait établi pour le paiement de l'impôt;

2° Le montant de la taxe payée;

3° La date et la justification du remboursement, par les intéressés à l'assujetti, des coupons payés par lui et non recouvrés sur l'émetteur du titre.

Si l'intéressé est devenu insolvable, s'il a disparu sans laisser d'adresse, ou si l'assujetti ignore son domicile ou sa résidence véritable, ce dernier devra justifier, pour obtenir l'imputation, qu'il a fait les diligences nécessaires pour parvenir au remboursement des coupons qui n'ont pu être recouvrés sur l'émetteur (Comp. Inst. n° 3412, p. 24).

Le relevé précité, après avoir été totalisé et certifié par l'assujetti, sera produit au receveur et restera annexé à l'extrait mensuel afférent au versement sur lequel l'imputation est demandée.

406. L'IMPUTATION PRÉSENTE UN CARACTÈRE EXCEPTIONNEL ET DOIT ÊTRE LIMITÉE AUX CAS SPÉCIALEMENT PRÉVUS. — Mais, bien entendu, la restitution par la voie indirecte de l'imputation présente un caractère nettement exceptionnel et ne peut être appliquée que pour le cas tout particulier pour lequel elle a été prévue.

L'Administration l'a néanmoins admis pour permettre à une banque de se couvrir de la taxe acquittée à l'occasion du paiement de coupons afférents à des titres de sociétés étrangères non abonnées et devenus restituables à raison de réabonnement rétroactif des valeurs dont il s'agit.

Mais, on ne peut voir dans cette mesure qu'une faveur exceptionnelle que les assujettis ne sauraient appliquer de leur propre initiative dans des espèces semblables. Il apparaît néanmoins que l'Administration consentirait à l'autoriser de nouveau sur la demande qui lui en serait faite.

407. RESTITUTION DIRECTE. — Lorsque l'une des deux conditions exigées par le décret du 10 février 1926 fait défaut, c'est-à-dire lorsque les coupons auxquels se rapportent les taxes ont figuré sur des extraits afférents à un mois antérieur de plus d'une année à celui au cours duquel ils ont été remboursés, ou lorsque l'assujetti n'a pu en obtenir le remboursement de la partie pre-

nante, l'assujetti ne peut retenir, par voie d'imputation sur son versement mensuel, une somme égale à celle qu'il a acquittée sur les coupons dont il s'agit. Il doit donc, pour obtenir la restitution, formuler une demande spéciale rédigée sur papier timbré. Par mesure de simplification, l'Administration admet que les demandes de cette nature peuvent être présentées sous forme de simples relevés collectifs. Les assujettis y joignent des extraits certifiés de leur registre n° 1, reproduisant intégralement les indications contenues dans les colonnes 8, 9 et 10 de ce registre, ainsi que toutes les pièces susceptibles d'établir, d'une part, qu'ils n'ont pu récupérer leur avance auprès de l'émetteur, et, d'autre part, que la partie prenante leur a remboursé le montant des coupons précédemment payés par leurs soins, ou qu'elle est devenue insolvable, si elle a disparu sans laisser d'adresse, ou s'ils ignorent son domicile ou sa résidence véritable, ils ont fait les diligences nécessaires pour obtenir ce remboursement.

Les pièces justificatives exigées pour parvenir au remboursement ne peuvent pas être indiquées, car elles varient pour chaque espèce particulière. L'Administration a reconnu toutefois que la simple affirmation de l'assujetti ne pouvait suffire pour donner ouverture au droit à restitution (Sol. 21 mai 1915; — 21 juin 1916; — 13 novembre 1916).

Nous ferons remarquer l'intérêt qu'il y a, pour les assujettis, à procéder, dans la plus grande mesure du possible, par la voie de l'imputation qui les dispense de justifier du défaut de récupération des coupons sur l'établissement émetteur et d'employer pour la demande du papier timbré, dont le coût ne peut leur être remboursé.

408. CAS OU L'IMPUTATION A ÉTÉ ADMISE AU LIEU DE LA RESTITUTION. — L'Administration use du plus large esprit de bienveillance et autorise, quelquefois, l'imputation là où, en vertu du décret, le seul mode de remboursement devrait être la restitution dans les formes habituelles. C'est ainsi que l'on a pu autoriser l'imputation sur les versements à venir des sommes qui avaient été perçues indûment lors du paiement de toute une catégorie de coupons dont l'échéance avait été différée.

CHAPITRE IX

Prescription

409. GÉNÉRALITÉS. — Aux termes de l'article 39 de la loi du 29 mars 1914, « les dispositions de l'article 21 de la loi du 26 juillet 1893 seront applicables aux actions respectives du Trésor, sauf le cas prévu à l'article 37 ».

En principe, et suivant la règle tracée par la loi du 26 juillet 1893 précitée, la prescription est donc de cinq ans.

Toutefois, elle est de dix ans en ce qui concerne le droit appartenant à l'Administration de poursuivre le recouvrement de la quintuple taxe due à l'occasion de l'encaissement de produits à l'étranger.

Enfin, la prescription des poursuites correctionnelles est de trois ans, conformément aux dispositions de l'article 638 du Code d'instruction criminelle.

§ 1^{er}. — Action du Trésor

I. — Prescription de droit commun

410. PRESCRIPTION DE CINQ ANS. — L'article 21 de la loi du 26 juillet 1893 a soumis l'action du Trésor en recouvrement de la taxe sur le revenu à la prescription de 5 ans. Peu importe que la poursuite ait pour objet un droit principal ou un supplément de droit, que l'insuffisance de perception commise résulte du fait du receveur ou du contribuable : le texte général et absolu de la disposition précitée n'admet aucune espèce de distinction.

La prescription applicable aux droits est également applicable aux amendes; c'est ce qui résulte du deuxième alinéa du texte de l'article précité, d'après lequel le délai de 5 ans a pour point de départ la date de l'exigibilité des droits et amendes. Cette règle ne s'applique pas cependant aux amendes qui sont du ressort des tribunaux correctionnels et qui sont soumises à la prescription de trois ans, prononcée par l'article 638 du Code d'instruction criminelle,

411. POINT DE DÉPART DU DÉLAI. — Le point de départ du délai se situe à la date de l'exigibilité des droits et amendes.

Dès lors, en ce qui concerne les droits simples dus par les assujettis, la prescription court, s'il s'agit d'un supplément de droit résultant du fait du receveur, du jour du paiement, s'il s'agit du défaut total de paiement, du dixième jour du mois suivant celui au cours duquel l'opération a été effectuée; en ce qui concerne la pénalité pour défaut de déclaration d'existence, elle court du jour du commencement des opérations; en ce qui concerne la pénalité pour défaut d'inscription des opérations sur les répertoires, ou pour insuffisance de retenue de l'impôt, elle court du jour de chacune des opérations; etc...

Pour les coupons encaissés directement à l'étranger, la prescription court du jour où la déclaration a été passée au bureau de l'Enregistrement et, à défaut de déclaration, du 31 mars de l'année suivant celle de l'encaissement.

412. SOCIÉTÉS. — Mais, la règle ci-dessus comporte une exception édictée par le troisième alinéa de l'article 21 de la loi du 26 juillet 1893, aux termes duquel, dans les sociétés dont l'existence n'a pas été portée à la connaissance des tiers par des publications légales, ainsi que dans toutes les sociétés ou établissements non assujettis par les lois existantes à l'exercice du droit de communication, la prescription ne court, pour les droits comme pour les amendes, que du jour où les agents ont pu constater l'exigibilité de l'impôt au vu d'un acte soumis à l'enregistrement ou au moyen des documents régulièrement déposés au bureau compétent pour la perception de la taxe.

L'enregistrement d'un acte révélant, par lui-même, l'exigibilité des droits suffit donc, en ce qui concerne ces sociétés, pour faire courir les délais de prescription; mais il n'en serait pas ainsi si la formalité donnée à un acte laissait seulement soupçonner la dette d'impôt de la société.

Ce texte, qui paraît avoir uniquement en vue les sociétés françaises qui, en vertu de la loi du 29 juin 1872, sont personnellement tenues au paiement de l'impôt sur les produits qu'elles distribuent, *ne semble pas s'appliquer en l'espèce*. En matière d'impôt sur le revenu des titres étrangers non abonnés, il ne saurait, en effet, s'appliquer ni aux collectivités étrangères qui ne sont pas assujetties et qui échappent à la loi d'impôt fran-

caïse, ni aux sociétés françaises, puisqu'elles sont débitrices de l'impôt, non pas à raison de la distribution de produits, mais à raison de l'encaissement de revenus étrangers. (Voir à cet égard n° suivant).

413. REFUS DE COMMUNICATION. — Dans les sociétés ou établissements soumis aux investigations des agents, la prescription est suspendue, en cas de refus de communication, par le procès-verbal qui doit être dressé pour constater ce refus, pourvu que ce procès-verbal soit suivi de poursuites dans le délai d'une année et que l'Administration obtienne finalement gain de cause dans ces poursuites. La prescription ainsi suspendue ne recommence à courir que du jour où il est constaté, par un agent de contrôle, sur un des principaux livres de l'établissement ou de la société que l'Administration a repris le libre exercice de son droit de vérification.

Cette disposition se borne à prononcer, dans l'hypothèse qu'elle prévoit, la suspension et non l'interruption de la prescription. Dès lors, quand celle-ci aura repris son cours, il sera nécessaire de tenir compte du temps pendant lequel elle avait couru antérieurement à la rédaction du procès-verbal qui l'a suspendue, pour déterminer l'époque de son accomplissement définitif.

Il est essentiel de remarquer que la suspension de la prescription, attachée au refus de communication ne s'étend, ni aux droits, ni aux amendes dont l'exigibilité pourrait être constatée, sans investigation au siège de la société ou de l'établissement débiteur au vu d'actes enregistrés ou de documents déposés pour l'assiette de l'impôt.

Enfin, l'Administration considère que les dispositions de l'article 21 de la loi du 26 juillet 1893 ne s'appliquent pas aux contraventions qui pourraient être commises par des sociétés non déclarées ou non soumises au droit de communication, en matière d'encaissement à l'étranger de coupons leur appartenant. Elles sont, à cet égard, soumises aux mêmes règles que les particuliers et la prescription de cinq ans court, en toute hypothèse, du jour de l'exigibilité du droit, même si l'Administration n'en a pas connaissance par un acte enregistré ou un document déposé.

Ajoutons que le cas de sociétés non soumises au droit de communication ne peut être envisagé que rarement. D'une part, tou-

tes les banques sont assujetties à ce droit en vertu de l'article 32 de la loi du 4 avril 1926. D'autre part, il en est de même de toutes les sociétés commerciales qui font un chiffre annuel de 300.000 fr., et de celles qui, faisant un chiffre d'affaires inférieur à 300.000 fr. et supérieur à 50.000 fr., ne sont pas, pour la perception de la taxe sur le chiffre d'affaires, admises au régime du forfait.

414. INTERRUPTION DE LA PRESCRIPTION. — La prescription de l'action du Trésor en recouvrement des droits et pénalités est interrompue :

1° par la contrainte signifiée au redevable avant l'expiration du délai, alors même que l'exploit de signification serait enregistré postérieurement (Sol. 8 juillet 1899, R. E. 2364);

2° par l'assignation directe;

3° en cas de faillite du débiteur, par la déclaration ou l'affirmation de la créance du Trésor;

4° par la demande en collocation dans un ordre ou une contribution;

5° par la reconnaissance de l'exigibilité du droit faite par le débiteur (art. 2248 du C. civ.), à la condition que cette reconnaissance soit expresse et donnée en connaissance de cause. Il en est ainsi de la pétition de remise lorsqu'elle ne met pas en doute le bien-fondé de la réclamation, du paiement d'un acompte, de la soumission, de l'engagement de payer.

Au cas où la prescription est interrompue, elle fait place généralement à une prescription de même nature (Sol. 30 avril 1925; — 9 janvier 1929; Inst. 3755, § 21). Il en serait différemment néanmoins d'un jugement qui substituerait à la prescription de 5 ans celle de 30 ans.

II. — Cas spécial prévu par l'article 37 de la loi du 29 mars 1914

415. RÈGLE GÉNÉRALE. — Après avoir posé le principe de l'exigibilité de l'impôt au cas où les coupons sont encaissés directement à l'étranger, l'article 37 de la loi du 29 mars 1914 ajoute : « En cas d'infraction aux prescriptions contenues dans l'alinéa précédent, le contrevenant sera puni d'une amende égale au quintuple des sommes dont le Trésor a été privé pour chacune des années antérieures à celle de la découverte de l'infraction,

sans toutefois que le droit de répétition puisse s'étendre à plus de dix années ».

416. PRESCRIPTION DE LA QUINTUPLE TAXE. — Mais, la prescription décennale prononcée par ce texte ne s'applique qu'à la quintuple taxe. Elle ne saurait être étendue à la taxe simple et aux amendes édictées par l'article 38, 4^e alinéa, de la loi du 29 mars 1914, qui reste régie par la prescription de cinq ans en vertu de l'article 21 de la loi du 26 juillet 1893 (Sol. 13 avril 1923; Inst. 3788, § 11, 2^o).

Cette solution découle du rapprochement des articles 37, 2^o alinéa, de la loi du 29 mars 1914, et 40, dernier alinéa, de la loi du 31 juillet 1917. Les dispositions de ces deux textes qui ont trait à la prescription sont identiques : elles doivent, en conséquence, s'éclairer l'une par l'autre et ne sauraient faire l'objet d'interprétations différentes; or, le dernier alinéa de l'article 40 de la loi du 31 juillet 1917 ne vise pas la taxe simple, cette dernière taxe reste donc en dehors du champ d'application du droit de répétition de dix années et il y a même raison d'en décider ainsi pour la taxe afférente aux coupons des valeurs mobilières étrangères non abonnées.

Nous ne partageons pas cette manière de voir, qui nous paraît contraire au texte de l'article 37 de la loi du 29 mars 1914. Cet article a, en effet, dans son premier alinéa, fixé les règles d'exigibilité du droit; dans son 2^e alinéa, il fixe les règles de la prescription. Il est certain qu'il y a corrélation entre ces deux parties d'une même disposition et que, par conséquent, la prescription de dix années s'applique à la fois aux droits simples et aux amendes dues pour les infractions. Au surplus, et conformément à la jurisprudence constante de la Cour de Cassation, nous estimons qu'en matière fiscale le raisonnement par analogie doit être prohibé, surtout lorsque, comme en l'espèce, il s'applique à deux textes afférents à des impôts distincts.

III. — Prescription des poursuites correctionnelles

417. DOCTRINE DE L'ADMINISTRATION. — L'Administration estimait que la prescription quinquennale prononcée par la loi en ce qui concerne les droits simples et les amendes du ressort de la juridiction civile s'appliquait également aux amendes dont la

connaissance est dévolue aux tribunaux correctionnels, puisque ces amendes constituent non pas des peines, mais des réparations civiles (Sol. 12 mai 1926).

Elle soutenait, en effet, que les dispositions de l'article 638 du Code d'instruction criminelle qui fixe à trois années révolues la durée de la prescription de l'action publique et de l'action civile, en matière de délits de nature à être punis correctionnellement et qui constitue, par ailleurs, une règle d'ordre général applicable même en matière de contraventions fiscales (Cf. conclusions de l'avocat général Desjardins sous Cass., Ch. civ., 10 décembre 1890, D. P. 91-1-102, et de l'avocat général Beaudouin, sous Cass. crim., 19 novembre 1891, D. P. 92-1-109), ne pouvaient pas s'imposer en matière d'impôt sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées, dès lors que l'article 39, 2^e alinéa, de la loi du 29 mars 1914 y avait dérogé.

A l'appui de sa manière de voir, elle faisait valoir, en effet, que cette disposition vise en termes généraux, sans aucune distinction, *toutes les actions respectives du Trésor et des redevables*.

Mais, cette opinion, qui cependant nous apparaît fondée (Cf. R. P. 18425), n'a pas été admise par la jurisprudence (Seine, correct. 12 avril 1930; — 27 novembre 1930; — 20 janvier 1932; — Cour de Paris, 22 juin 1932 et 22 mai 1933). Elle a été rejetée par la Cour de Cassation (Ch. crim.) dans un arrêt du 2 février 1934, que l'Administration a décidé de prendre pour règle de perception (Inst. 4171, § 30; J. E. 34868).

« Attendu » — porte cet arrêt — « que les actions du Trésor visées par l'article 39 (de la loi du 29 mars 1914) sont uniquement les actions civiles en recouvrement de l'impôt; que cette interprétation se déduit des termes de l'article 39, qui, d'une part, met en parallèle les actions du Trésor et celles des redevables, et, d'autre part, *se réfère à l'article 21 de la loi de 1893 qui concerne exclusivement des actions civiles*; que, dès lors, l'action publique en répression des infractions punies par l'article 38, § 2, de la loi du 29 mars 1914 reste en dehors du champ d'application de l'article 39, § 2, de la même loi, et qu'à défaut d'une disposition contraire spécialement édictée, elle demeure soumise au droit commun en matière de prescription ». (Dans le même sens : Cour de Toulouse, 27 décembre 1934).

418. POINT DE DÉPART DE LA PRESCRIPTION. — La prescription de trois ans de l'art. 638 du Code d'instruction criminelle court, suivant la règle générale, du jour où le délit a été commis (Seine, correct., 12 avril 1930).

419. EFFETS DE LA PRESCRIPTION DE TROIS ANS. — En droit commun, l'action civile en réparation du dommage causé par une infraction et, notamment, l'action civile qui résulte d'un fait délictueux, est soumise à la même prescription que l'action publique, qu'elle soit intentée devant les tribunaux répressifs ou devant les tribunaux civils (Cf. Mazeau, Traité de la responsabilité civile, t. II, n^{os} 2125 et 2126).

Les contraventions à l'article 35 de la loi du 29 mars 1914 constituant des délits et l'action publique en répression de ces infractions étant soumise à la prescription de trois ans (Cass. crim., 2 février 1934), l'action civile en réparation du préjudice subi par le Trésor, à raison desdits délits, doit donc, d'après les principes du droit commun, être soumise elle-même à la prescription triennale.

L'Administration estime cependant qu'il n'en est pas ainsi (Sol. 21 septembre 1934).

Dans sa pensée, si la Cour de Cassation a refusé, dans son arrêt du 2 février 1934, de reconnaître que l'article 39, 2^e alinéa, de la loi de 1914 a dérogé aux dispositions générales du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne la prescription de l'action publique, elle a, par contre, admis que la prescription de 5 ans, édictée par l'article 21 de la loi du 26 juillet 1893 — lequel article vise à la fois les droits simples et les amendes — est seule applicable aux actions civiles du Trésor en recouvrement de l'impôt, actions que la Cour a nettement opposées à l'action publique ou pénale (voir dans le même sens : Cour de Paris, 22 mai 1933).

Aussi bien, en résulte-t-il que si l'action publique en répression des contraventions à l'article 35 de la loi du 29 mars 1914 est soumise à la prescription de 3 ans, l'Administration n'en conserve pas moins le droit de poursuivre, devant les tribunaux compétents, la réparation civile du préjudice qu'elle a subi du fait de ces infractions.

Mais, dans cet état, la question se pose de savoir quelles sont

les sommes susceptibles d'être recouvrées au moyen de l'action civile.

Cette question se résoud à distinguer, quelles sont, parmi les sommes au paiement desquelles les contrevenants peuvent être condamnés (droits simples, quintuple taxe, amendes variables), celles qui présentent le caractère de sanction pénale et celles qui n'ont pas ce caractère. Il n'est pas possible en effet, de demander aux tribunaux civils de prononcer des sanctions de la première catégorie.

Aucune difficulté ne se présente en ce qui concerne les droits simples qui rentrent au premier chef, dans la catégorie des sommes au recouvrement desquelles doit tendre l'action civile.

Aucune difficulté, d'autre part, en ce qui concerne les amendes variables, qui bien que présentant le caractère de réparations civiles, sont aussi, dans les termes où la loi les prononce, de véritables sanctions parce que constituant des peines correctionnelles.

Quant à la quintuple taxe, l'Administration estime qu'elle constitue uniquement une réparation civile et, à l'appui de cette opinion, elle tire parti du mot *indépendamment* contenue dans l'article 38, terme qui laisse à penser que la quintuple taxe, même dans le cas où elle est prononcée par les tribunaux correctionnels, conserve le caractère qu'elle présente lorsqu'elle frappe les contraventions à l'article 37. Or, dans cette hypothèse, il est certain qu'elle constitue uniquement une réparation civile. La Cour de Paris paraît avoir adopté cet avis dans son arrêt du 22 mai 1933.

Nous ne partageons pas entièrement cette manière de voir.

Sans doute, nous pensons avec l'Administration que les tribunaux civils peuvent, en tout état de cause, statuer sur les droits simples. L'article 39 prévoit, uniquement, d'ailleurs, pour assurer leur recouvrement, cette procédure. Par contre, en présence des termes formels de l'article 38, nous pensons que les pénalités afférentes à des contraventions à l'article 35 et dont la connaissance appartient aux seuls tribunaux correctionnels, ne peuvent être prononcées lorsque, pour une cause quelconque et, notamment, par suite de l'arrivée de la prescription, ces tribunaux ne sont plus compétents pour statuer en ce qui les concerne.

Quoi qu'il en soit, passé le délai de trois ans, si l'Administration poursuit le recouvrement des droits simples et de la quin-

tuple taxe, elle porte l'affaire, dans le délai supplémentaire de deux ans qui lui appartient en vertu de l'article 21 de la loi du 26 juillet 1893, devant les tribunaux civils, les tribunaux répressifs étant alors incompétents.

En définitive, dans l'esprit de l'Administration, le mode normal de la poursuite des infractions à l'article 35 de la loi du 29 mars 1914 est le recours à la juridiction correctionnelle. Mais, si, par suite de l'arrivée de la prescription de trois ans, il n'est pas possible de choisir cette voie, l'Administration peut porter l'affaire devant les tribunaux civils : dans ce cas, son action doit se borner à obtenir la réparation des infractions, qui, prescrites au point de vue répressif, ne sont pas encore couvertes par la prescription de cinq ans, et elle ne peut que demander la condamnation du contrevenant au paiement des droits simples et de la quintuple taxe, à l'exclusion des amendes variables.

420. INTERRUPTION DE LA PRESCRIPTION (1). — La prescription est interrompue par tout acte d'instruction et de poursuite. Produisent donc cet effet interruptif : *les procès-verbaux* (Cass. 26 juin 1840, S. 40-1-731; — 29 mars 1856, S. 56-1-753; — 25 juillet 1890, S. 90-1-489; et en matière d'impôt sur le revenu des titres étrangers : Seine, corr., 6 juillet 1934; Inst. 4171, § 30), étant fait observer qu'un acte de cette nature interrompt la prescription en ce qui concerne seulement les infractions qui y sont constatées (Seine, 6 juillet 1934); — *la citation* donnée à la requête, soit du Ministère public, soit de la partie civile, au prévenu (Cass. 24 mai 1884, Bull. crim. n° 178; — 29 août 1889, Bull. crim. n° 294), ou même à un témoin (Cass. 26 juin 1841, Bull. crim. n° 188), pourvu qu'elle soit valable et alors même que le prévenu aurait été cité devant un juge incompétent (Cass. 16 août 1883, S. 86-1-389; — 29 mars 1884, Bull. crim. n° 120; — 6 août 1891, Bull. crim. n° 166; — 4 mai 1893, S. 93-1-392; — 12 juillet 1895, Bull. crim. n° 202; — 13 mars 1896, Bull. crim. n° 94); — *le réquisitoire* donné par le Procureur de la République au juge d'instruction à l'effet d'informer (Cass. 22 octobre 1825, Bull. crim. n° 214; — 8 octobre 1845, D. P. 47-4-382; — 20 avril 1855, Bull. crim. n° 134; — 24 novembre 1887, Bull. crim. n° 395, et en matière d'impôt sur le revenu des titres étran-

(1) Cf. Le Poittevin, Formulaire des Parquets, v° Prescription.

gers : Cour de Paris, 22 juin 1932; — Cour de Toulouse, 27 décembre 1934), *mais à la condition que ce réquisitoire soit de nature à mettre l'action publique en mouvement* (Cass. 3 juillet 1880, Bull. crim. n° 138; — 15 juin 1893, S. 94-1-49; Voir ci-après n° 444); — *tous les actes du juge d'instruction*, tels qu'interrogatoires, auditions de témoins, ordonnances de nomination d'expert, etc. (Cass. 26 juin 1840, Bull. crim. n° 188; — 20 avril 1855, Bull. crim. n° 134; — 19 novembre 1887, D. P. 88-1-191; il en est différemment des actes accomplis par les experts : Cass. 7 juin 1934); — *les jugements; l'appel*, sans qu'il y ait à distinguer de qui il émane; *le pourvoi en cassation; l'opposition* à un jugement par défaut.

Les actes ci-dessus interrompent la prescription, alors même qu'ils ne sont pas dirigés contre un inculpé déterminé et qu'ils tendent seulement à la découverte des auteurs d'un crime ou d'un délit (Cass. 3 juillet 1880, Bull. crim. n° 138; — 8 janvier 1898, S. 98-1-535; — 17 novembre 1889, Bull. crim. n° 329), en sorte que la prescription interrompue à l'égard d'un prévenu l'est également à l'égard de tous les autres (Cass., 6 août 1910, Bull. crim. n° 441); — à l'égard de toutes les parties, alors même qu'ils ont été faits à la requête d'une seule des parties (Cass. 8 février 1901, S. 1905-1-54).

Les actes d'instruction relatifs à un délit dont il a été rendu plainte, interrompent la prescription, non seulement quant à ce délit, mais encore quant à tous autres crimes ou délits qui peuvent être découverts au cours de l'instruction (Cass. 26 juin 1840, S. 40-1-701; D. P. 40-1-430).

Lorsque la prescription a été interrompue, elle ne recommence à courir qu'à compter du dernier acte interruptif (art. 637 et 638 Code d'instruction criminelle).

421. SUSPENSION DE LA PRESCRIPTION. — La prescription peut être suspendue au cas où il survient une impossibilité d'agir provenant de la loi elle-même! Nous citerons : l'immunité parlementaire, la question préjudicielle portée devant la juridiction compétente pour statuer, la mise en délibéré, le pourvoi en cassation.

422. PRESCRIPTION DE LA PEINE. — Les peines se prescrivent par cinq ans en matière de délit (Code d'inst. crim., art. 636). La

prescription court, en matière correctionnelle, à compter de la date de l'arrêt ou de celle où le jugement est devenu définitif, les délais d'appel étant expirés. Les jugements par défaut font courir la prescription de la peine, mais seulement s'ils ont été signifiés. Dans ce cas, la prescription a pour point de départ le jour où expire le délai d'opposition, lequel est de cinq jours.

Les condamnations à des dommages-intérêts, à des restitutions et aux frais, portées par des décisions définitives, se prescrivent, conformément aux règles établies par l'article 2262 du Code civil, c'est-à-dire par trente ans. Ce délai de trente ans court à compter du jour où les condamnations sont devenues irrévocables ou à partir du dernier acte de procédure (Inst. gén. fin., 5 juillet 1895, n° 207).

Il semble que cette dernière règle soit applicable aux amendes fiscales qui, comme l'a fait remarquer l'avocat général Beaudouin dans ses observations sous Cass. crim., 19 nov. 1891 (D. P. 92-1-109), doivent être assimilées à des dommages-intérêts.

§ II. — Action des redevables

423. PRESCRIPTION QUINQUENNALE. — L'action des redevables contre le Trésor, en restitution des taxes indûment perçues, — porte l'avant-dernier alinéa de l'article 21 de la loi du 26 juillet 1893, — se prescrit également par cinq ans à compter de la date de l'indue perception.

424. POINT DE DÉPART. — S'il s'agit d'une perception régulièrement effectuée, la prescription ne peut courir tant que l'action en restitution n'a pas pris naissance; en d'autres termes, le délai de cinq ans ne commence à courir qu'à partir du jour où cette action a pu valablement être exercée.

C'est ainsi qu'en matière de coupons de valeurs désabonnées, sur lesquels la taxe est régulièrement perçue, il a été admis que le délai de prescription ne devait prendre naissance qu'à compter de la date du réabonnement avec effet rétroactif, qui, venant vicier dans son principe même la perception effectuée, constituait le fait générateur du remboursement (Sol. 29 mars 1928).

S'il s'agit au contraire d'une perception irrégulière, la prescription court du « jour de l'indue perception ».

425. DÉCHÉANCE QUADRIENNALE. — Toutefois, au cas d'événements postérieurs, la restitution ne peut être admise que si les sommes versées ne sont pas couvertes par la déchéance quadriennale prononcée par les articles 9 et 10 de la loi du 29 janvier 1831, modifiée par l'article 19 du décret-loi du 25 juin 1934, et qui s'applique à toutes les créances contre l'Etat, quelle que soit la cause de la dette ou la qualité prise par l'Etat en contractant. On remarquera d'ailleurs que, seul, le Ministre, compétent pour ordonner la créance, a qualité pour opposer la déchéance, qui d'ailleurs est interrompue par une simple demande amiable.

Notons que l'Administration fait preuve de l'esprit le plus libéral et n'oppose la déchéance que dans des cas tout particuliers.

426. INTERRUPTION DE LA PRESCRIPTION. — La prescription de l'action des parties est valablement interrompue par une demande signifiée avant l'expiration du délai, lors même qu'elle ne serait enregistrée que postérieurement ou qu'elle ne contiendrait pas assignation, ou encore par la solution administrative qui ordonnerait la restitution soit d'office, soit sur la demande des parties.

CHAPITRE X

Procédure

427. RÈGLES GÉNÉRALES. — Les règles de procédure des instances suivies en matière d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées sont fixées par les articles 38 et 39 de la loi du 29 mars 1914.

Aux termes de l'article 38, « les contraventions aux prescriptions contenues dans l'article 35 et au règlement à intervenir pour l'exécution de cet article, ainsi que le défaut de versement du montant de l'impôt retenu ou avancé seront constatées au moyen de procès-verbaux dressés par les agents de l'Enregistrement, les officiers de la police judiciaire, les agents de la force publique, ceux des contributions directes, ceux des contributions indirectes et des douanes. Elles donneront lieu à des poursuites engagées à la requête de l'Administration de l'Enregistrement... Les contraventions aux articles 36 et 37 et au règlement à intervenir en exécution de ces articles seront constatées et poursuivies comme en matière d'impôts, sur les opérations de bourse... ».

L'article 39 ajoute : « Le recouvrement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sera assuré et les instances seront introduites et jugées comme en matière d'enregistrement, sous réserve de la procédure à suivre en ce qui concerne les contraventions visées au premier alinéa de l'article précédent ».

En définitive, de ces textes, il résulte que trois procédures distinctes sont applicables :

1° Une procédure correctionnelle, en ce qui concerne les contraventions qui sont apparues comme les plus graves et qui sont commises pour défaut de déclaration d'existence ou de cessation de commerce, défaut de retenue ou d'avance de l'impôt par les assujettis, défaut de paiement au Trésor de l'impôt retenu ou avancé. Ces poursuites répressives peuvent être exercées, non seulement contre les assujettis, mais encore contre les complices et contre ceux qui ont tiré ou tenté de tirer profit des contraventions commises;

2° Une procédure civile, suivie comme en matière d'impôts sur les opérations de bourse, en ce qui concerne les contraventions aux articles 36 et 37 de la loi;

3° Une procédure civile, suivie comme en matière d'enregistrement, en ce qui concerne le recouvrement des droits simples.

Pour les commodités de cette étude, nous ne suivrons pas l'ordre présenté par la loi. Nous examinerons successivement :

1° la procédure applicable au recouvrement des droits simples;

2° celle applicable aux poursuites des contraventions aux dispositions des articles 36 et 37;

3° celle applicable aux poursuites des contraventions tant aux dispositions de l'article 35 que des obligations relatives au versement de l'impôt retenu ou avancé.

Nous ferons toutefois remarquer que l'étude de la procédure suivie devant les tribunaux de l'ordre judiciaire est trop vaste pour être examinée dans cet ouvrage. Elle entre plus spécialement dans le cadre des traités spéciaux d'enregistrement : nous nous bornerons donc à tracer quelques règles générales.

§ I^{er}. — Recouvrement de la taxe suivi comme en matière d'enregistrement

428. CONTRAINTE. — Aux termes de l'article 64 de la loi de frimaire, « le premier acte de poursuite... est une contrainte; elle est décernée par le receveur ou préposé de la régie; elle est visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du canton où le bureau est établi et elle est signifiée. »

La contrainte n'est soumise à aucune forme spéciale; mais elle doit être rédigée de façon à mettre en lumière les causes de la poursuite et à démontrer au redevable la légitimité de la réclamation. A peine de nullité cependant, elle doit être décernée contre les véritables débiteurs : les nom, prénoms, qualités et domiciles de ceux-ci y sont indiqués. Encore que le défaut de mention ne constitue pas une nullité, il convient d'énoncer les articles de lois qui servent de fondement à la demande.

La contrainte est signifiée à la requête du directeur général de l'enregistrement, poursuites et diligences du directeur départemental, domicile élu au bureau où les droits sont dus (Cass. req. 7 mars 1932, Inst. 4121, § 4). Les sociétés de commerce, tant

qu'elles existent, sont assignées en leur raison sociale, et, s'il n'y en a pas, en la personne ou au domicile de l'un des associés (Code proc., art. 69, § 6). Pour les sociétés anonymes, la signification peut être faite, soit au siège social, ou au lieu du principal établissement en la personne d'un des gérants, soit au domicile et à la personne du directeur ou de l'administrateur délégué.

La contrainte revêtue du visa et de l'exécutoire du juge doit être exécutée comme s'il y avait jugement. La péremption annale de la contrainte ne s'applique pas en la matière : cette péremption, prononcée par un texte d'exception, le dernier alinéa de l'article 61 de la loi du 22 frimaire an VII, est en effet spéciale aux actes signifiés pour parvenir au recouvrement des droits d'enregistrement (Sol. 8 juillet 1930).

429. RECOUVREMENT DES AMENDES VARIABLES. — Par un arrêt du 19 octobre 1927 (S. 1928-1-81 et Note de M. Hugueney), rendu en matière de contributions indirectes, la Chambre des requêtes de la Cour de cassation a jugé que la faculté de délivrer une contrainte, concédée à l'Administration, ne saurait être étendue à des recouvrements d'amendes, variant entre un maximum et un minimum, dès lors que cette extension reviendrait à attribuer à un agent du fisc le droit qui n'appartient qu'au tribunal de fixer le chiffre des amendes variables.

Nous estimons que la jurisprudence qui résulte de cet arrêt, d'ailleurs isolé, est inexacte.

D'abord et contrairement à ce qu'il exprime, la contrainte, même lorsqu'elle est décernée pour parvenir au paiement d'amendes variables fixées au maximum, ne donne pas à l'Administration le droit d'établir d'une manière définitive le quantum de ces amendes. Il suffit au contribuable de faire opposition pour que l'Administration se trouve dans l'impossibilité de ramener à exécution la contrainte ainsi décernée et, dans ce cas, ce sont les tribunaux, et eux seuls, qui, dans la plénitude de leur souveraineté, arrêteront le chiffre définitif des amendes.

A la vérité, la Cour de cassation paraît avoir fait une confusion entre la contrainte administrative décernée par les Administrations financières pour parvenir au recouvrement des impôts et qui sont exécutoires sauf opposition, et les contraintes décernées

par le Ministre des Finances pour parvenir au recouvrement d'une dette et qui ne sont susceptibles d'aucun recours.

Au surplus, le Conseil d'Etat et les tribunaux de l'ordre administratif ont toujours considéré comme régulières les contraintes ainsi décernées. Nous citerons, en matière d'impôts dus par les marchands de biens, les arrêts du Conseil d'Etat des 16 janvier 1931, 20 juillet 1932, 3 mars 1933, 19 mai 1933, 20 juillet 1933, 24 janvier 1934, 18 mai 1934, 19 juillet 1934.

Nous devons toutefois reconnaître que la question est un peu différente en matière de contributions indirectes, puisque, pour la plupart des impôts dont le recouvrement incombe à ce service, la contrainte reste exécutoire, même s'il y a eu opposition du redevable.

L'Administration se refuse donc, à juste titre, à prendre pour règle de perception, la jurisprudence de cet arrêt et elle est décidée, le cas échéant, à porter à nouveau l'affaire devant la Cour suprême.

430. INTRODUCTION DES INSTANCES. — L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition formée par le redevable, motivée, avec assignation, à jour fixe, devant le tribunal civil de première instance. Dans ce cas, l'opposant est tenu d'élire domicile dans la commune où siège le tribunal. L'instance est donc liée par la signification de l'exploit d'opposition et toutes poursuites sont suspendues jusqu'au jugement. A défaut d'opposition, l'Administration est fondée à assigner directement le débiteur.

Les *tribunaux civils* sont seuls compétents, à l'exclusion de toutes autres autorités constituées et administratives, pour statuer sur les difficultés qui naissent à l'occasion de la perception des droits. C'est au tribunal auquel ressortit le bureau d'où émane la contrainte, qu'il appartient de se prononcer sur l'opposition, quel que soit le lieu du domicile de ce dernier.

Si, au lieu de s'opposer à l'exécution d'une contrainte, les parties agissent en restitution, elles doivent user de la voie de l'assignation directe. Elle doit être portée devant le tribunal dans le ressort duquel est situé le bureau où les droits ont été perçus.

431. INSTRUCTION DES INSTANCES. — L'instruction des instances

doit, aux termes de l'article 65, 2^e alinéa, de la loi du 22 frimaire an VII, se faire par simples mémoires, respectivement signifiés. La loi fiscale substitue donc la *procédure écrite* à la procédure orale du droit commun.

Des cinq modes de preuve admis par le droit commun, la procédure écrite ne permet que la preuve littérale, la présomption et l'aveu de la partie; la preuve testimoniale et le serment sont incompatibles avec elle (Inst. 2687, § 2, et 2834, § 3).

Toutefois, par exception à cette règle, l'art. 7 de la loi du 31 avril 1921 admet les parties et l'Administration à présenter au Tribunal des observations orales (Inst. 3690-4; 3788, § 13; 4106, § 14).

Le ministère des avoués n'est pas obligatoire : si les parties jugent bon d'en constituer un, les frais extraordinaires qui en sont la conséquence restent, dans tous les cas, à leur charge. Il en est de même des honoraires d'avocat.

432. JUGEMENTS. — Aux termes de l'article 65 de la loi de frimaire, « les jugements sont rendus dans les trois mois, au plus tard, à compter de l'introduction de l'instance, sur le rapport d'un juge, fait en audience publique et sur les conclusions du ministère public ».

Le délai de trois mois est un simple délai de procédure; il n'est pas fixé à peine de nullité. Par contre, à peine de nullité, le juge doit être désigné et doit faire son rapport en audience publique; le ministère public doit être entendu en ses conclusions; le jugement doit être motivé et énoncer qu'il est rendu en dernier ressort.

433. VOIES DE RECOURS. — L'article 65, dernier alinéa, de la loi de frimaire prohibe l'appel.

Les jugements rendus par défaut sont susceptibles d'opposition, mais il ne peut y avoir défaut dans le cas où le débiteur a fait opposition. De même, la contrainte motivée de l'Administration tient lieu de moyen de défense, encore qu'elle soit antérieure à l'introduction de l'instance liée sur opposition.

Il est admis que l'Administration, ainsi que les redevables, peuvent attaquer les jugements rendus par la voie de la tierce opposition. Il en est de même de la requête civile.

Mais c'est surtout par la voie de la cassation que les jugements peuvent être attaqués. Le pourvoi est soumis aux règles du droit commun en la matière : il se forme par une requête déposée au greffe de la Cour dans les deux mois de la signification du jugement. Le demandeur est tenu de consigner une amende de 150 francs; l'Administration est dispensée de cette consignation.

L'affaire est portée devant la Chambre des requêtes, et, en cas d'arrêt d'admission, devant la Chambre civile.

§ II. — Recouvrement des pénalités suivi comme en matière
d'impôts sur les opérations de bourse

434. OBSERVATION PRÉLIMINAIRE. — Le texte de la loi, en ce qui concerne la procédure de recouvrement des pénalités encourues pour contraventions aux dispositions des articles 36 et 37 de la loi du 29 mars 1914, est contradictoire.

Si l'article 38 prévoit, en termes formels, que les contraventions de l'espèce seront suivies comme *en matière d'impôt sur les opérations de bourse*, l'article 39 paraît, au contraire, fixer, en ce qui les concerne, cette règle que la procédure sera suivie *comme en matière d'enregistrement*. L'article 39 édicte, en effet, une règle générale qui ne doit recevoir d'autre exception que la procédure spéciale aux contraventions à l'article 35.

On serait donc fondé à soutenir que la procédure applicable aux contraventions aux articles 36 et 37 est celle suivie en matière d'enregistrement. Nous estimons toutefois que, par mesure de prudence, il convient de procéder comme en matière d'impôts sur les opérations de bourse.

435. PROCÉDURE. — L'impôt sur les opérations de bourse, institué par la loi du 28 avril 1893, est un impôt du timbre (Inst. 2840, p. 2) et, par suite, à défaut de dispositions spéciales, le recouvrement en est assuré comme en matière de timbre.

Or, la procédure en matière de timbre est la même que celle en matière d'enregistrement, à cette seule exception que la contrainte doit, obligatoirement, être précédée de la rédaction d'un procès-verbal, qui constitue une formalité indispensable (Cass. 26 février 1835, Inst. 1490, § 14).

En définitive, pour que la procédure engagée ne puisse pas être entachée de nullité, il convient de dresser un procès-verbal destiné à constater les contraventions.

§ III. — Poursuites correctionnelles

436. CONSTATATION DES CONTRAVENTIONS. — Les infractions à l'article 35 de la loi du 29 mars 1914 et aux dispositions du règlement d'administration publique prises pour l'exécution de cet article, ainsi que le défaut de versement au Trésor de l'impôt retenu ou avancé par les assujettis, peuvent être constatés concurremment par les préposés de l'administration de l'Enregistrement et par les officiers de police judiciaire, les agents de la force publique, ceux des contributions directes, des contributions indirectes et des douanes. En principe, d'après la disposition formelle des deux premiers paragraphes de l'article 38, elles doivent faire l'objet d'un procès-verbal dressé à la requête de la Direction générale. Mais, tandis que ce mode de constatation devra être employé, dans tous les cas, par les auxiliaires de l'Administration, les agents de l'Enregistrement qui auront découvert eux-mêmes l'irrégularité commise s'abstiendront d'y recourir, lorsque les assujettis reconnaîtront spontanément l'existence de la contravention et accepteront de régler l'affaire à l'amiable. Dans cette hypothèse, ils se borneront à les inviter à déposer une demande en remise qui sera instruite dans la forme ordinaire (Inst. n^{os} 1926 et 2261) et transmise dans tous les cas, jusqu'à nouvel ordre, à la Direction générale, sous le timbre du 4^e bureau de la 1^{re} division. Cette transmission obligatoire, qui demeure toujours en vigueur, est destinée à assurer l'application de règles uniformes de remise.

437. DÉMARCHEURS. — L'attention du service a été tout spécialement appelée sur les contrevenants qui n'ont en France aucun établissement et que le dernier alinéa de l'article 38 de la loi du 29 mars 1914 frappe à la fois d'une amende pécuniaire et d'une peine d'emprisonnement. Les infractions prévues par cette disposition et, en particulier, celles dont la responsabilité incombe aux personnes désignées communément sous le nom de « démarcheurs », étant, le plus souvent, imputables à un esprit de fraude nettement caractérisé, sont susceptibles de causer au Trésor un grave préjudice. Il est prescrit, en conséquence, aux agents qui se trouvent en présence d'une contravention de cette catégorie, de n'admettre qu'exceptionnellement les intéressés à faire appel

immédiatement à la juridiction gracieuse, l'exercice de l'action du Ministère public étant d'ailleurs réservé, et à arrêter ou à suspendre ainsi le cours de la procédure (Inst. 3467).

438. NÉCESSITÉ D'UN PROCÈS-VERBAL. — En aucun cas, les poursuites qui deviennent nécessaires, soit à raison de la nature de l'infraction, soit parce que les voies amiables sont épuisées, soit enfin parce que le contrevenant se refuse à acquitter volontairement les sommes exigibles, ne sont exercées directement par l'Administration sans qu'un procès-verbal ait été préalablement rapporté (Inst. 3467; cf. également Inst. 4171, § 30).

Les procès-verbaux, ainsi que les actes de la procédure, sont rédigés à la requête du Directeur Général de l'Enregistrement, poursuites et diligences du Directeur départemental, avec élection de domicile tant dans les bureaux de la direction qu'au bureau chargé de recevoir la déclaration d'existence et de recouvrer l'impôt (pour leur forme, v. Le Poittevin, *ibid.*, v^o Procès-verbal, n^o 2).

Ils sont soumis à la double formalité du timbre et de l'enregistrement au comptant. Ils ne sont pas sujets à affirmation (Cass. 21 germinal an X et 26 juin 1820, Inst. 1537, § 12; Seine, 1^{er} août 1884, R. P. 6398, J. E. 22542), à moins qu'ils n'émanent d'agents qui soient tenus de remplir cette formalité. D'autre part, et dès lors qu'ils ont pour objet de constater des contraventions, qui sont sanctionnées par des peines pécuniaires, dont le recouvrement ne peut être poursuivi par la voie de la contrainte, il semble qu'ils doivent être signifiés aux parties.

Est-ce à dire qu'un procès-verbal préalable soit indispensable à la poursuite et qu'en son absence, la procédure serait irrégulière ?

M. le Conseiller Bourgeon, dans son rapport sur l'affaire qui a donné lieu à l'arrêt du 2 février 1934 (Gaz. du Palais, 7 février 1934), paraît l'admettre. « Par cette disposition (seront constatées au moyen de procès-verbaux) », lit-on dans ce rapport, « la loi a voulu qu'à la base de la poursuite pénale, aucun doute ne pût exister sur la matérialité des faits relevés ».

Nous estimons, au contraire, avec l'Administration, que la question doit être résolue par la négative. Le Parquet de la Cour d'Appel de Paris a rappelé, notamment, dans l'affaire de la

Banque commerciale de Bâle, que, sauf dans quelques cas exceptionnels et expressément spécifiés par la loi, le procès-verbal n'est jamais la base nécessaire des poursuites; son omission ou sa nullité n'apporte aucun obstacle à la répression et l'infraction correctionnelle peut être établie par tous les modes de preuve admis en matière pénale. Or, dans l'état actuel de la législation, ces exceptions sont strictement limitées à la matière des contributions indirectes, des octrois et de la garantie des matières d'or et d'argent. D'ailleurs le législateur de 1914 et celui de 1930 ont voulu rendre la répression plus aisée et plus efficace et n'ont pas voulu soumettre la preuve des contraventions à des conditions plus rigoureuses que celles imposées en matière d'enregistrement (Sol. 16 juillet 1934).

La Cour de cassation n'a pas eu à se prononcer encore sur ce point pour l'application de la loi de 1914. Aussi bien, pour éviter toute difficulté à cet égard, il semble qu'il y ait lieu de constater par procès-verbal, et avant tout autre acte de poursuites, les contraventions commises. Il n'est pas nécessaire d'ailleurs que le procès-verbal comporte la constatation directe et matérielle d'une contravention; il suffit qu'il relate d'autres faits et circonstances de nature à établir la contravention et, sur ce point, les Tribunaux apprécient souverainement (Rép. du M. à la question de M. Roulleaux-Dugage, *Dep. J. off.* 25 mai 1934, Ch. Déb., p. 1232, 3^e col.; Cass. 11 juillet 1867, S. 1868-1-231; Cass. 13 avril 1861, S. 62-1-334; Cass. 4 août 1893, S. 94-1-111; Cass. 2 et 27 janvier 1893, S. 94-1-110; Cass. 10 déc. 1921, B. Cont. Ind. 1922, n° 4; Cass. 25 juin 1925, Bull. Cont. Ind. 1925, n° 16).

Nous faisons remarquer, au surplus, que, dans l'hypothèse où la nécessité d'un procès-verbal serait admise, cette formalité cesserait d'être obligatoire dès que le juge d'instruction serait amené, après ouverture de l'information, à constater lui-même de nouvelles infractions (Sol. 16 juillet 1934).

On observera enfin qu'un procès-verbal n'est jamais nécessaire lorsque la juridiction correctionnelle est saisie par le Ministère public d'un fait comportant à la fois une sanction pénale et des amendes fiscales. Dans ce cas, l'Administration, intervenant pour des fins fiscales, est dispensée de produire un procès-verbal pour établir la contravention. Et il en est ainsi, alors même que les juges auraient relaxé le prévenu du fait du délit, l'intention frau-

duleuse n'étant pas établie, dès l'instant que la décision constate l'existence du fait matériel (Cass. crim. 16 mars 1933, Bull. Cont. Ind. 1934-14, p. 238).

439. TRIBUNAL COMPÉTENT — Dans le silence de l'article 38, les dispositions des articles 23 et 63 du Code d'instruction criminelle reçoivent leur application. Le droit de statuer appartient, dès lors, ou bien au tribunal du lieu où l'infraction a été commise ou bien à celui de la résidence du prévenu ou encore à celui du lieu où ce dernier a été arrêté. Mais, d'une manière générale, il est préférable de saisir le tribunal correctionnel du siège de l'établissement ou de l'agence qui s'est rendu coupable de la contravention, ou, à défaut de résidence ou d'établissement sur notre territoire, celui dans l'arrondissement duquel l'infraction a été commise.

440. INITIATIVE DES POURSUITES. — D'après l'article 38 de la loi du 29 mars 1914, les poursuites correctionnelles sont *engagées à la requête de l'Administration de l'Enregistrement*.

Ainsi que le souligne M. le Conseiller Bourgeon dans son rapport précité (Cass. 2 février 1934, J. E. 34-834), « la loi a voulu que le droit d'engager l'action pénale ainsi instituée n'appartint qu'à l'Administration des Finances compétente, chargée d'apprécier elle-même la nature et la gravité de l'infraction, investie du droit de transiger et de se désister, du pouvoir de décider suivant les circonstances si elle doit user de rigueur, s'en tenir à des réparations fiscales ou enfin *engager à sa requête* l'action pénale... Enfin, à cette règle, la loi du 4 avril 1926, art. 6, a ajouté un corollaire important, qui, comme tout corollaire, est la conséquence de cette règle : il en précise la portée au regard du Ministère public. Aux termes de ce texte, le rôle du Ministère public, en effet, consiste à donner connaissance à l'Administration des Finances de toute indication qu'il pourrait recueillir de nature à faire présumer une fraude commise en matière fiscale ou une manœuvre quelconque ayant pour objet ou ayant eu pour résultat de frauder ou de compromettre un impôt, à cela se borne la seule initiative qu'il ait à prendre; à l'Administration à apprécier s'il y a lieu pour elle *d'engager* ou non l'action pénale... Ces règles établissent les *conditions nécessaires, substantielles à la*

validité de la poursuite pénale instituée en cette matière toute spéciale... Si, dès lors, le Ministère public prend lui-même l'initiative de la poursuite, il excède ses pouvoirs et le juge qui, dans ces conditions, déférerait à ses réquisitions d'informer, méconnaîtrait à la fois les règles de son institution et la règle primordiale de sa compétence, puisqu'en violation de la loi, il instruirait sans avoir été légalement requis ».

A la lumière de ce rapport, on peut aisément définir le rôle de l'Administration.

C'est à l'Administration et à elle seule qu'il appartient de décider s'il y a lieu de poursuivre pour les infractions aux dispositions de la loi de 1914 (Seine, 7 juillet 1934; dans le même sens, en matière d'assurances sociales, Cass. crim. 16 mars 1934). Elle détient ce droit dans tous les cas, même si l'infraction est punie de l'emprisonnement. Elle seule, en effet, peut, eu égard des circonstances, prendre le parti qui lui apparaît le meilleur (Rép. du Min. à la question de M. Roulleaux-Dugage, député, *J. off.* 25 mai 1934, Déb. Ch., p. 1232, 3^e colonne). Ainsi, le Ministère public saisi d'une infraction par un procès-verbal dressé par la gendarmerie, ou à l'occasion par un particulier d'un abus de confiance, d'une escroquerie, qui démontre au surplus la fraude, ne peut poursuivre de sa propre autorité; en ce qui concerne l'infraction fiscale, il ne peut que porter les faits à la connaissance de l'Administration, qui, dans la plénitude de sa souveraineté, fixera sa position.

L'Administration a donc l'entière *disposition* de son action. D'où il suit : 1^o que l'Administration peut renoncer à l'action qui lui appartient, soit *avant* de l'avoir intentée, soit *après* l'avoir intentée; 2^o qu'en conséquence elle peut *se désister* dans les conditions de l'article 66 du Code d'inst. crim., sans que ce désistement qui porte sur l'action ait besoin d'être accepté (Garraud, inst. crim., n^o 95, 3, p. 205, note 17); 3^o qu'enfin, en matière de contributions indirectes, elle peut transiger, à la condition que la transaction soit régulière et qu'elle ait reçu l'approbation de l'autorité compétente. Avant condamnation, les transactions éteignent toute action. La Cour suprême a même décidé « que la transaction éteignait l'action publique, dans le cas où le prévenu serait passible de la peine de l'emprisonnement » (Rapport de M. Renaud sur la loi du 21 juin 1873). A ce sujet, nous rappelons

que si l'Administration de l'Enregistrement n'est pas autorisée à transiger, du moins a-t-elle en vertu du droit de grâce, en matière de pénalités, un pouvoir qui souvent se rapproche de la transaction.

En principe, l'initiative de la poursuite peut résulter d'une pièce quelconque, établissant l'intention formelle et non équivoque de l'Administration de provoquer des poursuites. Cette manifestation de volonté n'est soumise à aucune condition spéciale formelle au cas de citation directe des prévenus (Seine, 7 juillet 1934) : il suffit, en principe, qu'elle se produise sous une forme qui permette d'en constater l'existence (Garraud, 1907, t. 1, n° 160, p. 352; Sol. 31 mars 1934). Toutefois, et conformément à la jurisprudence qui se dégage de l'arrêt de la Cour suprême du 2 février 1934, il faut qu'elle vise personnellement l'inculpé, et qu'elle spécifie les faits ainsi que la nature de l'inculpation.

Rappelons toutefois que, d'après le rapport précité de M. le Conseiller Bourgeon, une *plainte* ne serait pas suffisante, il faut, aux termes de la loi de 1914, qu'il y ait *requête*. La *plainte*, en effet, n'est que l'exposé d'un grief; « le plaignant ne fait qu'une simple dénonciation et reste en dehors du procès » (Faustin, Helie et Depeiges, Prat. crim., t. 1, p. 149); la *requête* est davantage; c'est une demande faite par écrit, précisant les éléments de l'objet de la demande; lorsqu'elle est exigée, c'est un élément substantiel de la poursuite, elle doit en préciser l'objet, à la fois en ce qui concerne la personne poursuivie et les faits articulés à son encontre.

La situation est donc, en cette matière, différente du cas d'adultère ou de diffamation. Au cas d'adultère ou de diffamation, la plainte peut intervenir alors même que le Ministère public aurait agi d'office et elle valide la procédure (Le Poittevin, v° Adultère, n° 6); au contraire, en matière d'impôt, il faut que l'Administration des Finances prenne l'initiative de la poursuite; son intervention postérieure à l'action du Ministère public ne saurait donc valider une procédure déjà nulle (Cass. 2 février 1934).

441. EXERCICE DES POURSUITES. — La jurisprudence est donc fixée en ce sens que l'Administration possède exclusivement l'ini-

tiative des poursuites. Mais, doit-on, en vertu de la législation, décider que c'est à elle qu'incombe l'exercice de ces poursuites.³

La Cour de cassation s'est refusée à statuer sur ce point dans son arrêt du 2 février 1934 et la question reste, jusqu'à maintenant, entière.

Nous estimons cependant que la difficulté doit être résolue par l'affirmative.

La Cour de cassation a adopté cette manière de voir en ce qui concerne les poursuites correctionnelles engagées en matière de contributions indirectes (Cass. 11 décembre 1875, S. 76-1-93; 10 juin 1882, S. 84-1-246; 14 novembre 1883, S. 85-1-449; 12 décembre 1885, S. 87-1-86; 25 novembre 1892, S. 93-1-591; 4 novembre 1898, S. 1900-1-256 et la note); or, les textes qui régissent la matière (Cf. art. 23 de l'arrêté du 5 germinal an XII; art. 10 de l'ordonnance du 3 janvier 1821; décret du 1^{er} germinal an XIII; art. 15 de la loi du 21 juin 1873) sont beaucoup moins précis sur le rôle de cette Administration (Faustin Hélie, t. 1, n° 503; Garraud, Inst. crim., n° 95) que la loi du 29 mars 1914, qui fixe les pouvoirs du Service de l'Enregistrement en vue d'assurer le recouvrement de l'impôt sur le revenu.

On doit donc *a fortiori* conclure dans le même sens.

442. MODES D'ACTION DE L'ADMINISTRATION. — Comment, dans ces conditions, l'Administration peut-elle agir ?

Elle peut choisir entre divers modes de procéder, qui varient suivant, soit que les faits délictueux sont établis ou peuvent l'être par l'exercice du droit de communication, soit que l'Administration doit, pour faire la preuve de la fraude, requérir l'emploi des moyens spéciaux d'investigation, qui appartiennent exclusivement à l'autorité judiciaire

443. L'ADMINISTRATION A ÉTABLI LES FAITS DÉLICTUEUX. — Dans tous les cas où il y a urgence et dans tous ceux où la matérialité des faits délictueux est établie ou susceptible d'être établie par l'exercice du droit de communication que détient l'Administration, l'instance doit être engagée par voie de citation directe, à la requête de l'Administration (Inst. 3467; Sol. 30 janvier 1930). Cette citation fera l'objet d'un exploit d'assignation délivré au contrevenant, à personne ou à domicile, et se référant au procès-

verbal. Cet exploit contiendra élection de domicile dans la ville où siège le tribunal (art. 183, C. instr. crim.), et il portera ajournement à trois jours au moins, outre un jour par trois myriamètres entre la citation et le jugement (art. 184). L'assignation indiquera les différents textes relatifs à l'infraction commise, qui sera qualifiée avec précision, et, le cas échéant, l'état de récidive du prévenu; elle mentionnera, en outre, le montant des pénalités pécuniaires encourues par le contrevenant et au paiement desquelles ce dernier paraîtra devoir être condamné. Elle conclura à ce que le tribunal prononce cette condamnation et fixe entre le maximum et le minimum la durée de la contrainte par corps. Si la loi frappe également l'assujetti d'une peine d'emprisonnement, il y aura lieu de s'abstenir d'en requérir l'application, le ministère public ayant seul qualité à cet effet. La citation devra, dans ce cas, se borner à réserver expressément l'action du ministère public.

Avant de faire signifier la citation, les directeurs auront soin, suivant une pratique constamment suivie, de s'adresser au parquet pour faire fixer la date de l'audience, sans perdre de vue les prescriptions du Code d'instruction criminelle (art. 184) relatives aux délais de distance.

444. L'ADMINISTRATION, PAR LES MOYENS DONT ELLE DISPOSE, NE PEUT ÉTABLIR LES FAITS DÉLICTUEUX. — Dans tous les cas, au contraire, où la matérialité des faits n'est pas complètement établie ou s'il y a lieu, pour l'Administration, de découvrir des complices, des coauteurs ou des personnes qui ont tiré ou tenté de tirer profit des contraventions commises, il convient de provoquer l'ouverture d'une information. Seule, en effet, une information, par les moyens dont dispose l'autorité judiciaire — perquisitions, auditions de témoins, etc. — peut permettre de découvrir les agissements coupables.

L'Administration dispose de deux moyens d'action.

Elle peut déposer au Parquet une plainte et, au vu de cette plainte, le Ministère public peut requérir une information (Cass. crim. 24 janvier 1929, Bull. Cont. Ind. 1929, n° 5, p. 35; Garraud, *ibid.*, p. 200); cette plainte peut être déposée *in rem* et seulement énoncer le fait matériel. Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 4 avril 1926, les résultats de l'informa-

tion sont communiqués par le Ministère public à l'Administration, qui, si elle le juge à propos, cite les contrevenants devant le Tribunal correctionnel.

Cette manière d'agir présente deux inconvénients. D'une part, le Ministère public peut se refuser à requérir l'information demandée ou rester inactif. D'autre part, la réquisition délivrée dans ce cas n'interrompt pas la prescription (voir ci-dessus, n° 420).

Aussi bien le deuxième mode, qui consiste, pour l'Administration, à déposer, entre les mains du magistrat instructeur, une requête aux fins d'information, accompagnée d'une constitution de partie civile, a-t-elle nos préférences.

Cette manière d'agir, actuellement adoptée par l'Administration dans toutes les graves affaires qu'elle suit devant les tribunaux, présente ce caractère inattendu qu'une partie civile, qui ne peut demander que la réparation de l'offense qui lui est faite, peut exercer l'action publique et poursuivre, dès lors, en même temps, la punition du délit et la condamnation à une peine, contrairement à la règle générale prononcée par l'article 1^{er} du Code d'instruction criminelle. Mais cette situation, paradoxale à un premier examen, se comprend aisément si l'on se rappelle que les amendes fiscales constituent à la fois des réparations civiles et des peines (voir ci-dessus, n° 347).

Ce mode de procéder est, en tout cas, admis par la Cour de cassation (Cass. crim. 9 décembre 1813; Cass. ch. req. 17 juillet 1902, J. des Parquets, 1904, 2^e part., p. 109) et par les auteurs (Labbé, *ibid.*, p. 138; Garraud, p. 201 et 204; Le Poittevin, *ibid.*, v° Partie civile, n° 3). Il paraît être celui qui est plus spécialement indiqué par le Conseiller Bourgeon dans l'affaire qui a donné lieu à l'arrêt du 2 février 1934. « Conformément aux règles générales édictées par les articles 1, 2, 3, 63 et 182 du C. d'inst. crim. », lit-on dans le rapport, « l'Administration devait saisir elle-même de sa *requête le magistrat instructeur par voie de constitution civile*, le ministère public étant partie jointe. »

Dans cette procédure, l'Administration, partie principale, joue exactement le rôle de Ministère public.

En bref, la procédure se déroule comme suit :

L'Administration adresse au juge d'instruction une requête (qui équivaut à la réquisition ou ordre d'informer du ministère

public), à laquelle est joint le procès-verbal qui énonce les faits matériels déjà constatés, ou, si la contravention n'est pas encore établie, qui fait connaître les présomptions de fraude (Sol. 23 avril 1917); l'Administration, dans la requête, déclare se constituer partie civile.

Le juge saisi instruit l'affaire dans les conditions du droit commun prévu par le Code d'instruction criminelle. Les agents de l'Administration peuvent assister aux perquisitions et aux travaux des experts. Quand l'instruction est terminée, il rend une ordonnance de communiqué : la procédure est communiquée à l'Administration qui dans les trois jours peut requérir : si l'instruction présente des lacunes, un supplément d'information; si les faits sont établis, le renvoi des délinquants qu'elle désigne (la requête, qui jusque là a pu être établie *in rem*, se transforme alors en requête *in personam*) devant le Tribunal répressif; si elle abandonne les poursuites, l'avis de cet abandon.

Le juge, lié par la réquisition de l'Administration, prescrivant, en vertu de son droit d'initiative, l'abandon des poursuites, n'est pas lié, au contraire, par la réquisition de renvoi devant le Tribunal répressif. Il peut rendre dans ce cas, et malgré la volonté contraire de l'Administration, une ordonnance de non lieu, contre laquelle la Régie peut faire opposition : cette opposition doit être effectuée dans le délai de rigueur de 24 heures de la signification, qui doit, elle-même, intervenir en principe dans les 24 heures de l'ordonnance (art. 135 C. inst. crim.; Sol. 11 janvier 1935).

Au cas de renvoi, l'Administration, après avoir coté les pièces (art. 132 § 2 du C. d'inst. crim.), dépose le dossier, dans les 48 heures au plus tard, au greffe du Tribunal qui doit prononcer (Code d'inst. crim., 132 § 1). Enfin, dans les 48 heures, l'Administration donne assignation au prévenu pour l'une des plus prochaines audiences, en observant les délais prescrits par l'article 184 du C. d'inst. crim. *Les délais ainsi fixés ne sont pas prescrits à peine de nullité.* En réalité, pour l'assignation des prévenus, il convient au préalable de prendre l'attache du Ministère public, comme au cas de citation directe.

Devant le Tribunal, l'Administration dépose des conclusions écrites, qui doivent être lues à l'audience soit par l'avocat, soit par un agent désigné à cet effet. Le Ministère public, simple par-

tie jointe (Labbé, *ibid.*, p. 135), est seulement entendu par le Tribunal à l'audience en ses conclusions, puisqu'il s'agit d'un procès intéressant l'Etat.

Il paraît, enfin, intéressant de rappeler que, dans tous les cas où le procès est porté devant un tribunal qui siège dans une ville autre que celle où se trouve la Direction, l'Administration, en sa qualité de partie civile, est tenue d'élire domicile dans l'arrondissement du Tribunal par acte passé au greffe (art. 68 du Code d'inst. crim.). Cette élection de domicile est indispensable pour que les actes du juge d'instruction lui soient notifiés régulièrement.

445. EXCEPTIONS A LA RÈGLE DE L'EXERCICE, PAR L'ADMINISTRATION, DE L'ACTION PUBLIQUE. — La règle de l'exercice, par l'Administration, de l'action publique souffre cependant une double exception :

Dans le cas où les infractions sont punies, indépendamment des peines pécuniaires, de celle de l'emprisonnement, le Ministère public est investi de l'exercice de l'action publique dans son intégralité : pour ce cas, il n'existe aucun texte enlevant au Ministère public la délégation générale qui lui est donnée à l'effet de poursuivre les délits qui se commettent dans son arrondissement (Cass. crim., 10 juin 1882, D. P. 82-1-481; — 11 décembre 1875, S. 76-1-93; — 12 janvier 1877, D. 78-1-41; — 17 février 1888; — 3 mars 1893, D. 94-1-53; — Lyon, 5 novembre 1896, J. des parq. 96-2-222; — 16 juin 1927, S. 29-1-115; — Trib. corr. du Rhône, 15 juillet 1930; — C. de Lyon, 9 décembre 1930; — Cass. crim., 19 mars 1931, Bull. Cont. ind. 1932, p. 133; — Cass. crim., 24 janvier 1929, Bull. Cont. ind. 1929, p. 35; — Garraud, *ibid.* n° 95; Labbé, *ibid.* p. 137; Le Poittevin, *ibid.*, v° Cont. indirectes, n° 7; Sol. 30 janvier 1930; — 26 février 1935). Il en est ainsi dans l'hypothèse prévue par le dernier alinéa de l'article 38 de la loi du 29 mars 1914, au cas où le contrevenant aux dispositions de l'article 35, n'a pas d'établissement en France.

Dans le cas où l'objet de la poursuite constitue à la fois deux infractions distinctes, l'une de droit commun, l'autre fiscale, le Ministère public qui a seul qualité pour la première est investi de l'action publique dans son intégralité (Cass. crim., 24 janvier 1929, Bulletin Cont. ind. 1929, n° 5, p. 35; dans le même sens : Cass. crim., 8 avril 1933, Bull. Cont. ind. 1934, n° 13,

p. 208). Il en est ainsi dans l'hypothèse où les infractions à la loi de 1914 sont découvertes à raison d'une instruction pour escroquerie, abus de confiance, délit d'immixtion dans le monopole des agents de change, etc. (Seine, 22 octobre 1917, R. E. 6771; Lyon, 3 février 1916, R. E. 6566; Seine, 17 avril 1930, 3 jugements).

Dans l'un et l'autre de ces cas, l'Administration est seulement partie jointe, le Ministère public, partie principale, soumet alors au tribunal le fait tout entier, ce qui implique pour celui-ci le droit de prononcer et la peine d'emprisonnement et l'amende (Garraud, *ib.*, p. 201). Il convient donc pour l'Administration de porter plainte entre les mains du Procureur de la République (Sol. 10 nov. 1916). Cette plainte, rédigée sous forme de procès-verbal alors même que la contravention ne serait pas encore établie et qu'il n'existerait à la charge de la partie que des présomptions de fraude (Sol. 23 avril 1917), n'a pas besoin d'être accompagnée de constitution de partie civile (Sol. 16 janvier 1933), dès lors que le parquet se trouve dans l'obligation de communiquer le dossier conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 4 avril 1926. (A ce sujet, voir Garraud, *ibid.*, p. 200).

Si, le Ministère public saisi de la plainte de l'Administration, se refusait à poursuivre (Le Poittevin, v^o Ministère public, 22), l'Administration pourrait citer directement les prévenus (Garraud, *ib.*, p. 101), mais dans ce cas elle devrait se constituer au préalable partie civile (Cass. crim., 16 juin 1927, S. 29-1-115; — 19 mars 1931, Bull. Cont. ind. 1932, n^o 8, p. 133). Dans le cas où le Parquet exerce la poursuite, le Procureur de la République doit faire connaître à l'Administration le jour où l'affaire est appelée et celle-ci *assigne* ou *intervient* pour prendre des conclusions sur l'application des peines pécuniaires (Cass. 16 juillet 1891 et 6 mai 1892, S. 92-1-540; Garraud, *ibid.*, p. 200; Auch, 11 octobre 1917, R. E. 6770)

446. LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PEUT-IL CONNAÎTRE DES DROITS SIMPLES. — En droit commun :

1^o la partie lésée par un délit ou une contravention peut, pour obtenir la réparation du préjudice qui lui a été causé, porter son action, *ou bien* devant les tribunaux de répression, au moment où ils sont saisis de l'action publique, *ou bien* devant les

tribunaux civils s'il lui paraît préférable de ne pas faire concourir les deux actions (art. 3 C. d'inst. crim.; Cf. Dalloz, Rép. Prat., v° Action civile, n° 94);

2° la partie lésée qui a opté pour la voie civile ne peut plus porter son action devant les tribunaux répressifs (*ibid.* n° 105). Elle conserve toutefois la faculté, bien qu'ayant antérieurement saisi la juridiction civile, de porter plainte à raison du fait délictueux qui lui a porté préjudice et de mettre ainsi en mouvement l'action publique (*ibid.* n° 106; Cass. crim., 6 juillet 1866, D. P. 67-1-416; — 12 juin 1890, D. P. 90-1-489);

3° il est généralement admis que la partie lésée qui a opté pour la voie criminelle peut, après s'être adressée à la juridiction répressive, abandonner cette voie et revenir devant la juridiction civile (*ibid.* 116; Cass. req., 5 décembre 1933, S. 1934-1-63). Spécialement, le recours à la voie civile est permis lorsque le tribunal répressif a déclaré l'action publique éteinte, notamment par l'effet de la prescription (*ibid.* 118);

4° si l'action civile est portée devant la juridiction civile pendant que les tribunaux répressifs sont saisis de l'action publique, la juridiction civile doit surseoir à prononcer jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'action publique, par application de l'adage « le criminel tient le civil en état ».

Par application de ces règles, l'Administration paraît actuellement estimer que, dans le cas où des poursuites sont engagées devant les tribunaux correctionnels, ces tribunaux doivent se prononcer sur les droits simples et condamner les prévenus au payement de ceux-ci.

Cette manière de voir marque un revirement complet sur l'opinion administrative précédemment admise. Il était reconnu, en effet, que la connaissance de l'exigibilité des droits simples rentrait, en tout état de cause, dans la compétence exclusive du tribunal civil (Sol. 5 avril 1917).

Nos préférences vont vers l'ancienne doctrine.

En disposant que « le recouvrement de l'impôt sera assuré et les instances seront introduites et jugées comme en matière d'enregistrement, sous réserve de la procédure à suivre en ce qui concerne les contraventions visées au premier alinéa de l'article précédent (art. 38) », l'article 39 de la loi a marqué la volonté du législateur de ne soumettre aux tribunaux répressifs que certaines contraventions bien définies et de laisser à la juri-

diction civile la compétence exclusive en ce qui concerne les droits simples. La loi de 1914 a donc formellement dérogé au droit commun fixé par le Code d'instruction criminelle.

Quant à la jurisprudence, elle ne paraît pas fixée sur ce point. Si certains tribunaux ont condamné les prévenus au paiement des droits simples (Seine, 12 avril 1930; — 17 avril 1930, 3 jugements; — 20 janvier 1932; — 6 juillet 1934); d'autres, plus nombreux, n'ont statué que sur les pénalités (Lyon, 6 février 1916; — 17 mai 1916; — 15 juillet 1930; — C. de Lyon, 6 juillet 1916; — 3 juillet 1917; — Seine, 12 juin 1917; — 22 octobre 1917; — Bordeaux, 21 juin 1917; — Auch, 17 octobre 1917; — 20 juin 1918; — Toulouse, 7 septembre 1934; — Toulouse, 19 décembre 1934; — Cour de Toulouse, 27 décembre 1934; — Toulouse, 10 janvier 1935; — Marseille, 10 janvier 1935; — Marseille, 4 juin 1917 et 17 juin 1918; — Cour d'Aix, 31 octobre 1918 et 1^{er} février 1919, Inst. 3700, § 3).

Nous ferons remarquer enfin que l'Administration ne pourrait pas, en toute hypothèse, poursuivre devant la juridiction correctionnelle la répression des contraventions aux articles 36 et 37 de la loi du 29 mars 1914 (Auch, 11 octobre 1917, R. E. 6770).

447. AVOUÉS ET AVOCATS. — En principe, quand les articles de lois visés dans la citation ne prévoient pas une peine d'emprisonnement, le prévenu doit comparaître en personne devant le tribunal correctionnel, sans pouvoir se faire représenter par un tiers. Toutefois, aux termes de l'article 185 du Code d'instruction criminelle, « dans les affaires relatives à des délits qui n'entraîneront pas la peine d'emprisonnement, le prévenu *pourra* se faire représenter par un avoué; le tribunal pourra néanmoins ordonner sa comparution en personne ». Il résulte de ce texte que, devant les tribunaux correctionnels, et pour les affaires qui ne comportent pas la peine d'emprisonnement, le concours des avoués est purement facultatif pour les prévenus. Il en est de même pour les parties civiles qui peuvent formuler elles-mêmes leurs conclusions ou les déposer par écrit au cours de l'instance.*

L'Administration recommande aux directeurs de charger un employé supérieur de suivre la procédure dans tous ses détails, de se présenter à l'audience et, en cas d'urgence, de prendre directement les conclusions spéciales qui lui paraîtraient néces-

saires. Ces chefs de service ne doivent confier les intérêts de l'Administration à un avoué et, le cas échéant, à un avocat, que dans les affaires d'une certaine importance et après en avoir référé, au préalable, à la Direction générale, sous le timbre du 4^e bureau de la 1^{re} division. Les frais occasionnés par l'intervention de l'un de ces auxiliaires n'étant nullement obligatoires, et ayant en quelque sorte un caractère extraordinaire, doivent, en effet, rester, en tout état de cause, à la charge de ceux qui les ont exposés.

448. FRAIS. — En principe, le Ministère public qui succombe ne peut être condamné aux dépens; mais, il n'en est pas ainsi de l'Administration; même, lorsqu'elle est investie de l'action publique, l'Administration est assimilée à une partie civile (D. 15 juin 1811, art. 157 et 158; Garraud, *ibid.*, p. 203; Trib. Marseille, 4 juin 1917, 17 juin 1918 et C. d'Aix, 31 octobre 1918, 1^{er} février 1919, Inst. 3700, § 3).

449. EXÉCUTION DU JUGEMENT. — C'est à l'Administration qu'il appartient d'assurer le recouvrement des condamnations pécuniaires prononcées par les juridictions correctionnelles dans les cas prévus par l'article 38 de la loi du 29 mars 1914 (Voir ci-dessus, n° 350). Il est recommandé au service d'inviter le contrevenant, dès que le tribunal a rendu sa décision, à se libérer à l'amiable du montant des pénalités, ainsi que des frais et dépens. Si ces démarches restent infructueuses, le jugement est signifié à l'intéressé par un exploit contenant commandement de verser les sommes exigibles, et l'exécution de ce commandement sera ensuite poursuivie sur ses biens.

450. CONTRAINTE PAR CORPS. — A défaut de paiement par le condamné, la voie de la contrainte par corps sera ouverte à l'Administration dans les conditions déterminées par les lois des 22 juillet 1867 et 19 décembre 1871. Mais ce moyen de coercition étant particulièrement rigoureux, l'Administration recommande aux directeurs de n'autoriser les receveurs à requérir le parquet de procéder à l'incarcération que tout autant que le contrevenant aura eu sciemment recours à la fraude ou lorsqu'il aura apporté une mauvaise volonté évidente dans le règlement de la créance du Trésor. Il est rappelé que la contrainte par corps ne

peut être employée que si sa durée a été fixée par le tribunal (Pand. fr., V^o Contrainte par corps, n^{os} 233 et 234; art. 784 C. proc. civ.) et qu'elle ne peut être exécutée qu'autant que le jugement de condamnation est définitif, c'est-à-dire qu'il n'est plus susceptible d'être attaqué par les voies de l'opposition, de l'appel ou du pourvoi en cassation (art. 187, 203 et 373 du Code d'instr. crim.). L'attention est appelée sur les dispositions de l'article 784 du Code de procédure civile aux termes duquel « s'il s'est écoulé une année entière depuis le commandement, il sera fait un nouveau commandement par un huissier commis à cet effet ».

Quand l'exécution de la contrainte par corps est réclamée par une partie civile, celle-ci doit, après la notification du commandement, adresser à cet effet au Procureur de la République une requête appuyée des pièces justificatives suivantes : 1^o un extrait de jugement contenant les noms des parties et le dispositif avec indication des condamnations prononcées, ainsi que des frais qui auraient été liquidés postérieurement au jugement; 2^o l'exploit de signification, s'il y a lieu; 3^o le commandement; 4^o le récépissé délivré par l'Administration pénitentiaire de la consignation pour aliments exigée par l'article 6 de la loi du 22 juillet 1867.

L'Administration de l'Enregistrement est tenue à l'accomplissement de ces formalités, à l'exception de la dernière (consignation pour aliments), dont elle est déjà dispensée quand la contrainte par corps est exercée à la requête d'une partie civile pourvue de l'assistance judiciaire (Le Poittevin, Dictionnaire-formulaire des parquets, I, p. 859).

451. VOIES DE RECOURS CONTRE LE JUGEMENT. — Les jugements correctionnels intervenus pour l'application de l'article 35 de la loi du 29 mars 1914 sont susceptibles d'être attaqués au moyen de toutes les voies de recours autorisées par le droit commun.

A défaut d'un texte spécial, ils peuvent, tout d'abord, quand ils ont été rendus par défaut, être frappés d'opposition par le prévenu. Le délai accordé à cet effet est de cinq jours à partir de la signification à personne ou à domicile, outre un jour par cinq myriamètres (art. 187 du Code d'instruction criminelle modifié par la loi du 27 juin 1866). Mais si la signification n'a pas été faite à personne ou s'il ne résulte pas d'actes d'exécution du

jugement que le prévenu en ait eu connaissance, l'opposition est recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine (art. 187, § 3, C. instr. crim.). En principe, l'exploit d'opposition doit, d'ailleurs, être notifié à la fois au Ministère public et à la partie civile (art. 187, § 1).

La décision du tribunal peut, en outre, qu'elle soit contradictoire ou par défaut, être déférée à la Cour d'Appel. L'appel est formé par simple déclaration au greffe; il est interjeté dans les dix jours qui suivent celui où le jugement a été *prononcé*, lorsque ce jugement est contradictoire. Si le prévenu a fait défaut, le délai court, en ce qui le concerne, de la *signification* du jugement, sans qu'il y ait lieu de l'augmenter du délai d'opposition. La cause est portée devant la Cour sur citation de l'appelant ou à la requête de la partie la plus diligente, en cas de retard de l'adversaire. On remarquera qu'en matière correctionnelle, ce n'est pas seulement l'appel lui-même, mais le délai pendant lequel il peut être formé, qui suspend l'effet de la décision des premiers juges (art. 203, C. instr. crim., Faustin-Hélie, t. VI, n° 3022).

Les décisions des juridictions correctionnelles peuvent enfin être déférées à la censure de la Cour de Cassation soit par les prévenus, soit par les parties principales, soit par les parties civiles, lorsqu'elles sont définitives et en dernier ressort. La déclaration de pourvoi a lieu dans la forme tracée par l'article 417 du Code d'instruction criminelle. Elle est faite au greffe du Tribunal ou de la Cour qui a rendu la décision ou le jugement attaqué, et elle doit intervenir, en principe, dans un délai de trois jours francs après celui où la décision a été prononcée au condamné (art. 373 et 413 C. instr. crim.). Cependant, si le jugement ou l'arrêt a été rendu par défaut, il convient d'attendre, pour former le pourvoi, que les délais d'opposition soient *expirés*. L'Administration est, d'ailleurs, dispensée de consigner l'amende (art. 419 et 420 du même Code). De plus, contrairement à ce qui se produit en matière civile, le délai de pourvoi, ainsi que le pourvoi lui-même, suspendent l'exécution de la sentence (art. 373).

En égard à la brièveté des délais impartis pour interjeter appel ou pour former le pourvoi, l'Administration recommande aux Directeurs de se trouver à même d'apprécier si l'une de ces voies de recours est susceptible d'être exercée. Les mesures sui-

vantes ont donc été fixées : Dès qu'un jugement ou un arrêt correctionnel intéressant l'Administration est intervenu, le Receveur placé près la juridiction compétente doit, sans le moindre délai, en adresser une copie au directeur de son département. L'employé supérieur qui a été chargé, le cas échéant, de suivre l'instance, tient personnellement la main à l'exécution de cette prescription, et il insiste au besoin auprès du greffier pour que cet officier ministériel lui communique, aussitôt que possible, le texte de la décision. Il adresse, d'urgence, ses propositions au directeur en lui signalant les irrégularités qui auraient pu être commises, soit dans la procédure, soit dans le jugement ou l'arrêt, et en s'expliquant sur la recevabilité et l'opportunité d'un recours. Le directeur soumet sur-le-champ l'affaire à l'Administration, sous le timbre du 4^e bureau de la 1^{re} division, et, si cette mesure lui paraît nécessaire, il fait souscrire au greffe soit l'acte d'appel, soit un pourvoi conservatoire. Afin de sauvegarder les droits du Trésor et de mettre l'Administration à l'abri de la déchéance, les recours en cassation peuvent, d'ailleurs, être formés, au nom de cette dernière, par le directeur du département où siège la Cour d'Appel, alors même que l'affaire aurait pris naissance dans un autre département. Ce chef de service doit, à cet effet, se tenir au courant de toutes les phases de la procédure. Il informe sans aucun retard la Direction générale du pourvoi qu'il a interjeté et il en donne également connaissance à celui de ses collègues qui lui a transmis le dossier de l'affaire. Il veille à ce qu'une expédition authentique de la décision attaquée soit déposée, le plus tôt possible, à l'appui de ce pourvoi (art. 419 C. inst. crim.; V. Faustin-Hélie, t. VIII, n° 3922, p. 398, Pand. fr., v. Cass. crim., n° 1366), et à ce que le recours en cassation soit signifié à la partie adverse dans un délai de trois jours, selon les prescriptions de l'article 418 du même Code.

En principe, lorsque le Ministère public prend en cette matière, l'initiative d'un appel ou d'un pourvoi en cassation, l'Administration, de son côté, pour que l'affaire reste entière, doit interjeter appel ou se pourvoir.

Conclusion

C'est un principe incontesté du droit international et du droit public que l'impôt est un des attributs principaux — sinon le principal — de la souveraineté nationale. On ne peut donc mettre en doute le droit absolu que possède chaque pays d'assujettir aux taxes qui lui paraissent opportunes aussi bien les titres des collectivités dont le siège est établi sur son territoire que les valeurs mobilières étrangères qui circulent sur son sol et y jouissent de la protection des lois.

Il s'ensuit que les produits des valeurs mobilières qui circulent sur le territoire d'un Etat autre que celui de la société émettrice peuvent — et sont en pratique — assujettis à une double imposition, une première fois dans le pays d'origine des valeurs, une deuxième fois dans le pays du domicile de celui qui s'approprie les revenus. Il y a là une superposition d'impôt qu'aucune règle internationale ne saurait empêcher et à laquelle des conventions librement consenties ou arrachées par la force peuvent seules mettre fin.

Mais, régulière du point de vue purement juridique, cette superposition n'en demeure pas moins, en fait, des plus pénibles pour les porteurs. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que tous les impôts sont, en fin de compte, payés par les personnes et si l'on comprend aisément que les besoins financiers obligent chaque Etat à frapper toutes les ressources des revenus, on peut regretter aussi que les revenus étrangers soient, à deux reprises, astreints au paiement de l'impôt.

Ces prélèvements successifs prennent l'allure d'une pénalisation, d'autant plus choquante que les Gouvernements successifs ont souvent, dans un but politique, encouragé, sinon même garanti, les placements étrangers.

Une telle situation risque, d'ailleurs, de nuire à l'esprit d'épargne, au moment même où toutes les nations, et la France particulièrement, ont le plus urgent besoin de reconstituer leurs réserves.

Depuis de longues années, des hommes de bonne volonté ont tenté de porter remède à cet état de choses. Dans sa séance du

31 octobre 1928, l'assemblée des experts gouvernementaux près la Société des Nations, réunie en vue d'examiner les problèmes posés par la double imposition, a établi, à ce sujet, un projet de convention internationale proposé à la signature des divers Etats. Ce projet, s'il était réalisé, aboutirait à l'imposition unique des revenus, savoir : 1° ceux des fonds publics, des obligations même hypothécaires, des prêts et des comptes courants dans l'Etat où se trouvent les débiteurs des revenus; 2° ceux des actions ou parts analogues dans l'Etat où se trouve la direction effective des entreprises.

L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères et des fonds d'Etats étrangers est donc décrété de mort.

Ah ! s'il ne s'agissait que de faire œuvre de justice, même élémentaire, l'accord serait parfait : tout le monde s'accorderait pour souhaiter que de pareils revenus ne fussent imposés qu'une fois.

Mais l'équité seule n'a jamais suffi, en matière de législation financière, pour amener, soit l'institution, soit la disparition d'un impôt. Il faut encore un faisceau d'autres circonstances, de contingences, d'abnégations où la justice n'entre que pour peu de chose.

Si un Etat acceptait de renoncer à l'impôt qui frappe les produits des valeurs étrangères circulant sur son territoire, il ouvrirait dans un budget, péniblement équilibré ou même déficitaire, une brèche qu'il faudrait immédiatement combler au moyen de taxes nouvelles frappant la richesse nationale proprement dite, notamment par une augmentation des charges assises sur les cédules voisines.

Est-il possible de demander actuellement un pareil sacrifice à la plupart des pays et notamment à la France ?

Il ne le semble pas.

D'une part, en effet, la fiscalité, qui nous régit, est excessive : elle nous oppresse et, par son poids exagéré, elle menace l'essor et même l'existence de notre économie. C'est là une vérité reconnue. Comment, dès lors, pourrait-on espérer que l'opinion publique acquiescât à une nouvelle charge supplémentaire venant frapper notre activité pour favoriser des placements à l'Etranger, dont l'expérience a démontré les dangers.

D'autre part, la réalisation du vœu formulé par la Société des

Nations paraît subordonnée à une uniformité préalable des impôts, qui, dans les divers Etats, frappent les valeurs mobilières, de manière, tout au moins, que leur poids soit identique. Une différence à cet égard serait de nature à entraîner un courant de faveur sur les valeurs les moins taxées et jetterait le discrédit sur les plus atteintes. Or, les circonstances qui déterminent les tarifs, la forme et la condition des impôts sont essentiellement variables, non seulement d'après les époques, mais encore à une même date suivant chaque Etat. On ne peut donc espérer, à moins de faire œuvre d'utopie, non pas même que les pays particuliers consentent à se soumettre à un impôt type, adopté par tous les Etats, mais permettent à un organisme, serait-il la Société des Nations, de fixer ou de conseiller des droits, de s'immiscer dans leur législation financière et de porter atteinte à leur souveraineté, précisément au point dont ils sont les plus jaloux.

Enfin — disons-le sans réticence — la France, créancière d'une partie du monde, ferait là un marché de dupes au profit des Etats débiteurs.

Certes, des conventions particulières avec la Sarre, l'Italie, la Belgique ont été conclues sur ce point. D'autres, avec l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique sont à l'étude. Mais ces conventions, qui ne permettent pas une surveillance suffisante du paiement de l'impôt dans chacun des Etats et qui favorisent trop largement et trop égoïstement les seuls administrateurs des sociétés, ne nous paraissent pas un remède à la situation. Nous estimons même que, dans les conditions où ils ont été passés, ces accords sont plus dangereux qu'utiles.

*
**

Nous l'avons vu, le taux de l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées est actuellement fixé à 20 0/0. Mais, pour le calcul des produits imposables, il n'est pas tenu compte des agios, commissions ou courtages perçus par les intermédiaires, en sorte que, vis-à-vis du porteur, les prélèvements successifs sont supérieurs au quart des produits distribués par les collectivités étrangères.

Aussi bien, ce tarif, dans le monde des affaires, est-il tenu pour excessif.

Nous nous rallierions volontiers à cette opinion, si l'on ne devait envisager la question que sous l'aspect de l'équité et de la justice. Mais, en matière fiscale, il faut se garder de prononcer des jugements définitifs, sans avoir, au préalable, examiné si l'abaissement du taux ne risque pas d'entraîner des répercussions fâcheuses pour le budget; il faut aussi rechercher si une réduction ne pourrait créer un privilège en faveur des titres étrangers à l'encontre des valeurs de nos sociétés.

Or, à ce double point de vue, le tarif actuel de la taxe est amplement justifié.

Au cours de l'année 1934, les recouvrements opérés au titre de la taxe du revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées se sont élevés à plus de 300 millions de francs. L'abaissement de l'impôt à un taux raisonnable entraînerait une diminution corrélative telle que le budget de l'Etat, déjà en déficit, ne pourrait subvenir aux dépenses indispensables à un grand pays.

La deuxième objection a plus de poids encore. On peut, en effet, tenir pour certain que toute diminution de tarif devrait non pas être suivie mais précédée d'un abaissement égal, sinon plus prononcé, de la taxe qui frappe les sociétés françaises. Il ne suffirait donc pas de supprimer la surtaxe de 3 0/0 qui frappe les revenus étrangers, car cette surtaxe est loin de rétablir la charge du droit de transmission qui atteint les produits des valeurs françaises.

Ainsi que l'expose avec talent M. Guilhot, dans sa remarquable étude sur « le régime fiscal des valeurs mobilières et des sociétés étrangères en France », « des impôts exigibles sur les valeurs mobilières, le plus lourd est la taxe de transmission; elle se liquide, en effet, sur la valeur réelle du titre, qui peut être bien supérieure à sa valeur nominale; d'autre part, elle est due alors même qu'il n'y aurait pas répartition de bénéfices, de sorte que si la valeur est restée improductive pendant quelques années, le montant de la taxe due pour ces années absorbera la plus grande partie du revenu à distribuer ».

La surtaxe de 3 0/0, perçue sur les produits des valeurs étrangères non abonnées, est donc indispensable pour réaliser — dans une faible mesure — le principe d'équivalence des charges qui est la base de taxation des titres des sociétés de toute nature circulant en France.

La suppression de cette surtaxe serait en outre de nature à rendre plus onéreux encore les appels de fonds des sociétés françaises; elle serait une prime à la spéculation contre l'esprit d'épargne. Ce serait l'infamie jointe à la trahison.

*
**

Aussi bien, d'excellents esprits ont-ils tenté de résoudre la difficulté par une réforme hardie de notre législation.

Sous le régime actuel, les actions et obligations des sociétés et collectivités françaises, ou étrangères abonnées, contribuent aux charges publiques par le paiement de trois impôts : un droit de timbre liquidé sur la valeur nominale; un droit de transmission perçu sur la valeur de négociation; une taxe calculée sur le montant des revenus.

Les titres des sociétés étrangères non abonnées acquittent le droit de timbre et l'impôt sur le revenu, dont le tarif majoré superplée à la taxe de transmission.

En outre, tous ces titres, quelle que soit la nationalité de la collectivité émettrice, acquittent un impôt du timbre liquidé sur le prix des négociations : l'impôt sur les opérations de bourse.

Le système proposé par ces novateurs serait le suivant : Comme par le passé, les titres seraient soumis au droit de timbre d'après les règles actuellement suivies; l'impôt sur le revenu demeurerait, mais à un taux uniforme nettement diminué. La taxe de transmission, au contraire, disparaîtrait pour faire place au seul impôt sur les opérations de bourse dont le tarif serait porté à 1 0/0 environ.

D'après les prévisions, les recettes à provenir de ce nouveau droit compenseraient, et au-delà, les moins values résultant de la suppression de la surtaxe sur les valeurs étrangères non abonnées, de la taxe de transmission sur les valeurs françaises et de la réduction de la taxe du revenu. La réforme aurait, de plus, le précieux avantage de frapper plus lourdement les valeurs de spéculation en exonérant celles qui, sérieuses, sont classées dans les portefeuilles de nos capitalistes.

Ce système est ingénieux. Il peut séduire. Mais, à notre avis, il ne peut pas être adopté.

D'une part, quand on connaît les difficultés auxquelles se heur-

tent le législateur et l'Administration pour faire entrer dans les mœurs une taxe nouvelle, on se méfie des improvisations; on préfère conserver, sauf à l'amender, ce que l'on a plutôt qu'aboutir à des mécomptes. Et d'ailleurs, en l'espèce, l'expérience aurait sans doute été concluante, puisque, durant ces années dernières, les cours de bourse ont fléchi, les transactions se sont ralenties, au-delà des prévisions les plus pessimistes.

De plus, une pareille modification risquerait d'avoir pour effet d'alourdir encore les cours et d'éloigner du marché la spéculation, qui, si peu intéressante qu'elle soit, n'en reste pas moins la grande animatrice des bourses de valeurs.

Enfin, il est à craindre que coulistiers et agents de change ne se dressent pour faire échouer le projet.

*
* *

Mais alors, que doit-on conclure ?

A notre avis, il faut conserver dans notre arsenal fiscal l'impôt qui, pour imparfait qu'il soit, a tout au moins le double mérite d'exister et de produire. Il convient cependant de l'améliorer par quelques retouches de détail, qui pourront le rendre plus productif et plus équitable.

D'abord, il convient de mettre un terme à la fraude qui, plus que pour tout autre impôt, s'exerce, en la matière, impunément. Nous estimons qu'il serait facile d'y parvenir.

Une des évasions les plus importantes réside dans le dépôt à l'étranger des titres et l'encaissement des coupons sans paiement de l'impôt. Cette évasion est appelée à disparaître de soi-même.

Les événements se sont chargés de punir, beaucoup mieux que n'ont pu le faire le législateur, les Tribunaux ou l'Administration, l'exode organisé de nos capitaux : des monnaies qui paraissaient les plus solides se sont écroulées, entraînant dans leur chute des devises qui étaient leurs satellites; certains pays ont brutalement imposé des restrictions de transfert telles que les revenus ne peuvent plus être employés; la situation internationale et les esprits sont troublés au point qu'on peut envisager la possibilité d'hostilités nouvelles qui mettraient toutes les nations européennes dans l'obligation de saisir tous les capitaux placés sur leur sol. Un seul refuge demeure pour les valeurs apparte-

nant à nos nationaux et ce refuge c'est la France. Il est donc de l'intérêt de nos compatriotes de rapatrier tous leurs avoirs. Le mouvement qui paraissait se dessiner il y a quelques mois s'est, il est vrai, ralenti. Mais on peut penser que d'ici peu, lorsqu'un peu d'ordre aura été apporté dans nos finances, le mouvement s'amplifiera et que, seuls, resteront à l'Etranger les capitaux destinés à des opérations civiles ou commerciales, c'est-à-dire des capitaux qui sont, rarement, représentés par des valeurs mobilières.

La fraude qui s'exerce par la constitution à l'Etranger de sociétés holding ne serait pas à craindre, si l'Administration pouvait exercer sur elles le droit général de communication que lui confère la loi. Or, il semble qu'il serait possible d'y parvenir si les Tribunaux admettaient, comme nous le pensons, que de pareilles sociétés, qui ont été créées en vue de frauder le Trésor et qui sont contrôlées par des intérêts français, sont, en réalité, des sociétés françaises.

Enfin, en ce qui concerne les fraudes importantes commises, soit par les particuliers, soit par les banques qui encaissent directement à l'Etranger les coupons de titres demeurés en France, le législateur peut y mettre un terme en interdisant l'exportation des coupons toutes les fois qu'ils ne sont pas accompagnés du bordereau de négociation établissant que l'impôt a été acquitté sur notre territoire.

Ces mesures principales pourraient, au surplus, être complétées par des retouches de détail.

D'abord, pour que l'Administration puisse exercer son contrôle et mette fin aux évasions fiscales qui pourraient se produire encore, il conviendrait de modifier la législation en obligeant les assujettis :

à préciser sur les bordereaux de paiement et de négociation les numéros des coupons et des titres, ainsi que le montant de l'impôt retenu ou avancé;

à acquitter l'impôt sur les coupons qui leur appartiennent, non par la voie de la déclaration dans les trois premiers mois de l'année qui suit celle de l'encaissement, mais par la voie d'inscription sur leurs répertoires dans les mêmes conditions que pour les coupons détachés de titres déposés par leurs clients;

à soumettre au droit de communication de l'Administration

l'intégralité des documents des agences, succursales, filiales ou sociétés contrôlées à l'étranger, dans le bureau le plus proche du lieu où ces agences, succursales ou filiales sont établies;

en obligeant les agences, succursales, filiales ou sociétés contrôlées à indiquer sur les chèques créés pour le paiement des produits imposables la cause de leur émission, alors même que le montant des produits en aurait été inscrit à un compte tenu à l'étranger;

en sanctionnant des peines de l'abus de confiance, le fait pour les assujettis de ne pas verser au Trésor le montant de l'impôt retenu aux porteurs des coupons (voir à cet égard l'article unique de la loi du 1^{er} juillet 1934 relative au défaut de paiement par l'employeur du montant de la contribution pour les assurances sociales retenue aux ouvriers et employés);

en exigeant, au moins une fois l'an, la publication au *Journal officiel* de la liste des assujettis, de sorte que les établissements de crédit puissent savoir si les bordereaux de négociation qui leur sont présentés émanent de personnes qui ont passé la déclaration prévue par l'article 35 de la loi du 29 mars 1914.

Il serait nécessaire, d'autre part, que la matière des funding fût réglementée exactement par la loi et qu'une règle fixe soit prise pour le paiement. Nous estimons qu'il conviendrait de décider que l'impôt est dû lors de la remise du titre de consolidation, sur la valeur de négociation de ce titre. Dans le cas où aucune négociation officielle n'aurait eu lieu, la valeur imposable serait fixée par une commission composée de représentants de l'Administration, de la Chambre syndicale des agents de change de Paris et des porteurs français. La perception ainsi effectuée couvrirait définitivement le titre et les plus values qui pourraient ensuite résulter des cours de bourse et qui constituent en réalité des augmentations de capital, seraient exemptes du droit.

Il conviendrait enfin :

d'assimiler les sociétés et collectivités des pays de protectorat et des pays sous mandat aux sociétés et collectivités coloniales;

de supprimer autant que possible les superpositions des impôts français sur les revenus des capitaux mobiliers, dans le cas notamment où les sociétés étrangères émettrices possèdent des biens en France;

de mettre un terme à la double perception de l'impôt qui frappe les particuliers acheteurs de coupons, en leur donnant le droit de présenter un bordereau de négociation établi par les assujettis et justifiant du paiement antérieur de la taxe;

d'uniformiser les règles de procédure en ce qui concerne les contraventions qui sont du ressort des tribunaux civils en décidant que toutes les instances seront suivies comme en matière d'enregistrement;

de se concerter avec les Etats étrangers en vue de parvenir à des accords permettant l'échange de tous renseignements d'ordre fiscal.

Ainsi amendée, la taxe sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées, qui s'est révélée à l'expérience viable et productive, deviendrait un des impôts les plus importants de notre fiscalité.

On peut faire confiance à l'Administration de l'Enregistrement pour assurer l'exact recouvrement de l'impôt, au mieux des intérêts du Trésor. L'esprit de libéralisme, qu'elle a toujours montré, lui permettra d'ailleurs de tempérer, dans tous les cas où il sera nécessaire, les rigueurs de la loi et de réduire les pénalités, trop souvent excessives, dans tous les cas où la bonne foi des contribuables ne peut pas être mise en cause.

Bibliographie

OUVRAGES

- BESSE. — *Les « Administratie Kantoren » hollandais et nos projets fiscaux* (Revue politique et parlementaire, avril 1913).
- BESSON. — *Traité pratique de la taxe de 3 % sur le revenu des valeurs mobilières*, 1887.
- BOYER (R.). — *Les Sociétés coloniales*.
- BRUNET. — *La Constitution allemande du 11 août 1919*.
- CAILLAUX. — *Les impôts sur les valeurs étrangères* (Rev. pol. et parl., novembre 1905).
- COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de droit civil français*.
- COMBES. — *Traité des taxes dues par les Sociétés*, 1934.
- DALLOZ. — *Répertoire de jurisprudence générale*.
- DARESTE. — *Les Constitutions modernes*, 1910.
- DEMAZURES. — *Traité du régime fiscal des sociétés et établissements publics*, 1884.
- DICTIONNAIRE DE DROITS D'ENREGISTREMENT (4^e éd. 1909).
- DUBLINEAU. — *Traité théorique et pratique de l'Enregistrement*.
- FAUSTIN et HÉLIE. — *Traité de l'instruction criminelle*, 2^e éd., 1866.
- FRANÇOIS-MARSAL. — *Communication à la Société d'économie politique de Paris du 5 juin 1914* (Journal des économistes, juin 1914).
- GARRAUD.
- GARNIER. — *Répertoire général des droits d'enregistrement*.
- GARSONNET. — *Traité théorique et pratique de procédure*.
- GUILHOT (Ch. et J.). — *Manuel de droit fiscal appliqué au notariat*.
- GUILHOT (J.). — *De l'application du droit pénal en matière d'enregistrement*, 1929.
- HOUPIN. — *Traité général des Sociétés civiles et commerciales*, 4^e éd.

- JOBIT. — *Régime fiscal des valeurs mobilières en France*, 1884.
— *Les valeurs étrangères et les lois d'impôt. Traité pratique*, 1898.
— *Le régime fiscal des valeurs mobilières en Europe*, 1901.
- JEZE. — *Traité de la science des finances*, 1921.
- LACOUR et BOUTERON. — *Précis de droit commercial*, 2^e éd., 1914.
- LEFEBVRE (J. et R.). — *Feuillets de documentation des Contributions Indirectes*.
- LEROY-BEAULIEU. — *Traité de la science des finances*, 4^e éd., 1912.
- LE POITTEVIN. — *Dictionnaire formulaire des parquets*, 1912.
- LESCURE. — *Le placement des titres étrangers en France et la législation française* (Action nationale, janvier 1913).
- LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial*, 5^e éd., 1916.
- MAGUERO. — *Traité alphabétique des droits d'enregistrement* (3^e éd.).
— *Les valeurs mobilières et le projet d'impôt progressif sur le revenu* (Journal des Sociétés, 1909).
— *Les valeurs étrangères devant l'impôt* (Rev. pol. et parl., mars 1911).
- MAGUERO, TASSAIN et MOLAS. — *Traité alphabétique*, Suppl^t à la 2^e édition.
- NIBOYET et GEOUFFRE de LAPRADELLE. — *Répertoire de droit international*.
- NEYMARK. — *Les impôts sur les valeurs mobilières, leur répercussion*, 1909.
- PANDECTES FRANÇAISES.
- PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil*, 7^e éd., 1918.
- PRADIER-FODERE. — *Cours de droit diplomatique*.
- PAUL PONT. — *Traité des Sociétés*, 1872.
- PRIMOT. — *Traité théorique et pratique des taxes fiscales et étrangères sur les valeurs mobilières*, 1891.
- VEYRIERAS. — *Les sociétés étrangères en France*, 1921.
- WAHL. — *Le représentant responsable des sociétés étrangères, vis-à-vis du fisc* (Journal de droit international privé, année 1898).
— *Les valeurs mobilières étrangères et le droit de communication* (Revue politique et parlementaire, décembre 1907).
— *Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières*, 1909.

WEISS. — *Manuel de droit international privé*, 7^e éd., 1914.

YANEF. — *La Constitution de l'U. R. S. S.*

THESES

ARBOUX. — *Les valeurs mobilières étrangères sur le marché français*, 1913.

AUBRY. — *Admission à la cote des valeurs mobilières étrangères*, 1912.

COMBES. — *Exposé historique et critique du régime fiscal des valeurs mobilières étrangères*, 1922.

DUCHENAS. — *Régime fiscal des sociétés étrangères en France*, 1920.

GERARD. — *La taxation des valeurs mobilières étrangères*, 1922.

GONDINET. — *Des impôts sur les valeurs mobilières au point de vue économique et fiscal*, 1899.

GUILHOT. — *Le régime fiscal des valeurs mobilières et des sociétés étrangères en France*, 1925.

GUILLAUME. — *L'épargne française et les valeurs mobilières étrangères*, 1910.

JONESCU. — *Les sociétés étrangères en France et en Roumanie*, 1901.

LABBÉ. — *De l'amende en matière pénale et en matière fiscale*, 1895.

LEBOUCQ. — *Des valeurs mobilières étrangères, des impôts qui les grèvent et de leur revendication en France*, 1890.

MAYER. — *Les valeurs mobilières sur le marché de Londres*, 1913.

MOREY. — *Régime fiscal des valeurs mobilières étrangères*, 1910.

PAUL DAUPHIN. — *Emission et circulation des titres des sociétés étrangères en France*, 1907.

POUGNET. — *Régime fiscal des valeurs mobilières étrangères*, 1900.

PROPPER. — *Régime fiscal des valeurs mobilières*.

RENOU. — *Les valeurs mobilières étrangères, leur rôle social et économique*, 1906.

ROUSSEAU. — *La taxe de transmission*, 1930.

ROBIN. — *Régime légal des valeurs mobilières en France, spécialement au point de vue fiscal*, 1899.

YOROWITCH. — *Les valeurs mobilières étrangères à la bourse de Paris*, 1918.

JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

ACTION NATIONALE.

BULLETIN DE STATISTIQUE ET DE LÉGISLATION COMPARÉE, publié par le Ministère des Finances.

COTE DE LA BOURSE ET DE LA BANQUE (La).

ECONOMISTE ET LE RENTIER (L').

FRANCE ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE (La).

GAZETTE DU PALAIS.

GAZETTE DES TRIBUNAUX.

INFORMATION (L').

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES DE L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT.

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES DE L'ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES DE L'ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

JOURNAL DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.

JOURNAL DE L'ENREGISTREMENT.

JOURNAL DES ECONOMISTES.

JOURNAL DES FINANCES.

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

JOURNAL DES SOCIÉTÉS.

RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET ARRÊTS (Sirey).

RÉPERTOIRE PÉRIODIQUE DES DROITS D'ENREGISTREMENT.

RÉPERTOIRE PÉRIODIQUE DE JURISPRUDENCE ET DE LÉGISLATION.

REVUE DE L'ENREGISTREMENT.

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE.

REVUE DES SOCIÉTÉS.

Table Analytique

	Pages	A lin.
INTRODUCTION	7	
CHAPITRE I ^{er} . — VALEURS ASSUJETTIES A LA TAXE	17	1
GÉNÉRALITÉS	17	1
§ 1 ^{er} . — Titres des sociétés et autres collectivités étrangères..	17	2
I. — SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES NON ABONNÉES	17	2
II. — SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES ABONNÉES	25	12
III. — SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES POSSÉDANT DES BIENS EN FRANCE, MAIS DONT LES TITRES NE SONT PAS ABONNÉS.	28	16
IV. — NATURE DES TITRES	29	17
§ 2. — Titres de fonds d'Etats.....	34	18
I. — FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS	34	18
II. — TITRES D'EMPRUNTS DES COLONIES, PROTECTORATS ET PAYS SOUS MANDAT	41	30
III. — TITRES DE FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS ÉMIS PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UNE COLLECTIVITÉ ÉTRANGÈRE..	42	32
§ 3. — Emprunts émis à l'étranger par les collectivités françaises	47	36
I. — EMPRUNTS CONTRACTÉS PAR L'ÉTAT.....	47	37
II. — EMPRUNTS CONTRACTÉS PAR LES DÉPARTEMENTS ET LES VILLES	47	38
III. EMPRUNTS ÉMIS PAR LES COMPAGNIES FRANÇAISES DE CHEMINS DE FER	49	39
IV. — EMPRUNTS ÉMIS PAR LES AUTRES SOCIÉTÉS FRANÇAISES	52	48
CHAPITRE II. — PRODUITS IMPOSABLES.....	55	51
GÉNÉRALITÉS	55	51
§ 1 ^{er} . — Produits soumis à l'impôt.....	55	52
I. — DISTRIBUTION DE PRODUITS	56	53
II. — PRODUITS DU TITRE	60	57
III. — REMBOURSEMENTS DE CAPITAL	71	65
§ 2. — Primes de remboursement et lots.....	75	66
I. — PRIMES DE REMBOURSEMENT	75	67
II. — LOTS	89	75
§ 3. — Tantièmes, jetons de présence et rémunérations diverses	91	77
I. — ADMINISTRATEURS	91	77
II. — ACTIONNAIRES	95	79

	Pages	Alin.
§ 4. — Produits exonérés	97	80
I. — PRODUITS QUI NE CONSTITUENT PAS UN REVENU DE VALEURS MOBILIÈRES	97	81
II. — PRODUITS EXEMPTÉS A RAISON DE LA RÉFÉRENCE DE LA LOI DE 1914 A LA LOI DE 1872.....	100	82
III. — PRODUITS EXEMPTÉS EN VERTU DE TEXTES SPÉ- CIAUX	105	83
IV. — PRODUITS EXEMPTÉS PAR SUITE DE CONVENTIONS DIPLOMATIQUES	114	92
§ 5. — Liquidation des produits imposables.....	119	95
I. — DÉTERMINATION DES PRODUITS TAXABLES.....	120	96
II. — CHANGE	127	104
III. — DÉDUCTIONS	136	113
CHAPITRE III. — PERSONNES SOUMISES AU PAYE- MENT DE L'IMPOT	141	117
§ 1 ^{er} . — Français	141	118
§ 2. — Etrangers	149	126
I. — PRODUITS TOUCHÉS EN FRANCE.....	149	127
A. — L'étranger est domicilié ou résidant en France....	150	130
B. — L'étranger n'est ni domicilié, ni résidant en France	157	136
C. — Titres appartenant à un banquier et remis en nan- tissement en France	173	164
II. — PRODUITS TOUCHÉS A L'ÉTRANGER	174	165
§ 3. — Administrateurs de sociétés étrangères non abonnées..	175	166
CHAPITRE IV. — FAIT GÉNÉRATEUR	177	167
GÉNÉRALITÉS	177	167
§ 1 ^{er} . — Produits encaissés en France.....	178	168
§ 2. — Produits encaissés à l'étranger.....	191	185
3. — Tantièmes, jetons de présences et autres rémunérations des administrateurs	197	195
§ 4. — Tarifs	198	196
I. — TARIF ORDINAIRE.....	198	197
II. — TITRES DÉPOSÉS CONTRE CERTIFICATS NOMINATIFS	200	199
III. — TANTIÈMES, JETONS DE PRÉSENCE ET RÉMUNÉRA- TIONS DES ADMINISTRATEURS	200	200
IV. — TARIFS SPÉCIAUX	200	201
CHAPITRE V. — PAIEMENT DE L'IMPOT.....	205	206
GÉNÉRALITÉS	205	206
§ 1 ^{er} . — Produits encaissés en France.....	207	210
I. — LES ASSUJETTIS	207	211

	Pages	Alin.
II. — OBLIGATIONS DES ASSUJETTIS	218	228
A. — Déclaration d'existence ou de cessation.....	218	228
B. — Retenue ou avance de la taxe.....	219	229
C. — Négociation des coupons ayant déjà donné lieu à la retenue de l'impôt	222	234
D. — Griffe	225	238
E. — Registres	225	239
F. — Dépôt des extraits. — Paiement des droits.....	230	243
G. — Remise des assujettis.....	231	
H. — Conservation des documents en communication....	232	
§ 2. — Encaissement des coupons à l'étranger.....	233	247
§ 3. — Valeurs mobilières déposées dans les banques contre re- mise d'un récépissé nominatif.....	240	256
§ 4. — Certificats représentatifs de titres étrangers non abon- nés émis en France par des établissements de banque..	251	263
§ 5. — Règles spéciales à certaines catégories de valeurs.....	258	268
CHAPITRE VI. — OPÉRATIONS FUNDING.....	263	273
GÉNÉRALITÉS	263	273
§ 1 ^{er} . — Des différentes opérations de funding.....	265	274
I. — FUNDING DES ETATS DE L'AMÉRIQUE DU SUD...	265	274
II. — FUNDING DES ETATS EUROPÉENS	275	285
A. — République d'Autriche.	275	285
B. — Royaume de Hongrie.	278	289
C. — Turquie	282	293
D. — Roumanie.....	287	297
E. — Yougoslavie	290	299
F. — Allemagne.....	292	300
III. — CHINE	293	301
§ 2. — Fait générateur de l'impôt.....	294	302
I. — EXIGIBILITÉ DE L'IMPÔT	294	302
II. — AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF DU CONTENTIEUX DU MINISTÈRE DES FINANCES	298	310
§ 3. — Paiement de l'impôt.....	304	315
I. — LIQUIDATION DE L'IMPÔT	304	315
II. — MESURES PRISES POUR ASSURER LE PAYEMENT..	316	332
§ 4. — Opérations auxquelles ne s'appliquent pas les mesures spéciales prises en faveur des funding.....	321	335
I. — FUNDING DE SOCIÉTÉS ET DE VILLES ÉTRANGÈRES.	321	336
II. — OPÉRATIONS ABOUTISSANT SEULEMENT AU PAIE- MENT DIFFÉRÉ	322	337
III. — RENONCIATION AUX RÈGLES SPÉCIALES DES FUNDING	326	344

	Pages	Alin.
CHAPITRE VII. — PÉNALITÉS.....	327	345
§ 1 ^{er} . — Généralités	327	346
§ 2. — Contraventions du ressort des Tribunaux civils.....	343	364
I. — ARTICLE 36	343	365
II. — ARTICLE 37	345	370
§ 3. — Contraventions du ressort des Tribunaux correctionnels.....	348	377
I. — INFRACTIONS VISÉES PAR CE TEXTE.....	348	378
II. — PERSONNES PASSIBLES DES AMENDES	353	386
III. — PEINES ENCOURUES	357	390
§ 4. — Textes d'ordre général	362	393
I. — LOI DU 25 JUIN 1920, art. 112.....	362	394
II. — LOI DU 22 MARS 1924, art. 52.....	365	395
III. — LOI DU 22 MARS 1924, art. 53.....	368	396
IV. — LOI DU 22 MARS 1924, art. 54.....	368	397
CHAPITRE VIII. — RESTITUTION ET IMPUTATION	374	398
§ 1 ^{er} . — Restitution	374	398
§ 2. — Restitution des sommes acquittées à l'occasion du payement de coupons dont la collectivité émettrice refuse ensuite le payement	374	465
CHAPITRE IX. — PRESCRIPTION	379	409
§ 1 ^{er} . — Action du Trésor	379	410
I. — PRESCRIPTION DE DROIT COMMUN	379	410
II. — CAS SPÉCIAL PRÉVU PAR L'ART. 37 DE LA LOI DU 29 MARS 1914	382	415
III. — POURSUITES CORRECTIONNELLES	383	417
§ 2. — Action des redevables	390	423
CHAPITRE X. — PROCÉDURE	394	427
GÉNÉRALITÉS	394	427
§ 1 ^{er} . — Droits simples	392	428
§ 2. — Contraventions du ressort des Tribunaux civils.....	397	434
§ 3. — Contraventions du ressort des Tribunaux correctionnels	398	436
CONCLUSION	417	
BIBLIOGRAPHIE	427	

Table Alphabétique

A

ABONNEMENT, 12.

Partiel, 13.

Produits distribué avant le commencement de l' — ou après la cessation de l' —, 14.

Suppression du caractère obligatoire de l' —, 15, 210.

ABUS DE CONFIANCE, 383.

ACHETER, sens du terme, 170.

ACTIONNAIRES. Jetons de présence, 79.

ACTIONS DE STOCK, 17.

ADMINISTRATEUR.

Délégué, 78.

De société belge, 94, 204.

De société italienne, 93, 203.

Directeur, 78.

Etrangers, 166.

Déclaration, 255.

Fait générateur, 195.

Jetons de présence, 77.

Non déduction des impôts étrangers, 113.

Pénalités, 376.

Rémunérations diverses. 77.

Tantièmes, 77.

Tarifs, 200.

AFFIDAVIT, 128 et sv.

Agents diplomatiques, 150.

Certificat représentatif de titres étrangers, 139.

Certification, 141, 146.

Collectifs, 159.

Colonies, 148.

Coupons à échoir, 157.

Coupons consolidés, 320.

Délai de validité, 156.

Etats étrangers, 151.

Holding, 164.

Inopérant, 163.

Maroc, 147.

Membres des missions diplomatiques, 134, 136 et sv.

Modèle, 142.

Nombre des —, 159.

Non utilisé, 162.

Pénalités, 385.

Production des —, 161, 401.

Rédaction, 144.

Registre des —, 143, 242.

Souverains étrangers, 152.

Spéciaux, 149.

Sujets de pays liés à la France par des conventions fiscales, 140.

Taxe de chancellerie, 146.

Titres appartenant à un banquier étranger, 164.

Titres déposés en garde, 158.

Titres indivis, 160.

Tunisie, 147.

AGENCE, 221.

AGENT CONSULAIRE, 135.

AGENT DE CHANGE, 216.

AGENT DIPLOMATIQUE.

Etranger, 134.

Famille des —, 134.

Femme de l' —, 134.

Forme de l'affidavit, 150.

Français, 122.

Personnel de l'ambassade, 134.

AGRÈMENT des banques pour recevoir des titres en dépôt, 258.

ALLEMAGNE, 20.

Annuités versées par l' —, en vertu du Traité de La Haye, 90.

Coupons impayés pendant la guerre, 268.

Funding, 300.

Revalorisation des rentes, 73.

AMAZONE, 205.

Funding, 282.

Tarif forfaitaire, 325.

AMBASSADEURS. Voir AGENT DIPLOMATIQUE.

AMENDE.

- Variable, 359.
- Caractère, 347.
- Recouvrement, 429.

AMNISTIE, 363.

ANCIEN EMPIRE OTTOMAN, 69.

ANNAM, 8, 10, 31, 85.

ANTIOQUIA, 24.

APPROPRIATION (Faits d'), 190.

ARGENTINE, 21.

ASSUJETTIS, 211 et sv.

- Agents de change, 216.
- Affidavit, 161.
- Article 52 l. 22 mars 1924, 395.
- Avance de l'impôt, 228.
- Banques de dépôt, 218.
- Déclaration de cessation, 228.
- Déclaration d'existence, 228.
- Emprunt belge 5 1/2 0/0 1932, 272.
- Emprunt britannique 4,25 0/0 1931, 271.
- Griffes, 238.
- Imputation, 405 et sv.
- Lieu du paiement des produits, 183.
- Liste des —, 227.
- Nature des obligations, 212.
- Obligations des —, 228 et sv.
- Registres, 239 et sv.
- Remboursements, 403.
- Retenue de l'impôt, 228.
- Service de coffres-forts, 220.

ASSURANCES (Cies d').

- Remises sur les primes, 81.
- Titres déposés obligatoirement à l'étranger, 83.

ATTACHÉS MILITAIRES, 134.

AUGMENTATION DE CAPITAL, 54.

- Consécutives à la réévaluation de l'actif, 64.

AUSTRALIE, 25.

AUTEURS DES DÉLITS, 387.

AUTRICHE, 22, 205.

- Hongrie, 22.
- Basse —, 22.
- Funding, 285 et sv.
- Tarif forfaitaire, 325.

AVANCE.

- De l'impôt, 229.
- Verbale, 17.

AVOCAT, 431, 437.

AVOUÉ, 431, 437.

B

BAHIA, 205, 278, 279, 325.

BANQUES.

- De dépôts, 218.
- Agrément pour recevoir des titres en dépôt et obligations, 258 et sv.
- Des règlements internationaux, exonération, 89, 222.
- De France, 201, 220.
- Etrangères, agrément pour recevoir des titres en dépôt, 258.
- Foncières, 33.
- Hypothécaires, 33.
- Populaires, 219.
- Qui ne font pas le commerce des coupons, 217.
- Agence, 221.
- Auxiliaires des —, 224.
- Bureaux auxiliaires, 221.
- Bureaux de quartier, 221.
- Service de coffres-forts, 220.
- Succursales, 221.
- Succursales à l'étranger, 223.

BELGIQUE.

- Accord franco-belge, 94.
- Emprunt 5 1/2 0/0 1932, 272.

BILLETS A ORDRE, 277.

BOHÈME, 22.

BOLIVAR, 24.

BONI DE LIQUIDATION, 53, 60.

BONNE FOI, contraventions, 349.

BONS A COURT TERME, 35, 47.

BORDEREAU.

- De paiement, 230.
- Récépissé de — de paiement, 231.
- De paiement collectif, 232.
- De paiement, pénalités, 367.
- De négociation, 234, 235.
- De négociation présenté par un particulier, 237.

BOSNIE-HERZÉGOVINE, 22.

BRÉSIL, 23, 110, 204, 275, 276, 277, 328, 334.

BUCUMAN, 21.

BUDAPEST. Emprunt 4 0/0 1911, funding, 292.

BUENOS-AYRES, 21, 205, 280, 281, 325.

BULGARIE, 205.

BUREAUX.

— Auxiliaires des banques, 221.

— De quartiers, 221.

C

CAISSE COMMUNE des porteurs des dettes publiques autrichienne et hongroise, 225.

CAISSE HYPOTHÉCAIRE D'ÉGYPTE, 110.

CAMBODGE, 8, 10, 31.

Exonération, 85.

CAMEROUN, 10, 31.

CANADA, 25.

CANCA, 24.

CAP, 25.

CAPITAL.

Augmentation du —, 54.

Reconstitution, 54.

Remboursement, 65.

CAPITALISATION d'intérêts. Voir FUNDING.

CASIER JUDICIAIRE, 355.

CATAMARCA, 21.

CÉARA, 339.

CERTIFICATS.

— passibles du timbre de dimension, 35.

— représentatifs de titres étrangers, affidavit, 139.

Forme, 265.

Règles générales, 263 et sv.

— fractionnaires, 317.

CESSIONS SUCCESSIVES de toutes les actions à un seul associé, 56.

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES, 352.

CITATION DIRECTE, 420, 443.

CHANGE. Voir CONVERSION.

CHÈQUE, 177.

Endossement, 180.

CO-AUTEURS des contraventions, 387.

COCHINCHINE, 8.

COLOMBIE, 24.

COLONIES, 8, 30.

— anglaises, 25.

Etrangers domiciliés dans les colonies, affidavit, 148.

Produits touchés dans les —, 193.

COMMANDITE, 17.

Fait générateur, 194.

Liquidation de l'impôt, 116.

COMMERCE.

Accidentel, 213.

Habituel, 211 et sv.

COMMISSION perçue par les banques à l'occasion de prêts, 61.

COMMISSION.

— centrale du Rhin, 122, 134.

— des réparations, 134.

— européenne du Danube, 86.

COMMUNE, 122.

COMMUNICATION, 246.

Refus de —, 413.

COMPAGNIES FRANÇAISES de chemins de fer, 39 et sv.

COMPTE. Inscription au crédit du —, 180, 190.

COMPTABLES DIRECTS DU TRÉSOR.

Paiement des intérêts des emprunts de protectorat, 269.

Rentes italiennes immatriculées au nom d'habitants des anciens pays sardes, 270.

COMPLICITÉ, 388, 396.

CONFÉRENCE DE LA PAIX, 134.

CONGO BELGE, 26, 94.

CONSEIL DE LA DETTE répartie
de l'ancien empire ottoman. Affi-
davib, 155.

CONSERVATION des documents, 246.

CONSOLIDATION. Voir **FUNDING**.

CONTRAINTE, 428.
— par corps, 450.

CONVERSION.

- des monnaies, 105 et sv.
- Change fixe, 106.
- Funding, 321.
- Insuffisance de retenue, 382.
- Produits touchés à l'étranger, 252.
- Soultè en numéraire, 70.

CORDOBA, 21.

CORPORATIONS ÉTRANGÈRES, 6.

CORRIENTES, 21, 340.

CRÉANCES COMMERCIALES, Pro-
duits de —, 81.

COUPONS.

- acquis à l'étranger et vendus à
l'étranger, 188.
- acquis à l'étranger et vendus en
France, 171.
- acquis à l'étranger par un pro-
fessionnel et transitant en France,
171.
- déjà pris à l'encaissement et pré-
sentés à nouveau au paiement,
178.
- non acquittés par les collectivités
émettrices, 405 et sv.
- non encore échus, 172.
- Consolidation de —, voir **FUNDING**.

CRÉDITS GELES, 181, 190.

CUMUL des amendes, 348.

CUNDINAMARCA, 24.

D

DÉCHÉANCE QUADRIENNALE, 425.

DÉCIMES, pénalités, 356.

DÉCLARATION.

- estimative, prime de rembourse-
ment, 68; négociation de coupons,
97.
- d'existence, 228; défaut, 378, 379.
- de cessation, 228; défaut, 378, 379.
- pour le paiement de l'impôt, 248,
250; bureau compétent, 251; rec-
tification, 374.
- pour recevoir des titres en dépôt,
259.
- Rémunérations des administrateurs,
255.

DÉDUCTIONS.

- Autorisées, 113; impôts étrangers,
113; superposition d'impôt, 114.
- Non autorisés, commission, 95, 112,
115; escompte, 95, 112, 115.
- Frais de port, 95, 112.

DÉLAI DE PRESCRIPTION, 411, 418.

DÉMARCHEURS, 437.

DÉPARTEMENTS FRANÇAIS, em-
prunts émis à l'étranger, 38.

DÉPOT, 212.

DISTRIBUTION, 54 et sv.

- Gratuite de titres, 54, 59, 100, 101.
- Fait générateur au cas de — gra-
tuite de titres, 179.

DOMICILE, 119, 189, 254.

- De droit, 130.
- De fait, 130.
- Des étrangers, 130.
- des personnes morales étrangères,
131.
- Sociétés à succursales, 120, 121.

DROITS DE SOUSCRIPTION, vente,
59.

E

ÉCHANGE DE TITRES aboutissant
au paiement de produits, 179.

EMPRUNT.

Emis à l'étranger par les sociétés
françaises, 36 et sv.
De sociétés étrangères en nom col-
lectif, 82,
Young, 90.

ENCAISSER, sens du terme, 169.

ESCOMPTE, 208.

ESPIRITO-SANTO, 23.

ETABLISSEMENTS.

Français en Chine, 11.
Publics des pays de protectorat, 9.
Publics étrangers, 6.

ÉTATS ÉTRANGERS, 134.

Affidavit, 151.
Funding, 273 et sv.

ÉTAT FRANÇAIS.

Emprunts émis à l'étranger, 37.
Produits encaissés par l'—, 124.

ÉTATS-UNIS.

de l'Amérique du Nord, 27.
du Brésil, v° BRÉSIL.

ÉTRANGER, 126 et sv.

De passage, 133.
Domicilié au Maroc, 147.
Domicilié dans les Colonies, 148.
Domicilié en Tunisie, 147.
Jouissant du privilège d'exterrito-
rialité, 134.
Ne jouissant pas du privilège d'ex-
territorialité, 135.
Ni domicilié, ni résidant en France,
128.
Propriétaire des coupons, mais non
des titres, 138.
Administrateur de sociétés étrangè-
res, 166.
Affidavit, voir ce mot.
Domicile, 119, 120, 130, 131.
Produits touchés à l'étranger par
les —, 165.
Produits touchés en France par les
—, 127 et sv.
Résidence, 132.

EXERCICE DES POURSUITES, 441.

EXIGIBILITÉ de l'impôt, conditions,
52 et sv.

EXONÉRATION, 80 et sv.

Annuités allemandes versées en ver-
tu du Traité de la Haye, 90.
Banque des règlements internatio-
naux, 89.
Belgique, 94.
Caisses d'Epargne, 82.
Commission Européenne du Danube,
86.
Emprunts à l'étranger de l'Etat,
des départements et des commu-
nes, 37 et 38.
Fusion de sociétés de protectorat,
84.
Habitations à bon marché, 82.
Italie, 93.
Lotissement, 82.
Maroc, 85.
Protectorats, 84.
Prêts consentis au moyen de fonds
d'emprunt, 82.
Produits de créances dépendant de
succursales à l'étranger de socié-
tés françaises, 87.
Sarre, 92.
Sociétés coopératives, 82.
Sociétés en commandite, 82.
Sociétés en nom collectif, 82.
Société à participation ouvrière, 82.
Société à responsabilité limitée, 82.
Société de caution mutuelle, 82.
Société de crédit maritime, 82.
Société de secours mutuel, 82.
Territoires sous mandat, 85.
Tunisie, 85.
Valeurs déposées obligatoirement à
l'étranger par les compagnies
françaises d'assurances, 83.

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR, resti-
tution, 400,

EXTRAIT DES REGISTRES.

Dépôt, 243.
Confection matérielle des —, 244.
Illisibles, pénalités, 369.
Pénalités, 369.

F

FAIT GÉNÉRATEUR, 167 et sv.

Lorsque l'instrument de crédit ne
permet pas de se rendre compte
qu'il s'agit de produits imposa-
bles, 178.

Clèque, endossement, 180.
Commandites, 194.
Coupons acquis à l'étranger et encaissés en France, 171.
Coupons acquis à l'étranger par un professionnel et transitant en France, 171.
Coupons non encore échus, 172.
Crédits gclés, 181.
Distribution par voie d'échange ou de délivrance de titres, 179.
Extinction d'une dette, 180.
Funding, 311 et sv.
Inscription de produits à l'actif d'un compte, 180, 190.
Jetons de présence, 195.
Nature des titres ou écrits représentatifs de produits, 177.
Païement par traite, 180.
Produits encaissés à l'étranger, 185 et sv.
Produits encaissés en France, 168 et sv.
Produits encaissés dans les colonies, 193.
Rémunérations diverses des administrateurs, 195.
Société arrivée à son terme, indivision, 190.
Tantièmes, 195.
Titres confiés à un intermédiaire en vue de l'encaissement de coupons non échus attachés, 175.
Titres déposés, à l'étranger, sous le dossier d'une banque française, 184.
Vente de titres coupons échus attachés, 173.
Virement de compte, 180.

FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS, 18 et sv.

Emis par l'intermédiaire d'une collectivité étrangère, 32 à 34.
Emis sans création de titres négociables, 35.

FRANÇAIS. Voir PERSONNES SOUMISES AU PAIEMENT.

Membres des missions diplomatiques étrangères, 134, 135.

FUNDING, 273 et sv.

Affidavit, 320.
Allemagne, 300.
Amazone, 282, 325.

Argentine, 274.
Autriche, 285 et sv., 325.
Bahia, 278, 279, 325.
Brésil, 275, 276, 277, 328, 334.
Budapest, 292, 336.
Buenos-Ayres, 280, 281, 325.
Céara, 339.
Certificats fractionnaires, 317.
Chemin de fer d'Anatolie, 294.
Chine, 301.
Consolidation de coupons déjà assujettis à la taxe, 319.
Conversion des monnaies, 321.
Corrientès, 340.
Définition, 273.
Exigibilité de l'impôt, 302 et sv.
Hongrie, 289 et sv., 325.
Intérêts des titres —, 329.
Liquidation de l'impôt, 322.
Mesures prises pour assurer le paiement de l'impôt, 332 et sv.
Mexique, 341.
Minas Géraes, 284, 325.
Négociation de coupons, 318 et sv.
Négociation hors bourse de titres funding, 331.
Négociation de certificats fractionnaires, 317.
Négociation de titres remis en consolidation de coupons couverts par un affidavit, 236.
Nicaragua, 338.
Obligations des Etats réalisant des funding, 333.
Opérations de —, 274 et sv.
Païement différé, 337.
Parana, 283, 325.
Perception scindée de l'impôt, 328.
Prime de remboursement, 330.
Produits imposables, 322 et sv.
Provinces, 336.
Renonciation aux règles spéciales des —, 344.
Roumanie, 297, 298, 325, 328, 334.
Santa-Fé, 342.
Sociétés, 336.
Soultes en numéraire, 316.
Tarif, 326.
Titres déposés en banque contre certificat nominatif, tarif, 327.
Varsovie, 336.
Vienne, 336.
Turquie, 293 et sv., 325.
Yougoslavie, 299, 328, 334.

FUSION.

- De sociétés, 53, 59.
- De sociétés de protectorat, 84.

G

GALICIE, 22.

GRANDE-BRETAGNE, 271

GRIFFE DES ASSUJETTIS, 238.

GROUPAGE, 391.

H

HOLDING.

- Affidavit, 164.
- Etablissement de banque agréé pour recevoir en dépôt des titres étrangers, 258.

HONGRIE, 22, 205.

- Funding, 289 et sv.
- Tarif forfaitaire, 325.

I

IMPOT.

- A la charge de l'émetteur, produits encaissés à l'étranger, 192.
- Acquittés par la société au lieu de l'associé ou de l'obligataire, 55.
- Etrangers, déduction, 113.
- Sur les B. I. C., imputation, 114, 375.
- Sur les salaires, imputation, 44, 375.

IMPUTATION.

- Des droits, voir RESTITUTION.
- Des sommes sur le capital et sur les intérêts, 59, 103.

INCIDENCE, 99, 174.

INDE, 25.

INDIVISION, 190.

INDO-CHINE, 8.

INITIATIVE, poursuites correctionnelles, 440.

INSTANCE, v° PROCÉDURE.

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE, 122, 134.

INTÉRÊTS ACCRUS, 60.

INTERMÉDIAIRE.

- Professionnel, 211 et sv.
- Gratuit, 215.

INTERRUPTION de la prescription, 414, 420, 426.

ITALIE, 93, 202, 270.

J

JETONS DE PRÉSENCE.

- Des actionnaires, 79.
- des administrateurs, 77.
- Déclaration, 255.
- Fait générateur, 195.
- Pénalités, 376.

JUGE D'INSTRUCTION, actes, 420.

JUGEMENT. V° PROCÉDURE.

L

LAOS, 8, 10, 85.

LETTRES DE CHANGE, 177.

LIBAN, 10, 31.

LIBÉRATOR des actions souscrites, 53.

LIEU DE PAYEMENT, 183.

LIQUIDATION FORFAITAIRE de l'impôt, 325.

LOT, 66 et sq.

- Définition, 75.
- Tarif, 197.

LOTÉRIE, 76.

M

MAGDALÈNE, 24.

MANDAT, 212.

MARCHÉ DE FOURNITURES, intérêts, 81.

MARGE DE TOLÉRANCE, 112.

MAROC, 8, 31.

- Emprunts émis par le —, 85.
- Etranger domicilié au —, affidavit, 147.

MENDOZA, 21.

MENTIONS apposées sur les titres funding, 334.

MEXIQUE, 69, 341.

MILITAIRES DES ARMÉES ALLIÉES, 134, 154.

MINAS GÉRAËS, 23, 205, 284, 325.

MINISTRES PLÉNIPOTENTIAIRES ÉTRANGERS, 134.

MINISTÈRE PUBLIC, 440.

MISSIONS ÉTRANGÈRES, 134.

MONNAIE.

Etrangère, conversion, 105.

N

NATIONALITÉ.

Des sociétés, 4, 5.

Des titres, 3.

NÉGOCIATION.

Des coupons, 97, 170, 235;

Des coupons couverts par un affidavit, 236.

Des coupons lors des opérations funding, 318 et sv.

De certificats fractionnaires lors des opérations funding, 317.

Des titres funding, 322.

Des titres funding hors bourse, 331.

NICARAGUA, 338.

NIGER, 25.

NOUVELLE-ZÉLANDE, 25.

O

OFFICE INTERNATIONAL DU VIN, 122, 134.

OPÉRATION.

De paiement, 380.

Irrégulière, pénalités, 366.

Occasionnelle, 213, 387.

P

PANAMA, 24.

PARANA, 205.

Funding, 283.

Tarif forfaitaire, 325.

PAYEMENT DE L'IMPÔT, 206 et sv.

Au cas de titres déposés en banque contre récépissés nominatifs, 262

En numéraire, 209.

Par double emploi, restitution, 399.

Par les assujettis, 243 et sv.

Scindé pour les funding, 328.

Apposition de timbres mobiles, 248.

Assujettis, 211 et sv.

Certificats représentatifs de titres étrangers non abonnés émis en France par les établissements de crédit, 263 et sv.

Commerce accidentel, 213.

Déclaration, 248, 250.

Déduction d'un escompte au cas de paiement de l'impôt par anticipation, 208.

Défaut de paiement de l'impôt, coupons encaissés à l'étranger, 370 et sv.

Intermédiaire gratuit, 215.

Organisme chargé de distribuer entre les banques le montant d'intérêts, 226.

Produits encaissés à l'étranger, 247.

Produits encaissés en France, 210.

Somme forfaitaire, 207.

PAYER, sens du terme, 170

PÉNALITÉS, 345 et sv.

Affidavits irréguliers, 385

Amende variable, 359.

Amnistie, 363.

Année de la découverte de l'infraction, 373.

Avance de l'impôt, sens de l'expression, 381.

Bonne foi, 349.

Bordereau de paiement, 367.

Caractère des pénalités, 347.

Casier judiciaire, 355.

Certificats représentatifs de titres étrangers, 267.

Circonstances atténuantes, 352.

Décimes, 356.

Extraits des répertoires, 369.

Impôt retenu, mais non versé au Trésor, 383.

Jetons de présence, 376.

Loi du 25 juin 1920, 394.

Loi du 22 mars 1924, 395 à 397.

Opération de paiement, 366, 380.

Personnalité, 357.
Personnes qui ont tiré ou tenté de tirer profit des contraventions, 389.
Produits déjà taxés à l'impôt sur les B. I. C. ou sur les salaires, 375.
Peines corporelles, 391.
Prise à l'encaissement, 384.
Quintuple taxe, 358.
Recherche par épreuve, 361.
Recouvrement, 350.
Rectification de déclaration, 374.
Remise des pénalités, 360.
Rémunérations diverses des administrateurs, 376.
Répartition, 362.
Responsabilité civile, 353.
Responsabilité des banques, 354.
Retenue insuffisante, 382.
Sursis, 351.
Tantièmes, 376.
Tenue des registres, 367, 368.
Tribunaux civils, 364 et sv.
Tribunaux correctionnels, 377 et sv.
PERNAMBUCO, 23.
PERSONNALITÉ.
De l'impôt, 187.
Des peines, 357.
PERSONNES soumises au payement de l'impôt, 117 et sv.
Etrangers, voir ce mot.
Français, 118 et sv.
PÉTITION DE REMISE, 360, 436, 437.
PLAINTÉ, 440.
POURSUITES CORRECTIONNELLES, 436 et sv.
Au cas où la peine prévue est celle de l'emprisonnement, 445.
Citation directe, 443.
Condamnation au paiement des droits simples, 446.
Contrainte par corps, 450.
Délit de droit commun compris dans les poursuites, 445.
Exercice des poursuites, 441.
Frais, 448.
Initiative des poursuites, 440.
Modes d'action de l'Administration, 442 et sv.

Plainte, 440.
Prescription, 417 et sv.
Requête, 440.
Tribunal compétent, 440.
Voir les mots : AVOCAT, AVOUÉ, PROCÉDURE, PROCÈS-VERBAL.

PRESCRIPTION, 409 et sv.
De 5 ans, 410.
De la peine, 422.
Action des redevables, 423.
Déchéance quadriennale, 425.
Funding, 314.
Interruption, 414, 420, 426.
Point de départ du délai, 411, 418.
Poursuites correctionnelles, 417 et sv.
Produits encaissés à l'étranger, 415.
Quintuple taxe, 416.
Refus de communication, 413.
Sociétés, 412.
Suspension, 421.

PRÉT par une société française.
A une société étrangère, 17.
A un gouvernement étranger par acte s. s. p., 35.

PRIME DE REMBOURSEMENT, 66. et sv.
Acquittée par consolidation, 330.
Détermination, 68, 69.
Nature, 67.
Rachat en bourse, 74.
Tarif, 197.
Titres libellés en francs-or, 72.
Titres libellés en monnaies étrangères, 71.

PRISE A L'ENCAISSEMENT, 170.
Pénalités, 384.

PRIX DE VENTE, intérêts, 81.

PROCÉDURE, 427 et sv.
Amendes variables, 429.
Constatation des contraventions, 436.
Contrainte, 428.
Contraventions aux articles 36 et 37, 434, 435.
Contraventions correctionnelles, voir **POURSUITES**.
Démarcheurs, 437.
Frais, 448.
Introduction des instances, 430.

Instruction des instances, 431.
Jugement, 432, 449.
Tribunal compétent, 440.
Voies de recours, 433, 451.
Voir POURSUITES CORRECTIONNELLES.

PROCES-VERBAL, 420, 436.
Nécessité, 438.
Signification, 438.

PRODUITS, 58 et sv.
De créances commerciales, 81.
Du prix de marchandises, 81.
Encaissés à l'étranger, 185 et sv., 371.
Encaissés en France, 168 et sv., 210 et sv.
Exonérés, 80 et sv.
Gelés, 81.
Débiteur des produits, 182.
Détermination des produits impossibles, 95 et sv.
Faut-il qu'il y ait produit au cas d'encaissement à l'étranger, 187.
Faut-il qu'il y ait produit au cas d'encaissement en France, 171.
Funding, 322 et sv.
Intérêts des titres funding, 329.
Mode de paiement des produits, 180.
Nature des produits, 59.
Origine des produits, 58.

PROFESSION.
Accidentelle, 213.
Habituelle, 211 et sv.

PROFIT. Fait de tirer profit de la contravention commise, 389.

PROTECTORAT, 8, 9, 31.
Emprunt contracté par une province de protectorat, soit par souscription publique, soit auprès de certaines collectivités, 9.
Fusion des sociétés de protectorat, 84.
Exonération, 84.
Paiement des intérêts des titres émis par les protectorats par des comptables directs du Trésor, 269.

PROVINCES ÉTRANGÈRES.
Funding, 336.
Titres, 7, 19.

Q

QUINTUPLE TAXE, 358.
Prescription, 416.

R

RACHAT.
De parts bénéficiaires, 54.
De parts de fondateur, 58, 62.
De titres, 59.
En bourse de titres, primes de remboursement, 74.

RÉABONNEMENT, restitution de l'impôt perçu, 400.

RÉCÉPISSE.
De bordereau, 231.
Nominatif de titres en dépôt, 260.

RECEVEURS DES FINANCES, 269, 270.

RECOUVREMENT DES PÉNALITÉS, 350.

RECUEILLIR, sens du terme, 170.

RÉÉVALUATION des bilans, 64.

REGISTRE.
Des affidavits, 242.
Des bordereaux de négociation, 235.
Des dépôts, 261.
Des paiements, 262.
Des retraits, 261.
N° 1, 240.
N° 2, 241.

Confection matérielle des extraits des registres, 244.
Coupons de valeurs allemandes impayés pendant la guerre, 268.
Extraits des registres de dépôts, 243.
Tenue irrégulière des registres, pénalités, 368.

REMBOURSEMENT DE CAPITAL, 65.

REMISE.
Des assujettis, 245.
De pénalités, 360, 436, 437.

RÉMUNÉRATIONS diverses des administrateurs, 77.
Déclaration, 255.
Fait générateur, 195.

Non déduction des impôts étrangers, 113.
Pénalités, 376.
Tarif, 200.
Rémunération de services, 81.

RENTES VIAGÈRES, 81.

RÉPARTITION des pénalités, 362.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE, 21, 274.

REQUÊTE, 440.

REQUISITOIRE, 420.

RÉSIDENCE, 132.

RESPONSABILITÉ.

Civile, 353.
Des banques, 354.

RESTITUTION, 398 et sv.

Aux assujettis, 403.
Affidavit postérieur, 401.
Ayants-droit, 402.
Coupons détachés avant l'échéance de titres vendus, 401.
Coupons dont la collectivité émettrice refuse le paiement, 405 et sv.
Double emploi, 399.
Événement postérieur, 400.

RIO-DE-JANÉIRO, 23.

ROUMANIE, 205, 297, 298, 325, 334.

RUSSIE, 28.

S

SAINTE-HELENE, 25.

SANTA-FÉ 21, 342.

SANTANDER, 24.

SAO PAULO, 23.

SARRE, 92.

SCRIPTS OTTOMANS, 293

SHANG-HAI, 11.

SOCIÉTÉS BELGES, superposition, 94.

SOCIÉTÉS COLONIALES, 7, 48.

SOCIÉTÉS DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS EN CHINE, 11.

SOCIÉTÉ DES NATIONS, 122, 134.

SOCIÉTÉS DES PAYS DE PROTECTION, 8.

SOCIÉTÉS DES TERRITOIRES SOUS MANDAT, 10.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES ABONNÉES.

Biens en France, 16.
Distinction, 12.
Emprunts émis à l'étranger, 50.
Intérêt de la distinction entre sociétés étrangères abonnées et sociétés étrangères non abonnées, 2.
Produits distribués avant le commencement ou après la cessation de l'abonnement, 14.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES NON ABONNÉES.

A participation ouvrière, 82.
A responsabilité limitée, 82.
Arrivée à son terme, indivision, 190.
Coopérative, 82.
Commandite, 82, 194, 116.
De caution mutuelle, 82.
De crédit maritime, 82.
De lotissement, 82.
De secours mutuels, 82.
D'habitations à bon marché, 82.
Du Chemin de fer d'Anatolie, 294.
En nom collectif, 82.
Faisant sur notre sol le service de ses coupons, 214.
Limited, 82.
Distinction, 12.
Domicile des sociétés, 131.
Domicile des sociétés à succursales, 120.
Funding réalisés par les sociétés étrangères non abonnées, 336.
Intérêt de la distinction entre sociétés étrangères abonnées et sociétés étrangères non abonnées, 2.
Nationalité, 3.

SOCIÉTÉS FRANÇAISES.

Possédant toutes les actions d'une soc. étrangère non abonnée, 53, 123.
Domicile des sociétés françaises à sucursales, 121.
Emprunts émis à l'étranger par les sociétés françaises, 48 et sv.

Produits de créances dépendant de succursales à l'étranger, 87.
Produits de valeurs étrangères non abonnées appartenant à des sociétés françaises, 122.

SOCIÉTÉS ITALIENNES, Superposition, 93.

SOMME FORFAITAIRE (payement de l'impôt par une), 207.

SOULTES EN NUMÉRAIRE lors des opérations funding, 316.

SOUVERAINS ÉTRANGERS, affidavit, 134, 152.

SUCCURSALE.
Sociétés étrangères, 120.
Sociétés françaises, 121, 221, 223.

SUISSE, 29.

SUPERPOSITION.
Belgique, 94.
Déductions autorisées pour éviter les superpositions, 114.
Italie, 93.
Sarre, 92.
Sociétés étrangères ayant des biens en France, 16.
Taxes d'abonnement et impôt sur le revenu de la loi de 1914, 14.
Tunisie, 88.

SURIS, 351.

SYRIE, 10, 31.

T

TANTIÈMES des administrateurs.
Exigibilité de l'impôt, 77, 78.
Déclaration, 255.
Fait générateur, 115.
Non déduction des impôts étrangers, 113.
Pénalités, 376.
Tarif, 200.

TARIFS, 196 et sv.
Du jour de l'échéance des coupons, 198.
Du jour du fait générateur, 198.
Forfaitaire, 294, 325.
Jetons de présence, 200.

Produits encaissés à l'étranger, 253.
Funding, 326.
Rémunérations diverses des administrateurs, 200.
Tantièmes, 200.
Titres déposés en banque contre récépissé nominatif, 199, 327.

TERRITOIRES SOUS MANDAT, 10, 31.
Exonération, 85.

TIMBRES (paiement de l'impôt par apposition de), 248.

TITRES.
Déposés en banque contre récépissés nominatifs, 256 et sv.; tarif, 199; funding, 327; intérêts, 329.
Déposés en garantie à l'étranger, 125.
Déposés à l'étranger sous le dossier d'une banque française, 184, 261.
Confiés à un intermédiaire en vue de l'encaissement à l'étranger de coupons non encore échus et attachés, 175.
Emis à l'étranger par des collectivités françaises, 36 et sv.
Non créés matériellement, 17.
Extranéité, 2.

TOGO, 10, 31.

TOKIO, 111.

TOLIMA, 24.

TONKIN, 8.

TRAITE (payement par), 180.

TRESORIER PAYEURS GÉNÉRAUX, 269, 270.

TRIBUNAL compétent, poursuites correctionnelles, 439.

TRINITÉ, 25.

TRUST, 17, 63.

TUNISIE, 8, 31.
Emprunts émis par la Tunisie, 85.
Etranger domicilié en Tunisie, affidavit, 147.
Superposition, 88.

TURQUIE, funding, 293 et sv., 325.

U

URUGUAY, produits gelés, 81.

V

VALEUR BRUTE du coupon, 94 et
sv.

VENTE DE TITRES.

Incidence, 99.

Coupons échus attachés, 173.

Intérêts accrus, 60.

VILLES.

Coloniales, 7.

Des pays de protectorat, 8 ; emprunts, 91 ; emprunts contractés par souscription publique ou auprès de certains établissements, 9. Des territoires sous mandat, 10.

Etrangères, 7 ; Tokio, 111 ; funding, 336 ; Varsovie, 336 ; Vienne, 336.

Françaises, emprunts émis à l'étranger, 38.

VIREMENT DE COMPTE, 177, 180.

Y

YOUGOSLAVIE, 110, 299, 334.

VU, BON A IMPRIMER :

Le Président de thèse,

Gaston JÈZE.

VU :

Le Doyen de la Faculté,

Edgard ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

IMPRIMERIE ALLAIN — ELBEUF
